



# **Eau, territoire et conflits : analyse des enjeux de la gestion communautaire de l'eau au Burkina Faso : l'exemple du bassin versant du Nakambé**

Ramatou Traoré

## **► To cite this version:**

Ramatou Traoré. Eau, territoire et conflits : analyse des enjeux de la gestion communautaire de l'eau au Burkina Faso : l'exemple du bassin versant du Nakambé. Economies et finances. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2012. Français. NNT : 2012TOU20035 . tel-00718597

**HAL Id: tel-00718597**

**<https://theses.hal.science/tel-00718597>**

Submitted on 17 Jul 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université  
de Toulouse

# THÈSE

En vue de l'obtention du

## DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :

Université Toulouse 2 Le Mirail (UT2 Le Mirail)

Cotutelle internationale avec :

---

**Présentée et soutenue par :**  
**TRAORE Ramatou**

Le 04 juin 2012

**Titre :**

Eau, Territoire et Conflits : analyse des enjeux de la gestion communautaire de  
l'eau au Burkina Faso : l'exemple du bassin versant du Nakambé

---

ED TESC : Études rurales en sociologie

**Unité de recherche :**

UMR Dynamiques Rurales - MA 104

**Directeur(s) de Thèse :**

Mme Anne-Marie GRANIE, Professeure de sociologie, ENFA Toulouse  
M. Alain BONNASSIEUX, Chargé de recherche, UMR Dynamiques Rurales UTM

**Rapporteurs :**

M. Gilles FERREOL, Professeur de sociologie, Université de Franche Comté  
M. Jean-Bernard OUEDRAOGO, Directeur de recherche, CNRS

**Autre(s) membre(s) du jury :**

Mme Catherine BARON, Professeure en Aménagement de l'Espace et Urbanisme, Université  
Toulouse 2-Le Mirail

# Résumé de la thèse

## **"Eau, Territoire et Conflits : analyse des enjeux de la gestion communautaire de l'eau au Burkina Faso : l'exemple du bassin versant du Nakambé"**

L'irrégularité des pluies, l'évaporation considérable de l'eau de surface et des points d'eau traditionnels, entraînent une insuffisance de l'eau au Burkina Faso notamment en milieu rural. Cela contraint l'Etat et les partenaires à la mise en place des points d'eau modernes. Elle ne tient pas compte des positions, des valeurs culturelles qui légitiment la gestion traditionnelle de l'eau. La nouvelle gestion de l'eau renvoie à une problématique du rapport à l'eau et relève d'une modification sociale. Cette modification provient des pratiques, de leur évolution par rapport au système social mais aussi des processus intervenant sur les pratiques elles-mêmes. Les individus font l'apprentissage de la nouvelle gestion de l'eau, se positionnent selon le contexte en fonction de leurs appartenances dans le rapport à l'eau, des modes de solidarités comme moyen d'action communautaire par rapport aux oppositions sociales. C'est dans cette perspective que la thèse analyse à partir de la gestion de l'eau, les tensions et les recompositions sociales dans cinq villages autour du bassin versant du Nakambé.

**Mots clés :** Points d'eau, territoire, autochtonie, gestion communautaire, conflits, recompositions sociales.

## **"Water, land and conflict: analysis of challenges community management of water in burkina faso the example of watershed Nakambé"**

### **SUMMARY**

The erratic rainfall, evaporation of considerable surface water and traditional water sources, cause a shortage of water in Burkina Faso, particularly in rural areas. This forced the state and partners to the development of modern water. It does not take into account the positions, cultural values that legitimize the traditional management of water. The new water management refers to a problematic relationship with water and is a social change. This change results from practices, their evolution from the social system but also the processes involved in the practices themselves. People are learning about the new water management, positioning themselves as the context in terms of their membership in relation to water, modes of solidarity as a means of Community action in relation to social opposition. It is against this background of the thesis analyzes from the water management, tensions and social blending in five villages around the catchment Nakambé.

**Keywords:** Items water, land, indigeneity, community management, conflict, social blending

## Dédicace

A mon oncle,

Le professeur Souleymane SOULAMA « si loin, si près de moi ».

Tonton, tu m'as encouragée à reprendre les études. Je serais restée en Licence si tu ne m'avais pas inculqué ton goût du travail et ton ambition d'aller encore plus loin. Ainsi, me voilà à la reconquête du savoir animée par tes encouragements et tes soutiens multiples pendant même tes moments "critiques". Tu me disais encore ce samedi 20 février 2010, ce serait la dernière fois: « *Concentres-toi sur ta thèse pour la boucler rapidement, tu as fait ce que je voulais, la balle est maintenant dans mon camp... Ne t'inquiètes pas pour moi, ça va aller et je serai à tes côtés le jour de la soutenance...* ». Le destin ne t'a pas permis de voir l'accomplissement de notre œuvre.

Contre vents et marrées, je termine cette thèse pour honorer aussi ce que tu as fait pour moi et ce que tu attends toujours de moi.

Professeur Souleymane SOULAMA, je te dédie ma thèse de tout cœur !



## Remerciements

Je remercie Dieu Tout Puissant, le Miséricordieux, le prophète Mohamed SAW, pour m'avoir conduit sur cette recherche et m'avoir permis de la mener à terme.

*Ma très profonde gratitude à tous ceux qui ont dirigé cette recherche :*

Pr Anne-Marie GRANIE, vous m'avez accompagné depuis le DEA. Vous avez su adjoindre à vos qualités scientifiques et académiques, l'humain et le moral sans lesquels je n'aurai pas pu arriver à l'aboutissement de ce travail. Anne-Marie, vous avez su rire avec moi, mais aussi fondre en larmes avec moi ; c'est la méthodologie de votre infaillible encadrement. Vous avez su me montrer la sincérité, le dévouement. Ces qualités resteront pour moi des repères dans ma vie. Enfin, vous avez su me repêcher plusieurs fois dans les profondeurs du découragement en agissant personnellement ou par téléphone. Anne-Marie, vous écrire ce mot, m'a été très difficile, car en détresse de le sentir faible par rapport à ma très profonde reconnaissance que j'ai pour vous. Anne-Marie, je vous invite à « rire » car vous le méritez vraiment.

Alain BONNASSIEUX, tuteur de la thèse s'est toujours montré très disponible. Les discussions fructueuses que nous avons eues lors de nos rencontres, vos qualités d'écoute et d'encadrement, votre calme et votre affection ont été pour moi une source de motivation. Je vous témoigne mon très profond respect.

*A ceux qui m'ont aidé d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce travail :*

Valérie OLIVIER, maître de conférences, tu avais eu la charge de m'inscrire au DEA. Tout comme Anne-Marie, il m'est très difficile de t'écrire ce mot. Ton fils cadet et ta famille depuis ce temps m'avez adoptée en m'accueillant chez vous, en m'apportant des soutiens multiples. Animée très affectueusement de me voir réussir, tu m'as offert ton amitié, ton humilité, ta compassion, ton partage du savoir qui m'ont permis de tenir. Valérie, ta famille et toi, trouvez ici mon très profond respect et ma profonde reconnaissance au « chef ».

Pr Catherine BARON, sans me connaître auparavant, tu as refusé de me rabaisser comme il t'avait été demandé de le faire. Nous avons sympathisé dès notre première rencontre en France. Tu m'as ouvert ta porte, ta vision des choses. Ton affection, tes soutiens et tes prises de position en ma faveur ont été aussi ma source de motivation. Catherine, je te témoigne mon éternelle reconnaissance ainsi qu'à ta famille.

Pr Jean Bernard OUEDRAOGO, une de vos qualités, c'est votre préoccupation de voir vos étudiants aller encore plus loin. Ainsi, vous avez été la première personne après la maîtrise, à

m'encourager sur ce cheminement. Sans ménagement (des pleurs...), vous m'avez appris également le goût de l'ambition et la maîtrise du terrain. Jean Bernard, la profondeur de votre réflexion méthodologique et votre influence liées à votre humanisme caché, ont modifié ma façon de penser. Ce travail vous témoigne ma reconnaissance éternelle.

Jean Pascal FONTORBES, maître de conférences, m'a également offert son affection, sa sympathie.

Philippe SAHUC, maître de conférences, pour sa disponibilité et ses lectures.

Xvier CINCON, maître de conférences, pour sa collaboration.

Mes jeunes frères Achille DIENDERE et Adama OUEDRAOGO « mon demba », par l'humour et la taquinerie, m'ont permis de tenir jusqu'au bout.

Dr OUEDRAOGO Abdoulaye et SAWADOGO Natéwendé pour les échanges fructueux.

Le tiibnaba de Loagha, les chefs de Kora, de Bagré- centre, de Bankako, de Gogninga et leurs responsables coutumiers, les RAV, le CVD, mes enquêteurs : SAWADOGO Germain, SORGHO Pascal, SORE Gomsida, la population des villages qui m'a accueillie comme d'habitude. Mention spéciale aux femmes qui ont toujours mis l'eau à ma disposition, malgré les difficultés d'approvisionnement auxquelles elles font face.

Pr Joseph PARE pour vos soutiens multiples, ce travail vous témoigne de ma reconnaissance.

Je témoigne ma reconnaissance éternelle à mon époux feu Karim TRAORE pour m'avoir encouragée à faire un troisième cycle. Cette thèse faisait ta fierté, je l'ai terminée pour toi également. Reposes en paix !

Ma reconnaissance éternelle à mes adorables filles Awa Rachida, Aïcha Djamila, Fatima Nourdina pour votre comportement exemplaire durant ces longs moments d'absence qui vous ont permis de mûrir. Vous m'avez honorée que Le Seigneur Miséricordieux vous honore !

Merci éternel à mon père et à ma mère qui m'ont inculqué des vertus qui me permettent de grandir devant certaines dures épreuves de la vie. Paix à vos âmes.

*Je remercie vivement* les enseignants-chercheurs et les doctorants de mon laboratoire d'accueil Dynamiques Rurales : M.et Mme Bah m'ont offert gracieusement leur appartement en 2010. M. et Mme Ibou NDAO, Jean Paul OLINA, Maxime TANO, Hadizatou ARIDOUANE et MOUMEN Widded m'ont toujours encouragée à tenir jusqu'au bout. Audrey MURILLO, Lucie AUSSEL et Elodie FAYEL de l'ENFA m'ont aidée par leur gentillesse et leur humanisme.

Les informaticiens Abder et François, les secrétaires Thérèse et Nathalie, Kadra tous de l'ENFA. SANOU Bakary de la GTZ pour les cartes. Merci à vous.

*Ma profonde gratitude à :*

Mes voisins M. et Mme ZONGO Ali, Marguerite TAPSOBA et sa mère pour avoir veillé sur mes filles durant mes absences.

Mes amis(es), chacun(e) en sa manière m'a apporté son soutien :

Petra MEYER et sa famille. Petra, les mots me manquent pour te témoigner à sa juste valeur le niveau de ton humanisme, de ta grandeur d'esprit, de ta compassion à mon égard. Je t'offre simplement au nom de notre amitié, ce travail que tu partageras avec ta famille.

Mme GAUTIER Halima. Je ne dois pas te remercier pour la simple raison que notre amitié est enracinée dans nos familles depuis notre tendre jeunesse, donc ce travail est le fruit d'une œuvre commune !

Les parents d'Achille DIENDERE pour leurs soutiens multiples.

Mmes HIEN Bernadette, TRAORE Anne-Marie, TRAORE Philomène, BANDRE Pauline, KOBIANE Hélène, TRAORE Madeleine, KONFE Awa, SAWADOGO Nadia, KONE Safiatou, TRAORE Christiane. Manon, Axelle et leurs parents M. et Mme LIEHOUN qui m'ont accueillie chez eux pendant trois mois en 2008; Evelyne GUILHEM et sa famille, la famille AFDI (Aude) avec son président M. TUBERY Gérard les autres membres du bureau, Daniel, Philippe, qui m'ont entourée de leur sympathie.

*Ma reconnaissance à ma famille :*

Mon oncle OUATTARA HEMA Bakary qui, malgré son quart de siècle de retraite, m'appelle régulièrement pour m'encourager. Mon oncle Lamoussa m'a toujours accompagné par ses prières et ses bénédictions. Mes tantes Mmes SOULAMA Sylvie, OUEDRAOGO Fati, OUATTARA H Bintou, DIARRA Mariam, GUINDO Mama, DABIRE Tènè, mes cousins et cousines m'ont également encouragée, particulièrement Fanta avec qui j'échangeais régulièrement. Mes vifs remerciements au capitaine Dr DAO Ibrahim en formation au Maroc. Toutes mes petites sœurs : Mariam, Assita, Djènèba, Korotoumou, Fatoumata, Kadiatou ont toujours œuvré pour que leurs nièces ne se sentent pas seules. Puisse ce lien de consanguinité perdurer jusqu'à nos générations futures.

*Toute ma gratitude* à l'imam Mamadou DAFÉ de la mosquée Mirail Basso Cambo, à M. et Mme BADAÏ Abdelaziz de la mosquée de Castelnau-d'Aud pour leurs soutiens et leurs encouragements durant la maladie de mon mari jusqu'à sa mort. Merci à mon amie Patricia SMITH et à son église « Assemblée Evangélique des Pentecôtes » à Bagatelle.

## AVANT PROPOS

Portant notamment sur l'autochtonie et les représentations sociales comme élément de compréhension des conflits autour des points d'eau en milieu rural, ma thèse se veut une contribution à la nouvelle gestion de l'eau qui s'observe au Burkina Faso depuis les années 1990. Cette question de recherche m'est apparue très importante en 2000 dans le cadre du projet GUCRE dans lequel j'ai été impliquée. Mes réflexions sur le travail de thèse ont débuté au cours du DEA ESSOR (2001-2002) que j'ai obtenu à Toulouse sous la direction du Professeur GRANIE. J'ai choisi de traiter cette question de recherche en entrant par les systèmes de représentations sociales des individus ou/ et groupes (fractions, ethnies). En effet, dans les sociétés moaga et bissa, à ce jour la question des conflits autour des points d'eau n'a pas été traitée sous l'angle que je propose. Les activités menées au sein du projet GUCRE sur les sources des différents conflits liés à l'eau autour du bassin versant du Nakambé, me paraissaient révélatrices des faits sociaux. Elles me semblaient importantes et elles nourrissaient ma curiosité dans le sens de mieux appréhender le rapport homme/homme, homme/environnement et homme/culture. Les entretiens que j'ai menés n'ont pas toujours été faciles. Au cours de l'un d'entre eux, le tiibnaba (équivalent de chef de terre pour le cas de Loagha) très énervé m'a dit ceci : « *Vous me demandez quelque chose qu'aucune de mes cinq femmes ni aucune autre femme n'a osé jusque là me la demander !... Pourquoi vous cherchez à connaître nos secrets pour les exposer au monde ?* ». Mais cette réaction ne m'a pas bloquée car j'avais déjà conduit des entretiens sur les conflits agriculteurs/éleveurs et je savais que le rapport au terrain peut être parfois éprouvant. Ma recherche était engagée, je devais trouver des stratégies pour obtenir les informations capitales pour mon travail. C'est avec de la persévérance, par de multiples allers et retours que j'ai pu recueillir des informations. Une des plus grandes satisfactions que je tire de ce travail est d'avoir pu quelque peu pénétrer dans un monde dit « de secrets » généralement pas accessible aux femmes. Cette expérience m'a permis d'enrichir mes méthodes d'enquête et mes connaissances sur les conflits ruraux initiées en 1996, date à laquelle, étudiante en maîtrise, je me considérais apprentie sociologue. Même si des contraintes de temps, matérielles et financières, ont constitué un frein à l'étude, cette thèse représente pour moi une expérience scientifique riche sur la compréhension des formes d'attachement culturel basées sur des symboles, des rites, des sacrifices, des normes qui donnent sens aux rapports sociaux et qui éclairent la question des situations conflictuelles autour des points d'eau en milieu rural au Burkina Faso. C'est avec un réel plaisir que je partage ce travail avec tous ceux qui auront l'occasion de le lire.

« Mais un témoin a besoin d'un état civil. Avant même de faire le point de ce que j'ai pu voir, il convient de dire avec quels yeux je l'ai vu ».

Marc Bloch (1990)

# **GLOSSAIRE**

## **Sigles**

ABN : Autorité du Bassin du Niger

ABV : Autorité du Bassin des Volta

AFD : Agence Française de Développement

AGEB : Autorité pour la Gestion de l'Eau de Bagré

AHVB : Association Hydraulique Villageoise du Bam

ADAE : Association pour le Développement des Adductions d'Eau potable

AEPS : Adduction d'Eau Potable Simplifiée

APAD : Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Développement

AVUE : Association Villageoise des Usagers de l'Eau

BAD : Banque Africaine de Développement

CEDRES : Centre de Documentation, de Recherches Economique et Sociale

CGPE : Comité de Gestion des Points d'Eau

CLE : Comité Local de gestion de l'Eau

CNE : Conseil National de l'Eau

CNR : Conseil National de la Révolution

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CPE : Comité des Points d'Eau

CRDI : Centre de Recherches pour le Développement International.

CVD : Comité Villageois pour le Développement

CVGT : Comités Villageois de Gestion des Terroirs

DGE : Direction Générale chargée de l'Eau

DHV : Direction de l'Hydraulique Villageoise

DHUSU : Direction l'Hydraulique Urbaine et Semi Urbaine

DRH : Direction Régionale de l'Hydraulique

DIEPA : Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement

ECRIS : Enquête Collective et Rapide de Détermination des conflits et des groupes Stratégiques

EREU : projet Epidémiologie Réutilisation des Eaux Usées

FMI : Fonds Monétaire International

GEPRENAF : GEstion Participative des Ressources NAturelles et de la Faune

GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau.  
 GTZ : Société pour la coopération technique  
 GUCRE : Gestion des Usages Conflictuels des Ressources en Eau  
 INSD : Institut National de la Statistique et la Démographie  
 IRD : Institut de Développement et de Recherches  
 LIPDHD : Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable  
 MOB : Maîtrise d'Ouvrage de Bagré  
 ONEA : Office National de l'Eau et de l'Assainissement  
 ONG : Organisation Non Gouvernementale  
 PAE : Plans d'Actions de l'Eau  
 PAGIRE : Plan d'Action de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau  
 PARCODIEAU : Participation des Communautés de base à la Gestion de l'Eau  
 PAS : Programmes d'Ajustements Structurels  
 PATECORE : Projet Aménagement des Terroirs et Conservation des Ressources  
 PMH : Pompe à Motricité Humaine  
 PNAEPA : Programme National pour l'Adduction, l'Eau Potable et l'Assainissement  
 PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement  
 RAF : Reforme Agraire et Foncière  
 RESO : Ressources en Eau du Sud-Ouest  
 SAGE : Schéma d'Aménagement de l'Eau  
 SDAGE Schéma Directeurs d'Aménagement de Gestion des Eaux  
 SIDA : Syndrome d'Immunodéficience Acquise  
 SONABEL : Société Nationale Burkinabè d'Electricité  
 TOD : Textes d'Orientation de la Décentralisation  
 UEMOA : Union des Etats Monétaires Ouest Africain  
 UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

### **Mots en langue bisia**

Dôôku-dôôku : la saison est là  
 Hinnir nyi : cigale  
 Ibi : c'est-à-dire le familier, il renvoie aussi au pluriel « *awo* », mais surtout au mystère, à l'inquiétant même si l'homme le côtoie à tout moment.  
 Kumbasipaga : insectes rouges  
 Manizèhi : prêtre des eaux de surface

Nyasôm : gérer l'eau renvoie à diriger l'eau dans le sens de l'abondance, de la générosité et de l'intérêt.

Pôô : baobab, son nom scientifique est *adansonia digitata*

Solè solè : toucans

Talabèga : chef de terre

Tarà a une conception double chez les Bissa il désigne à la fois un ensemble (l'ensemble des génies de la terre) et un élément particulier de cet ensemble, le chef de ces génies : la terre elle-même

Tarazanomè : gens ou enfants de la terre (autochtones)

Tchaa : épervier

Togô : raisin nom scientifique est *lannea microcarpa*

### **Mots en langue moore**

Bakouwèga : fête de remerciement des ancêtres

Biiga (singulier), biisi (pluriel): enfants

Biisnaabananemsé : chefs du sol

Buudu : lignage patrilinéaire

Buudukasma (singulier), buudukasmadamba (pluriel) : chefs du lignage

Buudbkutoaga est formé de buudb qui signifie lignage, du verbe ku qui veut dire tuer et de toaga ce qui donne « lignage/ tuer/ houe ». C'est donc la houe magique lignagère

Buudutengkuguri : autel du lignage

Daam ou raam : dolo la bière de mil

foupog-sabga : foupoga (pagne) sabga (noir)= pagne noir

Gisga : descendu du ciel

Karguidé : masque sacré appartenant au yoyô laré de chef de terre

Kaseré : couverture en cotonnade de couleur blanche et noire

Kiimsé : fantôme ou maison sacrée pour les esprits des ancêtres d'un même lignage

Kiliko : un oiseau dont le chant annonce l'arrivée de l'hivernage

Kimdogo ou gninyorogo : case sacrée

Koom kogolôgo gérer l'eau en mooré dans le sens d'organiser, d'administrer, de diriger l'eau dans le sens de l'abondance et de l'intérêt pour sa pérennité.

Koroga : sacoche

Koudn miugu est composé de Koudn qui signifie tuer et de miugi qui veut dire rouge

Koukouya : pioche



Moaga (singulier) Mossi (Moose pluriel) : groupe ethnique

Naam : pouvoir, autorité propre à un chef moaga

Naba : chef investi par le pouvoir du naam

Naba zid wendé : Dieu soleil créateur du monde naturel visible et du monde surnaturel invisible

Nabiiga : enfant du chef

Nakomba (singulier), nakombsé (pluriel) = enfants du chef ou enfants du pouvoir

Namassa : pieds sont mouillés

N bonsa siiga : nbonsa signifie “je demande“, siiga c’est la force d’où je demande la force

Nayisgu daam : dolo de la cérémonie d’intrônisation du chef de terre

Neda : personne humaine

Ninbèda : mauvais dans le sens de sorcier qui peut t’ôter la vie

Ninsaala : créature éphémère et insaisissable

Ninyalga : farfelu

Nyonyonga (singulier), Nyonyossé (pluriel)

Palôngoté Paloôngo veut dire finir avec toi. Il serait lourd de sens. C’est le domaine du génie de l’eau. Il ne pardonne pas. Pug-gandaogo signifierait en langue moré, femme dure, méchante qui est capable de tuer par la sorcellerie.

Pug-rumdé : il s’agit de la femme la plus aimée, la préférée du mari

Pug-târe : jalousie entre coépouses. Elle se manifeste par : tu n’as que des filles, c’est moi qui lui ai donné son unique fils, tu n’as eu que deux enfants seulement, ton fils n’est qu’un vaurien

Pug-tchièma : première épouse

Pug-yogo : femme qui porte la culotte, une femme qui commande dans son foyer.

pug-tankasga : aîné des tantes

Raonga : néré son nom scientifique est parkia biglobosa

Saana là koom : (Saana signifie étranger ; koom signifie eau) on reçoit l’étranger d’abord avec de l’eau

Salpoko : génie du lac bam.

Siiga (singulier), siise (pluriel) : principe d’animation vitale ; force qui permet à l’individu de s’assumer pleinement comme un sujet et membre d’une communauté humaine

Silmiiga : Peulh

Taanga : karité, son nom scientifique est butyrospermum parkii

Takodee : célébration de l’arrivée des pluies

Tempelem : pour les profanes il signifie blancheur de la terre. Dans le domaine de la société dite secrète, c'est un espace de la brousse constitué d'arbustes donc de clairière (d'où blancheur) censé abriter l'esprit des ancêtres et les génies qui veillent sur le territoire

Tenga (singulier) tense : terre, village, terre en tant que plan du sol

Tengandé : fête célébrée par le tengsoba pour une bonne pluviométrie, une bonne récolte et une paix sociale

Tengn biiga : enfant de la terre = autochtone

Tenga biilem : autochtonie

Tengkuguri : fétiche du village

Tengsoba (singulier) tengsobademba (pluriel) : chefs de terre

Tenkuuga : supports privilégiés du tengsoba

Teng-n ram demba : signifie gens de la terre

Tên-gen- biilem = yoyôre ou pouvoir magique

Tengaongo est composé de tenga ou terre (sol) et de gaongo ou peau. Tengaongo = la peau du sol ou la peau de la terre

Tibnaba : il est composé de tib qui signifie autel des ancêtres et de naba qui est le chef, ce qui donne chef de l'autel des ancêtres

Tiibo : autel. Le tiibo de Loagha est composé tiraogo (fétiche male intercède pour les eaux souterraines et la pluie) et de tipoko (fétiche femelle s'occupe des eaux de surfaces).

Tiiboulga : puits mythique ou puits de l'autel des ancêtres

Tiise : autels des génies

Tchin ni panga : entrer avec force

Toïga : baobab

Tuule : âme. Pour la société secrète, il s'agit d'un yoyôre muni de mauvaise intention

Yag-gakasinga : aîné des neveux

Ya need là : est-ce une personne ?

Yoyôré est l'attribut des Nyonyossé comme le suku est l'attribut central des Sikoomse : pouvoirs mythiques, magico- religieux à caractère offensif et défensif.

Wende (Naba zid-wendé) : Dieu

Wéogo : brousse domaine des ancêtres, des génies et de Panda l'ancêtre femelle des Nyonyosse

Wend Paanga : force de Dieu

Yaaba (singulier), yaabademba (pluriel) : ancêtres, aïeuls

Zaksoba (singulier), zaksobademba (pluriel) : chefs de ménage

Zoom koom : jus fabriqué à base de la farine de petit mil et de l'eau. Dans la société secrète, il représente la part des génies.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>16</b>
------------------------------------	-----------

## **PARTIE I : SYSTEMES DE GESTION DE L'EAU ET TRANSFORMATIONS**

<b>SOCIALES.....</b>	<b>29</b>
----------------------	-----------

<b>Chapitre 1 : Enquêter sur l'eau dans un contexte d'insuffisance de la ressource .....</b>	<b>30</b>
--	-----------

1.1. L'environnement physique inadapté à l'évolution de la demande en eau .....	30
1.2. Histoire et évolution de la politique nationale de l'eau : légitimité politique de la gestion de l'eau et des hommes .....	42
1.3. Typologie des points d'eau dans les villages.....	57

<b>Conclusion du premier chapitre .....</b>	<b>70</b>
---	-----------

<b>Chapitre 2 : Généralités sur la gestion communautaire et quelques approches sur la gestion de l'eau en</b>	
---	--

<b>Afrique .....</b>	<b>72</b>
----------------------	-----------

2.1. Au fondement de la gestion communautaire, des communautés homogènes ou hétérogènes ? .....	72
2.2. La gestion communautaire pour enrayer la dégradation des ressources .....	74
2.3. Approche communautaire, village, terre et terroirs : quelles adéquations ? .....	81
2.4. Observations sur les approches de la gestion de l'eau.....	84

<b>Chapitre 3 : Contexte de la recherche .....</b>	<b>96</b>
--	-----------

3.1. Caractéristiques des villages échantillonnés.....	98
3.2. Historique et organisation sociale des villages .....	99
3.3. Caractéristiques physiques des villages.....	110
3.2. Le climat de Kongoussi.....	112

<b>Chapitre 4 : Problématique et méthodologie.....</b>	<b>96</b>
--	-----------

4.1. Problématique.....	116
4.2. L'eau au cœur de la gouvernance : Un outil de compréhension des conflits.....	119
4.3 Les hypothèses de la recherche .....	130
4.4. Les concepts mobilisés .....	132
4.5 L'agent/acteur.....	143
4.6 Les représentations sociales et l'eau.....	144
4.7 La nécessaire posture de départ.....	147
4.8. Le terrain : le choix des villages .....	148
4.9. Le déroulement du terrain .....	152
4.10. Du questionnaire à la méthode .....	156
4.11 Diversité de matériaux d'investigation liée à l'évolution du questionnaire.....	157

4.12. Faire dialoguer les témoignages et les sources écrites : la recherche documentaire.....	161
4.13. L'analyse des matériaux .....	162
4.14. Difficultés rencontrées et stratégies adoptées pour les contourner .....	164
<b>Conclusion du quatrième chapitre .....</b>	<b>165</b>
 <b>PARTIE II : RESULTATS. LES SOCIETES ET L'EAU .....</b>	 <b>166</b>
 <b>Chapitre 5 : Les sociétés et l'eau.....</b>	 <b>167</b>
5.1. Histoire, organisation sociale et politique moaga et bissa.....	167
5.2. Représentation de l'eau dans la culture moaga et bissa.....	170
5.3. L'eau : enjeu culturel.....	198
5.4. Valeurs symboliques de l'eau.....	206
 <b>Chapitre 6 : Principaux types de conflits pour l'accès à l'eau .....</b>	 <b>215</b>
6.1. L'univers recomposé des points d'eau .....	215
6.2. Observer pour comprendre les interactions dans des espaces hétérogènes .....	220
6.3. Les situations d'interactions : typologie des conflits qui vont se répercuter au niveau des points d'eau .....	231
 <b>CONCLUSION GENERALE : EAU, GESTION ET USAGE .....</b>	 <b>323</b>
 <b>Bibliographie .....</b>	 <b>328</b>
 <b>Annexes .....</b>	 <b>348</b>
 <b>Table des illustrations .....</b>	 <b>371</b>
1- Liste des cartes .....	371
2- Liste des encadrés .....	371
3- Liste des figures .....	372
4- Liste des photos.....	372
5- Liste des tableaux.....	374
 <b>Table des matières .....</b>	 <b>375</b>

# Introduction générale

## Moi et mon sujet

Le parcours qui m'a conduit à faire une recherche sur la gestion de l'eau et principalement sur la gestion des conflits autour des points d'eau en milieu rural, est assez particulier.

En 1996, pendant que je rédigeais mon mémoire de maîtrise sur « Rôle et place de la femme dans les organisations paysannes, cas de la Société Coopérative Agricole de Bérégadougou (SOCABE) », un conflit meurtrier agriculteurs/éleveurs a éclaté dans ma région. Mon directeur de mémoire, le Professeur Jean Bernard Ouédraogo s'est vu interpellé par cette situation sociale. Il a chargé certains de ses étudiants de mener les enquêtes sur cette question. Il s'agissait des étudiants ressortissants de ces zones de conflit dont je faisais partie et des étudiants parents à plaisanterie<sup>1</sup> des auteurs du conflit. De cette première confrontation avec le terrain, je retiens l'intérêt de la compréhension et l'écoute des interlocuteurs, la signification qu'ils donnent aux phénomènes sociaux et la manière dont se construisent les enjeux sociaux. Ces enquêtes que j'ai menées avec beaucoup d'intérêt, m'ont donné l'envie de devenir apprentie sociologue.

Avant ma soutenance de maîtrise en 1997, j'ai été engagée comme animatrice au projet « Epidémiologie Réutilisation des Eaux Usées (EREU) » par les maraîchers de la ville de Ouagadougou, à la suite d'un conflit entre le groupement « Wend paanga »<sup>2</sup> des maraîchers de Boulmiougou et les agents de ce projet. Trois années d'analyse des rapports sociaux entre les différents individus et groupes de ce milieu m'ont permis d'approfondir mes connaissances sur la force, le jeu et les enjeux du pouvoir au sein de ce groupe social.

De fin 1999 à mi-novembre 2006, j'étais considérée comme "sociologue" dans les projets Gestion des Usages Conflictuels des Ressources en Eau (GUCRE) et Participation des Communautés de base à la Gestion de l'Eau (PARCODIEAU) basés au Centre de Documentation, de Recherches Economique et Sociale (CEDRES) à l'université de Ouagadougou et financés par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) Canada. Le projet GUCRE (1999-2005) intervenait dans dix neuf villages échantillonnés des trois sous

---

<sup>1</sup> Parent à plaisanterie : il s'agit d'une pratique des membres d'une même famille ou des membres de certaines ethnies qui les autorise voir même les oblige à se moquer, s'insulter et ce, sans conséquence. Ils mènent des affrontements verbaux qui sont en réalité des moyens de décrispation sociale.

<sup>2</sup> Wend Paanga signifie la force de Dieu en langue nationale moore.

bassins du bassin versants du Nakambé. Il s'agit du sous- bassin du barrage de Bagré (onze villages) ; du sous bassin du lac Bam (quatre villages) et du sous- bassin du Massili Loumbila (quatre villages) également. Le corpus d'un choix raisonné : un village distant tout au plus de 5km de l'hydro système, un village situé à 10km au plus ; et un dernier village situé au-delà de 15km. Ce projet s'était fixé deux objectifs majeurs à savoir accompagner l'Etat burkinabé dans la résolution de la gestion des ressources d'eau en milieu rural, et atténuer les conflits autour des points d'eau en milieu rural qui sont aussi source de réduction d'accès à l'eau.

Il s'agissait de l'identification des conflits et de la planification des solutions proposées par les usagers pour la résolution des conflits liés à leurs ressources en eau et du financement de certaines solutions et l'appui/conseil sur l'utilisation et la gestion des points d'eau modernes.

Mon travail a consisté à l'élaboration et au traitement des données ; au suivi et à l'appui technique des animateurs ; l'accompagnement des communautés locales dans la planification et la recherche de solutions à leurs problèmes d'accès et de gestion de l'eau : la recherche d'une adéquation tradition/modernité. Mais à côté, je faisais de l'observation participante pratiquant l'écoute en essayant de comprendre les interlocuteurs pour mieux déceler les positions sociales et les relations entre les positions, les interactions. Le travail m'a donné des éclairages pertinents sur les jeux et les stratégies d'acteurs dans les différents milieux. Tous les six mois, le projet exigeait un bilan à mi- parcours et un bilan à chaque fin d'année. Ce dernier bilan était réalisé en atelier de deux jours avec les décideurs politiques, des partenaires du développement qui intervenaient dans le domaine de l'eau, quatre représentants de chaque village. Chaque agent du projet était tenu de faire un exposé sur son domaine d'action. Cette démarche visait la vérification de nos travaux et la pertinence des résultats, mais aussi « de montrer aux décideurs politiques, aux partenaires du développement et au bailleur de fonds ce qui se faisait sur le terrain <sup>3</sup> ». Le bilan annuel était rédigé en fonction des conclusions des travaux des ateliers.

J'ai participé à la conception et au démarrage du projet PARCODIEAU en octobre 2005. Le but fondamental du financement de ce projet par le CRDI était qu'il accompagne le Plan d'Action de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) dans sa mise œuvre. Pour cela, le projet a été élaboré sur le domaine d'action n° 6 du PAGIRE à savoir : « Information, Education, Sensibilisation/ Plaidoyer ». En effet, pour le PAGIRE, « la réussite des actions du

---

<sup>3</sup> Dr Nlombi Kibi, chercheur principal et directeur du projet Gucre : atelier de lancement du projet, septembre 2000, Ouagadougou, Burkina Faso.

PAGIRE repose sur l'adhésion et la participation de tous les acteurs et la durabilité de ses résultats repose sur son appropriation par ces mêmes acteurs. C'est le sens des actions de ce domaine qui visent la plus large information et participation de la société civile et des décideurs politiques 4». Ce projet s'est intéressé à quatre villages par bassin versant de la Comoé, du Mouhoun et du Nakambé. Le choix des villages était le même que celui des villages du projet GUCRE. Ce projet ambitionnait la participation effective des couches marginalisées telles que définies par le PAGIRE (les femmes et les jeunes) aux prises de décision en matière d'eau en milieu rural. Mon travail a consisté à faire un état des lieux (historique, organisation sociale et politique, le rôle et la place des femmes dans les prises de décision ; la typologie des points d'eau et leurs modes de gestion). Je n'ai pas terminé mon travail parce que j'avais reçu une réponse favorable à une demande de bourse UNESCO. Je suis donc partie du projet à la mi-novembre 2006.

Ce que je retiens de mes travaux dans ces différents projets, est l'acuité de la question de l'approvisionnement en eau qui ne me paraissait pas aussi préoccupante en ville malgré les coupures d'eau courante. J'ai éprouvé cette acuité de l'approvisionnement en eau pour l'avoir à certains moments, vécue avec le projet GUCRE pendant lequel nous avons dormi après des journées laborieuses sans avoir de l'eau pour se laver. J'ai vu certaines familles dormir avec la faim parce qu'il n'y avait pas d'eau pour faire la cuisine. En effet, dans tous les villages retenus du GUCRE, les problèmes hydrauliques étaient et demeurent toujours récurrents. Les rencontres que je faisais avec les groupes socio -professionnels, les femmes, les jeunes, et les observations autour des points d'eau à travers les longues files d'attente, les conflits pour le non respect des tours d'eau ou pour la quantité d'eau prise, le faible débit de certains ouvrages, l'attente pour la remontée de l'eau au niveau des points d'eau traditionnels illustraient fortement ces problèmes. Avant la grande sécheresse des années 1970 qui a bouleversé la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, les points d'eau du pays permettaient aux populations de vivre. Mais suite à la sècheresse, les hydrosystèmes ont été complètement affectés par les conditions climatiques et depuis, la situation ne fait que se dégrader. En effet, la dégradation du couvert végétal ne permet pas la rétention de l'eau. L'érosion des sols entraîne les alluvions nécessaires pour nourrir les cultures. La situation s'aggrave avec tous les problèmes de changement climatique, de changement social, et, les populations vivent des

---

<sup>4</sup> Présentation du Secrétaire permanent du PAGIRE à l'atelier de lancement du PARCODIEAU novembre 2006.



problèmes d'enjeux importants dans l'agriculture et l'élevage, liés au manque d'eau. A cela s'ajoute la forte croissance démographique.

En mars 2003, j'ai présenté le GUCRE à Niamey au Niger à un forum international sur : Gestion des conflits ruraux et des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest et du Centre. J'ai choisi comme thème de communication : Dynamiques sociales et usages conflictuels des ressources en eau : Enjeux et jeux autour du bassin versant du Nakambé au Burkina Faso. Ce forum que j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt, envisageait la mise en place d'un réseau africain de prévention et de gestion des conflits ruraux. Cette idée m'a encouragée à faire une thèse afin d'être reconnue comme membre actif du réseau au plan scientifique.

En 2006, je me suis inscrite à un atelier Sous Régional qui s'est tenu à Ouagadougou sur les Dynamiques d'Economie Sociale et Solidaire en Afrique de l'Ouest et du Nord : Economie sociale, développement local, cohésion sociale. Ma réflexion a porté sur le thème Changement social et gestion des usages de l'eau autour du bassin versant du Nakambé au Burkina Faso. J'étais en première année d'inscription de thèse donc c'était une opportunité pour moi, de bien ordonner et d'orienter mes réflexions.

Mon intérêt pour la gestion des conflits n'est donc pas un fait du hasard, je me suis retrouvée à proximité des acteurs sociaux, à les observer régulièrement dans leurs interrelations et interactions. Je nourrissais ainsi l'envie de bien comprendre les phénomènes sociaux, leurs significations profondes et leurs aboutissements. Les nombreux entretiens que je menais avec les « agents/acteurs » (Granié, 2005) et les observations que je faisais dans les villages, m'ont parfois impliquée dans la réalité de ces différentes sociétés et ce, grâce au projet qui ambitionnait l'atténuation des conflits autour des points d'eau en milieu rural. J'ai compris que je devais mener une recherche scientifique pour mieux comprendre les phénomènes sociaux. En 2001, j'ai eu l'opportunité de faire le DEA ESSOR<sup>5</sup> à Toulouse. Le thème du mémoire a porté sur « Stratégies et innovations en matière de gestion d'eau : cas du bassin versant du Nakambé au Burkina Faso ». J'ai pris conscience qu'il me fallait beaucoup de recul pour mener une analyse pertinente sur les interactions sociales. La déconstruction et le repositionnement m'ont permis de revoir les dynamiques et les pratiques sociales au sein des espaces sociaux, l'utilisation de la méthode ECRIS<sup>6</sup> des chercheurs de l'Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du changement social et du Développement (APAD), et de

---

<sup>5</sup> DEA ESSOR : diplôme d'Etudes Approfondies : ESpaces, SOciétés Rurales et logiques économiques.

<sup>6</sup> ECRIS : Enquête Collective et Rapide de Détermination des conflits et des groupes Stratégiques.

relier *Violences et Communautés en Afrique Noire* (Ouédraogo, 1997). Mon travail s'inscrit dans la logique de compréhension des conflits ruraux.

Ces expériences sur la gestion des conflits autour des points d'eau en milieu rural nourrissent ma principale préoccupation : je veux montrer que l'eau, en plus de ses éléments nutritifs, est un élément révélateur des transformations sociales dans les interrelations entre agents/acteurs.

Le problème majeur qui a été observé est la non-satisfaction des besoins en eau de la majorité des populations tant en milieu rural qu'en milieu urbain. L'écart entre la disponibilité des points d'eau et les besoins en eau se creuse quotidiennement. Il conduit tous les usagers, particulièrement les responsables coutumiers, à adopter certains comportements pour l'accès et la gestion des ressources en eau en regard de leur groupe social. En effet, le manque d'eau nourrit les représentations que les acteurs sociaux se font de cette ressource dans un monde en pleine explosion démographique et de changement socio-économique.

La question de la gestion de l'eau au Burkina Faso et particulièrement celle du Bassin versant du Nakambé a déjà fait l'objet d'une série de recherches (Zoungrana (2001 ; 2003), Bayala (2002), GIRE(1999), etc.). Ces recherches n'ont cependant pas identifié les positions, les stratégies sociales et les combinaisons des différents acteurs sociaux. Or la gestion de l'eau indissociable de la perception de l'eau par les agents/acteurs locaux, est un construit social. Elle peut être prise comme un «fait social total» (Mauss, 2001) au sens où son explication dans tout contexte passe par la prise en compte des facteurs socioculturels, symboliques, géographiques, historiques et de plus en plus économiques. C'est la prise en compte de tous ces facteurs explicatifs qui justifie le choix du thème : les logiques des agents/acteurs, les stratégies développées dans un contexte de raréfaction de la ressource. La diversification des usagers entraîne des représentations différentes de l'eau en lien avec les appartenances sociales. Dans les périodes accélérées de pénurie d'eau, la perception de l'eau est liée non seulement aux normes et aux valeurs sociales, mais aussi comme le souligne Peretti-Watel (2000) « à la manière dont les acteurs pensent pouvoir maîtriser leur existence » ; cela donne une importance au contexte burkinabè.

### **Argumentaire de la question de recherche**

Au cours de mes travaux, j'ai noté que les préoccupations et les modèles de gestion de l'eau portent depuis quelques années sur les considérations sociales avec comme point central, la participation des usagers à cette gestion comme tentative de résolution du partage de l'eau. On constate ainsi qu'au Burkina Faso, la gestion de l'eau est passée d'une gestion sectorielle à

une gestion dite intégrée et participative (Sommet de Rio 1992, chapitre 18 de l'agenda 21). Ce sommet recommandait que chaque pays « au titre de la protection des ressources en eau douce et de leur qualité »<sup>7</sup> élabore un plan d'action afin de mieux coordonner, mieux gérer et mettre en œuvre plus efficacement les programmes relatifs aux ressources en eau.

Les innovations institutionnelles introduites par l'Etat et des partenaires du développement ont non seulement introduit un aménagement du territoire (construction de barrages, retenues d'eau, puits à grand diamètre, forages, etc.), mais aussi des lois sur l'usage et la gestion de l'eau, (Loi n°002-2001/AN du 08 février 2001 relative à la gestion de l'eau). La loi sur l'eau au Burkina Faso proclame l'eau «patrimoine commun de la nation»<sup>8</sup> en cas de crise, avec une ambition de gestion collective et exige la prise en compte des multiples usages et des multifonctions du milieu. Ces transformations ont des conséquences sur les conditions d'existence des individus et sur leurs rapports à l'eau. Ainsi, l'eau, ressource naturelle, multi usages et multifonctions, devient un enjeu de gestion complexe autant pour les agents/acteurs diversifiés aux intérêts divergents que pour l'Etat et ses partenaires. En effet, la gestion de l'eau est variable. Elle «se transforme au contraire du fait de ses interactions avec les déterminants sociaux, politiques, économiques, démographiques et techniques» (Mathieu, 1991). L'analyse de cette gestion à partir des représentations sociales et de l'autochtonie montre un ensemble d'évolution des formes d'organisation sociale, des formes de coopération et des formes d'insertion sociale. Ces formes sont liées à une concurrence pour la satisfaction de la demande en eau, à une marchandisation de l'eau, à une reconfiguration des usagers par leur répartition en groupes socio professionnels pour les prises d'eau. Ainsi, la gestion de l'eau qui ne concerne que la distribution, a des conséquences sur la capacité d'action des groupes. Ces conséquences se manifestent par les effets d'équité et de la participation que la nouvelle gestion met en place. Le partage de l'eau va introduire de profondes mutations dans les relations sociales. Ces mutations affectent le système social. Le mode traditionnel de gestion de l'eau est revisité avec la valorisation de la tradition et des pratiques sociales. La participation des individus à la gestion de l'eau relève de l'organisation sociale et des représentations sociales, entraine un processus de différenciation sociale.

Tenu à l'écart dans les grandes prises de décision, le milieu rural de nos jours est sans conteste, une zone potentielle de production de biens matériels, de faits observables et analysables. La gestion de l'eau et des ressources naturelles devient un construit social. Mon

---

<sup>7</sup> Sommet de Rio 1992

<sup>8</sup> PAGIRE mars 2003 P3

intention est de comprendre le rapport homme/environnement, homme/homme, homme/culture en termes d'évolution, d'où la réflexion sur le fonctionnement de l'eau liée à la structuration de l'espace, les mécanismes qui fondent et assurent sa rationalité et son équité. En d'autres termes, cette recherche est axée sur l'analyse des changements sociaux en termes de recompositions sociales. Ce qui me permet de formuler cette question de recherche : Quelles sont les recompositions sociales, culturelles, économiques qui se produisent à partir des modalités autour de la gestion de l'eau ? La question centrale de ma recherche sous-entend la question suivante : comment les agents/acteurs s'y prennent-ils pour atteindre leurs objectifs dans un contexte de contraintes caractérisé par une permanente cohabitation entre agents/acteurs aux objectifs divergents ?

Il était très difficile pour moi au début de ce travail, après avoir fréquenté cinq de ces zones, de rester neutre. Mais j'ai mis la distance nécessaire pour la scientificité du travail. J'ai voulu montrer que la compréhension des conflits liés à l'eau en milieu rural donne un sens à l'eau et aux pratiques sociales. La particularité de ce travail porte sur la représentation de l'eau qui rend compte des jeux des agents/acteurs sur la gestion de l'eau et du territoire en milieu rural. Dans le cadre du respect des traditions, j'assure mes enquêtés, que ce qui doit être écrit le sera et ce qui ne doit pas l'être ne le sera pas. Je présente mes excuses à des personnes qui, du fait de ma ténacité, m'ont livré certaines choses. Je prends l'engagement de respecter leur volonté de ne pas les divulguer. Il faut reconnaître que le travail que j'ai mené au sein des projets a facilité l'accès aux informations. Je tente, sans prétention, de donner une vision sur la compréhension des conflits autour des points d'eau en milieu rural. En effet, la gestion de l'eau n'est pas simplement l'élaboration d'un consensus. Elle doit prendre en compte tous les préparatifs que les chefs de terre élaborent pour l'arrivée des pluies. Autrement dit, il s'agit pour moi d'une part, de cerner les représentations sociales, les pratiques relatives à la gestion de l'eau, les interactions entre les agents/acteurs sociaux locaux et les institutions. D'autre part, il s'agit d'analyser le rapport eau/terre à travers les enjeux de la territorialisation par la gestion de l'eau et comprendre comment les pratiques sociales sont vécues et perçues par les nouveaux habitants, les autochtones et par les femmes.

Relever les évolutions possibles des règles sociales et les contraintes, de même que les conséquences de ces évolutions sur les ressources et le territoire.

A partir de ces objectifs scientifiques, ma thèse va être axée sur les agents/acteurs et leurs stratégies, mais également sur les pratiques sociales qui sont au principe de la gestion de l'eau en milieu rural compte tenu de la raréfaction des ressources naturelles. Le contexte de l'étude

est la zone sahélo-sahélienne des régions du centre-nord et du centre-est du pays. La survie des populations de ces régions est basée sur les activités agricoles et d'élevage. Ces activités sont conduites dans des conditions de précarité provenant de sources multiples : aléas climatiques, irrégularité des pluies, enjeux sociaux, voire politiques et économiques. Ces difficultés, malgré les savoir-faire des acteurs locaux et leurs cultures, les insèrent progressivement et inévitablement dans l'économie de marché, dans la sphère de la mondialisation.

Sur le plan politique, le pouvoir en place depuis un certain temps, oblige chaque responsable actif de son parti, aspirant à la députation, à se faire élire dans sa province d'origine. Cet acte politique, expression d'appartenance locale, définit des identités ethniques et territoriales. Ces considérations expriment des différences, établissent des hiérarchies et des oppositions. En effet, en matière de gestion de l'eau, cette appartenance identitaire tend à complexifier la gestion de l'eau en milieu rural. La plupart des responsables coutumiers dans les villages sont de la mouvance présidentielle d'où le maintien de la hiérarchie et des oppositions. Comment le nouveau mode de gestion de l'eau avec ses prérogatives (paiement de l'eau, prises de sanctions à l'encontre des mauvais payeurs, respect des tours d'eau, etc.) peut s'implanter dans ces conditions?

Il faut encore relever que le jeu politique joue un rôle important dans le champ de la gestion de l'eau et des ressources naturelles par la mise en œuvre de politiques de développement local qui, le plus souvent, « se base sur le plan de développement local initié par les Comités Villageois de Gestion des Terroirs (CVGT) de chaque village ». En réalité, le plan de développement du village est souvent une œuvre du PNGT<sup>9</sup>. Il devient objet de convoitise à l'approche des campagnes politiques. « Tu sais, les politiciens ne se rendent pas compte que nous avons compris leur jeu ! C'est à l'approche des élections qu'ils envoient dire de préparer le plan ou bien qu'est ce qui est notre principal problème. Avant ça, au moment où tu veux les voir, ils n'ont pas le temps, ils envoient dire qu'ils sont en route, et tu attends jusqu'à l'approche des élections ou bien si tu les vois avant ça, il y a un truc qui les chauffe ou bien c'est pour préparer le terrain ! Quand ils arrivent au village, ils demandent le plan ou bien certains problèmes du village en disant "je vais voir avec le gouvernement ou avec des amis". C'est-à-dire, nous savons ce qu'ils recherchent avec nous... nous faisons semblant aussi...»<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> PNGT : Programme National de Gestion des Terroirs.

<sup>10</sup> Entretien avec S G à Loagha juin 2008

Sur le plan social, l'historique des villages étudiés fait ressortir le maintien des valeurs socioculturelles intéressantes ; la pauvreté de la zone au plan environnemental et le nouveau mode de gestion de l'eau. Les pratiques de gestion de l'eau mettent alors en jeu des transformations sociales à partir desquelles se créent de nouvelles formes de sociabilités à travers la réorganisation des rapports sociaux ouvrant un nouvel espace social. La politique du développement local initiée, prend en compte l'arrivée de nouveaux agents/acteurs sur le territoire donc de nouveaux usagers d'eau. Le partage de l'eau devient complexe non seulement à cause de l'insuffisance des points d'eau, mais aussi à cause de la concurrence qui se développe entre ces agents/acteurs aux intérêts divergents. En effet, la nouvelle gestion de l'eau s'inscrit dans les objectifs du droit à l'eau et de la lutte contre la pauvreté.

Sur le plan économique, l'aménagement du territoire à travers la construction de barrages, de retenues d'eau, le partage des parcelles d'exploitation, l'introduction de nouvelles cultures, des techniques nouvelles d'encadrement et la diversification des activités économiques, fragilisent les systèmes et techniques agricoles anciens, sources de revenus des autochtones. Ces effets économiques entraînent un processus de marchandisation de l'eau qui favorise davantage les inégalités d'accès à l'eau. Auparavant l'eau était un bien social, « un don de Dieu » donc accessible à tous. Les Mossi l'illustrent bien en disant « *saana là koom* <sup>11</sup> ». En effet généralement en Afrique, le lien entre les individus se crée à partir du don au sens de Mauss (2001) : donner, recevoir, rendre. En milieu rural notamment pour la construction d'une case, le propriétaire est aidé à la fois par les voisins, les parents et les amis. Le voisin est considéré comme un parent « immédiat qui accourt chez toi dès qu'il y a un bruit » et les liens d'amitié lorsqu'ils perdurent, « *sont considérés comme des liens de parenté* ». La contribution physique ou matérielle à l'édification de la case chez les Mossi où l'autorité se fonde sur un régime d'inégalité entre les hommes, (« *silga riti wili gyèsé, singa penda* <sup>12</sup> »), le don crée des liens sociaux. En conséquence, l'eau est le symbole d'un lien social au-delà d'un bien économique où la logique du marché est quasi inapplicable à cause des liens sociaux. Des responsables coutumiers affirment que « *c'est une honte de vendre l'eau* ». Le processus de marchandisation de l'eau va favoriser des résistances et des décalages entre la mise en œuvre des nouvelles infrastructures au niveau local et leur appropriation par des agents/acteurs locaux. Aussi, il faut noter que le nouveau système économique de l'eau n'est

---

<sup>11</sup> « On accueille l'étranger d'abord avec de l'eau » en moore.

<sup>12</sup> « L'épervier mange pendant que la branche sur laquelle il est posé, le regarde sans avoir à manger » ceci depuis toujours.

envisageable qu'en tenant compte de son environnement social, culturel et politique pour une gestion équitable et sociale de l'eau.

Les crises liées à l'eau qui fragilisent les pratiques de gestion ne sont pas dues exclusivement à la dégradation de l'environnement naturel, même si cette dernière est un facteur important dans les systèmes de production et de gestion de l'eau. Dans le contexte sahélien, le climat et l'inégale répartition des pluies de trois à quatre mois, ont des effets sur les ressources naturelles disponibles à la survie des populations. Le mode de gestion de l'eau, construit social, tient compte des représentations sociales et des normes institutionnelles. Au regard de la multiplicité des usagers, de la dynamique sociale ; la perception et les représentations sociales ont été prises en compte dans la recherche. Il s'agit de l'analyse de la construction de la réalité sociale à partir de la gestion de l'eau.

La relation à l'environnement est perceptible à travers le vécu des individus, l'occupation de l'espace et pendant les crises liées à l'eau. Aujourd'hui, c'est l'intérêt individuel qui domine dans un espace jadis de cohésion sociale. Que devient alors le lien social en milieu moaga principalement réputé pour son maintien au sein de son groupe lignager ? Il se pose alors la question récurrente des modes de prise en compte des valeurs sociales dans les politiques liées à la gestion environnementale parce que les valeurs socioculturelles guident les modes de gestion de l'eau et des ressources naturelles. Il nous a donc paru intéressant de mener cette étude sur les stratégies des individus dans la gestion des ressources naturelles de l'eau et de ses enjeux communautaires autour du bassin versant du Nakambé en tenant compte de leurs modes d'appropriation de l'espace dans le contexte de changement social. Ce changement impose « une responsabilisation et une réelle implication des acteurs dans les actions de développement de leur terroir<sup>13</sup> ».

Les acquis de terrain accumulés depuis 1996 ont été formateurs pour moi sur le plan intellectuel et professionnel, sur le plan humain et social. Les pratiques montrent une certaine réalité sociale, même dans la reconstruction, leur lecture est soumise à des déterminants sociaux. Mon intérêt pour la gestion de l'eau se justifie par le fait qu'elle est la manifestation d'une pratique sociale inscrite dans les études sociologiques. L'étude des logiques, de leur production, par un chercheur révèle des modalités de changement dans l'espace social. Le champ de gestion de l'eau est fondé sur la combinaison de l'économie, du social, de la nature, du matériel, de l'idéologie, du réel et le référent qui organise ses formes est une histoire des

---

<sup>13</sup> PAGIRE version dioula p11.

valeurs sociales dont les responsables coutumiers en sont les producteurs. Mais ce produit d'invention historique d'une série de pratiques qui rend homogène le fait social, cache une hétérogénéité interne ; chaque gestionnaire occupe une position spécifique au niveau des points d'eau. La structure des positions matérialise aussi bien des habitus professionnels que des formes de complémentarités issues de réseaux sociaux de chaque gestionnaire. On est amené à dire que le mode ancien de gestion de l'eau est contraint à se revaloriser pour imposer ses fondements idéologiques. Aussi, l'intrusion des nouveaux points d'eau en tant que nouvelle forme d'expression, mode de construction des appartenances, cristallise la lutte des valeurs et définit la nouvelle stratégie de représentation et de reproduction sociale.

Ainsi, la thèse analyse à partir du champ de la gestion de l'eau, la structure des relations entre les appartenances qui conditionnent les positions, les stratégies qu'utilise chaque individu en situation de concurrence et leurs combinaisons dans le tissu social en vue de montrer les conditions d'implication des agents/acteurs sociaux dans deux sous champs en concurrence : le mode ancien de gestion de l'eau et le mode nouveau de gestion de l'eau autour du bassin versant du Nakambé. Etudier les pratiques de la gestion de l'eau c'est étudier le mode d'existence des hommes et des choses et leurs logiques d'action.

Deux parties structurent cette thèse et ce en sus de l'introduction générale et de la conclusion. La première partie "Systèmes de gestion de l'eau et transformations sociales" comporte quatre chapitres. Le premier chapitre porte sur le contexte de l'étude pour définir l'insuffisance de l'eau qui serait à la base des conflits en milieu rural au Burkina Faso. Il examine les caractéristiques physiques qui doivent répondre aux différentes demandes en termes de quantité et de qualité de l'eau. L'environnement physique peu propice à la satisfaction des demandes en eau a conduit à l'élaboration d'une politique nationale de l'eau. Ce chapitre retrace l'histoire, l'évolution de la politique nationale depuis les années 1970 à nos jours. La dernière section s'intéresse aux types de points d'eau touchés par la politique nationale de l'eau.

Le chapitre II porte sur la gestion communautaire et quelques approches sur la gestion de l'eau en Afrique. La gestion de l'eau implique plusieurs agents/acteurs qui ont tous une position particulière par rapport à la nature et à l'eau. Ils poursuivent tous des intérêts particuliers conformément à leur rôle social. Mais ils se rejoignent autour des points d'eau avec des représentations spécifiques à chacun d'eux. Ces intérêts différents représentent une compétition et un défi pour les décideurs qui doivent inclure les préoccupations de chacun dans le système de la gestion de l'eau tout en respectant les valeurs de la société et les règles



des bailleurs internationaux. Cependant, ceci n'est pas facile à réaliser. En raison du caractère « national » de l'eau, le champ de la politique de l'eau devient une œuvre de l'Etat. C'est à partir de là qu'entrent en jeu les stratégies des usagers. La gestion communautaire va se heurter à la force des institutions et des représentations. C'est ainsi que sera élaborée la Communication Participative pour le Développement ou version corrigée de la gestion communautaire, des approches Gire (Rio, 1992), dynamique (De Sardan, Bierchenk, 1998), stratégique (Crozier/Friedberg, 1977).

Le chapitre III est consacré au cadre théorique de l'étude, autrement dit à la problématique, à la définition du questionnement, des concepts, des hypothèses. Ces précisions permettent d'appréhender la gestion de l'eau en tant que fait social total au sens de Mauss. Suivent la définition de la démarche compréhensive adoptée ; le choix des villages et des enquêteurs ; l'argumentaire des choix méthodologiques relatifs à la production des données et les difficultés rencontrées.

Le chapitre IV s'intéresse à la méthodologie. Dans le but de mieux appréhender le terrain, nous avons fait plusieurs allers-retours entre la théorie et le terrain. On s'est préoccupé de savoir comment repérer les interactions, les valeurs et les pratiques sociales des agents/acteurs. Comment ré-identifier les agents/acteurs compte tenu de notre connaissance antérieure du terrain ? L'approche compréhensive était la mieux indiquée pour nous pour construire notre démarche sur les conflits liés à l'eau. Le choix des villages était lié à la spécificité des hydrosystèmes, au mode d'organisation sociale et aux types des conflits. Ce qui nous a permis de retenir trois villages dans la zone de Bagré et deux villages dans la zone de Kongoussi. Nous avons utilisé l'entretien conversationnel, la photographie, les cartes mentales, l'observation participante pour la collecte des données. La méthode d'analyse de ce travail s'est basée sur la nature des données en fonction des thèmes abordés.

La deuxième partie "Les sociétés et l'eau" traite des résultats du terrain. Elle est composée de deux chapitres.

Le chapitre V porte sur l'histoire, l'organisation sociale et politique des sociétés Moaga et Bissa. Ces faits historiques donnent du sens pour appréhender les comportements humains. La gestion de l'eau étant une construction sociale de la réalité, l'histoire sociale donne plus d'éclairage à cette construction. L'intronisation du chef de terre en pays moaga permet de découvrir un système social mais également, il permet de le déconstruire pour mieux éclairer l'analyse des conflits. Ce chapitre décrit les précautions que les responsables coutumiers

prennent dans la préparation de l'arrivée des pluies. Le système social détermine les représentations de l'eau qui seraient à la base des conflits.

Le chapitre VI définit les interactions sociales en référence à l'interactionnisme (Strauss) et à la démarche compréhensive. Il offre une diversification des conflits autour des points d'eau liés à l'ethnie, au foncier, aux intérêts, aux activités économiques, à la politique. Des extraits d'entretiens dévoilent la perception d'autrui, l'appartenance ethnique et territoriale.

## **Partie I : Systèmes de gestion de l'eau et transformations sociales**

# **Chapitre 1 : Enquêter sur l'eau dans un contexte d'insuffisance de la ressource**

Il est difficile d'analyser les conflits liés à l'eau sans au préalable faire un détour sur le contexte de l'étude au Burkina Faso. Les changements climatiques qui s'imposent sur le pays rendent plus complexe l'accès à l'eau et la gestion de cette ressource. Pour faire face à la demande en eau dans un contexte d'insuffisance, l'Etat avec l'appui des partenaires techniques et financiers a mis en œuvre des programmes de construction des points d'eau modernes. La propriété et la responsabilité de la gestion de ces points modernes ont été transférées dans le cadre de la décentralisation de l'Etat aux communes. Les modes de gestion des infrastructures hydrauliques modernes sont en décalage avec les modes d'appropriation et de gestion des points d'eau « traditionnels » qui sont en relation avec les systèmes sociaux endogènes dans les espaces ruraux. Ce chapitre doit être compris comme une étape préalable à la définition des conflits autour des points d'eau. Il apporte des éléments de compréhension à partir de la présentation du contexte global de l'eau au Burkina Faso sur la pertinence de notre première hypothèse de recherche qui porte sur les inégalités de l'accès à l'eau. Dans ce chapitre, pour conduire notre réflexion, nous abordons dans un premier temps les effets environnementaux de l'insuffisance de l'eau au Burkina Faso. Cette insuffisance de l'eau, due en partie à la dégradation accélérée de l'environnement, est la cause de l'adoption d'une politique nationale de l'eau. Nous analyserons cette politique nationale de l'eau de même que la dynamique institutionnelle qui l'entoure. Enfin nous élaborerons une description des points d'eau, sources des références symboliques, de croyances et de représentations qui légitiment et instituent les pratiques de gestion de l'eau.

## **1.1. L'environnement physique inadapté à l'évolution de la demande en eau**

### **1.1.1. Caractéristiques générales du Burkina Faso**

#### **A- Caractéristiques physiques et administratives**

Le Burkina Faso est un pays sahélien et continental situé au cœur de l'Afrique occidentale. Avec ses ressources naturelles limitées, il couvre une superficie de 274000 Km<sup>2</sup>. Il est inscrit dans la boucle du Niger et relié au Golf de Guinée par l'intermédiaire du grand fleuve Volta dont le bassin supérieur occupe la moitié de son espace géographique.

Suite à la mise en place de la décentralisation, le Burkina Faso est organisé en collectivités territoriales et en circonscriptions administratives. Il compte selon l'INSD,<sup>14</sup> 103 communes, 315 départements, 45 provinces et 13 régions.

## **B- Caractéristiques démographiques : une population en progression importante**

Avec une population estimée à 7964705 habitants selon le recensement de 1985, la population du Burkina Faso est passée à 10312609 habitants en 1996. Selon dernier recensement général de la population de 2005 il y a 14017262 d'habitants avec près de 1,6 million habitants pour Ouagadougou la capitale. Le taux de croissance très élevé, est estimé à 3,1% entre 2000 et 2005 avec une densité moyenne de 48 habitants/km<sup>2</sup>. Près de 80% de la population vit dans les zones rurales. L'espérance de vie était estimée en 1993 à 52,2 ans. Cette espérance est passée à 53 ans en 2009 malgré l'influence du SIDA sur la mortalité.

La mobilité des populations au plan interne et externe est liée en partie aux effets de la colonisation, à des facteurs climatiques et certains facteurs socioculturels.

### **a) Une mobilité importante qui modifie les identités territoriales**

Le Burkina Faso est connu pour l'importance de la mobilité de la population. Les migrations sont très anciennes. A l'époque coloniale, la Haute-Volta à cause des densités élevées dans les parties Centre et le Nord-Ouest du pays, habitées principalement par des Mossi, a été considérée comme un réservoir de main d'œuvre pour la mise en valeur des régions méridionales de la Côte d'Ivoire qui étaient très peu peuplées. C'est la raison pour laquelle la colonie de Haute-Volta a été supprimée de 1932 à 1947, la plus grande partie étant rattachée à cette époque à la Côte d'Ivoire. Après l'abolition du travail forcé en 1946 et la reconstitution de la Haute-Volta en 1947, la migration des burkinabé vers la Côte d'Ivoire s'est accentuée. De nombreux burkinabé sont venus en Côte d'Ivoire pour travailler comme manœuvres dans les zones de cultures de rente cacao, café, palmier à huile et dans les villes, notamment à Abidjan. A la fin des années 1990, on estimait qu'il y avait plus de 2 millions de burkinabé en Côte d'Ivoire Ils représentaient la moitié de la population étrangère estimée au recensement de 1998 à 26% de la population. Les migrations internes sont très importantes aussi à l'intérieur du Burkina. Elles sont principalement le fait d'agriculteurs Mossi et d'éleveurs Peuls des régions sahéliennes du Centre et du Nord du pays qui partent vers les espaces ruraux du Sud et du Sud-Ouest mieux dotés sur le plan agricole et hydrologique et moins peuplées. Les flux migratoires ont été également très importants dans les parties centrales du

---

<sup>14</sup> Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie

pays, où suite aux grands programmes d'aménagement des vallées de la Volta, des barrages et des périmètres irrigués ont été implantés. La concurrence pour l'utilisation de l'eau s'est accrue dans les zones d'immigration à cause de l'expansion des cultures de rente (coton) et du vivrier marchand ainsi que de la présence et du passage de troupeaux importants. La raréfaction des disponibilités foncières a provoqué un climat de tensions qui a contribué à attiser les conflits autour de l'accès et de la maîtrise des ressources en eau.

Les migrations de retour des burkinabé de Côte d'Ivoire se développent à partir des années 1980 à cause de la crise de l'économie de plantation et de l'accroissement du chômage en milieu urbain. Les conflits politiques en Côte d'Ivoire des années 2000 et de la montée de la xénophobie ont entraîné le retour des burkinabé de Côte d'Ivoire. Depuis la fin des années 1990, on estime que plus de 600 000 burkinabé ont été contraints de revenir dans leur pays d'origine (Bonnassieux, 2009). Le retour de ces migrants a contribué à l'accroissement des tensions autour de l'accès à la terre et aux ressources en eau.

L'importance des mobilités ainsi que d'autres facteurs tels que le développement des relations interethniques, la progression de l'urbanisation, de la scolarisation, de l'alphabétisation et les phénomènes de conversion aux nouvelles religions, ont contribué à une profonde mutation des identités territoriales. Ces changements ont entraîné un effritement des lieux traditionnels et ont favorisé des phénomènes de déstructuration et de restructuration. A cause de ces transformations, les références normatives qui orientent les pratiques autour de l'accès et de la maîtrise des ressources en eau sont de en plus hétérogènes et conflictuelles.

#### **b) L'importance de la pauvreté accroît les problèmes d'accès à l'eau**

Le Burkina Faso est un des pays les plus pauvres du monde. Le rapport du PNUD 2007-2008 l'a classé 176<sup>ème</sup> sur un total de 177 pays. La pauvreté du pays provient en grande partie de la faiblesse de son sous sol, de la dégradation de ressources naturelles et de la pression démographique. L'économie du pays est basée à 90% sur l'agriculture et l'élevage. L'agriculture, moteur de la croissance économique, occupe 36% du PIB. En dépit des contraintes auxquelles la production agricole est confrontée (pauvreté des sols, baisse de la fertilité, sous-équipement), l'autosuffisance alimentaire est presque atteinte selon les rapports annuels du ministère en charge de l'agriculture. Malgré ces difficultés, « depuis 2001, l'économie a connu une croissance moyenne soutenue de 6,3% par an (une des plus élevées d'Afrique de l'Ouest) ».

Pour percevoir le niveau de pauvreté au Burkina, certains éléments des résultats relatifs à la dernière enquête menés par l'INSD sur les conditions de vie des ménages méritent d'être brièvement rappelés. « Au regard de la ligne de pauvreté de 82 672 FCFA par personne et par an, on observe que 46,4% de la population burkinabè vit au dessous du seuil de pauvreté. Les régions les plus affectées par la pauvreté, avec un pourcentage de pauvres nettement au dessus du niveau national sont : le Nord (68,6%), le Centre Sud (66,1%), la Boucle du Moumoune (60,4%), le Plateau Central (58,6%), le Sud Ouest (56,6%) et le Centre Est (55,1%). La pauvreté est un phénomène essentiellement rural avec plus de la moitié de la population rurale (52,3%) qui vit en dessous du seuil de pauvreté contre 19,9% en milieu urbain. On note que l'incidence de la pauvreté a gagné près de 2 points au cours de la période 1994-2003. Les indices relatifs à la gravité de la pauvreté (profondeur et sévérité) ont également légèrement augmenté, suggérant que les pauvres se sont éloignés davantage du seuil de pauvreté. Les ménages pauvres sont de plus grande taille (7,9 personnes en moyenne contre 5,5 pour les ménages non pauvres) ».

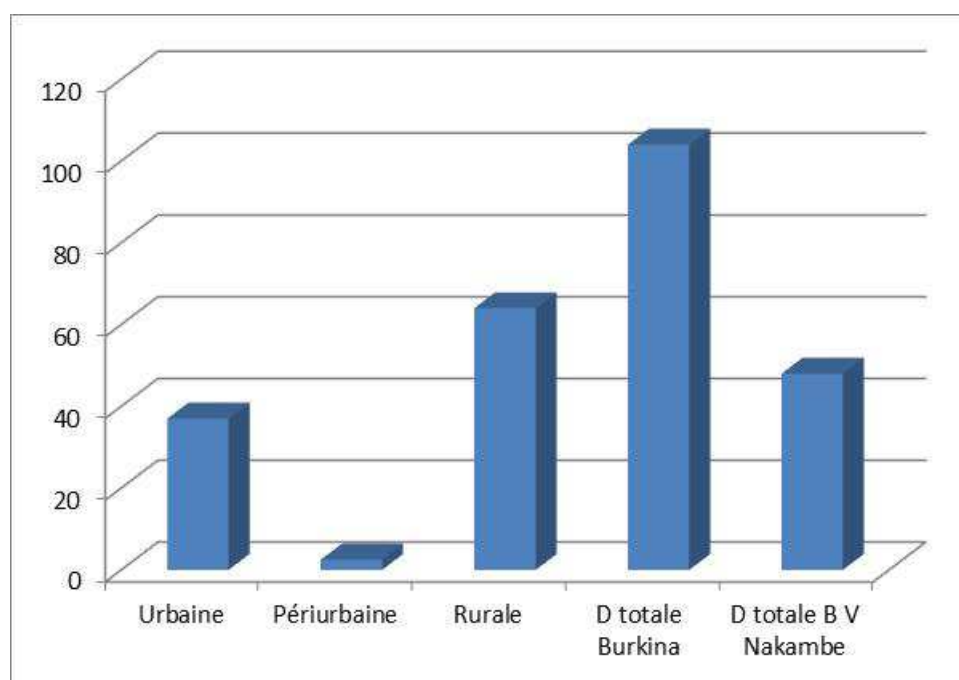
### **1.1.2. Analyse de la situation hydrographique du Burkina Faso**

Le Burkina Faso a connu une croissance démographique accélérée depuis les années 1990. Bien que les densités aient beaucoup progressé à l'Ouest à cause de l'importance des migrations, le Plateau central est la région la plus peuplée. La croissance importante de la population entraîne une concentration très marquée d'unités de productions agricoles et d'industries ce qui sous-entend une grande consommation d'eau. Pour le Ministère chargé de l'eau, « une demande en eau est un besoin évalué, connu et exprimé par l'utilisateur ». (MEE, 2001). Selon le Larousse, un besoin exprime ce qui est nécessaire pour répondre à un désir personnel, pour répondre une nécessité sociale. Si les besoins sont nécessaires à la vie et qu'ils évoluent en fonction du niveau de vie, la demande quant à elle ne résulte pas uniquement des besoins. Elle dépend aussi de la capacité de production, de la consommation, du prix ainsi que de l'effort à fournir pour satisfaire cette demande. La figure 1 ci-après donne une vision sur la demande en eau pour le Burkina Faso et pour le bassin versant du Nakambé.

Il existe deux types de demande en eau : celle dite sociale correspondant à la demande idéale ne tenant compte d'aucun paramètre ; celle dite solvable considérant les aspects pécuniaires nécessaires au financement du secteur de l'hydraulique, à la maintenance et à l'entretien des points d'eau modernes. Si en milieu rural l'évaluation de la demande en eau ne concerne pas que les demandeurs capables financièrement et physiquement à la satisfaire, en milieu urbain, la capacité à payer l'eau est le principe essentiel de cette évaluation. Si l'eau est indispensable

à la consommation, aux besoins domestiques, à l'agriculture et l'élevage, elle l'est aussi pour l'industrie et les mines. Les résultats du terrain montrent que la demande en eau domestique dépend des communautés ainsi que de leur relation avec leur milieu social. La couverture des besoins théoriques de la demande en eau domestique a été estimée par le ministère en charge de l'eau en 1998 à 67% pour l'ensemble des centres urbains. En milieu rural, le niveau de consommation pour que la demande soit satisfaite, le niveau de consommation est estimé à 20 litres par jour et par habitant. Dans les faits comme nous l'évoquerons plus loin dans ce chapitre, une partie seulement des ménages atteint ce niveau. Dans l'ensemble du pays, la demande en eau domestique est estimée à 103m<sup>3</sup>/an (cf. figure 1).

**Figure 1** : Estimation de la demande domestique en eau annuelle pour le Burkina Faso en million de m<sup>3</sup>



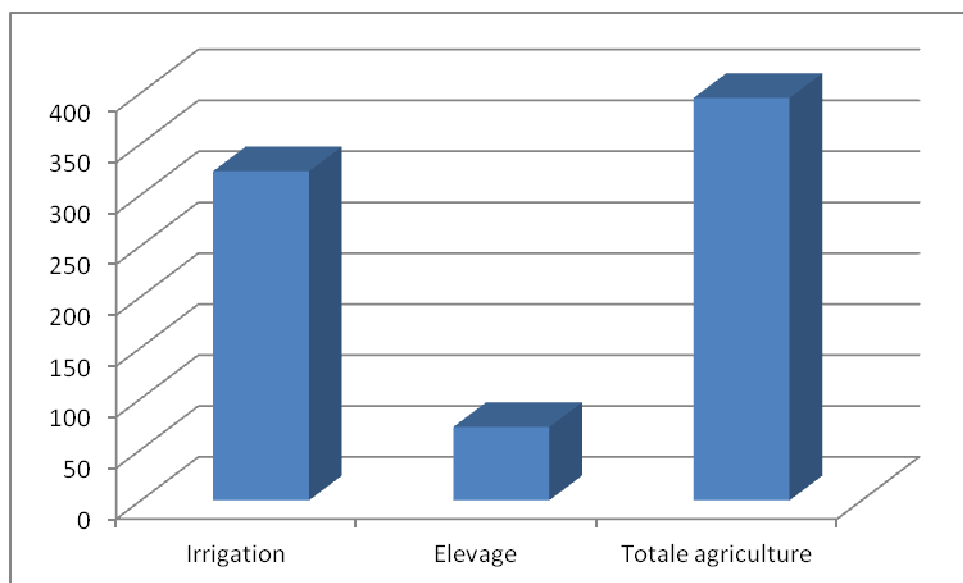
**Source** : MEE, 2001 p.68 et p.76

La figure n°1 fait ressortir une demande en eau en milieu rural qui représente les deux tiers de la demande totale en eau du pays. Elle dépasse largement la demande en eau en milieu urbain. Cela atteste la forte concentration de la population burkinabè en milieu rural.

L'agriculture, moteur de l'économie du pays, demeure la grande consommatrice de l'eau en fonction des pratiques et des types d'activités agricoles. Les deux figures suivantes montrent que l'irrigation tient la première place en fonction des différentes spéculations qu'elle engendre.

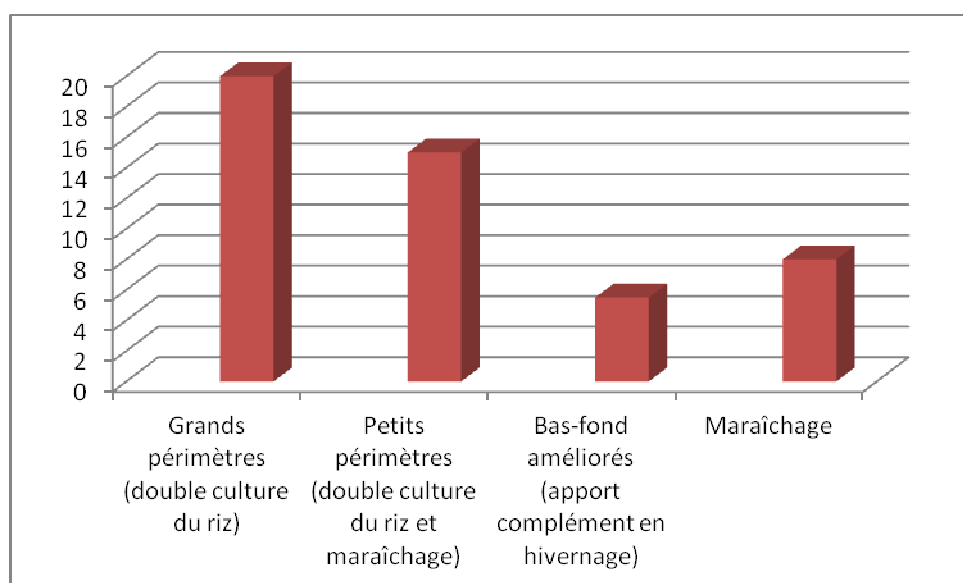


**Figure 2 : Estimation de la demande en eau annuelle agricole**



**Source : MEE, 2001 p.70 et p.71**

**Figure 3 : Estimation de la demande en eau par hectare en eau d'irrigation**

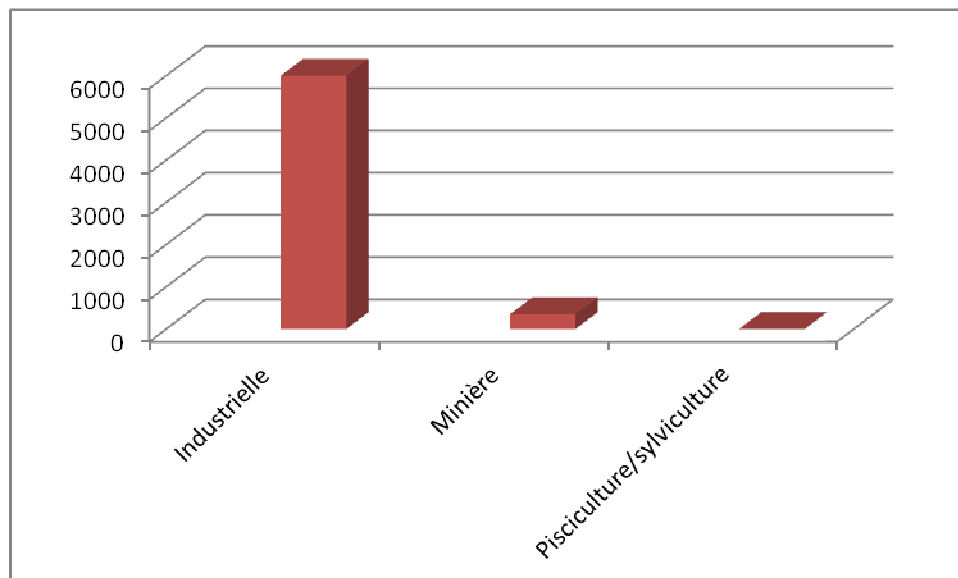


**Source : MEE, 2001, p.71**

Pour l'élevage, les besoins sont liés à la composition du cheptel qui détermine la fréquence d'abreuvement. Ainsi, les ovins et les bêtes asines doivent être abreuvés au moins une fois par jour. Les bovins et les équins, une à deux fois par jour, les caprins, une fois tous les deux jours, les camelins, une fois tous les quatre à cinq jours. (MEE, 1999).

A ces précédentes demandes s'ajoutent celle de l'industrie, des mines, de la pisciculture, la sylviculture, le tourisme. Cette demande augmente avec la découverte récente des sites aurifères exploités par l'Etat et des particuliers et le développement du tourisme.

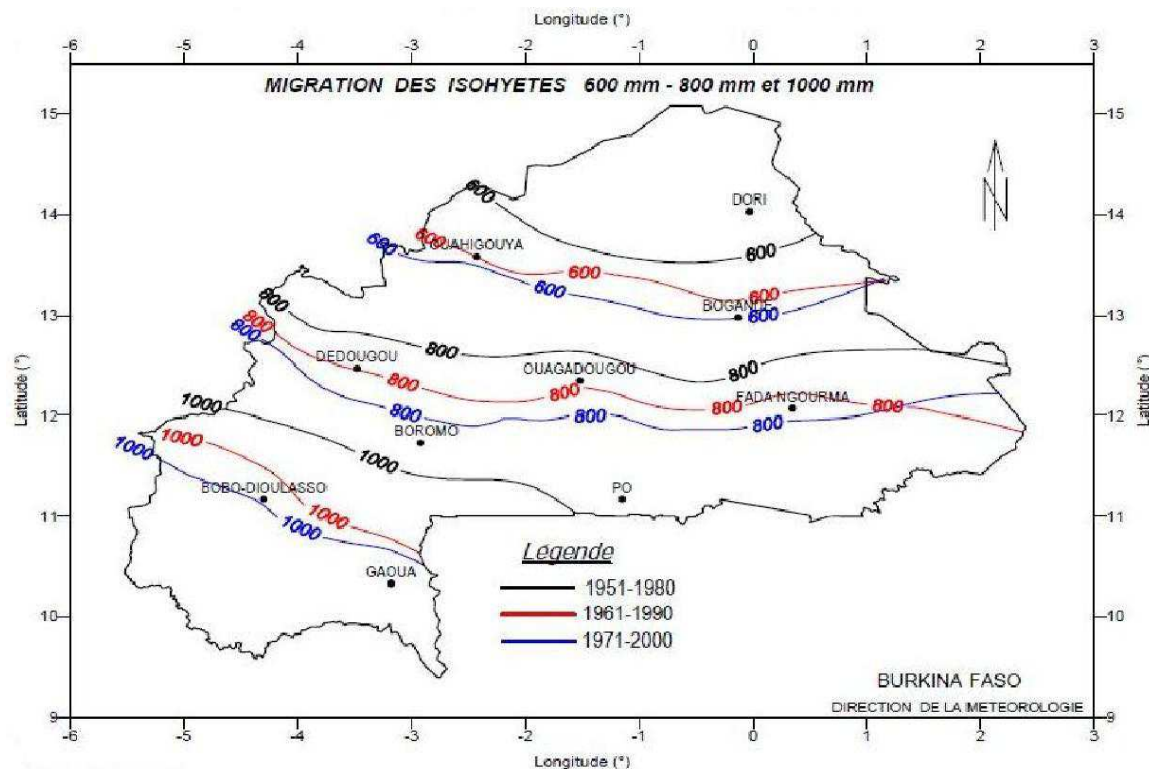
**Figure 4 :** Estimation de la demande en eau dans les autres secteurs



**Source :** MEE, 2001 p.69 et p.76

D'une manière générale, la disponibilité en eau est liée à la quantité d'eau recueillie et à la température. La situation hydrographique du pays est peu enviable à cause de son climat de type soudano-sahélien caractérisé par deux saisons : une saison sèche plus longue (octobre à avril voir mi mai) et une saison pluvieuse courte (mai à septembre), (cf. carte n°1 zones climatiques).

**Carte 1 : Zones climatiques du Burkina Faso**



Un aspect majeur du climat burkinabè est la mauvaise répartition et la faiblesse des pluies sur une grande partie du pays de même qu'une évapotranspiration considérable. Au Burkina Faso, le niveau de la pluviométrie varie beaucoup selon les trois principales zones climatiques : la zone soudanienne au sud avec 900 à 1300 mm d'eau par an et une saison de pluie de six mois ; la zone sahélienne au nord avec une pluviosité annuelle moyenne comprise entre 300 et 600/mm/d'eau par an (c'est la zone la plus sèche et elle représente 25% de la superficie du pays) ; la zone soudano sahélienne située au centre (dans laquelle se situe les zones concernées par notre recherche), qui est la plus vaste du pays, connaît une pluviosité annuelle comprise entre 600 et 900 mm d'eau par an et la durée de la saison des pluies est de quatre à cinq mois.

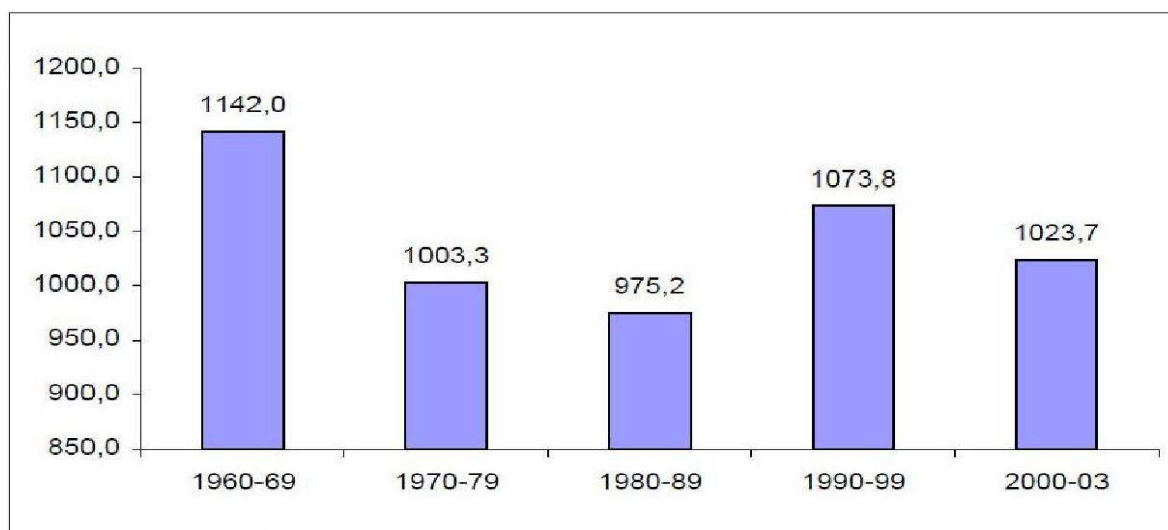
#### **A- Irrégularité et faiblesse des pluies**

Le début de la saison des pluies est marqué par le retrait de l'alizé continental chaud et sec provenant des hautes pressions de l'Harmattan et par l'arrivée progressive de la mousson provenant de l'anticyclone Saint- Hélène. La fin de la saison des pluies a lieu suite au retrait rapide du vent de la mousson et à l'arrivée de l'alizé. Les précipitations sont extrêmement

variables d'une année à l'autre, et au cours de la même saison, d'une zone à une autre (Cf. graphique).

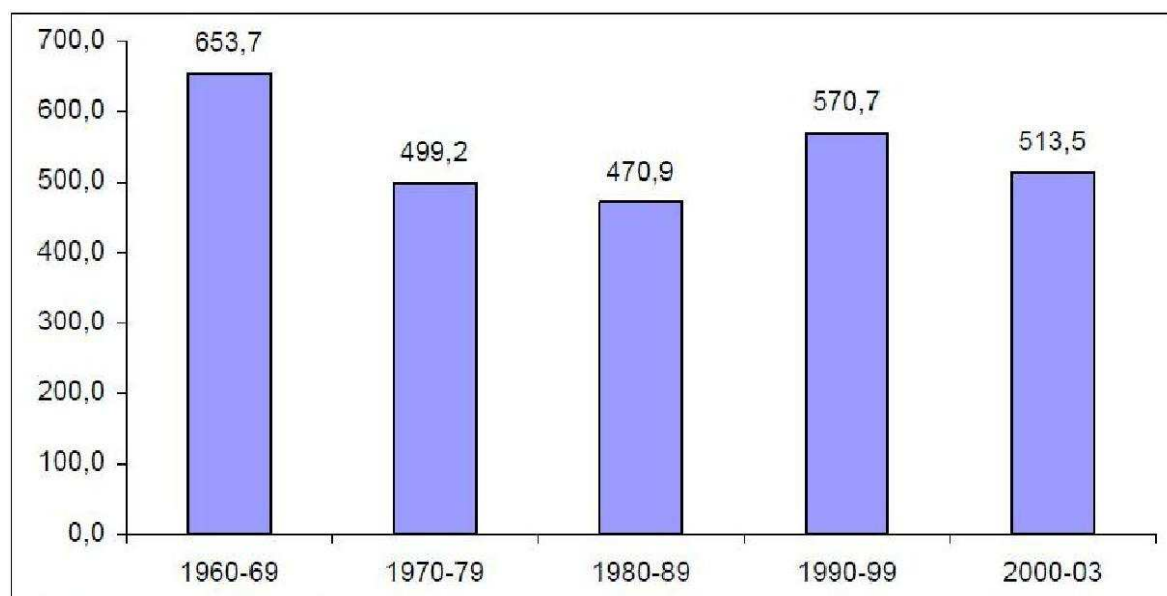
La tendance est à la baisse de la pluviométrie depuis une quarantaine d'année. Il y a des périodes de sécheresse accrue particulièrement dans les années 1980 et une translation des isohyètes vers le sud. Les données météorologiques montrent que les hauteurs des pluies diminuent du Sud-Ouest (1300 mm) au Nord (300 mm). Elles sont concentrées sur la saison pluvieuse qui se réduit aussi du Sud (6mois) au Nord (environ 3 mois). Ces données montrent que plus de trois quarts du territoire reçoit moins de 900 mm d'eau /an. La baisse des moyennes pluviométriques est la manifestation d'une crise climatique et provoque beaucoup de problèmes pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau.

**Figure 5 :** Pluviosité moyenne de la zone sud soudanienne de 1960 à 2003



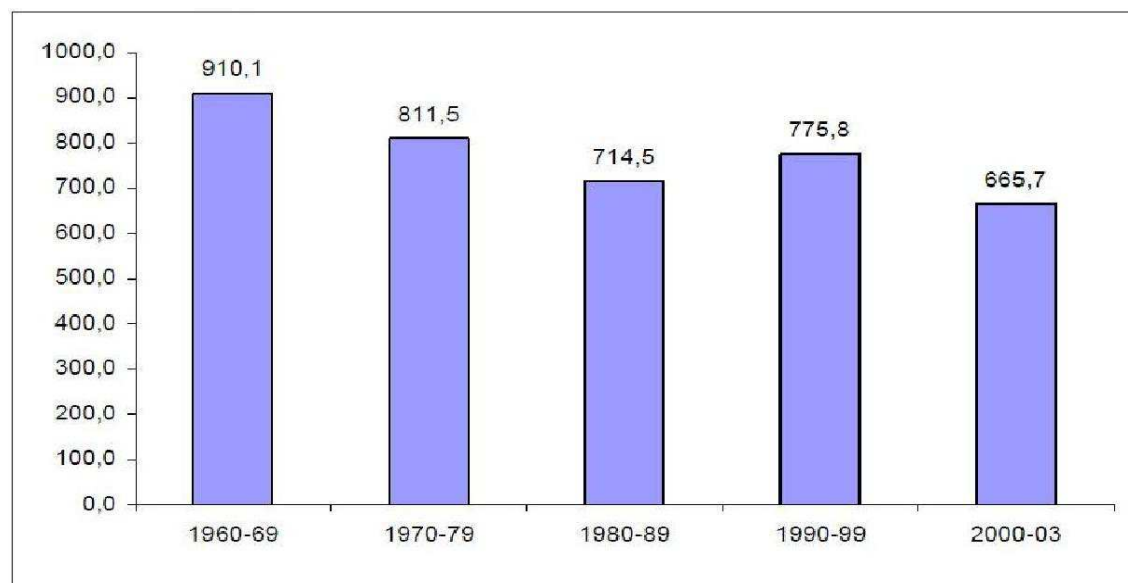
*Source : Données de la Direction Générale, de l'Aviation Civile et de la Météorologie.*

**Figure 6 :** Pluviosité moyenne de la zone sahélienne de 1960 à 2003



Source : Données de la Direction Générale, de l'Aviation Civile et de la Météorologie

**Figure 7 :** Pluviosité moyenne de la zone nord soudanienne de 1960 à 2003



Source : Données de la Direction Générale, de l'Aviation Civile et de la Météorologie

## **B- Une évapotranspiration importante**

Un autre aspect important du climat est la température. Elle détermine les quantités d'évaporation et d'évapotranspiration. Selon les services de la météorologie nationale, le réchauffement du territoire est remarquable par des amplitudes journalières et annuelles des températures qui augmentent du sud vers le nord. Les maxima sont de l'ordre de 38° au sud

et 42° au Nord durant les mois de mars, avril, cependant les minima sont de 13° au sud et 10° au Nord au cours des mois de décembre janvier. L'évaporation est de 50% du volume stocké dans les plans d'eau. L'évapotranspiration des plans est très élevée, elle varie entre 1 854 mm/an à Bobo (1 134 mm de pluviométrie) et 2 225 mm/an à Dori (560 mm de pluviométrie). Cela explique que les retenues d'eau qui ne sont pas profondes et ne peuvent pas être pérennes. Une tendance à l'aridité apparaît avec pour conséquence, des graves problèmes d'approvisionnement en eau. Ce processus d'aridification a un impact sur la pérennité et l'utilisation de nombreux lacs aux périodes dites cruciales de l'année. En effet, sur un total de 1450 barrages et retenues d'eau du pays, 400 seulement sont pérennes ce qui rend encore plus difficile la satisfaction des besoins en eau des populations et des animaux. Les écoulements représentent en moyenne selon les hydrogéologues 3,6% des précipitations et les infiltrations 15,6%. Les techniciens de la GIRE<sup>15</sup> avancent que le volume moyen des précipitations est estimé à 206,9 milliards de m<sup>3</sup> dont 8,79 milliards de m<sup>3</sup> d'écoulement, 32,4 milliards d'infiltration, 165,9 milliards d'évaporation. Selon eux, les réserves totales en eau souterraine du pays sont estimées à 402 milliards de m<sup>3</sup> mais elles peuvent varier entre 268 milliards de m<sup>3</sup> à 534 milliards de m<sup>3</sup>. « La pluviosité et l'évapotranspiration sont les paramètres essentiels qui déterminent la disponibilité en eau en agissant directement sur les débits d'eau et les volumes des eaux de surface comme de ceux des eaux souterraines ». (Meï, 2004). Ces phénomènes sont une des causes des conflits quotidiens entre les différents usagers de l'eau.

La faiblesse du climat est accentuée par un *relief* qui se caractérise par son uniformité et sa planéité. Plus de 98 % du pays se situe entre 160 et 480 m d'altitude. Les trois quarts du pays se présentent comme une vaste pénéplaine où se distinguent deux types de morphologie : des buttes tabulaires cuirassées dominant de longs glaciers ; des croupes molles à versants convexes et de talwegs plus marqués et plus nombreux. D'une manière générale, le relief peu marqué ne semble pas favorable à la construction de grands ouvrages de stockage des eaux de surface.

*La nature des roches* qui déterminent les caractéristiques des nappes aquifères du pays a une incidence sur l'ampleur des problèmes liés à l'eau. En effet, deux nappes aquifères occupent le pays : l'une dans le socle cristallin et l'autre dans les zones sédimentaires dans l'ouest, les extrêmes nord et est du pays. Près de 82% (soit 225000km<sup>2</sup>) du territoire est constitué par des roches cristallines. L'ouest, l'extrême nord et l'est du pays sont des zones sédimentaires. Les villages concernés par notre étude appartiennent au plateau central qui est une zone relativement sèche. Elle dispose de faibles potentialités sur le plan hydraulique. Les roches

---

<sup>15</sup> Equipe de M. Jérôme THIOMBIANO Directeur de la Gestion Intégrée des ressources en Eau GIRE

cristallines ont une très faible perméabilité qui ne favorise pas l'infiltration de l'eau et la formation des poches souterraines. Dans toute la zone du socle cristallin, les débits sont généralement très faibles, les forages négatifs sont nombreux et l'implantation de forages à gros débits, supérieurs à 10m<sup>3</sup>/h, est difficile. Les gros besoins ponctuels d'eau sont donc difficiles à satisfaire à partir des eaux souterraines. Le recours alternatif à l'eau de surface s'impose, mais il implique de multiples contraintes: risques liés à une eau de mauvaise qualité bactériologique, coûts élevés de mobilisation pour la construction des barrages et des retenues d'eau, coût d'exploitation (conduites, traitements physico-chimiques), perte énorme d'eau par évaporation des barrages, les conflits potentiels avec les pays voisins pour la gestion des bassins partagés.

Pour résumer, la situation de l'eau au Burkina se définit par une baisse et une irrégularité des précipitations, un tarissement de plus en plus fréquent pendant la saison sèche, un stockage des eaux souterraines peu important et les débits sont faibles. En d'autres termes, « la synthèse des ressources en eau fait apparaître le Burkina Faso en situation de stress hydrique, la moyenne des ressources en eau théoriquement disponibles et mobilisables étant évaluée à 850m<sup>3</sup> par an et par habitant alors que la pénurie est généralement évaluée à 1000m<sup>3</sup> ». (Etat des lieux 2001).

Le territoire du Burkina est situé à cheval entre trois bassins internationaux : le bassin de la Comoé, le bassin du Niger et le bassin de la Volta le plus vaste. Il compte quatre bassins nationaux qui sont : la Comoé, le Mouhoun, le Nakambé et le Niger. (Cf. Carte chapitre III p99). A un niveau inférieur, ces quatre bassins nationaux sont subdivisés en dix sept sous-bassins versants nationaux. Nous nous intéressons au bassin versant du Nakambé dans le cadre de notre recherche.

*Le bassin versant national du Nakambé* (cf. p99) occupe 81932km<sup>2</sup> et ses quatre sous bassins sont le Pendjari, le Nazinon, la Sissili et le Nakambé. Ce dernier sous bassin n'a pas de cours d'eau pérenne. On y trouve des lacs importants: *le lac Bam*, le lac Dem et de *grandes retenues: Bagré*, Kompienga, Ziga et Toécé. Le Nakambé qui nous intéresse est le plus peuplé et comptait 4332214 habitants en 1996 répartis dans 126 départements avec une densité démographique de 53 habitants/ km<sup>2</sup>. Il se situe principalement en territoire moagha. Il prend sa source au Nord (dans la région de Ouahigouya). Il est habité par les Kurumba autochtones ainsi que d'autres groupes ethniques tels que les éleveurs Peulh, les Mossi. Le sud du bassin est habité par les Gourounsi, les Bissa et les Yarsé apparentés aux Mossi. Dans le cadre de cette recherche, nous nous limitons au barrage de Bagré et au lac Bam. Le sous

bassin du barrage de Bagré distant de 220km de la capitale, se trouve au centre est dans la province du Boulgou avec Tenkodogo comme chef de région.

Au regard des conditions géographiques peu satisfaisantes, de la pauvreté économique du pays, l'eau devient un enjeu social, économique, politique et la question d'approvisionnement en eau se pose à la fois en termes de quantité et de qualité en milieu rural. L'eau est une ressource fragile, limitée et irremplaçable à cause non seulement des aléas climatiques mais aussi de facteurs économiques. Pour la préserver, la gestion des ressources en eau au Burkina Faso est devenue un enjeu majeur qui interpelle toute la communauté.

Pour faire face aux contraintes dans le domaine de l'accès à l'eau, l'Etat mis l'accent sur les programmes de construction de points d'eau modernes avec l'appui des partenaires au développement.

## **1.2. Histoire et évolution de la politique nationale de l'eau : légitimité politique de la gestion de l'eau et des hommes**

Un effort important est fait par l'Etat burkinabé pour doter le pays d'infrastructures hydrauliques modernes et atteindre les objectifs qui sont fixés par les organisations internationales pour satisfaire les besoins des populations. Pour mettre en œuvre ses politiques, accroître ses capacités, l'Etat coopère étroitement avec les partenaires de développement. Les ressources provenant de la coopération contribuent à plus de 80% <sup>16</sup> à la réalisation des politiques dans le secteur de l'hydraulique. Les partenaires qui sont très sollicités sont l'AFD<sup>17</sup>, surtout l'ambassade du Danemark, l'Union Européenne, la BAD<sup>18</sup>, la GTZ. Les ONGs et les instances de coopérations décentralisées des pays du Nord contribuent activement au développement de l'hydraulique. Au niveau sous-régional, le Burkina Faso est membre de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) qui regroupe neuf pays, de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) qui regroupe six pays.

Pour améliorer la couverture du territoire national en points d'eau modernes, les politiques menées dans le secteur de l'eau ont profondément évolué au cours des cinquante dernières années. La période des années 60 a été marquée par l'accession du pays à l'indépendance en 1960 (sous le nom de Haute-Volta jusqu'en 1984) consacrant le passage d'une situation de

---

<sup>16</sup> Discours du Directeur Général des Eaux Conférence Internationale Ouagadougou, 52 au 28 août 2008.

<sup>17</sup> Agence Française de Développement.

<sup>18</sup> Banque Africaine de Développement



colonie à celle d'un jeune Etat-Nation en construction et à la recherche de ses repères. En matière d'eau, cette période a surtout été caractérisée par une politique qui n'était pas formulée de façon explicite. Elle était axée prioritairement sur l'équipement en ouvrages hydrauliques destinés à l'élevage et à l'approvisionnement en eau potable des villes et des campagnes et mise en œuvre essentiellement par les services de l'Etat.

Les années 70 ont été marquées par une succession de grandes sécheresses qui ont révélé la vulnérabilité du pays face à une pluviosité capricieuse. L'ampleur des effets néfastes de ces sécheresses successives, l'importance et l'urgence des besoins en eau à satisfaire, ont désarmé l'Etat et ont justifié en leur temps des appels de détresse du type « SOS Sahel ». Il s'en est suivi une prise de conscience des enjeux de l'eau qui a abouti à la formulation pour la première fois en 1977 d'une politique de l'eau qui renforçait les principes non écrits de la précédente, avec pour préoccupation centrale la satisfaction urgente des besoins en eau par le renforcement des capacités d'intervention des services de l'Etat, et avec en appui l'intervention des nombreuses ONG qui avaient répondu favorablement à l'appel.

Le cadre de gestion du secteur de l'eau s'est façonné au fil du temps à la faveur de circonstances (catastrophes naturelles des années 1973-1974) et d'événements (conflits permanents entre agriculteurs et éleveurs principalement) qui ont favorisé une prise de conscience des hommes sur les enjeux de l'eau et ont orienté en conséquence les politiques et stratégies successives en matière d'eau.

Cette première formulation de la politique de l'eau a connu une première relecture en 1982 à la faveur de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'assainissement (DIEPA, 1980-90) avec une innovation dans l'approche qui a consisté à mettre l'accent sur l'assainissement, l'éducation pour la santé et l'hygiène, et l'appropriation des ouvrages par les bénéficiaires. Elle a été suivie, dix ans plus tard (1992), d'une deuxième relecture à l'avènement du PAS, avec la rédaction de la lettre de politique sectorielle dans une approche qui consacrait le retrait de l'Etat des actions de production et la responsabilisation accrue des bénéficiaires. Le retrait de l'Etat qui est intervenu à cette période sous la pression des bailleurs de fonds a constitué une mutation importante des politiques qui prévalaient auparavant.

Jusqu'à cette période, c'était l'Etat qui s'occupait de l'implantation des infrastructures hydrauliques sans vraiment se préoccuper des attentes réelles des populations, ni de leur capacité à gérer les nouvelles installations. Les investissements physiques étaient privilégiés à partir d'une estimation des besoins des populations en fonction de la répartition des

infrastructures hydrauliques. Les techniciens et les agents des structures de l'hydraulique jouaient un rôle de premier plan dans la localisation des équipements et le suivi de leur utilisation. Des problèmes se posaient fréquemment parce que les forages ou les puits modernes étaient implantés sans tenir compte du caractère sacré de certains lieux ou des logiques endogènes de répartition des équipements en fonction des hiérarchies au sein de la population et entre quartiers. Comme les populations n'avaient pas été associées au processus de l'installation des ouvrages, ni formées pour les gérer, elles ne se sentaient pas responsables de leur entretien et comptaient sur les services de l'hydraulique pour les réparer en cas de pannes. L'ampleur des dysfonctionnements qui se sont produits à cause de la non association des populations a amené l'Etat et les structures de coopération à conférer une place importante à la demande des populations dans l'implantation des équipements hydrauliques et à les associer étroitement à leur gestion. Le transfert de responsabilités qui s'est opéré au profit des communautés a été accéléré par l'endettement des Etats dans les années 1980 qui ont été contraints par les structures de la coopération internationale de réduire leurs interventions dans ce secteur.

Afin d'améliorer la cohérence des politiques dans le secteur de l'eau, la décision a été prise de fusionner les secteurs de l'eau et de l'environnement au sein d'un département ministériel unique le 14 juillet 1995<sup>19</sup>. Le « couplage » eau et environnement a déclenché une réflexion sur l'eau en tant que ressource finie et vulnérable et en tant que milieu indispensable à toute forme de vie, dans l'esprit des conclusions de la CNUCED de Rio, en particulier les recommandations du chapitre 18 de l'Agenda 21 relatif aux ressources en eau douce.

C'est sur la base de cette réflexion qu'a été entreprise l'élaboration d'une nouvelle loi sur la gestion de l'eau et qu'a été lancé le Programme GIRE.

Le programme GIRE qui a démarré en janvier 1999 fait partie des nouvelles orientations du document « Politique et stratégies en matière d'eau » adopté en juillet 1998 par le gouvernement. Il répond au besoin d'un nouveau cadre de gestion des ressources en eau, fondé sur les grands principes adoptés en 1992 par la communauté internationale à l'occasion des conférences de Dublin et Rio de Janeiro. Ces principes, une fois adaptés au contexte du Burkina Faso, ont été consignés dans le document « Politique et stratégies en matière d'eau ».

---

<sup>19</sup> En 1998, lorsque Monsieur Salif Diallo Ministre en charge de ce département a été nommé Ministre de l'Agriculture, l'eau a été détachée de l'environnement et rattachée au Ministère de l'Agriculture qui est devenue le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Halieutiques. Récemment la compétence pêche a été enlevée à ce ministère qui s'appelle maintenant Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.

Au plan national, l'évolution politique récente des politiques de l'eau est marquée par l'accélération des réformes tendant à recentrer le rôle de l'Etat autour de ses missions de souveraineté et à rapprocher l'administration des administrés. Ces deux orientations concomitantes sont particulièrement visibles d'une part dans la loi d'avril 1998 fixant la répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs du développement<sup>20</sup> et d'autre part, dans la montée en puissance du processus de décentralisation qui a franchi une étape importante en août 1998 avec l'adoption des quatre textes d'orientation de la décentralisation<sup>21,22,23,24</sup>.

Au plan international, la période des années 90, pendant laquelle a été élaborée la politique actuelle, est marquée d'une part par le processus d'intégration sous-régionale des économies de la zone CFA dans le cadre de l'UEMOA et, d'autre part, par le phénomène de mondialisation. Celui a suscité des espérances avec la multiplication des forums internationaux sur l'eau et l'environnement, mais aussi des menaces à cause de l'incidence de la libéralisation du commerce mondial sur les économies des pays en développement.

L'adoption du document « Politique et stratégies en matière d'eau » en juillet 1998 par le gouvernement marque la dernière retouche de la politique de l'eau et fixe les nouvelles orientations dans lesquelles s'inscrit le programme GIRE lancé début 1999.

L'évaluation des politiques et des programmes antérieurs en matière d'eau a révélé que ceux-ci n'avaient pas pris en compte certains aspects de la gestion des ressources en eau considérés aujourd'hui comme importants (concertation, diversité des usages et fonctions, gestion par bassins, valeur économique, réalités sociologiques, etc.). Par ailleurs, l'absence d'une approche coordonnée avec les politiques dans les autres domaines a posé des problèmes d'intégration des acteurs dans les autres secteurs de développement. C'est pourquoi les nouvelles orientations de la politique embrassent tous les secteurs du développement économique du pays et se caractérisent par les principes suivants :

### **Encadré 1 : Les principes de la politique nationale de l'eau**

---

<sup>20</sup> Loi n° 010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs du développement.

<sup>21</sup> Loi n° 040/98/AN du 6 août 1998 portant orientation de la décentralisation au Burkina Faso.

<sup>22</sup> Loi n° 041/98/AN du 6 août 1998 portant organisation de l'administration du territoire au Burkina Faso.

<sup>23</sup> Loi n° 042/98/AN du 6 août 1998 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales.

<sup>24</sup> Loi n° 043/98/AN du 6 août 1998 portant programmation de la mise en œuvre de la décentralisation.

Principe d'équité: droit de chaque Burkinabè de disposer de l'eau et d'avoir accès à l'eau potable selon ses besoins, dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

Principe de subsidiarité: mise en œuvre des politiques à l'échelle géographique appropriée.

Principe du développement harmonieux des régions: prise en compte des besoins de développement de toutes les régions du Burkina Faso et des besoins à l'amont et à l'aval dans le cadre d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des ressources en eau.

Principe de la gestion par bassin hydrographique: approche par bassin hydrographique retenue comme cadre approprié pour la planification, la mobilisation, la gestion et la protection des ressources en eau.

Principe de gestion équilibrée: association du développement social et économique à la protection des écosystèmes naturels et assurance d'un équilibre entre les différents usages.

Principe de protection des usagers et de la nature: définition et respect de normes réglementaires (eaux minérales, eaux destinées à la boisson, rejets polluants, etc.) pour prévenir les risques sanitaires ou les risques de dégradation des ressources en eau.

Principe utilisateur-payeur: incitation des usagers à une gestion plus économe et plus respectueuse de l'environnement et création de ressources pour financer les actions des institutions publiques en matière de gestion et de préservation des ressources en eaux.

Principe pollueur-payeur: incitation des pollueurs à adopter de bonnes pratiques environnementales, à effectuer des investissements de dépollution ou à recourir à des technologies plus propres.

Les principes énumérés dans cet encadré mettent l'accent sur le droit de chaque burkinabè d'avoir accès à l'eau potable pour ses besoins. Selon nous, ces principes ne tiennent pas compte de la pauvreté des usagers. Un des objectifs du PAGIRE est de faire comprendre aux burkinabè que l'eau n'est pas gratuite à cause de son mode actuel de production. L'implantation, le fonctionnement et la maintenance des infrastructures hydrauliques modernes pour améliorer l'accès entraînent des dépenses importantes qui doivent être en partie couvertes par les usagers. L'effort financier demandé aux utilisateurs croît alors que la pauvreté est forte en milieu rural. L'INSD pour l'année 2007 a montré que le taux de pauvreté dans le Centre est en forte hausse 7,3% au lieu 5,1% au niveau national. L'INSD dans son

rapport 2007 sur la pauvreté dans les ménages, avait révélé que le milieu rural était le plus touché par la pauvreté. Peut-on généraliser le paiement de l'eau dans ce contexte ?

Les enquêtes de terrain nous permettent d'avancer que les principes utilisateur-payeur, pollueur-payeur restent des objectifs de portée générale, difficiles à atteindre à partir du moment où l'Etat n'est pas encore propriétaire de tous les points d'eau au niveau national.

Les approches pour l'analyse des problèmes et la prise de décision dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de l'eau sont les suivantes :

L'Etat a une mission de contrôle et de régulation.

*L'approche participative* : faire intervenir les usagers, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux.

*L'approche programme* : assurer une meilleure cohérence des actions et une meilleure articulation des fonctions des intervenants dans l'allocation des ressources humaines et financières.

Compte tenu des objectifs de développement, des principes de gestion et d'exploitation de l'eau ci-dessus définis, dix orientations stratégiques ont été dégagées parmi l'ensemble des objectifs, principes et approches.

**Encadré 2 : Les dix orientations stratégiques de la politique de l'eau**

- |   |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"><li>1. Retenir l'approche par bassin hydrographique comme cadre approprié pour la planification, la mobilisation, la gestion et la protection des ressources en eau;</li><li>2. Promouvoir la coopération inter régionale et internationale;</li><li>3. Accroître l'efficacité et la capacité de gestion des services impliqués dans la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau;</li><li>4. Mettre en œuvre la stratégie d'assainissement et les mesures de protection des ressources;</li><li>5. Mettre en place un réseau de surveillance de la qualité de l'eau. Favoriser l'émergence d'une expertise nationale capable de concevoir, exécuter, exploiter et entretenir les dispositifs d'observation de la ressource et de son exploitation pour disposer d'une information fiable ;</li><li>6. Favoriser la prise en charge la plus complète possible de l'entretien des infrastructures hydrauliques par des structures de gestion d'usagers, dans le cadre d'une politique fiscale incitative;</li><li>7. Donner la priorité à la réhabilitation, à la consolidation des infrastructures hydrauliques dans le souci de rentabiliser ou de viabiliser les investissements réalisés;</li></ol> |
|---|

- |   |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"><li>8. Rechercher la rentabilité et / ou l'efficacité des investissements;</li><li>9. Rechercher le moindre coût de maintenance et la durabilité des systèmes et ouvrages (AEP, assainissement, barrages, réseaux de surveillance, etc.);</li><li>10. Réduire les risques liés à l'eau par une meilleure connaissance de ces risques et la mise en œuvre des mesures préventives et améliorer la gestion des situations de crise.</li></ol> |
|---|

Les orientations qui sont privilégiées dans cet encadré montrent que l'accent est plus mis sur l'économie de l'eau que sur la satisfaction de la demande sociale en eau. Toutes ces stratégies ne tiennent pas compte en réalité de l'analphabétisme de la majorité des usagers de l'eau. Le collectif prime ici sur l'individuel. A notre sens pour concrétiser ces orientations, il faut d'abord promouvoir la coopération régionale nationale avant de l'élargir à l'internationale.

### **1.2.1. Les priorités de la politique nationale de l'eau**

La nouvelle politique affirme donc la priorité de l'approvisionnement en eau potable des populations. Pour y parvenir, elle distingue sur le plan territorial trois niveaux :

Au sein du monde rural, dans les villages de 2000 habitants et moins l'implantation de forages raccordés à des pompes à motricité humaine (PMH) est privilégiée. La gestion de ces PMH qui était assurée par des CGPE dont les membres étaient choisis par la population a évolué dans le cadre de la réforme du secteur de l'eau et de la décentralisation. Il est prévu qu'elle soit désormais assurée par des associations d'usagers de l'eau qui doivent être représentatives des différents quartiers des villages pour permettre une meilleure répartition des points d'eau. Ces AUE peuvent collaborer avec les CGPE pour la gestion quotidienne des PMH. Les AUE sont responsables de la gestion de l'ensemble des points d'eau modernes devant les autorités communales. Les sommes qu'elles prélèvent lors de la vente de l'eau servent à l'entretien des PMH et au versement d'une redevance au budget communal. Comme la fonctionnalité des AUE est encore inégale, les CPE exercent encore un rôle important dans la gestion des PMH.

Dans les espaces considérés comme semi-urbains qui regroupent des localités dont la population est estimée entre de 2000 et 10 000 habitants, l'implantation de systèmes d'adduction d'eau simplifiés est favorisée. Ils se caractérisent par l'implantation de forages raccordés à un château d'eau et à un réseau de canalisations raccordées à des bornes-fontaines. Dans les petits centres, une partie encore importante de la fourniture d'eau potable est assurée par les PMH. En 2005, selon le rapport du PNAEPA, la fourniture de l'eau par les AEPS ne concernait que 3% des usagers. Avant que le transfert de la gestion du secteur de l'hydraulique aux communes ne soit effectif, la gestion des AEPS était confiée à des

associations d'usagers de l'eau. Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de l'hydraulique, ce qui est préconisé, c'est que les communes qui sont responsables du secteur de l'hydraulique au niveau local délèguent la gestion des AEPS au secteur privé. Mais le nombre des opérateurs privés en mesure de prendre en charge la gestion des AEPS est encore limité au Burkina Faso. De plus, beaucoup d'AEPS ont des difficultés à couvrir leurs charges de fonctionnement, ce qui n'incite pas les opérateurs privés à s'engager dans ce secteur.

En milieu urbain, dans les grandes agglomérations et les villes moyennes, c'est un établissement public l'ONEA qui assure la fourniture de l'eau selon 2 modalités, d'une part des branchements privés, principalement dans les quartiers centraux résidentiels et d'habitat pour les classes moyennes d'autre part des bornes-fontaines dans les quartiers populaires et périphériques.

Dans les villes moyennes dans lesquelles l'ONEA ne s'était pas engagée dans la fourniture de l'eau parce que l'activité n'était pas rentable, certaines Mairies, comme celle de Houndé, qui ont la responsabilité du secteur ont délégué la gestion du service de l'eau à l'ONEA.

### **1.2.2. La politique nationale de l'eau: une vision du futur selon le PAGIRE**

Comme on peut le constater, la politique et les stratégies du Burkina Faso dans le domaine de l'eau sont très fortement structurées. Toutefois, ces intentions ne sont encore qu'au stade d'un document guide. Tous les objectifs, principes, orientations stratégiques et priorités n'ont pas encore été traduits en dispositions législatives, réglementaires ou institutionnelles comme le montrent les analyses qui suivent. Il est vrai que la loi d'orientation de la gestion de l'eau, par laquelle la nouvelle politique de l'eau a été approuvée par les représentants de la Nation a été adoptée en février 2001 mais elle n'a pas encore eu le temps d'être traduite en dispositions concrètes.

Même au niveau de l'information des agents de l'Etat et des usagers, il faut reconnaître que les concepts et les principes de la GIRE sont très loin d'être connus de tous. La demande d'information et de formation est très pressante.

### **1.2.3. La décentralisation confère un rôle important aux collectivités territoriales dans le secteur de l'eau**

La décentralisation se caractérise par un transfert de compétences de l'Etat aux collectivités locales et se concrétise par la division du territoire en régions et communes comme le montre le tableau suivant.

**Tableau 1 : administration déconcentrée et décentralisée**

Administration déconcentrée & autorités nommées par l'Etat		Administration décentralisée & autorités locales élues		Ministère MAHRH & MECV
Région	Gouverneur	Conseil régional	Assemblée	Assemblée générale de la Chambre régionale d'agriculture
Département	Préfet	Commune -Urbaine -Rurale	Maire - 3 conseillers communaux par ville - 2 conseillers communaux par village et CVGT (bientôt CVD)	MAHRH Zone d'appui technique MECV Les eaux et forêts
Village				- Unité d'appui technique regroupant 8 à 9 villages - 4 délégués par village (Agriculture, Elevage, Environnement, Pêche), ils seront remplacés par les CVD

Source : Tiré de LABBE O, 2007: Administration déconcentrée et décentralisée

Les communes exercent un rôle central dans la nouvelle organisation de l'eau. Selon les Textes d'Orientation de la Décentralisation (TOD, 1998), les communes sont les nouveaux maîtres d'ouvrage pour l'eau et l'assainissement au niveau local. Mais dans la réalité, il y a toujours une ambiguïté entre le rôle du haut commissaire responsable de la province et celui du maire responsable de la commune.

#### **1.2.4. Les missions et les compétences des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau**

Les missions et les compétences des collectivités territoriales dans le secteur de l'eau ont été précisées par :

- La loi N°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales ;
- La loi N°002-2001/AN du 08 Février 2001 portant loi d'orientation relative à la gestion de l'eau.



Dans le cadre, les missions attribuées à la région sont les suivantes :

- L'avis sur les programmes nationaux d'approvisionnement en eau ;
- La participation à l'élaboration du schéma directeur régional d'approvisionnement en eau ;
- La participation à l'entretien et à la conservation des cours d'eau ;
- La participation à la réalisation et à l'entretien des retenues, barrages, puits et forages ;
- L'avis sur les plans d'électrification de la région ;
- La participation à l'élaboration du schéma national et régional d'électrification.

Les missions qui relèvent des communes (urbaines et rurales) sont entre autres :

- L'avis sur le schéma directeur d'approvisionnement en eau ;
- L'élaboration et la mise en œuvre des plans locaux de production et de maîtrise d'énergie ;
- La production et la distribution de l'eau potable ;
- La réalisation et la gestion des puits, forages et bornes fontaines ;
- La gestion du service public de distribution de l'eau ;
- L'assainissement.

### **1.2.5. Les nouveaux acteurs de la gestion intégrée des ressources en eau**

Plusieurs textes <sup>25</sup> qui découlent de la constitution burkinabè et des recommandations des conférences internationales sur l'eau, l'environnement et le développement tenues à Dublin et à Rio de Janeiro en 1992 sont à la base du fondement de la politique nationale de l'eau en

---

<sup>25</sup> Le décret N°2000-5/4/PRES/PM/MEE du 03 novembre 2000 portant cadre de la réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP<sup>25</sup> en milieu rural et semi urbain ;

La loi N°002-2001/AN du 08 Février 2001 portant loi d'orientation relative à la gestion de l'eau. Cette loi donne les nouvelles orientations de la politique nationale de l'eau visant une gestion intégrée des ressources ;

Le Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) adopté en mars 2003 avec pour objectif la restructuration du secteur de l'eau tant sur les plans nationaux qu'internationaux ;

Le décret N°97-598/PRES/PM/MEE/AGRI portant adoption d'un cahier des charges pour la gestion des aménagements agricoles, la stratégie nationale d'assainissement, la stratégie nationale de développement durable de l'irrigation.

cours depuis juillet 1998. Conformément aux orientations définies dans ces textes, un ensemble d'institutions a été mise en place pour promouvoir une gestion intégrée des ressources en eau à différentes échelles territoriales :

1°) Le conseil national de l'eau (C.N.E)

Structure faîtière, le C.N.E est un organe de concertation national regroupant 64 membres qui sont répartis entre l'Etat, les collectivités territoriales, les autorités coutumières et religieuses, le secteur privé et la société civile. Il est fonctionnel depuis 2003. Le comité technique de l'eau. Organe de coordination administrative et d'harmonisation en matière d'eau, le comité technique de l'eau a pour tâche de proposer au gouvernement, les options fondamentales d'aménagement pour une gestion durable des ressources en eau.

2°) Le comité de gestion de bassin

Il est composé du collège des usagers, des collectivités locales et des représentants de l'Etat C'est un organe paritaire de concertation et de décision en matière de gestion de l'eau, le comité de gestion de bassin est chargé d'examiner et d'approuver les projets de Schéma Directeurs d'Aménagement de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE). Pour le moment, le comité de gestion de bassin n'est pas fonctionnel.

3°) L'agence de bassin

Organe exécutif, l'agence de bassin est un établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Elle est chargée de l'élaboration des projets de SDAGE, de la supervision de la mise en œuvre du SDAGE et du SAGE. Elle donne des conseils techniques ; elle informe les acteurs de l'eau sur divers aspects, anime et appuie les commissions du comité de gestion de bassin. Seul le bassin du Nakambé est doté d'une agence. Cette première agence de l'eau a été mise en place en mars 2007, elle est fonctionnelle et son siège se trouve à Ziniaré.

4°) Les comités locaux de l'eau (CLE)

Structure locale de gestion de l'eau, le comité local de l'eau est une association sans personnalité juridique qui œuvre pour une adhésion permanente des acteurs de l'eau. Il initie au niveau local des actions de développement, de protection et de restauration de l'eau. En outre, il assure un partenariat avec les structures décentralisées et déconcentrées en donnant son avis sur les décisions des autorités locales en lien avec le domaine de l'eau. Le comité

local de l'eau est composé de l'administration et des services techniques, les collectivités locales (communes et CVD), les usagers et les organisations de la société civile. Entre 2004 et 2005, neuf CLE ont été mis en place et d'autres CLE sont en cours de création.

Notons par ailleurs que dans le cadre de la gestion des bassins versants du Niger et de la Volta, le Burkina Faso a établi des accords avec les pays partageant ces bassins. Il est membre de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) qui vise à promouvoir la coopération entre les pays membres dans tous les domaines où l'eau est présente, participe au projet de gestion intégré du bassin de la Volta.

La politique nationale de l'eau accorde une place de choix à la décentralisation des responsabilités, à la gestion et à la protection des ressources en eau et des zones humides. L'approche participative est un moyen utilisé pour aboutir à la mise en œuvre d'une gestion intégrée des ressources en eau et pour contribuer à mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance de l'eau.

## **Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette politique nationale aux vues des observations du terrain ?**

En référence au document présentant l'état des lieux des ressources en eau, nous nous rendons compte que cette politique vise à répondre aux grandes orientations de la lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD). Cette lettre a pour objectif de relever le niveau de revenu des populations et du potentiel productif afin de permettre à chaque burkinabè d'accéder à la sécurité économique, la sécurité sanitaire, la sécurité alimentaire, la sécurité environnementale, la sécurité individuelle et politique.

Ainsi l'orientation des investissements et des dépenses doit assurer le maximum d'impact positif sur les principaux indicateurs sociaux au niveau de chaque orientation. La préservation d'un environnement sain est considérée comme un principe cardinal devant régir l'ensemble des actions envisagées.

Le gouvernement du Burkina Faso entend mettre en œuvre une politique nationale volontariste et fortement structurée. L'objectif général de cette politique est de contribuer au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau afin que celle-ci ne devienne pas un facteur limitant du développement socioéconomique.

### ***Remarques sur les stratégies de L'Etat dans la gestion des ressources en eau du pays***

Les problèmes en matière d'eau que connaît le Burkina Faso (augmentation de la demande, amenuisement des ressources renouvelables, etc.) ont conduit l'Etat à mettre en œuvre une stratégie de gestion des ressources en eau qui interpelle toutes les composantes de la communauté nationale. Son application qui se traduit par l'élaboration de règles d'ordre public, relève des domaines de l'action publique et de l'action citoyenne.

La décentralisation dans le domaine de l'eau et le transfert du secteur de l'eau aux communes appellent un repositionnement des acteurs concernés par l'accès à la ressource en eau et sa gestion. Cela implique l'émergence aux côtés de l'Etat, d'autres acteurs et le renforcement de l'action publique locale et de l'action citoyenne en particulier. Les services déconcentrés de l'hydraulique qui, auparavant, s'occupaient de la programmation et de la mise en œuvre des politiques hydrauliques conservent un rôle important en matière de régulation, de conseil et de formation. A cause du caractère récent de la décentralisation, l'expertise des communes dans le domaine de l'eau est réduite. Pour qu'elles puissent assumer leur rôle de maître d'ouvrage,

certaines ONGs dotées de fortes compétences dans le secteur de l'eau, comme Eau Vive ou des associations comme l'ADAE créées par des anciens cadres et agents de l'hydraulique dans l'Ouest du Burkina, ont un rôle d'appui important à jouer. Au niveau local, dans les villages et les petites villes, les usagers se sont organisés dans le cadre de CGPE et d'associations d'usagers de l'eau pour la gestion des PMH. Les associations d'usagers de l'eau participent à la gestion des AEPs. Ces instances locales représentatives des usagers ont acquis des capacités dans le cadre des activités de gestion auxquelles elles ont participé et des formations qu'elles ont reçues. Bien que les réformes du secteur de l'eau confèrent un pouvoir déterminant aux instances communales dans le secteur de l'eau et que la gestion déléguée au profit d'opérateurs privés est préconisée par les bailleurs de fonds pour les AEP, les représentants des usagers sont des acteurs sur lesquels il est nécessaire de s'appuyer pour favoriser une appropriation des dispositifs de gestion. D'ailleurs, il est prévu que l'Association Villageoise des Usagers de l'Eau (AVUE) composée par toutes les couches sociales du village travaille avec les opérateurs économiques pour la gestion équitable de l'eau.

Le développement dans le domaine de l'eau vise à la mise en place d'une économie de l'eau dans laquelle la production des biens et services dans le secteur de l'eau doit être progressivement et impérativement accordée aux lois de la production marchande. Cela veut dire que les programmes d'investissement public et leurs charges récurrentes, doivent être supportés dans une large mesure par la valeur ajoutée des biens et services qui seront produits. L'orientation des investissements et des dépenses doivent permettre une amélioration des indicateurs sociaux favoriser la préservation de l'environnement.

Dans le cadre de cette politique adoptée par l'Assemblée Nationale en 2001(cf. loi en annexe), l'Etat essaie de nationaliser les ressources en eau du pays. Dans la réforme de la gestion de l'eau, il est prévu de transférer la gestion des points d'eau modernes à des opérateurs économiques. Pour réguler et prévenir les conflits, des Association Villageoises des Usagers de l'Eau (AVUE) ont été créées. Les désaccords entre les acteurs concernés (Etat, agents/acteurs locaux, institutions, certains acteurs de la ville) par l'application de ces politiques suscitent des divergences qui entretiennent la polémique.

*Premièrement, certains responsables coutumiers disent que « la terre n'est pas à vendre, mais on en permet l'usage à d'autres personnes ».*

Cela suppose qu'elle a un propriétaire qui est reconnu légalement ou coutumièrement. Le droit coutumier occupe une place très importante en matière de gestion de la terre à tel point

que la Reforme Agraire et Foncière (RAF) instituée par le gouvernement sous la Révolution en 1983 n'est pas parvenue à le déstabiliser. Introduire un opérateur privé en milieu rural dans le domaine de l'eau alors que sa gestion sur le plan endogène s'apparente à celle du foncier, est perçu par les paysans comme une ingérence.

*Deuxièmement*, cette reforme implique obligatoirement le paiement de l'eau par des paysans alors qu'ils sont en quête de survie alimentaire (rapport Banque Mondiale 2000).

Les conflits sont alors inévitables; ils sont d'ordres sociaux, organisationnels et liés au foncier ; nous y reviendrons dans le sixième chapitre.

*Troisièmement*, le mode d'intervention que l'Etat a choisi pour la gestion de l'eau lui a été dicté en partie par des partenaires.

Ce modèle est semblable aux plans d'action que l'on trouve en Europe actuellement. Les appellations suivantes leur sont attribuées : New Public ou management environnemental à cause des procédures d'intensification des enjeux, de la sélection des acteurs pertinents à concerter, du monitoring, de l'action par projets, des procédures d'évaluation, etc. Comment peut-on appliquer de telles «recettes miracles» dans un contexte très différent de l'Europe sur le plan physique (rareté de l'eau, dégradation des ressources naturelles), le plan économique (moyens financiers limités pour l'intervention de l'Etat), culturels (fort taux d'analphabétisme, inégalité hommes/femmes) malgré le principe de subsidiarité?

Ces contraintes citées peuvent entraver la mise en œuvre du PAGIRE dans la réalisation de ses objectifs. A quels types de points d'eau s'applique cette politique ?

### **1.3. Typologie des points d'eau dans les villages**

Du fait des caractéristiques géographiques (climat, géologie, hydrologie, évapotranspirations considérables) et économique de nos zones d'étude, nous allons prendre en compte tous les types de points d'eau qui se trouvent dans les villages échantillonnés. Nous allons présenter à la fois les points d'eau traditionnels, modernes et les aménagements hydro agricoles à cause du rôle qu'ils exercent dans la satisfaction d'une demande en eau qui est hétérogène.

En effet, dans les milieux ruraux, il y a une multitude de points d'eau qui émanent des pratiques paysannes et de l'action des décideurs à différents niveaux : structures de développement, responsables politiques. Les uns captent les eaux souterraines : les puits, les forages. Les autres sont constitués par les eaux de surface : les marres, les rivières, les boulies, les puisards, les barrages, les lacs.

#### **1.3.1. Les points d'eau de surface**

Dans les années 1980-1990, il y a eu une vaste campagne de construction des barrages sous l'impulsion des pouvoirs publics pour pallier le manque d'eau que le pays a traversé dans les années 1973. La construction des barrages du Sourou, de Bagré, de la Kompienga visait aussi l'exploitation agricole. En plus de ces barrages, il y a eu aussi la construction de beaucoup de retenues d'eau pour réduire la pénibilité des activités d'exhaure. Deux barrages souterrains existent au Burkina Faso. Ils seraient les seuls en Afrique. Il s'agit du barrage de Goroum-Goroum construit en 1969 et celui de Naré dans la province du Namentenga.

Les eaux de surface (mares, rivières, flaques d'eau) sont abondantes en saison pluvieuse. L'eau y est qualifiée de qualité médiocre. Cependant, elle sert en grande partie pour des activités domestiques. Elle est également utilisée pour l'abreuvement des animaux.

#### **1.3.2. Les eaux souterraines**

Elles sont captées par les puits à grands diamètres, traditionnels, les forages et les adductions d'eau potable (AEP), et les adductions d'eau potable simplifiée (AEPS). Soulignons que dans les villages que nous avons échantillonnés, il n'existe pas d'adduction d'eau potable ou d'adduction d'eau potable simplifiée.

Pour faciliter la compréhension de ces points d'eau, nous dirons que le puits à grand diamètre se différencie du puits traditionnel. Il est construit par un artisan puisatier avec du matériel moderne. Il a un diamètre d'environ 1,80m.

Un forage est un petit trou de petit diamètre où un tube métallique permet d'atteindre une nappe et ne peut être exploité que par un système de pompe pour faire monter l'eau à la surface. On distingue plusieurs modèles de pompes reliées à des forages :

1°) Le modèle vergnet : c'est une pompe à commande se caractérisant par un pompage au pied. Ce modèle se trouve uniquement à Bankako. Les femmes s'en plaignent. Elle serait la cause de certains avortements. Les spécialistes lui attribuent une durée de vie de 20 ans. Les pannes s'observent au niveau des clapets, des butés basses, etc.

2°) La pompe volonta de fabrication locale. Le pompage de l'eau se fait par un volant. Cette pompe existe uniquement à Bagré dans le quartier des pêcheurs. Les pannes se situent au niveau du triangle croché, du clapet et des manchons.

3°) La pompe Kardia de fabrication allemande. Ce modèle est très répandu au Burkina Faso. Il existe dans les villages où nous avons mené les enquêtes.

4°) La pompe India Mark II fabriquée à Ouagadougou par Apicoma. Le bras de commande est relié à la commande par une chaîne.

5°) La pompe Abi à motricité humaine fabriquée en Côte d'Ivoire. Il y a deux modèles de pompe Abi. : Abi-M à piston avec une transmission par trainage et Abi –Vergnet et Asm.

Dans le cadre de notre travail, nous avons fait une typologie des points d'eau à partir des représentations que s'en font les populations. Nous distinguons les points d'eau traditionnels composés de puits traditionnels, de rivières, de mares, de boulies, de puisards. Il y a les points d'eau considérés modernes par les enquêtés parce que leurs réalisations ont nécessité l'emploi des matériels modernes. Il s'agit des forages, des retenues d'eau, des barrages.

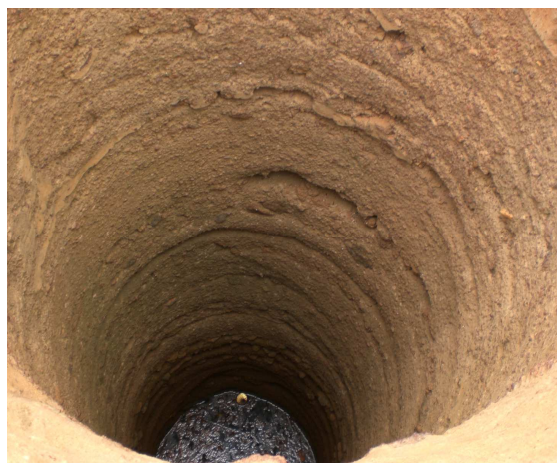
### **1.3.3. Les points d'eau traditionnels**

Comme nous l'avons dit plus haut, les points d'eau considérés comme traditionnels sont les puits, les rivières, les marigots, des lieux précis du lac Bam et du barrage de Bagré. Ils requièrent un savoir faire spécifique des paysans pour leur réalisation et leur mise en œuvre.

La réalisation d'un puits traditionnel renvoie à un savoir-faire spécifique en lien avec les rapports sociaux de production et le système culturel. Cette réalisation traduit le rapport homme/environnement, le rapport visible/invisible ; elle est l'expression de la compétence paysanne. Le puits traditionnel est à la fois privé et à but communautaire. Sa réalisation fait toujours appel à l'entraide sociale. Son lieu d'implantation a souvent un lien avec la position sociale de celui qui a organisé son fonçage en ayant au recours au travail communautaire. La



profondeur du puits traditionnel dépend aussi du type de sol dans lequel il est creusé. Il mesure 10 voir 16 mètres de profondeur. (Cf. photo n°1)



**Photo 1 :** profondeur d'un puits, 13m selon des enquêtés (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)



**Photo 2 :** Bagré. Puits traditionnel (cliché Pascal Tandamba 2001)

#### 1°) Les mares :

Ce sont des eaux de ruissellement qui stagnent dans les crevasses des parties les plus encaissées des cours d'eau. Le régime de ces plans d'eau est temporaire. Leur disponibilité dépend de la quantité de pluie tombée. Les pressions des cultures de bas-fonds et les aménagements hydro agricoles influencent le régime de ces plans d'eau. C'est ce qui s'est passé à Gogninga où, la construction du barrage a asséché ses deux rivières. Il en est de même à Bagré-centre où *« la rivière est sèche que l'eau n'est plus abondante comme avant la construction de ce barrage »*.

#### 2°) Les boulies :

L'insuffisance des points d'eau, les multiples pannes, les conflits de même que l'évaporation considérable de l'eau, obligent les populations à initier d'autres moyens d'approvisionnement en eau. La réalisation de boulie est une technique de récupération des eaux de ruissellement qui consiste à creuser une cuvette à même de retenir l'eau sur le lit des rigoles. On trouve ces ouvrages dans toutes les zones enquêtées. Ils sont plus nombreux à Gogninga et à Kora. Ce sont des petits trous qui n'excèdent généralement pas un mètre de profondeur. Ce sont des points d'eau individuels autour desquels on ne voit la plupart du temps que des femmes assises sous le soleil ardent, attendant patiemment la remontée de l'eau (voir photo n°3). L'usage de ces types de points d'eau est souvent source de conflits entre les femmes.



**Photo 3** : une boulie (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)

### 3°) Les puisards :

En saison sèche, les paysans ont recours aux puisards qu'ils creusent le long des lits des rivières ou des retenues d'eau et des barrages. Cette pratique est remarquable chez les moins nantis. Ces ouvrages temporaires ont une profondeur d'un à trois mètres ou plus (elles n'excèdent pas cinq mètres) dont le niveau varie selon les localités. Ils sont personnels mais aussi source de conflits (cf. photo n°4).



**Photo 4 :** un puisard (cliché Ramatou Traoré juin 2009)

Les points d'eau traditionnels ont toujours un gestionnaire qui met en place son mode de gestion. Le gestionnaire est soit un propriétaire foncier, soit un responsable coutumier. Les points d'eau traditionnels sont à usage communautaire parce que *«ils sont à la disposition de n'importe quel usager de l'eau»*.

En milieu rural, l'antériorité au lieu fait que le droit du sol relève du droit coutumier. En effet, ce sont les responsables coutumiers, précisément les chefs de terre, qui sont les détenteurs de ce droit. Il est inaliénable et constitue un marqueur social qui se transmet par le biais de l'héritage de père en fils. L'idée de propriété est rattachée à celle de richesse. Par richesse, on entend tout ce qui satisfait un besoin. La propriété ainsi définie est alors un fait social parce qu'elle joue un rôle immense dans toutes les existences individuelles. Elle est aussi un fait économique parce qu'elle s'articule autour de la production, la circulation, la répartition, la consommation des richesses. C'est ce qui fait dire à Lévy Bruhl (1945) que : « Possession, propriété, usage, ne se distinguent point de participation, *etc.* La propriété consiste en une liaison mystique, en une participation entre le possédant et le possédé, *etc.* L'essence de la propriété est un lien mystique établi entre la personne qui possède et les objets qui participent d'elle en quelques façons. »

Si on admet que « toute propriété est une valeur, toute valeur est une propriété » alors la terre est une valeur pour le propriétaire foncier et une valeur d'usage pour les usagers de l'eau.

Ainsi, jusqu'à nos jours, la dichotomie propriété privée/bien d'usage communautaire constitue le principe central de la gestion de l'eau dans nos villages. D'ores et déjà, la gestion de l'eau renvoie à un élément historique fondamental où la collecte et l'usage des ressources naturelles

des différentes localités, et surtout celles en eau, dépendent des pratiques sociales et culturelles propres à chaque société.

#### **1.3.4. Les points d'eau modernes**

Nous entendons par « points d'eau modernes », toute ressource en eau qui fait l'objet d'études de faisabilité à la demande de l'Etat ou de n'importe quel intervenant. Elle requiert souvent l'utilisation de technologies importées. Leur implantation implique une contribution matérielle et/ou financière des bénéficiaires. Les points d'eau modernes sont réalisés par des techniciens professionnels. Ils sont gérés par des logiques issues de la modernité. Ces logiques privilégient des critères technico-économiques. Le choix des gestionnaires est fondé sur des critères de compétences et sur celui de la représentativité des différentes catégories d'usagers. Il est lié aux normes prescrites par les donateurs mais aussi aux choix opérés par les bénéficiaires eux-mêmes. Les principaux points d'eau modernes sont les forages reliés à une pompe à motricité humaine (voir photos), les puits à grand diamètre, les barrages et les retenues d'eau.





**Photo 5 :** la digue du barrage de Bagré (cliché Ramatou Traoré 2008)



**Photo 6 :** Loagha, puits à grand diamètre (cliché Germain Sawadogo, 2001)



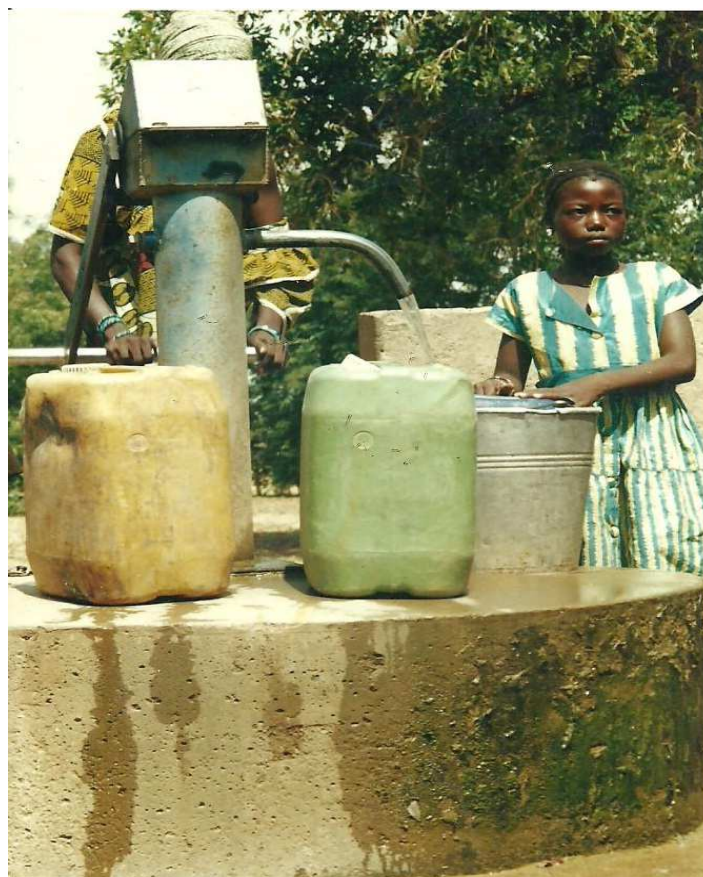
**Photo 7 :** Pompe Abi (cliché Halidou Sawadogo, 2001)



**Photo 8 :** Bankako, pompe au pied (cliché Ramatou Traoré, juin 2008)



**Photo 9 :** Bagré-centre, pompe volonta (cliché Ramatou Traoré, juin 2008)



**Photo 10 :** Pompe INdia Mark II (cliché Pascal Tandamba, 2001)



## **Les principaux problèmes posés par les modes de gestion des PMH**

L'implantation de nombreux forages dotés de pompes à motricité humaine s'est accompagnée de l'établissement de nouveaux modes de gestion pour réguler l'usage de l'eau et empêcher les débordements. Pour ce faire, des comités de gestion des points d'eau ont été mis en place depuis les années 1980. Près de 90% des PMH étaient dotés en 2005 de CPE. Leurs fonctions principales consistent à assurer la gestion notamment pour financer l'entretien et la réparation des ouvrages et à veiller à la propreté des aires où se trouvent les PMH ainsi qu'à l'entretien des moyens d'exhaure. Comme le fait observer Bonnassieux, l'organisation des comités de gestion des PMH obéit à des normes imposées de l'extérieur qui font référence à des modes de structuration et des savoir-faire techniques et en gestion différente des pratiques et savoirs anciens liés aux rapports de pouvoir dans les sociétés rurales (Bonnassieux, 2009, op. cité). Les fonctions de président, de trésorier, de secrétaires doivent être occupées par des villageois à cause des compétences en gestion qu'elles requièrent. Ce sont des villageois qui ont été scolarisés ou alphabétisés et qui ont bénéficié de formations pour participer aux comités de gestion de ces points d'eau. Le contrôle et l'affectation des sommes collectées pour la maintenance de ces ouvrages constituent un enjeu important. Et l'eau n'est pas une ressource neutre à cause de sa signification dans les cosmogonies locales et des pratiques rituelles destinées à assurer sa disponibilité. Ainsi les instances de gestion qui sont mises en place sont souvent appropriées par des notables issus de familles autochtones. Lorsque ceux-ci ne peuvent pas assumer certaines fonctions parce qu'ils ne disposent pas des compétences suffisantes, ils placent des proches qui disposent de capacités suffisantes pour occuper certains postes.

Dans le fonctionnement des comités de gestion des PMH, les pouvoirs publics et les structures de développement ont surévalué l'influence d'un idéal communautaire et n'ont pas tenu compte suffisamment des hiérarchies et des luttes factionnelles qui orientent leurs actions. L'observation de différentes situations dans l'Ouest et le Centre du PMH montre qu'à cause de ces stratifications et de ces clivages, les représentants des catégories en position d'infériorité dans l'espace social local groupes migrants installés récemment, éleveurs sont souvent faiblement représentés dans les instances de gestion (Programme RESO 1999, Traoré 2002, Bonnassieux et Al., 2005). Les femmes qui exercent un rôle crucial dans l'approvisionnement en eau, exercent beaucoup moins de responsabilités que les hommes. Selon l'étude réalisée en 2005, sur l'implication de la promotion de la femme dans la mise en œuvre du PAGIRE, sur un échantillon de 504 PEE, 1 % des femmes occupent des fonctions



de Présidente, 5% de secrétaire et 32% de Trésorière (EDE SAWES). Par contre, les postes d'hygiéniste considérés comme subalternes sont fréquemment attribués à des femmes. Plusieurs facteurs sont à l'origine du manque d'efficacité des comités de gestion des points d'eau moderne, leur appropriation par des notables, une confusion fréquente entre bien public et bien privé parmi leurs responsables, ainsi qu'une perception imprécise de ce que peut être une gestion publique de l'eau (De Sardan et Dogobi, 2000). Les assemblées générales se tiennent difficilement parce que les comités de gestion sont appropriés par quelques responsables qui sont peu disposés à rendre compte de leur gestion. Le fait que ceux qui assument les tâches les plus importantes au sein des instances de gestion ne bénéficient pas d'incitations financières suffisantes en contrepartie de leurs efforts, entraîne une démobilisation et parfois des dérives (Bonnassieux, 2009, op. cité, Baron et Tidjani, 2012).

Les dysfonctionnements des points d'eau modernes ne sont pas provoqués seulement par des insuffisances du fonctionnement des instances communautaires mises en place avec les structures de développement. Ils sont causés par le manque de coordination entre les structures d'appui (ONGs, projets, services étatisés et décentralisés de l'hydraulique) qui interviennent dans le secteur de l'eau. Il y a souvent une concurrence entre ces structures qui se manifeste par des pratiques et des règles différentes pour étendre leur sphère d'influence. Pour acquérir plus de légitimité auprès des populations rurales, Collignon fait remarquer que chaque nouvel intervenant recourt à des pratiques qui permettent d'accroître une légitimité dans le domaine du développement. « Pour un nouvel arrivant dans le paysage institutionnel, la manière la plus légitime d'acquérir de la légitimité est de mobiliser les usagers autour de son programme et des ses actions » (Collignon, B et al, 1998). Une des façons d'acquérir une certaine légitimité, c'est de fournir l'eau gratuitement ou à des conditions plus avantageuses que d'autres ou encore d'être moins rigoureux sur les règles de gestion à suivre. Parfois, on cherchera à corrompre certains responsables. La violence physique, le recours exacerbé à l'autochtonie, peuvent être utilisées par certains acteurs pour imposer leur contrôle sur certains points d'eau, exclure certains groupes de leur gestion et de l'accès. Dans le cas de la gestion de l'eau au Burkina, la question de la légitimité n'est pas résolue et c'est un des enjeux de la gestion communautaire dans des contextes locaux où coexistent plusieurs formes de légitimité, une légitimité traditionnelle liée à la coutume et à l'antériorité d'installation, une légitimité électorale fondée sur un vote de la communauté, une légitimité liée au pouvoir dans la sphère du développement à cause d'une proximité relationnel avec les hommes politiques et les partenaires du développement.

Une des conséquences importantes des dysfonctionnements des modes de gestion communautaires, c'est la difficulté à réunir des ressources financières suffisantes pour assurer la maintenance des ouvrages. Trois modes de recouvrement des coûts sont pratiqués pour collecter des fonds pour la maintenance des PMH : la vente de l'eau au volume, la cotisation forfaitaire mensuelle ou annuelle et enfin la cotisation occasionnelle en cas de panne du forage. C'est la cotisation mensuelle et annuelle qui est plus utilisée surtout en saison sèche chaude lorsque la demande en eau est forte. Elle est le fait de la moitié des usagers (Enquête PAR, in EDS SAWES, page 74). Mais ces systèmes de collecte pour la maintenance des FPMH ont de la peine à fonctionner dans la durée. Les ressources financières mobilisées par les CPE sont inférieures dans la majorité des cas au montant des sommes nécessaires pour assurer l'entretien et la réparation des équipements. Il est fréquent que les fonds soient détournés par certains responsables qui sont rarement poursuivis à cause de la force des trames relationnelles au sein de l'espace social local.

Une autre conséquence des dysfonctionnements de la gestion communautaire, c'est la difficulté à réguler les conflits d'usage de l'eau. Afin d'éviter les conflits lorsqu'il y a affluence des usagers auprès de PMH en saison sèche, ces comités ont instauré un ordre d'approvisionnement par catégories d'usagers de l'eau. Les heures d'approvisionnement ont été instaurées de six heures du matin à dix huit heures du soir. Mais en réalité, cette forme de régulation est souvent inefficace car il y a fréquemment un double jeu d'une partie des usagers qui se positionnent comme représentants de la communauté et consommateurs.

L'évolution des conditions d'accès à l'eau qui s'est produite en milieu rural avec la multiplication d'infrastructures hydrauliques modernes dont les coûts d'exploitation et de maintenance doivent être pris en charge par les communautés pour assurer la pérennité des ouvrages et celle de l'accès à l'eau, implique le passage d'une gestion privée et familiale de points d'eau traditionnels où l'accès est gratuit et ouvert à la communauté à un mode de gestion plus élargi des points d'eau modernes où l'eau est considérée comme un « bien économique » à usage communautaire. Le nouveau mode gestion de l'eau en créant son propre système de fonctionnement, s'exerce sur l'ordre social ancien et parvient à le déstabiliser par sa modernité. En effet, tout processus d'innovation tend à légitimer de nouvelles manières d'être et de nouvelles manières de faire. Les points d'eau modernes sont conçus comme une « nouvelle source de satisfaction et d'intégration dans une société où les cadres d'action traditionnelle s'effritent » (Ouédraogo, 1997). En conséquence, la mise en place de nouveaux modes de gestion des points d'eau entraîne des recompositions des modes

d'organisation sociale. Les pratiques nouvelles favorisent l'adoption de nouvelles configurations sociales. Les détenteurs traditionnels du pouvoir se voient « attribuer un nouveau sens » dans la nouvelle dynamique sociale parce qu'elles ont été consultées, voire respectées. Le point d'eau est alors perçu comme un facteur de transformation et/ou de destruction de la société.

« Avec la mise en œuvre d'autres modes d'organisation et de gestion des ressources en eau (...) certaines positions sociales ou certains groupes perdent totalement ou partiellement leur fonction (...), tandis que d'autres positions sociales, soit plus anciennes, soit tout à fait nouvelles, voient leur fonction valorisée par l'ensemble de la société » (Elias, 1981). Dans le cadre de notre thèse, nous allons analyser les conduites sociales dans le champ environnemental de l'eau, et les transformations qui s'opèrent avec les différents modes de gestion qui s'imposent aux usagers et aux milieux.

## Conclusion du premier chapitre

Enquêter sur l'eau au Burkina Faso est une manière de rendre compte de la situation socio économique du pays, de la situation de l'eau et la politique nationale de l'eau.

Au Burkina Faso, les conditions climatiques qui se dégradent, la pluviosité du relief, la nature des sols et les contraintes hydrologiques réduisent la disponibilité des ressources en eau et rendent difficile dans plusieurs zones la construction d'ouvrages pour les capter. La pression démographique engendrée par la forte croissance de la population, l'importance des migrations dans certaines régions, la pauvreté de la majorité des populations aggravent les problèmes d'accès à l'eau. Le développement des activités économiques, agricoles et pastorales entraîne une diversification des usages de l'eau qui provoque souvent des tensions autour des points d'eau.

Afin de faciliter l'accès des populations à l'eau, les autorités avec l'appui des partenaires ont mis l'accent sur la construction de forages, de pompes à motricité humaine et des puits à grand diamètre dans de nombreux villages. Ainsi, en 2005, on estimait que le taux effectif d'accès à l'eau était estimé à 51% (Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des Ressources halieutiques, 2006). Mais les infrastructures d'accès à l'eau potable sont inégalement réparties sur le territoire. L'insuffisance de la maintenance de nombreux ouvrages entraîne de fréquentes pannes. Un effort important a été réalisé pour multiplier les retenues pour favoriser le développement des activités maraîchères et faciliter l'abreuvement des animaux. Pour améliorer la gestion de ressources en eau qui sont limitées, un cadre institutionnel a été mis en place avec l'élaboration du PAGIRE fortement inspiré de l'expérience française, le PAGIRE a créé un comité de gestion de bassin dans chaque bassin versant. Il est composé des usagers domestiques, agriculteurs, pastoraux, industriels, miniers l'Etat, les collectivités locales. Le PAGIRE est doté d'une Agence de Bassin qui est l'organe opérationnel du dispositif, et de plusieurs Comités locaux d'Eau (CLE). Ce cadre institutionnel s'applique à différents types de points d'eau. Mais l'opérationnalité de ces dispositifs organisationnels est encore limitée.

Pour mettre en évidence la diversité des points qu'utilisent les populations, nous avons défini les points d'eau traditionnels et les points d'eau modernes en évoquant leurs caractéristiques, les modalités de leur implantation, et notamment le rôle des populations, de l'Etat et des bailleurs de fonds dans leur création. Des systèmes de communautaires de gestion ont été mis en place avec l'appui des services de l'hydraulique et sous l'impulsion des structures de la coopération internationale pour favoriser une appropriation des points d'eau moderne par les

usagers. Mais, le contrôle de la gestion des instances communautaires qui ont été mises en place, a suscité de fréquentes tensions. Dans le domaine de l'eau en milieu rural, l'opposition semble être forte entre les responsables coutumiers, qui sont les gestionnaires des points d'eau traditionnels et les concepteurs des nouveaux points d'eau et de la politique nationale de l'eau. Ils n'ont pas les mêmes conceptions entre matière de localisation des points d'eau et d'organisation de leur gestion. En fonction de leurs représentations, les responsables coutumiers soutiennent des pratiques de gestion de la ressource de l'eau et d'accès aux points d'eau qui exigent le respect des interdits pour sauvegarder l'environnement et préserver la ressource en eau. Les autres s'efforcent de mettre en place des mécanismes et des procédures de gestion qui permettent d'équilibrer l'accès, favorisent le partage de l'eau et la protection de l'environnement. Les problèmes liés à ces différentes approches de l'eau par des catégories d'acteurs qui interagissent autour des points d'eau nous ont conduit à étudier la gestion de l'eau dans le bassin versant du Nakambé en tenant compte de tous les types de points d'eau qui existent. Ils nous ont incité aussi à analyser les conflits qui ont lieu, leur incidence en termes d'inégalité d'accès à l'eau et les compromis qui se construisent dans le cadre des pratiques entre acteurs pour garantir l'accès à l'eau.

## **Chapitre 2 : Généralités sur la gestion communautaire et quelques approches sur la gestion de l'eau en Afrique**

Dans le cadre de ce chapitre, nous allons aborder le thème de la gestion communautaire en interrogeant d'abord la notion de communauté à partir de la spécificité des contextes des villages que nous avons retenus dans notre étude. Ensuite nous analyserons les stratégies de mobilisation collective dans le cadre des processus de gestion des ressources. Dans cette perspective, nous nous intéresserons particulièrement à ce qu'on appelle communément « la mobilisation collective dans les contextes d'intérêts communs », c'est à dire une forme requise d'action collective (Young, 1989). Les institutions de développement s'efforcent d'établir une démarche efficace de gestion des ressources naturelles et en eau. Les instances de type communautaire mises en place pour favoriser cette mobilisation sont le plus souvent le produit d'une démarche extérieure imposée aux acteurs pour créer une nouvelle forme de sociabilité pour améliorer la gestion des ressources. Le problème de leur compatibilité avec les formes d'organisation endogène des groupes ethniques et de leurs représentations de l'espace se pose. L'analyse de l'évolution du monde rural montre également qu'il est difficile de mobiliser les populations des villages pour la satisfaction d'intérêts communs parce que les individus poursuivent des trajectoires plus ou moins divergentes en fonction des stratégies et des logiques qui orientent leurs actions.

### **2.1. Au fondement de la gestion communautaire, des communautés homogènes ou hétérogènes ?**

Aborder le thème de la gestion communautaire nous amène ainsi à nous interroger sur la notion de communauté. Selon le dictionnaire Larousse, une communauté est un « groupe social ayant des caractères, des intérêts communs, une culture commune ; ensemble des habitants d'un même lieu, d'un même Etat ». Pour Tönnies, cité par Ferréol (1991), la communauté est là « où les individus se fondent en une totalité ». Cette définition signifie qu'il s'agit des peuples vivant en parfaite harmonie avec la nature ou encore qui partagent des pouvoirs quasi mystiques et surnaturels en vue de préserver la nature. Loagha, un des villages d'étude répond à cette définition en raison de la quasi homogénéité de sa population qui

compte 99% de Mossi et 1% de Peulhs confinés à l'arrière plan du village. Il y a *loghtiibo* le fétiche du village situé en plein centre dont « *la puissance s'étend au-delà du village* », impose le maintien et le respect de la hiérarchie, de l'appartenance locale et de l'identité culturelle. Il est le centre de l'organisation sociale.

Par contre, les autres villages choisis sont formés de communautés hétérogènes à cause de la dégradation de l'environnement et de la raréfaction des ressources naturelles qui ont entraîné la venue de nouvelles populations. Leur arrivée a conduit à une diversification des activités. En effet, la construction du barrage de Bagré et la préservation du lac Bam pour accroître la production alimentaire, ont fait de Bagré, de Bankako, de Gogninga et de Kora des gros villages très actifs sur le plan économique à cause du développement des productions de riz, de poisson, de produits maraîchers tels que le haricot vert qui est exporté vers l'Europe. A Bankako, on assiste à une spécialisation des composantes de la population sur la base des activités qui dominent : riz, maraîchage, pêche. Une compétition existe entre les groupes qui se spécialisent par activités. Dans ce village, l'ordre social ancien n'a que peu de prise sur ces recompositions qui s'opèrent. Par contre, les intérêts convergent lorsqu'il s'agit d'atteindre les objectifs en termes de rendements fixés par la MOB (Maîtrise d'Ouvrage de Bagré). Par contre à Kora, 2<sup>ème</sup> zone de production de haricot vert du pays après le Sourou, l'ordre social ancien a une influence sur le système foncier et le système de production. Les normes sociales sur le plan de l'accès à la terre influent sur l'acquisition de la parcelle d'exploitation. D'après certains acquéreurs de parcelles, elles auraient aussi une influence sur les rendements. Parmi ceux-ci, certains disent « *en tout cas, il faut travailler avec prudence... si ton rendement dépasse celui du donateur, il faut te dire que l'année suivante tu n'auras plus la même place ou bien tu n'auras plus de place parce que il y a toujours un fils à l'extérieur qui doit rentrer et à qui on doit attribuer là ta place actuelle or c'est aussi au moment où toi tu es prêt à bien travailler encore !* » La dynamique de l'espace social est marquée par l'ordre social dont les responsables coutumiers sont les garants.

La mise en place de nouvelles structures dans le cadre de la décentralisation à Bagré village, à Gogninga, le lotissement de Bagré village, l'installation du Comité Villageois pour le Développement (CVD) à Gogninga, l'installation du Comité Local de gestion de l'eau (CLE, elle n'est pas encore fonctionnelle) à Kora ont amplifié les changements sociaux en favorisant l'émergence de groupes aux intérêts divergents.

## **2.2. La gestion communautaire pour enrayer la dégradation des ressources**

Lors des grandes sécheresses qui ont affecté les zones sahéliennes dans années 1970, la problématique de la dégradation des ressources naturelles a pris une grande importance. Cette dégradation était due à des facteurs climatiques (baisse et irrégularité de la pluviométrie), mais aussi anthropiques (défrichements, surexploitation des sols, coupe abusive du bois). Pour faire face à cette situation, les décideurs institutionnels ont mis l'accent sur un modèle de gestion des ressources naturelles basé sur la gestion communautaire. «elle a pour principe essentiel la prise en compte des communautés locales dans leur ensemble et l'espace qu'elles occupent. Les nouvelles méthodes de gestion se basent à la fois sur les connaissances empiriques des communautés indigènes et sur les connaissances et techniques modernes. Il s'agit aussi désormais d'engager dans le processus toutes les responsabilités, politiques, sociales et techniques, à quelque niveau qu'elles se trouvent ».<sup>26</sup>

Cette définition met en avant l'implication massive des acteurs locaux dans le « combat pour l'utilisation durable de leur ressource »<sup>27</sup>. La gestion communautaire se décline sous plusieurs formes<sup>28</sup>:

### **2.2.1. La Gestion des ressources naturelles (GRN)**

Des dispositifs communautaires impliquant les différentes composantes des populations ont été mis en place pour promouvoir la gestion des ressources naturelles. Cela a été le cas dans le projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune (GEPRENAF) au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

Les actions entreprises en GRN ont pour objectif à travers l'application d'une technique nouvelle ou existante de mettre, avec l'appui des représentants des communautés, une gestion partagée des ressources naturelles (sol, eau, flore, eau) pour garantir le renouvellement. Elles visent à minimiser la dégradation des ressources naturelles, réparer les dégâts qui ont été commis pour conserver la capacité productive d'un écosystème au-delà des activités actuelles. La gestion des ressources naturelles a deux fonctions : la production pour satisfaire les

---

<sup>26</sup> Deuxième Colloque Pan-African Sur L'Utilisation Durable Des Ressources Naturelles en Afrique: Ouagadougou, Burkina Faso. Juillet 2000. CILSS

<sup>27</sup> CILSS op. Cité

<sup>28</sup> Idem



besoins de consommation actuels et la conservation pour faire face aux besoins de consommation futurs.

L'objectif de ce mode de gestion est de promouvoir une « utilisation durable des ressources naturelles ». Elle repose sur le principe important de savoir comment utiliser les ressources naturelles de telle sorte que les générations actuelles y trouvent leur compte mais sans aliéner celui des générations futures.

### **2.2.2. L'approche "Gestion des terroirs" : le modèle de l'Etat**

Elle est définie comme une approche de développement rural basée sur la participation et la responsabilisation accrue des communautés rurales pour gérer au mieux les ressources d'un espace défini, le terroir, dans un cadre de sécurité foncière, afin d'assurer la durabilité et d'accroître la valorisation de ces ressources. Au Burkina Faso, le Ministère de L'Agriculture, de l'Eau et des Ressources Halieutiques, grâce à l'appui de la Banque Mondiale, avec une enveloppe de plus de quatre vingt milliards de francs CFA, s'est fortement inspiré de cette approche pour la conceptualisation et la mise en œuvre du PNGT<sup>29</sup> en 1986 et en tant que outil pratique de la RAF<sup>30</sup>. Son application comportait six phases qui sont : la phase dite sensibilisation ; la phase dite détermination des terroirs, de l'inventaire des ressources à l'intérieur de ces terroirs et de la cartographie ; la phase de zonage ; la phase d'installation des comités de gestion des terroirs villageois (CVGT) ; la phase institutionnelle ou phase du règlement intérieur et du statut des CVGT ; la phase de négociation d'un contrat d'aménagement foncier à replacer à l'intérieur d'un « contrat global » ou « contrat de développement » ou « plan de développement » ou encore « contrat villageois » ; la dernière phase consistait suivant le contrat, à ce que les villages s'engagent à respecter un certain nombre de règles de préservation du terroir. En contrepartie, un projet, une ONG ou un service administratif de l'Etat venait appuyer techniquement et financièrement le village dans la réalisation de son plan de développement.

#### ***Insuffisances de cette approche et problèmes liés à sa mise en œuvre.***

La mise en œuvre de cette approche, en général correctement menée, a été confrontée à des résistances et des limites liées à ses caractéristiques. Le PNGT s'est heurté à l'obstruction des responsables coutumiers au niveau du zonage des terroirs et de sa délimitation. Certains mouvements dans l'espace tels que la migration et la transhumance, que Faure (1996) qualifie

---

<sup>29</sup> PNGT programme national de gestion des terroirs.

<sup>30</sup> RAF Reforme Agraire et Foncière.

de « hors champ », n'ont pas été suffisamment pris en compte. En effet, le « hors champ » s'applique aux pâturages et aux cultures situés dans les terroirs voisins et exploités par un terroir donné. Faure affirme qu'on ne peut concevoir de gestion de terroir villageois efficace sans considérer le hors champ. Or aucun programme n'a associé les éleveurs hors champ. Ce sont ces contraintes foncières et de l'eau imposées par la gestion des terroirs qui obligent les cultivateurs et les éleveurs à cultiver et à exploiter les ressources naturelles des terroirs voisins. La raréfaction des ressources qui résulte de ces modes d'exploitation entraîne des conflits.

La stratégie de prise en compte du « hors champ » s'est opérée dans la phase II du PNGT avec le ministère de l'Agriculture qui a mis l'accent sur la réalisation des pistes à bétail, des zones de pâturage et des points d'eau pastoraux.

Telle qu'elle a été définie dans le cadre de ce programme, la gestion communautaire suppose une entité large de la communauté dite « villageoise ». L'objectif visé est d'aider les groupes constitués à la formulation des stratégies de mobilisation en vue de la réalisation des actions collectives. Pour y parvenir, les décideurs au niveau institutionnel ont recommandé avec insistance la constitution de divers types de regroupements, qui s'apparentent à « de nouvelles formes préfabriquées de socialisation » (Ouédraogo, 1994). Les agents des services déconcentrés de l'Etat impliqués dans le développement rural ont poussé partout à la création des groupements villageois, considérés comme modèle alternatif d'implication massive des populations dans la gestion de leurs acquis collectifs. Le gouvernement révolutionnaire du Burkina Faso des années 1983-1985 a fortement appuyé la création de groupements villageois au sein des villages pour regrouper les paysans autour des objectifs qu'il avait fixés en matière de développement.

### **2.2.3. La Communication Participative pour le Développement : portée et limites d'une méthode de mobilisation des communautés**

Dans ces groupements, la revalorisation des compétences locales, l'implication collective des paysans devaient favoriser le développement local, le bien être social et l'indépendance vis-à-vis de l'Occident. Pour créer une synergie entre le niveau collectif et individuel, au sein de ces regroupements, le CRDI<sup>31</sup> a mis en place la Communication Participative pour le Développement (CPD). Cette approche est utilisée par le CILSS<sup>32</sup> dans le cadre de la gestion

---

<sup>31</sup> CRDI Centre de Recherche pour le Développement International.

<sup>32</sup> CILSS Comité Inter Etat de Lutte contre la Sècheresse au Sahel.

des ressources naturelles. C'est une démarche participative, que le CRDI, qui était le principal bailleur de fond, a imposé lors de la deuxième phase du projet GUCRE et au projet PARCODIEau. Le projet PARCODIEau ou Participation des Communautés de base à la gestion de l'Eau qui voulait accompagner le PAGIRE<sup>33</sup> dans sa mise en œuvre, avait comme objectif une *large participation des communautés locales et une prise en compte des femmes* à la gestion des ressources en eau. Cet objectif correspondait à un domaine d'action du PAGIRE.

La communication participative pour le développement est définie comme une action planifiée, fondée sur des processus participatifs. Elle est basée sur le recours aux médias et à la communication interpersonnelle pour faciliter le dialogue entre différents intervenants réunis autour d'un problème de développement ou d'un but commun. L'objectif est d'identifier et de mettre en œuvre une initiative concrète visant à solutionner le problème ou atteindre le but fixé qui soutient et accompagne cette initiative.

L'objectif central de cette méthode est le renforcement des capacités des communautés à prendre en charge leur propre développement dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles et de l'eau. Pour accroître les capacités des communautés, une collaboration est instaurée entre la Recherche pour le Développement qui bénéficie du soutien et de la participation des chercheurs, des animateurs sur le terrain et des intervenants communautaires. La recherche/ action est ainsi liée à un processus de développement mené par la communauté et l'utilisation des résultats doit répondre à des préoccupations mentionnées par les communautés. La mise en œuvre de cette approche demande un changement d'attitude. Aussi le chercheur et l'agent de développement doivent apprendre à considérer les membres de la communauté non comme des bénéficiaires, mais comme des intervenants à part entière. Il doit être prêt également à établir des partenariats et des synergies avec d'autres partenaires en développement travaillant avec les mêmes communautés. Le facilitateur de cette démarche doit apprendre à écouter, savoir amener les gens à exprimer leurs points de vue, les aider à atteindre un consensus et à dresser un plan d'actions. C'est une nouvelle manière de faire la recherche pour le développement et de mener les initiatives de développement.

En somme, la communication participative pour le développement propose une nouvelle vision de la recherche/ action et des projets de développement dans les communautés. Sa méthodologie est basée sur trois séries « d'évènements » :

---

<sup>33</sup> PAGIRE Plan d'actions de la gestion intégrée des ressources en eau.

Celle liée à l'approche de la communauté locale et suppose qu'il faut :

- Etablir un contact avec la communauté locale ;
- Connaître et bien comprendre le contexte local.

Elle implique les communautés et les autres parties prenantes dans la planification d'une initiative de développement ou d'un projet de recherche. Elle doit amener les gens à :

- Cerner un problème de développement donné ou un objectif commun ;
- Comprendre les multiples dimensions de la question et déterminer les solutions potentielles ou les conditions préalables requises ;
- Fixer un plan d'action à mettre à l'essai ou à implanter ;
- Préciser les conditions nécessaires qu'il faut avoir en termes de connaissances, de partenariats et de conditions matérielles.

Cette approche consiste à établir une stratégie de communication qui viendra appuyer l'initiative à mettre en œuvre. Elle implique les actions suivantes :

- Préparer et mettre en œuvre une stratégie de communication visant à soutenir le plan d'action retenu par la communauté ;
- Faciliter la mise en place du partenariat ;
- Faciliter l'acquisition de connaissances nécessaires à la réalisation de ces activités ;
- Planifier la diffusion et l'utilisation des résultats.

Enfin, la communication participative veut être perçue comme un outil de travail efficace qui peut faciliter les processus de développement communautaire et de recherche pour le développement. L'expression « participation de la communauté » renvoie non pas à une simple participation à des activités décrites par d'autres intervenants, mais à la prise de décision sur les activités à entreprendre et les objectifs à atteindre. Elle s'applique aux groupes communautaires d'une même communauté, incluant ceux qui n'ont pas généralement accès aux prises de décision.

Telle que définie et mise en œuvre, la communication participative pour le développement rejoint la définition de Perroux (1996) sur le développement. Il est selon lui « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». Elle vise à créer une action

collective et une puissance collective ainsi qu'un bien être des communautés qu'elle accompagne et qui semblent vouées à « une rationalité unique ». (Ouédraogo, 1997). Vu sous cet angle, le développement serait l'expression d'un choix collectif, « l'invention d'économies et de sociétés neuves » (Perroux 1997). Granié et Guétat montrent que « dans le cadre de la mondialisation actuelle, le développement renvoie alors à la fois à une catégorie analytique, désignant un phénomène économique, et à une catégorie normative, servant à prescrire des comportements ». Mais, l'aspect analytique n'est pas très perceptible dans la communication participative pour le développement telle qu'elle est définie. Il faut reconnaître aussi qu'aucune société n'existe sans une hiérarchie, sans une différence. Bataille cité par Ouédraogo le confirme en disant que : « l'homogénéisation sociale est une forme précaire, à la merci de la violence et même de tout dissentiment interne. Elle se forme spontanément dans le jeu de l'organisation productive, mais elle doit être sans cesse protégée contre les divers éléments agités qui ne profitent pas de la production, ou en profitent insuffisamment à leur gré ».

La communication participative pour le développement vise à créer une interdépendance et à favoriser une transformation sociale et économique qui ne tient plus compte de la division sexuelle de travail dans les espaces sociaux. Elle sous entend une forme de revendication notamment dans son volet plaidoyer où « les animateurs ou les agents du projet doivent accompagner les communautés locales dans le but de se faire entendre par l'Etat ou ceux qui sont censés leur venir en aide ». Ouédraogo démontre que dans le cas du Burkina Faso « l'interdépendance locale tend ainsi à constituer une nouvelle identité « territoriale » qui, en empruntant des passerelles extérieures à la culture « universaliste » dyula ou française, se transforme progressivement en une conscience commune revendicatrice, en un localisme qui menace à son tour la « concentration » étatique en soulignant trop fortement les fronts et les affrontements communs ».

Cette communication participative pour le développement a été érigée comme une méthode modèle dans le cadre des projets qui veulent mobiliser la communauté. Ce projet s'intéresse aux différents groupes d'intérêt en concurrence dans l'espace « communautaire » villageois, dans le but d'aider à la définition d'intérêts communs, comme le résultat d'une sorte de compromis entre intérêts divergents

Bien que la communication participative pour le développement semble constituer une méthode pour promouvoir le développement communautaire, le bilan global des actions basées sur son utilisation souvent n'a pas été satisfaisant. Ainsi, dans des zones où cette

méthode a été utilisée, c'est le cas de plusieurs villages de notre zone d'étude, il est très fréquent de rencontrer des populations qui manquent d'eau portable alors qu'elles se trouvent à côté des forages qui ne fonctionnent pas. Ces problèmes vécus par les populations nous obligent à faire une analyse plus approfondie du contexte social et culturel dans lequel cette méthode a été utilisée et des modalités de son application. L'origine de ces déconvenues est à rechercher dans l'insuffisance de la prise en compte de la complexité de l'espace social et dans la non compréhension de l'action sociale.

Ces faits nous conduisent à évoquer la sociologie de Durkheim centrée sur les représentations collectives et les institutions. Dans *De la division du travail social* (1893), Durkheim démontre que la société évolue entre deux pôles de solidarités : la solidarité mécanique dans laquelle les individus sont semblables les uns aux autres (la quasi homogénéité qui s'observe dans les espaces sociaux ruraux) et la solidarité de type organique où les individus sont différenciés. C'est la similitude qui crée la solidarité. Dans le second cas, les individus sont liés uns aux autres parce qu'ils exercent des rôles et des fonctions complémentaires à l'intérieur du système social. L'échec de certains projets de développement en milieu rural (micro finances, eau, assainissement, etc.) est provoqué par la persistance de la solidarité mécanique au sein du monde rural africain. La configuration sociale fondée sur la base de lignage, de clan, de parenté, de voisinage, d'amitié, ne facilite pas l'application des normes, des règles qui caractérisent le fonctionnement d'une institution à caractère coopératif d'inspiration exogène telle que les groupements.

Estimant que cette forme de solidarité était un signe d'arriération, constituait un frein au développement au sein des sociétés différenciées, même si elles affichent une quasi homogénéité, le gouvernement révolutionnaire du Burkina Faso des années 1983-1987, a imposé la solidarité organique. La plupart des discours du président étaient axés sur « *l'union, savoir compter sur nos propres forces, nos propres valeurs et nos propres capacités* ». Les termes qui revenaient de façon récurrente dans les discours de l'époque étaient « *nous avons des têtes et des bras valides ne pas s'asseoir pour attendre de l'aide et pour être indépendants de l'Occident, etc.* » Nous n'avons pas la prétention de porter un jugement sur ces formes de regroupements villageois qui ont été imposés et ont valorisé ou revalorisé aussi les formes d'entraide existantes et préexistantes de nos sociétés rurales. Ils ont fait émerger dans tout le pays, la conscience collective au dépend de la conscience individuelle. Bien que l'objectif de ces groupements seraient la mobilisation collective à des fins de d'intérêt commun, certains individus y adhéraient pour des motifs opportunistes. Ils

ne voulaient pas être perçus comme « *des dirigeants ou responsables véreux, fascistes à la solde de l'impérialisme et du néo colonialisme*<sup>34</sup> ».

Ainsi, la gestion communautaire vise à mobiliser différents groupes d'intérêt en concurrence dans l'espace « communautaire » villageois, dans le but « d'aider à la définition d'intérêts communs ». La communication participative pour le développement a été privilégiée pour mobiliser les populations dans les zones de l'étude comme dans de nombreuses autres localités rurales où on rencontre des populations qui sont confrontées à des inégalités d'accès à l'eau et des conflits ruraux. Mais, le bilan global de cette approche est mitigé, parce que dans les villages où elle a été utilisée, elle n'a pris en compte la complexité de l'espace social. Desjeux, cité par Ouédraogo, le mentionne bien : « On peut expliquer ainsi aussi bien les échecs des petits projets d'animation qui rêvent d'une société communautaire et autogestionnaire, cherchent à la recréer dans des villages africains dans lesquels la hiérarchie et les tensions existent, comme partout ailleurs ».

Une autre des insuffisances liées à la mise en œuvre de cette approche communautaire, c'est qu'elle n'a pas été précédée d'une réflexion sur la notion de village, de terroir et de terre dans la diversité des contextes burkinabé.

### **2.3. Approche communautaire, village, terre et terroirs : quelles adéquations ?**

Le dictionnaire définit le village comme une petite agglomération rurale. Le village selon certains sociologues, est un espace de vie dont la mise en valeur dépasse l'aspect géographique, c'est-à-dire qu'il n'est pas uniquement une réalité spatiale. Le travail de construction d'un village donne un village concret, un type de groupement humain existant indépendamment de la définition administrative. Cependant au Burkina Faso, l'administration territoriale définit le village selon son ordonnance n°83201 CNR presse : « toute agglomération de 100 habitants ou de 20 familles au moins et distancées de 5km d'une autre agglomération peut constituer un village. L'agglomération doit être permanente. Les campements constitués temporairement ne peuvent constituer un village ». Ainsi défini, le village est un simple découpage spatial en lieu et place d'un village à dimension humaine (relations matrimoniale, religieuse, économique, politique, juridique, espace de biens matériels).

---

<sup>34</sup> Idem

En géographie, le terroir est « *l'espace cultivé selon un procédé particulier : irrigation, terrasses, etc., ce qui lui confère une certaine unité*<sup>35</sup> ». Autrement dit, il s'agit d'une aire géographique considérée comme homogène à travers les ressources qu'il est susceptible d'apporter, notamment mais pas uniquement par sa spécialisation agricole. Chaque groupe humain pour sa survie, élabore des savoir-faire pour exploiter les ressources naturelles de son espace physique. En conséquence, la définition du terroir est en lien avec la société qui occupe la terre. Donc, le terroir possède ainsi une dimension culturelle qui reflète la société qui l'exploite. Cette interaction de rapports sociaux et spatiaux est confirmée par Meillassoux dans sa définition du mode de production lorsqu'il écrit : « La relation entre l'homme et le milieu n'apparaît qu'à partir du moment où celui-ci agit sur le milieu, donc déjà le transforme et l'aménage ; il n'y a pas d'action unilatérale du milieu sur l'homme puisque par chacune de ses entreprises, celui-ci fait surgir devant lui une nature transformée. Chaque milieu se prête ainsi à des formes diverses d'exploitation qui varieront selon les techniques mises en œuvre par des groupes d'effectifs variables et organisés socialement et politiquement de façon différente. C'est la relation continue réciproque entre ces divers facteurs qui caractérise un mode de production<sup>36</sup> ».

Au Burkina Faso pour le Moaga par exemple, en fonction de sa culture, la terre est la propriété du groupe lignager. Sa protection et sa pérennité sont liées à la maîtrise d'un savoir-faire particulier entre le monde invisible et le monde visible, c'est-à-dire la maîtrise d'une fonction religieuse pour sa préservation. Le terroir serait destiné à légitimer un pouvoir, pouvoir de reproduire à l'identique un paysage ou pouvoir de s'assurer le monopole d'une production. Il se fonde en réalité sur des faits historiques pour donner un sens profond de son rapport avec l'espace. Le terroir pour le Moaga est composé de l'espace village ou domaine des hommes et de l'espace brousse et des champs. Un adage moaga dit que « *Naam so tenga la a ka so tengaongo yé qui signifie le village appartient au chef mais pas le terroir* ». *Tengaongo* est composé de *tenga* ou terre (sol) et de *gaongo* ou peau. *Tengaongo* = la peau du sol ou la peau de la terre. Nos interlocuteurs avancent que « la peau du sol » représente la brousse « *wéogo* » domaine des génies ou *kinkirsé* et du monde occulte. Un proverbe moaga dit aussi que « *l'arbre qui met tous ses fruits sur une seule branche, la branche se casse* ». Ce proverbe illustre la dualité de l'espace et l'influence des premiers habitants. Cette dualité

---

<sup>35</sup> Dictionnaire d'histoire et de géographie agraire, 1991. Paris, PUF.

<sup>36</sup> Claude Meillassoux Anthropologie économique des Gourou de Côte d'Ivoire Paris Mouton La Haye 1964 p89.



s'opère au-delà des limites du territoire pour s'étendre sur d'autres villages environnants du même département ou d'un autre département. Elle détermine les liens affectifs, imaginaires qui se transforment en droit, en autorité, et toutes les fonctions qui peuvent être liées et exercées sur l'espace physique. Ce sont ces considérations qui rendent difficile l'application de la législation foncière au Burkina Faso bien que la loi sur le foncier rural adoptée en juin 2009 tienne plus compte des spécificités locales que les précédentes lois.

Dans le cadre de cette étude, nous sommes amenées à dire que le terroir qui se rapporte toujours à la terre, est une entité physique composée de sa faune, de sa flore, etc., mais surtout des pouvoirs magiques, des savoirs- faire élaborés par les premiers occupants des lieux. Ces savoirs sont à prendre en compte dans « la gestion des terroirs » parce que les sociétés africaines établissent toujours un lien entre la nature et la société des hommes. En d'autres termes, les interactions entre populations et environnement sont complexes et doivent être replacées dans le social, l'économique, le politique, le religieux. Alors, la définition du terroir pour un moaga est très différente de celle d'un nomade peulh qui, à cause de son activité économique, se déplace fréquemment ; il « n'a souvent pas de lieu fixe ». Raynaut et Lavigne Delville (1997) ajoutent que : « Tandis que le pastoralisme se réfère à un mode de production dans lequel l'existence matérielle et la reproduction sociale d'un groupe humain sont organisées autour de l'appropriation, de l'exploitation et la circulation des troupeaux, le nomadisme est un mode de résidence d'occupation de l'espace basé sur la mobilité ». Pour ce dernier alors, le terroir est un champ de concurrence pour l'accès aux ressources en sol, en pâturage, en eau, etc. Zégierman semble confirmer cette définition : « Le terroir est un espace géographique délimité défini à partir d'une communauté humaine qui construit au cours de son histoire un ensemble de traits culturels distinctifs, et de pratiques fondées sur un système d'interaction entre le milieu naturel et les facteurs humains. Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et permettent une reconnaissance pour tous les produits originaires de cet espace vivant et innovant qui ne peuvent être assimilés à la seule tradition<sup>37</sup> ».

La perception des terroirs varie en fonction de la durée et des modalités de l'implantation de ceux qui l'occupent. Si pour les nouveaux arrivants, le terroir est un espace de prime à bord à vocation économique, l'appropriation symbolique de l'espace est fondamentale pour les

---

<sup>37</sup> Zégierman, F Le Guide des pays de France 2 tomes Fayard, Paris p639. in Strates : Matériaux pour la recherche en sciences sociales. Document 326.

premiers occupants, investis en maîtres de la terre. Le terroir conceptualise une interface localisée entre phénomènes physiques et sociaux et ne peut donc être définitivement ancré dans un sens univoque. Suite aux importants changements culturels qui se sont produits dans les sociétés rurales au Nord, on parle de « fin des terroirs ». On constate cependant qu'au-delà de l'apparente uniformisation culturelle, l'implantation d'une population sur un espace s'opère toujours selon une prise en compte, plus ou moins volontaire et consciente, des aptitudes matérielles et symboliques propres à ce terroir.

## **2.4. Observations sur les approches de la gestion de l'eau**

Quelques synthèses sur les approches relatives à la gestion de l'eau en Afrique ont déjà été faites. Certains auteurs procèdent par catégories disciplinaires pour mettre en exergue les hypothèses et méthodes spécifiques à chaque discipline dans l'approche de la gestion d'eau. Les géographes mettent l'accent sur les structures foncières dans le cadre de leurs analyses des systèmes de gestion de l'eau. A Bagré par exemple, l'accent est mis sur la localisation des parcelles, le dispositif spatial et l'efficacité des systèmes agraires (Zoungrana, 1999, Nébié 2005). Les sociologues et les anthropologues, pour leur part, s'intéressent aux rapports entre les groupes sociaux quant à l'accès à l'eau (Olivier De Sardan, 2000). D'autres procèdent par types d'explication en distinguant les variables avancées pour expliquer l'évolution des systèmes de gestion de l'eau : démographie, le coût de l'eau, contexte, la technologie Mathieu, etc.

Pour Ruf (2001), qui s'est particulièrement intéressé à la gestion des périmètres irrigués, les modes de gestion se caractérisent par un certain décalage entre les règles et les pratiques et une prise en compte insuffisante des risques. Ainsi selon lui « La gestion communautaire donne un statut socialement reconnu et public aux membres de la communauté, sous forme de droits, et fonctionne sur la base des règles de partage définies dans un passé plus ou moins ancien. Les droits représentent en quelque sorte des parts sociales d'un capital hydraulique plus ou moins bien conservé ou entretenu. Un décalage apparaît entre droits, règles et pratiques des irrigants et les oblige à modifier leurs conventions. La gestion communautaire connaît également des risques économiques si ces membres optent pour la réduction maximale des charges et ne prévoient pas d'amortissements de leur capital hydraulique ».

Les activités que j'ai menées au sein du projet GUCRE nous permettent de dire que deux approches ont marqué les recherches sur les questions de l'eau en Afrique : l'approche globale et dynamique et l'approche stratégique. Au cours des années 90, l'approche

participative a été préconisée par certains partenaires au développement comme une solution pour favoriser la réussite leurs projets. Il s'agit d'une conception de l'action centrée sur la participation de toutes les composantes des communautés. L'objectif de cette approche est non seulement de responsabiliser l'acteur local (Chambers, 1990) dans la gestion des questions relatives au monde rural mais aussi à toucher les groupes cibles (généralement les femmes, les enfants, les immigrés).

L'approche participative, privilégiée par les Institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, FMI), les canadiens, plus précisément le CRDI, a coïncidé en Afrique avec la fragilisation de l'Etat central suite à la crise économique des années 80 et aux conséquences des programmes d'ajustements structurels (PAS). Certains partenaires du développement se sont rendus compte que les objectifs visés par les aides n'étaient pas atteints, mieux, que les fonds étaient détournés. Pour éviter une mauvaise utilisation des aides mises à la disposition des Etats par leurs dirigeants, les bailleurs de fonds ont voulu impliquer et responsabiliser les acteurs locaux dans la gestion des projets de développement de leurs localités. Ils ont insisté sur « l'obligation d'impliquer toutes les couches sociales principalement celles qui sont toujours défavorisées (les femmes, les jeunes etc.) ». Pour le CRDI, dans le domaine de l'eau, cette implication devait englober toutes les couches sociales principalement « celles qui sont toujours défavorisées les femmes, les jeunes etc. ».

Partant de ce principe, le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques dans le cadre la mise en œuvre du Plan d'Action de la Gestion Intégrée des ressources en Eau (PAGIRE), met l'accent sur la participation locale pour la valorisation, la pérennité et l'appropriation des ressources en eau d'une localité. Pour ce faire, il est demandé aux populations concernées par l'implantation des infrastructures hydrauliques de verser un certain pourcentage du financement total nécessaire à la réalisation de l'ouvrage et de constituer un comité de gestion des points d'eau. La quasi totalité des ONGs et Projets d'hydraulique villageoise appliquent cette mesure. Pour bénéficier d'un point d'eau avec le projet Gucre, il fallait que le village ait d'abord un compte bancaire alimenté au minimum de 100 000 Fcfa qui servirait à rémunérer les artisans réparateurs, à l'achat des pièces en cas de panne. En vue d'impliquer au mieux les usagers dans la gestion des points d'eau, une somme forfaitaire de 150 000 Fcfa leur était imposée afin « *qu'ils se rendent compte que les ouvrages leur appartiennent et que leurs pérennités dépendaient de leurs modes de gestion* ». Une autre condition à remplir était la constitution par consensus d'un comité de gestion d'eau avant de lui soumettre le dossier. Lorsque toutes ces conditions sont avancées, le village devait fournir

la main d'œuvre et une partie des matières premières nécessaires pour le démarrage et la réalisation des ouvrages, et apporter de l'eau nécessaire à la réalisation des travaux. Enfin, il devait prendre en charge la nourriture des ouvriers chargés de leur exécution. Selon les calculs qui ont été faits, les contributions physique, matérielle et financière des populations qui avaient demandé la création d'un forage, représenteraient le tiers des dépenses totales. Celles-ci étaient estimées à l'époque à cinq millions de francs CFA soit 7623 euros.

Plusieurs études faites en Afrique de l'Ouest montrent qu'une telle conception de la participation peut contribuer au contraire à conforter une partie des acteurs sociaux dans la préservation de leur position de pouvoir dans la société. Parmi les acteurs locaux également, certains, en usant de leur position sociale et de leurs relations, ont déployé des stratégies leur permettant de détourner les objectifs de certains projets participatifs pour servir des ambitions personnelles et renforcer leur capital relationnel. Dia, dans son article sur la gestion locale de l'hydraulique à Kanel, note que « le transfert de la gestion du service de l'eau consécutif au retrait de l'Etat, modifie alors les règles du jeu entre les acteurs et que le passage d'une gestion administrée à une gestion locale du service public de l'eau a un effet certain aussi bien sur le mode d'administration du service de l'eau que sur les relations entre les acteurs locaux et non locaux structurés autour de l'enjeu hydraulique<sup>38</sup> ». D'après Olivier de Sardan, en Afrique de l'Ouest, la gestion de l'hydraulique villageoise a toujours été influencée par les modalités concrètes de mise en application de la participation par les acteurs qui occupent des positions fortes sur le plan local. Dans l'étude menée en Guinée et au Niger, et dans un article paru sur ce thème (De Sardan et Dagobi, op cité), il évoque le cas du mécénat pour mettre en évidence le fait que certaines personnes privées, qui sont souvent des fonctionnaires résidant dans la capitale, peuvent financer la construction d'un forage ou prendre en charge la participation financière demandée au village dans leurs villages d'origine afin d'acquérir une certaine légitimité ou de procurer du pouvoir à leurs proches restés au village. Il en est de même à Kora où des fonctionnaires achètent des motos pompe soit pour leurs propres exploitations, soit pour les louer à certains maraîchers du lac. Dans ce cas, au lieu d'une gestion collective impliquant l'apport de tous les membres du village, on assiste en réalité à une sorte de gestion privée dont la personne qui finance les infrastructures ou les équipements et ses proches assument la charge et en retirent les bénéfices.

---

<sup>38</sup> A. H. Dia. La gestion locale internationale de l'enjeu hydraulique à Kanel : Appropriation forcée et Stratégies d'acteurs<sup>3838</sup>

### **2.4.1. Les approches institutionnelles : caractéristiques et problèmes liées à leur mise en œuvre**

L'approche institutionnaliste est liée à une vision de développement basée sur le renforcement des organisations étatiques et des règles. Les institutions peuvent désigner « toutes les activités régies par des anticipations stables et réciproques » (Boudon, Bourricaud, 1982). En d'autres termes, elles ont la particularité de régler ou de réguler des relations plus larges et plus globales afin de créer des cohérences qui dureront dans le temps et qui se diffuseront dans l'espace. Selon Douglas (2000) « les institutions ne sont donc pas seulement des faits et des pratiques collectives, mais aussi des cadres cognitifs et moraux dans lesquels se développent des pensées individuelles ». L'inscription des cadres cognitifs et moraux dans des pratiques collectives signifierait que la notion d'institution est associée à des modes de connaissance qui tiennent compte des expériences individuelles et collectives. Et l'institution n'existerait pas en dehors de la culture, de la vie sociale qui est à la base de hiérarchie et de l'organisation de la société. Ainsi, prise sous l'ordre des représentations, l'institution produit une image du monde et de la relation sociale. Cela signifierait que l'institution pense sa relation avec autrui en terme hiérarchisé. Dans le cas des sociétés rurales concernées par notre étude, l'institution est un schème de pensée qui définit les règles de la vie sociale en milieu rural. Par exemple, l'institution commande aux habitants de ne pas consommer leurs premières récoltes avant le « *fiiga*<sup>39</sup> ».

Dans son ouvrage *Économie et Société*, Weber fait comprendre que chaque institution est l'expression d'une rationalité elle-même liée à une légitimité. C'est le type de légitimité qui est privilégié compte-tenu des valeurs auxquelles se réfèrent la communauté qui structure les rôles, les devoirs, les droits des individus en fonction des attributs qui leur sont assignés. Dans le lien charismatique, ce sont les qualités exceptionnelles intrinsèques qui définissent ces attributs, la légitimité des rapports. Dans celui rationnel légal qui est à l'origine de la société moderne bureaucratique et le caractère ce sont des règles impersonnelles, légales, qui structurent les attributs. Selon ce type de légitimité, on n'a pas besoin d'appartenir à un lignage déterminé pour occuper les positions dans la société.

Les politiques du développement, les années 80 ont été marquées par le recours aux institutions comme un paradigme de la lutte contre la corruption en Afrique. L'accent a été mis sur le renforcement des institutions locales pour permettre aux acteurs locaux de

---

<sup>39</sup> fiiga fête de remerciement des ancêtres pour la bonne récolte

s'organiser pour mieux gérer et contrôler leurs ressources naturelles et éviter qu'elles ne soient dilapidées du fait de l'absence de règles comme l'évoque Hardin (1987) en utilisant le terme « tragédie des communs ».

Suite à l'action des structures de développement, de nombreuses institutions ont émergé dans les zones enclavées du Nord et du Centre Nord du Burkina Faso. L'efficacité des institutions qui prétendaient faire des miracles dans les villages du fait de la spécificité de leurs approches reste à démontrer. Celles qui ont été mises en place suite aux réformes, qui se sont traduites par une diminution du rôle de l'Etat dans le domaine du développement, se sont souvent greffées sur les institutions préexistantes sans qu'il y ait modification ou suppression des unes par rapport aux autres. Pour Bierschenk et Olivier de Sardan (1998) « chaque changement de régime au niveau national crée au niveau local de nouvelles institutions politiques qui ouvrent la voie à l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène politique locale. Mais les anciennes institutions de pouvoir ne sont pour autant rejetées et leurs acteurs ne sont pas exclus ». Les nouvelles institutions qui sont mises en place ont besoin de règles pour mieux fonctionner par rapport les institutions qui existent déjà. Dans un contexte de pluralisme institutionnel, politique et juridique, la question se pose de savoir quelle structure dictera ses règles ou en assurera le respect.

Dans son étude sur les stratégies locales en matière foncière au Niger, Lund (1998) souligne que le jeu des institutions politico-légales n'est pas toujours celui de leurs leaders (chefs de parti ou chefs de village) et courtiers. Au sein des institutions les individus qui les représentent disposent d'une certaine notoriété qui leur permet de manipuler les lois ou de les contourner en leur faveur en cas de conflits fonciers. Par ailleurs, dans les sociétés africaines, les règles sont continuellement négociables en fonction des enjeux ou des acteurs (Berry, 1989), ce qui fait que l'autorité des institutions est sans cesse manipulée au gré des circonstances.

Le caractère normatif de l'approche institutionnaliste n'acquiert sa valeur que dans la mesure où tous les membres à l'intérieur d'une même société s'accordent à percevoir les institutions comme des règles d'arbitrage pour tous les acteurs. Mais ceci est loin d'être le cas. En soulignant le caractère ambigu des institutions, j'essaierai, au cours du travail, de faire une liste des institutions qui œuvrent dans l'arène locale en essayant de percevoir le jeu de leurs représentants ainsi que le caractère parfois contradictoire de leurs actions en matière de gestion de l'eau.

Sur le plan politique, « les institutions sont un ensemble d'appareils et de procédures de négociations visant la production de règles et de décisions légitimes » (Dubet, 2002). La GIRE est un exemple de l'approche institutionnelle. Elle a été imposée par l'Etat et les bailleurs de fond suite au sommet de Rio en 1992 pour améliorer la gestion des ressources en eau. Telle que définie dans le document national *Etat des lieux*, l'approche gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) fait la promotion de mécanismes de dialogue, de négociation et de participation. L'application de ces principes apporte de la transparence dans la prise de décision, suppose une reconnaissance des compromis et un engagement de tous pour la mise en œuvre des plans d'action dans le domaine de l'eau.

Les caractéristiques de la GIRE sont les suivantes :

- L'intégration des aspects quantitatifs et qualitatifs des ressources en eau ;
- L'intégration de la gestion des terres et de l'eau dans le cadre du bassin versant ;
- L'intégration eaux de surface- eaux souterraines ;
- L'intégration trans-sectorielle des différents usages et fonction de l'eau ;
- L'intégration des différents utilisateurs/bénéficiaire au processus de prise de décision ;
- L'intégration des conditions (hydrique, socio- économiques) passées, présente et futures.

Les principes directeurs de la GIRE ont vocation à être considérés aujourd'hui comme le support des activités des acteurs engagés dans la recherche d'une gestion durable des ressources en eau.

La mise en œuvre de la GIRE est basée sur le respect de quatre principes fondamentaux:

1: L'eau douce est une ressource finie et vulnérable, essentielle au maintien de la vie, au développement et à l'environnement.

2: La mise en valeur des ressources en eau et leur gestion intégrée doivent être basées sur une approche participative impliquant les utilisateurs, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux

3: Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau. Si on reconnaît largement que les femmes jouent un rôle majeur dans la collecte et la sauvegarde de l'eau pour l'utilisation domestique — et dans de nombreux cas — l'utilisation agricole, elles ont un rôle nettement moins important que les hommes dans la gestion des

ressources en eau aussi bien au niveau de l'analyse des problèmes qui peuvent survenir que dans les processus de prise de décision. La Gire implique l'émergence d'une conscience genre. Les hommes et les femmes sont appelés à exercer un rôle significatif à tous les niveaux de la gestion de l'eau pour contribuer à la pérennité de la ressource.

4: L'eau est un bien économique et social dont la valeur doit être reconnue par tous ceux qui rentrent en concurrence pour son utilisation.

Ce principe implique la reconnaissance du droit fondamental de tous les êtres humains à avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement à un prix accessible. L'accent qui est mis dans le cadre de ce principe sur l'utilisation efficace et équitable de l'eau vise à encourager la conservation et la protection des ressources en eau. La mise en avant de ces principes fait clairement de la GIRE un outil essentiel dans les politiques de développement durable des pays<sup>40</sup>. Le PAGIRE est en expérimentation dans le sous-bassin versant du Nakambé. Mais lors nos enquêtes exploratoires sur le terrain nous avons constaté que beaucoup d'acteurs locaux ne « connaissent pas ce qu'est la GIRE ni le PAGIRE ». Cette méconnaissance pose question. Est-il possible de mettre en place une gestion des ressources en eau favorable à certains groupes, si les personnes qui participent à cette gestion en ignorent les principes ?

#### **2.4.2. Pour appréhender les stratégies d'acteurs, l'utilité des approches dynamiques**

Les récentes recherches en socio anthropologie menées notamment par Olivier De Sardan, privilégient une approche dynamique basée sur la théorie des groupes stratégiques. Cette approche permet de mieux prendre en compte la diversité des intérêts parmi des acteurs locaux et la capacité du local à se recomposer en fonction des politiques centrales. En outre, l'approche dynamique permet de contredire l'idée stéréotypée d'une paysannerie africaine passive et non porteuse de changement.

Selon Bierschenk et Olivier de Sardan, (1998) « la notion de groupe stratégique reste essentiellement d'ordre empirique et heuristique ». Elle suppose simplement que dans une collectivité donnée tous les acteurs n'ont ni les mêmes intérêts, ni les mêmes représentations et que, selon les « problèmes », leurs intérêts et leurs représentations s'agrègent différemment, mais pas n'importe comment. Cette approche semble provenir d'une vision plus complexe et plus complète de la réalité sociale. Par rapport à la gestion des ressources naturelles, elle implique que l'étude de la gestion des ressources par une société donnée, ne doit plus se

---

<sup>40</sup> SA Eau puits et forages Stratégies d'acteurs projets de recherche mars 2003



limiter à des aspects isolés tels que le droit d'accès (Benda Beckmann). Au contraire, il faut prendre en compte toute la composante sociale, économique et politique de cette société. C'est une approche dynamique de la question des ressources naturelles en ce sens qu'elle prend en compte les évolutions sociales suscitées par les nouveaux facteurs de gestion introduits par les politiques nationales. Dans ce cas, la question de l'eau est liée à l'évolution des sociétés, à ses structures politiques ainsi qu'à ses centres de pouvoirs. On verra alors le forage, non plus comme une simple source d'approvisionnement en eau, mais comme un espace social autour duquel s'élaborent des stratégies d'acteurs. Loin d'être isolées, ces différentes stratégies correspondent à des logiques bien définies participant à la composition, à la décomposition ou à la recomposition des rapports sociaux.

En concevant l'arène locale comme un espace où se jouent de nombreux intérêts entre différents acteurs, la théorie des groupes stratégiques met à mal l'idée d'un local constitué de populations harmonieuses se mettant d'accord en toutes circonstances. L'espace qui se constitue autour de l'appropriation d'un point d'eau, qu'il s'agisse d'un forage ou d'un puits à grand diamètre, constitue une « arène » où entrent en interaction des acteurs aux intérêts divergents et concurrents par rapport à la conception qu'on se fait de ces objets, ainsi que leur utilisation et leur maintenance.

L'approche stratégique se situe à une échelle à la fois plus locale et plus individuelle. Il s'agit de comprendre les orientations et les ajustements pris par les gestionnaires locaux et coutumiers face à la nouvelle gestion de l'eau. Ceux-ci évoluent en effet dans un environnement de plus en plus incertain mais ils disposent de certaines marges de manœuvre qui leur permettent de faire face à la dynamique en cours. En fonction de leur degré de vulnérabilité et de leurs finalités visées, ils élaborent des stratégies.

Dans la quête pour un mode de gestion de l'eau, la question des acteurs retient notre attention en ce qui concerne leur liberté vis-à-vis des politiques et institutions qui contraignent ou orientent leurs actions. Sur ce plan, nous adhérons à la position de l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg (1977) qui nous paraît répondre davantage aux développements récents de la recherche en ce domaine où l'acteur produit les structures tout en étant contraint par elles (Barouch, 1989).

Pour atteindre les objectifs qu'il poursuit, l'acteur a besoin de ressources d'allocation et d'autorité (Giddens 1987) qu'il cherchera à se procurer, d'où ses stratégies et raisons d'action. Autrement dit, les acteurs agiront, en fonction de leur raison d'être, de telle ou telle façon

avec les autres acteurs pour acquérir les ressources dont ils ont besoin ou pour conserver leurs acquis.

L'institution, au-delà de la contrainte qu'elle impose et du support aux acteurs qu'elle permet, représente un cadre d'interaction où se déroulent les négociations entre les acteurs d'un même territoire au sujet de problèmes rencontrés, soit entre autres, la cohabitation posée dans notre question théorique initiale. Le concept de pouvoir sous-entendu ici est inhérent à la négociation (Crozier et Friedberg 1977) puisqu'il est la matérialisation de l'interaction qui vise le changement. Tout comme la négociation elle-même, le pouvoir requiert des ressources pertinentes qui permettront de faire évoluer la situation en sa faveur. Selon les enjeux et le contexte, différentes ressources seront mises à contribution pour répondre aux stratégies employées par l'acteur dans ses négociations. A terme, mais en constante redéfinition, ces interactions et les normes et règles qui en découlent forment ce que Strauss (1988) appelle un ordre négocié. L'ordre négocié est un ordre social qui représente le produit des négociations entre les acteurs où ceux-ci définissent ensemble les paramètres à l'intérieur desquels ils prennent place. C'est le fait que l'ordre négocié soit construit qui motive notre intérêt de recherche, porté sur les processus d'interactions entre les acteurs et entre les acteurs et les structures, en situation de gestion de problèmes d'eau et d'environnement.

Dès lors, une étude sur la gestion des ressources en eau doit considérer les groupes stratégiques. Notre recherche sur la gestion de l'eau dans le bassin du Nakambé est une approche globale et dynamique permettant de lier l'étude de l'eau aux stratégies d'acteurs. L'aspect dynamique suppose une étude de la gestion de l'eau à travers l'évolution des rapports sociaux locaux (des centres de pouvoirs, des intérêts, des changements sociaux) Quant à l'approche globale elle consiste à aborder la question de l'eau comme une partie de la société.

### **2.4.3. La problématique de l'action collective dans le cadre de la participation**

Dans les pages précédentes, nous avons évoqué la participation qui est présentée comme gage susceptible de la bonne gestion de l'eau en milieu rural. En effet, toute participation dérive d'une mobilisation « collective », donc d'une action collective. Olson montre dans ses travaux que l'action collective trouve sa justification dans le fait qu'il serait difficile d'obtenir des

biens qui ne peuvent pas être produits de façon individuelle en ne comptant que sur l'intérêt particulier combiné au jeu du marché. Ceci se vérifie avec l'acquisition d'un nouveau point d'eau dans les villages où les donateurs obligent les villageois à se concerter pour mettre en place des comités de gestion de l'eau, d'avoir un compte avec un montant qui varie entre 100 000 et 150 000 Fcfa, de déposer au nom du village auprès de la structure donatrice la somme qui équivaut à leur degré d'engagement pour le bon fonctionnement du point d'eau. L'action collective renforcerait les interrelations au sein de la communauté. Le système d'adhésion collective tend alors au renforcement de la cohésion villageoise, dans un sens pratique. C'est « une sorte de correspondance des stratégies du bas et du sommet qui trouvent toutes un intérêt pratique à établir, selon la formule de Weber, un “accord rationnel motivé” » (Ouédraogo, 1994).

Lorsque les individus au sein d'un village veulent bénéficier d'un projet de développement, ils perçoivent bien l'intérêt qu'il y a à donner une image de cohésion sociale : *« si nous avons eu la chance d'être choisis parmi les autres villages, donc nous avons intérêt à nous unir, nous mobiliser d'avantage pour mériter la confiance de ceux qui veulent nous aider. Si on ne fait pas ça, ils vont aller donner le forage à un village voisin et nous serons obligés d'aller négocier l'eau là-bas. C'est pourquoi, tu vois, quand les cotisations ne rentrent pas vite, je fais appel aux fils qui sont au Gabon, en Italie, en Guinée Equatoriale afin que nous puissions être dans le délai<sup>41</sup> »*. Nous utiliserons l'approche d'Olson pour montrer que l'action collective est nécessairement associée à un groupe social qui délimite son ampleur (les chefs coutumiers par exemple ou certains décideurs politiques en milieu rural) et sa taille en fonction la nature du bien collectif qu'il s'agit de construire.

Lorsque dynamique sociale transforme par exemple l'eau en bien collectif alors elle est un bien produit par l'action collective. En témoigne cet extrait d'entretien : *« Tu vois, c'est l'eau qui fait l'homme parce que sans elle, nous ne pouvons pas exister ou vivre. Alors quand on parle d'eau à un paysan qui est en plein dans ses travaux champêtres, il les abandonne et accourt vite. En ce moment, ce qu'il faut faire, on est prêt pour ça ; là où il faut rentrer, on le fait pour que le village ne souffre plus d'avantage à cause de l'eau ! Si on n'est pas pour une question d'eau, il est vraiment difficile de rassembler un grand nombre de population dans ce*

---

<sup>41</sup> Extrait d'entretien avec S B responsable administratif de Gogninga.

*village. Mais quand ça arrive aussi à un certain niveau, ah... ça devient autre chose... ce n'est pas la faute de quelqu'un parce que de nos jours, chacun se cherche<sup>42</sup> ».*

Mais la gestion communautaire ne donne pas toujours lieu à la production de bien collectif. Dans une étude sur la gestion communautaire de l'eau Niger, Olivier de Sardan a démontré que les points d'eau donnaient lieu à des « *arènes* » (avec des acteurs en concurrence ; dans son cas, c'est un petit groupe, « le mécénat », qui détient le pouvoir sur l'eau). Les systèmes de « gestion communautaire » lorsqu'ils sont appropriés par certains acteurs renforcent l'individualisme au sein des communautés rurales. Au sein des sociétés rurales, les tendances communautaires et individualistes coexistent et sont toujours en confrontation comme le fait observer Mendras : « Ainsi paradoxalement, plus la vie villageoise est communautaire, plus elle pousse ses membres à l'individualisme (...) chaque société établit un équilibre particulier entre ces deux principes (...) (certains) allient les règles collectives fortement communautaires avec des comportements individuels et familiaux profondément individualistes » (Mendras, 1973).

---

<sup>42</sup> Entretien à Kora avec S D mars 2009

## Conclusion du deuxième chapitre

Dans ce chapitre, nous avons vu que les changements qui ont lieu au niveau démographique, économique et institutionnel ainsi que les jeux d'acteurs autour de l'appropriation des dispositifs mis en place pour gérer les ressources ont un impact important sur l'homogénéité ou l'hétérogénéité d'une communauté et sur l'ordre social. Nous avons fait observer aussi que les systèmes de gestion communautaire et les méthodes de communication utilisés par les structures de développement pour mobiliser les différentes composantes des communautés autour d'intérêts communs ont eu souvent un impact mitigé, à cause de l'insuffisante prise en compte des contours de l'espace social et des stratégies qui orientent l'action des acteurs sociaux. Pour appréhender le rôle qu'exercent les jeux d'acteur dans l'appropriation et la gestion des ressources, les approches de l'anthropologie du développement fondées sur la formation de groupes stratégiques nous paraissent pertinentes. En effet, nous ne considérons pas un forage, comme une simple source d'approvisionnement en eau, mais plutôt comme un espace social autour duquel s'élaborent des stratégies d'acteurs. Dans le cadre de notre travail, nous allons tenter de cerner le rôle et la place de l'ordre social ancien dans l'espace social actuel, les interactions et les stratégies d'acteurs, les valeurs et les positions sociales sur lesquels se fonde le mode de gestion communautaire des ressources naturelles. Au préalable, nous allons dans le chapitre suivant préciser les caractéristiques des cinq villages que nous avons retenus pour notre étude.

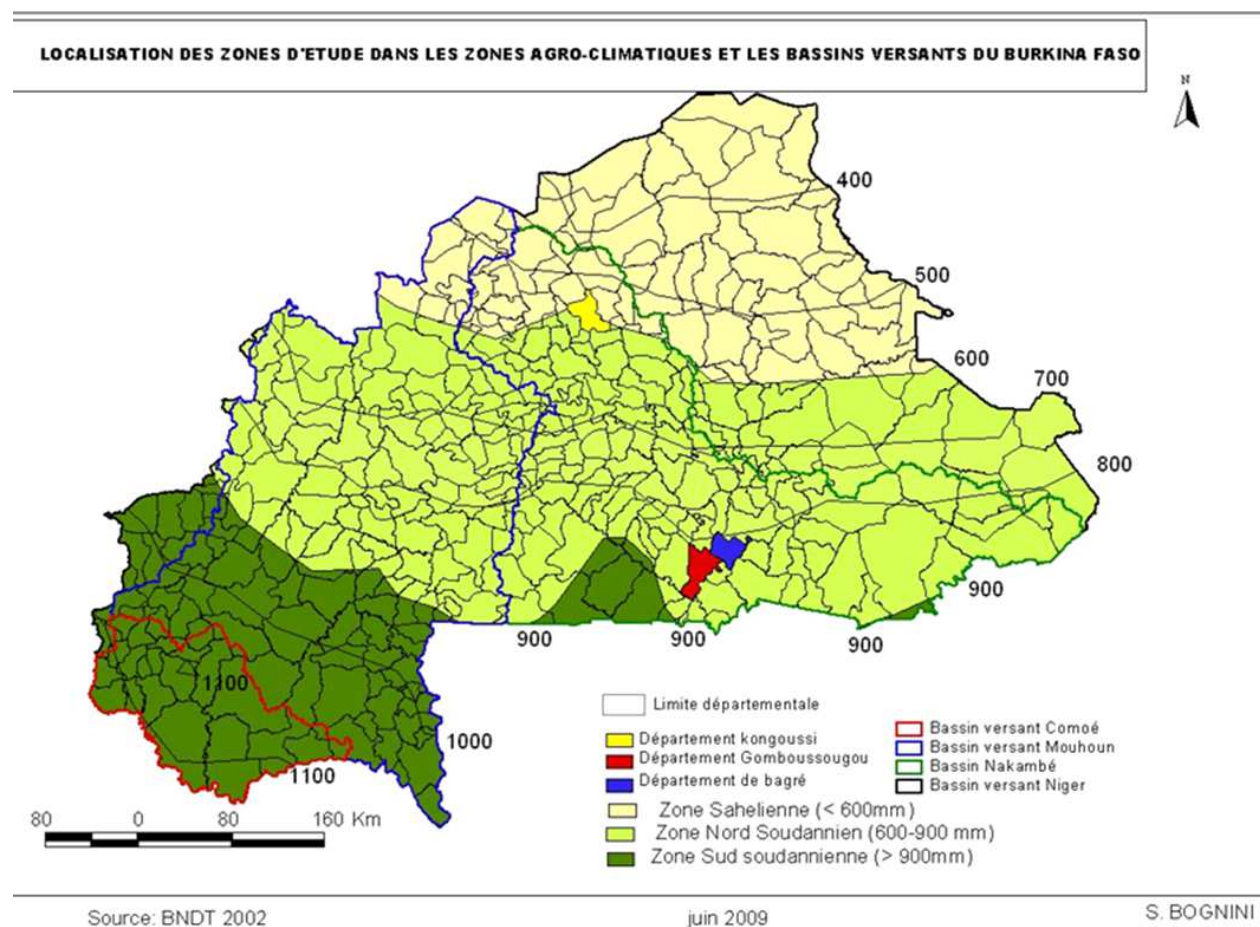
## Chapitre 3 : contexte de la recherche

Notre étude est réalisée dans deux régions du bassin du Nakambé. Il s'agit des régions du Centre-est et du Centre-nord. Le bassin versant du Nakambé (cf. carte p 94) est le second bassin hydrographique du Burkina Faso de par son importance (34000km<sup>2</sup>). Le Nakambé prend sa source à 300 m d'altitude dans le Yatenga au nord du pays et coule sur près de 516 km en territoire burkinabé, avant de se jeter dans le lac d'Akosombo au Ghana voisin. Le réseau hydrographique du bassin du Nakambé est très dense. A cause de la faible pluviométrie, l'écoulement des cours d'eau est intermittent. En saison sèche un chapelet de mares se forme.

Tenkodogo est le chef lieu de la région du Centre-est. Cette région couvre les provinces du Boulgou, du Koulpelgo et du Kouritenga. La province du Boulgou qui intéresse notre travail, est composée de treize départements dont celui de Bagré. Le département de Bagré est limité au nord par les départements de Garango, et Tenkodogo, au sud par les départements de Zonsé et Bittou, à l'Est par le département de Bané et à l'Ouest par la province du Zoundwéogo et le département de Boussouma. Il est situé à 225 km au Sud-Est de Ouagadougou la capitale à 11° de latitude Nord et à 0°30 de la longitude Ouest. Il couvre 430km<sup>2</sup>.

Kaya est le chef lieu de la région du centre-nord. Il est situé dans la province du Sanmatenga. La région du centre-nord couvre également trois provinces dont celle du Bam qui abrite le lac Bam. La province du Bam couvre neuf départements dont celui de Kongoussi. Située à 115 km aux Nord et 1° et 2° longitudes Ouest, dans une bande de transition entre le sahel et la bordure soudano-sahélienne plus exactement nord-soudanienne. La province du Bam s'étend sur une superficie de 4017km<sup>2</sup> soit 1,5% de celle du pays. Elle est située dans une région où les pluies sont irrégulières et où le couvert végétal est dégradé. Ce déficit environnemental est un des motifs de choix de cette zone. Le département de Kongoussi compte 330 villages dont ceux de Kora et de Loagha.

**Carte 2 : localisation de la zone d'étude**



### 3.1. Caractéristiques des villages échantillonnés

**Tableau 2 :** Caractéristiques des villages

Villages Sta tut	Sous bassin du Lac Bam		Sous bassin du barrage de Bagré		
	Kora	Loagha	Bagré Village	Bankako (village MOB)	Gogninga
Statut des habitants.	Autochtones et migrants.	Autochtones et migrants.	Autochtones et migrants.	Autochtones et migrants.	Migrants.
Nombre d'habitants et répartition géographique.	2255 habitants +54 Peulhs Islam 50%, christianisme 40%, animisme 10%. 3 quartiers.	1814 habitants Islam 5%, christianisme 40%, animisme 45%.	4528 habitants	120 familles soit (600 habitants)	3934 habitants
Groupes ethniques.	Nyoniossé 20% Mossi 45% Yarsé 30% Peulh 3%, Autres 2%	Nyoniossé 90% Mossi 5% Peuls 3% Autres 2%	Mossi 20% Bissa 60% Peulhs 10% Autres 10%	Bissa autochtones 20% Bissa allochtones 50% Mossi 20%, Peulhs 5% Autres 5%	Bissa allochtones 80% Mossi 13% Peulhs 5% Autres 2%
Climat, pluviométrie et Evapo transpiration	Cf figure 10	Cf figure 10	Cf figures 8 et 9	Cf figures 8 et 9	Cf figures 8 et 9
Types de sol et cultures.	Hydromorphes Sorgho, mil,	Hydromorphes Sorgho, mil,			



	maïs, voandzou, riz, arachide	maïs, voandzou, riz, arachide			
Types de points d'eau existants.	Lac, 2PTF, 8PTNF, 1FNF, 2FF, 1PDNF, 1 rivière	Retenue d'eau, 5boulies, 1PD Nf, 1PDF 7PT F, 13PTNF 3FNF, 3FF, 2 puisards, 1 rivière	Barrage, 4PTN 1PTF, 8FF, 4PDF, 5 boulies, 3 puisards	2FF, 1 FNF, le canal primaire	4FF, 1FNF, barrage de Bagré, 1 rivière, 7 boulies, 3puisards, 1 mare
Activités par point d'eau.	Besoins domestiques, commerce, abreuvement des animaux, maraîchage, fabrication de briques, refroidissement des moteurs, pêche, électricité	Besoins domestiques, commerce, abreuvement des animaux, maraîchage, fabrication de briques, refroidissement des moteurs	Besoins domestiques, commerce, abreuvement des animaux, maraîchage, fabrication de briques, refroidissement des moteurs, pêche, électricité	Besoins domestiques, commerce, abreuvement des animaux, maraîchage, fabrication de briques, refroidissement des moteurs, pêche,	Besoins domestiques, commerce, abreuvement des animaux, maraîchage, fabrication de briques, refroidissement des moteurs, pêche

**Source : Enquêtes de terrain 2009**

### **3.2. Historique et organisation sociale des villages**

#### **Bagré- centre**

##### *Historique*

Il existe deux versions de l'histoire de ce village :

Selon la première version, le premier habitant de Bagré serait un Bissa originaire de Garango, qu'il a quitté vers 1915 à la recherche de bonnes terres pour s'installer à Bagala ou forêt du

lion en langue Bissa. Bagala ou Baga yêri deviendra Bagré avec les déformations coloniales. Ce site disposait de ressources en eau abondantes et la situation y était paisible. Ces atouts feront qu'il sera convoité par les villages environnants. C'est ainsi que naaba Karango, alors naba de Tenkodogo va désigner son fils le prince naba Boulgou entre 1925-1930 pour régner sur Bagré. Les Bissa se sont soumis facilement aux Mossi pour deux raisons selon nos interlocuteurs : d'abord « *un Bissa ne doit pas régner sur son frère, il préfère que quelqu'un d'autre le fasse... Nous préférons ça et nous exécutons ce qu'il nous dit de faire, mais entre nous ce n'est pas possible* ». Ensuite, « *nous, nous avons besoin de quelqu'un pour garder nos enfants à cause de nos travaux champêtres* ».

Selon la deuxième version, c'est autour de 1900 que les premiers habitants seraient arrivés dans la zone, fuyant les collecteurs d'impôts. Ils auraient préféré affronter les lions que les collecteurs d'impôts qu'ils considéraient comme plus dangereux. Daboné Yiri, un riche ancien combattant venu de Sasma, un village de Loanga situé à 45km de Bagré, aidait les pauvres réfugiés retrouvés par leurs poursuivants à honorer leurs impôts. Accepter que Daboné Yiri paie leur impôt voulait dire qu'ils se soumettaient à son autorité. C'est ainsi que fut installée la première chefferie de Bagré. La prospérité de Bagré a coïncidé avec les prétentions d'élargissement de la chefferie de Tenkodogo. Comme Daboné se sentait faible devant elle, il a préféré se réfugier au Ghana. C'est dans ce contexte que fut installé Naaba Boulgou, de son vrai nom Sorgho Soré, alors qu'il résidait à Zabo chez Naba Kiba. Il régna pendant 40 ans.

L'histoire du peuplement de la province du Boulgou montre que la partie Est, c'est-à-dire Tenkodogo, était occupée par naaba Zoungrama et sa suite venus du Gambaga (Ghana actuel). Et la partie ouest, ou Garango, était habitée par les Bissa.

Faure (1996) a montré que « jusqu'aux années 1914, Bagré était une brousse qui s'est peuplée de réfugiés fuyant les contraintes coloniales... et il n'y avait pas d'autorités sur place. Pendant les années 1930, alors que les chefs coutumiers devaient fournir de la main d'œuvre à l'administration coloniale pour l'envoyer travailler sur les chantiers et les plantations de la Basse Côte d'Ivoire, chaque chef venait puiser ses hommes dans le village de Bagré. Le Rima de Tenkodogo a voulu organiser Bagré sous son commandement et il a envoyé un de ses frères en 1931. Celui-ci fut nommé chef en 1936 sous le nom de Naaba Bulga. »

D'après ces récits contradictoires, nous retenons que vraisemblablement, le premier occupant serait un Boundaogo ; les seconds seraient les Daboné, les Sorgho viendraient en troisième

position, en quatrième position les Balboné, ensuite les Diendané, les Yelbi et les Soulgané presque au même moment. L'espace de Bagré Centre est structuré par ces configurations sociales qui font sa dynamique. Les Sorgho qui ne représentent que trois familles de tout cet ensemble, sont les maîtres incontestés du pouvoir politique dans cette localité. La gestion de la terre demeure la propriété des Bissa, premiers arrivants sur ce lieu.

### *Organisation sociale*

A Bagré-centre, deux cultures se chevauchent : celle des Bissa et celle des Mossi. Après avoir conquis les Bissa, les Mossi ont imposé leur pouvoir politique traditionnel. Les Bissa ont pu garder la gestion des terres et l'organisation du mode de production.

Naba Rapouiga Lélégo Contiga Vilnéwendé intronisé en 1990 est le chef du village. Malgré son éloignement du trône, il continue de prendre des décisions importantes pour le village. Il valorise et extériorise ses pouvoirs de gestion à travers, d'une part, l'intronisation des chefs des villages qui relèvent de ses domaines de compétences, et d'autre part, aux côtés des responsables coutumiers qui sont en partie ses frères, il prend des décisions dans la résolution des différents conflits internes entre ses populations.

Avant l'aménagement de Bagré, c'était le Talabéga qui avait en charge l'organisation socio-économique du village. Cependant, depuis la construction du barrage, Bagré-centre est soumis à d'importantes évolutions liées à l'insertion sociale des exploitants agricoles, à celle des travailleurs du secteur informel, à l'évolution des rapports sociaux qui en découlent. La fragilisation du pouvoir coutumier et la perturbation des interrelations entre les agents/acteurs de la vie sociale ont ouvertement commencé en 2008 par le lotissement du village. En effet, la crise qui a commencé avec « *l'attribution des parcelles par la mairie sans qu'il y ait eu de concertation avec les responsables coutumiers* » s'est prolongée avec les déboires politiques du parti d'opposition PDS dans le village.

Notons simplement que l'organisation foncière à Bagré-centre se définit de nos jours à travers des rapports entre les groupes organisés et les techniques qu'ils ont mises en œuvre pour exploiter l'espace. Chaque famille gère ses activités agricoles. En fait, Talabéga n'exerce plus de pouvoir.

La stratégie des Mossi a consisté à bien s'entendre avec tous les chefs de services administratifs du village, qui en général sont du parti majoritaire, pour se repositionner dans l'espace social. Leur repositionnement a créé des tensions en juin 2009 entre eux et les Bissa qui « *exigent la détention de tous les pouvoirs coutumiers par les Bissa* ». A Bagré-centre,

l'appartenance aux différents types de groupement (exploitants agricoles, groupement des pêcheurs, groupement des éleveurs, groupement des femmes) et les alliances qui existent, qui stimule l'organisation sociale. La mobilisation de la population se fait à partir des actions qu'ont initiées ces regroupements.

### **Bankako (village de la prospérité en bissa)**

#### *Historique*

Le projet « Grand Bagré » ou barrage de Bagré, a démarré en octobre 1989 après l'expérience du projet « petit Bagré » avec la construction d'un barrage sur le fleuve Nakambé. Ce projet avait pour objectif principal le développement socio-économique de la région grâce à la disponibilité de sa ressource en eau. Les parties non exploitées ont été réappropriées par l'Etat pour installer des producteurs de riz irrigué et de cultures maraîchères afin de freiner le chômage, de faciliter la résolution du déficit alimentaire et de contribuer à la reconversion des jeunes dans l'agriculture, l'exploitation des ressources halieutiques et enfin l'accroissement de la production hydroélectrique de Ouagadougou, Koupéla et Tenkodogo. Pour ce faire, l'Etat s'est inspiré de l'expérience des aménagements des vallées du Kou, du Sourou, de Douna pour la sélection des candidats du projet « Grand Bagré ».

Dans le cahier des charges, les principaux critères de sélection des candidats étaient l'ardeur au travail et l'âge (au minimum de 18 ans et 55 ans au plus). Pour les travaux champêtres, le nombre d'exploitants est important. Mais le chiffre de deux actifs qui avait été fixé pour tenir correctement une exploitation de 3 ha de cultures irriguées et pluviales était insuffisant et ne permettait de faire face efficacement à la demande d'activités lorsque les calendriers se chevauchent. D'après nos enquêtes de terrain, il y a un autre critère de sélection qui ne figure pas dans celui de la MOB « *être agriculteur d'un champ de brousse d'un hectare et plus et posséder au moins un bœuf de labour* ». En d'autres termes, l'expérience dans le travail agricole a exercé un rôle non négligeable dans le choix des attributaires. Dans le cahier des charges, la taille de la famille de l'exploitant n'était pas précisée, ni la structure du ménage. Cette imprécision n'a pas permis de faire des projections sur l'évolution du taux d'occupation des aménagements pour limiter la pression foncière et éviter les conflits sociaux.

Pour être retenus, les exploitants devaient s'engager à bien respecter les règles de la vie communautaire dans le village, ce qui ne favorisait pas le recrutement de jeunes célibataires. Les exploitants retenus, qui étaient des chefs d'une famille comptant en moyenne 10 membres

dont 4 actifs, ont reçu chacun une parcelle rizicole de 0,80 ha et une parcelle hors périmètre destinée à la culture pluviale, comportant un champ de case de 0,50 ha et un champ de brousse de 2 ha. Les actions communautaires auxquelles les exploitants étaient astreints ne leur laissaient pas de marge de manœuvre dans le choix des cultures. Ils étaient obligés de préparer et d'entretenir une surface déterminée de cultures imposées, de le faire en respectant le calendrier des travaux agricoles. Ces contraintes ont suscité des réticences chez les paysans qui aspiraient à plus de liberté et d'initiative.

La réalisation de ce projet a nécessité la délocalisation de certains habitants. Les premiers attributaires ont été les habitants de Bagré et des espaces environnants, anciens utilisateurs et propriétaires fonciers de la zone du projet, de même que certains candidats ayant participé à la construction des infrastructures. C'est ainsi que nos deux enquêteurs sont devenus exploitants du périmètre grâce à leur présence du début (les aménagements) jusqu'à la fin (le recrutement des exploitants). Viennent ensuite les ressortissants des départements de Bagré, des autres départements de la province du Boulgou, puis des autres provinces du pays. Sur le périmètre pilote et selon Sorgho, le recrutement a été fait en présence des autorités coutumières, administratives (la préfecture) et de l'A.V.V.

C'est ainsi que le village 1 et le village 2 ont été mis en place. Bankako qui est le village 2 est limité au Nord par Dirzé, au Sud par le fleuve Nakambé, à l'Est par le village 3 ou Nagnon, à l'Ouest par le village 1 et le canal primaire. 95% de Bissa et 5% de Mossi habitent ce village divisé en cinq quartiers. Parmi eux, il y a 80% de musulmans, 8%, de chrétiens, 2% de protestants et 10% d'animistes.

### *Organisation sociale*

Sur le plan coutumier, c'est le système social Bissa qui prédomine dans le village. Dans ce village peuplé uniquement d'exploitants agricoles qui sont régis par un système agricole hiérarchisé et bien organisé, l'organisation sociale est marquée par l'appartenance à une coopérative. Des groupements de producteurs de riz, des pêcheurs, de producteurs maraîchers en font partie. Pour le bon fonctionnement de la coopérative, les producteurs ont été scindés en deux groupes. Le premier groupe prend en charge la gestion et de l'entretien du réseau hydraulique. Le second groupe s'occupe de l'approvisionnement des producteurs en intrants agricoles et de la commercialisation des produits. Les présidents des groupements sont les responsables de quartier. Ces organisations paysannes sont coiffées par une fédération des coopératives qui a pour mission de favoriser l'ouverture des exploitants sur l'extérieur, en

établissant des contacts avec l'Autorité pour la Gestion de l'eau de Bagré (AGEB) et les autres intervenants du secteur hydro agricole.

Trois principes définissent les systèmes de culture et les modes d'exploitation retenus pour la mise en valeur optimale:

- La culture irriguée qui doit contribuer à l'autosuffisance alimentaire des ménages et à l'obtention des revenus monétaires pour leurs besoins sociaux ;
- Les redevances agricoles nécessaires à l'entretien des aménagements;
- La dimension des parcelles qui doit tenir compte de la force de travail familiale (3 à 4 actifs agricoles permanents).

Le mode d'aménagement des terres prévu au cours de la première phase du projet est le suivant :

- Pour la double riziculture annuelle : 2 000ha, 92% des superficies, et 1ha par exploitation ;
- Pour la production maraîchère: 160ha, 8% des surfaces aménagées, 0,4ha par exploitation.

Les exploitants doivent se spécialiser soit dans la riziculture, soit dans le maraîchage, En plus de leur parcelle irriguée, ils disposent de 2 ha de cultures pluviales réparties comme suit : champ de brousse : 1,5 ha dont 1ha cultivé et 0,5ha en jachère, 0,5ha de champ de case : 0,5ha. Au total, la mise en valeur du périmètre d'extension a été assurée par 2 400 exploitants dont 2 000 riziculteurs (85%) et 400 maraîchers (15%).

C'est sur la base d'un rendement moyen de 4t/ha/saison, soit 8t/ha/an que l'estimation des productions du riz paddy a été élaborée. Ce qui correspond à une production annuelle de 15 000 tonnes de paddy. Cette estimation a été faite par les responsables du projet dans le but de dégager un surplus commercialisable pour garantir un revenu substantiel aux producteurs et assurer le paiement des redevances qu'il faut pour la pérennité des aménagements. Les résultats obtenus sur le périmètre pilote (3,97 t/ha/campagne, de 1981 à 1997), ont montré que ces objectifs sont tout à fait réalisables.

Ces niveaux de production ont été fixés en tenant compte des objectifs la politique agricole du pays : contribuer à l'autosuffisance alimentaire par un accroissement de la production

nationale et faire une économie de devises grâce à une réduction des importations coûteuses de denrées évaluées à 200 000 tonnes de riz par an, soit 25 milliards de FCFA environ.

Le montant élevé des redevances consacrées au fonctionnement des composantes de la gestion de l'eau (l'entretien des infrastructures et l'encadrement), pose problème à certains exploitants.

Suite à évaluation faite en 1992 par le Centre Inter africain d'Études Hydrauliques (CIEH), le niveau proposé pour les redevances a été de 60 000 F CFA./ha/an (25 000 F CFA en saison pluvieuse, et 35 000 FCFA en saison sèche). Le montant proposé dans une étude antérieure était encore plus élevé : 85 000 à 115 000 FCFA/ha, autrement dit, une somme n'ayant aucune commune mesure avec les charges imposées aux agriculteurs travaillant sur d'autres périmètres: plaine de Banzon : 16 000FCFA. /ha; vallée du Kou : 32 000 FCFA /ha; périmètre pilote de Bagré : 42 500 F CFA/ ha.

Le coût trop élevé de la redevance peut entraîner une chute des rendements ou une réduction des superficies cultivables. En effet, lorsqu' *« on se dit qu'on travaille pour gagner quelque chose et que toute la moitié part dans la redevance, alors il faut trouver une solution! La meilleure solution pour toi, c'est de réduire ta consommation d'intrants et de services manuels, ou bien utiliser des produits achetés moins chers dans les marchés locaux, et des fois toi-même tu sais ce n'est pas la bonne qualité »*. Lorsque l'exploitation des parcelles est moins intensive, il y a une baisse des rendements et une réduction des bénéfices de l'exploitant.

Le montant jugé excessif des redevances a conduit parfois certains exploitants à abandonner leurs parcelles. Et *« lorsque ça atteint ce niveau, il y a toujours des solutions telles que la réduction d'intrants ou l'achat de produits non certifiés qui sont plus efficaces. La production rizicole reste déficitaire et l'exploitant qui n'arrive plus à honorer ses engagements financiers peut être un jour expulsé. C'est le cas des 21 producteurs chassés de la zone expérimentale de Bagré en 1991»*.

La gestion et l'entretien du périmètre d'extension sont étroitement liés au système de gestion de l'eau du barrage de Bagré, qui a lieu dans un cadre institutionnel élargi impliquant les pouvoirs publics et les organisations paysannes. Ce mode de gestion a été choisi parce que Bagré est considéré comme un réservoir pour de multiples usages impliquant plusieurs usagers de l'eau : la SONABEL, l'ONEA, les organisations paysannes et les groupements de pêcheurs. Pour contribuer à cette gestion, il est prévu dans le cadre de la mise en œuvre du

PAGIRE de mettre en place une structure centrale de gestion (dénommée Autorité pour la Gestion de l'Eau de Bagré : AGEB).

## **Gogninga**

### *Historique*

Gogninga a été créé au temps de la colonisation. Les premiers habitants originaires de Yakala (25km de Gogninga) auraient quitté leur village à cause du poids trop élevé des impôts à payer. Ils se seraient réfugiés sous un arbre à moitié brûlé dans la brousse à Fougou (30km de Gogninga). Selon nos interlocuteurs, cet arbre aurait un caractère mystique et se métamorphoserait en prenant une apparence humaine au coucher du soleil. Gogninga veut dire « arbre flou » en langue bissa. Jusqu'à maintenant, c'est le chef du village de Fougou qui intronise celui de Gogninga. Ce dernier doit tenir le chef de Fougou informé des grandes décisions qu'il prend au niveau du village. Et c'est toujours le chef de Fougou qui décide en dernier ressort.

### *Organisation sociale*

*«Vous savez, ici, tout le monde se dit musulman alors qu'on connaît très bien les premiers égorgeurs du village ! Chacun d'eux possède quelque chose à l'intérieur de sa maison ! »*

Gogninga est un village où il y a une forte migration des jeunes et où l'islam est la religion dominante. Cette religion pratiquée par 95% de la population contribue à une cohésion sociale fondée sur « l'amour du prochain ». En plus d'être un lieu de prière, la mosquée sert de palais de justice au niveau local et est un endroit où on cherche à se montrer pour affirmer sa position sociale. Le chef spirituel de la mosquée jouit d'un pouvoir égal à celui du chef du village. Ce dernier conserve sur plan politique un pouvoir qui se manifeste à travers la réalisation des rites qu'imposent le respect des coutumes et la mobilisation de la population pour des actions communautaires. Le chef de terre (membre du CGPE de son quartier et responsable des eaux souterraines) et le Manazèhi (chef des eaux de surface) disposent aussi d'un pouvoir important. Pour la population, ces deux chefs des eaux seraient dotés de pouvoirs mystiques parce qu'« ils sont en relation avec les génies de la chefferie, voués à leur protection auxquels ils rendent un culte au cours de la cérémonie du tota » (Fainzang, 1986). Ils exercent avec le chef de village un rôle de protection sociale et sont en relation avec les migrants pour l'acquisition et la gestion des infrastructures sociales.



En effet, la contribution des migrants passe d'abord par les liens familiaux et se consolide dans « la reconnaissance des capacités sociales de la solidarité villageoise » (Ouédraogo, 1994). Les villages Bissa sont des clans comme l'ont montré Fainzang (1986), Faure (1996), Ouédraogo (1994). A Gogninga, chaque clan se repositionne à travers la contribution d'un de ses membres. Cela favorise le processus de formation d'une identité individuelle qui crée des divisions, des frustrations au sein de la population en particulier chez les jeunes qui « *n'ont pas eu la chance de migrer* ».

Gogninga est depuis 2008 une commune rurale. La décentralisation s'est accompagnée de la mise en place d'un Comité Villageois pour le Développement (CVD). Les responsables du CVD sont nommés par consensus et par vote. Contraints à une logique d'ouverture avec le monde moderne pour se valoriser et pour s'affirmer au sein de la société, les jeunes scolarisés et/ou alphabétisés, animés par des logiques d'ouverture sur le monde moderne pour s'affirmer, occupent tous les postes dans les instances décentralisées parce que selon eux « *ils sont fait pour eux, maintenant, il faut de la nouveauté, du changement pour ce village parce que nous ne voulons plus être derrière !* ». Face à une telle situation, les personnes âgées se sentent doublement affaiblies à cause de « la vitesse du changement inauguré par l'ère moderne » comme le note Giddens dans d'autres contextes (Giddens, 1994). Elles ont l'impression d'être entraînées « dans un univers évènementiel qui échappe en grande partie à leur compréhension, à leur contrôle » (Giddens, op. cité). Leur faiblesse est résumée dans cet extrait : « *c'est le gouvernement qui a introduit ce changement, nous allons les regarder faire... de toutes les façons, chacun veut le bien du village...* ». La vitesse du changement est en partie une des conséquences de l'ampleur de l'émigration dans ce village. Dans le jeu qui a lieu autour de la maîtrise du pouvoir, les relations de domination sont légitimées à travers les systèmes de gestion de la terre et de l'eau.

Dans la zone de Bagré, l'influence de l'Etat est forte et la mise en œuvre du processus décentralisation contribue à la responsabilisation des populations locales. Par contre, dans les villages de Kongoussi liés à cette étude, malgré la forte production maraîchère commercialisée au-delà des frontières du pays, l'absence de l'Etat est remarquable. Comment ces populations parviennent-elles à s'auto-organiser dans ce contexte?

## Kora

### *Historique*

Le fondateur de Kora, aîné de sa famille, qui devait succéder à son père après sa mort a été détrôné par son cadet avec l'aide des oncles. Pour préserver son honneur, après cette injustice, il a conquis d'autres zones. A peine installé, il a été agressé par les partisans de son frère. Pour éviter un bain de sang entre frères, il alla dans une nouvelle zone, où il fut une deuxième fois agressé par l'armée de son frère. C'est après s'être retiré à nouveau et une troisième agression, qu'il a pris la décision affronter son frère en ces termes : « *N' korafô* (ou *je t'attends ici* en langue moore) ». La déformation donnera Kora. Nos enquêtés nous ont dit qu'un jour, il accorda l'hospitalité à un Yarse qui la lui avait demandée. Selon leur récit, le Yarse parvint à guérir la stérilité chronique de la femme de son hôte. Entre temps, le guérisseur aurait revendiqué la garde des enfants, ce qui lui avait été refusé. Ce refus serait à l'origine de la tension interminable jusqu'à nos jours entre les Yarcé et les Mossi. Les Yarcé vivent à l'écart dans leur quartier. Ils s'intéressent très peu aux activités du village.

Au sein de trois quartiers quasi autonomes, comment les habitants parviennent-ils à s'organiser et gérer leurs ressources naturelles dont l'eau ?

### *Organisation sociale*

Conscients de leur « suprématie » sur les Mossi pour des raisons historiques et à cause de leur attachement à l'islam, les Yarse ont intronisé un chef dans leur quartier pour s'autogérer. A cause de leur attitude, le pouvoir politique traditionnel moaga se limite au quartier mossi et au quartier peulh. Le chef du village exerce le pouvoir politique avec l'appui du délégué tandis que le culte de la terre, celle des lieux sacrés et celle des ancêtres, sont assurés par le *tengsoba* qui est un Nyonyoga. Les forgerons (*sanda*) occupent la position enviable d'intermédiaires, de médiateurs et même d'intercesseurs écoutés et respectés (Badini, 1994). Bien que les Yarcé ne soient pas soumis à son autorité, le chef du village, à travers le délégué, informe les Yarcé des futures actions ou des activités en vue dans le village.

Le patriarche des Peulhs occupe le rang de chef de son quartier. Son âge et son expérience de la vie font que c'est à lui que revient le dernier mot. Son fils aîné le représente et le remplace pour les prises de décisions dans le village.

La présence d'un dernier « chef » est à relever. Il s'agit de « *Ladji* », un Yarsé, fonctionnaire et ancien député à la retraite retiré dans son village au quartier Yarsé. En raison de son statut

social, il est considéré comme « *l'élite du village* » de Kora. Il gère les conflits, prend des décisions pour le développement du village et avance de l'argent pour la réparation des infrastructures sociales. Le rôle important qu'il exerce fait qu'il parvient à se faire entendre dans les trois quartiers et arrive à avoir plus d'autorité que le chef du village. Nous sommes tentée de dire que le dévouement de « *Ladji* » renforce la position des Yarcé vis-à-vis des Mossi et des Peulhs.

## Loagha

### *Historique*

Le fondateur du village aurait été attiré une nuit par une voix qui le conduisit jusqu'au « *tibbo* » comme le témoigne ce récit: « *Au fur et à mesure qu'il avançait, la voix s'éloignait de lui, elle l'amena jusqu'à un point précis : Loagha. Il vit immédiatement à côté de lui un fétiche : « le tibbo » et un puits plein d'eau à côté du tibbo. C'est le « tiboulga » qui n'a jamais tari. C'est pourquoi son eau est très importante dans tous les actes qu'accomplissent les responsables coutumiers pour le bien de ce village. Après avoir fini de se désaltérer avec l'eau de ce puits, notre ancêtre a vu devant lui quand il s'est redressé, un troupeau de bœufs. Alors, il n'est plus jamais revenu chez ses hôtes parce que le fétiche lui a dit de ne pas avoir peur de lui et qu'il avait besoin d'une personne pour la protéger* ».

Quelle forme de *naam* (pouvoir) ce mythe fondateur donne à lire dans ce village ?

### *Organisation sociale*

Le *tibbo* a une grande influence sur la vie sociale. En conséquence, le *tiibnaba*, qui est un octogénaire, règne en maître absolu et presque incontesté. En effet, sa maîtrise parfaite du *tibbo* lui permet d'exercer le pouvoir politique traditionnel moaga. Du fait de l'importance de celui-ci, il y a peu de mutations dans ce village, malgré la présence de l'église (située dans son quartier) et des bâtiments administratifs. Loagha donne l'impression d'être formé par un même lignage (celui des Sawadogo) ayant à sa tête un *tengsoba*. Ce lignage est constitué en quartiers-lignages dirigés par les *biisanamse* ou *buud-kasmadamba*. Entouré de ses dignitaires (le *tengsoba*, les *biisanamse*), le *tibnaba* exerce le pouvoir politique où l'essentiel du pouvoir est partagé par les *biisanamsé*. Il détient le culte de la terre et de l'eau, ou le pouvoir religieux qu'il partage avec le *tengsoba*, son seul égorgeur.

Avec l'appui du *tengsoba*, le *tibnaba* exerce un rôle économique. Garant du droit d'appropriation collective de groupe lignager, il s'occupe de la gestion des terres vacantes. Il a un droit de regard sur l'exploitation et la consommation des fruits et des produits de la brousse. Il détermine la date des pluies, des semis et prédit si la saison agricole sera bonne pour telle ou telle céréale. Il détient un champ dont les récoltes sont réservées pour l'accomplissement des rites et pour sa propre consommation. Enfin, avec tous les responsables coutumiers, il demande l'appui des ancêtres pour une bonne saison agricole à travers les rituels du *bas-bengendo*, du *yangre* et du *basga*.

### **3.3. Caractéristiques physiques des villages**

Le milieu physique constitue le cadre dans lequel s'inscrivent les activités humaines. La connaissance du milieu permet de saisir la manière dont la population s'adapte aux conditions naturelles. Il est nécessaire de décrire les éléments caractéristiques du milieu physique et leurs rapports avec les conditions de production et de gestion de l'eau.

#### **3.3.1. Le climat de Bagré et Gogninga**

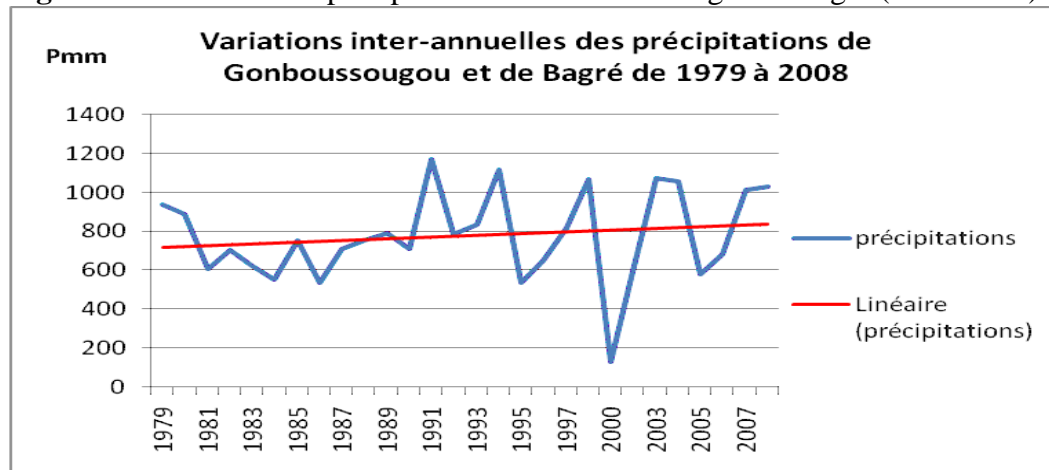
Les départements de Bagré et de Gonbousougou (Gogninga) sont sous l'influence du climat Nord-soudanien. Ces deux départements sont situés à la limite du climat Sud-soudanien. Le climat est déterminé par le FIT (Front Inter Tropical) qui représente le contact entre l'air sec continental de direction Nord-Est et l'air maritime humide de direction Sud-Ouest. Le mouvement du FIT caractérise l'alternance de deux saisons bien marquées par une saison sèche qui s'étale de mi-novembre à mi-mai. Elle correspond au retour du FIT vers le Sud du pays. La saison se subdivise en deux grandes périodes : de mi-novembre à fin février, la période est relativement fraîche et sèche. C'est pendant cette période que les vents frais et secs de direction Nord-est et Sud-ouest dominant largement ; ce sont les alizés continentaux chauds ou l'harmattan. La période la plus chaude de l'année se situe entre de mars à mi-mai. Les deux départements connaissent une saison pluvieuse de mi-mai à septembre. Elle correspond au passage du FIT à la latitude des départements.

#### **3.3.2. Les précipitations**

Les précipitations sont situées entre les isohyètes 800 et 900 mm et avec une moyenne est de 725,55 mm. Cette moyenne est en-dessous de la moyenne de la zone, qui est estimée à 850 mm. Des variations sont observées dans la quantité d'eau recueillie et leur répartition d'une année à l'autre. L'évolution en dents de scie des précipitations annuelles dans les deux

graphiques dans le schéma ci-dessous montre cette irrégularité. Selon les mêmes graphiques, la tendance des précipitations est à la hausse au fil des années dans les trois départements.

**Figure 8 :** Variation des précipitations de Gonboussougou et Bagré (1979-2008)



**Source :** Direction de la Météorologie Nationale

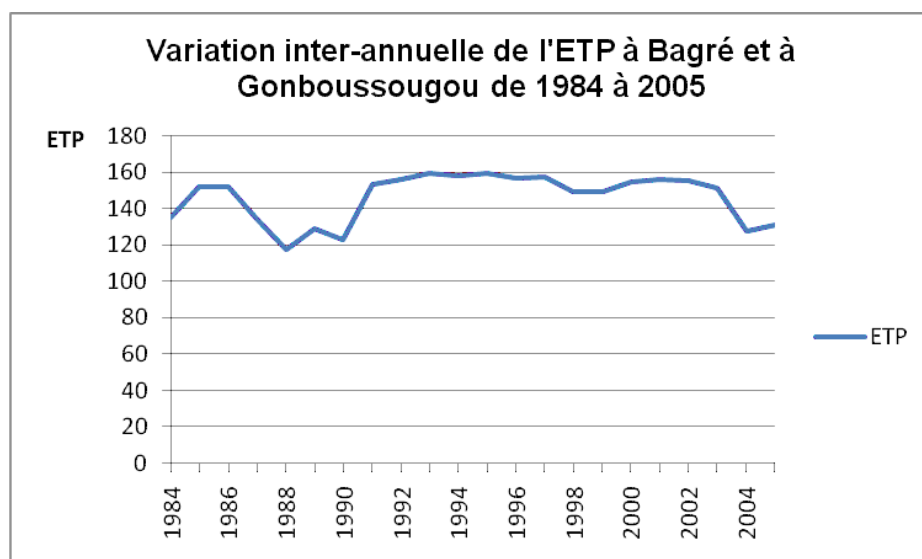
#### *Les températures*

La température moyenne annuelle est de l'ordre de 28,20°C. De façon générale, les températures varient en fonction des saisons. Ainsi, en saison pluvieuse, les températures moyennes sont comprises entre 25°C et 29°C ; au cours de la saison sèche, elles oscillent entre 31 et 33,4°C. L'amplitude thermique est de 9,8°C. Les écarts thermiques mensuels faibles permettent de dégager 4 périodes au cours de l'année à savoir de décembre en février, la période est relativement fraîche et sèche. La température moyenne est de l'ordre de 24°C. La période de mars à juin est la période la plus chaude de l'année avec des températures moyennes de 33°C, les maxima absolus peuvent atteindre 40°C à l'ombre. Et la période de juillet à septembre correspond à la seconde période fraîche où des fléchissements sont observables durant les mois d'abondantes pluies. Globalement, les températures moyennes atteignent 26°C.

#### *L'Evapo-Transpiration-Potentielle*

L'ETP représente la quantité d'eau que le sol cède à l'atmosphère par suite de la transpiration du couvert végétal et par l'évaporation du sol humide. Le graphique suivant présente l'évolution de l'ETP dans les localités de Bagré et de Gonboussougou (Gogninga).

**Figure 9 :** Variation de l'évapo-transpiration à Bagré et Gonboussougou (1984-2005)



**Source :** *Direction de la Météorologie Nationale*

Les données ETP sont celles de la Station Météorologique de Pô, localité située au Sud de Bagré et de Gonboussougou. L'ETP de 1984 à 2008 est plus ou moins constante et la valeur moyenne est de l'ordre de 145,97mm. Les valeurs les plus élevées sont généralement observées au mois de mars (188mm) et les plus faibles en août (117mm).

Sur la série allant de 1984 à 2005, les plus faibles valeurs sont observées entre 1988 et 1991. Dans l'ensemble, les ETP enregistrées sont peu élevées du fait de la faible insolation et la densité du couvert végétal par endroit. Cette situation favorise la disponibilité en eau pour la végétation, mais cette disponibilité est aussi liée à la capacité de rétention des sols.

Quelles sont les conditions physiques dans la zone de Kongoussi où se situent Kora et Loagha ?

### **3.2. Le climat de Kongoussi**

Le régime climatique est de type soudano-sahélien. Le climat est déterminé par le FIT (Front Inter Tropical) qui représente le contact entre l'air sec continental de direction Nord-est et l'air maritime humide de direction Sud-ouest. Le mouvement du FIT caractérise l'alternance de deux saisons bien marquées par une saison sèche qui s'étale de mi-novembre à mi-mai. Elle correspond au retour du FIT vers le Sud du pays. La saison se subdivise en une période pluvieuse allant de mi-mai à septembre. Elle correspond au passage du FIT à la latitude des départements. La seconde période chaude de l'année est observée d'octobre à novembre où on

a de légères augmentations lorsque les précipitations diminuent. La moyenne thermique est de 28°C.

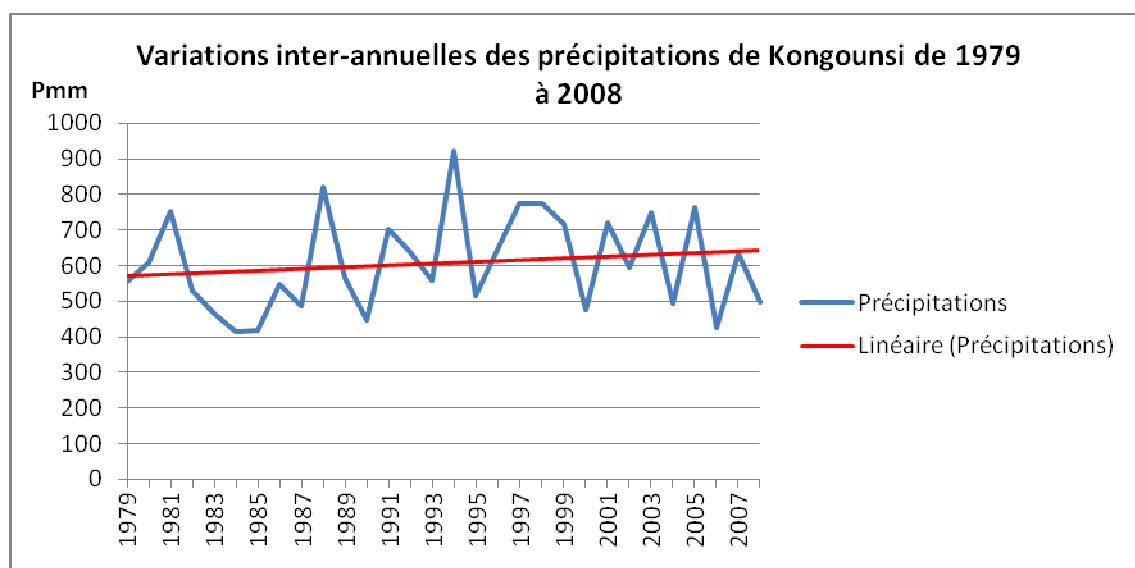
#### *Les précipitations*

Le département de Kongoussi est localisé entre les isohyètes 500 et 600 mm. Ceux de Bagré et de Gonboussougou sont situés entre les isohyètes 800 et 900 mm. La moyenne pluviométrique annuelle calculée sur une période de 30 ans (1979 à 2008) à partir des données de la station de Kongoussi est de 607, 08 mm. Cette moyenne est au dessus de la moyenne pluviométrique de la zone estimée à 550 mm. Des variations sont observées dans la quantité d'eau recueillie et leur répartition d'une année à l'autre. L'évolution en dents de scie des précipitations annuelles dans les deux graphiques montre cette irrégularité. Selon les mêmes graphiques, la tendance des précipitations est à la hausse au fil des années dans les trois départements.

#### *Les températures*

Le graphique des températures annuelles enregistrées de 1979 à 2008 montre qu'elles varient d'une année à l'autre. Les fortes températures sont enregistrées en 1987 et en 2006 avec cependant une légère baisse après 2006. Le même graphique permet de voir que la tendance générale des températures est à la hausse. En effet, l'évolution en dent de scie des courbes est un signe d'une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Cette situation d'incertitude, le processus d'aridification qu'elle favorise, elle entraîne une véritable « sahélistation » de la zone de Kongoussi. Les aléas pluviométriques apparaissent comme une contrainte majeure aux activités de productions et au régime des cours d'eau qui est fortement influencé par les températures.

**Figure 10 :** Variation des précipitations de Kongounsi (1979-2008)



**Source :** Direction de la Météorologie Nationale



## **Conclusion du chapitre**

L'étude des caractéristiques physiques des zones a été menée dans le cadre de la compréhension des conflits autour des points d'eau. Il s'avérait nécessaire pour nous d'élaborer les cartes mentales avec les populations pour comprendre les représentations de leur territoire, le mode d'occupation de l'espace, les points d'eau, les lieux sacrés, les bâtiments administratifs, la zone de pâturage de Bagré et de Gogninga et qui amplifieraient les conflits agriculteurs/éleveurs, les conflits liés à l'ethnie.

Les données sur l'ETP de Kongoussi étaient indisponibles à la direction de la Météorologie.

## Chapitre 4 : Problématique et méthodologie

### 4.1. Problématique

Dans le bassin versant du Nakambé, on assiste à une dégradation croissante des ressources naturelles. De plus, la pluviométrie est en baisse continue. Ce processus favorise l'avancée du désert, les récurrentes difficultés d'accès à l'eau et un appauvrissement croissant de la population. En effet, selon la dernière Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages<sup>43</sup>, 52,3% de la population rurale vit en-dessous du seuil absolu de la pauvreté estimé à 82 672Fcfa/adulte/an, contre 19,9% de la population urbaine. En termes de ménages, cette situation représente 43,5% des ménages qui n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins socio-économiques. Cette persistance de la pauvreté en milieu rural est également imputable à la faible diversification des activités génératrices de revenus. Une importante partie de la population paysanne et même citadine a été contrainte à l'exode, en particulier les éleveurs, les maraîchers vers des zones qui pouvaient les accueillir.

On observe une diversification des activités économiques à travers la multiplication des points d'eau liée à l'arrivée des migrants et à la modification de la gestion de l'eau dans ce bassin. L'introduction des cultures maraîchères et du riz a entraîné l'affaiblissement du mode ancien de gestion de l'eau parce que les autochtones et de nouveaux usagers pratiquant de nouvelles utilisations de l'eau développent d'autres stratégies d'accès à l'eau. En conséquence, les normes et les valeurs (interdits, positions sociales) qui définissaient l'accès à l'eau, se trouvent ainsi perturbées par le nouveau mode de régulation de l'eau qui vise un accès égalitaire et un partage équitable de l'eau.

Ce travail analyse le problème de l'introduction de la participation des individus à la gestion de l'eau dans des sociétés très hiérarchisées et la question des relations sociales. En effet, l'accès de toutes les couches de la population à la gestion de l'eau entraîne une perturbation sociale. La régulation sociale que préconise la participation, dépend du système social, des types de points d'eau, du rapport à l'eau des agents/acteurs. En conséquence, des enjeux et des processus nouveaux vont se développer au risque d'accentuer des stratégies élaborées par les gestionnaires coutumiers et locaux pour préserver, contrôler et s'adapter à la nouvelle

---

<sup>43</sup> EBCVM : Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages réalisée par l'INSD en 2003.

gestion de l'eau à l'instar de ce qui s'est passé au Sénégal (Dia, 2002) et au Niger, en Guinée (De Sardan, 1997).

S'inscrivant dans des systèmes sociaux, l'analyse sur la participation porte également sur les rapports sociaux qui déterminent les appartenances, les alliances, les rapports de pouvoir et l'action communautaire ainsi que les limites de la participation. Autrement dit, la participation renvoie à une problématique de régulation du rapport à l'eau et elle provient d'une modification sociale par un nouveau mode d'accès à l'eau et par l'appropriation des points d'eau. L'appropriation des infrastructures par les agents/acteurs se fait dans le sens d'une production des pratiques en fonction d'un système social. De ce fait, les orientations de la nouvelle gestion de l'eau dont les conditions sont issues du système social, engendrent des conflits qui expriment « une transformation profonde des ordres de valeurs, entendue comme qualités, historiquement déterminées, des sociétés locales » (Ouédraogo, 1997).

La participation a besoin d'un compromis pour atteindre son objectif (accès égalitaire à l'eau et stabilité des relations sociales) autour des points d'eau. La réalisation de ce compromis est conditionnée par la disponibilité de l'eau et par la dynamique sociale. Il s'agit de l'organisation de la mise en place des comités de gestion et de la gestion de l'eau, l'insertion de tous les individus à la gestion de l'eau. Les représentations sociales portent en elles des éléments de la réalité telle qu'elle est vécue par les individus qui considèrent qu'il y a une insuffisance d'information et de préparation sur la nouvelle gestion de l'eau.

Pour comprendre la gestion de l'eau en milieu rural, il est nécessaire de faire un détour par l'histoire de la création des villages et par la régulation sociale. En d'autres termes, il faut comprendre les pratiques sociales. Les entretiens menés auprès des fondateurs des villages montrent que certains villages (Bagré centre, Kora) ont émergé à la suite de conflits qui font partie intégrante des sociétés rurales. « Les conflits sont un des meilleurs fils conducteurs qui soient pour pénétrer une société et en révéler tant la structure que les normes ou les codes » (De Sardan, 1995). Il s'agit ici d'analyser les conflits autour des points d'eau en tant qu'éléments révélateurs des rapports sociaux et de la capacité d'agir des individus. L'analyse des pratiques sociales à l'origine de ces conflits nous conduit à convoquer les concepts d'autochtonie et de représentations sociales. Ainsi, dans une dynamique de recompositions sociales, le problème est « celui du repérage du glissement historique des ordres sociaux seuls capables d'expliquer le rôle fonctionnel de ces catégories abstraites et les rapports d'identité qu'elles peuvent entretenir avec les faits » (Ouédraogo, 1997).

D'une manière générale, la gestion de l'eau interroge le fondement de l'ordre social dans le sens où en parlent Durkheim et Weber. Pour Durkheim (1986), l'ordre social est fondé sur un processus de socialisation par lequel, et particulièrement par l'éducation, sont transmises les bases de l'intégration sociale qui contribuent au développement du sentiment d'appartenance. Les multiples configurations dans les villages (groupements des agriculteurs, groupements des femmes vendeuses de riz étuvé, groupements des éleveurs, groupements des maraîchers...) confirment cette thèse car l'intérêt collectif l'emporte à certains moments sur l'intérêt individuel. En fait, l'identité sociale du premier responsable du groupement donnerait une certaine assurance et semble le premier mobile de l'adhésion au groupement parce que *« c'est un frère qui est venu de la ville pour nous conseiller de faire ce groupement, ...c'est telle personne qui est devant, donc, on peut lui faire confiance puisqu'on le connaît bien... »*. En d'autres termes, ce sont les institutions qui sont la base de la société. Weber (1971) pour sa part, avance que la société existe par les actions des individus. Il s'intéresse donc à l'action humaine individuelle, aux motifs, aux buts et aux objectifs de cette action. Les phénomènes sociaux étant historiquement et singulièrement situés, il propose de prendre en compte la subjectivité des "acteurs" du phénomène considéré en mettant l'accent sur les motivations plus ou moins conscientes des "acteurs" à participer à l'action collective. Weber voit les institutions et les structures sociales comme étant les conséquences de l'action plutôt que leurs déterminations (Miguelez, 1993). Cependant, la réalité sociale n'est pas immuable. Elle est créée, recrée et modifiée continuellement à travers l'activité humaine (Wotherspoon, 1998).

Ce détour par les fondements de la sociologie permet de mettre en évidence le problème qui nous intéresse et qui ne se limite pas qu'au Burkina Faso. Comment l'hétérogénéité caractérisée par des identités particulières doit permettre une gestion communautaire ? Il s'agit ici d'un problème spécifique qui porte sur la capacité des agents/acteurs à investir les points d'eau en créant du lien social et une nouvelle sociabilité en fonction de la rareté de l'eau, des conflits qu'elle occasionne et d'un système social appréhendé comme blocage à l'innovation. La participation des agents/acteurs est liée à leur rapport à l'eau. Le mode de la gestion de l'eau est aux prises entre le mode ancien et le nouveau mode. Le mode ancien dont les éléments sont structurels, rappelle les sociétés ancrées dans la tradition tandis que certains autres éléments de ces sociétés (la migration, la recomposition territoriale, l'école, les formations, etc.) tendent vers la modernité. L'approche systémique de la gestion de l'eau qui reposait sur l'hégémonie des responsables coutumiers intègre le changement proposé par

l'Etat et certaines institutions internationales. Or la population rurale en majorité analphabète a beaucoup d'appréhension par rapport à cette approche : elle a des difficultés à comprendre le vrai sens du contenu de la participation. Compte tenu de la complexité de la réalité sociale et de la volonté politique (le Pagire), les agents/acteurs sont confrontés à des contraintes à caractère socioculturel et d'ordre stratégique. C'est dans cette perspective que cette recherche analyse la gestion de l'eau en milieu rural. En effet, les individus font leur apprentissage de la nouvelle gestion de l'eau, se positionnent en fonction de leurs appartenances dans le rapport à l'eau, des modes d'agréations et de solidarités comme moyen d'action collective par rapport aux oppositions sociales, aux conflits. Il s'agit de saisir les interrelations et les interdépendances entre les individus d'une part, entre le système social et l'Etat d'autre part. Le rapport entre l'eau et les hommes est toujours à réinventer.

## **4.2. L'eau au cœur de la gouvernance : Un outil de compréhension des conflits**

*« Nous sommes conscients que l'eau a actuellement diminué parce que après l'hivernage quand nous étions petits, on pouvait faire plusieurs mois et on rencontrait toujours des traces des eaux de pluie...Nous savons que l'eau n'est plus comme le lait que Dieu nous donnait pour nous nourrir<sup>44</sup> ».*

La gouvernance semble être un éclairage très important pour bien comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les conflits. Cette question a été essentiellement abordée par des lectures et par quelques entretiens avec les responsables du ministère.

La gouvernance est un mot réapparu dans la langue française depuis les années 1980. Signifiant « l'art et la manière de gouverner », elle renvoie à la diversité des modes de coordination des acteurs (publics, privés et associatifs) en fonction de leurs règles et objectifs spécifiques. Cette notion peut servir de grille d'analyse dans le cadre de problématiques complexes concernant divers secteurs (filières de production, ressources en eau), et des contextes variés à la fois dans des espaces urbains ou ruraux. Pour Bertacchini (2002), « la gouvernance renvoie à l'intervention combinée d'acteurs variés sur une capacité de ce système d'acteurs de produire des politiques publiques cohérentes à la fois une coordination des actions entreprises par les acteurs, ce qui est un processus de synchronisation tel que la

---

<sup>44</sup> Entretien à Kora avec les responsables coutumiers.

planification, mais aussi une cohérence de reconnaissance des finalités communes à atteindre».

### ***La gouvernance : des modes de coordination complexes entre des acteurs aux finalités variées***

Dans le domaine des ressources en eau, ce concept permet de rendre compte de la complexité de la gestion de l'eau, notamment en milieu rural au Burkina Faso. La problématique porte sur l'identification des intérêts divergents croissants qu'il convient d'arbitrer pour atteindre un consensus qui, s'il est reconnu comme légitime par l'ensemble des acteurs, s'imposera alors à tous. Les questions environnementales, tout particulièrement celles portant sur les ressources naturelles, sont un objet privilégié de « controverses » compte tenu de leur caractère limité et des conséquences à l'échelle globale que peut avoir leur mauvaise gestion. Considérer la gouvernance en ces termes s'inscrit dans l'approche d'auteurs tels que Le Galès qui, dans le Dictionnaire des politiques publiques définit la gouvernance « comme un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions, en vue d'atteindre des objectifs définis et discutés collectivement. La gouvernance renvoie alors à l'ensemble d'institutions, de réseaux, de directives, de normes, d'usages politiques et sociaux ainsi que d'acteurs publics et privés qui contribuent à la stabilité d'une société et d'un régime politique, à son orientation, à la capacité de diriger, et à celle de fournir des services et à assurer sa légitimité ». Nous pouvons retenir l'idée d'une capacité d'organisation de l'action collective à partir de la régulation des interactions et des modes de coordination entre l'Etat et la société. La complexité de la gestion de l'eau renvoie à la fois à une dimension territoriale (locale/régionale), à une dimension économique (publique/privée) et à une dimension sociale (participation des usagers).

Au Burkina Faso la gouvernance de l'eau tend aujourd'hui à être plutôt une compétence de l'État et non plus celle des seuls responsables coutumiers. Ceci reviendrait à considérer l'Etat comme le maître d'ouvrage de toutes les infrastructures, ou du moins à conférer désormais cette compétence aux communes dans le cadre de la décentralisation (depuis février 2009). En revanche, l'exploitation de ces infrastructures, en milieu rural, serait déléguée au secteur privé.

### ***L'importance de la contextualisation pour comprendre les modes de gouvernance***

La nécessité de contextualiser les modalités de gouvernance afin de comprendre les problèmes liés à la coordination nous a conduit à faire un rappel historique. En effet, comme

le soulignent Laborier et Trom (2000), le « passé historique est alors conçu soit comme une province de sens » actualisable, ...soit comme un horizon dans lequel émergent les appuis de l'action ». Aussi « Si toute société communique avec son passé et se trouve en quelque sorte investie par lui ... le thématiser, c'est l'appréhender comme production d'un sens, ouverte au présent, et simultanément découvrir dans ce présent les signes du nouveau ». Les auteurs précisent que « le recours à l'histoire permet alors de reconstituer la mise à disposition pour les acteurs d'un répertoire d'action sédimenté et composite qui à la fois autorise et contraint l'action ». Les faits historiques nous donnent donc certains éclairages sur la compréhension de la gouvernance de l'eau au Burkina Faso.

Le peuplement de la majeure partie du pays s'est fait par des guerres qu'ont livrées les Nakomba (Mossi) aux populations autochtones. Selon Diallo (1985), ils « sont venus de Gambaga dans le nord du Ghana actuel imposer leur force et leur civilisation à tous les peuplements autochtones du plateau central burkinabè appelé encore plateau mossi. Ils chassèrent les uns, soumirent les autres pendant que certains s'enorgueillissent d'être à l'origine de leur venue en deçà de la volta blanche ». Tauxier (1917) ajoute que « l'hérédité au moins partielle des gens qui ont connu jadis une manière plus facile et plus fructueuse de se procurer leur nourriture ainsi, la guerre et le pillage qui en résultent ». Ainsi, le Burkina Faso (ancienne Haute Volta) a vu ses populations contraintes à des migrations. Les Français et les Anglais ont rivalisé durant la période 1897-1900 pour le contrôle du territoire conformément aux accords de Berlin : « il s'agissait de gagner de vitesse les Anglais, afin de tirer parti des stipulations de l'acte final de la conférence de Berlin (26-2-1885) qui mettait comme condition à toute possession de territoires africains, une occupation effective ». A. Londres (1920) précisait que « Le territoire de la Haute Volta est connu sous le nom de réserve d'hommes. Trois millions de nègres. Tout le monde vient en chercher comme de l'eau au puits ». Certains chefs locaux très puissants dans leurs localités n'ont pas hésité à user de leur influence ou de la force, pour apporter de l'aide aux recruteurs. De plus, ceux très assoiffés de pouvoir ont signé des traités avec l'administrateur colonial. Deux groupes de recruteurs se disputaient farouchement le pays pour les exploitations agricoles et forestières et pour les travaux publics comme en témoigne ce récit de Londres : « Deux équipes toujours les mêmes, blanches toutes les deux : l'une porte les couleurs de l'administration, l'autre les couleurs de l'homme d'affaire, le nègre fait le ballon, la lutte autour du ballon est farouche » Londres (1920). Ceux qui réussissaient à éviter cette migration forcée étaient exposés à des violences diverses infligées par les administrateurs coloniaux. Pour les éviter, les populations

trouvèrent l'astuce de s'éloigner le plus possible en se dissimulant en brousse ou alors de se réfugier dans la Gold Cost (Ghana actuel). La Haute Volta représentait un terrain propice au recrutement forcé des travailleurs pour les chantiers publics ou privés et pour les exploitations agricoles et forestières du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Mali. Ces modes de recrutement n'ont-ils pas permis à certains responsables coutumiers de durcir les règles de gestion des hommes et des ressources naturelles qui nous intéressent ?

La période coloniale, les guerres internes, le milieu naturel ont favorisé la mobilité des populations ; « de fait, rares sont les villages qui n'ont pas vu l'arrivée de nouveaux immigrants et le départ d'individus, de familles ou de groupes plus larges, au moins jusqu'au début du XXème siècle » (Kuba, Lentz, Somda, 2003). On pourrait en déduire que les ressources naturelles du pays étaient satisfaisantes pour l'ensemble de la population. D'après des récits historiques, il apparaît qu'à cette période, les responsables coutumiers donnaient les terres et la délimitation d'une parcelle cultivable pour un demandeur était liée à la force de travail de ce dernier. En témoigne cet entretien conduit à Loagha : *« Du temps de nos grands parents, quand quelqu'un venait en suivant toute la voix normale demander une portion de terre, on l'amenait en brousse et c'est lui-même qui montrait jusqu'où il pouvait cultiver et on faisait le nécessaire et il s'installait. Il y avait suffisamment d'espace, et chaque responsable coutumier voulait aussi compenser le départ de ses fils. Eux ils sont partis, les blancs en ont amené d'autres, on ne sait pas quand est-ce qu'ils vont revenir »*. On pourrait interpréter cela par le fait que les autorités locales ont encouragé l'installation des migrants comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire avec « l'installation des voltaïques dans le Centre-Ouest ivoirien afin de valoriser les potentialités agraires de cette région dans l'agriculture d'exportation » comme le rappelle Chauveau (2000).

### ***Une gouvernance participative préconisée dans un contexte institutionnel très hiérarchisé***

Ainsi, c'est au sein de ce pays désorganisé, réorganisé, et transformé par des coups d'Etat, marqué par d'importants mouvements migratoires que se pose actuellement la problématique de la diffusion des savoirs et des pratiques de gestion de l'eau au sein des communautés locales. Dans ce contexte a été organisée la mise en place des structures dites participatives pour parer aux dysfonctionnements en matière d'accès et de gestion de l'eau en milieu rural. Ces dysfonctionnements ont profondément déstabilisé les rapports sociaux, principalement au sein des sociétés rurales. Baron et Bonnassieux (2009) le soulignent en ces termes : « Ces mutations ne peuvent être dissociées du contexte international et local. Sur le plan



international, les règles élaborées par les acteurs représentatifs de la globalisation ont eu un impact sur les modes de gouvernance locale de l'eau... Enfin, les nouvelles politiques de l'hydraulique et la logique de projets dans ce secteur ont entraîné la formulation de nouvelles règles parfois éloignées des réalités locales, la plupart étant conçues à l'échelle globale. Le Burkina Faso combine tous ces facteurs d'où un contexte spécifique où s'élaborent des modes de gouvernance de l'eau originaux à l'interface du local et du global ».

En effet, les années 1980 seront marquées au Burkina Faso par la construction de grands ouvrages hydrauliques (barrages du Sourou, de la Konpienga, de Bagré) par l'Etat qui espérait ainsi relancer le développement du pays à travers la modernisation du secteur agropastoral. L'intérêt portait plus sur les réalisations hydrauliques (aspects quantitatif et technique) que sur les comportements des usagers et l'entretien des infrastructures, ou encore les interactions entre les différents usagers autour de ces infrastructures. A la fin des années 1980, les conséquences des programmes d'ajustement structurels (PAS) ont accentué la crise de l'Etat en accélérant son désengagement (malgré les textes et les discours officiels) de la gestion des ressources naturelles, en particulier l'eau et le foncier.

Depuis le Sommet de Rio en 1992, on préconise une politique de gestion participative et intégrée des ressources en eau ayant pour objectifs d'impliquer les acteurs locaux et de lier la gestion de l'eau à la préservation de l'environnement. Cette nouvelle politique est contenue dans le nouveau «Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources d'Eau (PAGIRE)», adopté dans la loi (loi n° 002-2001/AN mars 2003) portant sur les orientations relatives à la gestion de l'eau au Burkina Faso. Elle prévoit une restructuration du secteur en cinq axes : la gestion par bassins, l'investissement dans tous les secteurs liés à l'eau, l'intégration « eau et environnement, » la prise en compte des engagements internationaux et l'assainissement.

Le nouvel organigramme institutionnel du secteur de l'eau relève d'une structure pyramidale, avec un ministère de l'agriculture, de l'eau et des ressources halieutiques qui se situe en haut de la hiérarchie. On constate que dans cette organisation ne figurent malheureusement pas les représentants des usagers locaux. La Direction Générale chargée de l'Eau (DGE) administre deux sous-directions; celles de l'hydraulique villageoise (DHV) et de l'hydraulique urbaine et semi urbaine (DHUSU). Les rapports entre les différents niveaux de cette pyramide ne sont pas bien établis ce qui laisse percevoir une absence de concertation et de cohésion entre institutions étatiques. En témoigne cet extrait d'entretien : *« Tu sais, tout le monde travaille, mais personne ne sait ce que fait son camarade. Souvent tu ne verras même pas certains rapports des projets qui sont plus souvent sur le terrain que nous et qui peuvent t'aider à*

*t'améliorer!»*. Les institutions semblent davantage dépendantes du Ministère (relation verticale) plutôt qu'entre elles (relation horizontale). Dans le cadre de la nouvelle loi sur l'eau et de la décentralisation, les gouverneurs des régions ont institué un Cadre de concertation entre les différentes structures qui interviennent dans le même domaine afin d'amoindrir les fréquentes rivalités entre intervenants. Par ailleurs, l'objectif est de les contraindre à la performance pour convaincre les bailleurs de fonds à renouveler les aides.

Cependant, on constate que les politiques nationales clairement définies dans les textes et les lois ne parviennent pas à résoudre les questions de l'inégalité dans l'accès à l'eau et la gestion sociale de l'eau dans les milieux ruraux. De même, elles peinent à assurer, à l'intérieur d'une même localité, les conditions favorables à un partage équitable de l'eau entre différents acteurs. Entre les lois affichées par les politiques modernes et les stratégies locales de contrôle de ces ressources, il existe un fossé qui est loin d'être comblé. De plus, les nouvelles directives étatiques semblent se superposer aux pratiques locales en donnant lieu à une ambiguïté institutionnelle dont essaient de profiter certains acteurs situés à l'interface entre le monde moderne et la société dite traditionnelle. Parmi les nombreux problèmes liés à la gestion de l'eau au Burkina, plusieurs peuvent être identifiés comme nous le développons ci-après.

### ***Le décalage entre la théorie et la réalité***

Dans toute action impliquant l'élaboration de politiques en dehors de toute concertation réelle avec les populations, il faut s'attendre à un décalage entre l'esprit des textes formels et la réalité. Dans le cas du Burkina, l'adoption des lois tient peu compte des besoins locaux et n'implique pas suffisamment le point de vue des villageois comme le traduit cet entretien : « *Tu crois qu'ils nous considèrent, non ? C'est quand ça les chauffe, qu'ils viennent nous voir. Sinon, s'ils nous demandaient clairement les choses avant, il n'y aura pas plus de problèmes! Des fois, ce sont les agents aussi qui n'expliquent pas à temps les choses ! Quand ça se mélange, ils nous disent que c'est nous qui avons voté les députés !* ». Les lois sur l'eau ont été votées à l'Assemblée Nationale par des députés qui ne sont pas toujours représentatifs de la composition sociopolitique, culturelle ou géographique du pays. Ces lois n'ont même pas fait l'objet d'une mission explicative dans le milieu rural qui est le plus concerné par les problèmes d'eau. Lorsque ces lois existent, elles sont inaccessibles pour une majorité de la population, analphabète (à 70%), ou bien elles sont difficiles à interpréter. Il faut signaler cependant les efforts de l'Etat pour traduire la politique nationale de l'eau dans les trois

langues nationales du pays. Malheureusement, ces documents ne sont pas diffusés suffisamment en milieu rural. Plus encore, le document devient en quelque sorte un bien privé et un privilège social pour certains ruraux qui arrivent se le procurer. Ils ne le mettent pas à la disposition de tous *«parce qu'ils n'ont pas été à la réunion, ou bien ils ne savent pas lire !»*. Les politiques affichées au plan national sur la gestion de l'eau ne correspondent donc pas à la réalité du terrain surtout en milieu rural. Ce décalage entretient une ambiguïté et une confusion chez les usagers qui oscillent, d'une part entre l'Etat et les structures non étatiques qui œuvrent sur leurs terrains, et d'autre part, les pratiques d'usages des autorités coutumières qui préfèrent parfois jouer à l'aveugle ou à l'ignorant pour protéger leurs propres intérêts.

### ***La question de la légitimité***

La diversité des acteurs intervenant dans le secteur de l'eau suscite une réflexion sur leur légitimité quant à leur implication dans la gestion des points d'eau. Cette question de la légitimité a été abordée par de nombreux auteurs, dont Weber (1971). Selon lui, on distingue trois types de légitimité. En conformité avec une rationalité que l'on pourrait qualifier de « traditionnelle », le type de légitimité qui structure les rôles, les devoirs et les droits des acteurs obéit aux valeurs « traditionnelles ». Par exemple, l'antériorité et la maîtrise du langage pour la communion avec les ancêtres conditionnent le choix du gestionnaire local et coutumier dans la prescription des règles de gestion de l'eau. Les usagers, au nom des valeurs traditionnelles, vont se soumettre à ces règles. Dans d'autres contextes où la dimension charismatique est valorisée, ce sont les qualités exceptionnelles intrinsèques du gestionnaire qui définissent ses attributs, et lui confèrent une certaine légitimité. Par exemple, le rôle de gestionnaire des conflits est attribué à une personne qui est considérée comme patiente, tolérante, compréhensive. Enfin, selon les principes d'une rationalité que l'on pourrait qualifier de légale, aux fondements des sociétés modernes les caractérisant, ce sont des règles impersonnelles, légales, qui structurent les attributs du gestionnaire de l'eau. Par exemple, les fonctions de secrétaire général ou de trésorier dans le nouveau mode de gestion de l'eau sont attribuées à ceux qui savent lire et écrire. Ces différentes formes de légitimité coexistent et peuvent être repérées dans le domaine de la gestion de l'eau en milieu rural au Burkina Faso. La légitimité « traditionnelle » est inhérente aux gestionnaires locaux et coutumiers ; mais il existe aussi une légitimité élective (par les urnes), et une légitimité officielle, notamment au niveau de certains proches de l'Etat ou des partenaires du développement. Mais, sur le terrain, on cherche à acquérir sa propre légitimité en recourant à diverses pratiques. « Pour un nouvel arrivant dans le paysage institutionnel, la manière la plus « légitime » d'acquérir de la

légitimité est de mobiliser les usagers autour de son programme ou de ses actions<sup>45</sup>.» (Collignon B. et al. 1998). Il existe bien d'autres manières d'acquérir de la légitimité. Certaines institutions gagnent en légitimité en négociant leur reconnaissance auprès des anciennes institutions ; pour d'autres acteurs, il s'agira de corrompre les responsables locaux afin de se voir conférer une légitimité qu'ils n'acquerraient pas autrement. On peut aussi identifier une forme de légitimité par le biais du mariage. Dans certains cas, la violence physique est utilisée par des acteurs pour légitimer leur contrôle sur les points d'eau (par exemple certains conflits à coup de machettes et de haches autour du barrage de Bagré).

On constate donc que dans le cas de la gestion de l'eau au Burkina, la question de la légitimité n'est pas résolue dans la mesure où nous avons montré qu'une seule institution ne peut recouvrir les trois formes de légitimité identifiées par M. Weber. Elle reste donc un enjeu majeur de la gestion communautaire de l'eau. La légitimité traditionnelle en est un bel exemple. Le pouvoir traditionnel, conscient de sa fragilisation dans la nouvelle dynamique inhérente au secteur de l'eau, tente toujours de se repositionner afin de ne pas perdre ses prérogatives. Dans ces conditions, on peut se demander quelle est l'instance qui porte la légitimité au niveau local.

### ***L'inégalité dans l'accès à l'eau***

En milieu rural, l'accès à l'eau est parfois conditionné par les positions sociales. Les Peuls sont invités à faire paître leurs troupeaux dans les champs pendant la saison sèche pour la fertilisation du sol, alors que le reste de l'année, ces mêmes Peuls sont tenus à l'écart du village, notamment de l'accès aux points d'eau. Ils ne peuvent y accéder que lorsque les autres populations se sont approvisionnées en eau. Les sentiments d'exclusion des Peuls se résument dans cet extrait d'entretien : *« les gens oublient souvent que nous avons nos propres besoins en eau. Dès qu'ils nous voient venir, ils nous assimilent à nos bêtes ; c'est pourquoi on reste à l'écart, quand ils finissent, on s'approche à ce moment... tout ça pour éviter les histoires, comme on a fait que demander le terrain pour nous asseoir<sup>46</sup> »*.

L'inégalité d'accès à l'eau est perceptible aussi en fonction de l'âge, du sexe, de l'ethnie, de la profession.

---

<sup>46</sup> Entretien avec un, groupe de femmes Peulhs à Kora, février 2000.

L'ensemble de ces difficultés s'inscrit dans un contexte national et international qui exacerbe les tensions. En effet, l'incapacité grandissante de l'Etat à honorer ses engagements vis-à-vis de ses populations, la persistance de la pauvreté du pays (177ème sur 182 pays selon l'IDH) et les injonctions des bailleurs internationaux (en particulier, la Banque Mondiale), ont imposé des réformes qui ont particulièrement concerné la gestion des ressources naturelles. Ces réformes visent la préservation des ressources naturelles et la responsabilisation des populations locales vis à vis de leur gestion, en vue d'un développement local durable. En conséquence, les recompositions sociales qui s'opèrent dans les différentes zones imposent de nouveaux modes de gestion des ressources naturelles d'où l'élaboration de nouveaux modes de gouvernance de l'eau, notamment en milieu rural.

Mais la gouvernance renvoie aussi à une dimension territoriale qui permet de comprendre l'articulation des échelles, entre le local et le global.

### ***Gestion de l'eau et dimension territoriale***

Selon certains responsables coutumiers, « *la terre et toutes ses dérivées appartiennent au propriétaire foncier* ». Cette affirmation traduit bien la difficulté à résoudre la question du vivre ensemble sur un même territoire et partager la même ressource dans des conditions de raréfaction accrue. Au niveau local, la gestion de l'eau se réfère aux valeurs symboliques, conformément à la coutume. Cette gouvernance locale a été perturbée par l'exacerbation de la pauvreté des populations et des problèmes nouveaux liés aux changements climatiques. Face à ces contraintes, de nouveaux partenariats territoriaux ont été élaborés autour de la gestion de l'eau, en intégrant des critères de nature politique, notamment dans la zone d'étude de Bagré et celle de Gogninga. Par contre, pour les zones de Loagha et de Kora, c'est la cohésion sociale qui a favorisé le partenariat. Ces partenariats sont souvent l'œuvre des institutions comme le PNGT, le PIHVES, le GUCRE, pour les régions de Bagré. Par contre dans la zone de Kongoussi sont beaucoup intervenus le PATECORE, puis le PNGT et le GUCRE.

### ***Une lecture institutionnelle de la gouvernance***

Dans le cas du Burkina, les enquêtes de terrain montrent que les institutions semblent favoriser de nouveaux modes de coordination entre les acteurs. Dans le domaine de la sociologie politique, le terme d'institution désigne l'ensemble des composantes de l'État qui ont pour fonction principale d'assurer la régulation des rapports sociaux. Pour certains

sociologues, une institution est un ensemble de valeurs, de normes et de pratiques communes à un certain nombre d'individus qui organisent et structurent de façon stable leurs relations. A ce niveau donc, l'institution peut davantage être considérée comme un cadre pour penser l'action collective au sein d'une communauté d'individus.

Dans le cadre de travaux menés avec le Gucre, nous avons identifié trois types de dispositifs institutionnels : l'un qui relève de la législation nationale, un autre qui met l'accent sur le renforcement des capacités des collectivités locales et enfin, un qui vise le renforcement des capacités des communautés rurales, notamment à travers la mise en place de comités (de gestion, d'usagers, villageois, etc.) pouvant modifier sensiblement les rapports sociaux.

### ***Le renforcement d'une législation nationale***

Il convient de noter que des actions de solidarité internationale, portées par des ONG et des projets, peuvent participer au renforcement de l'État, notamment à travers la législation nationale. En effet, les projets et programmes de développement, lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre des lois votées, renforcent ces mêmes lois. Leurs actions contribueraient dans ce cas à l'appropriation d'une politique nationale à condition qu'ils incluent les collectivités locales dans leurs actions. A l'inverse, si leurs actions ne s'inscrivent pas dans le cadre des politiques nationales, elles peuvent freiner la mise en place de politiques publiques et l'appropriation de celles-ci par les institutions. Au Burkina Faso, en matière de gouvernance des ressources en eau, tout partenariat doit inscrire le projet dans le cadre de la politique nationale de l'eau pour éviter l'affaiblissement de l'Etat. C'est ainsi que le projet PARCODIEAU s'est inscrit dans le volet d'action n° 6 du PAGIRE. L'intégration de ces acteurs « étrangers » dans la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau peut alors devenir un élément stratégique pour la mise en œuvre d'une politique publique.

### ***Le renforcement des capacités des autorités publiques locales***

Au niveau local, les ONG et les projets s'appuient sur les autorités publiques locales pour réaliser leurs actions ; cela a été notamment le cas pour les projets conduits sous le Gouvernement burkinabé des années 1983-1987. Ces actions ont donc participé à un renforcement des compétences des élus locaux et des services techniques décentralisés de l'Etat dans la mise en œuvre de ses politiques locales. Par exemple, la coopération décentralisée s'appuie sur les lois de décentralisation pour renforcer la capacité des acteurs locaux dans l'acquisition de nouvelles compétences. Nous pouvons citer en exemple l'ONG

Eau Vive qui mène des actions pour doter les institutions publiques locales de compétences requises en matière de gestion de l'eau et dans la maintenance des ouvrages à travers la formation des fontainiers. On assiste donc à un développement institutionnel par le renforcement des compétences politico-administratives.

### ***Le renforcement des capacités des communautés locales***

Pour le démarrage effectif de leurs activités, des projets et des programmes intervenant dans la gestion des ressources naturelles et de l'eau imposent la mise en place de comités de gestion des points d'eau pour l'exploitation et la maintenance des infrastructures. L'objectif visé est l'implication des populations au cours de la mise en place des ouvrages et leur appropriation des modalités de gestion, pour promouvoir une « gestion non assistée<sup>47</sup> » à la fin du projet. Par contre, l'objectif fondamental du Gucre était d'aboutir à la régulation de l'eau dans ses zones d'intervention. Pour cela, il subventionnait des formations pour des trésoriers, pour des femmes pour l'entretien des forages, pour la prévention et la gestion sociale des conflits par une personne « *dotée de charisme et reconnue par sa communauté* ».

En conclusion, il apparaît que la gouvernance est mobilisée pour traduire la nécessité de réformer l'Etat en mettant l'accent sur la participation des communautés locales à la conception et à la mise en œuvre des politiques de gestion de l'eau.

Les politiques de gestion des ressources naturelles prônées par les bailleurs de fonds internationaux semblent afficher une volonté de mettre en place une nouvelle forme de « démocratie » locale, c'est-à-dire décentraliser le pouvoir central et renforcer les pouvoirs locaux pour favoriser la participation de tous les acteurs aux intérêts diversifiés à la gestion de leurs ressources en vue d'un développement local. Ces politiques qui prétendent détenir la « bonne manière de faire » du développement local se sont généralisées au cours des années 1990, en partie sur les bases des problématiques environnementales et dans un contexte de recherche d'une nouvelle légitimité de la part de la Banque Mondiale. Cependant, toutes les mesures que la gouvernance impose dans le cadre de la redéfinition du rôle de l'Etat ne facilitent pas l'étude de la pertinence de ces nouvelles formes de gouvernance. Cette notion, relativement imprécise et pourtant bien appropriée par l'Etat burkinabè, est reprise par de nombreux « acteurs » locaux (des politiciens, des personnes qui jouissent d'une certaine influence). Ceci pose alors la question des raisons de l'acceptation générale de ce terme et de

---

<sup>47</sup> Il s'agissait pour le Gucre d'une auto-gestion par les populations locales.

ce discours. Même si certains s'interrogent sur le bien fondé de cette notion et de ses conséquences, les ONG et les collectivités territoriales sont nombreuses à reprendre tout ou partie de ce discours. La gouvernance semble en effet constituer un cadre qui s'est imposé à cause de la légitimité qu'elle a acquise dans un contexte de redéfinition des rapports entre l'Etat, les partenaires privés, et les communautés locales.

### **4.3 Les hypothèses de la recherche**

L'eau, considérée comme une ressource puis comme un milieu et un système, est de nos jours un « patrimoine commun de l'humanité ». Elle est devenue ainsi un enjeu économique, social, politique à cause de son nouveau mode de mise à disposition et de son partage. Produit et processus de représentations sociales, l'eau génère une concurrence, des conflits entre les usagers. En effet, la rareté de l'eau et la forte évapotranspiration, ont entraîné la multiplication et la modernisation des points d'eau en milieu rural. Ces innovations impliquent des bouleversements sociaux en imposant la participation de tous les individus à la gestion de l'eau et des ressources naturelles de leur localité. La gestion de l'eau renvoie à la fois à l'individuel (lorsqu'il s'agit des points d'eau traditionnels) ou au collectif lorsqu'il s'agit des points d'eau modernes en milieu rural. L'élaboration du mode ancien de gestion de l'eau tient compte du rapport au territoire et du pouvoir pour établir un mode d'accès et de préservation de l'eau. Par contre le nouveau mode de gestion de l'eau prend en compte la satisfaction des demandes, la protection et la conservation de l'eau. Dans tous les cas, ces deux modes reposent sur des rapports sociaux, territoriaux qui concourent à la régulation de la gestion de l'eau. Il s'agit donc de combiner les intérêts individuels, la conservation et la préservation de l'eau. Notre recherche a pour ambition ainsi d'étudier les interactions et les interdépendances entre des agents/acteurs autour des points d'eau sur des territoires donnés à travers les rapports homme/homme, homme/culture, homme/environnement.

Nous rappelons notre questionnement de recherche : Quelles sont les recompositions sociales, culturelles, économiques qui se produisent autour des modalités de la gestion de l'eau ? Comment les agents/acteurs s'y prennent-ils pour atteindre leurs objectifs dans un contexte de contraintes caractérisé par une permanente cohabitation entre usagers aux objectifs divergents ? Pour cette étude, notre choix s'est porté sur les inégalités accentuées par la rareté de l'eau dans le cadre de la gestion communautaire. Cette question nous conduit à poser trois hypothèses qui se sont construites progressivement dans les allers et retours entre le terrain et la théorie.



Au cours de nos entretiens, il est ressorti que l'eau est au principe de la création de beaucoup de villages ; ce qui explique que les représentations en tant que porteuses de dynamismes seraient à l'origine des différenciations sociales. Dans un contexte de bouleversements sociaux et économiques, notre contribution vise à mieux comprendre les relations sociales à travers l'accès à l'eau.

### **Hypothèse 1 : Il existe des inégalités d'accès à l'eau liées aux appartenances ethniques et sociales**

Cette hypothèse s'appuie sur l'idée que les appartenances sociales influencent les rapports sociaux. En effet, les sociétés rurales subissent des transformations sociales à travers l'évolution démographique, la raréfaction des ressources naturelles et de l'eau qui entraînent la recomposition des points d'eau. La recomposition des points d'eau crée la multiplication des activités économiques et la marchandisation de l'eau. L'eau, qui créait des formes de sociabilités entre les individus, est devenue une marchandise et génère des inégalités. La sociabilité tend à disparaître face au partage de l'eau dans des conditions de pénurie. Les relations humaines se nouent et se dénouent en fonction des rapports au territoire, en fonction de l'accès à l'eau. Le quotidien est perturbé avec l'arrivée de nouveaux usagers, aussi on peut entrevoir les comportements des agents/acteurs ainsi que la place des appartenances dans le jeu social que constitue la gestion de l'eau. Nous tentons d'analyser comment la gestion de l'eau est marquée par des effets de différenciation et nous proposons d'identifier les positions sociales et les stratégies des agents/acteurs confrontés à des contraintes de cette gestion.

### **Hypothèse 2. La nouvelle gestion de l'eau et des ressources naturelles relève d'une forme de régulation. Ce dispositif participatif des individus visant à constituer une gestion communautaire va entraîner des conflits à cause des décalages avec les modes endogènes de gestion de l'eau.**

Cette hypothèse vise à interroger les changements sociaux qui s'opèrent en milieu rural. Comment ces changements influencent-ils les rapports sociaux ? Elle veut aussi spécifier les effets des politiques nationale et internationale en matière de disponibilité et de gestion de l'eau en cours dans les milieux ruraux. Il s'agit d'analyser également les répercussions du dispositif participatif sur les rapports sociaux. La gestion communautaire favorise-t-elle la prévention des conflits ? Comment les usagers de l'eau intègrent-ils les principes de cette gestion communautaire ? Le dispositif participatif engendre des enjeux spécifiques aux changements. Les dispositifs participatifs ont des effets sur les conditions de l'action

collective et sur les appartenances sociales. La nouvelle politique de l'eau a proposé des solutions pour une gestion communautaire de la ressource fondée sur des identités sans tenir compte des représentations sociales. Sur le plan social, cette politique aura des répercussions sur la différenciation des relations sociales soutenue par des inégalités d'accès à l'eau. Elle va entraîner des interactions entre les rapports de pouvoir entre les usagers. Sur le plan politique, la politique de l'eau, en imposant l'accès à l'eau pour tous au sein d'un système social, implique une perturbation de l'ordre social préétabli. L'eau est au cœur des interactions sociales. La question de l'eau en milieu rural implique des données objectives et subjectives. Les enjeux et les conflits visent au maintien des positions, des revendications d'égalité d'accès à l'eau, sur ce que doit être la participation « effective » des usagers et sur les marges de manœuvre qui peuvent être saisies dans le système de gestion de l'eau. La participation doit être observée en fonction des représentations de l'eau. Pour ce faire, il nous faut alors repérer les appartenances et les positions sociales.

Pour rendre opérationnelles nos hypothèses, nous avons besoin d'un cadre d'analyse qui tienne compte de l'histoire sociale, de la capacité d'adaptation et d'innovation des individus (production de sens) face à un nouveau phénomène. Le cadre d'analyse tient également compte de la dynamique sociale, de la capacité à se référer de manière autonome et collective au nouveau modèle social tout en préservant les valeurs sociales portées par les individus et le groupe. Ce cadre nous permet d'appréhender les conduites des agents/acteurs (le rapport à l'eau à travers les interrelations et les rapports au territoire) tout en ayant en vue les contraintes issues des contextes sociaux. En identifiant les agents/acteurs, en repérant les positions sociales, les contraintes, nous cherchons à comprendre les interactions qui se tissent entre les différents usagers de l'eau. Les représentations de l'eau et du territoire posent cette dernière question transversale : le territoire est-il le garant de l'usage et de la pérennité de l'eau ? Ici sans doute peut-on trouver l'intérêt de cette thèse.

Pour étudier au plus près la question des conflits autour des points d'eau, nous avons convoqué l'autochtonie, les représentations sociales, l'agent/acteur, comme concepts opérationnels.

## **4.4. Les concepts mobilisés**

### **4.4.1. Autochtonie**

Au cours de nos travaux, nous nous sommes rendu compte du fait que la question de l'eau est fortement liée à la question de la terre, rendant ainsi la gestion de l'eau indissociable de celle de la terre qui se réfère toujours à l'antériorité du lieu. Pour toute action liée à la terre, le chef du village qui a toujours le dernier mot, dit de « voir avec le *tengsoba*<sup>48</sup> ». Est-ce une délégation du pouvoir ? Non puisque bien qu'étant chef du village, le naba connaît ses limites et le domaine foncier ne relève pas de ses compétences (sauf dans le cas exceptionnel de Loagha). Le pouvoir revient au chef de terre (*talabéga* ou *tengsoba*) dont les ancêtres ont été les premiers habitants et fondateurs du village.

« Voir avec le *tengsoba* » est un signe de différenciation et de position sociale, des formes de hiérarchie entre les individus. En effet, les logiques de positionnement et de reconnaissance induites par la seule détention des capitaux économique, culturel et social selon Bourdieu (1979) et l'observation des phénomènes sociaux qui se déroulent dans les différentes localités, montrent qu'il y a des « enracinés<sup>49</sup> » et des autochtones et des modalités d'accès particulières aux ressources naturelles. Nous allons donc définir ce que sont « peuples autochtones » et « autochtonie ».

Si on se réfère au Larousse, « autochtone », « indigène » et « aborigène » sont considérés comme des synonymes. Selon Le Petit Robert, un autochtone est originaire par voie ancestrale du pays qu'il habite, du sol qui l'a vu naître. « Autochtone qui est issu du sol même où il habite, qui n'est pas censé y être venu par immigration ». On note que « l'autochtone » est attaché à l'idée de « sol ». Cette définition ne met cependant pas en évidence les enjeux importants que la logique de l'autochtonie révèle dans l'interaction entre une unité géographique et des groupes ethniques. L'attachement à sa terre de naissance est un lien vital pour un Nyonyoga, aussi fort que celui qui le lie à sa famille. Le mythe d'origine présente les autochtones comme « une plante en tant que produit de sa terre ». Ainsi dans nos zones d'étude, la gestion du territoire relève uniquement du pouvoir des *teng-n-biisi* en langue moore, *tarazanon* en langue bissa (enfants de la terre) c'est-à-dire des autochtones.

Ce qu'il faut retenir de ces deux définitions, c'est l'analogie avec l'idée de nature, et plus spécifiquement l'idée de « sauvage » et de tradition. La référence au sol souligne la dimension

---

<sup>48</sup> Chef de terre en moore.

<sup>49</sup> Nous entendons par enracinés, les Mossi et les Bissa qui sont venus demander des portions de terre depuis plus de 50 ans.

territoriale des identités autochtones, la relation très particulière que certains peuples entretiennent avec la terre et les ressources dont elle dispose.

Il s'agit dans notre étude des rituels que les acteurs sociaux définissent et accomplissent dans la délimitation de leur espace et dans le mode d'exploitation et de gestion de leurs ressources naturelles. De ces liens spirituels découle une conception d'appropriation (c'est-à-dire des rapports qui se construisent entre les entités définissant le territoire), base du droit foncier coutumier, ce qui contraint les acteurs sociaux en fonction de leurs représentations, à prendre position contre les formes de gestion ou d'exploitation exogènes des ressources de leurs territoires.

La notion d'autochtonie est complexe et problématique. Elle est abordée dans plusieurs ouvrages et articles.

Michel Bozon et Jean Claude Chamboredon, cités par Mazaud (2007), ont convoqué le concept d'autochtonie pour analyser l'organisation de la chasse et le sens de sa pratique. Cette étude sur la chasse leur a permis de « s'interroger sur les processus sociaux de constitution et de définition des pratiques ». C'est dans cette démarche que l'autochtonie est introduite pour penser cette ressource symbolique utilisée pour l'accès aux réserves de chasse par certains ruraux c'est-à-dire « les ruraux dépayés ». L'autochtonie est ainsi définie comme l'expression d'« une relation particulière au terroir villageois, comme compensation à la dépayésation ». En un mot, l'autochtonie est affirmée comme « refus du déracinement ».

Dans son document *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Anderson (1996) affirme que l'autochtonie peut être considérée comme une « communauté imaginée ». L'imaginaire est pris au sens figuré et signifie que le sentiment collectif d'appartenance ne se fonde pas sur la connaissance interpersonnelle. En effet, les communautés rurales entretiennent des rapports quasi affectifs avec des lieux qui se voient attribuer une signification profonde. De tels espaces assurent le fondement de la communauté et affirment les liens qui unissent les membres en leur donnant des références communes. Loagha et Kora, ce sont par exemple les collines qui sont porteuses de références communes ; ce sont des buissons et des rivières qui définissent celles de Bagré et de Gogninga. L'autochtonie ou *tên-gen- biilem* = *yoyôré* ou pouvoir magique chez les Nyonyossé détermine cette double référence d'autochtones et de magicien. Il s'agit des amulettes capables de donner les forces surnaturelles à leurs possesseurs pour agir sur la nature et sur les hommes.

Ces constats nous conduisent à retenir que l'autochtonie est le reflet du « sens commun » qui tend à associer des groupes définis sur la base d'une culture commune, tels que les ethnies, les peuples avec leur terre naturelle. Il s'agit là une fois de plus de la relation privilégiée et indispensable avec des terres (héritées et/ou empruntées), donc on voit l'analogie entre « terre » et « territoire ». L'autochtonie est aussi l'association entre les agents sociaux et leurs territoires. Une telle construction de l'espace passe par l'importance accordée à la relation entre la souveraineté et le territoire, notamment dans les règles sociales et les lois nationales et internationales.

Cela nous permet d'observer que le déploiement des peuples autochtones légitimerait des revendications d'autodétermination pour la gestion de l'environnement et des ressources naturelles de leurs territoires. Ces dispositions engendrent des hiérarchies sociales marquées par les autochtones, et font naître un fort sentiment d'appartenance locale, une sociabilité de l'ancrage fondée sur l'antériorité.

Si les interactions entre les allochtones et les autochtones entraînent des influences réciproques, on remarque qu'il y a une acculturation plus importante chez les autochtones. Les changements qualifiés de modernité et de développement génèrent la révision des règles sociales existantes. Cette « métamorphose » de la population donne un éclairage sur les sociabilités en vigueur aujourd'hui et qui se présentent sous deux aspects à savoir une sociabilité locale qui concerne tous les individus sans distinction hiérarchique et les contraint d'agir ensemble en fonction des dispositions culturelles et financières. Cette sociabilité s'observe à Bagré, Kora et Gogninga pour l'installation ou l'aménagement d'une infrastructure sociale. Pour l'implantation d'un point d'eau dans ces localités, c'est le sentiment d'agir et d'être ensemble qui prime. Et une sociabilité de l'ancrage due au « *teng-n-ram demba et taarazanomè*<sup>50</sup> » qui peut renvoyer au capital social de Bourdieu (1980) dont la valeur se maintient dans le nouveau monde. C'est ce qui se passe à Loagha où le nouveau mode de gestion de l'eau se trouve quelque peu bousculé. Ce capital fonctionne comme un rapport social parce qu'il donne lieu à une différence entre les individus. Cette sociabilité provoque des inégalités d'accès aux ressources. Par exemple, certaines parties de la brousse sont le domaine exclusif des *tengsoba* et des *bisiinaaba demba* (chefs du sol). C'est ce réseau d'enracinés qui est le centre des sphères de décision.

---

<sup>50</sup> *Teng-n-ramdemba* signifie gens de la terre en moore, c'est la même signification en bissa *taarazanomè*.

Ainsi, les phénomènes sociaux qui se déroulent sur chaque territoire donnent des éclairages sur le rôle que l'autochtonie joue dans la gestion de l'eau. L'autochtonie a également de fortes influences sur le nouveau mode de gestion de l'eau. L'utilisation du concept d'autochtonie nous permet d'appréhender les reproductions sociales et leurs enjeux c'est-à-dire tous les aspects des conflits liés à l'usage de l'eau en milieu rural. Ce concept nous permet de décrire toutes les significations que les acteurs sociaux attribuent à l'eau de même que les interactions et les interdépendances qui les lient dans le processus de changement social. Il est de ce fait opérationnel pour notre recherche pour la compréhension de la gestion de l'eau en milieu rural au Burkina Faso. Il est au cœur de beaucoup de débats nationaux et internationaux.

En effet, l'autochtonie est utilisée par certains comme une stratégie d'accès et de maintien du pouvoir. Ce qui pose problème. En effet, revendiquer une autochtonie c'est conforter une identité sociale. En Afrique, la problématique de l'autochtonie conduit à la violence. Les conflits fonciers en 2000 entre les peuples autochtones de Côte d'Ivoire et les allochtones du Burkina Faso en sont une preuve. Un cas similaire est d'actualité à Bagré entre les Mossi allochtones, chefs de village et les Bissa autochtones mais gérés politiquement par les Mossi. L'invocation du clivage entre autochtones et allochtones est devenue récurrente dans la vie sociale en milieu rural au Burkina Faso à cause de la raréfaction des ressources naturelles, de l'irrégularité des pluies et des effets de la pauvreté. Les conflits quotidiens agriculteurs/éleveurs en sont des exemples concrets.

Cependant, le processus de changement social auquel est soumis le pays tend à faire du monde rural une entité unique où les nouveaux modes de gestion (par exemple la participation, l'action collective, etc.), tentent d'éliminer les différences. De plus, les migrations introduisent une dimension multiculturelle. L'une des évolutions politiques les plus inquiétantes sur le continent africain tient précisément à la généralisation de l'opposition entre autochtones et allochtones et à la véhémence nouvelle qu'elle y revêt. Une telle dichotomie est de plus en plus souvent évoquée pour justifier des formes d'exclusion d'une brutalité croissante, voire des opérations de nettoyage ethnique qui peuvent prendre une dimension génocidaire comme au Rwanda en 1994.

L'autochtonie désigne l'ensemble des règles et des connaissances qui déterminent l'appartenance ethnique des acteurs. En effet ce concept ne renvoie pas seulement à la primauté du droit au sol comme dans les cas de Loagha et de Kora. Il a une double signification en fonction des acteurs en interaction. Quand il y a une interaction entre un Nyonyoga et un Moaga, l'autochtonie se détermine en fonction de la maîtrise du sol. Tandis

que, quand les Mossi interagissent entre eux, c'est plutôt la règle d'enraciné qui est convoquée. Il s'agit ici de distinguer « enraciné » et « assimilé » (Mossi « allochtones » qui sont venus demander une portion de terre pour s'installer). Les enracinés sont considérés en ce moment comme autochtones. Cette situation démontre que le concept d'autochtonie n'est pas une réalité immuable. La définition ou la détermination du statut d'autochtone est malléable. On peut dire que les questions d'identités sont malléables en fonction des acteurs en interaction et aussi en fonction des ressources mises en jeu. En référence à notre terrain, nous pouvons dire que le concept d'autochtonie va au-delà de la littérature écrite. L'autochtone n'est pas seulement le premier habitant, c'est aussi celui qui « appartient au sol et à qui reviennent de droit tous les éléments du sol et du sous-sol dont l'eau ». Ainsi, le concept d'autochtonie est élargi à la gestion des ressources naturelles dont l'eau. C'est ce qui permet aux autochtones de délimiter leurs territoires (cf. cartes en mentales annexe). De plus l'autochtonie renvoie à l'identité et au groupe auquel on appartient (ethnie).

#### **4.4.2. Autochtonie et territorialité**

L'autochtonie renvoie au rapport entre l'ethnicité et le territoire pour les différents groupes qui se perçoivent différemment et qui sont amenés à cohabiter sur un même territoire. Cette altérité radicale traduit le droit de revendiquer l'appartenance et la propriété de ce territoire. La question foncière est la principale cause de cette revendication du droit d'appartenance qui se lit à travers le mode d'occupation de l'espace. Nous retenons de nos enquêtes qu'à Loagha par exemple, les habitants du *naab yiri*<sup>51</sup> sont tous issus du même *buudu*<sup>52</sup> que le naba, ce sont les Sawadogo, fondateurs du village.

Selon Brunet et al. (1992), la territorialité est définie comme le rapport individuel et collectif à un territoire considéré. Le territoire est perçu comme une entité géographique, physique, délimitée au moyen de frontières à l'intérieur desquelles le pouvoir est centralisé par un élu et par un lieu institué. Cette notion de territoire n'est que partielle, elle ne mentionne pas la notion de territoire construit, vécu. Dans l'Encyclopédie de Géographie, Pumain (1995) définit le territoire comme un espace des processus sociaux, une construction sociale dotée de sens pour un groupe social donné. Il est intéressant de comprendre ce qu'est une construction sociale du territoire.

---

<sup>51</sup> Quartier du chef en moore.

<sup>52</sup> Lignage en moore.

Il s'agit des résultats permanents des interactions entre l'individu et son environnement et des contraintes qui lui sont imposées par des agents sociaux. Accardo (1997) montre que : « Les agents sociaux sont constamment guidés par une idée ou une image d'eux-mêmes, de leur situation, de leurs rapports, par une représentation de ce qu'ils sont ou croient être, de ce qu'ils souhaitent ou redoutent de devenir, bref par une certaine représentation de leur identité, et de celle des autres qui contribue à donner du sens à leur existence et qui les justifie de faire ce qu'ils font ». En effet, « L'enfant naît dans un monde physique et social qui lui préexiste, qui s'impose à lui à travers la famille qui lui est donnée, physique et humain dans lequel il vit. Ce monde qu'il n'a pas choisi est pour lui le seul monde concevable, le monde de l'évidence et de la « réalité » souligne Delory-Momberger (2003). Son être devient une construction sociale selon les valeurs, les normes de sa société qui l'éduque et s'impose à lui. Dans chaque société, chaque groupe social est formé à partir de critères spécifiques. Ce processus d'apprentissage à travers l'intériorisation et l'incorporation des normes et des valeurs est propre à chaque culture conduit à la construction des prédispositions durables (Bourdieu 1980).

« L'habitus est un système de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structure structurante, c'est-à-dire, en tant que principe générateur des organisateurs de pratiques et de représentations » (Bourdieu, 1980). Cette définition souligne que l'habitus est acquis par l'individu au cours du processus de socialisation. Les dispositions sont des attitudes, des inclinaisons à percevoir, à sentir, faire et penser, intériorisées par des individus du fait de leurs conditions objectives d'existence, et qui fonctionnent alors comme des principes inconscients d'action, de perception et de réflexion. L'intériorisation constitue un mécanisme essentiel de la socialisation. Il est au fondement de ce qui définit la personnalité d'un individu. L'habitus est le produit de la position et de la trajectoire sociale des individus. L'appartenance sociale structure de fait les acquisitions et produit un habitus de classe. En effet, dans une société, ce sont les normes et les valeurs qui permettent de classer les habitants de cette société. Dans les pages précédentes, nous avons souligné que le *tenkuugri* définissait une hiérarchie qui préexiste aux individus. Il faut que nous acceptions qu'il n'y a pas de société égalitaire, et la vie commande aux agents sociaux, une compétition permanente dans un champ social donné soit pour maintenir les critères de la hiérarchie (les autorités coutumières), soit pour les modifier (les jeunes et les migrants). Ce proverbe d'un notable l'illustre parfaitement : « *La chèvre sait parfaitement où brouter* ». Et Accardo (1997) semble le confirmer lorsqu'il écrit « qu'il n'y a donc pas d'égalité au départ.



D'entrée de jeu les règles étant ce qu'elles sont dans le champ considéré, certains agents sont placés en position d'infériorité. Les dominés sont a priori frappés d'indignité et contraints d'assumer une tare socialement constituée, une espèce de péché originel qui fait d'eux des coupables de naissance... Ainsi, plus on est puissant socialement, plus on peut objectiver les autres, réduire leur essence sociale, les enfermer dans une définition étroite voire stigmatisante et inversement, moins on se laisse objectiver par les autres». C'est ce qui fait dire à Bourdieu (2008) que : « les représentations des agents varient selon leur position (et les intérêts qui leur sont associés) et selon leurs habitus, comme système de schèmes de perception et d'appréciation comme structures cognitives et évaluatives qu'ils acquièrent à travers l'expérience durable d'une position dans le monde social ».

L'habitus est en partie producteur de nos pratiques et les pratiques de gestion de l'eau sont l'une des dimensions constitutives du mode de vie des agents sociaux qui traduisent l'expression symbolique de leurs conditions d'existence. Etant le produit de l'histoire selon les termes de Bourdieu (1980), l'habitus « est un système de disposition ouvert, qui est sans cesse confronté à des expériences nouvelles et sans cesse affecté par elles ».

L'espace est approprié par le *têmpееlem* et le *tegkuugri*, et leurs garants sont les propriétaires du territoire. Ils laissent penser que c'est un seul groupe d'individus qui s'approprie le territoire à travers son vécu quotidien. En donnant le droit de récolte à certains individus, ces marquages symboliques introduisent la notion de pouvoir. En d'autres termes les responsables coutumiers introduisent l'appropriation institutionnelle et politique qui fixe les limites de gestion des ressources naturelles et traduisent des hiérarchies en signifiant des exclusions. Les recompositions sociales qui s'observent dans les différents territoires montrent que l'appropriation du territoire se fait aussi à travers les activités économiques. Par exemple, Bagré se vend à travers ses poissons, Bankako se vend à partir de son riz, Loagha et Kora à partir du haricot vert. En conséquence, l'activité économique tend à produire du territoire puisque la ressource conforte l'identité collective.

Le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité. Le territoire traduit un mode de découpage et de contrôle de l'espace garantissant la spécificité et la permanence, la reproduction des groupes humains qui le construisent. Il est matériellement aménagé au fil du temps par les sociétés qui l'ont successivement investi. La lecture est la dimension politique. Il constitue un remarquable

champ symbolique dont certains éléments, instaurés en valeurs patrimoniales, contribuent à fonder ou à raffermir les sentiments d'identité collective des hommes qui l'occupent.

L'importance du temps long, de l'histoire en matière de construction symbolique des territoires retient l'attention de la plupart des auteurs. En fonction de leurs cultures, les territoires ont des limites très différentes. Souvent immatérielles, elles sont présentes dans la perception des individus. En milieu rural, les limites se reconnaissent à partir des espaces réservés aux ancêtres mais elles ne sont jamais connues par tout le monde. C'est le domaine exclusif des responsables coutumiers. Nous retenons qu'il s'agit des références identitaires très stratégiques qui orientent les pratiques et les représentations des individus.

Le territoire est alors à l'interface de la nature et de la culture, lieu d'interactions spatio-temporelles entre dimensions physique, biologique et humaine. C'est ainsi que Godelier (1984) appelle territoire « la portion de nature et d'espace qu'une société revendique comme le lieu où ses membres trouveront en permanence les conditions et les moyens matériels de leur existence ». Autrement dit, le territoire représente un espace sur lequel une société déterminée revendique et garantit à ses membres des droits d'accès, de contrôle et d'usage portant sur tout ou partie des ressources qui s'y trouvent et qu'elle est désireuse et capable d'exploiter. L'appropriation y est réalisée à travers les conditions de reproduction de la vie des hommes et des ressources dont ils dépendent.

En accord avec Di Méo (1990) qui montre qu'un territoire peut être assimilé à une entité géographique suffisamment présente dans le sens commun pour faire l'objet de représentations collectives, nous voulons cerner la subjectivité qui relie l'individu à l'espace et tenter d'appréhender la représentation des lieux par les hommes. Il existe deux éléments constitutifs du rapport entre l'homme et le territoire : sa composante espace social et sa composante espace vécu.

L'espace social qualifie des lieux de la biosphère tissés par l'entrelac des rapports sociaux et spatiaux caractéristiques des groupes humains qui les occupent, les produisent ou simplement les convoitent. Il s'agit d'un rapport collectif d'une société à un espace construit, produit et chargé de sens par certaines pratiques.

L'espace vécu exprime au contraire le rapport existentiel, forcément subjectif que l'individu socialisé établit avec la terre. Il s'imprègne des valeurs culturelles reflétant pour chacun l'appartenance à un groupe localisé. La connaissance de l'espace vécu passe par l'écoute des acteurs, par la prise en compte de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs

imaginaires spatiaux. C'est « un lien profond et individuel entre l'homme et le sol » souligne Dardel (1990).

A ces deux notions (d'espace social et d'espace vécu), Di Méo adjoint quatre significations supplémentaires au concept de territoire.

Il décrit en se fondant sur les données (spatiales) de la géographie l'insertion de chaque sujet dans un groupe, voire dans plusieurs groupes sociaux de référence. Au bout de ces parcours, au terme de ces trajectoires personnelles se construit l'appartenance, l'identité collective. Cette expérience concrète de l'espace social conditionne aussi notre rapport aux autres, notre altérité ; elle la médiatise.

La territorialité est un enjeu social car chaque société produit des territoires, des espaces marqués par les pratiques (le *tengkugri*), les représentations et les vécus des hommes à un moment de leur histoire. Elle apporte un regard sur les dynamiques du territoire, sur les rapports entre les hommes et les rapports entre les hommes et leurs espaces, et des objets de l'espace tels que l'eau dans le cadre de cette recherche.

#### **4.4.3. Autochtonie et ethnicité**

Hechter (1978) considère que l'ethnicité est le produit d'inégalité de développement. L'autochtonie, on le comprend bien « a des » liens forts avec l'identité ethnique. Les individus qui se considèrent comme étant originaires d'un même territoire, et qui partagent des formes sociales, économiques, culturelles se voient attribuer et s'attribuent un destin commun et des prérogatives partagées. Nagel cité par Martiniello (1995) avance que « la mobilisation ethnique désigne les processus par lesquels les groupes ethniques s'organisent et se structurent sur la base d'une identité ethnique commune en vue de l'action collective ».

L'appartenance à un groupe et la revendication de cette appartenance renvoient à l'ethnicité qui peut, selon les communautés, s'exprimer sous la forme de résistance liée à la mobilisation de la gestion de l'eau pour ce qui nous intéresse.

L'ethnicité renvoie à l'identité. Celle-ci doit être considérée comme dynamique et s'analyse dans les interactions quotidiennes. Selon Martinello (1995), « L'ethnicité revêt une dimension largement subjective. Elle correspond au sentiment, à la conscience d'appartenance qu'éprouve l'individu à l'égard d'un groupe ethnique au moins. Cette approche subjective s'inspire des travaux de Weber (1971) qui indique que les groupes ethniques sont des ensembles qui croient en une communauté d'origine commune fondée sur une similitude de

culture, de mœurs ou d'expérience, abstraction faite de l'existence objective d'une telle communauté».

Selon que l'on est autochtone ou allochtone, les processus de construction et de revendication identitaires diffèrent. On parle même du bricolage identitaire en fonction des situations et des faits d'expérience. En fonction du contexte historique, social, économique et politique l'individu se caractérise à travers plusieurs identifications. Par exemple, un migrant de Ouagadougou venu de Loagha et faisant du maraîchage, se verra attribuer l'identité professionnelle de maraîcher, l'identité moaga selon la distinction des groupes ethniques, l'identité de migrant.

Au niveau du groupe social on peut assister à une mobilisation ethnique pour une action collective. Amselle et M'Bokolo (1985) ont démontré que dans la tradition ecclésiastique, il y avait une définition négative « qui appelle ethnè les nations, les gentils, les païens, par opposition aux chrétiens ». Pour eux, l'ethnie considérée comme une entité fermée ayant une origine commune est plus l'objet d'une construction arbitraire de la colonisation que le produit d'un développement intrinsèque. Amselle indique que se sont « des chaînes de sociétés » qui constituaient les sociétés africaines précoloniales c'est-à-dire que les individus voire les acteurs avaient le choix d'appartenance déterminé qui les placent momentanément ou définitivement dans un groupe social en relation avec d'autres groupes sociaux. Son raisonnement démontre que ce sont les besoins précis qui conditionnaient les choix d'appartenance à un groupe social. Pour cela, il fallait « distinguer les peuples civilisés et non civilisés. Ces derniers étant dépourvus d'une histoire propre ». En d'autres termes, Amselle et M'Bokolo montrent que l'ethnie est une construction sociale. Les colons l'ont fabriquée pour pouvoir régner sur les peuples caractérisés de barbares, de sauvages. Les différents groupes ethniques qui se trouvent à Ouagadougou ont créé des associations des ressortissants de telle localité pour le développement du village... Ces différentes associations se mobilisent pour le nettoyage de la maison abritant la télévision ou de celle abritant la radio de diffusion nationale, le centre hospitalier de la capitale dans le cadre de leurs activités culturelles. Mais ce ne sont pas tous les ressortissants qui adhèrent aux associations de leurs villages parce qu'ils ne sont pas en contacts permanents avec leurs villages. Le fait d'appartenir à une catégorie ethnique peut exercer une influence sur l'existence sociale, professionnelle et culturelle de même que sur l'épanouissement personnel et matériel et sur la façon de vivre son identité (identité positive ou négative). Les migrants non scolarisés « Sambla » du sud-est du Burkina Faso, travaillent le plus souvent dans la manutention en ville. La majorité des

pousseurs de charrettes de Bobo Dioulasso sont issus de ce groupe ethnique. Cette profession, considérée comme un « sot métier » fait que des jeunes filles notamment de ce groupe s'assimilent au groupe sénoufo pour éviter l'ironie de certains individus. Les Mossi jouiraient d'un certain favoritisme dans le domaine de l'emploi à cause « de la solidarité » qui leur est reconnue. Les Mossi représentent 45% de la population totale du pays.

De ce qui précède, nous pouvons affirmer que l'autochtonie peut être appréhendée comme une forme d'ethnicité, car elle sert à revendiquer une différence culturelle. Ces hiérarchies sociales se manifestent dans la légitimité respective des discours dominants. La continuité permet de rattacher l'autochtonie à l'ethnicité.

## 4.5 L'agent/acteur

Nous sommes interpellée pour notre étude à la fois par l'acteur complexe de Weber (1971) tiraillé par ses valeurs et ses intérêts, ses logiques et l'agent (Bourdieu) tant il est vrai que des habitus activent des pratiques. Mais parler d'agent/acteur nous éclaire car les individus sont à la fois agis par des valeurs incorporées et acteurs parce qu'ils ont expérimenté des faits. La frontière entre les deux appellations qui n'en fait plus qu'une est complexe et en tout cas est bien une construction sociale. Les autochtones et les allochtones construisent leurs représentations sociales de l'eau et de sa gestion et orientent leur pratique en tant qu'individus agents/acteurs.

En fait pour un maraîcher, un potier ou même une ménagère, pour ne citer que ceux-là, la prise d'eau a lieu au moment où le besoin se fait sentir. Par exemple, une ménagère s'approvisionne en eau dès son retour du champ le soir pour préparer le repas. Mais certaines coutumes indiquent qu'on ne doit pas prendre de l'eau au coucher du soleil ou bien encore que l'heure d'approvisionnement des ménagères est 17 heures. Ainsi la ménagère est contrainte de transgresser ces interdits pour satisfaire les besoins nutritionnels de sa famille. Mais si elle ne le fait pas, on peut considérer avec Bourdieu qu'elle se comporte plus en agent qu'en acteur. Bourdieu nous a montré que l'individu est porteur d'habitus. Ces prédispositions durables, du fait de leurs conditions objectives d'existence, fonctionnent comme des principes de perception et de réflexion. La ménagère en question ne va pas au puits après 18 heures. Aussi, elle est obligée d'avoir recours à ses voisines pour pouvoir préparer son repas du soir: *«comment tu vas faire; si tu pars là-bas et que quelque chose*

*t'arrive, qui va te soigner ou bien t'aider à payer ce que les vieux-là t'ont demandé pour la réparation de ta faute?*<sup>53</sup>».

Ces exemples illustrent parfaitement la complexité dans laquelle se trouve l'individu entre son « moi agent et son moi acteur ». Mais tous les individus n'ont pas conscience de leurs pratiques dans le sens où certaines leurs apparaissent comme naturelles et non pas socio culturellement construites. Ces différentes postures sont en lien étroit avec les représentations sociales de la réalité qui est d'abord leur réalité.

## **4.6 Les représentations sociales et l'eau**

S'intéresser à la gestion de l'eau pour étudier les conflits en milieu rural consiste à approfondir les nouveaux rapports entre l'homme et l'environnement. Il s'agit d'appréhender les différents rapports à l'eau en fonction des représentations sociales et de savoir si les représentations favorisent ou freinent le partage de l'eau. Dans un contexte de raréfaction de l'eau, cas de cette recherche, le concept de représentations sociales nous semble opératoire pour comprendre les pratiques. En effet, historiquement et culturellement définies, les représentations sociales impliquent des croyances, des savoirs, des schèmes. Par exemple la qualité de l'eau n'est pas liée uniquement à sa potabilité, mais également au rapport à la terre, à certain mode d'accès à l'eau. Connaître et analyser les agents/acteurs en fonction des valeurs dont ils sont porteurs, de leurs expériences et de leurs intérêts construisent leurs rapports différenciés à l'eau, permet de comprendre l'accès et la gestion de l'eau et les conflits autour des points d'eau.

### **4.6.1. Les représentations sociales : ancrage de l'outil**

Les représentations sociales sont des phénomènes complexes toujours activés et agissant dans la vie sociale. Elles sont apparues dans la sociologie durkheimienne autour de la notion des représentations collectives. Elles sont composées d'éléments cognitifs, informatifs, idéologiques, de croyances, de valeurs (Jodelet 1984). Elles sont toujours organisées dans l'espace d'un savoir disant quelque chose sur l'état de la réalité: « elles sont aussi un guide pour l'action et un modèle d'interprétation des réalités » (Moscovici, 1961). Ainsi les individus et les groupes en fonction de leurs valeurs, de leurs règles préexistantes, modèlent, remodelent des savoir-faire, reconstruisent des données extérieures. Autrement dit, ce qui est reçu de l'extérieur est soumis à un travail de transformation, d'évolution pour devenir une

---

<sup>53</sup> Extrait d'entretien avec SR responsable des femmes de Loagha, février 2001.

nouvelle connaissance, un nouveau savoir-faire, mobilisable dans la vie communautaire. Les gestionnaires de l'eau en milieu rural sont soumis à ce travail de transformation. Mais l'introduction d'une nouvelle connaissance dans une société implique des discontinuités, « des sauts d'un univers de pensée et d'action à un autre » (Moscovici, 1961).

La représentation apparaît donc comme « un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances, et d'informations se référant à un objet ou à une situation » (Abric, 1999). Et Mannoni (1998) rappelle que la représentation sociale se joue sur l'imaginaire individuel, l'imaginaire collectif et la réalité sociale agie où se manifestent les actions socialement représentées. Moscovici a repris cette analyse en insistant sur la spécificité des phénomènes représentatifs dans les sociétés contemporaines qui caractérisent l'intensité et la fluidité des échanges de communication, le développement de la science, la pluralité et la mobilité sociales. Plusieurs définitions ont été émises. Certaines considèrent les représentations sociales comme une forme de connaissances élaborées et partagées ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. Les représentations sociales sont considérées comme « savoir du sens commun ». Elles sont tenues pour un objet d'étude légitime en raison de leur importance dans la vie sociale, de l'éclairage qu'elles apportent sur les processus cognitifs et les interactions sociales. Placées à la frontière du psychologique et du social, les représentations sociales permettent aux personnes et aux groupes de maîtriser leur environnement et d'agir sur celui-ci. C'est ce qui permet aux Nyonyossé de maîtriser la terre et de prescrire ses règles de fonctionnement.

En tant que savoir pratique de sens commun, les représentations sociales désignent une forme de pensée sociale, elles « ont plusieurs fonctions : catégorisation cognitive des objets, d'identification sociale et individuelle, d'orientation et de prescription des comportements, des référentiels ou de gisements de savoirs pour les justifications ou les rationalisations » (Seca, 2002). Dans le cadre de notre étude, par représentations nous entendons l'ensemble des images qui renvoient et justifient l'intégration des acteurs sociaux aux intérêts divergents et contraints de partager une même ressource naturelle. Ces « clichés » sont motivés par l'ensemble des normes que véhicule le capital culturel et aussi par l'enjeu présent sur les différents champs de la gestion de l'eau. Les représentations sociales se matérialisent au travers des discours sociaux suivant : « *nabiiga, tengn biiga, taarakazonon* », « *silmiiga* », « *n*

*bonsa ziiga*<sup>54</sup> ». Ce sont ces différentes représentations qui structurent les rapports entre les acteurs. Ce sont elles qui occasionnent leurs catégorisations.

#### **4.6.2. Représentations sociales et gestion de l'eau**

*« Ce n'est pas parce qu'on la boit, qu'on se lave, que l'eau c'est l'eau... elle est plus que ça, elle nous parle et nous guide! ».*

« Il est nécessaire d'analyser soigneusement le système de représentations que les individus et les groupes membres d'une société déterminée se font de leur environnement. C'est à partir de ces représentations que ces individus et ces groupes agissent sur leur environnement » Godelier (1984).

La question de la gestion de l'eau est apparue depuis le Sommet de Rio en 1992 qui a rappelé que l'eau était une ressource rare et limitée. La gestion de l'eau est soumise en milieu rural à diverses représentations. Les puits traditionnels, une partie du barrage, du lac et des rivières, sont considérés comme lieux investis par des forces mystiques, des esprits, des forces de la nature qui vivent en parallèle avec l'univers humain. Ces éléments constituent le noyau structurant les représentations et ils définissent leurs principes fondamentaux. Ils « jouent un rôle essentiel dans la stabilité et la cohérence de celles-ci. Ils sont plus indépendants du contexte immédiat dans lequel le sujet utilise ou verbalise ses représentations ». (Abric, 1999). Ce caractère d'indépendance fait dire à Guimelli (1996) que « les éléments centraux se présentent donc comme insensibles aux variations de contexte ». La mise en valeur économique de l'eau se traduit par la construction de nouveaux points d'eau et la mise en valeur des terres. Face à l'introduction des techniques nouvelles, certains individus s'érigent contre la non prise en compte spécifique des lieux investis par des forces mystiques et par des esprits, symboles de l'ancrage territorial des individus en milieu rural. Ces aménagements portent inévitablement atteinte « aux esprits considérés comme des êtres spirituels » qui donnent un sens au rapport à l'environnement et à l'eau. Mais les représentations sociales sont mouvantes, souples et composées d'éléments qui tiennent compte du contexte actuel dans lequel les individus sont contraints d'adapter des expériences sociales quotidiennes. Par exemple à Loagha, l'évolution de la perception de l'eau à travers le tarissement précoce de certains points d'eau, les pannes fréquentes des forages, a entraîné la suppression et l'assouplissement de certains interdits concernant la gestion de l'eau. Les représentations

---

<sup>54</sup>Naiiga, teng biiga signifient enfant du chef, enfant du sol en moore. *Tarakazonon* veut dire aussi enfant du sol en bisssa. *Nbonsa ziiga* signifie je demande un endroit (une portion de terre).



sociales ont alors une visée pratique et fonctionnelle. Elles permettent le décodage d'une certaine dualité à partir des faits sociaux historiques. A cet effet, elles sont alors « des principes générateurs de prises de positions liées à des interactions spécifiques dans un ensemble de rapports sociaux et organisant les processus symboliques intervenant dans ces rapports » (Doise, 1986). Autrement dit, il s'agit ici de la prise en compte des représentations de l'eau dans le cadre de sa gestion. Et « une représentation sociale est susceptible d'avoir elle-même des effets sociaux, repérables dans les pratiques et les conduites de la population (...). Ce n'est pas que l'on agisse conformément à ce que l'on pense, mais ce que l'on pense balise l'action possible ». Doise (1986).

Ainsi, le concept de représentations sociales favorise la compréhension de la gestion de l'eau et montre comment les agents/acteurs construisent leur réalité. Elles sont une source d'informations intéressante pour mieux expliquer les conflits qui s'observent autour des points d'eau en milieu rural. Elles peuvent influencer le nouveau mode de gestion de l'eau et aussi démontrer le niveau d'appropriation et de reconstruction de certaines connaissances en fonction de l'évolution des perceptions des agents/acteurs. Ce concept qui traduit les modes de construction sociale présente pour nous un intérêt dans la mesure où la représentation de l'eau, fondement d'une conscience collective, permet de déterminer les pratiques de gestion de l'eau et de repérer les conflits.

L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres mais un patrimoine qu'il faut défendre, protéger et traiter comme tel (PAGIRE). Prieur (1984) souligne que « le patrimoine fait appel à l'idée d'un héritage légué par les générations qui nous ont précédés et que nous devons transmettre intact aux générations suivantes ». Si la notion de patrimoine permet d'inscrire un territoire comme un lien entre générations, alors l'eau sur un territoire devient patrimoine et aussi lien entre générations.

## **4.7 La nécessaire posture de départ**

« Toi, tu viens ici, tu dors avec nous, tu manges avec nous ! Donc tout ce que tu veux savoir, nous, nous te le disons sans problème... ! ».

C'est dans une posture distanciée, malgré une connaissance antérieure du terrain, que nous avons choisi de mener nos enquêtes. En effet « le voyageur, une fois l'esprit encombré de mythes, ne partira pas pour découvrir des royaumes inconnus mais pour vérifier si ceux-ci ressemblent à son rêve » (Tesson 2005). Notre méthodologie s'est tissée chemin faisant. Ainsi

des aller-retour entre la théorie et le terrain nous ont permis de construire une autre façon d'appréhender les rapports à l'eau sur un territoire à travers l'articulation des interrelations, des interdépendances et du rapport territorial. Les rapports que les agents/acteurs entretiennent avec leur ressource en eau ne sont perceptibles en profondeur qu'à une échelle locale. Nous nous sommes préoccupée de savoir comment repérer les interpénétrations, les valeurs et les pratiques sociales des individus. Comment ré-identifier les agents/acteurs ?, comment approcher les nouveaux arrivants et connaître leur position ? Notre engagement dans le projet Gucre nous a enseigné que pour mieux comprendre la problématique de la gestion de l'eau, il faut nécessairement partir de l'observation et de la construction de la confiance pour saisir la face « cachée » du social, de la culture, de l'économie et du politique. A partir de jeux de rôle méthodologiques qui n'entachent pas notre méthodologie de terrain, nous avons pu déceler une série d'innovations des formes d'adaptation des individus aux techniques nouvelles et à leurs contraintes. Ces jeux ont consisté à nous présenter tour à tour (mais pas toujours) comme épouse d'un tel ou comme rivale d'une telle. Cela renvoie dans la culture moaga et bissa des villages liés à cette recherche, à la parenté à plaisanterie.

On peut toutefois s'interroger sur la légitimité du chercheur à construire et mettre en œuvre ces jeux de rôles pour gagner la confiance. Est-ce une transgression du pouvoir du chercheur ? Une stratégie méthodologique ? In fine peut-on lever le voile ? Ou peut-on voir là un biais à la déontologie ? De notre point de vue, cette posture n'a pas biaisé la relation car les deux parties en présence, chercheur et informateurs, n'étaient pas dupes de la situation.

## **4.8. Le terrain : le choix des villages**

Le choix des villages ne s'est pas fait au hasard mais en fonction des critères que nous développons ci-après, en lien avec le milieu d'étude.

### **4.8.1. Critères liés à la spécificité des hydro-systèmes**

Le bassin versant du Nakambé a trois sous bassins spécifiques mais dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes limitée à deux d'entre eux.

1°) Le sous-bassin du barrage de Bagré nous est apparu intéressant pour mieux identifier les conflits liés au foncier, à l'ethnie, aux positions sociales et aux repositionnements de certains agents/acteurs. La construction du barrage a nécessité le départ des habitants situés sur les zones délimitées de ce projet. La valorisation du barrage a induit la diversification des activités économiques. Elle a donc soumis cet espace social très hétérogène à un changement

dont le contrôle échappe aux hiérarchies traditionnelles. La décentralisation s'installe progressivement avec le lotissement qui a provoqué des tensions au sein de la hiérarchie traditionnelle d'une part et d'autre part, entre cette hiérarchie et l'autorité communale décentralisée. Cela pose un problème de superposition des hiérarchies. Comment vont se manifester les interpénétrations et les stratégies des agents/acteurs en matière de gestion de l'eau ? Ainsi comment repérer cette dimension « cachée » du social, de ce brassage culturel, de l'économie et de la politique pour mieux appréhender les mutations et les conflits ? Là est le vrai mobile du choix de ce terrain. En effet, la construction du barrage de Bagré a profondément modifié l'espace social par la recomposition de la population. Il y a eu l'arrivée d'autres Bissa et Mossi, des Bobo, des Peulhs, des Yarsé, des Maliens, des Congolais, des Togolais, des Camerounais, etc. Outre le barrage, il y a eu la construction de nouveaux points d'eau modernes dans les villages d'exploitants installés par la Maîtrise d'Ouvrage de Bagré (MOB). Ce village-barrage est en pleine mutation ; il apparaît comme un « laboratoire des changements sociaux » (Ela, 1994). Les mutations mettent en évidence les mécanismes du contrôle social de la hiérarchie traditionnelle et du pouvoir politique. Ce jeu des agents/acteurs sert à identifier les catégories (référentiels) pour expliquer les conflits.

2°) Le sous-bassin du lac Bam (lac naturel) est exploité par l'Etat et les agents/acteurs des divers secteurs d'activités. Le lac Bam est la deuxième zone productive de haricot vert du pays après le Sourou. La zone présente en apparence une cohésion sociale maintenue par les stratégies du bas et du haut qui trouvent toutes un intérêt pratique à établir un « accord rationnel motivé » (Weber, 1995). La cohésion sociale s'expliquerait par sa quasi homogénéité. Cette homogénéité relative donne-t-elle lieu à un accès, voire à une gestion sociale de l'eau ? Les pratiques traditionnelles sont toujours vivaces. On a pu observer que la décentralisation en cours dans le pays n'est pas encore effective dans cette zone. Quel type de gouvernance de l'eau faut-il appliquer dans ce contexte ?

L'absence d'un réseau national d'adduction d'eau courante dans ces zones peut être une opportunité pour voir comment les agents/acteurs locaux gèrent leurs ressources en eau (gestion des conflits, enjeux, jeux d'intérêt).

#### **4.8.2. Critères liés au mode d'organisation sociale**

Le bassin versant du Nakambé a été occupé en majorité par des Mossi et des Bissa. L'espace social de Bagré est une zone fondée par les Bissa. Mais à Bagré-centre c'est le pouvoir politique traditionnel moaga qui domine. La gestion des ressources naturelles est détenue par

les Bissa. Comment ces deux pouvoirs s'articulent-ils pour entrevoir une cohabitation paisible ? Sinon quelles stratégies les agents/acteurs déploient-ils pour atteindre la satisfaction de leurs demandes en eau ?

#### **4.8.3. Critères liés aux types de conflits**

Il nous a semblé important de repérer et d'analyser les conflits pour comprendre les raisons des dysfonctionnements relatifs à la structure sociale. Les conflits nous renseignent sur des normes, des codes, des groupes stratégiques, des logiques d'agents/acteurs dans les sociétés étudiées. Pour mieux saisir le problème, nous avons privilégié l'histoire sociale afin de voir les processus sociaux qui informent sur les dynamiques environnementales et sur l'eau. Que représente l'eau pour que l'on aboutisse à une forte tension entre les individus ?

Pour répondre à ces interrogations, notre premier choix s'est porté sur Gogninga, village situé à 17 km du barrage de Bagré, dans le Centre-Est du pays. Ce village a été choisi parce que les Bissa qui y vivent ne sont pas les propriétaires terriens qui sont les responsables coutumiers de Fougou (17km de Gogninga). Le terrain leur a servi de refuge pendant les travaux forcés à l'époque coloniale. Ces derniers continuent à désigner et à installer le chef de village et le chef de terre de Gogninga. Une fois installés dans leurs fonctions, ce sont eux qui exercent le culte de l'eau et le culte de la terre à Bankako. Comment les fondateurs parviennent-ils à y maintenir leur pouvoir? On remarque que c'est un village à fortes migrations de jeunes. Ces jeunes migrants contribuent à la réalisation de certaines infrastructures sociales à la demande des responsables coutumiers. Posent-ils certaines conditions ? Ces groupes stratégiques de l'extérieur du village et du pays ont-ils ou pas une influence sur la gestion des infrastructures hydrauliques ? Nous avons conduit 31 entretiens. (Cf. tableau p 164).

Le deuxième choix a porté sur Bankako ou v2 (village n°2) situé sur la rive gauche du barrage, à 7 km de Bagré. Ce village été mis en place par l'Etat dans le cadre de l'installation des exploitants agricoles afin de lutter contre la famine, de tenter une reconversion à l'agriculture et surtout pour freiner l'exode rural et la migration dans cette zone. Ce sont principalement des Bissa autochtones et non autochtones, des Mossi, des Gourounsi qui y habitent. Les Peulhs « ont été mis à l'écart du village par le gouvernement au moment de l'installation des exploitants ». Il n'y a pas de chef de village ni de chef de terre mais des présidents d'exploitation, des responsables d'associations. Les rituels voués à la terre et à l'eau y sont pratiqués par les responsables coutumiers de Gogninga. Comment se mènent les

luttons pour l'accumulation économique ? Nous y avons conduit 26 entretiens (Cf. tableau p 156).

Le troisième choix a porté sur Bagré-centre ou Bagré village fondé par des Bissa et géré administrativement et politiquement par des Mossi venus de Tenkodogo. Bagré-centre draine des activités économiques importantes (exportation de riz, de poissons, de pastèques). Ici se posent les problèmes d'interaction, d'interdépendance, des conflits entre les individus qui mènent pratiquement les mêmes activités économiques. On note la présence de jeunes Mossi qui n'ont même pas le statut d'étranger qui est attribué aux Peulhs. Ces jeunes vivent dans l'ignorance totale des autres groupes sociaux. Or, la solidarité moagha est reconnue dans tout le pays. Le lien social serait-il en péril dans ce milieu social? Le village de Bagré-centre nous a paru incontournable pour son mode d'occupation du sol et la transparence des transformations et des mutations sociales. Nous y avons conduit 29 entretiens (Cf. tableau p 156).

Le quatrième choix a porté sur Kora, village riverain du lac Bam dans le centre-nord du pays et exploité par l'Etat et des agents/acteurs d'horizons divers. Ce lac correspond à cet adage qui dit que « l'eau est un don de dieu ». L'histoire du lac Bam s'inscrit dans cette perspective, elle jalonne une réalité observable qui donne une appréhension sur le mode de structuration de l'espace. Chaque exploitation a ses ouvriers qui développent des stratégies pour la gestion de l'eau. Mais comment évoluent ces stratégies et dans quelles logiques s'inscrivent-elles? Les habitants de Kora sont avec des habitants de trois autres villages riverains, des garants de la préservation et de la conservation du lac. Ce village nous permet de vérifier les inégalités d'accès à l'eau, d'analyser les conflits et le mode endogène de leur gestion, enfin les enjeux de la gestion communautaire de l'eau. Les activités aux abords du lac drainent un monde hétérogène d'un point de vue géographique uniquement. Le village est habité par des Mossi, des Yarsé et une minorité de Peulhs. Mêmes ceux qui y sont venus pour l'exploitation maraîchère, sont des Mossi venus des provinces du Bam, Lorum, Soum et même du Kadiogo (province de la capitale du pays). Toutes les limites de la gestion de l'eau éclatent pendant les périodes d'affaiblissement de la ressource et ce, pour des raisons économiques. Les donateurs de parcelles auraient souvent un œil trop regardant sur les productions des demandeurs malgré leur acquittement des clauses du contrat de prêt des parcelles d'exploitation : « *il faut faire attention avec la production si elle très bonne et que tu te comportes façon façon, le propriétaire va te dire qu'il a un fils soit en Côte d'Ivoire ou quelque part, qui doit rentrer et*

*qu'il va cultiver donc tu comprends qu'il faut que tu recommences à chercher une autre parcelle* ». Nous y avons conduit 30 entretiens (Cf. tableau p 156).

Le dernier choix est Loagha situé à 15 km du lac Bam. Sa particularité est sa préservation des pratiques coutumières. On s'interroge sur la manière dont se fait l'insertion du nouveau mode de gestion de l'eau et sur quoi va se fonder la nouvelle sociabilité ? L'analyse des interactions entre les différents usagers de l'eau dans ce village nous conduit à cette réflexion : le territoire peut-il être le garant de l'usage et de la pérennité des points d'eau ? Nous y avons conduit 29 entretiens (Cf. tableau p 156).

## **4.9. Le déroulement du terrain**

Pour conduire le travail de terrain nous nous sommes adjoint trois enquêteurs. Les raisons de ce montage technique pour recueillir les informations qualitatives sont liées au fait que nous ne parlons pas le bissa. Nous parlons le moore.

Nous avons choisi des enquêteurs qui parlaient bissa et moore et qui étaient des animateurs du projet Gucre. Ils connaissent la problématique de l'eau. Ce sont des exploitants agricoles et des formateurs en technique agricole. Nous connaissions ces personnes car nous avons travaillé avec elles. On peut affirmer que nous avons instauré un climat de confiance avec elles et les populations. On pourrait penser que leur proximité avec nous et leurs manières de faire comportaient des biais. Certainement un peu ! Mais nous avons tenté de les réduire en préparant longuement le terrain avec les enquêteurs. C'est-à-dire en leur expliquant les objectifs de notre recherche et en les initiant d'une certaine manière à la posture scientifique de mise à distance en regard de leurs représentations à propos de la gestion de l'eau. Nous avons élaboré avec ces « enquêteurs » les guides d'entretiens afin qu'ils se les approprient.

Ensemble, nous avons contacté les responsables des villages et mis en place un calendrier de sorties sur les zones choisies. Cette posture du "chercheur-entouré" était nouvelle pour nous. Elle nous a obligée à bien formuler nos attentes, à traduire nos préoccupations scientifiques et à clarifier les objectifs du travail.

### **4.9.1. La collecte des données**

Nos enquêtes se sont déroulées en deux étapes pendant trois mois au cours de la période dite cruciale d'approvisionnement en eau en milieu rural (mars-avril 2008, 2009) et au cours de ladite période de préparation pour «l'arrivée de la pluie» (mai-juin 2008, 2009) à Kongoussi et Bagré. Le choix de ces périodes se justifie par le fait que les mois de mars et d'avril sont les

périodes d'éclatement des rancunes, des conflits, des inégalités. Elles font apparaître les limites de la gestion de l'eau. Le culte de l'eau est rendu à l'eau à la fin du mois de mai voire début juin « cela dépend de l'arrivée de la première pluie ». L'organisation du rituel mobilise tous les responsables coutumiers, les fils du village qui, pour certaines raisons précises vivent en ville ou hors du pays. Ils sont contraints de venir ou de s'acquitter de leur dû. C'est le moment de communion avec les ancêtres, de reconnaissance du rôle et de la place de chacun dans la société, du renforcement du pouvoir local, de l'ancrage territorial. Ce moment laisse entrevoir les stratégies d'acteurs.

#### *Caractéristique des personnes enquêtées.*

L'approche des phénomènes sociaux pour appréhender le caractère actif et réflexif des conduites des agents/acteurs, implique l'usage de matériaux assez hétérogènes. Cette évolution de méthode nous a conduite à nous intéresser à des responsables coutumiers, à des personnes qui ont acquis certaines connaissances par le biais de l'école, de la migration, des formations. Nous nous sommes entretenue avec des allochtones éleveurs, et des autochtones migrants de retour et avec des femmes.

Les personnes que nous avons enquêtées ont été choisies en fonction de six critères qui sont : l'âge, le sexe, la migration, le niveau de scolarisation, le niveau d'alphabétisation et les formations (en gestion agricole, en gestion comptable et en gestion des ressources en eau).

Les entretiens ont concerné des chefs de ménages allochtones pris individuellement. A cause de leur méfiance, dans tous les villages de notre échantillon, un entretien de groupe a concerné les femmes allochtones Peulhs. Le but n'était pas de faire une confrontation de points de vue. Nous avons cherché à comprendre le sens de leur retrait, leur silence avec le peu de réponses qu'elles nous ont données. Les entretiens ont plus concerné le temps d'approvisionnement et le choix du point d'eau. Ce sont des éléments révélateurs des positions sociales. Les entretiens ont aussi concerné les jeunes dans le but de croiser leurs avis avec ceux des personnes âgées afin de repérer les contraintes et les évolutions qui s'imposent dans le temps dans les différents villages.

**Tableau 3 : récapitulatif des entretiens réalisés dans les villages**

<div>Villages</div> <div>Enquêtés</div>	Kora	Loagha	Bagré	Bankako	Gogninga
Responsables coutumiers	4	3	2	2	3
Rav	1	1	1		1
Chefs de ménages	5	5	5	5	5
Migrants de retour	3	3			5
Femmes	5	5	5	3	5
Allochtones hommes	3	3	5	5	3
Allochtones femmes	3	3	5	5	3
Jeunes garçons	3	3	3	3	3
Jeunes filles	3	3	3	3	3
Total	30	29	29	26	31

**Source : Données de terrain juin 2009**

#### **4.9.2. La démarche**

L'approche compréhensive qui sera développée dans les pages suivantes a été adoptée car elle permet une construction impliquante. Les réflexions concernant le déroulement du terrain et l'analyse des données consacrent notre travail. Nous avons convoqué différentes disciplines (sociologie, histoire, géographie, anthropologie...) pour éclairer autant que faire se peut les questions que nous renvoyait le terrain. Cette pluridisciplinarité voir interdisciplinarité en action nous a permis de décrire des comportements sociaux (l'intronisation du chef de terre, les préparatifs pour l'arrivée des pluies, la vision de l'eau en milieu rural). Ces descriptions nous ont conduite vers l'ethnologie et l'anthropologie.

La démarche sociologique est pertinente parce que la sociologie par définition étudie les phénomènes sociaux dans l'ensemble de leurs aspects en profondeur, à toutes les échelles et



dans tous les secteurs, afin de suivre leurs mouvements de structuration, de déstructuration, de restructuration et d'éclatement, en trouvant leur explication notamment avec l'histoire.

La démarche anthropologique a été adoptée parce que l'anthropologue doit se soumettre à ce qu'il rencontre dans la société qu'il a choisi d'étudier : à son organisation sociale, à ses valeurs et à ses sentiments.

Trois étapes nous ont semblé nécessaires pour appréhender les conduites humaines. Il s'agit de considérer la manière dont les formes d'organisation sociale se sont constituées en même temps que les interactions (historicité). Cette référence à l'histoire sociale permet de mettre l'accent sur le collectif. En effet, « l'analyse a grand tort de minimiser l'intervention du passé dans la détermination des pratiques actuelles » (Ouédraogo, 1997). L'historique des villages a permis de repérer les événements qui sont à l'origine du mode d'occupation et d'appropriation de l'espace social et de l'eau, la mise en place des structures sociales à partir de l'organisation des rapports entre le pouvoir local et les différents groupes sociaux. La gestion de l'eau telle qu'elle a été décrite par les responsables coutumiers n'était a priori appréhendable qu'à travers les faits historiques. Pour ce faire, nous avons eu recours à l'anthropologie sociale pour comprendre les comportements sociaux tels que les systèmes de parenté, les cultes religieux et les relations qui existent entre eux. Un second élément à prendre en compte est la notion de personne « *neda* » en moore. C'est la personne qui a conscience d'elle-même en tant que personne appartenant à un groupe social et à un groupe mythique<sup>55</sup>. Cette vision de soi en tant que « je » qui englobe le « nous » crée la représentation d'autrui. L'identité se construit par rapport à l'altérité. La représentation d'autrui permet de rendre compte de l'image négative de l'autre, des préjugés qui seraient des sources des conflits autour de l'eau. Le troisième élément est la « prophétie » de l'eau. Ce mécanisme montre qu'il suffit qu'une règle soit dictée par un chef ou un propriétaire de point d'eau, pour que l'eau devienne un objet culturel d'accès limité, un objet de crainte. En d'autres termes, l'eau est anoblie par une instance légitime. C'est l'effet de croyance qui fixe la valeur respectueuse de l'eau et qui s'explique par le poids des normes sociales. Pour comprendre ce système de gestion, il faut interroger à partir de l'histoire sociale les logiques du mode ancien de gestion de l'eau et de celle de la gestion moderne de l'eau, deux univers dotés de règles spécifiques.

---

<sup>55</sup> Le groupe mythique est le domaine des *kinkirga*, du *siiga* chez les Nyonyosse

#### **4.10. Du questionnement à la méthode**

La gestion de l'eau subit une grande mutation. Quittant sa notion de gestion traditionnelle et gratuite, elle s'insère dans une gestion moderne avec un nouveau mode de régulation et de distribution de l'eau. Ceci est visible et lisible dans les textes de la politique nationale de l'eau au Burkina Faso, dans les représentations et les pratiques sociales. Le point d'eau, deuxième élément important de cette gestion, est dans une phase décisive. Une nouvelle gestion de l'eau se dessine. Cette mutation suit les transformations environnementales qui s'intéressent d'avantage au droit d'accès à l'eau pour tous. L'eau quitte son domaine local pour le domaine national abandonnant ainsi sa logique d'altérité. L'individu doit désormais partager l'eau en tenant compte des autres et participer à la consolidation de ce patrimoine commun dont il en devient responsable. Le lien fonctionnel crée alors un espace particulier entre socialités primaire et secondaire. C'est au cœur de cette gestion que se trouve la compréhension. Autrement dit, l'individu devient un peu plus acteur et l'analyse de la gestion de l'eau porte sur la dialectique individuel/collectif. La définition de la compréhension de Shurmans (2003) donne plus d'éclairage sur cette dialectique : « Si les déterminismes existent -biologiques, environnementaux, historiques, culturels, sociaux-, ils ne suffisent pas à la saisie des phénomènes socio-humains. Car ils ne permettent pas d'aborder le travail constant de production de sens qui caractérise notre humanité. L'approche compréhensive se focalisera donc sur le sens ; d'une part, les êtres humains réagissent par rapport aux déterminismes qui pèsent sur eux ; d'autre part, ils sont les propres créateurs de ces déterminismes ». Appliquée à la gestion de l'eau, cette définition montre les logiques des conduites individuelles et collectives des usagers de l'eau dans le sens qu'elles portent sur la signification que chaque individu accorde à son action. Par exemple quel but le maraîcher veut atteindre ? En adhérant à l'association des usagers de l'eau, que pense-t-il des attentes des autres, qu'est-ce que cette association peut lui apporter ?

Dans le cadre de notre thèse, nous nous inscrivons dans l'approche compréhensive sur les interactions homme/homme, homme/environnement, homme/culture en termes d'évolution. Cette approche nous permet de construire notre démarche sur les conflits liés à l'eau. Cette démarche se fait progressivement compte tenu du matériel empirique (investigation sur le terrain). Il s'agit pour nous d'intégrer les réflexions menées depuis le projet Gucre, de les confronter avec les connaissances scientifiques. Autrement dit, il s'agit de produire la construction théorique de nos connaissances sur les conflits liés à l'eau d'une part, d'autre part, il s'agit de réfléchir à la manière à engager pour déconstruire les représentations.

L'approche compréhensive place les agents/acteurs au centre de notre observation. Il s'agit de connaître et de comprendre le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques. Ce sens endogène de l'activité est central pour la compréhension scientifique des conflits liés à l'eau et à sa gestion.

## **4.11 Diversité de matériaux d'investigation liée à l'évolution du questionnement**

### **4.11.1. Les entretiens aux allures de conversation (Granié, 2005)**

Pour la production des données, nous avons privilégié « l'entretien aux allures de conversation ». Il s'agit pour nous d'aller à la rencontre des locuteurs et des locutrices sur le ton de l'échange et surtout de l'écoute. Etre au plus près de nos enquêté(e)s permet d'instaurer un climat de confiance réciproque et permet de libérer la parole. Bien sûr nous n'avons pas donné notre point de vue pendant les situations d'entretien afin de ne pas créer de biais ; mais si on nous le demandait, on le donnait avec beaucoup de prudence une fois l'entretien terminé.

Les récits prennent vie s'ils sont écoutés. Nous étions centrée sur l'écoute de notre interlocuteur(trice). Pour Blanchet (1985), l'entretien participe du changement épistémologique proposé par l'approche compréhensive dans la mesure où il permet de construire l'activité scientifique à partir des questions que se posent les acteurs en relations avec leurs savoirs concrets, plutôt qu'à partir des questions que le chercheur se pose.

Mais des débats sur l'entretien de recherche montrent que les entretiens tendent vers une perspective constructiviste c'est-à-dire que les discours sont vus comme une co-construction de la réalité par les enquêteurs et les enquêtés dans le cadre des interactions sociales. En prenant le contre-pied de différents débats, Granié (2005) parle dans son HDR d'entretiens « aux allures de conversations qui se situent dans une approche compréhensive. Elle démontre pourquoi "ils sont inséparables de la posture du chercheur résolument réflexive" ». Notre posture de chercheur nous permet d'aller dans le même sens parce que nous nous sommes interrogée à maintes reprises sur : comment s'y prendre et pourquoi s'y prendre de telle manière pour recueillir et lire le sens des faits et leur construction ? En quoi notre manière de dire et de faire peut-elle infléchir le recueil de la parole et la compréhension de ce qui est dit ? (C'était là la difficulté majeure de cette posture). Cependant, notre relation au lieu, nos rapports avec les individus, nos efforts d'apprentissage des langues locales et d'adaptation du

milieu, ont été des atouts majeurs dans le choix des mots, dans l'engagement de ces entretiens. « L'entretien aux allures de conversation » nous est apparu plus opérationnel pour la simple raison qu'il nous a permis non seulement de saisir les « définitions/descriptions » que les agents ont d'eux-mêmes mais aussi il nous a permis de comprendre comment les acteurs sociaux se mettent dans la scène, construisent leurs pratiques et le monde social. En effet souligne Granié (2005), « L'expérience humaine a une valeur scientifique dans le sens où elle nous aide à comprendre le social... Cela renvoie à l'habitus social et à la structure sociale de la personnalité, dont parle Elias, 1991 ».

Dans la logique de compréhension, nous avons identifié les différents profils de métiers. Nous avons sélectionné dans les catégories de métiers, celles qui étaient régulièrement concernées par la prise d'eau : les femmes et les maraîchers, un noyau dur de la demande et des tensions. Nous avons constitué un corpus avec ce noyau dur et les différentes catégories d'usagers dans une perspective de compréhension des sources des conflits. Les entretiens étaient enregistrés au départ. L'enquête ne s'est pas limitée au niveau des villages. Etant donné les liens existants entre le local et le régional ou/et le départemental, nous avons interviewé des ressortissants des villages vivant à Ouagadougou ou qui étaient de passage dans les villages. Ces interviews informels avaient pour but de déceler les positions et les rôles pris par des enquêtés dans des prises de décision de leur village. Des entretiens ont été menés auprès des autorités départementales.

#### **4.11.2. L'observation participante**

« L'observation participante sert de sténographie à une navette continue entre l'« intérieur » et l'« extérieur » des événements : d'une part en comprenant par empathie le sens de faits et gestes précis, de l'autre en prenant en compte le recul nécessaire pour situer ces significations dans des contextes plus larges » (Clifford, traduction française 1996). Ainsi, l'observation participante nous a permis non seulement de participer aux interactions, mais également de prendre un peu de distance pour mieux comprendre les interrelations, les stratégies des uns et des autres. Pour ce faire, nous avons effectué des allers-retours dans les villages de l'étude, ils nous ont permis de mieux percevoir et de pénétrer les réalités sociales et de comprendre leurs fondements : relations entre les usagers d'un même quartier, autour d'un même point d'eau, fonctionnement réel du comité de gestion du point d'eau, application effective du mode de gestion de l'eau, les interactions entre les usagers d'une part ; d'autre part entre usagers et les institutions existantes dans le village. Ces allers-retours nous ont

permis de nous réintégrer autant que faire se peut dans le réseau relationnel des femmes en particulier ainsi que dans celui des autres membres de la société. Caratini (2004) souligne à cet effet qu'« au début de son séjour, le chercheur ne peut qu'occuper cette place de l'étranger accepté, qui ne lui est pas donnée d'emblée, d'autant que les raisons de sa présence sont tangibles, donc suspectes ». Nous connaissions les zones d'étude et certains problèmes liés à l'eau. Nous savions que les populations attendent toujours de nouveaux points d'eau parce que nous y étions en tant qu'agent de projet. Dans les villages, la première rencontre avec les enquêtés et le chercheur était décisive et déterminait le cadre des interactions. C'est pourquoi nous avons insisté auprès des enquêteurs sur la raison de notre présence sur le terrain afin qu'ils la rappellent aux enquêtés. Nous nous sommes impliquée dans "leur vie" en dormant avec eux, en mangeant dans le même plat avec les femmes. Les observations que nous avons menées, au cours de ces moments de vie, nous permettaient de mettre en évidence comment les individus perçoivent, évaluent et définissent leur environnement, (les significations subjectives). Au cours de ces observations à un moment donné, nous nous sommes rendu compte de l'importance du sens qu'il y avait à s'intéresser à la gestion de l'eau et aux conflits liés à l'eau. Au niveau des points d'eau, nous avons pompé ou puisé de l'eau pour les femmes et des jeunes filles tout en bavardant avec elles (Cf. photo n°29 p249). Dans la zone de Kongoussi, tout en observant les femmes au cours des séances de formations, nous avons adopté une position de retrait dans le but de mieux les comprendre, surtout de saisir leur capacité d'action. A Loagha, nous étions un peu en retrait pour le respect de la tradition mais surtout à cause du sujet sensible qu'est la gestion de l'eau. Nous avons observé le temps que le *tiibnaba* prenait pour répondre aux questions, la manière dont il suivait du regard notre enquêteur lorsqu'il lui posait les questions. La rencontre suivante était une sorte de réintégration dans le milieu. Les observations nous ont permis de déceler leur point faible : l'absence de l'Etat pour la mise en place d'un point d'eau ce qui était un atout pour nous pour conduire les entretiens.

Dans la zone de Bagré « *hautement politisée où l'activité économique s'intensifie* » nous avons usé de stratégie. Dans un premier temps, nous nous sommes intéressée au marchandage du prix de vente du riz au niveau des marchés tout en observant les stratégies de vente qui pourraient se répercuter au niveau du partage et de la gestion de l'eau. Nous avons également bavardé avec certaines vendeuses sur les difficultés d'écoulement de leurs marchandises, le problème de la participation des femmes aux dépenses familiales, les séances de formations qui pouvaient leur être bénéfiques. Ces bavardages ont été un outil de dévoilement des

rapports sociaux, des jeux de pouvoir, des stratégies en place afin de satisfaire les intérêts personnels. A Bankako et à Gogninga, l'observation de la disposition des récipients au niveau des forages, les réactions impulsives de certaines femmes traduisent les tensions, les conflits, la dégradation des rapports sociaux. Autour des points d'eau d'une part, nous nous sommes impliquée dans l'approvisionnement en aidant certaines femmes à pomper l'eau ou à leur mettre le récipient d'eau sur la tête. D'autre part, nous avons fait de l'observation « distanciée » en vue des interprétations. Au départ, notre changement de statut d'agent de projet au statut de chercheur, avait suscité des réticences et ce n'était pas facile. Le recul a donc favorisé l'émergence de la réflexion. L'observation participante a consisté donc à participer à la vie et aux activités des enquêtés en partant du principe qu'on ne peut étudier les hommes et les femmes qu'en communiquant avec eux et qu'en partageant leur existence. En revanche, le *manizèhi* de Gogninga était très content de notre nouveau statut. Il a souhaité nous livrer son savoir avant son rappel à Dieu.

#### **4.11.3. La photographie**

Elle n'a pas simplement servi à illustrer mais à fixer des faits. Granié (2005) fait remarquer que : « l'image est aussi une pensée concrète qui rassemble des éléments tels que des faits, des façons de faire, des dire, des sentiments. Les images montrent mais pas n'importe comment ; elles traduisent un point de vue sur une réalité ». L'acte photographique est un acte d'appropriation qui entretient un certain rapport avec le savoir et le pouvoir. C'est pourquoi Bourdieu (1965) présente la pratique photographique comme un fait social total. Comme le souligne Tisseron (2005) « l'analyse de toute image peut se déployer dans deux directions complémentaires : en amont vers sa production, et en aval vers ses effets... Mais cette construction historique de la vision, il ne faut pas l'oublier, participe d'une réorganisation générale des rapports du monde », ce monde qui lui-même inclut l'observateur. « Le processus de découverte, de sélection et de décision d'intégration d'éléments nouveaux dans l'espace visible est lui-même une formation du monde » affirme Ouédraogo (2004). En élargissant cette affirmation, nous disons donc que la prise de vue est un construit social et qu'elle est liée à un système de représentations sociales qui sont « le fait à la fois d'héritages historiques, de mises en images ». La prise de vue a permis de franchir à un certain moment « une limite » pour approfondir la réflexion sur le sens donné aux choses et à certains actes sociaux. En effet, « rechercher une intention photographique dans un monde de l' « à peu-près »... oblige à tenter de reconstituer son univers de connaissance, les liens plus ou moins étroits qu'elle noue avec la finalité de la science et de la maîtrise technique » (Ouédraogo, 2004).

Soulignons que les recompositions qui s'opèrent dans ces localités ont contraint le dédoublement des choses, marque d'une évolution de la capacité humaine à la réactualisation et la re-contextualisation des choses. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvée en possession de certaines images parce que l'univers symbolique *« ne doit plus constituer un mythe, il doit être connu chez nous-même ici d'abord, ensuite chez les autres à travers votre recherche pour ceux qui auront l'occasion de la lire. Nous, nous souhaitons que les gens voient et comprennent comment nous agissons et pourquoi nous agissons, peut être comme ça, certaines choses vont changer pour nous<sup>56</sup> »*.

#### **4.12. Faire dialoguer les témoignages et les sources écrites : La recherche documentaire**

La recherche ne se limite pas qu'aux données de terrain. Nous nous sommes référée à nos écrits quand nous étions dans le projet, à nos prises de notes au cours des entretiens. Le soir, nous avons souvent confronté les propos du terrain avec nos notes. Cela a permis de recentrer certaines questions, de confronter les discours livrés à un agent de projet à ceux livrés à un chercheur. La différence est sans appel. Par exemple, nous avons recueilli d'autres discours sur l'historique des villages de Bagré centre, de Loagha, sur les sources des conflits. Ces petites remarques nous ont conduite à changer notre manière d'aborder le terrain. Des visites de courtoisie sans papier et sans magnétophone nous ont permis de recueillir des informations précieuses. A la fin du séjour, au moment de se quitter, nous sommes revenue sur certaines questions que nous voulions approfondir.

##### *Des données institutionnelles*

Nous avons fait la synthèse des documents que nous avons consultés à la MOB, au Secrétariat Permanent du Pagire (SP/Pagire), à la direction générale de l'eau, au ministère de l'élevage, au ministère de l'agriculture et des ressources halieutiques. Nous avons essayé de revoir les décisions prises pour mettre en lumière les préoccupations différentes à des périodes données. Nous avons retracé l'évolution de la politique nationale de l'eau. Cela a permis de voir que des objectifs et des contraintes en matière d'eau ressortaient dans ces documents nationaux.

##### *Des documents et des manifestations scientifiques*

Nous avons consulté des publications scientifiques (articles, revues), des travaux d'étudiants sur des sujets similaires ou autres documents qui pouvaient nous apporter plus d'éclairage sur

---

<sup>56</sup> Extrait d'entretien à Kongoussi, avril 2009 avec SD, marié, 37 ans, prince Nyonyonga.

notre travail. Nous avons participé à des manifestations scientifiques (colloque, ateliers) qui nous ont permis d'améliorer nos connaissances et notre bibliographie, de comprendre les contraintes particulières imposées dans d'autres pays. Ils nous ont convaincue d'adopter la pluridisciplinarité dans le cadre de notre recherche.

#### *Des recherches historiques et sociopolitiques*

Nous nous sommes beaucoup inspirée des enquêtes que nous avons menées en 1997 dans le cadre des conflits agriculteurs/éleveurs pour établir le lien entre les innovations techniques, technologiques et leur contexte socio-politique. Nous nous sommes entretenue avec des responsables coutumiers Mossi qui n'appartenaient pas à nos zones de travail. Nous avons assisté en juin 2009 à des rites coutumiers des masques nyonnyossé à Béoogho (village nyonyogha situé dans le département de Tanghin à 70 km de Ouagadougou). Ces démarches avaient pour objectif de relire l'histoire des Mossi et des Nyonyossé et de saisir leur évolution afin de mieux comprendre le sens des pratiques humaines et leur combinaison dans un monde rural en pleine mutation. C'est dans ce sens que nous avons rencontré le ministre de la culture (le Larlé naba) de sa majesté Le mogho naba de Ouagadougou. Ces démarches ont été « renforcées » avec la lecture de l'ouvrage de Dim Delobson (1932) Les secrets des sorciers noirs. Ce livre nous a donné plus d'éclairage sur l'histoire des Mossi ; il nous a permis de pénétrer en partie un monde dit de secrets, craint et qui reste fermé, et de le déconstruire pour mieux appréhender le sens des conflits. Dim Delobson, est à notre connaissance, le seul à analyser le secret de ce monde dit « de secrets ».

### **4.13. L'Analyse des matériaux**

La méthode d'analyse de ce travail s'est basée sur la nature des données en fonction des thèmes abordés. En rappel, nous avons utilisé des données quantitatives et qualitatives. Pour le corpus d'entretien, notre choix s'est porté sur la lecture et l'analyse du discours selon une technique qui privilégie l'analyse thématique et textuelle en repérant les différents éléments constitutifs du discours, en les isolant et en procédant à la catégorisation (Granié, 2001). L'analyse thématique sur l'identification des individus ayant en charge le mode ancien et le mode nouveau de gestion de l'eau, les responsables des associations et des groupements a permis de voir le mode d'appropriation et le niveau d'implication des usagers dans la gestion de l'eau. Nous avons revisité l'analyse de la politique nationale de l'eau (ce qui avait déjà été fait dans le cadre du projet) pour voir la connaissance qu'en avaient les agents/acteurs et pour appréhender leur vision et leurs attentes face à cette politique. L'analyse sur les changements



qui s'opèrent de façon accélérée et à tous les niveaux de l'espace social a été faite pour cerner les stratégies des agents/acteurs, les nouvelles règles sur la gestion de l'eau. L'analyse a aussi porté sur les évolutions possibles des règles sociales de même que sur les conséquences de ces évolutions sur les ressources et le territoire. Elle a concerné les interdépendances entre les individus d'un même territoire d'une part, d'autre part, sur ce qui fonde ces interdépendances. Dans le cadre de la gestion de l'eau, l'analyse a porté sur ce qui est enjeu pour les uns et atouts pour les autres.

Dans les pages précédentes, nous avons souligné que la gestion de l'eau est un construit social. Elle évolue et se transforme en problèmes sociaux pour la préservation et la conservation des biens sociaux due aux problèmes environnementaux (raréfaction de ressources naturelles, accroissement de la population, etc.).

La complexité du système de la gestion de l'eau, élément central des interactions entre les agents/acteurs et entre les agents/acteurs et les institutions, est basée sur la capacité de chaque agent/acteur et de chaque institution à agir de lui-même ou d'elle-même et en fonction de ses acquis antérieurs.

Le cadre théorique pour analyser la question de la gestion de l'eau autour du bassin versant du Nakambé se situe dans une perspective du changement social. Il s'est agi de comprendre le champ de la gestion de l'eau ; de repérer tous les acteurs, de suivre leurs trajectoires, de les observer autour des points d'eau ; d'analyser l'avènement de la politique de l'eau à travers sa gestion. De quelle manière faut-il alors penser le changement social à partir de la gestion de l'eau en milieu rural ?

Le contexte de la recherche a été analysé à partir des points de vue des logiques sociales qui structurent le rapport à l'environnement et à l'adaptation des acteurs sociaux aux principes nouveaux de la gestion de l'eau. Cette analyse a été faite sur le plan institutionnel, organisationnel et par la compréhension des interactions.

Le courant de l'interactionnisme symbolique nous semble le plus adéquat pour penser «la réalité socialement construite». C'est une méthode d'analyse appropriée pour les interrogations sur les types d'"acteurs" et d'institutions car elle nous permet de comprendre les manifestations du système de gestion de l'eau en milieu rural. Elle a servi de référence théorique de base de ce travail. L'interactionnisme symbolique étudie les interactions sociales comme «un processus de communication symbolique» entre les "acteurs". C'est l'activité au

moyen de laquelle les individus interprètent les comportements réciproques et agissent sur la base des significations conférées par cette interprétation.

#### **4.14. Difficultés rencontrées et stratégies adoptées pour les contourner**

##### *La familiarité avec le terrain : proximité enquêtés/enquêtrice*

Le fait d'avoir travaillé pendant cinq ans auparavant comme agent de projet sur le terrain d'étude de la thèse a produit des effets négatifs au départ dans le sens où les personnes rencontrées considéraient que ce que les enquêteurs leur demandaient, elles nous l'avaient déjà dit... mais une explication claire du travail de recherche a atténué ce biais. En contre point, les liens que nous avons tissés, les rapports de confiance avec certaines personnes enquêtées ont permis d'aller en profondeur dans les récits recueillis.

Néanmoins les écarts entre chercheur/enquêtés ou enquêteur/enquêtés peuvent se percevoir dans certaines situations. Il y a des choses qu'on ne dit pas aux « autres ». Nous avons su surmonter ces difficultés par notre bonne connaissance du terrain. Nous constatons que c'est avec des migrants de retour, des personnes qui ont acquis une autre position par le biais de l'école, une réussite sociale, que nous avons recueilli les meilleures informations. Ils semblaient ne plus avoir de raisons de se contrôler et n'hésitaient pas à nous donner le fond de leurs pensées sur la période que nous évoquions. « Dans certains cas, ces entretiens prenaient la forme de fascinante histoire de vie » (Muller, 1999).

##### *Les prises de notes*

La méfiance de certains enquêtés nous a contrainte à certains moments à des prises de notes. Les enquêtés analphabètes, en l'occurrence des hommes, nous ont souvent demandé d'arrêter le magnétophone. Nous savions que pour des questions sensibles, les enquêtés n'acceptent pas d'être enregistrés. On recueille les bonnes réponses dans « le hors antenne, c'est mieux ». En fait, ce jargon qui sous-entend l'anonymat, facilite la liberté d'expression. Nous nous sommes servi de nos expériences antérieures de terrain pour ne pas insister sur le refus de certains enquêtés de ne pas être enregistrés. Nous avons pris l'habitude de prendre des notes au cours de nos activités au sein du projet. « Simplement, dans le cas où l'on se contente d'une prise de note, il est absolument indispensable, (bien que cela soit particulièrement fastidieux) de reprendre en détail- le plus vite possible, je conseille, là encore, le premier café en vue - les notes prises au cours de l'interview de façon à retrouver les formulations utilisées

par l'interlocuteur ». (Muller, 1999). Pour compléter les prises de notes, nous avons adopté la stratégie de causeries banales que nous avons dirigées furtivement sur un thème dont les réponses ne nous avaient pas donné une grande satisfaction.

## **Conclusion du quatrième chapitre**

La construction du questionnement sur la genèse de conflits autour des points d'eau nous a conduite à opter pour une approche de type constructiviste qui prend en compte l'histoire et les pratiques quotidiennes des habitants des villages concernés par notre étude. Elle s'inscrit résolument au plus près des identités ethniques sociales et culturelles. Nous avons nécessairement invité la gouvernance qui aujourd'hui régit les questions de l'eau dans une optique de modernité, ceci dans un monde social en action, imprégné très fortement par les pratiques coutumières et les diverses croyances.

Les représentations sociales sont convoquées comme éclairage du sens des pratiques, ainsi l'approche compréhensive et l'observation ethnographique ont été privilégiées pour aller au plus près des réalités sociales et culturelles liées à l'eau. La mise à distance avec le terrain familier a été nécessaire. C'est avec beaucoup d'engouement que nous souhaitons lier nos compétences en développement à celles de chercheurs en action.

## Partie II : Résultats. Les sociétés et l'eau

« Si l'homme est en mouvement, l'eau est histoire

Si l'homme est en peuple, l'eau est le monde

Si l'homme est vivant, l'eau c'est la vie ».

**Joan Manuel Serrat**

## Chapitre 5 : les sociétés et l'eau

Il s'agit dans cette partie, d'aborder les représentations de l'eau dans les cultures moaga et bisca d'une part et la gestion moderne élaborée par l'Etat et des partenaires d'autre part. Les cultures nyonyonga et bisca et la culture moderne ont les mêmes représentations de l'eau ? Quelles sont les caractéristiques de la représentation de l'eau dans les cultures nyonyonga et bisca ? Quels sont le rôle et la place de l'eau dans les traditions nyonyonga et bisca ?

Sans aucun doute, l'eau est un élément essentiel et vital pour toute vie humaine. Cependant, sa perception et sa représentation diffèrent selon les cultures. En effet, pour s'adapter à son environnement, l'homme s'est doté de pratiques et de conduites sociales qui paraissent aller de soi comme le souligne Weber. Nous cherchons à bien explorer la notion de culture chez les Nyonyossé et les Bisca. Ce n'est que dans cette perspective que notre première hypothèse devient pertinente. Il s'agit dans ce chapitre de faire ressortir des éléments essentiels de l'histoire, de l'organisation sociale et politique des sociétés moaga et bisca pour faciliter la compréhension des représentations de l'eau. L'objectif ici est de montrer les capacités à la fois de conservation et d'innovation des acteurs locaux. En d'autres termes, il s'agit de mener une analyse sur les rapports qui existent entre l'histoire et les valeurs culturelles, l'organisation sociale et politique des Nyonyossé et des Bisca. La représentation est avant tout une interprétation de la réalité. La définition de Moscovici (1969) permet de mieux l'appréhender : « Une représentation sociale est un système de valeurs, de notions et de pratiques ayant une double vocation. Tout d'abord, d'instaurer un ordre qui donne aux individus la possibilité de s'orienter dans l'environnement social, matériel et de le dominer. Ensuite d'assurer la communication entre les membres d'une communauté en leur proposant un code pour nommer et classer de manière univoque les parties de leur monde, de leur histoire individuelle ou collective ».

### 5.1. Histoire, organisation sociale et politique moaga et bisca

Les Mossi d'origine Mandé, à la suite des conquêtes, seraient arrivés entre le XIII<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle en Haute Volta en provenance du nord du Gambagha (Ghana actuel). Ils constituent 49% de la population burkinabé, repartis sur « 85% de la superficie du pays et dont l'altitude moyenne est de 300m<sup>3</sup> » (Halpoudougou, 1992). Les conquêtes des Mossi se sont faites en chassant ou en assimilant les populations autochtones : les Nyonyosse, les Kurumba et les

Dogons selon Badini (1994). Ils sont reconnus comme la population la plus homogène aux structures sociales fortes et centralisées. Ainsi, le pouvoir politique moaga est géré d'une part par les *Nakombsé* (les conquérants) c'est-à-dire les nobles qui jouissent d'un prestige, d'autre part, par les *talse* (hommes libres) et les descendants des premiers occupants de l'actuel plateau mossi qui sont les "acteurs" de la production économique. L'organisation politique reflète cette classification où l'essentiel du pouvoir est partagé entre les conquérants les *nakombsé* et les autochtones qui sont les *tengbissi* (Bonnet 1977, Badini 1994). Les *tengbissi* sont les anciennes familles Nyonyosse, Kourumba ou Dogon. Ainsi, les *nakombse* gèrent le pouvoir politique tandis que les *tengbissi* sont les responsables du pouvoir religieux notamment le culte de la terre, celui de l'eau, celui des ancêtres et celui des génies. Les *talse* qui constituent la majorité du groupe moaga, sont soumis aux pouvoirs des *nakombse* et des *tengbissi*. Les *Saaba* (les forgerons constituent une caste qui joue un rôle important dans la survie de la société moaga (Badini, 1994). Badini relève qu'ils sont craints et honorés, méprisés et recherchés. Cette position sociale ambiguë vient du fait que ce sont eux qui fabriquent les instruments pour travailler la terre, ce sont les fossoyeurs ; leurs femmes font la poterie.

Les Mossi ont toujours constitué une société bien structurée, dotée d'un pouvoir politique très centralisé. Les trois grands royaumes les plus connus sont : le royaume du Nord (Yatenga où le Nakambé prend sa source), le royaume de Tenkodogo à l'est du pays (traversé par le Nakambé), Le royaume du centre Ouagadougou (traversé également par le Nakambé). Le Mogho naba est le chef suprême des Mossi. Il exerce de nos jours, une influence sur le peuple moaga et continue à jouer un rôle dans la gestion du pouvoir moderne au Burkina Faso. Il constitue un enjeu électoral pour la classe politique qui se bat pour avoir sa caution en tant que chef suprême des Mossi et s'assurer ainsi du soutien de ses « sujets » sur lesquels il exerce encore son autorité (Badini, 1994). Même si le Mogho naba est le chef et représentant du pouvoir politique, le pouvoir religieux incombe au *tengsoba* qui assure également les sacrifices pour légitimer l'installation d'un nouveau chef.

Les Bissa occupent géographiquement la partie méridionale du pays. Cette zone demeure toujours marquée par la présence de l'onchocercose, maladie transmise par la simule ou mouche tsé tsé. Elle serait une des causes de migration des populations. Selon le dernier recensement de 2005, les Bissa représentent 5% de la population totale du pays. Les Bissa ont adopté la même division de la société en groupes distincts que les Mossi. En effet, Faure (1996) a montré que l'histoire des Bissa et des Mossi est inséparable à cause de la légende

selon laquelle Ouédraogo, le fondateur de Tenkodogo (premier royaume moaga), serait le fils d'un chasseur Rialé qui serait un Bissa et de la princesse Yennega, fille du roi de Gambaga. Les membres de la lignée du chef sont les *nabirô* et les autres sont les *talgarô*. Les *nabirô* sont les détenteurs du pouvoir politique. Ils jouissent des prérogatives par rapport aux divinités. Le *talabéga* (chef de la terre) exerce les cultes dédiés à la terre, aux eaux souterraines et il assure la célébration des rites pour certains génies.

Le modèle politique des sociétés nyonyonga et bisca est basé sur la communauté villageoise et le royaume constitue la forme achevée chez les Mossi (Nyonyossé). Il n'existe pas de royaume chez les Bissa. Le système de communauté villageoise demeure la règle (Fainzang 1986, Faure 1994). Dachet (1992) a montré que la composition d'un village est conforme à beaucoup de sociétés en Afrique de l'Ouest. L'appartenance à un même ancêtre constitue le lien principal entre les membres d'une même famille. La référence « aux ancêtres servira de ciment garantissant la cohésion du groupe familial et lui assurera sa force » (Badini, 1994). Il en est de même chez les Bissa. Cependant, avec l'influence du modernisme, la famille élargie tend à se disloquer et le lieu d'habitation a tendance à refléter cette nouvelle situation. La vie économique est dominée par l'agriculture chez les Mossi, les Nyonyossé et les Bissa. Les populations pratiquaient l'agriculture familiale qui tend à s'individualiser avec l'économie de marché, la migration et la politique de l'Etat à travers la journée nationale du paysan, la petite irrigation.

Soulignons que malgré le vent de la modernité qui s'instaure dans les milieux ruraux, les Nyonyonga et les Bissa conservent leurs représentations culturelles. L'autorité du chef est reconnue et respectée chez les Mossi et les Nyonyonga. Fainzang (1986) a montré que malgré la présence de l'islam, le système symbolique bisca n'a pas changé en profondeur. Les représentations moaga et bisca du cosmos permettront de comprendre la représentation de l'eau et sa gestion.

## 5.2. Représentation de l'eau dans la culture moaga et bissa

« Les forces imaginantes de notre esprit se développent sur deux axes très différents. Les unes trouvent leur essor dans la nouveauté ; elles s'amuse du pittoresque, de la variété, de l'évènement inattendu (...) Les autres forces imaginantes creusent le fond de l'être ; elles veulent trouver dans l'être, à la fois, le primitif et l'éternel. Elles dominent la saison et l'histoire». (Bachelard, 1942).

*« Quand on dit que l'eau c'est la vie, ce n'est pas parce qu'on la boit, qu'on se lave ou bien qu'on fait tout avec elle, l'eau c'est plus que ça. Voilà pourquoi chez les Mossi des fois il est interdit aux femmes de fermer la marmite lorsqu'elles font bouillir de l'eau<sup>57</sup> ! ».*

Pour aborder les conduites des agents/acteurs dans les espaces sociaux notamment autour des différents points d'eau, nous avons tenté de mener la réflexion sur la culture de l'eau en milieu rural. L'eau et la culture sont indissociables par le fait que l'eau est le fondement de toute vie humaine comme le montre cet extrait d'entretien avec les responsables coutumiers de Loagha et les responsables du musée de l'eau : « *L'homme est fait d'eau et sans eau aucune âme ne peut exister et vivre* ». Elle est la base de l'organisation sociale en milieu rural et elle préside à toutes les activités humaines. « L'eau et la culture sont des fluides- concret pour l'un et immortel pour l'autre- qui relie entre eux les membres d'une société humaine » Olivier cité par Bouguerra (2006).

La culture de l'eau va nous permettre d'analyser les processus d'intériorisation par les usagers d'un ensemble de normes et de valeurs spécifiques au mode ancien et au mode nouveau de la gestion de l'eau. Le mode traditionnel de gestion de l'eau impose des règles pour l'usage et le partage de l'eau qui sont liés aux valeurs sociales de chaque milieu. La diversité des usages et des usagers font que ces règles ne sont pas perçues de la même manière par tous les usagers. Par exemple, ceux qui se disent « *enfants de l'eau*<sup>58</sup> » s'approvisionnent sans aucune crainte au niveau du lac bam ou au niveau du fleuve Nakambé aux endroits prescrits pour les sacrifices. Par contre, ces lieux sont censés être dangereux voir inaccessibles pour les autres usagers. C'est à ce niveau qu'on peut parler véritablement de culture de l'eau qui, telle que nous l'avons observée, introduit des inégalités d'accès à l'eau. Ce qui est contraire avec le nouveau mode de gestion qui privilégie l'accès à l'eau à tous les usagers.

---

<sup>57</sup> Entretien avec un responsable coutumier de Sa Majesté octobre 2006.

<sup>58</sup> Il s'agit des autochtones.



La culture renvoie à un ensemble de pratiques, de systèmes de pensée, ou d'actions qui permet à un individu ou un groupe social, de se situer par rapport aux autres dans une singularité qui participe à la construction de son identité. Les investigations menées sur le terrain montrent que malgré les différences ethniques et de langues, les Mossi et les Bissa présentent des éléments culturels, parfois, notamment un ensemble de pratiques et de représentations liées à la gestion de l'eau. « Dans son acceptation la plus unanimiste, la culture caractérise, par son opposition à la nature, la somme des réalisations accumulées par l'humanité au long des siècles du processus de civilisation. De cette somme, une partie s'incarne dans des productions symboliques dont la variabilité historique et spatiale démontre par elle-même qu'elles répondent partout, mais de manière différente et changeante, à un ensemble de nécessités fonctionnelles d'organisation des rapports entre les individus et entre les groupes au sein d'un ensemble social, entre les individus et leur environnement naturel, entre les individus d'une génération ou d'une époque données et les générations ou époques antérieures ou futures ». (Menger, 2001). Cette définition indique que des individus et des groupes peuvent partager des manières de penser et de faire. La culture a un caractère structurant au niveau de la relation individu-monde. Gaudibert (1977) définit la culture comme « une totalité de représentations, valeurs, comportements, modèles (patterns) et de règles qui régissent la vision et le mode de vie d'un groupe social, et donc qui le composent ». Les Bissa et les Nyonyossé ont des cultures spécifiques mais se retrouvent dans certaines représentations liées à l'eau : la référence à Dieu, aux ancêtres et aux génies. « Chaque culture possède des connaissances et des comportements qui lui sont propres ; c'est pourquoi les techniques de gestion des ressources en eau doivent être adaptées à la culture donc tenir pleinement compte de la dimension culturelle. Le dialogue interculturel doit permettre de sensibiliser, de mettre au point des outils et d'encourager leur utilisation <sup>59</sup> ». C'est pourquoi il faut toujours considérer la relation entre les points d'eau, le territoire et la société dans les prises de décision en matière d'eau. Dans ce contexte de crise, un nouveau modèle de gestion de l'eau a été mis en place que l'on peut qualifier de culture de l'eau. En milieu rural, ce mot ne conviendra pas parce que tels que les comités de gestion de l'eau et les tours de prise d'eau sont élaborés, on se rend compte qu'ils n'en tiennent pas compte de la division sociale du travail, des rapports aînés/cadets. Ce modèle ne tient pas compte du rapport de genre. Cependant, « placer ce mouvement sous l'égide de la culture n'est pas un fait du hasard, ni un recours sémantique, reflète la nécessité d'ouvrir de nouvelles optiques en profondeur et pas

---

<sup>59</sup> Journée mondiale de l'eau du 22 mars 2006. Unesco [http:// www.un.org/french/waterforlifedecade/](http://www.un.org/french/waterforlifedecade/)

seulement dans le domaine de la technique, de la stratégie ou des tactiques politiques ...Il s'agit de comprendre les rivières comme des corps vivants, complexes et dynamiques et non comme de simples collecteurs d'eau ...<sup>60</sup>».

Depuis le XXème siècle précisément, les changements qui s'opèrent dans le monde ont affecté les conditions de vie des hommes (croissance démographique, migrations des populations) et les ressources naturelles notamment l'eau et les forêts. La gestion de l'eau est devenue une préoccupation très importante aussi bien pour les décideurs que pour les populations locales. Le Sommet de Rio en 1992 avait attiré l'attention des décideurs politiques sur le problème. Le mode traditionnel de gestion de l'eau se trouve devancé par le mode moderne de gestion de l'eau qui vise à la multiplication et la répartition des points d'eau qui ne se réfère pas à la représentation de l'eau par les usagers.

La représentation sociale « est un système de savoir, de croyance et d'attitudes, émanant d'agents collectifs, justifiant, décrivant ou engendrant des pratiques socio-économiques, culturelles, religieuses ou politiques spécifiques » (Ferréol et Jucquois, 2004). Une telle définition nous permet de dire en fonction de nos résultats de terrain de dire que les actions des responsables coutumiers reposent sur une connaissance et un savoir-faire spécifiques des propriétés fécondes et surnaturelles de la terre, des arbres pour conserver et gérer l'eau. En nous limitant sur la connaissance, nous sommes tentée de dire que les deux modes de gestion de l'eau abordent la même démarche c'est-à-dire le savoir-faire pour la disponibilité, la conservation et la gestion durable de l'eau. En ce moment peut-on supposer que chaque usager peut s'approvisionner en fonction de ses besoins à n'importe quel point d'eau ? Si le mode moderne de l'eau s'intéresse à la qualité, au mode de régulation de prise de l'eau et à sa valeur économique, le mode ancien, s'intéresse « au sens » de l'eau en tant que « *don de dieu* », en tant qu'élément culturel qui participe à la construction sociale d'un individu et d'une communauté. L'eau est au fondement de la vie d'un individu et d'une communauté donc le manque d'eau constitue une rupture dans l'apparition et l'accomplissement d'une destinée singulière et/ou collective. L'eau requiert de ce fait un sens, une signification ancrée dans les représentations sociales.

Si le mode moderne met l'accent sur une représentation « technique », nous verrons dans les développements qui vont suivre que la conception nyonyonga et bissa accordent la priorité à des représentations sociales et religieuses.

---

<sup>60</sup> <http://rivièrenet.org/Iberizn/manifeste%20fondation%20nce-f.htm>;

Le mode traditionnel de gestion de l'eau renvoie à des pratiques rituelles qui englobent différents niveaux d'actions et qui incluent la totalité de l'être humain à travers sa conception et son appartenance. Depuis le projet Gucre, nous cherchons à mieux appréhender les fondements et les sources de légitimation des pratiques de gestion de l'eau dans chaque localité. Nous avons toujours voulu comprendre pourquoi on refuse souvent l'eau pendant la période cruciale de pénurie d'eau (mois de mars, avril), pourquoi on préfère faire deux ou trois kilomètres pour s'approvisionner dans un autre village au lieu de s'approvisionner à tel point d'eau du village. Les raisons politiques et/ou la perturbation des tours d'eau avancées ne nous avaient jamais convaincue. Nous nous sommes rendue compte au cours de cette recherche que les sentiments à l'égard de l'eau servent de justification à l'existence des interdits et de légitimation à leur nécessité.

### **5.2.1. Les facteurs culturels de l'eau chez les Nyonyossé**

La quasi-totalité des ressources en eau du Burkina Faso provient des pluies. Dans les zones où nous avons mené les enquêtes pour cette recherche, la gestion de l'eau provenant des pluies et du sous-sol, relève du domaine des chefs de terre. En milieu moaga, les chefs de terre sont les Nyonyossé. Pour comprendre la gestion de l'eau de la société moaga, il faut d'abord se référer à la vision globale que cette dernière a du monde et de l'humain

En effet, la structure idéologique de la société nyonyonga accorde une place importante au surnaturel dont les forces invisibles de la nature : Dieu, les esprits. Il s'agit de l'imaginaire c'est-à-dire derrière la vision objective, tout ce que l'homme prête à l'espace dans lequel il est, en plus de sa simple existence et de ses propriétés objectivables comme le *tempeelen*. Qu'est-ce que le monde chez les Mossi ?

#### **La vision du monde chez les Nyonyossé**

Dans tous les villages nyonyossé enquêtés, il ressort que « *la terre est une divinité* ». Les Nyonyossé la désignent par le *tempeelem*. Comme l'a indiqué Pégeard (1969), à Loagha les gens considèrent le *tempeelem* comme « *une immense force occulte ayant ses serviteurs (tengsobendâmba) et ses supports privilégiés (tenkuuga)* ». Cette considération est la base du mode d'occupation de l'espace et de la vision du monde. La terre en tant que divinité implique chez les groupes mossi la maîtrise d'un savoir-faire spécifique pour pouvoir l'habiter et l'exploiter. Ce savoir-faire spécifique donne deux visions du monde:

*Le monde visible* qui est l'espace d'habitation, des pratiques culturelles, l'espace matériel habité par les hommes. Il s'agit de *tenga* qui désigne la terre et aussi le village. Le village, en

fonction des représentations sociales, est un terroir historique et culturel dont le découpage au plan coutumier diffère largement du découpage administratif. Selon le *tengsoba* et les *biisnaabananemsé* (chefs du sol), le découpage du village dépasse les limites géographiques.

Selon la coutume, les limites de Loagha s'étendraient sur cinq villages environnants. Selon le régime coutumier, le village est organisé en chefferies locales (que les Mossi ont réussi à accaparer) et dans la maîtrise de la terre faite par les autochtones (les Nyonyossé).

Selon la conception nyonyonga, l'espace village est organisé en quartiers lignages ayant chacun à sa tête un *buudu-kasma* ou *tengsoba* mais le *tengsoba* n'est pas dans tous les quartiers. Nous constatons que l'espace est approprié de manière collective lignagère en fonction des considérations symboliques liées à la terre. C'est le *tengsoba* qui officie les rituels. Comment procède-t-il ? Sur quoi repose sa capacité de maîtrise de la terre ?

Une lecture de la légende mythique de l'origine des Nyonyossé donne une compréhension du rôle d'un *tengsoba* en pays moaga. Les entretiens que nous avons menés à Loagha et à Kora avec les responsables coutumiers révèlent que l'ancêtre Nyonyoga « *descendu du ciel ou sorti de la terre aurait trouvé aux premiers instants de son apparition, un morceau de fer par terre. Il s'en servit pour gratter le sol. De ce premier geste, l'eau a jailli. Il s'en abreuva et continua le mouvement. Le sang a coulé. Au dernier mouvement, c'est le lait qui a jailli... Voilà pourquoi chez les Mossi il est interdit que les nobles épousent des forgerons qui travaillent le fer ou des Peulhs qui s'occupent des bœufs* ». Dans la recherche documentaire, nous avons retrouvé un récit similaire sur la légende royale des Kouroumba (Staude, 1961)<sup>61</sup> de Mengao dans la province du Loroum située à 70km de Koungoussi. Cette légende mythique selon nos enquêtés est à l'origine des relations d'interdépendance de l'homme et de la terre. Les relations d'interdépendances fonctionnelles permettent aux individus de forger leurs conduites, de dompter leur environnement pour s'y faire une place.

Comme les faits sociaux « ne sauraient se confondre avec les phénomènes organiques puisqu'ils consistent en représentations et en actions, ni avec les phénomènes psychiques lesquels n'ont d'existence que dans la conscience individuelle et par elle » (Durkheim, 1894), nous sommes tentée de dire que la représentation de la terre qui se crée dans l'irréel, est transformée en règle et mise en pratique par les individus. L'analyse de cette légende nous conduit vers les travaux sur les représentations de Durkheim et Weber.

---

<sup>61</sup> Staude W « La légende royale des Kouroumba » in Journal de la Société des Africanistes, 1961, v31, n°2 PP 209-256.

Pour Durkheim (1889), la communauté est une entité qui exclut la distinction des parties. Elle est l'accord de plusieurs consciences qui sont ouvertes les unes aux autres, qui éprouvent en commun toutes les actions ; c'est le déterminisme social. « *C'est comme ça depuis le temps de nos ancêtres et personne ne doit s'amuser avec ça...le beurre de karité est calme mais il ne dort pas !...* »<sup>62</sup> (*Le chef ne parle pas, mais il est toujours aux aguets*) ». Les non originaires des villages ont compris qu'ils sont soumis à un accord « silencieux » : « *un demandeur n'a rien d'autre chose à faire sauf qu'à se soumettre bien au contraire ! Il respecte ce qu'on lui dit... En quittant chez nous, les grandes personnes nous ont recommandé de toujours respecter les hôtes. Ils ont ajouté que quand tu arrives dans un coin, si tu vois les gens marcher sur la tête, tu en fais autant sans demander pourquoi et voila pourquoi le pintadeau sait que la poule n'est pas sa mère mais il la suit quand même* »<sup>63</sup>.

En accord avec Weber (1995), nous pensons que l'action sociale est le résultat des actions individuelles. Les individus sont conditionnés par des déterminants traditionnels (habitude), des déterminants affectifs (qui naissent dans un rapport émotionnel à l'œuvre) et des déterminants rationnels (qui obéissent au principe de l'action qui est en interaction avec les représentations elles-mêmes). L'agrégat d'individus est alors insuffisant par rapport aux manifestations extérieures des actions humaines. Weber voit dans les représentations le pouvoir d'anticiper et de prescrire le comportement des individus, de les programmer, tel qu'il le décrit dans sa préface. Les villages Mossi sont toujours divisés en *woégo* appartenant à des *tengsobedemba* à cause de leurs antériorités sur les lieux. *Wéogo* est le domaine des habitants du monde invisibles et des symboles de protection et de providence qui sont : *Wende* (*Naba zid-wendé*), *Kinkirsé*, *Yaabademba*, *Tempelem*, *Tiisé*, *Kiimsé*.

Nous avons pu comprendre en partie le mystère de la maîtrise de la terre et ce, malgré notre statut de femme qui, dans les sociétés étudiées, sont tenues à l'écart des "secrets" et de la gestion de la terre donc de la gestion de l'eau. Le *tengsoba* agit sur la terre grâce au *yoyôré*. (Cf le *nayisgu* p 178). Nos interlocuteurs disent qu'il est plus fort que la sorcellerie qui ne va pas au-delà de l'être. C'est en vertu d'un pouvoir magique semblable qui aurait permis la venue sur terre de l'ancêtre mythique Nyoyoaga (qu'il ait été *teng-n-psumdi* ou *gisga*). Le *yoyôré* est un pouvoir à la fois visible et invisible caractérisé par la détention de poudre et de potions magiques aux origines diverses. Visible par rapport à ses signes matériels et à la

---

<sup>62</sup> Propos d'un responsable coutumier 64 ans, marié.

<sup>63</sup> Extraits d'entretien à Loagha et Kora avec O J, OK, SB, BH

forme humaine ; et invisible lors de sa pratique réelle appelée chevauchement pendant laquelle tout se passe dans l'autre monde. L'intronisation du nouveau chef de terre et de l'eau donne plus de compréhension sur les sources du pouvoir traditionnel nyonyonga.

**Encadré 3 :** notes de conversations avec Germain pour le *nayisgu*

« -Madame ! il faut que vous soyez à Kongoussi demain matin. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait la cérémonie d'intronisation d'un tengsoba à côté de mon village.

-D'accord j'y serai.

-Ah ! j'oubliais, venez sans appareil photo et sans magnétophone ! (Il était 22h40).

Le lendemain à la gare, Germain me dicte quelques lignes de conduite pour la cérémonie... -J'ai vu certains yanga... vous serez devant pour mieux voir. Mais pas de prise de notes, ni de questions parce que actuellement les responsables coutumiers se méfient à cause des vols des secrets et des vols des objets coutumiers. Pour cela, des masques et des surveillants veillent sur tout ! Il y aura des tournées du dolo et du zoom-koom. Ne touchez pas à la première tournée ça, c'est pour les initiés... Pour le retour, je vous ferai signe car ce n'est pas tout le monde qui reste jusqu'à la fin...Après, nous pourrions revenir si vous le voulez pour les questions mais aujourd'hui, vous prenez part à la cérémonie tout simplement... J'ai vu un yanga qui connaît un photographe qui sera là. Il paraît que ce sont les fils du chef qu'on intronise qui veulent faire des photos donc après, nous verrons avec ce dernier... ».

**Encadré 4 :** notes de conversations avec Halidou

« Depuis la France, je ressentais une certaine monotonie dans mes réponses au moment du dépouillement. N'ai-je pas bien conduis mes entretiens ? J'ai appelé Germain pour un probable retour sur le terrain une fois rentrée. C'est avec découragement que je suis repartie au pays en décembre. Au mois d'avril quand j'ai repris le travail, j'étais toujours confrontée à cette insatisfaction. J'ai rencontré le Larlé naba, le ministre de la culture du Mooro naba de Ouagadougou. Il m'a raconté beaucoup de choses mais une seule avait attiré mon attention : naaba zid wend baad koom, teng tèmpeelem, baadi koom id yaabazd dee komm ...les incantations pour les offrandes ! Un peu réconfortée après cette rencontre, je me suis dit qu'il fallait prendre un peu de recul avec mon terrain pour bien comprendre le rapport eau/terre capital pour l'analyse des conflits. J'ai choisi le plateau central et notamment la zone de Loumbila situé à 35km de Ouagadougou parce que j'ai senti que je payais le coût de ma familiarité avec mon terrain. J'ai expliqué à Halidou un ancien

*animateur de projet Gucre, originaire de cette localité, ce que je voulais en prenant le soin de le laisser travailler seul. Dès qu'il a fini son travail, il m'a appelé. En parcourant les entretiens menés auprès de deux tengsobadamba et d'un tiibnaba, je fus surprise par le fait que « tous les tengsobadamba sont des Nyonyossé en pays moaga... il se peut qu'un tengsoba ne le soit pas dans certaines régions, mais c'est rare ! ».*

*Folle de joie, j'ai crié ; Halidou, tu m'as sauvé ! Aussitôt j'ai appelé Geramin. Je lui ai dit : « --Tu m'as tué pourquoi tu ne m'as pas dit depuis tout ce temps que les tengsobadamba sont des Nyonyossé ? ».*

*« -Mais Madame, ... vous le savez ! puisqu' ils sont tous des Sawadogo et quand on faisait le mode d'occupation, il est ressorti qu'ils sont les premiers arrivants ! ».*

*-Si tu as raison, c'est moi qui n'ai pas fait attention. Donc prépare le terrain, je viens dans trois jours ! Je ne pouvais pas imaginer que les Sawadogo soient les tengsobadamba ! ».*

### **Le Nayisgu<sup>64</sup> : mise en scène du pouvoir traditionnel**

« Pour exister, un rituel doit être pratiqué ; tout rituel qui n'est pas accompli finit par mourir. Le rituel, qui est lui-même façonné par l'ordre culturel, façonne l'ordre même qui le produit. Si l'on veut comprendre ce que l'on imagine être les effets des rituels au sein de l'ordre culturel, il faut être ouvert aux théories indigènes qui sont constitutives de ces contextes d'action hautement spécialisés ». (Don Handelman, 1997).

#### ***Etape 1 : le monde visible***

Après la mort d'un chef de terre, son successeur est désigné suivant l'ordre chronologique dans le *buudu*. Son successeur n'est nommé officiellement que trois ans après sa mort et ce, après de multiples consultations et concertations. Pendant ce temps, c'est la fille aînée du défunt chef de terre "*si elle est propre*<sup>65</sup>" qui monte sur le trône. Elle n'a pas véritablement de pouvoir de décision. Dès que le successeur est désigné, ce dernier est tenu d'observer un certain nombre de comportements : il doit être un bon interprète et un bon communicateur entre les hommes et le monde invisible. « *Il doit être un bon garant pour la sauvegarde des coutumes et de leurs pratiques, des ressources naturelles du village. Enfin, il doit toujours*

---

<sup>64</sup> *Nayisgu* c'est la cérémonie d'intronisation du chef de terre chez les Mossi.

<sup>65</sup> N'avoir pas commis d'adultère. Si tel était le cas, c'est une de ses sœurs qui la remplace. Chez les Mossi, il est formellement interdit aux *buudukasma* et aux *zaksobadamba* de consommer le repas d'une femme qui a commis l'adultère parce que cet acte « *gâte le médicament des hommes et ça retombe sur les enfants* ».

*être à l'écoute des hommes*<sup>66</sup>». Pour assurer toutes ses futures charges, un an avant les cérémonies d'intronisation, le futur *tengsoba* améliore « *sa protection et ses défenses* ». Pendant cette période, il s'habille d'un ensemble en cotonnade noir et blanc, se coiffe avec le *foupogsabga* (pagne noir). (cf. photo n°11).

Une semaine avant les cérémonies officielles de son intronisation, le futur chef de terre entre dans le *kimdogo* ou *gninyorogo* (case sacrée). Auparavant, les *yanga* (neveux) préparent le *kimdogo* en demandant à certaines forces invisibles et locataires de la case, d'accepter cette présence de la tante paternelle pour le temps voulu. Il ressort de nos enquêtes que les femmes n'ont pas accès à cette case exceptée la femme qui est sensée ne pas trahir son neveu. Le rite d'intronisation est une période de transmission spécifique du *buudu*. La période de transmission a un sens profond. Selon certains enquêtés, c'est « *une période de mysticisme inavouable* ». Cet extrait d'entretien permet d'appréhender l'imaginaire, à savoir, les structures profondes de la pensée en tant que révélateur des régulations de la vie sociale : « *Madame, ne cherchez même pas à savoir qu'est- ce- qui se passe pendant les sept jours. Nous nous connaissons depuis longtemps, nous avons de bonnes relations, mais ça là !... laissez comme ça...pour vous-même, pour vos enfants et pour nous aussi !*<sup>67</sup> ».

Dans le *kimdogo*, le futur *tengsoba* est assisté de sa *pugtankasinga* ou *pougtankasma* (l'aînée des tantes paternelles qui est censée "être propre" ) qui se charge de la préparation de ses repas et qui veille à ce « *qu'on n'essaye pas de l'atteindre.. . En fait, elle veille sur lui dans le noir*<sup>68</sup> ». Une fois rentré dans le *kimdogo*, il n'en ressortira que le jour de l'annonce officielle des cérémonies d'intronisation. L'intronisation est inscrite dans la vie sociale. Sa dimension symbolique renvoie à la conception locale « *d'efficacité, de crainte, de respect* ». Nous en déduisons que les sept jours constituent une période de renforcement du *yoyôré* lignager avec tous les rituels qui l'accompagnent. Le *yoyôré* est l'attribut du Nyonyossé comme le *suku* est l'attribut central des Sikoomse. Le *yoyôre* « est une sorte de religion ... il serait un peu absurde de fermer les yeux sur le sens typique religieux de cette pratique qui s'exprime à travers un culte ». (Halpoudougou, 1992).

---

<sup>66</sup> Propos de SK, Nyonyoga, fils du nouveau chef de terre, juin 2009.

<sup>67</sup> Extrait d'entretien avec SK et SG juin 2009.

<sup>68</sup> Extrait d'entretien avec NJ à Kongoussi juillet 2009.





**Photo 11 :** Le futur chef de terre au centre avant son intronisation

**Encadré 5 :** Symbolique des positions et des couleurs chez les Mossi

Le *tengsoba* avant son intronisation est entouré de sa *pugtankasga* et de son *yaggakasinga* (aîné des neveux) son futur sacrificateur. Cette photo nous a paru intéressante pour deux raisons. La première raison est l'emplacement des deux personnes qui entourent le futur chef de terre. A sa droite, se trouve son neveu c'est-à-dire son futur homme de confiance. A sa gauche, il y a l'aînée des tantes. Selon les résultats de terrain, chez les Mossi, la droite est le symbole de l'agir, la défense. C'est pourquoi, tous les chefs de terre portent toujours leurs *yoyo laaré* (pioches magiques) sur le flanc droit. La gauche quant à elle, incarne le symbole de la protection. Le *koukouya*, le *koroga*, le couteau, sont portés sur l'épaule gauche, symbole du monde invisible qui a un rôle de protection. La gauche comme symbole de protection est d'actualité chez les Dafing et leurs alliés les Pana dans le département de Tougan dans la province de la Boucle du Mouhoun. En effet, au cours de nos travaux à Kamina localité située à 60 kms environ de Tougan, un responsable coutumier nous a dit que : « Avant le départ d'un homme pour un combat ou pour une épreuve de bravoure, sa mère pose son sein gauche sur sa tête en ces termes : « s'il est vrai que je n'ai pas trompé ton père pour te faire venir au monde et s'il est vrai que je ne l'ai jamais trompé, alors tu reviendras sans égratignure dans ce village. C'est pourquoi on demande aux femmes d'être fidèles pas pour le mari mais pour leurs enfants. Vous savez ici, lorsqu'un enfant devient délinquant, on dit toujours que c'est sa mère qui sait pourquoi cela arrive à son fils<sup>69</sup> ».

<sup>69</sup> Entretien avec ZB à Kamina avril 2004.

La deuxième raison, importante en milieu moaga, c'est le symbolisme des couleurs. Les habits que porte le futur chef de terre sont de couleur blanche et noire. En effet chez les Mossi et comme l'a montré Pasquier (1975), « le blanc est la couleur des morts ordinaires. Les *kiise* (mânes des ancêtres) apparaissent toujours en blanc ; on habille les morts de blanc ; c'est la couleur du deuil... La poudre noire constitue souvent la matière des médicaments et des poisons les plus efficaces». Ce symbolisme des couleurs traduit les rapports étroits entre l'homme et le monde invisible en d'autres termes les forces de sa cosmogonie.

### ***Etape 2 : changement de statut : lien entre engagement et pouvoir***

Le jour de la célébration ou jour de changement de statut, le futur *tengsoba* se lave avec une potion magique préparée par sa *pugtankasga* sous l'œil vigilant du *buudukasma*. Il change aussi de vêtements. C'est un acte de purification avant son accès à la société secrète. C'est un nouvel homme qui est entrain d'être créé, une personnalité supérieure qu'il faudra intégrer dans la société (cf. photo n°12).



**Photo 12 :** le rituel d'introduction du *tengsoba* dans la société secrète et dans la société

### **Encadré 6 :** Rituel d'intronisation : cette étape est réservée exclusivement aux hommes

Sur la photo, nous remarquons l'absence de la tante qui était jusque là la seule femme admise dans la case sacrée et qui était « *l'ange gardien visible* » du *tengsoba*. Cette étape constitue le moment solennel de l'intronisation autrement dit, la prise de fonction qui équivaut à la transmission des secrets. L'homme qui parle sur la photo est le chef le plus craint de la région et le plus considéré à cause de ses pouvoirs magiques. Il parle avec une main posée au sol

comme gage de la supériorité des ancêtres. C'est à lui que revient la lourde tâche d'invoquer les ancêtres, et d'interpeller le chef des génies du village où se déroule la cérémonie, ainsi que les génies qui sont les chefs de la terre et les autres génies responsables des ressources naturelles afin qu'ils apportent leurs soutiens illimités au nouveau chef de terre. L'homme en face de lui est le *buudukasma*. Sur la photo, sept *yoyo laaré* sont déposés selon l'ordre de puissance de leur propriétaire (les différents *tengsobademba*) qui ont été conviés à la cérémonie. Lesalebasses qui figurent sur la photo contiennent de l'eau, du *zom koom* (eau à base de la farine de petit mil ; elle a une couleur blanchâtre). Les maîtres de la cérémonie attendent l'arrivée de la chèvre suivie du coq et qui seront immolés pour marquer le début de la cérémonie. Le sacrifice du rituel tient toujours compte des gestes que l'ancêtre mythique a faits dès son apparition sur la terre. Ainsi, les sacrificateurs versent toujours l'eau en premier pour « purifier le sol », ensuite ils égorgent pour faire couler le sang considéré comme l'eau des ancêtres. Enfin, ils versent le *zom kom* qui aurait la couleur du lait (part des génies). Le *yoyo laaré* du nouveau chef est déposé en haut « pour qu'il recueille le plus de sang possible : « *dinda zinda la mé* » [ceci a pour effet de l'empoisonner (*zinnebo*)]. Cette phrase signifie au figuré que l'opération rend la hache plus puissante et étend ses pouvoirs magiques». (Dim Delobson, 1932). Ceci a pour but de demander aux ancêtres une longue vie et un bon règne au nouveau chef de terre. Les sept *yoyo laaré* représentent les sept villages Nyonyossé selon le découpage traditionnel.

« L'habillement » du *tengsoba* se fait en fonction des régions et des villages. Pour les cérémonies d'intronisation dans la localité de Kongoussi, les nouveaux *tengsobademba* portent un boubou en cotonnade blanc, un bonnet rouge signe du *naam*. (Le bonnet blanc peut être porté après l'intronisation à la place du bonnet rouge ; cf. photo 11).

Le *tengsoba* porte sur son épaule le *kaseré* (couverture en cotonnade de couleur blanche et noire) qu'il doit toujours garder jusqu'à sa mort. Elle le couvrira jusqu'à son enterrement et sera remise à son successeur après les cérémonies funéraires. Il tient son couteau de protection et porte son *koroga* (sacoché) en peau de chèvre contenant ses poudres mystiques. Il est chaussé de sandalettes confectionnées avec la peau de chèvres sacrifiées sur le *tengkougouri*. Dans sa main gauche il tient son bâton fourchu parce qu'il n'a pas encore pris fonction. Ce bâton magique est toujours tenu dans la main droite. Il est strictement interdit de le porter dans la main droite avant les rituels d'intronisation. Il est formellement interdit de faire une simulation avec les habits et tout le matériel d'usages du *tengsoba* en dehors de cette cérémonie.

Dans le rituel d'intronisation du chef de terre, les multiples signes (langage du corps, choix des personnes et positionnement) nous indiquent l'importance accordée à ces constructions sociales hiérarchisées. Ces signes nous renvoient à la compréhension du rôle important du chef de l'eau dans ces sociétés.



**Photo 13 :** Entrée du *tengsoba* en bonnet rouge dans le *kiimdogo* après le rituel d'intronisation

### ***Etape 3 : Le retour au kiindogo***

Cette entrée s'effectue suivant un ordre préétabli. En effet, le *tengsoba* est précédé du *buudukasma* qui tient en main le *tengkuguri*, le fétiche de la terre et de l'eau également. Le *tengkuguri* le devance dans la case. L'explication qui nous a été donnée c'est que « *le tengkuguri est sa référence, le rappel à son créateur et toutes ses forces (ancêtres, génies) qui font de lui ce qu'il est entrain de devenir. Il ne peut pas dans ces conditions les devancer dans la case* ». C'est un marqueur identitaire et un symbole de rappel à « *naabazid wendé, aux forces surnaturelles. C'est reconnaître leur supériorité* ». Ce mode de pensée est perceptible dans le mariage musulman au moment où la mariée rejoint définitivement le domicile conjugal avec ses bagages. Il est toujours recommandé de faire « *entrer les ustensiles usés des grands-mères (quelles soient vivantes ou pas) avant les nouveaux ustensiles de la mariée* ». C'est un symbole du lignage continu et du pouvoir de l'ancêtre femme protectrice : la grand-mère.

Dans le rapport grand-mère/petite fille en Afrique de l'ouest, on observe (au Burkina Faso) que les grandes-mères sont considérées comme les premières épouses du mari de leur petite fille. A cet effet, le droit d'aînée entre en vigueur à cause du pouvoir conféré aux personnes âgées et qui implique le respect, la crainte et la protection. Les femmes ne sont pas en dehors du champ des pouvoirs. Ce rituel prés-cité indique des formes de pouvoirs entre femmes.

Ces ustensiles usés constituent une protection de leur petite fille et de ses bagages dans sa famille d'accueil. Et toute nouvelle mariée qui refuserait la présence de ces matériels quasi inutilisables verrait « *ses effets se dégrader rapidement, elle ne comprendrait pas que c'est la réplique à son refus*<sup>70</sup> ». Cette pratique entre dans la construction sociale. En effet, les matériels et les savoirs légués ou donnés par les prédécesseurs contribuent à la construction des relations socio affectives. Ce souvenir, ce rappel des ancêtres, des origines sociales disent vouloir traduire une protection ou une certaine sécurité. Certains de nos enquêtés nous ont dit que « *pendant les deux guerres mondiales auxquelles certains de leurs grands parents ont participé, ceux qui sont revenus sains et saufs, avaient été bien préparés et ils avaient avec eux soient des chemises de chasse, soit un bracelet que portaient leurs aïeuls pour des épreuves de bravoure* ».

Le nouveau *tengsoba* entre dans le *kimdogo* suivi du *tengsoba* le plus considéré de la zone, après le chef du village et suivent enfin les autres membres de sa famille. La première femme

---

<sup>70</sup> Cette explication nous a été donnée par une assistante d'une nouvelle mariée à Bobo-Dioulasso.



du nouveau chef entrera juste pour déposer les canaris de *dolo* et le *zoom koom* préparés sous l'œil vigilant de *pugtankasga* et de ses sœurs. La préparation du *dolo* sert non seulement à tester les qualités de la première femme du *tengsoba*, à contrôler son savoir faire, mais également à l'empêcher de trahir son mari. La surveillance des tantes du *tengsoba* montre la complexité des rapports de genre chez les Mossi : hommes/femmes, femmes/femmes.

La description de cet ordre d'entrée « tente d'ordonner le réel » (Poulain, 2002) et donne des informations sur les rapports sociaux notamment sur la place et le rôle de chacun, sur le mode d'organisation de la société. Ainsi le recours aux forces chthoniennes et aux ancêtres exprime le rappel des origines sociales. C'est une manière de régulation de la structure hiérarchique.

#### ***Etape 4 : Le monde invisible***

La photo n°14 révèle une réalité très dynamique du mysticisme, expression d'une identité collective et d'une conscience sociale. En effet, les croyances et les rites traduisent le rapport que les sociétés africaines entretiennent avec la nature. Ainsi il s'agit des formes de crainte, de dépendance et de vénération d'un groupe social dans son ensemble.



**Photo 14 :** Les offrandes faites aux ancêtres et aux génies pour le renforcement des *yoyo laaré*

#### **Encadré 7 : L'intérieur de la cérémonie**

La fin des offrandes est accompagnée d'une tournée de *nayisgu daam*<sup>71</sup> qui se trouve dans les calebasses. Il a été préparé avec le mil venant du champ du *tengsoba*. En effet, chaque

<sup>71</sup> C'est le *dolo* de la cérémonie d'intronisation du chef de terre.

*tengsoba* dispose d'un champ dont les récoltes servent aux cérémonies coutumières et pour sa propre consommation. Ce *dolo* « *n'est pas pour tout le monde. Ce qui est pour tout le monde est à part !* ». Sur la photo, la tante et le neveu occupent la même place aux côtés du *tengsoba*. Nous remarquons une deuxième présence féminine. C'est la *pugkièma* (la première épouse) du chef de terre qui a apporté le *dolo*. Pour les offrandes, la chèvre est égorgée avant le coq. Dans la symbolique des animaux, « *la chèvre représente la ruse et le dynamisme ; c'est pourquoi aucun mouton ni aucun bœuf n'arrive ici !* » nous a confié le *tiibnaba* de Loagha. Le coq « *est égorgé parce qu'il est le chef de la basse cour ; c'est ce qui explique qu'on l'égorge dans les cérémonies d'intronisation. Sinon si c'est pour autre chose, on prend n'importe quel poulet pourvu qu'il ne soit pas trop vieux* » propos d'un neveu du chef de terre. Il ajoute que généralement « *l'âge des bêtes et des poulets qu'ils égorgent est important pour deux raisons : d'abord parce qu'il faut entretenir les fétiches pour qu'ils soient toujours puissants afin d'aider leurs détenteurs pour répondre aux attentes des habitants et du village. C'est pour cela qu'il faut du sang jeune pour maintenir la force et la puissance des fétiches.* (Poids de la religion ancestrale). *Quand on arrose bien les fétiches, ils donnent des réponses favorables, ils crachent des vérités qui sont difficiles à accepter.* (On voit là, l'imposition du respect et le renforcement du pouvoir coutumier). *On sait en ce moment qu'ils sont encore en forme. Ensuite, il faut que les bêtes soient jeunes car n'oubliez pas que la chèvre et le coq sont grillés et mangés sur place. Or les responsables coutumiers âgés, n'ont pas de bonnes dents donc faut tenir compte de ça* ». On remarque que la tante et le neveu gardent toujours leurs positions pour maintenir l'équilibre entre protection et action, et le déséquilibre entre l'homme et la femme parce que la femme n'est pas impliquée à toutes les étapes de la cérémonie.



**Photo 15 :** le passage des autres *tengsobademba* pour prodiguer des bénédictions au nouveau *tengsoba*

**Encadré 8 :** les différents *tengsobademba* et les fétiches

Sur cette photo, figurent des hommes « *très puissants sur le plan mystique* ». Ceux qui tiennent leurs *yoyo laaré* à la main gauche, sont des futurs *tengsobademba*. Celui qui tient le sien dans la main droite est un *tengsoba* ayant une double fonction selon nos interlocuteurs et que l'on peut repérer à sa coiffure et aux clochettes spécifiques qu'il porte en bandoulière. En effet, nos interlocuteurs affirment qu'en plus de son rôle de *tengsoba*, il est chasseur de « *sorciers (ières) ou mangeurs d'âmes* ». Le son de ses clochettes à son passage, éloignerait les sorciers (ières) et/ou anéantirait les mangeurs d'âmes. Dans chaque *koroga* se trouvent des potions magiques spécifiques à chaque détenteur. A gauche sur la photo n°13, nous avons le grand *tengkuguri* c'est-à-dire le *buudutengkuguri* spécifique du *tengsoba*. A droite sur la photo, nous voyons un autre autel, c'est celui du *tengsoba*.

En signe de respect pour les locataires invisibles du *kimdogo*, les gens sont tenus de se déchausser. Les tambourineurs sur la photo ne seraient pas des tambourineurs « *ordinaires* » qui ont accompagné des *tengsobademba* pour cette cérémonie. Il ressort des entretiens que le tambour accompagnant le *tengsoba* ne se joue pas au hasard et une erreur de la part du joueur lui serait fatale. C'est ainsi qu'au cours de leurs déplacements, le tambourineur garde toujours la main droite sur son tambour pour éviter de se tromper. Le tambour se joue en interchangeant automatiquement les mains. « *S'il se trompe et s'il tape deux fois de suite avec la même main, lui-même sait ce qui l'attend !* » propos d'un jeune *yanga* du nouveau chef de terre. Tous ces éléments confortent les croyances toujours en vigueur et la place importante occupée par la coutume.





**Photo 16 :** ce masque *karguidé* appartiendrait au *yoyo laré* du nouveau chef nouveau de terre

#### **Encadré 9 :** Rôle du *Karguidé*

Il nous a été dit que le *karguidé* masque sacré (photo 14) a la même valeur que le masque sacré *vuri* pour cette occasion. Il posséderait la même vision mystique que le *vuri* seulement ce sont les pas de danse qui changent. Le *vuri* serait le masque le plus redoutable utilisé pour d'autres cérémonies d'intronisation, dans des déplacements de combats pour la défense de l'intérêt du groupe lignager surtout en cas de rapt d'une femme du *buudu*. On ne doit jamais croiser ce masque. En cas de surprise, la personne qui le croise doit se tenir automatiquement à sa gauche pour être protégée par les puissances magiques de ce masque. Dans le cas contraire, « *l'intéressé décèdera parce que c'est sur place qu'il va commencer à sentir des douleurs. Ses douleurs entraînent la mort et l'empêchent de raconter ce qu'il a vu...* »<sup>72</sup>.

Le *karguidé* sert de protection pour le nouveau chef. Il occupe un double rôle dans la foule : il empêche le vol des objets sacrés et « *il sert de barrière à ceux qui tentent de jeter ou bien tester leurs mauvais sorts sur le nouveau chef ou sur certaines personnes de la foule* ». En effet chez les Nyonyossé « les masques, les instruments de musique et les fétiches sont trois éléments qui « travaillent ensemble lors de ces cérémonies » souligne Vinel (2000). Le

<sup>72</sup> Extrait d'entretien avec GS et SO à Kongoussi juillet 2009.

*Karguidé* est conçu comme le *yoyo laré*, en conséquence il exerce les mêmes fonctions de protection et de défense que le *yoyo laré*.

Ces observations des rituels constituent un matériau très riche pour notre travail, car les masques, les fétiches, les instruments sont utilisés par les chefs de l'eau (*tensogbademba*) pour exercer leur pouvoir en matière de gestion. Ainsi ils font sens dans la compréhension des conflits.



**Photo 17 :** Le *tengsoba* écoutant les bénédictions du *buudukasma*

#### **Encadré 10 :** sens de la responsabilité

La photo 17 montre un regroupement familial. La tante est toujours assise à gauche du *tengsoba*. La position d'écoute du *tengsoba* avec les yeux baissés, l'œil et l'oreille attentifs de la tante, l'oreille attentive du tambourineur, la position d'écoute d'un autre neveu indiquent que la personne en face du *tengsoba* est plus âgée que lui. En effet dans le système social au Burkina Faso, les enfants et les personnes jeunes ne sont jamais autorisés à fixer les grandes personnes plus âgées lorsqu'elles leurs parlent. C'est ce système d'éducation et des rapports sociaux qui est perceptible sur cette photo. Les positions d'écoute traduisent aussi une profondeur du message qui est entrain d'être livré. Cette manifestation de conscience collective familiale, traduit la grande force des pratiques coutumières qui sont organisatrices des rapports sociaux.



**Photo 18 :** le *tengsoba* dans ses habits de chef et sa présentation à la société

**Encadré 11 :** règles de respect et matériels utilitaires du *tengsoba*

Le regard du *tengsoba* sur la photo n° 18 démontre que son interlocuteur n'est peut être pas forcément un membre de sa famille. Il faut aussi signaler que chez les Mossi et les Nyonyossé, il est interdit pour saluer un chef, de rester debout et de lui tendre la main. La personne qui est en face du *tengsoba* semble respecter cette règle ; elle est à la même hauteur que le chef avec les deux mains fermées.

Quelques matériels utilitaires du *tengsoba* sont visibles sur cette photo. Il tient à peine dans la main droite le *budubkutoaga*<sup>73</sup> que Pageard(1965) attribue à *Panda* l'ancêtre femelle des Nyonyossé. En se référant au mythe d'origine qui dit que les Nyonyossé sont sortis de terre, on pourrait dire que *Panda* est la terre qui les a fait sortir. En conséquence *Panda* sera la terre mère ou nourricière. Après l'intronisation, le *tengsoba* utilise aussi un *toaga* (houe) qui est à la fois un matériel ordinaire lorsqu'il l'utilise pour des travaux champêtres et un matériel magique dont il se sert dans certains combats. On voit le bout de son *koroga* contenant ses poudres mystiques dans le bras gauche du *tengsoba*. Toujours à sa gauche il y a son couteau qui est soutenu verticalement par un autel dont le nom ne nous a pas été révélé de même que le reste des choses perceptibles sur la photo.

Il nous semble intéressant de livrer un récapitulatif de quelques matériels utilitaires que le *tengsoba* utilise lors de la pratique magique du *yoyôore* pour son rôle spécifique de la « maîtrise » de la terre et de l'eau.

<sup>73</sup> *Budubkutoaga* est la houe magique lignagère.

## Récapitulatif des matériels les plus importants du tengsoba

Noms	Présentation	Usages
<i>Dayagre</i> (bâton fourchu)	En bois et long En fer et long	Attribut, support Autel pour les grands sacrifices de pluies
<i>Kântiisi</i> (les fléchettes)	Très courtes en fer	Pour les combats et perforer l'âme des ennemis
<i>Leogo</i> (les hameçons)	En fer, de petites tailles	Pour les combats pour accrocher l'adversaire
<i>Gweogo</i> (les faucilles)	En fer, de petites tailles	Pour les combats pour faucher le tulsé de l'adversaire
<i>Koroga</i> (la sacoche)	En peau de chèvres sacrifiées sur les autels	Poudres et amulettes, (toujours au flanc gauche) de protection,
<i>Loâmba</i> (les clochettes)	Fabriquées avec du cuivre	Signaler la présence, pour chasser les mangeurs d'âme, en bandoulière).
<i>Buud tengkuuga</i> (les autels sacrés du yoyôoré)	Fabriqués en terre	Sacrifice au buudu pour le renforcement de la vigilance pour une cause commune. Pratiqué avant le chevauchement.

Source : données terrain, juin 2009

L'ambiguïté de la cérémonie d'intronisation c'est qu'elle est une invitation à une fête et également à des démonstrations de pouvoir magique. Elle « *n'est pas pour tout le monde. Si tu n'es pas puissant, tu dois partir*<sup>74</sup> ! ». Le son des tambours à un certain moment, rappelle aux profanes qu'il « *est l'heure de se retirer* ». C'est le moment privilégié pour les différents chefs de terre de tester leurs pouvoirs mystiques dans le combat dans l'invisible. C'est le *tuule*<sup>75</sup> du yoyôoré. Selon Halpoudougou (1992), le yoyôoré « est dans son ensemble, et avant tout, une croyance, une pratique, un culte entouré de mystère. En effet, le yoyôoré ne peut être considéré en dehors de la pratique culturelle qui l'entoure et qui est en fait sa source de validité et de puissance ». Le yoyôoré peut se manifester soit par la sortie du *tuule* du corps, qui peut s'extérioriser. Il y a plusieurs formes du *tuule* que sont : les manifestations sous

<sup>74</sup> Extrait d'entretien avec SG et SR à Kongoussi, juillet 2009.

<sup>75</sup> Tuule signifierait âme selon nos interlocuteurs. Il serait le double du corps. Il peut être indépendant du corps, à cet effet, c'est lui qui va au combat et non le corps.

forme de vent (tourbillon, tornade), arme de combat et moyen privilégié de déplacement, sous forme de pluie qui ne tient pas compte de la saison. Selon les Nyonyossé, le *tuule* a des possibilités de métamorphose face à certaines agressions ou face à un danger tel que l'apparition des criquets pèlerins. Il y a la métamorphose par zoomorphisme à savoir se métamorphoser en animal sauvage. Il y a la métamorphose par sylvomorphisme qui revient à se transformer en arbre ou en arbuste devant l'ennemi. Une autre manifestation est la métamorphose par géomorphisme c'est-à-dire emprunter la forme d'un caillou, d'une pierre, ou d'un rocher. Ce ne sont que des possibilités de métamorphoses qui ne sont pas définitives.

Au début de la démonstration, les différents *tengsobademba* utilisent souvent des proverbes pour s'intimider tels que : « *celui qui ne se sent pas fort peut se retirer parce que : laré sen noome a to n'kè a saala : Si ta pioche est dangereuse et tranchante, c'est une autre plus puissante qui a découpé son charbon*<sup>76</sup> ». Au cours du combat, celui qui est atteint s'exprime en ces termes : « *ned sen pa mee sin lakin mee, a mee sen lury: si quelqu'un ne connaît pas la pierre sur laquelle il a cogné son pied, il sait au moins là où il est tombé* ». Ses douleurs commenceraient sur place selon les enquêtés.

Le *yoyôré* aurait des formes de devises. Ces formes de devises ont une importance psychosociale capitale pour l'individu. Elles le comblent d'une sensation étrange de fierté et l'incitent constamment à tout acte de bravoure quelles que soient les forces physiques qui l'animent. Les griots s'en sont servis et en ont fait un métier pour le bonheur des rois, des princes et des chefs de guerre. Les Nyonyossé n'ont pas de griots mais les événements heureux, les actes de bravoure et de bienfaits sont salués par une forme de devise. Les répliques à toutes les agressions sont également perçues par les formes de devises à l'endroit de tous ceux qui provoquent le mécontentement des Nynoyossé.

### **Quels enseignements tirons- nous de la cérémonie d'intronisation en rapport avec l'eau?**

La description des rites liés à l'intronisation fournit des informations utiles sur le *tengsoba* notamment son appartenance au lignage des *tengbiisi*. La cérémonie d'intronisation traduit la valeur médiatrice du *tengsoba* qui est tenu de protéger les populations des maladies, des fléaux. Cette description qui rend compte d'une organisation de la réalité a été très peu étudiée et donne un éclairage sur le poids de la coutume moaga pour la gestion de l'eau. Dim Delobson (1932) en parle brièvement dans son livre *Les secrets des sorciers noirs*.

---

<sup>76</sup> Extrait d'entretien avec SG et SR à Kongoussi.

L'intronisation est un acte de la vie qui donne sens à l'organisation sociale. Il s'agit d'un acte qui exprime et qui résume le fait « de totaliser en un moment exceptionnel, en une configuration particulière de la vie sociale, les principes qui sous-tendent ce mode de vie ». (Godelier, 1996). En acceptant l'invitation de Germain notre enquêteur, nous avons voulu comprendre comment s'articulait ce phénomène lignager aussi « craint », (quasi inaccessible aux femmes), avec les contraintes liées à la raréfaction des ressources naturelles particulières à cette localité. Nous avons vécu des moments riches en émotions et en enseignements sur la mise en scène du pouvoir. Aucun profane ne peut être indifférent à certaines étapes de cette cérémonie. Avant l'entrée en danse des masques *vuri*, les cris perçants des griots nous ont fait tressaillir. Un cousin de Germain<sup>77</sup> qui était à côté de nous, nous a demandé en riant : « *Madame, qu'est-ce qu'il y a ?* »

-Rien

-Voilà pourquoi, on ne veut pas que les femmes soient trop proches des choses ! ».

Comme le fait remarquer Bisilliat (2000), les femmes sont toujours du côté du sensible. C'est une manière de les écarter des pouvoirs masculins qu'elles pourraient convoiter.

Les explications de la cérémonie données par un des fils du nouveau chef de terre et par Germain nous ont fait comprendre que ce sont les *sondogo*<sup>78</sup> qui nous avaient fait tressaillir. Nos deux interlocuteurs (tous Nyonyossé) nous ont fait comprendre que lorsque « *ces formes de devises sont vraiment prononcées comme il se doit, c'est-à-dire dans leur langage ; le vrai Nyonnyonga se sent transformé, il sait d'où il vient et il est prêt à tout pour défendre ses racines. Ce sont des stimulants qui te poussent à la défense, à te montrer très fort*<sup>79</sup> ». ».

Notre observation du rituel nous a permis de comprendre des éléments constitutifs des représentations sociales. Elle nous a permis d'entrer dans la culture des Nyonyossé qui est confondue avec celle des Mossi. Les Nyonyossé sont les premiers occupants dans toutes les zones où ils habitent. Des écrits (Cheron 1924, Diallo 1985, Izard 1985) montrent que les Nyonyossé ont été conquis par les Mossi qui leur ont imposé leur culture. La société moaga actuelle est organisée par le brassage de ces deux cultures. La pratique culturelle des

---

<sup>77</sup> Germain est un Nyonyonga. En cas de décès, c'est lui qui accomplit le rite de délimitation de la tombe et donne le premier coup de pioche pour les fossoyeurs qui sont des forgerons chargés des enterrements. C'est un futur *tengsoba* puisque ses deux aînés sont partis en ville. Ils sont fonctionnaires.

<sup>78</sup> Formes de devise des Nyonyossé.

<sup>79</sup> Propos de SG et SA à Kongoussi,



Nyonyonsé est empreinte de peur, de crainte. Elle est au fondement du système social moaga. C'est elle qui dicte en partie les règles de fonctionnement de la société. Le vécu de cette cérémonie laisse entrevoir une autre réalité, car « tout laisse à penser, au contraire, que le fossé tend à se creuser entre l'univers des hommes publics et le quotidien des simples citoyens ». (Abelès, 1977). Ainsi, il nous semble très important de saisir les éléments de ce système, d'en comprendre les mutations. L'observation du rituel nous a servi à approfondir nos sources écrites et orales sur l'organisation sociale moaga. Très peu d'écrits ont abordé l'intronisation du *tengsoba* comme nous l'avons vécu comme production de sens de tout le système sociale moaga. Ce rituel a retracé un schéma de vie, voir un modèle d'appartenance ethnique et territoriale. Les rites liés à l'intronisation confirment que l'espace est approprié à travers le sacré, les rites, les pouvoirs mystiques. L'environnement qui est composé d'éléments naturels, physiques qui sont gérés par des forces visibles et invisibles, décrit une organisation sociale qui permet de comprendre en partie les conflits liés à l'eau dans notre terrain de recherches.

Nous avons perçu à travers la cérémonie d'intronisation du chef de terre, une expression de construction identitaire qui confirme cet adage qui dit que « *le chef n'acquiert sa valeur sociale qu'à travers cette cérémonie et les rites qui lui sont liés* ». Cette cérémonie « offre matière à une double opération politique : d'une part l'expression d'une cohésion forte entre les gouvernés qui manifestent leur attachement à des valeurs, à des symboles et à une histoire commune ; d'autre part, la réaffirmation du consentement collectif au pouvoir établi et à ceux qui l'incarnent ». Abelès (1977). Enfin les rites liés à la cérémonie d'intronisation donnent toutes les prérogatives au chef de terre pour instaurer les règles de gestion de la terre, celle de la gestion de l'eau et celle de la gestion de l'environnement.

L'analyse de la cérémonie d'intronisation met en jeu des pratiques sociales qui se placent dans une société qui fait face à la réorganisation des rapports sociaux. En effet, des changements internes s'observent depuis les années 1970 dans « la cité domestique » Boltanski et Thévenot (1991). Ces changements sont perceptibles à travers la multiplication des activités économiques, la diversification des itinéraires personnels. Les entretiens nous conduisent à affirmer que les pratiques sociales résistent face à ces transformations qui ambitionnent la création d'une nouvelle société. Et « quand un acteur se trouve en présence d'un public, sa représentation tend à incorporer et à illustrer les valeurs officiellement reconnues, bien plus en fait que n'y tend l'ensemble de son comportement. Il s'agit là d'une cérémonie, d'une expression revivifiée et d'une affirmation de valeurs morales de la

communauté ». (Goffman, 1973). Les rites liés à l'intronisation du chef de terre donnent une appréhension de la sauvegarde et de la préservation d'une valeur sociale. Ils « prennent aussi la forme d'un parcours du territoire par le nouveau Prince, chaque étape étant l'occasion de mettre en scène et de conforter le lien entre gouvernants et gouvernés ». (Abelès, 1977).

L'intronisation du chef de terre est légitimée au plan traditionnel et mise en œuvre par des agents/acteurs qui visent l'appropriation de l'espace. Nous avons essayé de suivre la pratique de la mise en place des règles, en particulier celles de la gestion de l'eau qui sont apparemment indissociables de celles de la gestion de la terre en milieu rural dans la zone concernée par cette étude. Bourdieu cité par Bouveresse (1995) a montré qu'il y a « la règle comme hypothèse explicative formulée par le théoricien pour rendre compte de ce qu'il observe, et la règle comme principe qui gouverne réellement la pratique des agents concernés » cela nous a permis de ne pas faire une confusion. En posant notre première hypothèse de recherche selon laquelle il existe des inégalités d'accès à l'eau liés aux appartenances ethniques et sociales, nous n'avons pas voulu trouver d'emblée une explication à la gestion de l'eau. Nous avons d'abord voulu comprendre les règles qui fondent la pratique de la gestion de l'eau. La cérémonie d'intronisation s'inscrit dans « le comprendre » plutôt que dans « l'expliquer ».

L'intronisation du chef de terre nous a permis de repérer des agencements de rapports sociaux, des rapports de dépendance d'ordre mystique qui définissent les liens entre les individus et leur environnement. Toute cette « mise en scène » permet de comprendre le partage de la terre et le partage de l'eau entre les populations.

L'organisation sociale et politique telle que décrite se passe dans le monde visible. Dans la représentation culturelle moaga et bissa, l'homme vit en symbiose avec l'univers cosmique. Son bien-être dépend de l'équilibre entre le milieu social et le cosmos. Les éléments du monde invisible sont les ancêtres et les génies. On comprend pourquoi la représentation du cosmos a une importance pour la représentation et pour la gestion de l'eau.

### **5.2.2. L'Homme dans le cosmos nyonyonga**

Dans la conception nyonyogaga, l'homme est le produit de l'accouplement de deux divinités : la terre « *tenga* » et le ciel « *naaba zid-wendé* » qui est toujours la première référence des *tengsobadamba* lorsqu'ils font les sacrifices. L'esprit divin habite dans toute créature. Il serait dans le *kinkirga* pour former avec lui une seule divinité. Selon notre enquêteur (lui-même Nyonyoga,) *naaba zid-wendé* « peut se transposer à la terre et à l'eau. C'est ce qui fait que



ces ressources deviennent des divinités ». Nous pensons que c'est cette vision des choses dans leur double divinité, qui traduit littéralement l'existence de Dieu dans chacune de ses créatures, qu'il faut prendre en compte ici. Ainsi, cette représentation des éléments du monde est le fondement de l'animisme dans les sociétés traditionnelles africaines. Il ressort de certains de nos entretiens que « *l'animisme aurait des atouts bénéfiques et maléfiques* ». Dim Delobson (1932) l'explique dans la première partie de son ouvrage. Il affirme que c'est à partir de certains arbres et des animaux que les Nyonyossé rendent bénéfiques ou maléfiques leurs *yooyoré*<sup>80</sup>. Tous ces procédés ont pour but de maîtriser les forces cosmiques et les puissances occultes pour donner à l'homme une potentialité offensive et défensive. C'est ainsi que chez les Nyonyossé, l'être humain apparaît comme un composé, résultat d'éléments complexes en eux-mêmes. En d'autres termes, en fonction de la représentation de la personne, l'humain est relié aux autres éléments de la création de Dieu d'où *ninsaala* (la chose qui est éphémère), qui est juste de passage, est composé comme suit : *Wendé* (esprit divin qui habite la créature), *Kinkirga* (génie qui participe à la notion de personne humaine) et *siiga* (âme, force qui permet à l'individu de s'assumer pleinement et socialement comme membre d'une communauté humaine).

### 5.2.3. L'Homme dans le cosmos bissa

Il faut d'abord souligner que les Bissa n'accordent pas trop d'importance à la brousse même s'ils la reconnaissent comme espace de certains génies. Dans leur conception, les génies et les ancêtres cohabitent avec eux dans le village. Ils considèrent que les génies habitent au marché, à proximité de chaque concession et aux croisements des routes. C'est pourquoi, chaque chef de concession organise chaque année, la fête de son voisin « génie ».

Fainzang (1986) a montré que dans la conception bissa, la procréation se fait à travers l'esprit de l'ancêtre qui donne vie. La procréation se fait à travers le *nyi* ou âme, l'esprit de l'ancêtre défunt. Une fois enterré, le *nyi* du défunt va quitter son corps pour rejoindre le pays des *ganô ku* (ancêtres) après les funérailles. Le *nyi* représente la terre sous laquelle sont censés reposer les ancêtres. Le *nyi* représente une catégorie immortelle et dans la cosmologie, il représente également *zinarô* ou *tanô* (génies). Il s'agit là d'un phénomène de réincarnation rapporté aussi par Dacher (1992) sur la société Goin vivant au sud-ouest du Burkina. « Les Goins considèrent qu'une personne est composée d'un corps et d'une énergie vitale ancestrale qui détermine à la fois son destin et sa personnalité ». Il ressort de nos enquêtes comme Fainzang

---

<sup>80</sup> Ecriture de Dim Delobson.

(1986) l'a montré, qu'il existe de bons génies (*zinarô*) et des mauvais génies (*tanô*) qui « *sont capables de rendre stériles les femmes ou envoyer une succession de malheur chez quelqu'un* ». Ils occupent la deuxième position après *wuso*. Les Bissa pensent detenir l'annulation de toutes les sanctions auprès des génies. Selon les Bissa de Gogninga, le monde humain est composé par *Woso* (Dieu), *Yaabo* (ancêtres), *Zina* (génies), *Zrô* (hommes) *Birema* (les choses).

Dans la représentation de l'eau dans les cultures nyonyonga et bisca, les génies jouent un rôle important pour l'abondance, l'insuffisance voir le manque d'eau dans le village.

### **La perception d'autrui due à l'insuffisance des ressources**

Le premier chapitre de notre recherche montre une insuffisance des ressources en eau, l'accroissement de la population et la diversification des points d'eau. Dans ce passage, nous allons montrer que l'insuffisance de la ressource du fait de l'augmentation des usages dans les villages entraîne la mise à distance d'autrui.

### **Légende de l'eau chez les Bissa rapportée par le prêtre de l'eau et deux sages du village**

*« Au commencement du monde, tous les humains vivaient ensemble et en parfaite harmonie. Ils ne possédaient pas d'eau. Dans cet univers, il se trouve quand même que le crapaud le plus laid des reptiles, était haï par l'éléphant, le rhinocéros et l'hippopotame. Tous les trois piétinaient chaque jour la queue du crapaud jusqu'à l'user. Le crocodile, l'iguane et le serpent sentant le danger venir, ont cherché à protéger leur quiétude. Ces trois reptiles se sont concertés et ont trouvé un moyen audacieux en demandant un combat avec les trois gros animaux.*

*Le jour du combat arriva. Les trois audacieux reptiles arrivèrent avec des couteaux placés dans des sacs. Tous les êtres vivants étaient présents sur l'aire du combat. Les êtres vivants de petites tailles se sont réfugiés dans les arbres pour mieux voir le combat. Par contre les plus petits comme les fourmis eux, se faufilaient entre les grands. Les oiseaux survolaient en cercle l'aire du combat. Les trois, des plus grosses bêtes ont été les premières sur le lieu du combat. Dans des démonstrations de force, elles se posaient la question de savoir avec quel pied elles devaient écraser et broyer ces reptiles. Les trois audacieux reptiles sont arrivés en dernière position, munis chacun d'un couteau placé dans des sacs. La composition des adversaires était la suivante :*

*le crocodile face à l'éléphant*

*le serpent est opposé au rhinocéros*

*l'iguane avait comme adversaire l'hippopotame.*

*Le signal fut donné par la cigale. Dès le coup de signal, les trois reptiles ont usé de stratégie en agissant très rapidement en coupant leurs oreilles. Ils faisaient des jeux de langue tout en fonçant avec puissance et rapidité sur leurs adversaires. Les grosses bêtes, voyant la détermination de ces reptiles, ont pris la fuite à toute vitesse. Les reptiles les poursuivaient et les autres êtres par curiosité, courraient pour ne pas rater la suite.*

*L'éléphant pris de panique dans sa course, tomba lourdement sur le sol en faisant jaillir l'eau du sol là où il était tombé ; c'est cette chute qui créa la mare. Il s'est relevé en poursuivant sa course en brousse. Il a quand même pris goût à l'eau pendant sa chute voilà pourquoi il revient dans l'eau quand le souvenir réapparaît. Le crocodile quant à lui, y resta pour toujours.*

*Quant à l'hippopotame, pendant sa course ses pieds perçaient le sol ce qui donna lieu à la création des puits. Dans sa course, il s'est retrouvé dans la mare il y est resté jusqu'à nos jours. Le rhinocéros s'est réfugié sur une montagne. Voyant le serpent arriver à toute allure sur lui, il a glissé en voulant s'enfuir. Dans sa chute, ses pattes ont déchiré la montagne jusqu'au sol. Ses déchirures de la montagne ont créé les cours d'eau.*

*Le crapaud fier de cette vengeance, a imité ses vengeurs en coupant lui aussi ses oreilles en se lançant dans la course en sautillant. Dans sa course, le plus laid des animaux se heurte au puits, au cours d'eau et à la mare. Il y saute, prend goût à l'eau. C'est ainsi que le crapaud vit dans l'eau, tourne au bord de l'eau et ses croassements répétés sont des louanges et des bravoures pour ses amis les trois reptiles. Les autres êtres vivants dans leur course ont découvert aussi l'eau. C'est dans ce spectacle que les hommes ont découvert aussi des points d'eau. Ils les ont baptisé « boum boum yaa : endroit rafraîchissant ».*

*Voilà pourquoi les reptiles et les crapauds n'ont plus d'oreilles, voilà pourquoi le crapaud vit dans l'eau. Voici pourquoi les cours d'eau prennent généralement leurs sources dans les montagnes et les collines, voici pourquoi, les cours d'eau ont une forme serpentée ».*

**Chant moaga : « Koom wo wo yee, duniã poge: l'eau c'est la vie »**

*Couplet*

*Si tu viens au monde c'est par l'eau*

*Si tu retournes de ce monde c'est par l'eau*

*Si tu es propre c'est grâce à l'eau*

*Si tu es en bonne santé c'est grâce à l'eau*

*Si tu manges c'est grâce à l'eau*

*Si tu es malade il faut de l'eau*

*Les hommes et les femmes cultivent la terre, c'est l'eau*

*Les animaux de la terre vivent, c'est l'eau*

*Les arbres et l'herbe poussent, c'est l'eau*

*Pour faire des sacrifices, c'est l'eau*

*Les croyants pour prier, utilisent l'eau*

*Refrain*

*Dans ce monde l'utilité de l'eau est diverse et grande, qui donc ne bois pas de l'eau? ».*



**Photo 19 :** entretien avec les responsables coutumiers de Gogninga. Le prêtre de l'eau avec des lunettes retrace la légende et le mode traditionnel de gestion de l'eau (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)

### **5.3. L'eau : enjeu culturel**

*« Si tu dis que tu ne veux rien entendre, attends l'hivernage tu viendras dépasser la cour du chef<sup>81</sup> »*

#### **5.3.1. Préparation de l'arrivée de l'hivernage chez les Mossi**

Pour mieux comprendre les fondements culturels de l'eau dans ce milieu, il nous est apparu nécessaire de porter un regard sur les préparatifs de l'arrivée de l'hivernage. Le chef de terre est le premier et le principal acteur de ces préparatifs dès la fin du mois de mai et le début du mois de juin. Il s'agit de distinguer chez les Mossi :

---

<sup>81</sup> Extrait d'entretien à Loagha avec SS responsable coutumier, 71 ans, juin 2009.

## Les premiers indices

1°) L'apparition des fleurs du *néré* et du *karité* (cf. Encadré n°12). Le *tengsoba* fait ses consultations pour « *voir s'il est en bonne communion avec les ancêtres et les génies. Si oui, il demande dans son entourage si quelqu'un a fauté et si oui qu'il vienne se confesser. Il engage alors les réparations*<sup>82</sup> ». Après quoi, il consulte sa famille. Il demande aux autres habitants « *de venir régler leurs différents* » afin d'espérer une bonne récolte. Ils affirment que les offrandes ne sont exhaussées que dans un climat de « *pardon* ». En effet, “se pardonner et demander pardon” est une des recommandations de la bible et du coran. Cet acte concourt selon les responsables coutumiers, à la paix sociale qui serait un élément fondamental pour l'abondance des pluies donc pour une bonne récolte. Cette forme de régulation des hommes est aussi un signe d'appartenance territoriale et d'identité communautaire.

2°) Le passage du *kiliko* (un oiseau dont le chant rappelle l'arrivée de l'hivernage). Le *tengsoba* invoque de nouveau les ancêtres afin qu'ils l'aident dans sa lourde tâche qui est la prospérité du village (cf. photo n°20). Comme nous l'avons montré dans l'organisation sociale moaga, il revient au chef de terre de veiller à la bonne pluviométrie, la bonne récolte, l'éloignement des fléaux et la paix pour le village.

### Encadré 12 : symbolique des arbres

Le *raonga* (néré) est un arbre dont les graines des fruits servent à fabriquer du soumbala un épice qui est toujours utilisé dans les plats coutumiers. Cet arbre que l'on rencontre généralement en brousse et dans les villages, est considéré comme abritant des génies qui veilleraient de jour comme de nuit sur les hommes. Les génies de cet arbre sont considérés comme des bons génies.

Le *taanga* (karité) est aussi un arbre de la brousse mais il en existe dans des villages. Les amandes de ses fruits sont transformées en beurre qui est régulièrement utilisé par les responsables coutumiers dans leurs différents rites. Le *taanga* est aussi reconnu comme espèce privilégié des génies. En milieu moaga il est attribué à cet arbre, d'avoir la capacité de « *faire sortir son tuulé (son âme)* » la nuit. C'est pourquoi il est déconseillé aux profanes d'éviter les balades nocturnes aux alentours de la brousse. La rencontre de l'âme de cet arbre qui « *peut se métamorphoser en être humain entraîne soit une maladie difficilement*

<sup>82</sup> Extrait d'entretien avec les responsables coutumiers à Loagha et à Kora 2006.

*guérissable, soit une stérilité, soit enfin un ralentissement de la progression sociale ».* Les génies de cet arbre peuvent être tendres et méchants.

Le *toïga* (baobab) se rencontre au village comme en brousse, abriterait la plupart du temps, « *les plus puissants génies* ». Le nouveau chef de terre moaga ne consomme que la sauce à base des feuilles de cet arbre pendant les préparatifs de la prise de fonction qui durent sept jours. Les génies de cet arbre agiraient comme des humains. Ils ont des besoins en eau. La taille de l'arbre selon nos enquêtés, définirait le degré de puissance des génies qui sont très violents au moment où le soleil est à son point le plus haut (13h, 13h30) et au milieu de la nuit c'est-à-dire minuit, une heure voir deux heures de la nuit. Ces heures leur sont réservées pour leur approvisionnement en eau. C'est pourquoi les points d'eau sont interdits aux habitants pendant ces heures. Tous les habitants en sont conscients et aucune personne ne s'hasarde à consommer les premières feuilles avant le signal du chef de terre. En effet, la consommation de ces premières feuilles fait l'objet d'une cérémonie particulière après celle de *takodee* que nous verrons dans les pages suivantes.



**Photo 20 :** préparatif du *tengsoba* après le passage du *kiliko*

Avec la position des étoiles (elle relève du domaine exclusif des initiés) le *tengsoba* fait son calcul pour connaître la date précise de la première tombée des pluies dans son village. Une

erreur de sa part, serait « *un signe annonciateur de sa mort*<sup>83</sup> ». Il consulte de nouveau les ancêtres et rassemble ses responsables coutumiers pour la “*grande demande*” de l’abondance des pluies et la paix dans le village. Cette demande est toujours formulée en brousse sur le *tempeelem* avant de se terminer sur le *tiibo* qui est composé de *tiraogo* et de *tipoko*. Pour le cas précis de Loagha<sup>84</sup>, les responsables coutumiers informent les *buudukasmademba* de leur déplacement. Ces derniers se chargent à leur tour d’informer les *sakskassenga* (chefs de concessions) et eux à leur tour, en font part aux *zaksobdemba* (chefs de ménage). Ensuite les autres membres du village les fonctionnaires et les non originaires du village sont informés. Enfin, le *tengsoba* envoie son messenger auprès des *tensogdembademba* des villages environnants pour les aviser de son déplacement. Il est dit que « *nul être ne doit les croiser pendant ce déplacement. Ils font un aller/retour tard dans la nuit* ».

Selon nos enquêtés, les responsables coutumiers vont directement sur le *tempeelem* qui est censé abriter l’âme des ancêtres et les génies qui veillent sur les hommes et sur le territoire. Nous comprenons que ce déplacement a un double objectif. Le premier objectif est l’appui des forces occultes « *pour l’abondance des pluies et l’éloignement des fléaux*<sup>85</sup> ». Le deuxième objectif renvoie à l’invocation des forces invisibles pour renforcer les compétences pour un bon accomplissement en termes de protection et de pérennité des pratiques coutumières et pour affirmer les positions par des responsables. Il ressort de nos enquêtes de terrain, qu’un bon chef est reconnu par l’abondance des pluies sous son règne. Il est ainsi immortalisé : « *Plus le chef est bon, plus il pleut et on s’en rappelle toujours. Mais s’il est méchant, c’est le soleil qui va briller fort pour vous brûler, rien ne poussera bien. Alors quand c’est comme ça, on demande à dieu de le prendre vite parce que tout devient sec, on ne sait même pas où se mettre*<sup>86</sup> ». Apparemment aucun chef ne « *souhaite la souffrance de son peuple* ». Ainsi, pour rester dans la conscience collective, il est obligé de multiplier les recours auprès des forces occultes gages de son honneur et de la survie des populations. Le déshonneur pour un chef moaga peut entraîner le suicide. Dans le cas où le phénomène se

---

<sup>83</sup> Extrait d’entretien avec SP 53 ans, responsable coutumier à Loagha juin 2009.

<sup>84</sup> Nous avons pris en compte seulement les préparatifs menés par les responsables coutumiers de Loagha parce que le chef de terre de Kora est d’un âge très avancé, il n’entend pas bien. Selon le découpage traditionnel, Kora relèverait de Sargo, village situé à 3km à l’ouest de Koungoussi. Généralement quand les chefs de terre préparent l’arrivée des pluies, ils incluent dans leur demande la prise en compte des villages qui relèvent de leur domaine de compétences.

<sup>85</sup> Extrait d’entretien avec les responsables coutumiers à Bagré, Kora, Loagha, Gogninga, juin 2009.

<sup>86</sup> Extrait d’entretien avec des femmes de Loagha et de Kora- Mossi, avril 2009.

produit, le collège des sages se réunit et lui tend une potion magique que le chef est tenu d'absorber pour mettre fin à ses jours dans la dignité. Dans le système social moaga, le collège des sages est le seul habilité à mettre fin au pouvoir du chef dans le village. Mais cette dépossession se passe dans la clandestinité.

### **Encadré 13 : Préparatifs de l'arrivée des pluies à Loagha**

Après cette étape, les responsables coutumiers vont creuser des termitières qui servent à restaurer le *tiirago*.<sup>87</sup> De retour au village, ils puisent l'eau dans le *tiiboulga* pour pétrir la termitière à l'aide du beurre de karité pour la restauration du *tiirago*. Dans l'interprétation de *L'eau et les rêves* Bachelard (1942) écrit : « La main a aussi ses rêves... Elle aide à reconnaître la matière dans son intimité ». En effet, l'eau est le premier élément utilisé pour pétrir la terre. « La main lie ces deux ressources à savoir l'eau et la terre. C'est une forme d'expression de la connaissance profonde de l'eau. Sans eau, la terre reste telle qu'elle est. C'est l'eau qui la délit, qui la pétrie pour lui donner une forme qui peut constituer une expression ou un système de pensée collectif ou individuel » (Bachelard, 1942). Les canaris confectionnés par les potières des zones Mossi sont peu recommandés dans l'ouest et le sud ouest du pays par les femmes. Elles trouvent que les canaris provenant des zones Mossi « *ne sont pas biens cuits et du coup ils sont facilement cassables. Ces genres de canaris ne sont pas appropriés pour la cuisson de certaines racines ou feuilles qui sont censées donner la guérison aux malades* ».

Après l'accomplissement du fétiche du village, chaque responsable regagne sa case, au lever du jour, le *takodee*<sup>88</sup> est officiellement lancé. Il dure trois jours, le village reste fermé : aucun véhicule ne le traverse, l'église est fermée, le dispensaire est autorisé à continuer à fonctionner. Les maîtres de l'école primaire rejoignent l'aire de la fête pour éviter « *d'être regardés de travers et surtout pour continuer à solliciter les forces magiques pour leurs rendements scolaires* »<sup>89</sup>. C'est aussi l'occasion de faire des demandes de prospérité, de maternité, de guérison. Les gens informés et qui connaissent le sens du *takodee* viennent de tous les coins du pays et même hors du pays. En effet, quand vient le temps du *takodee*, tous les fils du terroir sont informés. Ils sont tenus d'envoyer leur contribution et d'y être au moins

<sup>87</sup> *Tiirago* c'est le fétiche male de Logtiibo. Le Logtiibo est constitué d'un male et d'une femelle le tiipoko.

<sup>88</sup> *Takodee* célébration de l'arrivée des pluies.

<sup>89</sup> Extrait d'entretien à Loagha avec SJ juin 2006. Pour conquérir les électeurs, des politiciens depuis cinq ans donnent des primes aux meilleurs enseignants et aux meilleurs élèves de leur localité. Pour cela, certains enseignants n'hésitent pas à avoir recours aux forces magiques.



une fois sur deux ou trois. Leur absence sans une raison valable est considérée comme « *un abandon des coutumes* » et la sanction ne se fait pas attendre. La fête qui accompagne le *takodee* montre qu' « *il faut accueillir les pluies dans la joie* ». Ce sont toujours les premières gouttes de pluie qui mettent fin au *takodee*.

### **L'arrivée des premières gouttes de pluie**

A la tombée des premières gouttes, le *tengsoba* observe régulièrement la formation et le déplacement des nuages, des vents, la régularité et la manière dont les gouttes d'eau tombent. « *Ainsi au bout de trente jours il devrait être en mesure de déterminer la bonne ou mauvaise pluviométrie de son village*<sup>90</sup> ». Si ses pronostics sont bons, le *bakouwèga* est célébré après la semence en guise de remerciement aux forces invisibles. En cas de mauvais pronostic selon nos interlocuteurs, le *tengsoba* célèbre le *sigri* pour renouveler l'appui des forces occultes pour la bonne pluviométrie et aussi pour sauver son honneur.

### **Les précautions nécessaires**

Durant toute la saison hivernale, le *tengsoba* reste aux aguets. Il consulte, il envoie régulièrement un responsable coutumier vérifier autour de chaque point d'eau « *si tout va bien* ». Lorsqu'une anomalie survient, il fait le nécessaire lui-même dans le but de sauver son honneur et aussi pour éviter la colère des ancêtres et des génies. L'eau bien qu'étant « *un élément naturel, un don dieu* », demeure en milieu rural au Burkina Faso, à la fois une propriété privée et un bien d'usage collectif. Elle est un objet de propriété privée du fait que les eaux closes (les puits traditionnels) et les eaux de surface (rivières et marigots) appartiennent aux propriétaires fonciers dans le découpage traditionnel. Si on admet que « toute propriété est une valeur, toute valeur est une propriété » alors la terre est une valeur pour le propriétaire foncier et une valeur d'usage pour les usagers de l'eau. Au-delà de sa représentation matérielle, l'eau représente un enjeu culturel.

## **5.3.2. Préparation de l'arrivée de l'hivernage chez les Bissa**

Les préparatifs pour l'arrivée de l'hivernage reviennent au *talabèga* ou chef de terre.

### **Les premiers indices**

1°) Le chant de *tchaa* (l'épervier) à la couleur de brouillard. Son *dôôku-dôôku* signifierait « *la saison est arrivée* ». Nos interlocuteurs disent que cet oiseau n'apparaît qu'à cette période

---

<sup>90</sup> Extrait d'entretien avec SH, SS ressortissants de Loagha et AS ressortissant de Kora et résidant à Ouagadougou mai- juin 2009.

précise. Le *talabèga* fait ses consultations lui-même pour l'abondance des pluies dans son village.

2°) L'apparition de nouvelles feuilles des arbres tels que *pôô* (le baobab) et *togô* (le raisin sauvage). Ce qui nous a paru intéressant, c'est la présence de « *kumbasipaga* », des insectes rouges qui s'agripperaient aux pieds de ces deux arbres au moment de l'apparition de leurs nouvelles feuilles pour annoncer la pluie. Le *talabèga* consulte de nouveau pour éviter des erreurs qui peuvent entacher le déroulement des pluies. Il demande l'aide et l'appui de dieu, des génies, de son père géniteur, des ancêtres, de ses prédécesseurs et de nouveau celles des génies (Cf. annexe).

-L'apparition de six étoiles à l'est du village dont les responsables coutumiers possèdent la technique de repérage. L'apparition de ces étoiles serait accompagnée par le chant accéléré de *hinnir nyi* (la cigale).

-Le coucher du soleil et l'apparition de la lune « *divise la terre en deux parties égales* » selon le chef de terre de Gogninga.

-Le vol des *solè solè* (toucans) du sud vers le nord tandis que généralement ils volent du nord vers le sud.

### **Les précautions nécessaires**

Ainsi, après ces signes annonciateurs de l'hivernage, le chef de terre fait encore ses consultations pour « *prémunir son village de l'insuffisance voir du manque d'eau dans son village, de la mauvaise récolte, des maladies et d'autres fléaux sociaux* ». Pour éviter les erreurs, il demande les avis d'autres voyants des villages environnants. A son retour au village, il avise le chef du village de la commémoration du rite *tara barê*.

### **L'arrivée des premières gouttes**

Dès la tombée des premières pluies, il réitère de nouveau sa demande auprès des forces invisibles.

### **Le temps d'observation**

Durant trois semaines, le chef de terre surveille également la tombée des gouttes d'eau, le déplacement des nuages. Au bout des trois semaines il doit être en mesure de donner un pronostic favorable ou défavorable sur la saison hivernale.

Si ses pronostics sont bons, à la fin des récoltes, il fait un sacrifice de remerciement et en même temps il renouvelle sa demande pour l'année à venir. Le pronostic défavorable le contraint à des consultations auprès d'autres devins pour prémunir son village de la famine.

L'interprétation de la baisse du niveau de l'eau chez les Bissa montre les interpénétrations coutumières et la modernité. Les Bissa accordent une place importante aux génies qui partagent leur vie quotidienne. Fainzang (1986) a montré que les génies "vivent comme les humains". Ainsi le génie de l'eau serait à l'origine de l'abondance ou de la baisse voire du manque d'eau dans le village pour manifester un mécontentement pour le retard ou l'absence des rites liés à l'eau. Le retard ou le non respect des pratiques pourrait être lié à la pratique de l'islam qui a fortement conquis la population Bissa qui se trouve quelque peu perturbée. Il ressort de nos entretiens, que la pratique de l'islam est un signe « *de changement et d'évolution sociale* ». A Gogninga, l'islam est pratiqué par 95% de la population. Un responsable coutumier de Bagré rend pour responsable les Bissa qui « *ont donné dos aux coutumes ce qui entraîne toutes ces perturbations que Bagré vit en ce moment !* ». Cependant, les jeunes trouvent que les personnes âgées « *ne sont pas claires. Elles disent qu'elles ont abandonné alors que chacune d'entre elles a un fond de case qu'elle consulte régulièrement!* ». Les enquêtes de terrain nous permettent de dire que les perturbations actuelles à Bagré sont liées à l'activité économique qui s'est intensifiée avec la culture du riz, la pisciculture, le maraîchage et l'aménagement d'une plage artificielle pour l'écotourisme. Malgré les évaporations et la mauvaise pluviométrie, le barrage de Bagré n'a jamais été sec. Il y a de l'eau en permanence et les exploitants assurent deux cultures annuelles de riz.

On peut ainsi avancer que la coutume a un poids symbolique très fort en regard de l'eau au point de lui conférer du pouvoir sur les perturbations socio écologiques de la zone.



**Photo 21 :** sur ce baobab au bord du fleuve Nakambé, le prêtre de l'eau « *déposait le chat noir censé l'avertir des mauvaises intentions d'un pêcheur pendant la grande période de pêche* » (cliché Ramatou Traoré juin 2009)

## 5.4. Valeurs symboliques de l'eau

« *Dans ma langue maternelle, on dit qu'il y a dans l'eau plus que le crocodile* <sup>91</sup> » (Ki-Zerbo, 1992).

Nos observations et analyses de terrain confirment que les populations africaines interviennent dans le domaine de l'eau par la magie qui relève de la culture et de l'histoire. Elles confèrent à l'eau plusieurs dimensions :

### 5.4.1. Le caractère mythique de l'eau

La production de l'eau l'investit d'une efficacité symbolique du génie de l'eau qui est à la base de fondement de la conscience sociale. En effet, l'histoire de l'eau définit des formes d'organisation sociale et l'histoire des points d'eau traditionnels s'inscrit dans cette perspective. Par exemple l'histoire du « *tiiboulga de Loagha* » trouve son origine dans la rencontre entre « l'ancêtre fondateur du village et une voix ; cette force surnaturelle serait le maître d'œuvre de ce puits » (Traoré, 2002). Ainsi ce rapport de dépendance, de crainte, voir de vénération définit en permanence des rapports quasi affectifs basés sur des sacrifices entre un groupe humain dans son ensemble et une entité invisible. Cette configuration sociale d'ordre symbolique ou mythique, forme d'attachement culturel se maintient dans des

---

<sup>91</sup> Ki-Zerbo J 1992, « Compagnons du Soleil » La Découverte/Unesco.

pratiques sociales : rites, normes, culte, qui sont au fondement des rapports sociaux. Dans tous les villages, toutes les pratiques humaines liées aux usages de l'eau comportent une dimension religieuse et symbolique.

Ces schèmes de pensée et d'action d'un groupe social donné émanent des représentations sociales. La stratégie des responsables locaux (et garants des rites liés à l'eau) est basée sur le principe d'appropriation des points d'eau et du maintien du pouvoir sur le plan coutumier. Ce sont les responsables locaux qui s'occupent de la gestion des ressources naturelles et de l'eau. Les points d'eau en effet, sont des réalités physiques et naturelles gérées par des forces invisibles et visibles qui donnent sens à la nature des interrelations entre les sociétés traditionnelles et leur environnement. Par exemple, l'eau du puits traditionnel *tiboulga* est utilisée pour la préparation des feuilles censées procurer la guérison d'un malade. Certains enfants malades sont lavés dans les rivières ou les marigots, à l'endroit réservé aux sacrifices concourant à la conservation de l'eau et à sa bonne gestion. Cet acte prouve l'inter relation entre les hommes et l'univers symbolique des forces naturelles. Autrement dit : « Il existe entre génies et homme tout un réseau de relations qui se manifeste sous des formes diverses selon la position sociale occupée par les hommes ou les rôles dont ils sont les dépositaires. Les chefs sont en relation avec les génies de la chefferie, voués à leur protection auxquels ils rendent un culte lors de la cérémonie de *tota* (fête annuelle du chef). Le *tengsoba* est en relation avec la terre et est habilité à gérer les relations que les hommes entretiennent avec elle» (Faisang, 1986). Les savoirs et rites magiques constituent une autre source de pouvoirs exercés par ceux qui les maîtrisent.

#### **5.4.2. Le caractère sacré de l'eau**

*« Nous sommes là parce qu'il y a de l'eau, aucun être ne peut vivre sans eau ! »*

Pour les personnes âgées, en plus de sa qualité nutritive, l'eau a un caractère sacré, c'est un don de Dieu. Ces propos semblent faire échos à ceux de Mauss (1971) qui note que : « Les lieux sacrés font partie des objets sacrés, qui sont eux mêmes des rites permanents. Etudier ces lieux permettra de savoir qui s'y trouve et ce qui s'y passe ».

Le chant moaga montre que l'eau est un élément matriciel, source de fécondité des êtres et des choses. L'eau était une des conditions d'existence des groupes sociaux et conditionne leur vie. L'eau a des caractéristiques mythiques parce que certains esprits y séjournent (cf. encadré n°15). Nos interlocuteurs de Loagha disent que l'eau du *tiboulga* a été découverte par « une voix ». L'eau a un caractère religieux ; elle est fondamentale dans tous les actes de

communion avec Dieu, les ancêtres et les forces surnaturelles : prière, baptême, invocation, bénédiction). Elle est dotée de « *pouvoir de guérison* » (elle est utilisée pour la préparation des feuilles censées donner la guérison). L'eau sacrée devient un élément de purification : (les initiations pour les cérémonies de circoncisions, de port de masques, de l'attribut du *yoyôré*, effacer un acte de déshonneur. Les responsables coutumiers avancent « *qu'on ne lave pas le sang par le sang mais avec l'eau* ».

Comme l'homme cherche toujours à dominer la nature et son entourage, il élabore des pratiques pour sa gestion. C'est ainsi que des rites annuels au cours des mois de mars et avril sont pratiqués (le *tengandé*) pour la conservation de l'eau et la paix sociale. En conséquence un certain nombre de prescriptions l'entourent. Les rites magiques ont un aspect diabolique. Ouédraogo (1989), dans son étude sur la fabrication du sucre à Banfora, montre que « c'est la pratique magique qui semble exercer, de manière occulte, l'influence traditionnelle dans le milieu usinier ».

L'eau est le premier élément des tous les actes des hommes. Elle intervient dans les toutes cérémonies coutumières. Sa gestion est réservée aux responsables locaux et coutumiers. La maîtrise de savoir spécifique attribue à l'eau une dimension sacrée. Cette sacralité définit un certain nombre de précautions à prendre pour la prise et pour l'entretien du point d'eau traditionnel. A Loagha, cette épuisette (cf. photo n°22) est un exemple concret du respect de certaines règles prescrites pour puiser l'eau du *tiboulga*.

Cette pratique oriente de manière significative la gestion des points d'eau traditionnels et l'appartenance à un groupe social. Les personnes âgées sont les gardiennes de ce savoir magique du fait de leur "proximité" avec les ancêtres. La référence à ce savoir magique reste très vivace notamment pour le partage de l'eau dans des espaces de concurrence où chacun cherche à préserver sa place ou à dominer ses prochains. C'est pourquoi « la magie explique les positions qui justifient les promotions si bien que beaucoup sont constamment en brousse à la recherche de talismans » (Ouédraogo 1989). Ainsi la tradition concrétisée par le recours à la magie fait que l'ancienne hiérarchie prend de l'ampleur et les luttes ouvertes pour le pouvoir se développent par référence à la sorcellerie. C'est le moment privilégié des génies. D'où l'instauration des interdits autour des points d'eau, pour la sauvegarde de la population, de l'environnement et le respect de l'hygiène autour des puits. Les interdits sont appliqués en fonction de la disponibilité de l'eau, du maintien de la position sociale. Ainsi les interdits qui s'appliquent à ces types de puits traditionnels peu nombreux mais fonctionnels, orientent les usagers vers les autres sources d'eau. Les sources d'eau sont les marigots, les rivières, les

puits à grands diamètres, les forages, les barrages, les lacs, les puisards et les boulies. Les interdits peuvent être considérés comme une stratégie de rationalisation de l'eau et de sauvegarde de l'environnement lorsqu'ils sont appliqués à ce niveau. Toute stratégie « doit pour être comprise, être replacée dans la logique du champ où elle s'inscrit, et mise en rapport avec la position occupée par l'agent individuel ou collectif qui la met en œuvre » (Accardo, 1983). On peut donc affirmer que les pratiques de conservation de l'eau sont une construction sociale. La maîtrise des processus historiques d'apparition de certaines ressources naturelles dont l'eau du *tiboulga*, la nécessité de préservation de l'eau et des contenus qui lui sont liés, s'inscrivent dans un système social qui détermine la valeur de l'eau. L'eau n'est pas toujours eau et n'est pas la même pour tous.

**Encadré 14 :** Origine du pouvoir du chef de l'eau des Bissa

*Les maîtres du Nakambé sont des Djébré originaires de Niango localité située à 60km de Bagré. Une partie de ce lignage s'est déplacée à Fougou situé à 30 km de Gogninga. Une femme Guéné de Gogninga est partie à la recherche des escargots et s'est noyée dans le fleuve. Pour compenser cette perte, les Djébré chargés de retrouver son corps, auraient légué une partie de leur pouvoir au père de l'actuel prêtre de l'eau Garba Guéné en prenant le soin de lui indiquer leur domaine d'intervention au niveau du fleuve... Ce sont les génies<sup>92</sup> de l'eau qui relèveraient de son pouvoir.*



**Photo 22 :** épuisette recommandée pour puiser l'eau dans le *tiboulga*. Cliché Ramatou Traoré juillet 2009

**Encadré 15 :** univers mystique du lac bam

*Il y a des choses bizarres qui se passent au bord de ce lac que vous voyez ! C'est pourquoi on interdit aux gens d'y être entre 20h30, 4h et 5h du matin. Le soir comme ça, il y a des silures qui s'alignent au bord du lac et il n'y a pas de pêcheur qui puisse les attraper. Il faut qu'ils ne retombent pas dans l'eau, sinon, au bord du lac, tu ne peux pas les prendre. Ensuite, il y a*

<sup>92</sup> Les génies du fleuve selon le prêtre de l'eau de Gogninga : bêtega-Djakorogo (génie femme) ; warkô (génie homme) ; lakkontaaré (génie homme) ; mêêr (génie femme) ; goma (génie homme) ; zooré (génie hermaphrodite c'est le plus méchant); zouré-lakkontaaré (génie transsexuel) ; saalâ (génie homme) ; kandrê (génie homme) ; boolêpi (génie homme) ; loota (génie homme) ; pigiitaaré (le chef de l'eau sous son siège, il y a des abeilles qui font du miel sous l'eau).



*dans ce lac, des chevaux à un endroit que nous appelons koudn miugu<sup>93</sup>. Tu les vois en chevaux, après ils deviennent une longue voiture... Tout ça c'est lui !... le genie de l'eau que nous appelons salpoko. C'est lui qui gère le lac et tout le monde même les enfants le savent. Il se transforme en femme pour noyer les gens. Pour noyer les gens, il peut faire tourbillonner l'eau qui fait des vagues et devient rouge. Il mange et l'eau redevient calme. Aussi il peut arriver qu'il prenne quelqu'un sans que l'eau soit rouge avant. Dès qu'il prend quelqu'un, on ne peut le sauver sinon ça devient un autre problème surtout si le sauveteur n'est pas un enfant de l'eau<sup>94</sup> ! Il faut qu'il soit d'accord pour que tu descendes dans l'eau... Si tu arrives au lac à des heures bizarres, un poisson peut te parler, alors tu vas courir et dépasser ta case !*

#### **Encadré 16 : la face cachée du fleuve Nakambé**

*Au moment du froid, un idiot du village a allumé du feu pour se réchauffer. Une fille a voulu profiter de son feu, alors il a jeté une brindille sur elle et malheureusement, elle a succombé à ses brûlures. Pour la partie de pêche, la présence de l'idiot a été refusée parce qu'il était animé de mauvaises intentions. Il s'est caché pour suivre les pêcheurs et l'eau l'a emporté. Une partie de ses os a été retrouvée au cours de la pêche de l'année suivante. Son père qui était de la partie, a plongé pour retrouver le reste des os de son fils. Il les a enterrés au bord du fleuve. Quelques temps après, un baobab a poussé sur cette tombe. Pendant les travaux de construction du barrage de Bagré, un Djéné était un des gardiens des lieux. Un matin, il a été interpellé par un homme d'une taille extraordinaire qui a immédiatement disparu. Le gardien a eu le temps d'informer un de ses patrons, un blanc. Le patron est sorti, il a vu des pas géants. Il les a suivis. Le lendemain, le blanc en question est tombé malade. Il est mort le surlendemain alors que la MOB s'apprêtait à l'évacuer... La turbine de la SONABEL est construite sur ce lieu et cela n'a pas été facile. Il a mangé tous ceux qui sont venus pour abattre le baobab... C'est un travailleur de là-bas qui a dit de me voir. J'ai fait ce qu'il fallait. Il a demandé un bœuf blanc, une chèvre blanche, un chat blanc, un œuf de poule, un œuf de pintade. Deux jours après le sacrifice, je leur ai dit qu'ils pouvaient agir. C'est ainsi que le baobab a été dynamité pour permettre le démarrage de la construction de la SONABEL.*

<sup>93</sup> \* Koudn miugu est composé de Koudn qui signifie tuer et de miugi qui veut dire rouge en mooré. C'est le lieu des sacrifices pour la préservation et la conservation du lac Bam. Cet endroit serait le domaine de salpoko.

<sup>94</sup> \* Fondateurs du village.



**Photo 23 :** Le prêtre de l'eau de Gogninga (bonnet blanc) parlant du caractère mystique de l'eau (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)

### 5.4.3. Le caractère socio-religieux

L'eau créait la sociabilité par le fait qu'elle était accessible à tous sans contrainte et sans prix et les Mossi l'illustrent bien en disant « *saana là koom* ». Dans les pratiques de maternage, l'eau est utilisée pour les rites d'insertion du nouveau-né dans son groupe social. En effet, chaque nouveau-né reçoit une louchée d'eau avant l'occupation de la case paternelle. Ceci est un signe pour remercier Dieu mais surtout les ancêtres afin qu'ils veillent sur lui en le guidant dans le droit chemin.

Il ressort ainsi que les différentes attributions de l'eau inhérentes à sa nature mythique construisent un rapport particulier correspondant, repérable dans ses modes de gestion. Ces observations illustrent, parfaitement les propos de Lévy Bruhl (1941) : « Dans les représentations collectives les objets, les êtres, les phénomènes peuvent être, d'une façon incompréhensible par nous, à la fois eux-mêmes et autre chose qu'eux mêmes. D'une façon générale, ils émettent et reçoivent des forces, des vertus, des qualités, des actions mystiques, qui se font sentir hors d'eux sans cesser d'être où elles sont ».

Olivier de Sardan (1991) nous invite à penser que ces différentes attributions de l'eau et les rapports sociaux qu'elles impliquent, peuvent révéler des savoirs qui légitimeraient finalement des modèles d'adaptation au milieu : « les savoirs techniques populaires constituent un ensemble de connaissances opérationnelles pour les producteurs ruraux dans tous les domaines de la pratiques sociale : de la gestion à la pédologie, de la climatologie à la santé, etc. Il n'est aucun domaine où, quand une opération de développement veut diffuser un nouveau savoir technico-scientifique, il n'existe déjà un savoir technique populaire en place,

qui règle les pratiques concernées. Les rationalités qui sous tendent ces savoirs ont été mises en évidence : beaucoup des systèmes de production paysans se sont ainsi révélés être des modèles d'adaptation aux contraintes du milieu.

Néanmoins pouvons-nous parler de rationalité lorsque nous prélevons tous ces rituels ? Sans doute non ! Mais la rationalité est toujours limitée (Crozier/Friedberg, 1977) et l'homme construit son rapport au monde et aux autres dans la rationalité limitée et l'irrationalité.

## Conclusion du cinquième chapitre

L'analyse montre une certaine homogénéité dans l'organisation sociale et politique traditionnelle des sociétés bissa et moaga. Les sociétés bissa et moaga sont caractérisées par leur diversité, leur dynamisme et les mêmes représentations du cosmos. L'organisation sociale et politique montre d'un côté le monde visible : organisation de l'espace, pratiques sociales et culturelles ; et de l'autre côté, le monde invisible : le domaine des ancêtres, des génies que Bonnet (1994) attribue à Panda l'ancêtre femelle nyonyonga. Les sociétés bissa et moaga ont une conception explicative de la cosmologie en lien avec leurs vies sur la terre.

L'analyse a révélé les enjeux de l'eau à travers les rites et les rituels, notamment les préparations que les chefs de terre observent pour l'arrivée de l'hivernage, le suivi des points d'eau et la tombée des gouttes d'eau pendant cette période. Ces pratiques attribuent une valeur symbolique à l'eau : la valeur mythique, sacrée, socio religieuse. Le chant moaga « l'eau c'est la vie » montre la valeur matricielle de l'eau et l'eau comme source de vie.

Cette approche ethnographique montre l'importance des pouvoirs réels et symboliques liés à l'eau et la force des pratiques coutumières encore en vigueur. Elle éclaire l'organisation sociale chez les Mossi et les Bissa. Les places des hommes et des femmes dans la sphère du pouvoir « secret » montrent les rapports de genre en action.

Cette fine observation donne à comprendre en partie les antagonismes ou les modes de régulation entre le droit moderne et le droit coutumier en regard de la ressource en eau que nous allons développer dans le chapitre 6.

# **Chapitre 6 : Principaux types de conflits pour l'accès à l'eau**

Dans le courant de ces dernières décennies, le Burkina Faso a connu une mobilité accrue des populations rurales. Cette mobilité, comme nous l'avons déjà évoqué, s'explique par la raréfaction des ressources naturelles dont l'eau, le développement de l'économie de marché, la revalorisation des pratiques coutumières et le coût élevé des soins de santé. Les migrations entraînent une recomposition de la population. Elles se concrétisent dans les villages par l'arrivée à côté des premiers habitants, des agriculteurs et des éleveurs venus d'autres régions, ainsi que de fonctionnaires (par exemple des enseignants, des infirmiers, etc.). De nouvelles configurations sociales et professionnelles se créent à partir de la multiplication des activités économiques, par le repositionnement de certains habitants. Ces changements imposent nécessairement la diversification des points d'eau.

## **6.1. L'univers recomposé des points d'eau**

Dans les zones concernées par notre recherche, la situation des ressources en eau demeure préoccupante. Dans de nombreux villages, certains quartiers souffrent d'un manque d'eau lié à l'insuffisance de points d'eau. De plus, les points d'eau existants ne sont pas tous fonctionnels. A Kora par exemple, sur les vingt et un points d'eau, onze fonctionnent mal, six boulies connaissent un tarissement précoce. En conséquence, l'accès à l'eau constitue une priorité pour les autorités publiques du pays et surtout pour les communautés locales qui sont quotidiennement confrontées à cette situation. En réponse à cette précarité, des structures d'appui, comme l'ambassade du Danemark et l'Agence Française de Développement (AFD), ont fortement appuyé le gouvernement burkinabè pour l'amélioration de sa politique en matière d'eau par la mise en place des points d'eau modernes.

### **6.1.1. La réalisation du barrage de Bagré et la retenue d'eau à Loagha**

La construction des infrastructures hydrauliques par l'Etat et les partenaires avait pour objectif principal le développement socio-économique de ces régions. Elle ambitionnait de mettre un frein au chômage, de faciliter la résolution et la prévention du déficit alimentaire lié à l'irrégularité des pluies, et de contribuer à la reconversion des jeunes dans l'agriculture. La réalisation du barrage de Bagré visait aussi l'exploitation des ressources halieutiques et

l'accroissement de la production hydroélectrique des villes de Ouagadougou, de Koupéla et de Tenkodogo.



**Photo 24 :** Champ de riz du barrage de Bagré (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)

La photo n°24 annonce le non respect des règles de gestion de la MOB par certains exploitants qui ont des référents « *bien placés* » dans la capitale.

Selon nos enquêtes de terrain, l'aménagement hydro-agricole crée obligatoirement des besoins d'entretien et des situations socio-économiques qu'il faut gérer. La gestion des exploitations et l'entretien du périmètre d'extension sont la base du système de gestion de l'eau du barrage de Bagré dirigé par la MOB. Autrement dit, la gestion des exploitations et l'entretien du périmètre sont inscrits dans un cadre institutionnel. Ce cadre est élaboré autant pour les pouvoirs publics que pour les organisations paysannes, dans la mesure où Bagré est considéré comme un réservoir pour de multiples usages impliquant de multiples usagers de l'eau : la SONABEL, l'ONEA, les organisations paysannes. Le PAGIRE, dans sa mise en œuvre, envisage la mise en place d'une structure centrale de gestion de l'eau du barrage dénommée « Autorité pour la Gestion de l'Eau de Bagré » (AGEB).

### **6.1.2. L'implantation des forages**

Elle visait d'abord la résolution du manque crucial d'eau dû au tarissement précoce des eaux (« fin décembre pour la zone de Kongoussi, mars et avril pour la zone de Bagré »), et la réduction du temps d'approvisionnement en eau effectué par les femmes. L'implantation des forages avait également pour but la consommation de l'eau potable et l'éradication de certaines maladies hydriques telles que l'onchocercose, la bilharziose, les vers de guinée, en vue de l'amélioration de la santé des populations. L'eau des forages est généralement utilisée pour la boisson et pour la restauration.

### **6.1.3. La mise en place des puits à grand diamètre**

Selon nos résultats de terrain, les puits à grand diamètre ont été implantés pour améliorer l'approvisionnement en eau des populations, à savoir la satisfaction des besoins domestiques, et ce, principalement pour résoudre les moyens d'exhaure. Mais l'intermittence des réserves en eau (rivières, mares, puisards, boulies, puits traditionnels) contraint des usagers tels que des briquetiers, des potiers, des restauratrices, des meuniers, pour ne citer que ceux là, à avoir recours à ces puits qui semblaient apparemment être à la disposition des ménagères. Nous avons donc observé un certain nombre de conflits entre les différents usagers autour des puits à grand diamètre. Avant d'aborder l'analyse de ces conflits, nous allons conduire une réflexion sur les différents usages de l'eau dans les deux zones.

Les enquêtes menées montrent que les usages de l'eau sont presque les mêmes dans les deux zones. Mais la capacité de stockage du barrage de Bagré (1,7 ha de m<sup>3</sup>) a induit une grande utilisation de l'eau pour certains usages tels que l'irrigation des 30000 ha, la centrale hydroélectrique d'une puissance de 16 méga watts (Nébié 2005), la pisciculture avec 1670

tonnes en année normale (Yanogo, 2006) et le maraîchage. Les activités menées par les usagers en rapport avec l'eau ont été classées en quatre sphères.

#### *L'eau dans la sphère domestique*

Dans tous les villages, la croissance démographique (Cf. chapitre I), la multiplication des activités économiques, la pauvreté des populations, le tarissement précoce des puits et les pannes fréquentes des forages, contraignent les habitants à s'approvisionner à tous les points d'eau pour satisfaire leurs besoins domestiques. Ces différents prélèvements en eau accroissent l'insuffisance de l'eau dans les villages. Cela entraîne l'affluence des usagers autour des seuls points d'eau fonctionnels ; ce qui constitue certaines contraintes, notamment les longues files d'attente, le faible débit et la lente remontée de l'eau à l'intérieur des puits traditionnels. A ces contraintes s'ajoute l'insécurité pour les femmes et les jeunes filles autour des points d'eau à certaines heures « *très tôt vers 4h du matin* » et « *très tard, vers 19h30* » selon les enquêtés. Ces contraintes et l'introduction de la valeur marchande de l'eau ont suscité une utilisation différenciée des usages de l'eau dans les zones concernées par notre étude. Ainsi, par exemple, l'eau du forage est réservée en priorité à la consommation. L'eau des puits traditionnels ou celle des puits à grand diamètre, des boulies et des puisards, qui sont réservées pour les autres besoins domestiques tels que la lessive, l'abreuvement des animaux, le lavage des céréales, *etc.* Si, d'un côté, cette utilisation différenciée de l'eau par les populations peut être interprétée comme une retombée positive du projet GUCRE — le projet avait toujours attiré l'attention des usagers sur la raréfaction de la ressource en eau en leur recommandant une utilisation rationnelle —, de l'autre côté, elle trouve son explication dans l'irrégularité des pluies et l'évaporation qui entraînent une insuffisance d'eau, ainsi que dans la faiblesse des revenus qui oblige les usagers à différencier l'utilisation de l'eau.

#### *L'eau dans la sphère entrepreneuriale*

L'eau est au centre du champ économique, ce qui explique les usages multiples dans la vie sociale. A partir de nos résultats, nous avançons que, dans la zone de Bagré, les grands consommateurs d'eau sont : la Sonabel, les entreprises de construction d'ouvrages (routes, ponts et chaussées), les exploitants agricoles, les meuniers, les dolotières, les restaurateurs, les briquetiers, les vendeuses d'eau glacée. Dans la zone de Kongoussi, les grands consommateurs d'eau sont : l'Onéa, les entreprises de construction des routes principalement, la production maraîchère, les meuniers, les dolotières, les briquetiers, les restauratrices et les potières.



### *L'eau dans la sphère de l'élevage.*

L'abreuvement des animaux se fait toute l'année au niveau de tous les points d'eau pour ceux qui en ont les moyens, excepté au niveau du tiiboulga à Loagha. Les Peulhs sédentaires historiquement installés dans les zones concernées par cette étude et les Peulhs nomades viennent abreuver leurs cheptels autour du lac et du barrage de Bagré en dépit des contraintes d'accessibilité observées durant la saison sèche et la saison pluvieuse. A cela s'ajoutent les petits ruminants des autres groupes ethniques (Mossi et Bissa).

### *L'eau dans la sphère religieuse.*

La chanson moaga « *l'eau c'est la vie* » permet de retenir que l'eau assure les fonctions d'ordre existentiel. Ndiaye, cité par Bouguerra (2006), dit que : « L'eau est toujours et partout empreinte de spiritualité. Elle est le seul être à interchanger, selon les circonstances, ses pouvoirs (...) ». Autrement dit, la compréhension des facteurs socioculturels relatifs à l'eau est essentielle pour saisir les interactions historiquement construites par les agents/acteurs dans leur rapport avec l'environnement. L'appréhension des représentations sociales permet aux hommes de donner un sens aux entreprises sociales et d'agir dans la cohérence.

La recomposition des points d'eau s'est accompagnée de l'établissement de nouveaux modes de gestion pour réguler l'usage de l'eau et empêcher les débordements. Des comités de gestion des points d'eau ont été mis en place pour la pérennité des points d'eau et leur bon fonctionnement. Afin d'éviter les conflits, ces comités ont instauré un ordre d'approvisionnement par catégorie d'usagers, de six heures du matin à dix-huit heures le soir. Ainsi, l'ordre d'approvisionnement est le suivant : de 6h à 8h pour la satisfaction des besoins domestiques ; de 8h à 10h pour la satisfaction des activités économiques ; de 10h à 11h pour l'abreuvement des animaux. De 11h à 12h, voire 13h, c'est encore l'heure de passage des femmes pour les besoins domestiques et pour un autre besoin tel que la lessive. De 13 à 14h, voire 15h, le forage est fermé afin d'éviter les pannes fréquentes liées à une utilisation intensive de la pompe. De 15h à 16h, c'est le tour des hommes. De 16h à 17h, c'est encore le tour des femmes, toutes catégories confondues. De 17h à 18h, c'est de nouveau le tour des éleveurs. Et l'horaire allant de 18h à 19h est reversé aux femmes retardataires. Le reste du temps, la nuit de 19h à 5h du matin, les points d'eau sont fermés aux humains ; c'est le temps de passage des génies. Ainsi conçu, cet ordre de passage se rapporte à la vie sociale des villages, y compris celle des génies. L'évolution sociale qui s'est produite a fait que la ressource en eau conçue comme une propriété privée est devenue un bien d'usage collectif. La

gestion de ce bien collectif implique forcément la notion de l'action collective. Cette notion fait référence à la sociologie des organisations par le fait que la gestion de l'eau « structure un espace d'action pour divers acteurs qui se positionnent et élaborent des stratégies dans le champ défini par cette question » (Accardo, 1983).

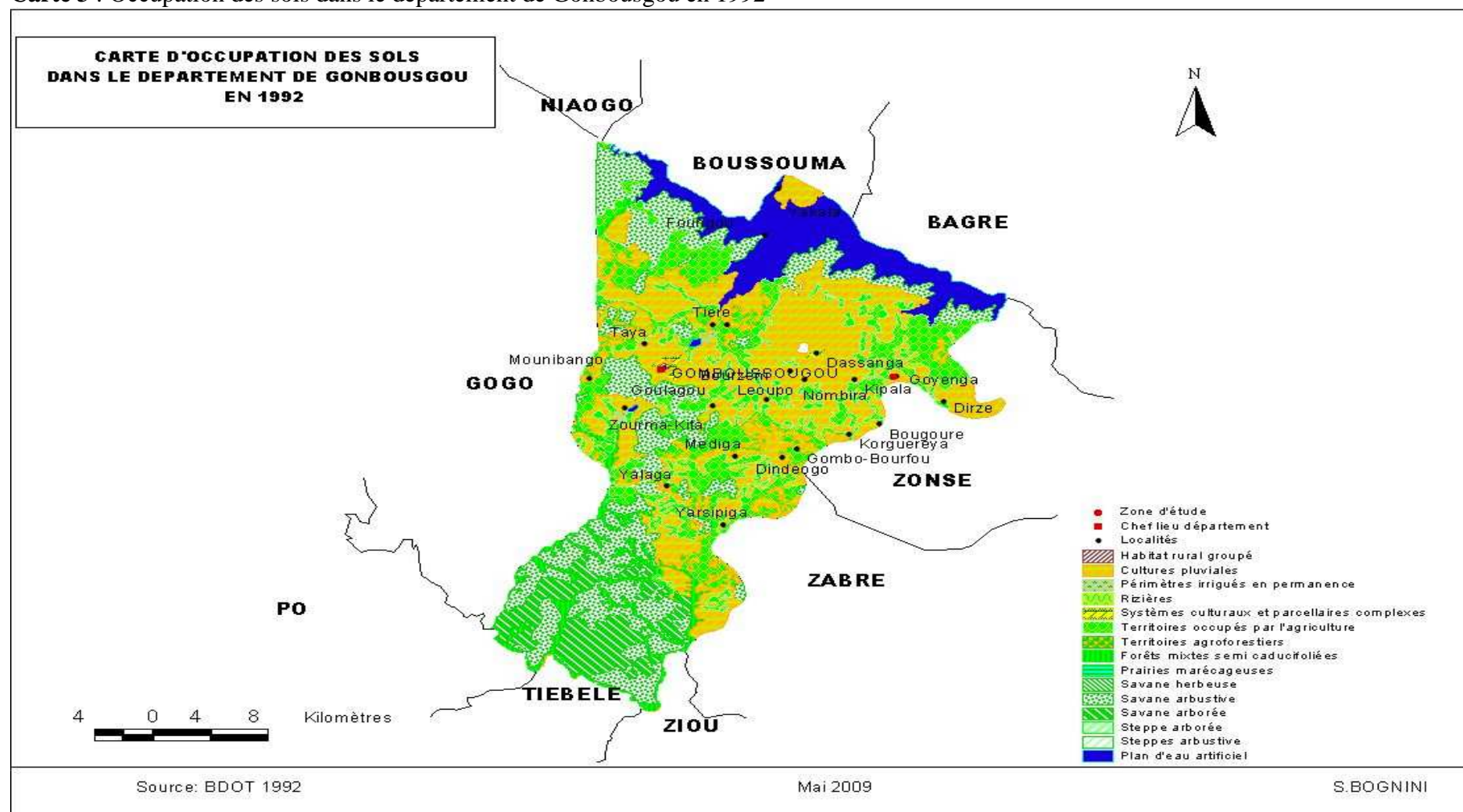
## **6.2. Observer pour comprendre les interactions dans des espaces hétérogènes**

Pour comprendre les interactions sociales, les cartes présentées ici permettent d'appréhender l'évolution du couvert végétal sur lequel s'organisent les activités humaines. Il s'agit de mieux comprendre les causes lointaines des conflits qui s'observent autour des points d'eau. (Cartes n°3 et n°4)

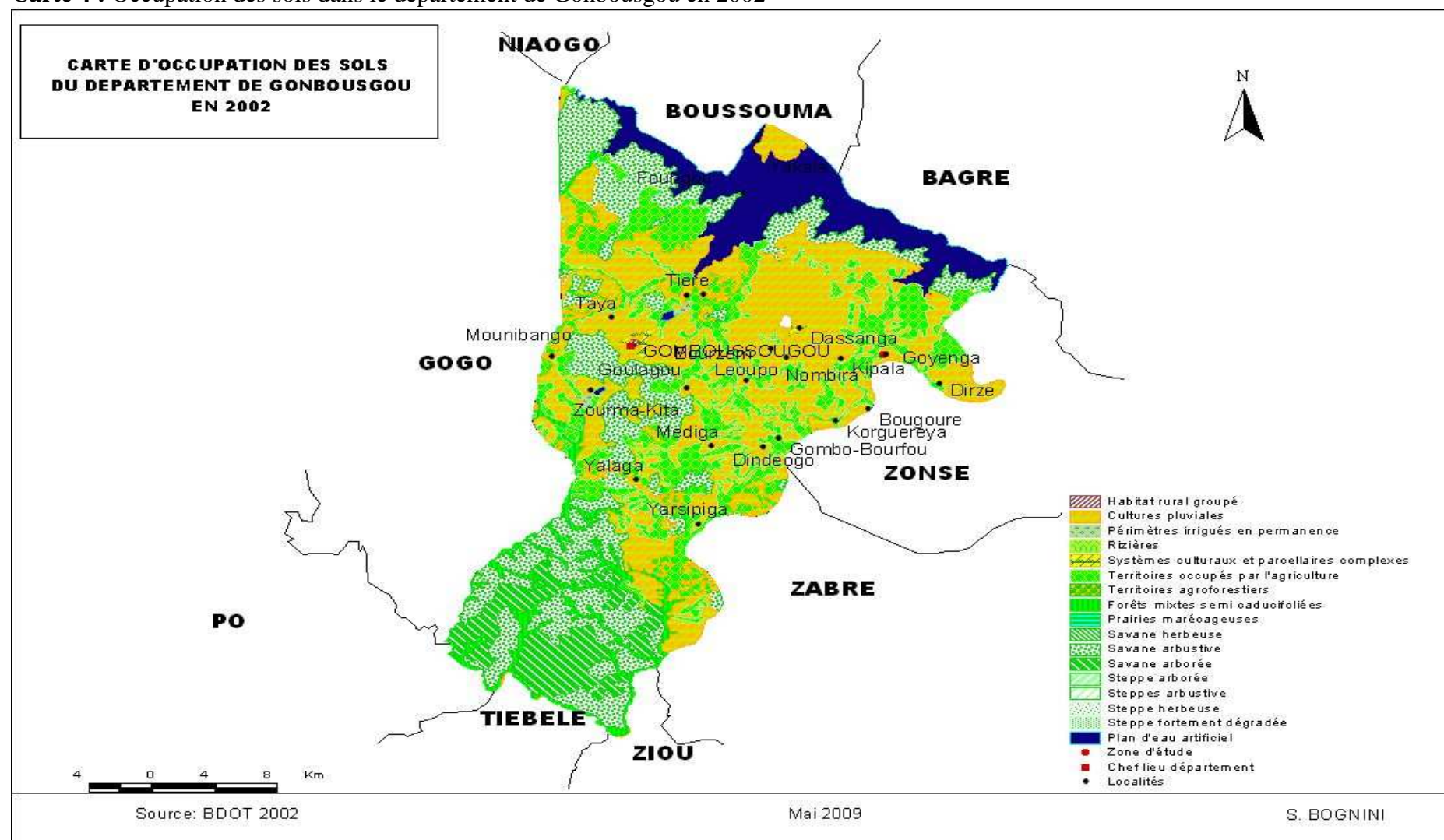
La carte n°3 présente une zone avec toutes les caractéristiques physiques : habitats, savane, steppe, plan d'eau, territoire agricole, forêt, etc.

La carte n°4 présente la même zone avec une forte dégradation des ressources naturelles au Nord. Cette dégradation peut s'expliquer par la migration et les actions de l'homme sur l'environnement.

**Carte 3 : Occupation des sols dans le département de Gonbousgou en 1992**



**Carte 4 : Occupation des sols dans le département de Gonbousgou en 2002**



La lecture des cartes témoigne de la dégradation des ressources naturelles entre 1992 et 2002. La dégradation des ressources est perceptible à travers la disparition à partir de 2002 de la bananeraie, la diminution des plans d'eau naturel à Kongoussi (cf. annexe 1). A Bagré et Gogninga (annexe n°1) pour la même année, on peut observer la disparition du système de culture en concomittence à celle d'un cours d'eau et d'une voie d'eau. La carte de 2002 présente des steppes fortement dégradées. L'occupation des terres montre que ces dernières étaient à vocation agricole et maraîchère. La dégradation du couvert végétal a entraîné la porosité des villages par la diversification des activités économiques telles que la riziculture, la culture des pastèques, du haricot vert destiné à l'exportation, de la pêche et la présence des éleveurs transhumants ou sédentaires. Sur les cartes, l'élevage est absent alors qu'il occupe la deuxième place dans l'économie du Burkina Faso après le coton, soit 25% des exportations et représente 10% du PIB national<sup>95</sup>. Les recherches au niveau du ministère de l'Elevage montrent que le Ghana occupe le deuxième rang des pays importateurs de bovins. Il est suivi par la Côte d'Ivoire, et au quatrième rang, figure le Togo. Toujours selon les données du ministère, le Togo représente 48,42% de la transhumance transfrontalière et le Ghana, 14,71%. Cependant, le Centre-Est qui est situé à la frontière avec le Togo et une partie du Ghana n'est pas pris en compte dans l'évaluation de cette transhumance. Nos résultats montrent que le Centre-Est est une zone de transhumance vers le Togo. Dans la région du Centre-Nord (Kongoussi) en 2006, le taux de l'élevage représentait 4,7% de la production nationale, ce qui traduit une part non négligeable de l'élevage dans la consommation en eau. Ainsi, l'insertion de l'élevage à vocation économique, pratiqué par des allochtones dans des zones jadis réservées à l'agriculture et au maraîchage, engendre des conflits autour des ressources naturelles et autour de l'eau.

De plus, la création des zones à vocation d'élevage ne s'est pas accompagnée d'une multiplication des infrastructures hydrauliques. Par exemple, pour la période 2000-2009, un seul forage a été implanté à Loagha, de même qu'à Bagré, et ce, malgré la croissance démographique. Le nombre des points d'eau dans les autres villages n'a pas augmenté. La création des zones de pâturage complexifie les stratégies d'approvisionnement des habitants pour la satisfaction de leurs demandes en eau. Cette concurrence crée des inégalités d'accès aux ressources naturelles, et particulièrement à l'eau.

---

<sup>95</sup> Source : ministère de l'Elevage, statistique du secteur de l'élevage 2007.

Sur le plan traditionnel, la gestion des ressources naturelles prend de l'ampleur par le repositionnement des responsables coutumiers dans la nouvelle politique de gestion de l'eau. La nouvelle gestion des ressources naturelles relève d'une homogénéisation dans l'accès et l'usage des ressources naturelles (cf. tableau n°4).

**Tableau 4 : usages, représentations autour des ressources naturelles**

Types de ressources naturelles	Différentes formes de ressources naturelles	Utilisateurs de la ressource	Représentants des utilisateurs	Institutions d'appartenance	Intervenants profession (médiateurs)	Usagers concurrents	Représentations des usagers concurrents
	Eau	Tous les usagers, Etat.	Responsables coutumiers, CGPE, RAV, CVD, Etat.	Préfecture, système social local.	Responsables coutumiers, comité de gestion des conflits, préfecture, gendarmerie.	Tous les usagers.	Chefs de ménages, présidents des groupes socioprofessionnels
	Pâturage	Eleveurs(autoch et allochtones)	Responsables coutumiers, Etat.	Préfecture, système social local.	préfecture, gendarmerie	Autochtones, agriculteurs, éleveurs Peulhs.	Responsables coutumiers, représentants des agriculteurs, représentants des éleveurs.
	Production de charbon	Autochtones et Allochtones.	Responsables coutumiers, présidents des producteurs	Préfecture, système social local.	préfecture, service des eaux et forêts, gendarmerie	Autochtones/allochtones	Responsables coutumiers, représentants des producteurs.
	Bois de chauffe	Autochtones et Allochtones.	Responsables coutumiers, chefs de ménages.	Préfecture, système social local.	Responsables coutumiers, comité de gestion des conflits, préfecture.	Autochtones/allochtones	Responsables coutumiers, Représentants des vendeurs.
	Terres cultivées en céréales	Autochtones et Allochtones.	Responsables coutumiers, présidents des groupements	Préfecture, système social local.	Responsables coutumiers, comité de gestion des conflits, préfecture, gendarmerie	Autochtones/allochtones	Responsables coutumiers, Présidents des groupements
	Terres cultivées en maraîchage	Autochtones et Allochtones.	Responsables coutumiers, groupements des maraîchers	Préfecture, système social local.	Responsables coutumiers, comité de gestion des conflits, préfecture.	Autochtones/allochtones	Responsables coutumiers, Représentants des maraîchers.

Source : Enquête terrain juin 2009.

La lecture de ce tableau montre que la gestion des terres et de l'eau inclut une multitude d'agents/acteurs aux objectifs communs superposés voire concurrents ; ce qui introduit des enjeux sur les ressources naturelles. L'Etat est à priori présent dans la gestion des ressources naturelles (sauf à Bankako). La décentralisation n'est pas encore effective dans les villages. Mais la gestion des ressources naturelles se trouve en réalité entre les mains des responsables locaux et coutumiers. Ainsi, la gouvernance locale des terres et de l'eau est manipulée par un jeu de pouvoir et d'influences. En conséquence, l'accès aux ressources n'est pas facile pour tous les usagers. Il se pose alors le problème des territoires agricoles face à une réalité socioéconomique vécue par des agents/acteurs des territoires en profonde mutation, et le problème d'un usage agricole de plus en plus important. Cependant, ces inégalités d'accès aux ressources traduisent la fissure de lien social, la montée de l'individualisme.

C'est dans ce sens que nous menons une réflexion sur les interactions entre les agents/acteurs en nous intéressant d'abord à leurs positions, et ensuite en analysant leurs interactions en termes de stratégies d'acteurs.

Pour Accardo (1983), la notion de stratégie exprime « une logique d'action générée par notre système complexe et transposable de prédispositions durables ». M. Crozier et E. Friedberg (1977) démontrent que l'acteur élabore sa stratégie selon une forme offensive pour « contraindre les autres membres de l'organisation pour satisfaire ses propres exigences », et selon une forme défensive afin d'« échapper à leur contrainte par la protection systématique de leur propre marge de liberté et de manœuvre ». Ces comportements influencent l'organisation de la gestion de l'eau.

Le raisonnement de Crozier/Friedberg (1977) montre qu'une stratégie n'existe pas en dehors de l'organisation d'où elle tire sa rationalité : « La réflexion en terme de stratégie oblige à chercher dans le contexte organisationnel la rationalité de l'acteur et à comprendre le construit organisationnel dans le vécu des acteurs ».

La position Bourdieusienne conduit Accardo (1983) à indiquer que la maîtrise du champ se traduit chez l'agent par des attentes, des espérances subjectives en concordance avec la position occupée. Les aspirations sont spontanément ajustées au capital possédé. Les agents/acteurs savent se limiter et s'accommoder de ce que les conditions objectives les autorisent à revendiquer et de ce qu'elles leur empêchent de faire. Chacun est amené à adopter la stratégie compatible avec sa position dans le champ.



Dans notre étude, nous avons pu observer très clairement comment la position des agents/acteurs oriente leurs stratégies. Ceci nous a permis de distinguer quatre types de personnages joués par les usagers en fonction de leurs motivations et de leurs engagements dans la gestion de l'eau. Cette distinction décrit la hiérarchie sociale, le pouvoir et la domination autour de l'eau. Nos observations nous permettent de dire que les responsables coutumiers adoptent des stratégies pour maintenir leurs positions, voire leur statut social ; la stratégie des non propriétaires et des non gestionnaires des points d'eau consiste quant elle à se revaloriser. Les demandeurs de parcelles utilisent une stratégie d'intégration et les plus faibles adoptent une stratégie du silence ou d'appartenance sociale.

### **6.2.1. Les stratégies des agents/acteurs dominants**

La posture de chef, de responsable coutumier ainsi que de ses proches, de certains gestionnaires des nouveaux points de l'eau, de ceux qui ont le statut le plus élevé, les maintient dans une forme de domination qu'ils peuvent utiliser pour intimider les usagers autour des points d'eau. Les responsables coutumiers, dotés d'un savoir spécifique, savent à quel moment précis ils doivent mettre en pratique leur savoir-faire pour conserver la gestion des ressources naturelles. Ces extraits d'entretien en témoignent :

A Gogninga : « *En 1997-1998, un projet est venu ici sans qu'on soit au courant, ils se sont parlé entre eux (les jeunes). Ils ont creusé quelques jours après, l'eau a très bien jailli, ils ont applaudi. Le lendemain, les femmes sont venues pour prendre l'eau, la première a pompé et c'est du sable qui a coulé. La deuxième, même chose et ainsi de suite. Ils sont partis voir le projet à Tenkodogo. Les gens du projet sont venus, même chose, et c'est quelqu'un qui leur a dit de venir nous voir. Nous avons parlé et ensuite nous avons fait le nécessaire et le lendemain, les gens ont pris l'eau sans problème<sup>96</sup>.* ».

A Loagha nous avons recueilli le témoignage suivant : « *Madame, vous voyez ce tronc d'arbre ! Chaque jour nous nous asseyons là dessus, nous regardons passer les gens. S'ils ne s'adressent pas à nous à l'aller, au retour, ils viennent nous trouver à notre même place. Si le pintadeau s'égare, pour le ramener à la maison, il ne faut pas le poursuivre sinon il va disparaître dans la brousse. Il faut juste le contourner pour le ramener à la maison. Ce qui*

---

<sup>96</sup> Ce propos a été confirmé par nos enquêteurs de Bagré et de Gogninga et aussi par un ancien technicien de la MOB.

*signifie qu'il ne faut pas courir derrière les enfants, ils ont toujours besoin de l'aide des personnes âgées, et ils reviennent toujours vers elles*<sup>97</sup>».

Ces paroles traduisent la maîtrise d'un savoir-faire, base des stratégies nécessaires à la conservation du sommet de la hiérarchie. Ce sont les responsables coutumiers qui émettent des règles de gestion de l'eau. Certaines de ces règles, comme par exemple « *ne pas aller au point d'eau après 18 heures* », ne tiennent pas compte du temps de travail de la majorité des usagers. La plupart des usagers sont des agriculteurs qui rentrent souvent des champs au crépuscule, c'est-à-dire entre 17 et 18 heures, voire même 19 heures. Il leur est impossible de respecter cette règle. Le besoin d'eau les conduit à concevoir des stratégies pour la contourner.

Les gestionnaires des points d'eau modernes détiennent les clés des forages. Dans le cadre de leur travail, les règlements intérieurs leur « *permettent de fermer le forage en cas de conflit entre les usagers et de ne l'ouvrir qu'à la fin du conflit* ». Ce pouvoir est ressenti par les usagers comme une forme de domination. En cas de fermeture du forage par exemple « *il faut négocier avec lui pour s'approvisionner. Le gestionnaire s'identifie au règlement intérieur, il faut le respecter pour avoir l'eau au moment voulu. Il oublie cependant que ce sont les personnes qui l'ont mis à cette place* ».

La stratégie de ce groupe dominant recadre le respect de la hiérarchie comme la première règle du système social en pleine mutation.

### **6.2.2. La stratégie des usagers non propriétaires de point d'eau et non gestionnaires de point d'eau : le jeu de l'interdépendance**

La stratégie consiste à réduire le pouvoir des propriétaires ou des gestionnaires. Il s'agit de certains individus (meuniers, dolotières, gestionnaires de petits maquis, *etc.*) qui pratiquent des activités qui leur permettent d'être des recours en cas de besoin financier principalement. Par exemple, au niveau des moulins, certains meuniers ne tiennent pas compte du rang social pour servir les clientes. Ils peuvent déclasser les paniers d'un propriétaire ou d'un gestionnaire de point d'eau pour marquer leur mécontentement envers ces personnes. On peut y voir une façon de s'affirmer. Il en est de même au niveau des points de vente de *dolo*, lorsque la vendeuse feint d'ignorer la présence d'un membre d'un groupe dominant venu acheter le *dolo*. Le meunier, la dolotière ou le commerçant du village, adoptent des stratégies de valorisation de soi. Certains enquêtés affirment que « *la dolotière se venge toujours au*

---

<sup>97</sup> Extrait d'entretien avec les responsables coutumiers de Loagha, juin 2009.

*niveau de son point de vente. Là, qui que tu sois, elle t'ignore sans tenir compte de ta place dans la société ».*

### **6.2.3. La stratégie des demandeurs de parcelles : autochtones ou allochtones**

Dans la hiérarchie sociale, les demandeurs de parcelles se situent dans le groupe des dominés. Leurs marges de manœuvre sont réduites puisqu'ils ne possèdent pas de terre et sont susceptibles à n'importe quel moment de se voir retirer la parcelle. Leur stratégie consiste à respecter le donateur, à avoir un « *rendement en dessous du rendement du donateur de la parcelle* ». Le renouvellement de prêt jusqu'à « *l'obtention de la sienne* », et l'intérêt à bénéficier de plus de conseils des agents techniques d'agriculture pour progresser les contraignent à la modestie.

### **6.2.4. La stratégie des migrants de retour et des Peulhs<sup>98</sup>**

Dans tous les villages, il ressort que tous les migrants qui sont « *revenus bredouilles<sup>99</sup>* », adoptent la stratégie du « *silence et de supporter* ». Ils prennent toujours part aux activités de leur village sans donner un avis et le plus souvent ils se tiennent toujours à l'écart. A Gogninga, un migrant nous a dit qu'il est préférable pour lui de « *repartir en Côte d'Ivoire (où il était depuis près de 20ans) vivre dans l'humiliation que de rester chez moi et mourir de faim. Depuis que je suis rentré, je n'ai même pas encore eu une petite parcelle, tout est pour les jeunes qui veulent aller en Europe. Qu'est-ce que je peux faire ? Je n'ai pas de terre pour cultiver, je suis rentré sans rien, les choses ont changé. Aujourd'hui, si tu n'as pas d'argent qui te voit ? Donc tu ne fais que te taire et observer et c'est ce que je fais !* » Certains autres usagers de cette même catégorie utilisent leur appartenance identitaire et territoriale comme seule alternative d'acceptation des faits. Par exemple, la préférence à l'eau du puits traditionnel est une manière de valoriser son appartenance territoriale, l'attachement à ses valeurs, mais en réalité, cette appartenance cache l'incapacité de payer le prix d'un seau d'eau. Dans ces conditions, certaines règles sociales complémentaires sont convoquées comme en témoigne cet extrait : « *Notre totem c'est le fer, or les points d'eau modernes contiennent le fer, c'est pourquoi je consomme toujours l'eau de la source des rivières et celle des puits traditionnels. Elle a un arrière goût, tu sens l'odeur de la terre, cela prouve que tu*

---

<sup>98</sup> Propos recueillis sur le terrain

<sup>99</sup> Ce sont généralement ceux qui étaient en Côte d'Ivoire et qui ont été contraints au retour par la crise ivoirienne de 2002.

*es chez toi* ». La situation de dominé leur donne une place « à l'écart » pour supporter, se contrôler et faire pression sur soi pour ne jamais répondre. Nous avons vu à travers la notion de gouvernance que les usagers sont contraints de coopérer. Dans le cadre des recompositions sociales, les contraintes imposées par les institutions ne permettent pas nous semble-t-il de rendre compte de cette coopération. Nous avons vu avec Ostrom (1990) et Strauss (1992) que l'institution sert à créer la participation malgré la contrainte. Le système permet aux agents/acteurs de se prêter au jeu de la collaboration dans les situations d'interactions pour atteindre leurs objectifs. Les règles de mise à disposition de l'eau permettent à certains d'influencer les autres agents/acteurs. L'émergence des conflits fait émerger aussi une coopération comme le démontre Simmel (1908) et De Sardan (1998). Nous avons déjà exposé les positions des agents/acteurs, il nous reste à dégager les points de conflits pour éclairer les dimensions cachées des relations sociales autour des points d'eau.

### **6.3. Les situations d'interactions : typologie des conflits qui vont se répercuter au niveau des points d'eau**

*« Le lion et le chien sont tous des animaux mais ils ne chassent pas le même gibier ! (Nous sommes des humains mais notre vie est faite d'inégalités) »*

#### **6.3.1. À propos des conflits**

Les conflits sont une porte d'entrée pour la compréhension des sociétés comme le montrent Bierschenkt et Olivier de Sardan (1998). Aucune société n'est figée et l'environnement est un construit social selon Simon (1993). Dans ce sens : « les transformations sociales actuelles induisent obligatoirement une reformulation des différences sur lesquelles se cristallisent les intérêts sociaux spécifiques » (Ouédraogo, 1997). Tout d'abord, nous avons pensé qu'une classification des conflits était nécessaire pour leur compréhension. Ainsi, nous analyserons village par village, les différents types de conflits observés lors de nos enquêtes. Ces conflits sont deux ordres : ceux qui ont un rapport direct avec l'eau et ceux qui n'ont pas de rapport direct avec l'eau. Voyons comment ils se manifestent autour des points d'eau que s'y prêtent à leurs jeux et enjeux.

#### **6.3.2. Les causes indirectes, voir lointaines des conflits liés à l'eau**

Les observations que nous avons menées au cours de nos enquêtes combinées à nos travaux au sein du Gucre, nous permettent de dire que dans tous les villages échantillonnés, les premières sources des conflits qui s'observent autour des points d'eau ont des causes lointaines. Il s'agit de la croissance démographique qui n'implique pas forcément la multiplication des points d'eau, du tracé des parcours pour les animaux, des vols de femmes et d'objets appartenant au lignage, de l'aménagement des périmètres agricoles, et de la superposition des pouvoir, des rivalités ethniques, religieuses, politiques et d'intérêts.

Nous avons déjà montré dans le chapitre I de notre travail que dans les deux zones concernées par notre recherche, la population connaissait une croissance démographique notoire. La population de Bagré était estimée à 20850 habitants en 1996, elle est passée à 29164 habitants en 2006. Celle de Kora en 1996, était estimée à 1968 habitants plus 108 Peulhs, donnait un chiffre relatif en 2006 de 2674 habitants et 135 Peulhs. A Loagha, il y avait en 1996, 1443 habitants et 61 Peulhs et en 2006 il a été enregistré 1814 habitants et 54 Peulhs<sup>100</sup>. Ces

---

<sup>100</sup> Il s'agit des données de l'Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2005.

pressions démographiques ont des conséquences sur la pression foncière qui s'exerce aujourd'hui dans les différents villages. Cette pression foncière a créé des conflits autour de l'appropriation des terres au regard de leur nombre insuffisant, et du fait d'un chevauchement des droits coutumiers et modernes ; elle a créé des « richesses » mais aussi des « pauvretés ». Elle est la cause de certaines migrations.

#### **6.3.2.1. Dans la zone de Bagré (Bagré-centre, Bankako, Gogninga)**

En rappel, la zone de Bagré est une zone d'exploitation agricole, de pisciculture, d'électricité, et depuis 2008, d'écotourisme. Elle représente une zone d'importantes réalisations pour l'Etat qui veut assurer une promotion de la paysannerie, et freiner ainsi l'exode rural. Ces réalisations ont la plupart du temps nécessité des transferts de populations en vue de leur participation croissante aux projets de développement locaux pour l'amélioration du niveau de vie des populations locales. Malheureusement, ces projets (barrage de Bagré, écotourisme) sont décidés sans l'aval des communautés, qui ne sont utilisées que comme une main d'œuvre commode et nécessaire pour atteindre des objectifs. Ce faisant, la dynamique sociale et la dynamique économique deviennent une source de conflits qui s'observent dans les villages et qui se répercutent autour des différents points d'eau. A Bagré, les activités économiques ont prospéré<sup>101</sup>. Les enquêtes de terrain nous ont permis de relever un certain nombre de conflits.

#### **A- A Bagré**

##### ***a) Les conflits liés au tracé de la zone de pâturage***

Deux grandes causes seraient à l'origine des conflits entre agriculteurs et éleveurs au niveau des parcours :

Avec l'aménagement du barrage de Bagré, l'Etat est devenu propriétaire de toutes les terres mobilisées pour sa construction. Ces terres, à forte valeur socioculturelle, ont acquis le statut

---

<sup>101</sup> En 2000 on notait outre les vendeurs de riz, la présence d'une seule restauratrice logée dans la cour de la Sonabel, deux grilleurs de viandes, une seule vendeuse de poissons fumés, deux vendeurs de charbon de bois, deux vendeuses d'eau glacée de sirop de bissap, de pain de singe et de yaourt, un réparateur de radios, magnétophones et de montres et qui exerçait également dans la forge, environ cinq réparateurs de vélos et de mobylettes. En 2010, nous avons rencontré près de dix vendeuses d'eau glacée, plus d'une dizaine de réparateurs de mobylettes, cinq réparateurs de radios, trois vendeuses de poissons fumés, un groupement de vendeuses de riz étuvé. Le marché a été élargi avec l'arrivée de nouveaux commerçants Mossi ; le riz et le poisson frais comme le poisson fumé de Bagré sont quasiment introuvables sur le marché local à cause de la multiplication des acheteurs de riz qui viennent pour la plupart de la capitale. Le périmètre a été élargi avec l'installation de 3000 familles.

de « terre collective » puisqu'elles ont servi à l'installation de 240 familles d'exploitants (2400 habitants) venues d'horizons divers. Cela pose un problème car des propriétaires fonciers de Bagré, de Gogninga et des villages environnants n'ont pas été pris en compte dans l'installation des exploitants par la MOB. Un responsable de la MOB nous a dit que : « *Pour la première mise en valeur des parcelles, il y a eu des failles du côté de la MOB, mais nous allons les rattraper au cours des prochaines installations des familles d'exploitants.* » L'inégale répartition des parcelles d'exploitation ne facilite pas la gestion des terres parce que les propriétaires fonciers dépossédés « *sont toujours sur la défensive* ». Ils n'hésitent pas à s'en prendre aux éleveurs lorsqu'un troupeau pénètre dans leurs champs. Le préfet de Bagré que nous avons rencontré une nouvelle fois en juillet 2009 nous a confirmé que : « *les conflits de ce genre font partie de notre quotidien.* »

La carte d'occupation du sol montre que la terre est à vocation agricole. L'Etat a entrepris en 2005, dans la zone de Bagré, le tracé de cette zone afin de résoudre les conflits journaliers entre agriculteurs et éleveurs. De par sa position géographique et sa potentialité hydrographique, Bagré est devenue un « *passage obligé* » pour des éleveurs transfrontaliers. Ce tracé ne faisait pas l'unanimité, même s'il était contenu dans le plan de développement de Bagré-centre.

A ce découpage administratif opéré par les pouvoirs administratif et coutumier, qui cause des problèmes entre les responsables coutumiers, s'ajoute la fragilité des limites ethniques entre les autochtones et les allochtones exploitants et éleveurs. Le dernier élément à prendre en compte, le plus important selon nos observations, est l'acquis, par les allochtones uniquement, de terres qui ne leur appartiennent pas selon les normes coutumières. Cet élément économique conduit au conflit ethnique de plus en plus quotidien et visible dans ce milieu.

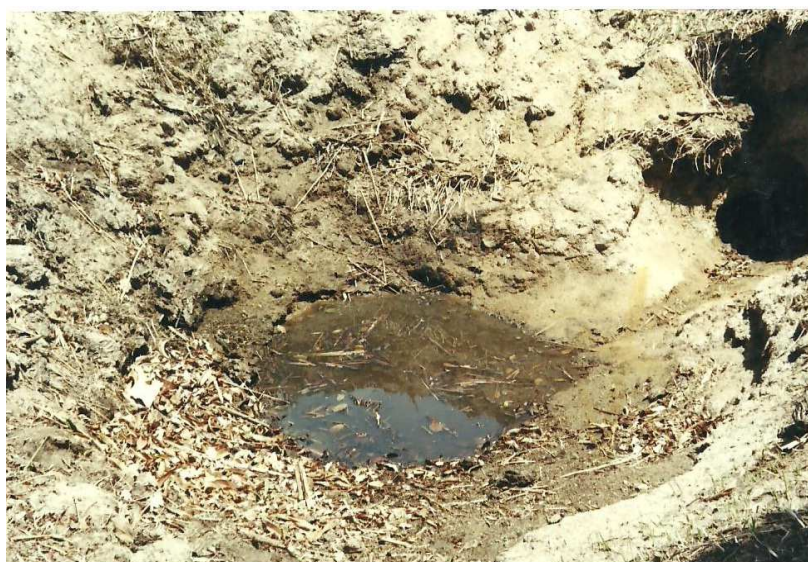
#### ***b) Les conflits liés à l'ethnie***

Nous avons déjà abordé la notion d'ethnie au chapitre 3 lorsque nous avons clarifié le concept d'autochtonie. Rappelons que la gestion des ressources relève du système social. Lorsque la ressource se raréfie et qu'il faut néanmoins la partager avec d'autres groupes sociaux, le système social peut influencer la mobilisation et/ou la solidarité du groupe ethnique pour le partage de la ressource. Pour Cohen, cité par Martiniello (1995), un groupe ethnique est « une forme de réaction aux conditions de la modernité, qui en Afrique ou aux Etats-Unis, conduit les individus à s'organiser selon les lignes ethniques pour soutenir la compétition économique et politique ».

Selon nos résultats de terrain, à Bagré-centre, nous avons retenu deux conflits liés à l'ethnie. Il s'agit des conflits intra ethniques (entre les Mossi). Ils s'observent au sein des familles et du voisinage. Il y a les conflits inter ethniques entre les autochtones Mossi et Bissa d'une part, et, d'autre part, entre les autochtones et les allochtones, c'est-à-dire entre les Mossi et les Bissa (généralement agriculteurs) et les Peulhs (éleveurs).

1°) Les problèmes dans et entre familles situés dans le temps et dans l'espace

**Les problèmes au sein des familles** portent généralement sur l'inceste commis par un fils et la « *petite femme* » du père ou du chef de la concession. Ce cas est présent à Bagré-centre où certains jeunes Mossi auraient eu des rapports sexuels avec des épouses appartenant à leurs lignages ; ils se seraient enfuis avec ces dernières pour s'installer à Bagré-centre. Ils ont été reniés de leurs *budu*. Ils sont ignorés par les habitants de Bagré-centre qui ne souhaitent pas « *subir les mêmes conséquences qu'eux* ».



**Photo 25 :** Boulie appartenant à des femmes incestueuses (cliché Pascal Tandamba 2006)

Lorsque nous avons voulu savoir si leur lieu d'habitation était un hameau de culture et pourquoi il n'avait pas été mentionné, nous n'avons reçu aucune réponse. Leur identité nous a été donnée lorsque nous vu certaines femmes incestueuses s'approvisionner dans des boulies dérisoires. Nous avons cru que c'est le manque d'argent qui les poussait à prélever de telles eaux. Mais un interlocuteur nous a dit que : « *Vous les plaignez parce que vous les voyez ! Nous, nous ne les voyons même pas. Ils sont bien là bas, d'ailleurs on ne sait même pas comment ils se sont installés ici. Eux aussi savent pourquoi ils ne peuvent pas s'approcher de nos points d'eau. Personne ne le leur a interdit, ils ne sont pas si bêtes !* »



A ce problème de détournement de femme, s'ajoute celui de vol des fétiches ou des objets spécifiques de famille voire du lignage. La permanente présence des voleurs d'objets lignagers (violeurs de l'ordre social) dans ce village constitue des sources de conflits pour les habitants. En essayant de comprendre la pression sociale qui s'exerce sur eux, nous nous sommes demandé s'il s'agissait là d'une façon de les anéantir. Ils ne sont pris en compte à aucun niveau de la société. Ils sont autant ignorés comme ceux qui ont détourné des femmes du lignage. *« Vous pensez que ce sont des personnes ? Ils n'ont rien vu encore... Ça n'a pas encore commencé. Ils vont s'en aller d'ici aussi sans que personne les chasse. L'argent là, il leur a donné quoi ? Ils sont comment aujourd'hui ? »*

La présence de ces personnes constitue un conflit entre les responsables coutumiers, la population et la mairie accusée de leur avoir offert l'hospitalité sans consultation.



**Photo 26 :** Habitation des «*personnes maudites* » à Bagré-centre (Cliché Ramatou Traoré, juin 2009)

*Les problèmes entre les familles* portent également sur le vol et/ou le détournement de la femme du voisin ou d'une famille proche. La famille dépossédée se dit « *cocufiée, défiée* », elle cherche à se venger. Le vol de femme est un acte banni par la tradition en milieu moaga. (Cependant chez les Birifor, au sud-ouest du Burkina, c'est un acte de bravoure qui est célébré par le lignage surtout s'il s'agit de l'enlèvement d'une femme enceinte). Le rapt, voire le vol des femmes, est très courant dans les zones de Bagré. Une personne âgée nous a confié que : *« c'est pour éviter les histoires avec les autres (surtout le voisin) qu'il ne faut pas arranger ta femme. Tu vois, la femme c'est comme l'argent, elle attire. Autant il est difficile de garder de l'argent sans le toucher, autant les yeux ne peuvent pas se passer d'une belle*

*femme et voilà les problèmes. » Ce genre de conflit latent peut se répercuter sur plusieurs générations parce qu'affirme cet enquêté : « Lorsque deux chefs de famille ne s'entendent pas, ça descend sur l'ensemble des familles et ils se guettent en permanence<sup>102</sup> ».*

## 2°) Les conflits permanents inter ethniques

Il y a des tensions entre les autochtones d'une part, et entre autochtones et allochtones d'autre part.

### ***Conflits entre les autochtones***

En 2009, un conflit a opposé les responsables coutumiers Mossi et Bissa. Ce conflit est né avec les perturbations que rencontre le village liées à l'installation des allochtones sans « concertation avec les responsables coutumiers ». Il s'est élargi à une partie de la population surtout au niveau des points de vente et au niveau du barrage. Il s'est ensuite transformé en un conflit politique.

### ***Conflits entre les responsables coutumiers Mossi et Bissa***

Ils s'accusent mutuellement à propos de l'installation de nouveaux arrivants par la mairie et cela sans concertation. Les Mossi reprochent aux Bissa de négliger le rite dédié à la terre. Les Bissa critiquent quant à eux la relation de proximité entre les responsables coutumiers Mossi et la mairie comme en témoigne cet encadré.

#### **Encadré 17 : dénigrement des responsables coutumiers Mossi par les Bissa**

*Ils sont responsables de tout ceci ! Depuis quand vous avez vu un chef fréquenter un bar ? Même lorsqu'on dit que ce sont les responsables coutumiers qui ont contraint le défunt chef de Tenkodogo à se donner la mort pour le déshonneur qu'il leur avait causé, c'est faux ! Son fils qui l'a remplacé, fréquente le bar. Quelles sont ces manières et vous voulez nous gouverner ! Montrez nous le bon exemple ! Et avec ça, vous ne voulez pas que les gens se révoltent ! Depuis la révolution, personne n'a peur de son prochain ! On veut seulement vivre dans la paix avant de partir. Depuis que vous venez ici, est ce que vous avez déjà rencontré le chef à Bagré ? Il a fui pour s'installer à Dirlakou, un village de la MOB. Il sait que ses frères le guettent parce qu'ils veulent aussi sa place, surtout celui qui assure les instances derrière lui. Chacun d'eux fait des gestes au chef de Tenkodogo pour être son prochain choix... Vous, vous en foutez et voilà ce qui en est de Bagré aujourd'hui ! Les gens s'installent fréquemment*

<sup>102</sup> Propos de PS, 52 ans, exploitant agricole.

*comme ils veulent et eux ils se plaignent que le Maire ne les considère pas dans les prises de décision. Ils ne savent pas ce qu'ils veulent.*

**Les conflits entre agriculteurs (Mossi, Bissa) et éleveurs Peulhs** dans la zone de Bagré sont liés à la jalousie. L'élevage pratiqué par les Peulhs a toujours constitué une source de conflit dans un milieu rural. A Bagré-centre, pour certains enquêtés, l'élevage n'« *est pas une activité d'endurance qui prouve la bravoure de l'homme*<sup>103</sup> ». La dévalorisation de l'activité des Peulhs passe aussi par la raillerie concernant les formes qu'elle prend, comme nous le montre cet extrait : « ... (Rires) ... *Les silmiiga*<sup>104</sup>, *qu'est ce qu'ils savent faire si ce n'est de rester derrière les bœufs... tu les vois comme ça, est-ce-qu'ils peuvent supporter comme nous le soleil qui nous tape tout le temps dans le dos à longueur de journée ? Il faut voir leurs champs !* » À cette dévalorisation de l'activité des Peulhs, s'ajoute une autre critique envers ce groupe. Cet autre extrait montre leur stigmatisation : « *Ces gens là que vous voyez, ils se croient toujours plus malins que nous. Ils ne sont jamais clairs et en plus ce sont des gens qui détournent les bœufs ! Ce sont des corrupteurs. C'est pourquoi ils sont bien dans la brousse à côté de leurs animaux* ». Ces éléments définissent l'aire d'habitation peulh et traduisent en même un sentiment d'exclusion. Alors comme le démontre Ouédraogo (1997), « le système d'exclusion sociale hiérarchise, classe et affecte les ordres de valeurs ». La pratique de l'activité peulh considérée comme « *facile et mieux rémunérée* » crée la jalousie qui se manifeste par la difficile cohabitation avec les Peulhs. Cependant, en milieu rural, l'agriculture et l'élevage sont interdépendants. Ce genre de conflit sous tend un conflit lié au foncier et un conflit socioprofessionnel.

#### ✓ **Les conflits liés au foncier**

Nous avons déjà montré que le village connaissait une croissance démographique. Cette pression démographique due à la diversification des activités économiques, entraîne la pression foncière qui se vit aujourd'hui dans ce village.

---

<sup>103</sup> Extrait d'entretien avec S J à Bagré en juin 2008.

<sup>104</sup> Peulh en mooré.



**Photo 27 :** Bagré, quartier *tchin ni panga*: la construction anarchique des maisons (cliché Ramatou Traoré. Juin 2008)

En effet, dans ce quartier de pêcheurs, on découvre tous les jours une nouvelle construction. Ce quartier avait été aménagé pour les ouvriers de la MOB. Il a été automatiquement « annexé » par les pêcheurs à la fin de la réalisation du barrage. Bagré est devenu depuis une décennie une zone d'attraction à cause de la diversification des activités économiques. Et le plus souvent « *c'est ceux qui sont déjà installés qui font appel à leurs parents pour venir s'installer* »<sup>105</sup>. L'accélération du changement fait perdre le contrôle de cette nouvelle configuration aux responsables coutumiers. En d'autres termes, Bagré est devenu un espace social très hétérogène dont la gestion oppose régulièrement la mairie et les responsables coutumiers ; ces derniers entre eux ; les responsables coutumiers et certains habitants ; et enfin, les habitants entre eux pour l'accumulation de gains. Les constructions des habitations s'accélérent. Ainsi, il y a eu la création d'un quartier dénommé « *tchian ni paanga (entrer avec force)* » aux abords du marché de Bagré. En effet, il n'est pas facile pour un étranger de circuler dans ce quartier. On se retrouve sur des sentiers très étroits et sinueux. La gouvernance locale est affaiblie par l'accélération de la recomposition de Bagré. Les textes institutionnels prônent la mise en place d'un cadre unificateur pour la gestion des ressources naturelles et de l'eau. La division sociale avait commencé à se faire sentir peu avant la fin de nos enquêtes dans ce village. En effet, le groupe dominant Moaga était en train d'être déstabilisé par une élite montante Bissa. La situation sociale de Bagré montre un espace économique qui favorise les compétitions. Les interrelations ne sont que des relations de

<sup>105</sup> Propos S A, responsable coutumier de Bagré.

concurrence, donc des sources potentielles de conflit. Le préfet et le commandant de la gendarmerie nous ont affirmé que les « *conflits étaient leur quotidien* ».

#### ✓ *Les conflits liés à la pratique des activités économiques*

L'accumulation des richesses crée la concurrence et la jalousie permanente, parce que « le nouvel espace social se structure par l'accumulation des biens de valeurs » (Ouédraogo, 1997). L'installation des exploitants, le commerce grandissant, la création de la plage artificielle suscitent un sentiment de fierté d'appartenir à cet espace florissant. Ce sentiment fait que « *les gens grouillent...chacun se débrouille, soit il a une parcelle avec la MOB, soit en plus du champ, il a au moins un petit élevage* ». L'eau est convoitée par tous pour s'affirmer dans ce nouvel espace social.

#### ✓ *Les conflits liés à la politique*

Les enjeux économiques liés aux revenus des productions maraîchères, à celles du riz et de la pêche pèsent lourdement dans les deux zones. Si dans la zone de Kongoussi, le parti majoritaire du pays s'impose facilement, il n'en est pas de même dans la zone de Bagré, précisément à Bagré-centre. Les « dernières nouvelles » font état de la division de la chefferie. Il y a celle des Mossi dirigée par la famille Sorgho installée par le chef de Tenkodogo qui avait annexé cette localité depuis les années 1925-1930. Il y a aussi celle des Bissa, sous la direction du chef de Loango (un gendarme à la retraite), qui viennent d'installer leur chef de village « *en disant aux Mossi de repartir chez eux* ».

L'histoire a débuté en 2007 à partir de l'échec du parti de l'opposition nouvellement instaurée à Bagré par des Bissa. Ce parti prône « *le changement* ». Les Mossi issus du parti majoritaire avancent que : « *Pour être élu, il faut avoir un bon programme, or eux, ils ne l'ont pas donc les gens sont partis là où ils voyaient du concret.* » Quand nous étions encore sur le terrain en juin 2009, l'histoire était parvenue à la capitale et le chef de Loango avait été assigné en résidence surveillée. Cette situation a affecté une partie de nos enquêtes puisque le commandant de brigade nous a reçue furtivement et nous n'avons pas eu accès aux documents relatifs aux conflits autour du barrage. Il en était de même pour les documents portant sur les autres conflits qui dépassent le cadre de concertation de base. Il y avait une méfiance à tous les niveaux. Au départ, la mairie avait été la première à créer ce climat de méfiance sur le déroulement de nos enquêtes. Elle a cru que nous étions là pour « *de l'espionnage* » (*Ce sont nos enquêteurs qui ont fait savoir que nous étions venue de l'université*). En plus, les relations

froides entre nos deux enquêteurs jadis complices et parents à plaisanterie, confortaient nos doutes sur le climat social qui y régnait.

Le conflit se faisait timidement sentir mais sans altercation jusqu'au lotissement du village en 2008. A Bagré, comme partout ailleurs en milieu rural, la gestion de la terre relève des compétences du chef de terre. D'une manière générale dans ce village, la terre est un bien collectif inaliénable régi par les droits coutumiers d'occupation et de répartition des terres entre les communautés locales. « Chaque lignage exerce un droit de jouissance sur une portion du domaine foncier et chaque membre du lignage peut exploiter librement une parcelle des terres relevant de son domaine lignager » (Faure, 1996). Selon des enquêtés, la gestion de la terre se fait par clan, c'est-à-dire que le statut des groupes est déterminé par le système politique mais aussi par les liens de parenté et par la localité. Ainsi la position sociale des clans dépend de leur relation de parenté avec les familles représentées à la cour du chef.

L'installation des nouveaux arrivants ne peut se faire sans l'autorisation ou l'aval du *talabéga*. Aucun demandeur n'a été confronté à un refus d'octroi de parcelle parce que « *Dieu l'a donné à nos ancêtres qui en ont donné à certains qui étaient dans le besoin pour vivre, donc nous aussi nous suivons cette même voie* ». En 2008, le lotissement de Bagré venait d'être effectué par les autorités administratives locales avec le « *concours* » des responsables locaux et coutumiers. Ce fut le début des hostilités. Face aux nouvelles installations, les responsables coutumiers se sont sentis trahis par la mairie. Ils affirment qu'en les associant, la mairie « *a juste voulu confirmer son pouvoir puisqu'elle attribuait depuis un certain moment les parcelles sans leur en parler* ». Le régime coutumier d'octroi de parcelle venait de leur échapper ; ce furent la désolation et les accusations mutuelles d'abandon des pratiques entre les responsables coutumiers. La fragilisation du pouvoir coutumier et la perturbation des interrelations entre les acteurs de la vie sociale venaient de commencer. Un responsable coutumier Moaga s'en est ainsi pris vivement au *talabéga* en ces termes « *Il n'a pas dit qu'il était musulman donc qu'il ne peut plus égorger... même si tu n'égorges pas ce qui se fait aussi sans égorger, tu ne peux pas aussi le faire et demander à quelqu'un d'égorger à ta place ? C'est bien, voilà ce que la mairie nous fait ! Elle installe les gens sans nous consulter et on parle encore de lotir<sup>106</sup> !* ».

---

<sup>106</sup> Extrait d'entretien avec MS juin 2007

Un responsable coutumier Bissa s'en est pris à la chefferie depuis Tenkodogo « *Le pilon a le bout blanc mais il ne mange pas la farine*<sup>107</sup> ! *Ce sont eux qui ont amené tout ça ! Eux tous avec cette mairie, de toutes les façons, ce sont les gens de Ouaga qui vont acheter Bagré et c'est en ce moment qu'ils vont comprendre ; nous sommes tous dedan.*<sup>108</sup> ».

Ces deux récits traduisent non seulement la dégradation des rapports entre les responsables coutumiers, mais sous tendent également que le processus de modernisation de la sphère publique locale est engagé. Il tend vers la création d'un nouvel espace social conduit « par l'Etat colonial et postcolonial » (Ouédraogo, 1997). Cet espace qui s'insère dans un milieu historiquement et culturellement défini va imposer de nouveaux rapports sociaux, subordonner les ordres sociaux préexistants. Cette interpénétration des logiques sociales conduit les communautés locales à un processus de décomposition/recomposition au sein du nouveau cadre dominant. Cette influence qui s'est exercée sur l'ordre social ancien est parvenu à le déstabiliser en créant une crise sociale en juin 2009.

En effet, la crise qui a commencé avec « *l'octroi des parcelles à des nouveaux arrivants sans la non concertation des responsables coutumiers* » s'est prolongée avec les déboires politiques de l'opposition dans le village.

Avant l'aménagement de Bagré, c'était le *talabéga* qui avait en charge l'organisation socio-économique du village. Il avait la lourde responsabilité d'invoquer les ancêtres pour une bonne pluviométrie afin d'assurer une bonne récolte aux populations, de garantir la paix, de veiller sur la terre. En 1984, la terre a été nationalisée par l'Etat avec la constitution d'un domaine foncier national. Il voulait que chaque citoyen burkinabè, « *toute personne physique ou morale sans distinction de sexe ou de statut matrimonial* », puisse satisfaire ses besoins socio-économiques. L'organisation foncière a été bouleversée, ce, jusqu'à nos jours. Chaque famille gère ses activités agricoles. Les fonctions du talabéga se résument à sa seule présence comme gage des faits historiques dans ce domaine.

Le conflit que vit Bagré à ce jour peut être analysé comme une conséquence de la « modification » de l'article 37 de la constitution qui ne prévoit pas le renouvellement du mandat du président plus de deux fois. Cet article fait couler beaucoup d'encre au point que même des citoyens, individuellement, écrivent au président du Faso pour lui signaler que « *23 ans de règne c'est trop ! L'article 37 n'est pas modifiable* ». Il faut reconnaître aujourd'hui

---

<sup>107</sup> Nous sommes des responsables coutumiers mais nous ne décidons rien.

<sup>108</sup> Extrait d'entretien à la plaine avec BS juin 2007.

qu'au Burkina Faso, l'autorité de l'Etat est démystifiée par l'avènement de la révolution qui ne tenait pas compte des compétences intellectuelles spécifiques d'une personne pour lui confier un poste dans le gouvernement. La seule conviction « des idéaux de la révolution était largement suffisante car on n'a pas forcément besoin d'un médecin à la tête du ministère de la santé, mais on a plutôt besoin de quelqu'un qui soit capable d'assumer ce poste avec les convictions révolutionnaires <sup>109</sup> ». L'appellation « *camarade* » pour tous les individus de la société servait à « *rapprocher plus l'Etat de la communauté* ». En milieu rural au Burkina Faso, la majorité des chefs traditionnels n'a plus le statut de « *villageois archaïques* ». Ce sont des fonctionnaires à la retraite qui ne sont plus intimidés par la machine étatique, et ce sont aussi des personnes ayant beaucoup voyagé, ou bien ils ont suivi des formations dans le domaine agricole, de l'élevage, en gestion. Le drame de Sapouy ou l'assassinat d'un journaliste de l'opposition le 18 décembre 1998 a contribué très fortement à ternir l'image du gouvernement Compaoré.

Tous ces faits peuvent être à l'origine de la prise de décision des Bissa d'introniser des chefs de villages dans toutes les localités Bissa de Bagré, annexées par les Mossi. Ainsi, la compétition politique a pris une tournure de conflits ethnique et foncier. Il va falloir résorber cette crise de Bagré avant qu'elle ne touche d'autres localités. En effet, un cas similaire se passe dans la province du Noumbiel dans le sud ouest du pays. Au cours d'une de nos missions en 2004 dans cette zone, les responsables coutumiers nous avaient fait part de leur indignation puisque « *les Mossi s'installent sur leurs terres sans le leur demander* »

## **B- A Bankako**

Village constitué d'exploitants agricoles installés par l'Etat, les conflits sont liés au foncier, à l'accumulation des gains et à l'infidélité des hommes.

### ***a) Les conflits liés au foncier***

Les exploitants ne sont pas uniquement des Bissa. Leur diversité pose un problème de « *jalousie foncière* » pour les autochtones dans ce village. Les conditions d'octroi des parcelles d'exploitation ont été défavorables à certains propriétaires et héritiers terriens. En effet, une des conditions de mise en valeur des terres exigeait la possession de cinq têtes de bœufs, d'être chef d'un ménage de cinq personnes. Ces personnes défavorisées se plaignent toujours, et leurs rancœurs se manifestent à l'encontre de certains exploitants autour du canal

---

<sup>109</sup> Discours du président Thomas Sankara 1984-1987.



primaire au moment de la pêche, au moment de l'écoulement des produits, et dans les rapports sociaux comme le montrent ces deux extraits de récits : *« Ils ne laissent passer aucune occasion, c'est un peu la méfiance parce que je ne veux pas avoir des problèmes avec eux, j'ai peur, je suis ici pour chercher à faire vivre ma famille, je ne veux pas des histoires qui vont mal se terminer ! »*<sup>110</sup>

*« Nos terres ont été prises ça ne veut pas dire que nous sommes réduits au néant. Nous regardons toujours ! Le plus important c'est l'avenir de nos enfants »*

#### ***b) Les conflits liés à la position sociale***

Certains exploitants auraient des parents bien placés en dehors de la zone. Ces références leur *« font adopter des comportements contraires au règlement intérieur »*. Ils sont à l'origine des conflits qui se vivent violemment et au quotidien autour des périmètres irrigués. En effet, certains exploitants se focalisent sur leur réseau de relations avec Ouagadougou pour outrepasser les règles d'irrigation, de semi. *« Ils ouvrent les vannes quand il ne faut pas, ou ils s'absentent des réunions et après ils font n'importe quoi sur le site,...même la gendarmerie n'y peut rien ! »*<sup>111</sup>.

#### ***c) Les conflits liés à l'infidélité des hommes***

Des jeunes femmes des villages environnants se font embaucher temporairement pour la récolte du riz. Pour éviter les allers et retours, certaines louent des maisons pour *« être proches »* de leur lieu de travail. Leur présence occasionnerait des *« visites nocturnes par des hommes »*. La réplique des femmes se fait entendre autour des forages.

### **C- A Gogninga**

Ce village est en pleine recomposition à cause de la forte migration des jeunes. Si au départ, cette migration était *« influencée »* par les voisins de Niaogho, Bégédo, de nos jours, elle est liée à *« la construction du barrage de Bagré qui a créé une insuffisance de terres »*. Certains contestent jusqu'à nos jours et un responsable coutumier nous a dit que : *« ils sont venus nous flatter, nous avons fait le nécessaire pour la construction du barrage et voilà ce qui se passe »*. Les conflits sont liés à plusieurs facteurs.

#### ***a) Les conflits liés au foncier***

---

<sup>110</sup> Entretien à Bankako avec ZE 38 ans, juin 2009.

<sup>111</sup> Propos de SP, 53 ans exploitant agricole, issu de la famille royale.

Une partie des terres de Gogniga aurait servi à l'aménagement du barrage et d'une zone de pâturage « *pour les troupeaux des Peulhs* ». Cette réduction des terres cultivables serait non seulement à l'origine de la migration des jeunes mais également des problèmes de partage de terres entre les Bissa d'une part, et entre les Bissa et les Peulhs d'autre part.

Le problème de terre entre les Bissa se manifeste le long du fleuve pour la production maraîchère. L'argent issu de la vente des produits maraîchers finance la migration des enfants « *c'est pourquoi la portion de terre aux abords du fleuve est un luxe. Tous les habitants la demandent mais personne ne cèdera un petit bout à quelqu'un. Voilà pourquoi les migrants rentrés de la Côte d'Ivoire errent dans le village.* »

Le problème entre les Bissa et les Peulhs se manifeste en particulier au niveau de la zone de pâturage. En 2008, « *un groupe de jeunes Bissa avait repoussé les Peulhs qui se sont plaints auprès des forces de l'ordre. La gendarmerie a arrêté quelques responsables Bissa. Les Bissa ont protesté violemment en cassant les habitations des Peulhs. La gendarmerie a été contrainte de les libérer* » Les Peulhs qui sont installés « *savent comment se tenir* ».



**Photo 28 :** Zone de pâturage à Gogninga (cliché Ramatou Traoré juin 2009)

#### ***b) Au conflit intergénérationnel***

Nous avons observé des conflits intergénérationnel entre les responsables coutumiers et les jeunes qui n'ont pas réussi à migrer. Ces jeunes sont blessés dans leur amour propre. La contribution des migrants pour les actions communautaires et surtout « *leurs femmes qui font tout pour exhiber leurs biens et se foutre des gens quand tu veux les approcher, ainsi que les vieux qui sont partout !* » font grandir leurs frustrations. Ils rivalisent avec les personnes âgées

mais en utilisant la plaisanterie « *dépassé/nouveau ; ancien/jeune vaillant* » pour se positionner dans l'espace social. Dans le jeu de la concurrence, les jeunes craignent en particulier le pouvoir magique des personnes âgées. Dafinger (1999) a souligné que ce pouvoir était une des causes de la migration des jeunes.

### ***c) Au processus d'individuation***

Gogninga, village enclavé, est confronté à un phénomène migration que Dafinger 1992 attribue « à la rigidité » des pratiques coutumières. D'une part, les conséquences de la migration contribuent aux bouleversements du système social et des interrelations ; d'autre part, elles accentuent la concurrence entre les individus. Certains individus ont ainsi acquis une nouvelle place dans la société. Cette nouvelle place que Rémy et Voyé (1992) appellent « instauration de l'individu » se traduit par le fait que ces individus, qui occupaient jadis des places enviables, se retrouvent au centre des prises de décisions par le biais de leurs enfants qui sont à l'étranger. Ces enfants « *répondent toujours favorablement lorsqu'il est question de la construction d'une infrastructure ou autres dépenses pour le village* ». Cependant, le nouveau statut crée une différenciation sociale. Ainsi Ascher (2000) a montré que ce processus contribuait à diversifier les histoires et les modes de vie et s'accompagnait d'une mobilité accrue.

Au niveau des hommes, les « *parents des nouveaux riches ont créé un petit groupe. Quand on les appelle pour une réunion, ils prennent tout leur temps pour venir parler au hasard et en voulant en plus qu'on retienne leurs idées. Ils ont raison puisque dès que ça coince financièrement pour le village, ils font tout pour être les premiers à agir pour pouvoir marcher sur les gens*<sup>112</sup> »

Au niveau des femmes « *les nouvelles riches sont toujours bien habillées pour aller au marché, au forage. De là à là, elles prennent leur mobylette pour montrer qu'elles ont évolué, elles n'hésitent pas devant les gens à sortir l'argent pour qu'on sache qu'elles en ont ; qu'est-ce- que vous voulez, voilà ce que nous vivons au quotidien dans ce village*<sup>113</sup> ».

### ***d) A l'infidélité des époux***

Selon nos enquêtes de terrain, les hommes mariés seraient les « amants » des épouses des migrants. Les épouses trompées « *se vengent en le rapportant aux migrants lorsqu'ils font un*

---

<sup>112</sup> Entretien avec SB, Bissa, 38 ans, marié, ancien élève de la classe de 3<sup>ème</sup>. Juin 2009.

<sup>113</sup> Entretien à Gogninga avec une responsable du groupement des femmes. Elle est mariée, migrante de retour.

*tour au village. Eux aussi n'hésitent pas à renvoyer leurs femmes. Cela devient un problème entre les femmes, entre les chefs de familles qui considèrent cet acte comme une offense, tout se mélange, chacun se guette au niveau de l'eau* <sup>114</sup>».

### **6.3.2.2. Dans la zone de Kongoussi (Kora, Loagha)**

Dans la zone de Kongoussi, pour l'exploitation des bas fonds, l'Etat semble un peu à l'écart même s'il est présent au niveau du lac pour l'hydroélectricité pour l'alimentation de la ville de Kongoussi. Ce sont les responsables coutumiers de chaque village concerné par le lac qui ont en charge la gestion des périmètres d'exploitation. Les exploitants sont tous Mossi mais d'origine diverse. Cette quasi homogénéité des exploitants façonne une sorte d'entente entre ces agents/acteurs au niveau du lac. Les interactions sont de nature symbolique parce qu'elles mettent en jeu des interprétations possibles. Ce qui nous intéresse ici ce sont les processus de production et d'intériorisation des normes au sein de ce groupe social. En effet, la majorité des burkinabè reconnaît aux Mossi la maîtrise de leur « système éducatif ». La « *soumission des épouses Mossi à leurs époux* » est reconnue tout de même au delà des frontières du pays. Pour Goffman (1973), en effet, la socialisation offre à l'individu l'apprentissage des règles qui lui permet de savoir comment se comporter dans les interactions de la vie quotidienne. Elle semble se vérifier au niveau du lac même si les demandeurs ne sont pas des autochtones, ce sont des Mossi venant des villages environnants sur un rayon distant de 20 km maximum. C'est toujours la même province, bien que les départements diffèrent. Les exploitants peuvent être considérés comme des autochtones face à un autre demandeur de parcelle qui viendrait à plus de 50 km de Kora. Dans ce milieu, les exploitants sont conditionnés par leur habitus qui « permet de comprendre la logique des pratiques individuelles et collectives ; ce sens du jeu social et les stratégies individuelles et collectives autour de la gestion de l'eau » (Bourdieu cité par Traoré, 2002). Cependant, tout ceci ne signifie pas qu'il n'existe pas de conflits entre ces agents/acteurs. Les conflits sont moins visibles et facilement gérables que ceux qui se passent dans la zone de Bagré.

### **A- A Kora**

#### ***a) Les conflits liés à l'ethnie***

Ils se manifestent, d'une part, entre les Mossi et les Yarsé, d'autre part entre ces deux groupes et les Peulhs qui subissaient une inégalité d'accès à l'eau.

---

<sup>114</sup> Extrait d'entretien avec BB, 57 ans, chef de ménage, alphabétisé en bissa. Juin 2009

Les Yarsé ont toujours refusé et ils refusent toujours la soumission à la chefferie des Mossi. Au cours de nos entretiens, un responsable de ce quartier nous a fait savoir que « *les Mossi n'étaient pas reconnaissants. En plus, le premier intellectuel de ce village vient de chez nous* <sup>115</sup> ». C'est un problème de superposition des hiérarchies. Kouanda (1984) a montré que les groupes Yarse juxtaposent en leur sein des éléments mande, sonrhaï, moose. Ils étaient des commerçants qui avaient appris l'islam. Ils aimaient le pouvoir politique. Alors que les Mossi aiment le pouvoir politique.

### **b) Les conflits liés à la religion**

Ce conflit n'est perceptible qu'à Kora. En fait, les Mossi sont des catholiques et ils élèvent des porcs que l'on rencontre souvent autour des points d'eau. Les Yarcé et les Peulhs pratiquent l'islam qui interdit la consommation du porc. C'est pourquoi les Yarcé refusent de s'approvisionner « *au point d'eau fréquenté par des porcs* ». L'origine de ce conflit est loin d'être la religion. En effet, c'est le problème de la superposition des hiérarchies qui se répercute au niveau religieux.



**Photo 29 :** Kora : présence des porcs autour de ce point d'eau fréquenté uniquement par les Mossi qui sont catholiques (cliché Germain Sawadogo 2001)

### **c) Les conflits liés au foncier**

Il se manifeste entre les autochtones Mossi, Yarsé et les allochtones Peulhs d'une part, d'autre part au niveau du lac entre les propriétaires terriens, et entre les propriétaires terriens et les demandeurs de parcelles.

<sup>115</sup> Propos de SA 63 ans, Yarsé, juin 2008.

Les autochtones Mossi et Yarsé trouvent que « *l'activité que les Peulhs mènent sur leur territoire est plus rentable et moins fatigante que l'agriculture qu'eux mènent* ». Ils trouvent que « *les Peulhs sont sournois et corrompteurs* ». C'est la jalousie qui est la véritable raison. En 2008 par exemple, l'irrégularité des pluies a causé un déficit céréalier dans la zone de Kongoussi. La pluie s'était arrêtée au moment du mûrissement des céréales causant ainsi l'assèchement des plants de beaucoup de champs de case. Face à une telle situation, les Peulhs se déplacent et ils peuvent continuer leur activité, à avoir de l'argent et revenir au village après la vente du bétail. C'est ce qui entraîne des sentiments de frustration des autochtones.

Au niveau du lac, les propriétaires terriens s'affrontent à cause de la délimitation des parcelles pour un demandeur. Chaque propriétaire connaît les limites de sa zone d'exploitation. Il arrive des fois que certains demandeurs dépassent la borne de quelques centimètres. Lorsque l'autre propriétaire constate le débordement dans sa zone, il va s'en prendre au donateur. Le donateur riposte en disant qu'il n'a « *pas dit à l'exploitant de déborder* ». Cette réponse crée les tensions entre eux.

Le conflit entre un propriétaire terrien et un demandeur de parcelle survient lorsque l'exploitant à la fin des récoltes (bien qu'il ait donné le nécessaire pour l'octroi de l'emprunt de la parcelle) ne « *donne rien au propriétaire de la parcelle* ». Le propriétaire lui rappelle que c'est à cause de sa « *parcelle qu'il bénéficie 1000 euros et il veut faire le malin auprès des gens* ». Généralement les demandeurs donnent toujours un peu d'argent au propriétaire terrien. Lorsqu'un demandeur ne le fait pas, c'est qu'il a déjà l'accord d'un propriétaire terrien pour la campagne à venir, ce qui lui donne le courage de répondre au premier propriétaire.

#### ***d) Les conflits liés à la position sociale***

Certains producteurs agricoles et maraîchers ainsi que certaines femmes de ce quartier n'hésitent à créer des frustrations par leurs gains, leurs acquis de la migration, des formations, la scolarité et les réseaux relationnels.

### **B- A Loagha**

Les résultats de terrain montrent un seul conflit lointain. Il s'agit de l'éternel conflit lié *au foncier* entre les autochtones et les allochtones Peulhs. Dans ce village, « *les vieux là ne*

*s'amuse pas. Il y a des problèmes entre nous mais nous les gérons ailleurs mais pas avec du bruit ici »*<sup>116</sup>

A ce conflit, nous sommes tentée d'ajouter le conflit lié à la position sociale qui se manifeste très timidement entre les femmes et qu'elles réussissent à tourner en plaisanterie sous forme « *illettrée/lettrée ; aveugle/civilisée* ». Au départ, ces mots introduisent une frustration qui se dissipe rapidement dans le jeu. La paix interne et le communautarisme de Loagha se lisent à travers l'influence du *tiibo* et les œuvres du « neveu » (celui qui a fait implanter la quasi-totalité des points d'eau modernes dans le village).

Les différents conflits que nous avons énumérés se prolongent toujours au niveau des points d'eau.

### ***Les conflits : droit coutumier, droit moderne dans tous les villages***

#### *Le droit coutumier*

« Il y avait des éléments ésotériques et religieux liés au sol considéré comme esprit. Dans la mesure où le sol recevait les semences, on croyait que c'était le sol lui-même qui avait la vertu de la reproduction. Donc, le sol n'était pas un bien marchand qu'on pouvait manipuler n'importe comment » selon Ki-Zerbo cité par Bouguerra (2006). Cette citation nous éclaire sur les fondements socio-religieux liés au sol. Ainsi la terre ne peut pas être vendue ; c'est un bien lignager. Elle est une figure médiatrice entre le monde visible et le monde invisible ; elle a également un rôle économique. En ce sens, la terre a un maître qui organise le culte lié à la terre ; l'acquisition d'une parcelle se fait par l'aval du chef de la terre et pour le déroulement du rituel comme en témoigne l'encadré n°18.

#### **Encadré 18 : Vision du droit coutumier par les responsables locaux**

*Nous ne travaillons pas avec du papier ! Mais avec quelque chose de plus important. Nous demandons aux ancêtres d'abord ! Lorsqu'ils nous accordent la voie, nous disons à l'intéressé ce qu'il doit faire.*

*Nous demandons aux ancêtres, nous versons de l'eau, du sang pour que le demandeur puisse bénéficier de leurs bénédiction et protection ! C'est ça le plus important !*

*Pourquoi ?*

*Parce que tout homme a besoin des bénédictions surtout la protection de ses ancêtres, sans ça, c'est comme si tu marchais en l'air sans un bon soutien des parents et ça ce n'est pas bien*

<sup>116</sup> Propos du délégué du village, juin 2009.

*pour une personne ! Elle ne peut pas aller de l'avant, elle sera toujours confrontée à des petits problèmes ! La personne avance et elle calle, elle avance, elle calle toujours parce qu'elle est faible!*

Si je comprends bien, c'est le fait de verser l'eau et le sang qui est important et pourquoi ?

*Bien sûr, c'est comme un échange, c'est la demande. Nous, nous intervenons pour demander aux ancêtres de toujours veiller sur celui à qui ils viennent d'accorder la place là. Quand eux ils sont d'accord avec sa demande, il n'y a plus de problème sauf qu'il ne faut pas oublier ce qu'il faut faire. Si tu ne fais pas, s'ils se fâchent, ça ce n'est plus nous<sup>117</sup> !*

### *Le droit moderne : la Réorganisation Agraire et Foncière (RAF)*

Les aspects fondamentaux des textes nous semblent importants à présenter.

La restructuration des systèmes fonciers existant au Burkina Faso repose sur deux textes. L'ordonnance n° 84-050/CNR/PRES du 4 août 1984 portant réorganisation agraire et foncière, et le décret d'application n° 85/404/CNR/PRES du 4 août 1985 comportant cinq livres.

Le livre I relatif à l'aménagement du territoire (article 2 à 70) traite des principes, des structures, des conditions et types d'aménagement qui se fondent sur une démarche nouvelle. En effet, à la différence des conceptions et des approches sectorielles, il envisage une approche globale et intégrée, par l'élaboration d'un schéma national d'aménagement du territoire qui s'appuie sur un schéma directeur d'aménagement et un schéma provincial d'aménagement. Cheville ouvrière comportant une série de documents (cartes, graphiques, etc.), ce schéma constitue un instrument de planification à long terme fixant les grandes orientations et déterminant les actions d'aménagement de l'espace national.

Le livre II consacré à la gestion des terres urbaines et rurales (articles 71 à 182) aborde les principes généraux d'attribution et de gestion, les conditions d'occupation et de jouissance des terres agricoles et pastorales.

Le livre III traite du régime de l'eau, des forêts, de la faune, de la pêche, des substances minières et des carrières, et le livre IV de la réglementation des droits réels immobiliers.

---

<sup>117</sup> Extraits des entretiens avec 1°) SJ, Nyonyonga, 73, responsable coutumier de Loagha, 2°) SP Nyonnyonga, 63 ans, responsable coutumier de Kora.



Quant au livre V, il se penche sur les dispositions transitoires devant permettre le passage de la situation ancienne (loi n° 77/60/An du 12 juillet 1960 et du décret du 26 juillet 1932) à la nouvelle situation, en ce qui concerne les terres rurales, urbaines et celle du domaine foncier national se trouvant à l'étranger.

La RAF étant un acte découlant des transformations politiques et socio-économiques, ses objectifs sont à la fois d'ordre politique, juridique et socio-économique.

Du point de vue politique et juridique, la nouvelle législation vise à confier l'entière responsabilité de l'administration des terres à l'Etat, pour lui permettre de redéfinir de nouvelles relations entre l'homme et la terre, et de créer un nouveau statut foncier. Elle recherche en plus de ces aspects, l'amélioration des techniques et des structures de production et de gestion, facteur essentiel pour la promotion de l'économie rurale.

### **6.3.3. Les causes directes des conflits autour des points d'eau : partage de l'eau entre solidarité et défense de l'intérêt**

En rappel, lorsque nous avons évoqué la représentation de l'eau dans la culture moaga, il ressort des récits des responsables coutumiers que l'eau serait la « femme de Dieu ». Il a voulu la protéger en la mettant sous la terre. Et dans la conception moaga de l'humain, l'homme serait le fruit de deux divinités : le ciel et la terre. La terre est représentée symboliquement par Panda, l'ancêtre femelle Nyonyoga. L'accouplement de panda avec *naba zid wendé*, Dieu créateur de l'univers visible et invisible, du monde naturel et surnaturel, serait à l'origine du caractère mystique de l'eau. Elle symbolise la force, la puissance et la beauté du créateur. Pour cela, dans la vision des Mossi des villages échantillonnés, l'eau est plus à craindre que la terre parce que bien que « *l'eau soit indispensable à l'homme, elle est douce, calme, mais elle est rancunière et sournoise* »<sup>118</sup>. En d'autres termes, l'eau, malgré son calme, reste insaisissable parce que « *personne ne sait ce qu'elle cache dans son fond* ». Pour l'illustrer, Le Larlé naba affirme que : « *l'eau est très puissante au sens où personne ne sait tout ce qu'elle renferme, personne ne sait quand est-ce que son calme se transforme en violence, personne ne peut stopper une inondation. Par contre, les feux de brousse, les problèmes fonciers sont maîtrisables* ». Ces propos prouvent que l'eau fait partie du monde invisible.

Ces regards liés aux représentations de l'eau font qu'une partie sensée abriter le génie de l'eau, au niveau du lac par exemple, n'est jamais concernée par les conflits. Les conflits ne

---

<sup>118</sup> Entretien avec Larlé naba, ministre de la culture du Mogho naba, député à l'assemblée nationale.

s'observent pas non plus au niveau du puits traditionnel à caractère mythique. D'une manière générale, selon la conception moaga, l'eau est quelque chose qu' « *il faut respecter, sa force est incommensurable. Donc il faut éviter les conflits autour des points d'eau* »<sup>119</sup>. Cependant, dans la culture Bissa, il est admis, voire autorisé, que les individus règlent leurs différends autour des points d'eau. Qu'est-ce qui motive ce choix ?

L'espace social Bissa reste marqué, comme nous l'avons montré, dans la représentation de l'eau, par la présence des génies. Ces derniers ont la « *destinée des humains* », comme essaie de nous le faire comprendre le responsable coutumier de Gogninga : « *Les génies sont présents dans les eaux, les champs, dans la cour, au marché, ils vivent côte à côte avec nous. Si on met du retard ou on oublie de faire leurs sacrifices, ils nous punissent.* »<sup>120</sup> Si dans la culture moaga, la gestion de la terre revient au *tengsoba*, dans la culture bissa, la terre est sous le contrôle du génie *tarà*. Fainzang (1986) fait remarquer que : « *tarà* a une conception double : il désigne à la fois un ensemble (l'ensemble des génies de la terre) et un élément particulier de cet ensemble, le "chef" de ces génies : la terre elle-même. Chaque village (et son territoire) est ainsi placé sous la tutelle de *tarà* ». Dans les faits, *tarà* renvoie à la singularité « *ibi* » c'est-à-dire le familier. Il renvoie aussi au pluriel « *awo* », mais surtout au mystère, à l'inquiétant, même si l'homme le côtoie à tout moment. Ainsi, *tarà* apparaît comme un principe vital par son caractère immanent et puissant extériorisé sur la terre et dont le chef de terre « incarne le droit sacré en sa qualité de dépositaire du pouvoir de la terre » (Fainzang, 1986). Ainsi, *tarà* confère à la terre sa divinité, sa puissance et sa crainte. C'est pour éviter d'être en conflit avec *tarà* ou bien de l'offenser que les Bissa ont interdit le règlement des différends dans la concession et le marché en particulier.

#### **Encadré 19 : conséquences du non respect de *tarà***

*Ma femme a été trop bête pour se laisser prendre dans le piège de mes frères ! Comme ils ont vu qu'au retour de ma formation, je serai mieux qu'eux, c'est pourquoi ils ont fait ça. Ma femme sait très bien que chez nous les Bissa, il est interdit de se bagarrer dans la cour ou au marché. Quand j'étais parti en formation, mes frères ont monté un coup. Ma femme et la femme d'un de mes frères se sont bagarrés. Au lieu de m'attendre ou bien de m'appeler, elle a voulu montrer qu'elle pouvait se défendre seule. Le jour du marché, elles se sont retrouvées là bas, d'injures en injures, ma femme a été la première à lever la main. Or quand c'est*

<sup>119</sup> Entretien avec le Larlé naba à Ouaga

<sup>120</sup> Extrait d'entretien à Gogninga avec DI, Bissa, 38 ans, chef de ménage, niveau 4<sup>ème</sup>, exploitant au périmètre de Bagré

*comme ça, c'est grave ! C'est pourquoi elle est devenue presque folle. Elle a tout ramassé dans la maison. Elle était même partie avec les deux enfants. J'ai pu les récupérer et j'ai gardé le plus petit avec moi. Vous savez, quand elle veut, elle vient ici m'insulter comme elle veut, je ne réponds pas. Elle me fait pitié au contraire. Elle erre comme ça, elle ne peut pas rester tranquille. Je me débrouillerai pour la soigner. Mais comme vous le constatez, la pluie a fait tomber ma maison, donc je suis coincé en ce moment. Voilà, si elle m'avait attendu. Maintenant ils sont bien avancés. Moi, je ne peux pas me concentrer sur mon travail, elle n'a plus la tête, plus de foyer et plus d'enfant. Voilà les conséquences, je gère comme je peux pour l'aider et pour m'en sortir.*<sup>121</sup>

Dans la conception des Bissa de cette localité, le marché est « *un espace de communication, les femmes y vont bien habillées car c'est aussi un espace de rencontre, d'épanouissement, de convivialité* »<sup>122</sup>. Pour avoir fait le tour du marché de Gogninga et du marché de Bagré-centre, nous pouvons dire que le marché reflète l'ordre social, l'occupation de l'espace : il y a la place de chaque groupe social : les Daboné, les Bila, les Saré, les Zampou. Le marché est aussi le lieu de respect des maîtres des lieux comme en témoigne l'encadré n°19. Nous disons que le marché, tout comme le puits traditionnel mythique, centralisent l'ordre social. C'est ainsi qu'une réglementation impose des interdits tels que la bagare, l'adultère sur le sol.

Le *manizèhi* de Gogninga, pour mieux illustrer cette prescription, nous explique que : « *L'eau est comme la femme ; il faut savoir la flatter lorsqu'elle est fâchée. C'est pourquoi, quand on vient me dire que quelqu'un s'est noyé, quand j'arrive, je regarde bien et je sais ce qu'il faut faire. Je dis alors aux parents de revenir tel jour à tel endroit et à cette date, il retrouve le corps au bord de l'eau* ». Ce n'est pas le même cas, ajoutera le *talabéga*, quand « *la terre se fâche, ça c'est trop dangereux. Elle va partir de loin avant de descendre sur le fautif. Si on ne l'arrête pas vite, elle finit avec le fautif et sa famille, elle va commencer à attaquer ses voisins. Elle est trop dangereuse !* » En conséquence, à partir du moment où « *aucune société n'échappe aux conflits, et ça depuis la nuit des temps* », ces deux responsables coutumiers affirment que les points d'eau sont bien indiqués pour le règlement des conflits.

Bien que la recherche de l'accumulation des gains puisse être comprise comme la première source des conflits autour des points d'eau, les données que nous avons recueillies sur le terrain nous permettent de dire qu'une partie des conflits autour des points d'eau tient compte

---

<sup>121</sup> Entretien avec SG, 37 ans, notre enquêteur de Gogninga.

<sup>122</sup> Op cite.

des représentations sociales, de la culture et des positions sociales. En effet, si dans la zone de Bagré, le caractère sacré de l'eau lui confère toutes les utilisations, « *c'est de l'eau bénite pour nous* <sup>123</sup> », il n'en est pas de même dans la zone de Kongoussi. A Kongoussi, en effet, le caractère sacré lui accorde la restriction des usages. Par exemple, il n'y a jamais une affluence des usagers autour du *tiiboulga*, mieux, son eau n'est jamais utilisée pour le refroidissement des moteurs par les meuniers, ni pour le maraîchage, la fabrication des briques, etc. Il en est de même pour la partie réservée pour les sacrifices au niveau du lac et de la retenue d'eau de Loagha. On retiendra ici la réflexion de Bédoucha (2006) qui avance que « si les mythes de fondation et de refondation des oasis sont fréquemment associés à la découverte de l'eau, significativement, ils le sont aussi au moment même de sa répartition ». Et un migrant de retour nous a fait comprendre que : « *La voie de dieu est lente. Avec les ancêtres c'est plus rapide parce que eux, ils ne jouent pas ! Si tu t'amuses, tu t'en vas ! Donc quand on parle dans ce sens, les gens ont peur, ils se méfient et ils font attention* <sup>124</sup> ».

## **A- A Bagré- centre**

**a) Autour des points d'eau traditionnels** qui sont les boulies et la rivière, les puits traditionnels situés dans les concessions, ne font pas l'objet d'affluence à cause du barrage.

Les statuts de propriété foncière et de personne « bannie » créent *l'inégalité d'accès à l'eau* autour des boulies et de la rivière entre les femmes en particulier. Les femmes « volées » se frappent autour des boulies qui leur ont été abandonnés. Elles ne sont pas « *autorisées à s'approvisionner même au niveau du barrage où l'eau est gratuite et pourtant personne ne les en a empêché* ».

Les autres femmes du village se frappent pendant les périodes chaudes autour des boulies. « *Si tu n'es pas propriétaire, il faut toujours demander. Si tu refuses de demander et que tu prends l'eau quand le propriétaire te prend, tu connais ton sort. La plupart du temps, certaines femmes ne demandent pas alors que l'eau appartient à quelqu'un* ».

## **b) Autour des forages**

Le rapport entre les usagers est tendu pendant la grosse chaleur (mars, avril, mi-mai). C'est la période de la grande fréquentation des usagers au forage. Cette situation entraîne les pannes fréquentes car la pompe n'a aucun temps de répit, les débits sont faibles puisque l'eau n'a pas

---

<sup>123</sup> Entretien avec le *manizèhi* à Gogninga, juin 2009.

<sup>124</sup> Entretien à Loagha avec SF, 52 ans, migrant de retour.

le temps de remonter à la surface. Ainsi, le temps long d'attente au niveau du forage est long ; il faut 3 heures voir 4 heures d'attente pour pouvoir remplir un bidon de 20 litres ou un seau de 8 litres ou une bassine de 18 ou 20 litres. A ce temps d'attente s'ajoutent les coups de soleil car c'est une période où la température peut atteindre 40°C à l'ombre (cf. chapitre 3). La combinaison de ces facteurs conduit à une perte de contrôle de soi par les usagers qui saisissent la moindre petite occasion pour se déchaîner. C'est ainsi que les gros usagers, en l'occurrence les dolotières, les restaurateurs, certains meuniers et les éleveurs, sont opposés aux autres usagers qui leur reprochent leur grande prise d'eau : de 400 à 600 litres d'eau pendant que d'autres voudraient juste 20 litres d'eau. Les faibles consommateurs souhaitent passer avant les gros consommateurs. Ce qui semble compréhensible puisque les petits usagers cherchent la satisfaction des besoins domestiques. En réalité, ce conflit est un jeu de statut et de position sociale. Les gros consommateurs manipulent l'argent quotidiennement, *« ce qui fait qu'ils pensent être au dessus des autres. Même si tu n'as rien, tu veux aussi qu'on te respecte un peu »*. A Bagré, *« tout le monde sait qu'il ne faut pas baisser les bras, chacun grouille, chacun se cherche, personne n'a peur d'autrui, même si on tente de se respecter de temps en temps »*.<sup>125</sup> Le terrain conduit à la manifestation de conflit entre les usagers et les CGPE. Les usagers reprochent à ces derniers l'absence et la non transparence des comptes, *« puisqu'ils ne font jamais de compte rendu sur les finances »*. Les CGPE jouent sur le temps (heure d'ouverture et de fermeture) et sur la manifestation d'un conflit entre les usagers pour faire durer la fermeture du forage. En effet, dans le règlement intérieur, il est dit qu'en cas de conflit, le gestionnaire du forage doit le fermer pour mettre fin au conflit. Il y a des fois où ce dernier abuse de ce pouvoir de gestion pour se venger de certaines personnes. Jusqu'à la fin de nos enquêtes, aucun gestionnaire n'a voulu nous montrer son cahier de compte. Ils affirment que le cahier est détenu par le secrétaire général qui, à son tour, nous renvoie chez le trésorier. Celui-ci dira que son cahier n'est accessible qu'avec l'accord des membres de son bureau. Nous n'avons pas insisté pour éviter d'être considérée comme un agent de service de contrôle. Cependant, notre connaissance de ce terrain nous fait dire que, jusqu'en 2004, il n'existait pas de concertation entre les membres des comités de gestion. Chaque CGPE était cloîtré dans sa vision de sa gestion et une concurrence était perceptible entre eux. Dans le cas de cette recherche, certains membres nous ont avoué que : *« Dans ce travail de bénévolat,*

---

<sup>125</sup> Propos S Y, 27 ans, Bissa, célibataire, ancien collégien. Juin 2009 à Bagré-centre.

*chacun tentait non seulement de séduire les partenaires, mais aussi de maintenir son poste qui le valorisait dans la société.* <sup>126</sup> »

Le suivi des forages et les ateliers organisés par le projet Gucre auxquels les membres des comités de gestion étaient conviés, de même que certaines couches de la population, ont mis fin à la concurrence entre les CGPE. Mieux : ils ont permis l'uniformisation des prix de vente de l'eau dans le village.

Nous sommes tentée de dire que ces ateliers et ces formations ont été bénéfiques pour les CGPE car, au niveau local, la mairie, la préfecture, la gendarmerie disent qu'ils ont de bonnes relations avec les CGPE. Aux niveaux départemental et régional, les directeurs régionaux du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, du Service d'élevages, la direction du Pihves, ont affirmé que les responsables des CGPE étaient très coopératifs. La preuve, c'est « *qu'ils prennent toujours part au cadre de concertation initié par le gouverneur de la région* » signale le directeur régional du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Les responsables du PNGT, du PIHVES, du GUCRE « *les ont trouvés coopératifs* » bien qu'ils n'aient jamais voulu montrer les cahiers de compte. Le Gucre avait fait table rase du passé et instauré un cahier dont les animateurs avaient la mission de faire le suivi des comptes avec les trésoriers des CGPE.

### **c) Autour du barrage**

Les entretiens attribuent 60% des conflits entre exploitants autour du barrage à la jalousie, 20% au foncier et 10% à la position sociale et 10% aux formations en techniques agricoles.

Les exploitants agricoles donnent l'impression d'être en concurrence. « *Nous n'avons pas quitté chez nous pour rien. Je suis là pour l'avenir de ma famille donc la personne qui s'amuse va m'entendre* ». Cette concurrence implique de la jalousie, qui se manifeste par le détournement de l'eau (cf. photo n°30), le tripotage des canaux d'irrigation, le vol des récoltes. Les conflits se manifestent par des coups de poing avec l'usage d'objets tranchants : coupe-coupe, hache, couteau. « *Il existe un comité de gestion des conflits qui se montre toujours inefficace. Les belligérants se traînent à la gendarmerie où le verdict peut condamner quelqu'un à quelques heures ou bien à quelques jours de prison si la faute est très grave* <sup>127</sup> ». Il existe des conflits occasionnels entre les exploitants autochtones des villages du site du barrage et les exploitants non originaires. Les exploitants autochtones de la localité en

---

<sup>126</sup> Propos de JD, 31 ans, célibataire, Bissa, migrant de retour.

<sup>127</sup> Propos de SG et SK tous exploitants agricoles.

veulent à la MOB qui a détruit leur village. Des fois, *« pour un rien, ils vont insulter les gens, ils racontent ce qu'ils veulent. Souvent, on a peur de répondre à cause de leur pouvoir mystique »*<sup>128</sup>. Certains exploitants ont des parents bien placés à Ouagadougou. *« Ce sont eux qui perturbent le site. Une année, même la gendarmerie avait le dos au mur parce qu'elle avait incarcéré les perturbateurs ; il y a eu combien de coups de fil venant de Ouaga. Pour finir, j'ai fui le bureau, vous voyez ! »*<sup>129</sup>

Le dernier type de conflit observé entre les exploitants renvoie au capital « scolarité, formation » qui a permis à certains exploitants du périmètre de Bagré de se repositionner au sein du périmètre. Pour atteindre les objectifs assignés, la MOB et le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques organisent des sessions de formations pour les exploitants agricoles. Ils ont demandé à la coopérative de choisir des exploitants dans chaque village pour suivre les formations. Il fallait être performant et avoir cinq ouvriers agricoles. La réticence de ceux qui remplissaient bien les conditions, a permis à des non originaires, dont la plupart n'était pas dans le bureau de la coopérative, de suivre la formation. A leur retour, la MOB les a chargés de la culture et du tri de la semence pour la meilleure qualité du riz. Ce sont eux qui traitent avec les gros commerçants, ils ont acquis un statut de décideur en matière de semence, de négociant avec les commerçants et parfois, ils sont amenés à gérer le magasin. En juin 2010, il y a eu un conflit violent entre le groupe de semenciers et les commerçants d'un côté, le bureau de la coopérative et certains exploitants autochtones de l'autre. Les semenciers avaient permis aux commerçants de stocker le riz acheté dans les magasins de la coopérative. Cette prise de décision a été interprétée comme *« un manque de respect des textes et une forme d'expression de compétence acquise »*. Actuellement, le périmètre subit encore les conséquences de ce conflit qui n'est simplement un conflit d'intérêt, voire de jalousie. Il nous a été rapporté par notre enquêteur, lui-même exploitant sur le même périmètre, que *« beaucoup de belligérants regrettent le fait d'avoir refusé d'aller suivre la formation et ils se font maintenant humilier par certaines personnes »*. Les rancœurs qui vont découler de ce conflit sont élargies à l'espace social à travers les relations sociales et autour des autres points d'eau.

Les conflits opposent les exploitants agricoles aux pêcheurs qui les accusent de troubler l'eau avec les pesticides qui, non seulement tuent les poissons, mais les font fuir. Les exploitants

---

<sup>128</sup> Extrait d'entretien avec ZZ, exploitant agricole, 43 ans, non originaire de Bagré.

<sup>129</sup> Extrait d'entretien avec le commandant de la brigade de la gendarmerie de Bagré, juin 2009.

avancent que ces derniers troublent l'eau avec le son des céréales (une technique traditionnelle). Les exploitants sont aussi opposés à des ménagères qu'ils accusent de marcher sur les plants et de faire la lessive et la vaisselle à proximité de leurs plants. Ils affirment que le savon que les femmes utilisent « *a des effets néfastes sur leurs cultures* ».

Les conflits opposent également les femmes aux pêcheurs et aux éleveurs, les jeunes filles et les jeunes garçons. Comme autour du lac bam, les pêcheurs et les éleveurs accusent les femmes de polluer l'eau avec le savon et les résidus ménagers. Ici aussi, l'élevage est une fois de plus au centre des conflits au niveau du barrage. Les transhumants ne font pas attention. Ils sont en conflit avec les éleveurs sédentaires qui leur reprochent leur mauvais comportement. Mais un des objectifs de la construction du barrage a été la reconversion des jeunes à l'agriculture, les exploitants agricoles se donnent un pouvoir de décision de l'eau face aux autres usagers.



**Photo 30 :** Barrage de Bagré, passage de l'eau rétrécie par un autre exploitant (cliché Ramatou Traoré)

Au niveau du barrage les pêcheurs sont opposés à certains agents de la Sonabel. Les belles prises (quantité, qualité) de poissons seraient situées au niveau des turbines de la Sonabel qui a mis des gardes fous pour délimiter la partie dangereuse ; ce qui n'empêche pas certains pêcheurs de s'y aventurer. Voyons si Gogninga qui prône « *l'amour du prochain* », c'est-à-dire son communautarisme, est appliqué autour des points d'eau.



**Encadré 20 : Notes de conversation avec notre enquêteur sur les conflits récents à Bagré**

Notre enquêteur de Gogninga vient de nous signaler ce jour 24/01/2012, l'éclatement des conflits à Bagré « *sous toutes les formes entre les responsables coutumiers et les politiciens ; entre les politiciens et la MOB ; entre la rive droite et la rive gauche ; les villages Bissa riverains sont descendus à Bagré, ils voulaient marcher, on ne sait plus qui est contre qui, qui veut quoi* ».

Ces conflits surviennent à cause du projet Pôle de Croissance de Bagré (cadre de gestion environnementale et sociale) initié par l'Etat et la Banque Mondiale. Le projet a pour objectif d'assister le Gouvernement du Burkina Faso en développant Bagré comme un modèle fonctionnel de pôle de croissance tiré de l'agro-business. Le projet est constitué de trois composantes :

Composante 1 : Amélioration du Climat des Investissements et des Capacités Institutionnelles au profit du Secteur Privé.

Composante 2 : Développement et Gestion des Infrastructures Critiques

Composante 3 : Fonds d'Appui au Développement des Services Critiques et des PME.

**B- Autour des points d'eau traditionnels à Gogninga**

Les boulies, les puisards et la rivière sont les seuls points traditionnels à Gogninga.

Autour des boulies pendant les mois de mars et d'avril, les femmes s'exposent lorsqu'elles prennent l'eau dans un boulie sans l'accord de son propriétaire qui est censé être un propriétaire foncier. Dans ce village qui prône « *l'amour du prochain* », la dégradation des rapports sociaux est très importante. Par exemple, la famille endeuillée doit respecter le tour d'eau pour prendre l'eau qui doit servir à laver le cadavre ! « *C'est la même chose quand tu as une femme qui vient d'accoucher* ». Ce n'est pas comme à Kora où la cohésion sociale entre en vigueur, les conflits prennent fin en cas de décès, les femmes s'entraident en remplissant à tour de rôle les récipients de la famille endeuillée.

Le comportement de certains individus laisse croire qu'ils n'éprouvent pas de sentiment devant la situation peu enviable d'autres individus. Devant des femmes, au niveau des boulies, un enquêté a simplement dit que : « *Madame, laissez les, elles sont aigries, personne ne les chasse au forage* ». En voyant ces femmes, nous avons dit qu'elles ne pouvaient pas se permettre de prendre l'eau du forage qui est payante.

Les conflits au niveau des puisards concernent uniquement les hommes. La concurrence est très rude, il n'y a pas de cohésion également entre les hommes. L'argent issu de la vente des produits maraîchers sert à financer la migration des jeunes. « *Les parents se démènent pour en faire partir un qui, à son tour, doit faire partir l'un ou l'autre de ses frères* ». Dans ces conditions, l'individualisme met en jeu la concurrence entre les maraîchers, tous des Bissa, et censés être attachés par un lien communautaire.

#### **a) Autour des forages**

Les résultats du terrain montrent que la majorité des conflits est liée aux positions sociales. En effet, la gestion de l'eau, liée à « un système d'action concret », véhicule une série de pratiques qui sont compréhensibles par le repérage des positions sociales ainsi que par la contribution à une action communautaire. La position sociale décrit la société en tenant compte des différences entre les individus. Bourdieu (1979) montre que les oppositions entre les individus suivent un axe qui va des plus gros détenteurs de ressources sociales au plus démunis globalement. Selon lui, les styles de vie (structurés dans un espace symbolique) sont associés à certaines positions sociales (structurées dans un espace social). Alors les positions sociales sont fonction du capital possédé.

La migration, en plein essor dans ce milieu, contribue à renforcer la position sociale de certains individus dans la société. Ce repositionnement bouleverse la hiérarchie traditionnelle. Le CVD nous a dit que « *le temps des vieux est dépassé, ce que vous pouvez faire pour nous aider avec l'eau, il faut le faire. Ne les écoutez pas* ». Le *manizèhi* en plaisantant a répliqué : « *Si vous savez tout, ne venez plus nous chercher pour un problème au niveau du fleuve, et quel que soit le savoir d'un jeune, il a toujours besoin des conseils du vieux, ne l'oubliez pas* ». Le chevauchement de la hiérarchie traditionnelle avec des « nouveaux riches » se vit autour des forages au niveau des femmes. Les « *nouvelles riches* » veulent s'imposer en perturbant l'ordre prescrit. Elles jouent sur le rapport grand-mère /petite fille, sur la rivalité entre deux épouses de frères du même lignage, pour perturber le tour d'eau. Il y a des femmes qui se laissent prendre dans le jeu, par contre, d'autres ripostent, et s'en suivent alors des échanges injurieux. Elles arrivent au forage « *bien habillées, sur leur mobylette<sup>130</sup> avec des téléphones portables de marque Nokia, Samsung. C'est du forage qu'elles appellent leur mari qui est à l'extérieur. Chacune d'elle fait exprès de dire à son mari d'envoyer de*

---

<sup>130</sup> Il s'agit de mobylette à vitesse de marque Nano, Jack Bauer, C'est le moment et qui coûtent environ 2000 euros.

*l'argent parce que les 100000 fcfa ou les 200000 fcfa qu'il avait envoyé sont presque finis... "Je dois aller à un mariage à Tenkodogo ou à Ouaga, il me faut de l'argent". Elles conversent et elles ne font pas attention en pompant l'eau, qui se verse parfois. Personne ne doit parler. Lorsqu'on veut leur faire une reproche, elles éclatent de rire <sup>131</sup>».*

La vengeance des autres se manifeste avec le retour des maris de ces femmes provocatrices. En général, « *ce sont certains de nos maris qui les gèrent* » nous a confié AB (31 ans) migrant de retour de la Côte d'Ivoire. Les femmes cocues racontent aux migrants les déboires de leurs épouses. Il y a au moins 10% de ces femmes qui ont divorcé. « *Elles gagnent puisqu'elles sont parties avec leurs motos et de l'argent. Elles sont installées à Ouaga où elles mènent la vie de débauche <sup>132</sup>*». On peut avancer que le capital économique accentue la domination masculine. Les femmes s'emparent de leur richesse comme capital symbolique suivant leur identité pour se mettre au dessus des autres femmes. Donc, cette double domination (masculine et économique) contribue à d'autres types de construction de conflits chez les dominées. Certains usagers en l'occurrence les femmes jouent sur la contribution d'un membre de sa famille qui est à l'étranger pour « *semer la pagaille au niveau du forage. Elles répliquent mal quand on veut leur parler* ».



**Photo 31 :** La disposition de ces récipients ne tient pas compte du tour d'eau (cliché Gomsida Soré)

<sup>131</sup> Propos d'une responsable du groupement féminin, 53 ans, restauratrice.

<sup>132</sup> Propos de BC, Bissa, 27 ans, ancien collégien, célibataire.

A Gogninga, les membres des comités de gestion se faisaient également concurrence. Chaque comité fixait le tarif de l'eau « *dans l'intention de mieux garantir la pérennité du forage, mais surtout de veiller sur un bien familial puisqu'il y a la contribution d'un frère ou d'un fils pour l'acquisition du point d'eau* ». Tout comme à Bagré, l'imposition par le Gucre des cahiers de suivi des forages, a permis d'uniformiser les prix de vente de l'eau : 1000fcfa/chef de ménage/mois et 500/femme/mois.

Le suivi des forages et les ateliers organisés par le projet Gucre auxquels les membres des comités de gestion étaient conviés de même que certaines couches de la population, ont mis fin à la concurrence entre les CGPE, mieux ils ont permis l'uniformisation des prix de vente de l'eau dans les villages. Au niveau local, il existe une entente entre les CGPE et la préfecture selon le préfet de Gombougou. Au niveau départemental et régional, les directeurs régionaux du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, du Service d'élevage, la direction du Pihves ne se plaignent pas d'eux. Les responsables du PNGT, du PIHVES, du GUCRE les ont trouvés plus ouverts et plus réceptifs.

#### ***b) Au niveau du périmètre irrigué***

La concurrence entre les maraîchers, d'une part, entre les maraîchers et les éleveurs, d'autre part, est perceptible au niveau du périmètre. Les conflits entre les maraîchers et les éleveurs se passent de la même manière que dans les autres villages, à savoir autour de la quantité d'eau bue par les troupeaux et le non respect des plants par les bergers et les troupeaux. Les conflits entre les maraîchers sont vivaces puisque l'envoi d'« *un fils à l'étranger est devenu une source de concurrence entre les familles d'un même clan* ». Les conflits à ce niveau sont liés au vol des produits, au sabotage des puits et aux détournements des clients.

### **C- Rapports entre les usagers autour des points d'eau à Bankako**

Bankako a deux points d'eau : le canal primaire et les forages.

**a) Au niveau du canal primaire**, au moment des deux récoltes du riz, Bankako accueille une main-d'œuvre féminine venant des villages environnants. Ce sont des femmes mariées qui abandonnent leur foyer pour une activité temporaire payée en nature : un sac ou deux sacs de riz de 50kg/récolte/campagne. Leur arrivée entraînerait des sorties nocturnes des hommes, ce qui perturbe la quiétude conjugale des femmes des exploitants. Cette main-d'œuvre serait la cause de 15% des divorces dans le village. « *Les femmes trompées sont les premières à provoquer les amantes de leur mari. Elles se frappent. Si la femme a un peu d'argent grâce à son commerce, le mari met rapidement fin à cette relation. Si c'est lui qui fait tout, il peut*

*chasser sa femme en disant qu'elle l'a déshonoré et il en prend une nouvelle. Il faut dire que souvent, elles aussi viennent dans ce but. Elles disent que Bankako est plus riche que leur village. Elles tentent leur chance, si ça ne marche pas, elles se retrouvent avec des grossesses, leur mari les chassent, ici elles ne sont pas avec des gens fixes ça soulève d'autres problèmes<sup>133</sup>».*

Au niveau du canal, les femmes sont aux prises avec les exploitants et les pêcheurs qui leur reprochent de polluer l'eau avec les résidus ménagers. L'avancée des analyses des conflits montre combien les femmes sont sources de problèmes. Rien de surprenant. La femme est toujours dominée, et du côté du diable, du mal. Le masculin et le féminin nous permettent une analyse fine des conflits autour des points d'eau.

**b) Autour des forages**, comme partout ailleurs, c'est pendant les mois de mars, avril et mai que les conflits éclatent entre les femmes. Dans ce village, 80% des femmes font le commerce du riz étuvé, 10 % font le commerce du poisson et 10% sont dans la restauration et la vente du dolo. La pratique de l'activité économique crée les tensions pour la satisfaction des besoins en eau. Les tensions entre les femmes se limitent à des injures. Ces tensions se règlent auprès des chefs de ménages. Par contre, les tensions entre les femmes des exploitants et « *les voleuses de maris* » se traduisent par des échanges de coups. Et une solidarité se crée entre les femmes des exploitants d'une part et d'autre part entre les « femmes provocatrices ». Les deux groupes se guettent jusqu'à la fin de la campagne même hors des points d'eau.

Dans ce village, il n'y a pas de conflit entre les membres des CGPE. La plupart des membres des comités de gestion de l'eau ont suivi et suivent des sessions de formations en gestion et en technique agricole. L'acquisition des savoir-faire les pousse à se concerter. Ils sont régis par le cahier de charge de la MOB à laquelle ils font régulièrement le point.

---

<sup>133</sup> Entretien avec SF 37ans, exploitant agricole et notre enquêteur à Bankako, juin 2009.



**Photo 32 :** Récolte du riz à Bankako (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)



**Photo 33 :** Maraîcher de Fougou (source Yaméogo 2008). Même procédé d'arrosage à Gogninga





**Photo 34 :** Vente de poissons par les pêcheurs au bord du fleuve (source : Yaméogo 2008)



**Photo 35 :** Campement Peulh à Bagré, en pleine brousse (cliché Ramatou Traoré juin 2009)

Dans la zone de Bagré, l'Etat est présent à travers la MOB, l'écotourisme (même si elle n'est pas encore effective) et la décentralisation à Gogninga. Malgré sa présence, les conflits sont très perceptibles autour des points d'eau. Qu'en est-il de la zone de Kongoussi où l'Etat est quasi absent ? Est-ce que le pouvoir coutumier aura raison du pouvoir moderne de partage de l'eau ?

## **D- Rapports entre les usagers autour des points d'eau dans la zone de Kongoussi.**

Les villages de Kora et de Loagha sont situés dans la zone climatique soudano sahélienne, la zone la moins arrosée du pays. Depuis 2003, les variations climatiques dans cette zone (cf. p103) sont en baisse, malgré l'ensemencement des nuages réalisé au travers de l'« opération saaga » adoptée par le gouvernement depuis 1998 pour remédier à cette baisse. La quasi inexistence des activités économiques à Loagha s'expliquerait par ce phénomène naturel et l'insuffisance des points d'eau. En rappel, ce village compte 1814 habitants qui s'approvisionnent autour des points d'eau modernes fonctionnels suivants : trois forages, un puits à grand diamètre et une retenue d'eau qu'ils partagent avec trois villages voisins. Les points d'eau traditionnels qui sont fonctionnels sont le *tiiboulga*, une rivière et deux puisards. L'insuffisance d'eau est perceptible dans ce village par le fait que le *quorum*<sup>134</sup> (« un forage pour 300 habitants ») n'est pas atteint. L'homogénéité relative de la population et le maintien des pratiques coutumières qui semblent toujours en vigueur, donnent l'impression que la protection sociale est assurée dans ce village qui ne semblerait pas être concerné par les mutations actuelles. Est-ce que cette solidarité s'applique autour des points d'eau ?

### ***a) Autour des points d'eau traditionnels à Loagha***

Le *tiboulga*, comme l'avons déjà souligné dans les pages précédentes, est un puits mystique. Bien qu'ayant un fort débit d'eau, aucun usager n'ose s'y hasarder. Il n'y a jamais d'affluence autour de ce puits, chacun craindrait les représailles de ses maîtres, c'est « *le sauve qui peut car tôt au tard, il y aura des conséquences* ». Au niveau des autres points d'eau traditionnels, les usagers se plient à la volonté des propriétaires. Là également, il règne la plupart du temps, un climat de convivialité, voire le respect de la hiérarchie. Ainsi, par exemple, les jeunes femmes plaisantent souvent avec leurs aînées en leur retirant l'épuisette pour les servir parce qu'« *elles sont vieilles, elles n'ont pas de force, elles ne connaissent rien et elles font perdre le temps aux autres* ». Les puits traditionnels traduisent une certaine solidarité entre les autochtones. La même solidarité règne entre les Peulhs qui sont considérés comme les seuls allochtones.

Autour des points d'eau traditionnels dans ce village, notre concept agent/acteur trouve bien sa place. Les usagers sont simplement conditionnés par leur habitus et leurs valeurs au sens de Bourdieu et de Weber. Les efforts d'entraide entre les usagers constitueraient un lien social autour des points d'eau traditionnels. La solidarité n'empêche pas cependant l'inégalité

---

<sup>134</sup> Selon l'OMS, il faut un forage pour 300 habitants.



d'accès à l'eau autour de ces types de points d'eau puisque les Peulhs ne sont pas présents en même temps que les autres usagers. Dans le cas contraire, « *ils sont tenus de s'approvisionner après les autres* ». Ainsi se vérifie notre première hypothèse portant sur les inégalités d'accès à l'eau en fonction des appartenances sociales et ethniques.

***b) Au niveau des points d'eau modernes***

*Autour du puits à grand diamètre qui favorise l'approvisionnement simultané de dix usagers au maximum, se trouve un lieu privilégié pour la manifestation des conflits entre autochtones et allochtones, et entre les autochtones entre eux.*



**Photo 36 :** Troupeau Peulhs refoulé par les femmes Nyonyossé à Loagha (Cliché Germain Sawadogo 2001)

**1°) Défense des intérêts du groupe ethnique**

Les enquêtes de terrain nous permettent de montrer que l'insuffisance de la pluviométrie et les mutations en cours dans le village, sont responsables de la dégradation des rapports sociaux entre les autochtones et les allochtones. Cette dégradation se manifeste notamment par des représentations négatives de l' « *étranger* ». Cela complique encore davantage la gestion. Les autochtones (hommes) ne manifestent ni physiquement ni verbalement leurs opinions sur la gestion communautaire de l'eau. C'est à partir des entretiens et de l'observation des usagers autour des points d'eau que nous nous sommes rendue compte que la gestion communautaire perdait son sens lorsqu'il s'agit du partage de l'eau avec les « *saana* » (*étrangers*). L'inégalité d'accès au point d'eau est perceptible. La communauté étant fragilisée, il s'agirait plutôt de la protection et de la sauvegarde d'un patrimoine foncier lignager puisque la gestion de l'eau

« est indissociable de la gestion de la terre<sup>135</sup> ». Pour le takodé, « avant, les Peulhs déposaient unealebasse de lait au pied du tiibo. Mais maintenant, ce n'est plus la peine qu'ils le fassent<sup>136</sup> ». Ce témoignage montre non seulement l'exclusion mais également la complexification de la nouvelle gestion de l'eau. Cette marginalisation qui s'inscrit dans le temps, s'enracine, se répercute également sur les comportements. Les expressions « *il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de mariage entre nous* », « *nous n'avons rien à voir ensemble* » en sont des exemples concrets. Ainsi, la marginalisation qui structure les perceptions de l'autre groupe social, alimente des prédispositions conflictuelles. En conséquence, le cloisonnement des groupes sociaux renforce l'idéologie identitaire. Les femmes prônent cette idéologie soit en renvoyant les troupeaux des Peulhs (cf. photo37), soit en disant aux allochtones d' « *attendre que les gens finissent d'abord de prendre !* »



**Photo 37 :** Femmes Peulhs au puits après l'approvisionnement des autres (cliché Germain Sawadogo, 2001)



**Photo 38 :** Loagha, passage au puits des hommes Peulhs (cliché Germain Sawadogo 2001)

<sup>135</sup> Propos du tiibnaba et de SI un *biisnaba* de Loagha. Juin 2008.

<sup>136</sup> Propos du Rav de Loagha, juin 2008.

2°) Défense des intérêts familiaux voire de ses propres intérêts : conflits intra ethnique liés au respect de la tradition, aux rapports de genre, à l'infidélité conjugale, à la position sociale dans ce village.

✓ ***Conflits liés au respect de la tradition.*** Durkheim (1993) a montré qu'une des fonctions de la socialisation est d'assimiler les enfants à la société globale, à la famille et aux groupes auxquels ils appartiennent ou doivent appartenir à l'âge adulte : « L'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. » Ainsi l'enfant est amené à intérioriser les règles, les normes et les valeurs significatives de la société dans laquelle il grandit. C'est ce processus qui établit le rapport intergénérationnel. Autour des points d'eau, les enfants se conforment à leur éducation en puisant parfois l'eau pour les personnes âgées ou en leur cédant leurs tours de prise d'eau. L'intériorisation de cette règle devient une source de conflit entre leurs mères et les personnes qui « *ont abusé de leur âge et de leur innocence* ». Outre les échanges injurieux, il y a des dégâts matériels, et surtout le fait de renverser de l'eau par terre. La réaction des mères est incompréhensible puisqu' « *aider une personne âgée dans sa tâche, est un signe de bonne éducation* ». Ce conflit montre que la socialisation n'est pas uniquement une intériorisation des règles, une reproduction de l'ordre social. Dubar (1991) semble le confirmer lorsqu'il analyse la socialisation dans une perspective de changement social pour comprendre la « construction sociale de la réalité ». En fait, la transformation des identités se passe au cours de la socialisation secondaire qui peut mettre en cause les relations sociales intériorisées lors de la socialisation primaire. Ce conflit sous-entend un processus de changement social en action dans ce village. Mais il nous laisse entrevoir que d'autres éléments non liés à la reproduction interviennent dans le conflit. Ici un conflit entre femmes peut s'exprimer par une « prise d'otage de pratique sociale » concernant l'enfant. Le détournement de la reproduction est alors un prétexte.



**Photo 39 :** Loagha : rapport aîné/cadet : les fillettes servent les personnes âgées avant de se servir. Chiché Germain Sawadogo

Les points d'eau ne sont pas que des lieux d'approvisionnement et de conflits. Ils sont aussi des lieux d'expression des femmes, des espaces de « *commérages des femmes*<sup>137</sup> ». Elles s'y retrouvent en fonction des besoins d'eau et de confidences.

#### ✓ *Conflits liés aux rapports de genre*

La hiérarchie sociale instaure le rapport hommes/femmes, aînés/cadets. Pour l'abreuvement des animaux ou bien pour une petite maçonnerie, certains chefs de famille n'hésitent pas à renverser dans leurs récipients l'eau déjà puisée par les femmes et les jeunes filles. Pourtant, les hommes ne sont pas tolérants pour le retard de la préparation du repas. Ils n'hésitent pas à traiter les femmes de « *commères, de langues pendantes qui divulguent les secrets conjugaux au niveau du puits au lieu de s'approvisionner rapidement* ». Elles sont également traitées de femmes « *têtues, irrespectueuses qui se laissent influencer par la femme de X* ». Les jeunes garçons (14, 17 ans) se vengent des filles (13, 16 ans) qui auraient refusé leurs avances. La domination masculine peut se lire autour des points d'eau.

#### ✓ *Conflits liés à l'infidélité conjugale*

Les observations que nous avons menées autour des points, nous ont permis d'appréhender les causes de non respect des tours d'eau et des bousculades pour jeter l'épuisette dans le puits. Ces temps d'observation nous ont paru intéressants pour mieux comprendre les rapports femmes/femmes ou le pouvoir des femmes. Des propos du genre « *elle a troublé l'eau en voulant bien remplir son épuisette ; elle a renversé mon épuisette remplie, etc.* », sont des indicateurs de ces conflits entre les femmes. Généralement, ce sont les proches des deux

<sup>137</sup> Propos de ST, Nyonyoga, 46 ans, chef de ménage, alphabétiseur. Loagha, juin 2008.

protagonistes qui s'affrontent. Elles en viennent aux mains après les injures. L'âge, la migration et les qualités de bonne cuisinière de l'amante sont utilisés par cette dernière et ses proches pour dévaloriser l'épouse. Ainsi, l'épouse se sent doublement trahie par son mari ; non seulement elle est trompée, mais en outre, elle est dénigrée en entendant les propos de sa rivale et de ses proches. Souvent, l'homme n'hésiterait pas pour séduire sa maîtresse à dénigrer sa femme (ses femmes) ; ce que l'amante s'empresse de répéter. Ce genre de conflit peut s'élargir entre les familles et les proches. Si l'épouse cède, le conflit perdure dans le temps. La cause de son divorce peut servir à mettre à l'écart ou à dévaloriser un proche de l'amante si celle-ci est de Loagha.

### ✓ *Conflits liés à la position sociale*

Nos observations et les entretiens permettent de dire que « *ce sont les femmes nanties, certaines femmes non originaires du village, celles ayant suivi des formations qui leur permettent de s'exprimer devant un étranger, le niveau de scolarisation, qui dérangent les autres*<sup>138</sup> ». En effet certaines d'entre elles n'hésitent pas à utiliser leur position sociale pour s'imposer aux autres autour du point d'eau. « *Ce sont les mêmes qui sont toujours les plus pressées, elles ne pensent pas aux besoins en eau des autres, comme elles savent aussi que des gens viennent les voir pour prendre un crédit*<sup>139</sup> ». Certaines femmes, malgré leur situation sociale peu enviable, réagissent pour dénoncer le manque de considération à leur égard : « *Nous sommes toutes des personnes, nous sommes toutes pressées, personne ne veut dormir ici !*<sup>140</sup> ». Des femmes non originaires du village, des femmes qui ont suivi des formations, ou celles qui sont des recours, utilisent la plaisanterie (« *Tu connais quoi la vieille, dans mon village, les femmes se comprennent mieux, je prends ce seau seulement et je m'en vais*<sup>141</sup> ») pour maintenir le monopole du puits. Néanmoins, les différentes interdépendances entre les femmes les contraignent à limiter ce conflit autour du puits.

**c) Au niveau de la retenue d'eau** les conflits sont liés à la concurrence. Les maraîchers sont toujours aux prises avec les éleveurs (sédentaires et transhumants en particulier), les dolotières, les briquetiers, les meuniers et les pêcheurs. Les pêcheurs s'en prennent aux maraîchers à cause de leur utilisation des herbicides et des pesticides. Ils avancent que ces

---

<sup>138</sup> Extrait d'entretien avec le Rav de Loagha et notre enquêteur.

<sup>139</sup> Propos de SWP, migrant de retour.

<sup>140</sup> Propos de STS, 33ans, mariée, vendeuse de petits condiments (sel, piment sec, soumbala, ...). Nous avons coïncidé avec le conflit au niveau du point d'eau.

<sup>141</sup> Propos de SE, jeune mariée de 23 ans, non originaire de Loagha.

produits font fuir et tuent les poissons. Les maraîchers reprochent aux dolotières, aux briquetiers et aux éleveurs le non respect de leurs plants. L'importante consommation d'eau par les animaux est le vrai mobile de conflit entre les maraîchers et les éleveurs.

Au sein des maraîchers qui ont le monopole de l'eau, le bon rendement crée la concurrence et les tensions entre eux. Les conflits sont liés à la fermeture « *nocturne* » des canalisations voire des puisards des voisins ou d'un « *gros producteur* ». La concurrence entre les différentes catégories professionnelles donne lieu à la divulgation des secrets conjugaux et familiaux. Ces commérages qui ont pour but de ternir l'image de l'autre, amplifient les conflits autour du contrôle de l'eau : « *De quoi es-tu capable ? Satisfais d'abord ta femme pour empêcher ses multiples fréquentations dans d'autres villages* » ; « *Qui va perdre son temps à écouter ce niinyalga<sup>142</sup> dont le papa avait été pris en flagrant délit ?<sup>143</sup>* »

Ces images et expressions prises en compte dans les rapports sociaux au sein de ce milieu social, en plus de la dévalorisation, contribuent non seulement à maintenir les tensions, mais également constituent des processus de mise à l'écart voire d'exclusion des personnes visées. La mise à l'écart n'épargne aucun exploitant. Par exemple, un propriétaire foncier peut être mis à l'écart « *ce cas est rare mais c'est arrivé quand même. On fait tout pour qu'il ne soit pas informé de la visite d'un projet ou d'un partenaire* »<sup>144</sup>. Si « *c'est un demandeur de parcelle, ah...lui même sait qu'il ne travaillera plus ici d'ici deux ans en gros !* »

La stratégie de mise à l'écart, ou l'exclusion d'un autre maraîcher, consiste à utiliser très couramment des expressions : « *ninyalga, ninbèda<sup>145</sup>, ya need là* »<sup>146</sup>. Des maraîchers propriétaires terriens et des maraîchers qui ont des référents en ville, utilisent ces expressions et ces images dans le cadre de la concurrence comme des stratégies de sauvegarde des parcelles lignagères, voire comme des stratégies d'accumulation.

Ces expressions montrent que « mener une enquête très fouillée à l'intérieur d'une communauté divisée permet aussi de mieux comprendre la nature et les fonctions du commérage (gossip) » (Elias et Scotson, 1997).

---

<sup>142</sup> Farfelu en langue moré.

<sup>143</sup> Extrait d'entretien avec SWL, Nyonyonga, 43 ans, maraîcher de Loagha, marié, alphabétisé en mooré.

<sup>144</sup> Extrait d'entretien avec SA 37ans, marié, maraîcher autochtone de Loagha.

<sup>145</sup> Mauvais dans le sens de sorcier, « *qui peut t'envoyer sous la terre* » en langue moré.

<sup>146</sup> Est- ce que c'est quelqu'un ; est-ce qu'il est un homme ? en langue moore.



Les jeunes garçons guettent le coucher du soleil pour « *bien corriger les filles qui font les malines en refusant leur demande d'amitié* ».



**Photo 40 :** troupeau de bœufs se dirigeant vers la retenue d'eau (cliché Germain Sawadogo)



**Photo 41 :** canalisation bouchée par un autre exploitant (cliché Ramatou Traoré, avril 2009)

#### ***d) Autour des forages***

Tout comme autour du puits à grand diamètre, le respect des personnes âgées et la position sociale sont à l'origine des conflits. Ils se manifestent de la même manière. Si autour du puits à grand diamètre la position sociale n'entraîne pas des injures, au niveau du forage, elles s'affichent. En effet, ce sont des femmes de même catégorie sociale, « *celles qui sont proches des intermédiaires, des partenaires, qui ont déjà migré* <sup>147</sup> », qui s'affrontent pendant la période de forte chaleur. Cependant, les rapports entre les usagers tendent vers la convivialité pendant les périodes des cérémonies coutumières qui attirent des « *étrangers* ». En rappel, les forages implantés dans ce village, sont l'œuvre d'un fils du terroir. Cependant, le choix du site divise les CGPE qui « *n'hésitent à se mêler dans les bagarres des femmes ou dans celles des enfants pour qualifier certains membres de CGPE de conspirateurs, des ninsaala* <sup>148</sup> ». La riposte qui se fait sans attendre n'épargne pas généralement les origines sociales. En effet, ces situations démontrent les positions sociales et elles permettent de distinguer les autochtones et les « *enracinés* <sup>149</sup> ».

#### ***e) Rapports entre usagers et les comités de gestion de l'eau***

Les dysfonctionnements à répétition, les pannes fréquentes pendant les périodes dites « chaudes » (février, mars, avril,) sont à l'origine des frustrations entre les usagers et les CGPE. Les rapports de parenté s'estompent, laissant la place à la jalousie et au mépris. Les frustrations se manifestent par le retard ou le non paiement des cotisations par les usagers qui avancent la « *non transparence des comptes, le non paiement des cotisations par les CGPE et leurs familles, la main mise du CGPE sur les forages* ». Les CGPE, pour leur part, dénoncent « *la mauvaise volonté des usagers pour le paiement des cotisations, du non respect des tours d'eau* ». Les rapports de frustrations prennent fin à l'approche de l'hiver. Il faut reconnaître que l'école primaire et le CSPS sont les seules institutions de l'Etat dans le village. Pour « *leur disponibilité et leur ouverture* », les enseignants et le personnel soignant sont appréciés par la population locale, particulièrement par les membres des CGPE, qui n'hésitent pas à leur demander des conseils pour filtrer l'eau, pour savoir comment éviter les maladies hydriques. Le personnel soignant est sollicité par les CGPE pour la prévention des maladies hydriques. Il existe un climat de confiance entre les CGPE et les agents administratifs qui « *n'hésitent pas* ».

---

<sup>147</sup> Propos du Rav et notre enquêteur à Loagha, juin 2008.

<sup>148</sup> Créature éphémère en mooré.

<sup>149</sup> Confère chapitre IV, page 133.



à solliciter les vieux pour résoudre leurs problèmes. Ils sont consultés par les maîtres à l'approche des examens scolaires, et depuis des années les résultats scolaires sont bons »<sup>150</sup>. Les membres des CGPE « entretiennent de bons rapports avec la mairie et la préfecture ». La Direction Régionale de l'Agriculture et des Ressources Halieutiques (DRH), la gendarmerie et la police ne se plaignent pas d'eux.

Jusqu'à la fin de nos enquêtes, ce village attendait l'intervention d'un nouveau projet car tous les projets qui étaient en cours en matière d'eau (PATECORE, GUCRE, AHVB) avaient pris fin. Les membres du projet Gucre avaient bien apprécié les CGPE pour leur dynamisme, leur collaboration et leur franchise : « nous n'avons pas de cahier de compte parce que nous ne savons pas nous en servir. »

La particularité de Logha est que les conflits sont violents autour de la retenue d'eau qui est située à 1km. La retenue d'eau est « le centre d'informations sur la vie des familles et celle du village ». En effet, la retenue d'eau est au croisement de toutes les couches sociales tandis que les forages, le puits à grand diamètre, le puits traditionnels sont très peu fréquentés par les hommes. Ce sont les hommes Peulhs qui fréquentent le puits à grand diamètre pour abreuver leurs animaux. La retenue d'eau serait, en plus de l'exploitation agricole, un centre d'intérêts des habitants, une sorte de « salle de cinéma où les gens voient et entendent tout »<sup>151</sup>. Par contre, la crainte des représailles du fétiche fait que les conflits autour des points d'eau situés dans le village « sont gérables mêmes s'il y a des fois des mots blessants ». En effet, Le *logtibo* (le fétiche du village) serait connu au-delà des frontières départementale, régionale et nationale. Les points d'eau traditionnels sont empreints de génies et d'interdits. Ces forces surnaturelles sont intégrées dans la vie humaine dans cette localité parce qu'il « existe entre génies et humains tout un réseau de relations qui se manifeste sous des formes diverses selon la position sociale occupée par les hommes ou les rôles dont ils sont les dépositaires » (Fainzang, 1986). C'est ce qui permet aux hommes d'établir un rapport de communion avec les forces invisibles pour les gratifier et créer des conditions réelles d'une régulation sociale. Les conflits qui existent autour du puits à grand diamètre « sont facilement gérables puisqu'ils se manifestent en partie entre les femmes qui sont tout le temps au bord de l'eau et il est facile de les maîtriser. Par contre, les conflits autour de la retenue ne datent pas d'aujourd'hui. Les gens se guettent et à la moindre occasion, ils voient tous les secrets. Quand c'est comme ça,

---

<sup>150</sup> Propos du RAV de Loagha.

<sup>151</sup> Propos de STP, président du groupement des maraîchers de Loagha.

*ce n'est pas facile, ça devient même une histoire de famille, de voisinage, voir aussi du village*<sup>152</sup> ».

## **E- A Kora**

Kora dispose comme infrastructures hydrauliques fonctionnelles de deux puits traditionnels, de six boulies, d'un lac et de trois forages. C'est un village d'attraction à cause de la multiplication des activités maraîchères due à sa proximité avec le lac bam. Ainsi, les systèmes de relations dans ce village véhiculent un rapport à l'eau laissant une place importante aux conflits. Ces conflits sont liés à l'histoire de la fondation du village, même si actuellement chaque quartier bénéficie d'un point d'eau moderne. En effet, l'histoire de ce village est marquée par un conflit familial «*N' korafô* » connu de tous les habitants qui héritent ainsi des représentations sociales et des modes d'actions historiques. Ces modes d'action ont tendance à bloquer les avancées sociales des habitants dans leurs rapports quotidiens et dans la mobilisation d'enjeux : cohésion entre différents groupes sociaux, différence religieuse, incapacité de mobilisation collective. L'élément le plus frappant est la division du village en trois quartiers « autonomes » avec un rapprochement timide et tacite entre les quartiers Mossi et Peulhs. Les Yarsés sont vraiment en retrait alors qu'ils sont issus du même groupe social que les Mossi. Au niveau de l'occupation des sols, ils viennent en seconde position après les Mossi.

### ***a) Autour des points d'eau traditionnels à Kora***

Il n'existe aucun point d'eau traditionnel dans le quartier des Peulhs. Ils évitent de s'approvisionner chez les Yarcés qui sont leur voisin immédiat et qui pratiquent l'islam comme eux. Les Yarsés bénéficient de trois boulies reconnus comme les seuls points d'eau traditionnels. Au quartier des Mossi, il y a trois boulies et deux puits traditionnels comme points d'eau. Le respect de la hiérarchie (aînés/cadets ; hommes/femmes) prédomine autour des trois boulies chez les Yarcés. Cette hiérarchie sociale est renforcée par des considérations islamiques qui prônent « *le respect de l'eau, le respect de l'homme par la femme, le respect de l'aîné par le cadet* ». La hiérarchie sociale et la religion laisseraient peu de place aux conflits qui se limitent dans le temps et dans l'espace. Il faut noter que ce groupe social est

---

<sup>152</sup> Extrait d'entretien avec SYT, président d'un CGPE, de STP président du groupement des maraîchers et le Rav à Loagha, juin 2009.

renfermé sur lui-même. Ils évitent les contacts avec les Mossi, leurs voisins immédiats, qu'ils « trouvent ingrats et sales parce qu'ils élèvent des porcs, préparent et boivent le dolo »<sup>153</sup>.

La proximité avec le lac, le temps d'exhaure, expliqueraient la rareté des conflits autour des points d'eau traditionnels dans quartier des Mossi abritant le périmètre irrigué. Les conflits, situés dans le temps (fin février à la mi- mai), sont liés à l'inégalité d'accès à l'eau, à la défense de l'intérêt individuel et familial.

Les *inégalités d'accès à l'eau* sont perceptibles entre les femmes autour des boulies à partir du mois de mars à mi mai. Elles sont liées à l'appartenance sociale et au statut d'étranger. « *Les enfants de l'eau* » sont autorisés à creuser les boulies le long du lac. Ces boulies sont considérés comme leurs propriétés. Les femmes qui n'appartiennent pas à ce groupe et celles qui ont le statut d'étrangère (Peulh notamment) doivent formuler une demande auprès des propriétaires de ces boulies pour avoir accès à l'eau. Il était demandé aux femmes Peulhs d'attendre que les « *gens soient servis d'abord* ». Si elles ne respectent pas cet ordre établi, leur eau puisée est renversée dans le récipient d'une autre.

Les puits traditionnels appartiennent à des propriétaires fonciers. Ils l'entourent d'interdits comme gage de leur antériorité sur le lieu et comme marque de leur pouvoir. La couleur de l'eau est un signe d'harmonisation des prises mais aussi de sauvegarde de l'approvisionnement du propriétaire parce qu' « *on ne quitte pas le tam-tam pour taper sur son ventre* » (i.e. on ne quitte pas son propre point d'eau pour s'approvisionner ailleurs). Lorsque l'eau est trouble, le propriétaire demande simplement aux usagers d'arrêter les prises. Le refus du respect de cette consigne équivaut à une expulsion voire à une interdiction d'accès au puits.

La *défense de l'intérêt individuel et familial* se lit également autour des puits traditionnels durant la période chaude, « *chacun cherche à satisfaire ses propres besoins. Chacun se débrouille pour qu'il y ait un peu d'eau dans sa maison* »<sup>154</sup>. La satisfaction de l'intérêt individuel se heurte souvent à celle de l'intérêt familial. Ainsi, les jeunes filles, les femmes célibataires et les commerçantes sont aux prises avec les femmes mariées qui considèrent que leur besoin en eau est prioritaire par rapport aux besoins des autres. Les conflits se limitent aux échanges verbaux au niveau du puits. Le conflit est un des interdits imposés par les propriétaires de puits. Les femmes qui ne respectent pas cette consigne, sont interdites

---

<sup>153</sup> Entretien à Kora-Yarsé avec OY, 43 ans marié, polygame.

<sup>154</sup> Propos de OB à kora-Mossi, 28 ans, mariée, deuxième épouse.

d'accès. Dans le jeu de la concurrence, « *une commère* » a été interdite d'accès au puits parce qu'elle a été dénoncée par certaines femmes et « *le propriétaire lui a simplement montré le lac* ».

#### ***b) Au niveau du lac***

Les entretiens réalisés auprès des maraîchers et même auprès de certains usagers (meuniers, briquetiers, vendeur de viande grillé, cinq femmes vendeuses de légumes) montrent que près de 70% des conflits autour du lac sont liés à l'élevage. En effet, « les besoins en eau par unité de bétail<sup>155</sup> sont en moyenne de 44,42 litres par jour »<sup>156</sup>. Selon nos résultats de terrain, le cheptel des éleveurs sédentaires est en moyenne de 15 à 30 têtes de bovins. Les éleveurs transhumants sont présents chaque jour autour du lac avec près de 50 têtes de bœufs. Outre la quantité d'eau prélevée, les maraîchers reprochent aux éleveurs le non respect de leurs plants. Les éleveurs attribuent cette situation à l'étroitesse des voies d'accès au lac. Face à la détérioration de leurs plantes, les maraîchers n'hésitent pas à blesser à coup de pioches ou de faucilles les animaux. Le conflit dégénère. Si les troupeaux sont conduits par les enfants, le plus souvent, les éleveurs cherchent le règlement à l'amiable. Mais si le troupeau est conduit par un adulte qui essaie de nier les faits, les coups de poings des maraîchers fusent et le conflit se termine par un règlement à la préfecture. Enfin si l'éleveur est un sédentaire, le conflit ne dépasse pas le lac parce que les maraîchers ont besoin des éleveurs pour le régler certaines situations sociales (décès, maladie, baptême, mariage, scolarité, etc.) La plaisanterie devient souvent un moyen pour préserver la solidarité.

Les conflits opposent les maraîchers aux pêcheurs qui accusent les maraîchers de troubler l'eau avec les pesticides, qui tuent les poissons ou les font fuir. Les maraîchers avancent que ces derniers troublent l'eau à partir du mois de mars-avril, période de diminution voire d'assèchement des eaux. Les maraîchers sont opposés à des ménagères pour le non respect des plants comme le montre la photo ci-dessous. Les femmes ont étalé les habits sur le grillage qui entoure les produits maraîchers.

---

<sup>155</sup>Unité de bétail il s'agit d'un animal ayant 250kg.

<sup>156</sup> Source : Centre National d'Elevage et d'Insémination Artificielle (CNEIA) de Loumbila Burkina Faso.



**Photo 42 :** les femmes font la lessive dans le périmètre maraîcher et étalent les habits sur le grillage qui protège les légumes (cliché Ramatou Traoré, juin 2009)

Les conflits opposent également les femmes aux pêcheurs et aux éleveurs. En effet, les pêcheurs et les éleveurs trouvent que les femmes polluent l'eau par l'utilisation du savon appelé « *cabakourou*<sup>157</sup> » qui serait très dangereux pour les poissons et le bétail. Les jeunes garçons règlent leur compte aux filles qui auraient refusé leurs avances au coucher du soleil. C'est l'élevage qui est le plus souvent mis en accusation à cause de la quantité d'eau qu'il nécessite.

Les conflits opposent les maraîchers entre eux. Ils sont liés en partie à l'inégalité d'accès à l'eau et à la jalousie. En fait, certains commerçants et fonctionnaires louent chaque jour<sup>158</sup> des motos pompes qu'ils ont installées sur le lac (cf. Photo n°34). Le maraîchage occupe une place importante dans l'organisation sociale à cause de la variété des produits, de son réseau de vente et du revenu non négligeable qu'il apporte à certains. Comparé aux autres activités économiques, le maraîchage a un lien étroit avec le territoire. C'est pourquoi sa pratique nécessite une certaine prise de précaution de la part du chef de terre. C'est ce qui donne une autonomie relative au maraîchage sur les autres activités. En conséquence, les exploitants agricoles se donnent un pouvoir de décision sur l'eau face aux autres usagers. La partie du lac réservée au rite dédié à l'eau n'est jamais concernée par les conflits « *même en rêve* ». Elle

<sup>157</sup> Savon de fabrication artisanale contenant beaucoup soude, très dure et qui ne se dissout pas facilement au contact de l'eau.

<sup>158</sup> Nous savons que les motos pompes sont louées à l'heure mais les utilisateurs ne nous ont pas dit le montant exact.

contribue même à gérer les conflits. Selon les enquêtés, « *lorsque le ton monte, celui qui sait qu'il a raison dit à son opposant qu'il le laisse avec le lac. Comme personne ne veut être palôngoté<sup>159</sup>, l'autre demande pardon rapidement parce qu'il sait que c'est la mort, il n'y a rien à faire. A cause de ça, il n'y a plus de vol de nos produits* »<sup>160</sup>.



**Photo 43 :** une des motos pompes installés au lac par un privé, juin 2009 (cliché Ramatou Traoré)

### ***c) Autour des forages***

Jusqu'en 2003, les rapports entre les usagers étaient très conflictuels à cause de l'insuffisance des points d'eau, des considérations religieuses et de la concurrence économique et sociale. Après de rudes batailles avec les responsables coutumiers, le projet Gucre a pu implanter un forage dans le quartier Peulh pour parer à cette insuffisance et atténuer les conflits. Ainsi, chaque quartier dispose d'un point d'eau moderne. Mais l'« autonomie relative » des quartiers signifie-t-elle le développement de la solidarité, le sentiment d'appartenance sociale pour une gestion égalitaire de l'eau, ou bien entraîne-t-elle également des conflits autour des forages dans chaque quartier ? La solidarité féminine des Yarsé résiste-t-elle à l'insuffisance de l'eau ?

#### **1°) Quartier Mossi**

---

<sup>159</sup> Paloôngo veut dire finir avec toi. Il serait lourd de sens. C'est le domaine du génie de l'eau. Il ne pardonne pas.

<sup>160</sup> Entrait avec ON maraîcher propriétaire terrien, 46 ans, marié.

Situé en plein centre du village, le forage de ce quartier<sup>161</sup> attire des usagers d'autres quartiers qui sont tenus de s'approvisionner toujours en dernière position. Les conflits y sont récurrents entre les habitants du quartier, et entre eux et des usagers « étrangers ».

Les conflits entre les habitants du quartier sont liés à la pratique d'une activité génératrice de revenus et aux rivalités entre les femmes. En effet, les *dolotières* sont toujours aux prises avec les autres usagers qui leur reprochent la grande prise d'eau (400 à 600 litres/j). Le même reproche est fait aux meuniers. Selon nos résultats de terrain, la quantité d'eau n'est pas la seule cause. Il est reproché aux dolotières d'être « *des femmes faciles qui restent tard la nuit avec les maris d'autrui qui sont leurs amants* ». Nos analyses indiquent que c'est plutôt l'argent que ces femmes se procurent à partir de leur activité, le contact facile qu'elles ont acquis à travers leur activité, qui dérangent les autres. L'activité attire les clients puisqu'« *on boit pour oublier les problèmes. La restauration ne peut même pas marcher ici, il ne reste que le dolo qui se vend même en dehors du village. Les dolotières te dépannent sans poser de question alors que les autres vont d'abord te dire qu'elles n'ont rien avant de te demander le montant que tu veux* »<sup>162</sup>.

Les rivalités entre les femmes dues aux infidélités des maris sont très violentes. Elles commencent par des chansons provocatrices de la femme trompée ou par une de ses proches. L'amante est traitée à travers les chansons d'« *impure, de dévergondée, de perverse, conçue dans la saleté, de bâtarde, etc* ». Sa réponse est suivie de coups de poings, du renversement de son eau et de dégâts matériels. Entre les coépouses, les conflits sont vifs. « *Généralement ce sont les pug-rumdé<sup>163</sup> qui provoquent. Dans leurs chansons, la bouche de la coépouse est comparée à une louche, son bras est comparé au bois de chauffe* ». La coépouse qui a eu le temps de « *fouiller dans sa famille, va ressortir à travers sa chanson-réponse, des histoires de vol, d'adultère, d'enfant banni de sa famille* ». Quand la première femme « *est mieux que sa coépouse, elle ne la rate jamais au niveau du forage !* »

La position sociale est le dernier élément de rivalité féminine « *Les femmes n'hésitent pas à descendre celle qui veut se montrer trop supérieure. C'est au forage qu'elle saura que son mari a une maîtresse dans tel village ou bien que telle dolotière est la maîtresse de son mari.*

---

<sup>161</sup> Ce forage a été surnommé la radio du village. Aux dernières nouvelles, notre enquêteur nous a informée que ce quartier vient de bénéficier d'un centre de santé et d'un deuxième forage en novembre 2009.

<sup>162</sup> Entretien à Kora-Mossi avec un responsable du village.

<sup>163</sup> Pug-rumdé il s'agit de la femme la plus aimée par le mari, la préférée en langue moré.

*Pour mieux la dominer, son tour peut être pris. Si elle parle à ce moment, elle va tout entendre, même de la personne sur qui elle compte »<sup>164</sup>.*

Les conflits entre les habitants et les usagers venus d'autres quartiers se résument au non respect du temps d'attente qui leur est désigné et au non paiement de l'eau par les « *saana* »<sup>165</sup>. Le rappel du respect des règles se fait à travers des injures, le retrait de l'eau, l'interdiction d'accès au forage. Les « *saana* » leurs disent à leur tour qu'ils se vengeront quand ce forage sera en panne. Ce genre de conflit se règle entre CGPE. Comment s'effectue le partage de l'eau dans le quartier Kora-Yarsé qui refuse de coopérer avec les autres quartiers ?

## 2°) Quartier Yarsé

Ce quartier est peuplé de musulmans pratiquants qui nous ont rappelé que, selon l'islam, « *un homme peut avoir quatre femmes au maximum s'il le désire, donc la femme ou les femmes n'ont pas à se plaindre de l'arrivée d'une autre* »<sup>166</sup>. Dans ce milieu polygame où tous les hommes ont au moins deux épouses, le forage situé en dehors du quartier, donc loin du regard des hommes qui ne le fréquentent pas, est bien placé pour le règlement de comptes entre les femmes. Les tensions qui dégénèrent en conflits ont toujours pour alibis les bagarres des enfants et le non respect des tours d'eau. Cependant, leurs vrais mobiles sont la jalousie entre les femmes (*pugtâre*<sup>167</sup>) et le non consentement d'une fille pour un mariage forcé.

*Les pugtâre* sont plus violentes que dans les autres quartiers (comme à Loagha). Les injures sont immédiatement suivies de coups de poing. Nous pouvons dire que la solidarité qui s'observe autour de la meule et des mortiers n'est que relative, comme l'atteste cette épouse « *la jalousie est innée chez la femme. On est né avec. Quand ce n'est pas ton tour de cuisine, tu imagines ce qui se passe la nuit avec ta coépouse..., voyez vous même !* »<sup>168</sup> Mais les femmes sont contraintes de montrer une grande solidarité à cause du regard des hommes qui sont toujours assis devant la mosquée du vendredi à proximité des mortiers et de la meule. La

---

<sup>164</sup> Entretien à Kora-Mossi avec SI responsable du village.

<sup>165</sup> Saana signifie étranger en langue moore.

<sup>166</sup> Propos de OM polygame, 38 ans Kora-Yarsé, juin 2008.

<sup>167</sup> Jalousie entre coépouses en langue moré elle se manifeste par : tu n'as que des filles, c'est moi qui lui ai donné son unique fils, tu n'as eu que deux enfants seulement, ton fils n'est qu'un vaurien, c'est parce que je suis mieux que toi qu'il est parti me prendre...

<sup>168</sup> Extrait d'entretien à Kora Yarsé avec AS 29 ans et 2<sup>ème</sup> épouse ; juin 2008.



solidarité se construit par affinité. Les *pug-tchièma*<sup>169</sup> s'entendent entre elles, et des fois avec des *pug-rumdé*<sup>170</sup>, qui sont la plupart du temps, les dernières épouses et qui considèrent les *pug-tchièma* comme leur mère. Les *pug-rumdé* s'entendent entre elles également. Par contre, en dehors des liens de parenté, les deuxièmes épouses s'entendent uniquement entre elles, et il en est de même pour les troisièmes épouses. Le CGPE, inefficace face aux *pugtâré*, saisit les chefs de concessions. L'ampleur du conflit peut nécessiter l'intervention du chef de quartier qui en parle à la mosquée. Ainsi, une mise en garde est infligée aux époux des belligérantes.

Le conflit le plus violent dans ce quartier, concerne *le refus d'une jeune fille au mariage forcé*. En effet, dans ce quartier la jeune fille est la plupart du temps promise à un fils d'un ami de son père pour renforcer les liens d'amitiés entre les parents. Son refus entraîne bien sûr la dégradation des relations d'amitié mais également le divorce ou la mise en écart de sa mère lorsqu' « *elle n'a pas une situation sociale enviable. Et la fuite de la fille peut être attribuée à sa mauvaise éducation, à un acte d'infidélité de sa mère* ». C'est une atteinte grave pour le mari qui se voit accusé d'être incapable de diriger son foyer, de bien éduquer sa fille, mais pire, il arrive qu'il soit traité de cocu. La mère de la fille riposte en traitant la mère du garçon de « *pug-gandaogo*<sup>171</sup>, *de commère, d'hypocrite* ».

La mère du prétendant « *même si elle est la pug-tchièma peut refuser que son fils épouse la fille d'une pug-rumdé qui pousse généralement son mari à proposer une de leurs filles au fils d'un ami lorsque ce dernier commence à être bien financièrement. La mère du garçon traite la mère de la fille de pug-yogo*<sup>172</sup> *car elle pousse sa fille à reproduire son sale caractère dans leur famille et cela est impossible de son vivant !* » Ce conflit montre que les enfants occupent une place dans la rivalité entre les épouses. Les résultats de terrain indiquent que la position d'une mère est déterminante dans le choix de son gendre. Le conflit devient générationnel malgré les multiples efforts du chef du quartier et des dignitaires de la mosquée. Le mariage forcé dans ce quartier est lié à l'argent et à la position sociale. Il relève encore une fois de plus le fait que la domination des hommes sur les femmes est très importante, que cette domination entraîne des conflits entre femmes victimes des formes autoritaires masculines qui nient d'une certaine manière leur identité personnelle et sociale de femmes. Les femmes ont intériorisé

---

<sup>169</sup> Pug-tchièma veut dire première épouse en langue moré.

<sup>170</sup> Pug-rumdé signifie toujours en langue moré, la femme la plus aimée, la préférée du mari.

<sup>171</sup> Pug- gandaogo signifierait en langue moré, femme dure, méchante qui est capable de tuer par la sorcellerie.

<sup>172</sup> Pug-yogo il s'agit en moré, d'une femme qui porte la culotte, une femme qui commande dans son foyer.

ces formes de domination qui leur semble « naturelle » (« la jalousie est innée entre femmes »).

Le sentiment d'être maîtresse du choix du gendre est une invention, un « bricolage identitaire » qui permet de s'affirmer en tant que femme.

Malgré ces multiples conflits, au niveau de ce forage, la priorité et la gratuité de l'eau sont accordées aux usagers qui s'approvisionnent pour un accouchement ou pour un décès. Comment les Peulhs, un groupe social « *méfiant* » gère l'eau de son forage ?

#### **Encadré 21 : la domination masculine à Kora- yarsé**

La domination masculine et le mariage forcé sont en vigueur chez les Yarsé. Comment les hommes parviennent-ils à dominer les femmes ? Il existe en plein milieu de ce quartier, une grande meule autour de laquelle huit voire dix femmes viennent moudre leurs graines en chantant. A proximité de la meule, il y a trois gros mortiers qui sont utilisés individuellement ou en groupes par les femmes. L'utilisation collective de ces objets contribue au maintien de la solidarité féminine, au renforcement des interrelations. Les enquêtes de terrain nous permettent de dire que la solidarité féminine dans ce quartier est un signe de leur prise de conscience de leur éternel statut de dominées due à la hiérarchie sociale et à une utilisation erronée de l'islam car « *tout passe par l'islam ici* ». Dans le coran<sup>173</sup>, les sourates Nissa et Myriam prônent « la valorisation de la femme. Il est dit que tout homme qui éduque bien deux filles sera protégé des supplices de l'enfer ». D'une manière générale, le coran recommande le respect mutuel entre le mari et sa femme, entre l'homme et son entourage. Mais la fille est éduquée dans le sens du respect de son époux qui est « *son aîné, son père, celui à qui elle doit obligatoirement obéissance et respect* ». Dans ce quartier, cette conception de l'islam, à savoir l'obligation du respect de la femme envers son mari est accrue par la hiérarchie sociale. La scolarisation et l'instruction civique qui sont censées lui procurer une ouverture d'esprit, sont réservées principalement aux garçons voire aux hommes. La maîtrise du coran est une source de revenu et un signe de prestige social. Kouanda (1984) a montré que « dans la cour du Mogn naaba, parmi les dignitaires, il y a des Yarse qui jouent le rôle de conseillers, d'Imam et de marabout du roi ». Bisillat (2000) a montré que les femmes sont toujours du côté sensible, une manière de les écarter, et le comportement des hommes de Kora-Yarceé lui donne raison. Les femmes sont éloignées de la maîtrise de ce savoir parce qu' « *elles sont très émotives, or la lecture de certains versets à certains moments n'est pas bien. En ce moment*

---

<sup>173</sup> <http://www.dourous.net>

*soit tu gardes ton sang froid et c'est bien pour toi, soit tu trembles et c'est ta folie* »<sup>174</sup>. La domination masculine se renforce par l'enseignement qui transmet aux générations nouvelles cette conception erronée de l'islam. Ainsi, la reproduction idéologique du respect et de l'obéissance à l'homme, légitimée aussi par la socialisation, produit un « effet de reproduction symbolique » (Durant & Weil, 1997). Pour Van Haecht (1990), cela affaiblit l'autonomie des femmes entravées par les conditionnements liés à la classe particulière des conditions d'existence dont elles relèvent. Les entretiens que nous avons menés, montrent que les femmes savent néanmoins se servir de leur « marge de manœuvre ». Elles s'expriment sans complexe, elles plaisantent en critiquant les hommes. Elles ont compris que les accouchements multiples et rapprochés les usent. Elles mettent en valeur les acquis de la migration en développant une ouverture d'esprit à travers les formations en gestion de crédit et l'alphabétisation.

### 3°) Quartier Peulh

Le forage est le seul point d'eau de ce quartier de 54 habitants. La prise de conscience de leur statut d' « étranger » a contraint les Peulhs à s'approprier leur forage. Comme on les accuse d'être à l'origine de certains conflits socioprofessionnels autour des points d'eau, il n'a pas été facile d'implanter le forage dans leur quartier. Ils ont affirmé que depuis son implantation en 2004, le forage « *n'est jamais tombé en panne* ». La solidarité s'affiche entre les usagers autour du forage. Nous avons vu les femmes s'entraider spontanément à porter l'eau sur la tête ce qui n'est pas le cas dans les autres villages. Bien qu'étant dans leur quartier, les femmes Peulhs cèdent leur tour d'eau à des usagers du village en cas de panne du forage de ces derniers. Nos analyses montrent que c'est « *la méfiance des Peulhs envers les autres* »<sup>175</sup> qui évite les comportements déplaisants autour du forage.

D'une manière générale, au terme de cette analyse, nous pouvons dire qu'il n'existe pas de concertation entre les CGPE des différents quartiers. Cependant, les CGPE des Mossi et des Peulhs affichent un rapprochement tacite lors des visites des partenaires. Aussi, les

---

<sup>174</sup> Propos de OI 53ans, marié polygame, 3 femmes Kora-Yarsé, juin 2008.

<sup>175</sup> Extrait d'entretien avec JS à Loagha : « Même si tu vis 100 ans avec un Peulh, il ne va jamais t'exposer ses problèmes. Si tu le vois arrêté avec son bâton au dos, il est entrain de se confier à son bœuf ou à la nature, mais toi qui vis avec lui, il ne va jamais s'ouvrir à toi... Ce sont des gens trop renfermés, et il est difficile de savoir ce qu'ils pensent, ils ne sont jamais clairs... ».

observations nous permettent de dire que le forage situé dans le quartier Peulh semble répondre aux attentes du donateur et de l'Etat. Chez les Yarcé, les femmes qui sont les principales usagères, ne se plaignent pas du CGPE composé en majorité d'hommes. Ont-elles réellement un avis contraire à avancer au vu de la domination masculine qui pèse sur elles ? Il y a « aussi ladjî<sup>176</sup> qui intervient souvent quand il y a une panne ou une autre dépense concernant le forage ». Quant au quartier Kora-Mossi, le plus peuplé des trois quartiers du village, les rapports sont houleux entre les usagers et le comité de gestion pour deux raisons : 1°) rappelons que l'écoulement des produits maraîchers donne aux « gros producteurs » un autre savoir vivre, ils sont en contact permanent avec des acheteurs nationaux et internationaux ; ils ont une autre vision du monde ; « pour ça, ils ne s'entendent pas avec les gens, parce qu'avec l'argent, et avec les gens qu'ils rencontrent au moment des ventes, ils se croient tout permis » ; 2°) Le forage « est devenu la propriété du CGPE. Ils ne font pas de compte rendu à quelqu'un, à la moindre bagarre, le forage est fermé. On ne sait pas ce que deviennent nos cotisations, et on ne peut pas continuer comme ça. Comme ladjî intervient, des fois, c'est lui qui paie l'artisan réparateur ».

Malgré leur divergence, au niveau local, l'école primaire, la seule institution étatique dans le village, affirme que règnent « une parfaite entente, le respect mutuel entre les enseignants et les habitants de ce village ; et les enseignants sont en dehors des histoires internes ! » Au niveau départemental, les CGPE s'entendent bien avec la mairie, la préfecture, la police, la direction régionale du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Halieutiques. Mais il y a eu des malentendus entre le CGPE des Mossi et le projet Gucre à propos du cahier de comptes et le suivi du forage. Le CGPE, aidé par un responsable local de l'association pour la protection du lac Bam, a reproché au projet de ne pas avoir tenu sa promesse concernant l'ensablement du lac. Cette mésentente était simplement due à l'implantation d'un forage dans le quartier Peulh ce qui ne convenait pas aux Mossi.

L'analyse des conflits nous conduit à adopter la théorie du champ (Bourdieu, 1980) qui est un espace social autonome d'interactions sociales obéissant à des règles spécifiques. L'individu se situe dans un champ. Ainsi, les ressources en eau deviennent un champ de concurrence entre les sous champs de la gestion de l'eau. Chaque sous champ se maintient par sa manière de se faire valoir. Dans l'espace social, on assiste en conséquence à une superposition de

---

<sup>176</sup> Il s'agit d'un ancien député à la retraite qui est réinstallé dans son village. Il fait figure de chef, jouant le rôle de médiateur et de recours. Il fait la fierté de son lignage qui pense rééquilibrer le jeu du pouvoir avec les Mossi.

pouvoirs autour des points d'eau. Les concepteurs du mode traditionnel de gestion de l'eau sont pris dans le changement du mode nouveau de gestion de l'eau qui tend à les déboussoier. Ils souhaitent être au courant, c'est-à-dire connaître en amont toutes les décisions en matière d'eau ou tout autre projet concernant leur village. Le plus souvent, ce n'est pas le cas, comme en témoigne la photo n°44 du forage des missionnaires à Bagré. Ce conflit est perceptible au moment de l'implantation d'un nouveau forage.

Il n'existe pas de concertation non plus concernant les projets, les programmes ou les ONGs qui interviennent dans le domaine de l'eau dans une même localité. Chaque acteur se livre à un jeu de dévalorisation des autres projets (cas du Pihves et le projet Gucre dans la zone de Bagré en 2001). Ce jeu de dévalorisation ne fait pas évoluer la gestion de l'eau pour les populations qui se disent « *perturbées par la multiplicité des démarches* <sup>177</sup> ».

**Tableau 5 : récapitulatif des conflits liés directement à l'eau**

Typologie liée	<b>Kora</b>	<b>Loagha</b>	<b>Bagré centre</b>	<b>Bankako</b>	<b>Gogninga</b>
Foncier	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
Ethnie	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
Politique			<b>x</b>		
Insuffisance des points d'eau	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
Bagarre entre enfants	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
Agriculteurs/éleveurs	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>

**Source : Enquête terrain, juin 2009.**

<sup>177</sup> Propos de SP, membre du CGPE du forage de l'eau de Bagré-centre.

**Tableau 6 : récapitulatif des conflits indirectement liés à l'eau**

Typologie	Kora	Loagha	Bagré centre	Bankako	Gogninga
Vol des femmes			x		
Vol d'un objet lignager			x		
Inter/intra générationnel	x		x	x	x
Infidélité	x	x	x	x	x
Intérêts	x	x	x	x	x
Non-respect de la hiérarchie	x	x	x	x	x
Superposition des pouvoirs	x	x	x	x	x
Points de convergence.	Conflits liés à l'ethnie Stratégies d'agent/acteur.	Conflits liés à l'ethnie, à la religion, aux intérêts Stratégies d'agents/acteurs	Conflits à l'ethnie, au foncier, au pouvoir, aux intérêts, Stratégies d'agent/acteur	Conflits liés au foncier, aux positions sociales Stratégies d'agent/acteur	Conflits liés aux positions sociales L'islam très marqué Stratégies d'agents/acteurs
Points de divergence.	Conflit dès la fondation du village, croissance économique quelque peu contenu par la tradition. Retenue d'eau	Pratiques sociales très marquées dans l'espace et le temps. Lac naturel	Accélération des recompositions sociales, conflits à tous les niveaux Timide décentralisation barrage	Village coopératif	Capital « migration » très marqué, décentralisation en cours par la mise place du CVD, repositionnement des agents/acteurs.

**Source : Enquête terrain, juin**

#### **6.3.4. La gestion de l'eau : Entre tradition et modernité**

Les conditions d'apparition et de mise à disposition des points d'eau, la représentation symbolique de l'eau, réglementent les conduites en faveur de l'eau. Ces conduites liées aux différents usages, tiennent compte des différents types de points d'eau. En effet, dans chaque village, nous avons observé que les eaux souterraines non mécanisées, les eaux de surface (lac, retenue d'eau, rivières, mares) sont gérées par l'ancien mode, tandis que l'eau du barrage et celle des points d'eau mécanisés sont gérées par le nouveau mode. Qu'est-ce que gérer l'eau dans nos zones enquêtées ?

Gérer l'eau en mooré « *koom kogolôgo* » signifie organiser, administrer, diriger l'eau dans le sens de l'abondance et en vue d'assurer sa pérennité. Pour les Bissa, gérer l'eau « *nyasôm* » renvoie également au fait de diriger l'eau dans le sens de l'abondance, de la générosité et de l'intérêt. Il nous est apparu incontournable de saisir le mot « gérer » dans ces différentes langues, pour comprendre le sens, la signification que les différents agents/acteurs donnent à la gestion de l'eau qui est au centre de notre étude. « Gérer » dans les deux langues se rapporte à une action. Or toute action est un comportement dirigé vers un but « adaptatif », « motivé », « guidé par des procès symboliques » (Parsons, cité par Reynaud et Bourdieu, 1966).

##### **6.3.4.1. Sur le plan traditionnel**

La gestion de l'eau est liée à sa représentation symbolique qui lui attribue la gratuité. Elle est en fait partielle, puisque chacun donne 1kg de céréales et symboliquement un poulet ou un petit ruminant pour la commémoration du rituel. Un tel système de gestion démontre les fondements des liens entre l'homme et son environnement social, notamment les ressources naturelles, dont l'eau. Le mode traditionnel de gestion de l'eau traduit les stratégies que les responsables coutumiers et certains propriétaires de puits traditionnels adoptent pour maintenir leur influence sur l'eau. Les stratégies sont conçues à partir des normes (codes) dont ils sont les seuls à détenir le sens. L'application de ces normes instaure le pouvoir qui est un de leurs attributs et qui leur permet de rationaliser l'eau. Quels faits traduisent alors la notion de propriétaire de point d'eau ? En définissant les contraintes qui s'imposent à tous les usagers de l'eau, les caractéristiques de l'eau définissent le champ où les relations de pouvoir peuvent s'exercer. Quelles logiques concourent à la manifestation de pouvoir autour de l'eau et quels sens leur attribue-t-on ?

## A- L'origine du pouvoir

*Le pouvoir* se manifeste à travers deux faits majeurs autour de l'eau :

**Le premier fait est lié à la notion de propriété foncière** (la terre appartient au groupe lignager). Elle est d'abord fondée sur l'antériorité de la présence sur les lieux qui détermine non seulement les positions sociales, par exemple la chefferie (chef du village, chef de la terre, etc.), mais aussi la délégation du pouvoir, puisque ce sont les premiers habitants qui sont censés détenir la maîtrise des phénomènes sociaux qui contribuent à viabiliser l'espace. Ce qui signifie que le territoire est un phénomène culturel et les représentations sociales que les hommes s'en font sont un élément du système culturel. Si l'eau dérive du sol, les représentations que chaque acteur se fait de l'eau découlent du même système culturel. Et « le sol règle la destinée des peuples avec une aveugle brutalité. L'apparente liberté de l'homme semble comme anéantie par l'action du sol » (Duverger, 1973). Appliquant cette analyse à la gestion de l'eau, on admet que l'apparente liberté des non-propriétaires fonciers est anéantie par l'eau. Ils sont soumis aux exigences des propriétaires de point d'eau. Mais le but de la relation de pouvoir de la gestion de l'eau n'est pas d'écraser ses usagers (ceux qui n'ont pas de point d'eau ou qui n'ont pas la même appartenance sociale que les détenteurs du pouvoir) mais d'obtenir d'eux des comportements dont dépend leur propre capacité d'action. L'antériorité s'impose et légitime le pouvoir autour de la gestion de l'eau, comme en témoigne cet extrait d'entretien à Loagha en juin 2000 :

Q : « *Toi, en tant que moaga, pourquoi tu n'as pas creusé un puits traditionnel dans ta cour ?* ».

R : « *Je suis moaga c'est vrai, mais je ne suis pas originaire de ce village. La cour là appartient à mon père et en plus il faut d'abord voir avec les responsables coutumiers si son emplacement est bon pour creuser un puits. Ensuite il faut appeler ceux qui creusent les puits et ils vont d'abord chercher avec un bâton dans la cour là où il y a l'eau pour que tu leur dises de creuser le puits*<sup>178</sup> ».

De tels propos traduisent une forme d'exclusion, l'emprise des autorités coutumières sur la gestion foncière et sur celle de l'eau.

**Le deuxième fait est lié à la position sociale.** L'intronisation du chef de terre démontre que l'espace social fonctionne selon des règles qui sont fondées sur une logique pratique. La

---

<sup>178</sup> Extrait d'entretien avec YS 36 ans, maraicher.



gestion de l'eau liée à « un système d'action concret » véhicule une série de pratiques qui sont compréhensibles par le repérage des positions sociales ainsi que par les règles d'antériorité au lieu. La position sociale définit donc le rôle et la place de chaque individu dans l'espace social en permettant de saisir la structure, le fonctionnement et les sources du pouvoir « au sens où les représentations des responsables sur ce que doivent être les rapports humains façonnent les structures. Il faut pouvoir dire ou du moins expliciter, la place de chacun, de sa fonction ». La position sociale n'a alors guère de valeur assignable en dehors d'un système donné de positions, de sorte que changer de système de références, c'est changer la valeur de la position. C'est ainsi que la position de chef de village, de chef de terre, de responsable coutumier gouverne le mode ancien de gestion de l'eau. Certains membres de leurs familles utilisent ces appartenances sociales autour des points d'eau. C'est ainsi que les femmes du chef de village sont parfois servies par les autres usagers de l'eau « *de peur de provoquer la colère du chef* ». Il en est de même pour les membres des responsables coutumiers. Des enquêtés affirment que : « *le chef doit être servi avant les autres parce qu'il œuvre pour le bien-être de tous les habitants et pour la prospérité du village* ». En d'autres termes, ces usagers se sont accommodés de leur place de dominé.

Cependant, les stratégies élaborées pour la gestion de l'eau leur permettent non seulement d'exercer leur suprématie sur les autres, mais aussi de rationaliser l'eau. « La position occupée commande les stratégies de l'agent par l'intermédiaire de son habitus qui lui fournit à tout moment une évolution pratique des chances de profit objectivement inscrites dans la position (...) Les dominants ont une propension au conservatisme d'autant plus forte que leur position est plus puissante et mieux assurée ». (Accardo 1983).

Fondée sur des relations de pouvoir, la gestion ancienne de l'eau est un système dont il faut découvrir les règles et les enjeux, le jeu qui l'anime. Quelles sont les stratégies mises en œuvre dans la gestion ancienne de l'eau ?

## **B- Pratiques magiques et gestion de l'eau**

Les autochtones, notamment les responsables coutumiers, entretiennent des relations chargées de significations profondes très affectives, quasi humaines avec l'eau. En effet, pour les personnes âgées, en plus de sa qualité nutritive, l'eau est un bien sacré, un don de Dieu comme l'atteste le frère du chef de village Loagha « *Une voix a été entendue par les hôtes de notre ancêtre ; il a été désigné en tant qu' étranger pour prendre des nouvelles. Au fur et à mesure qu'il avançait, la voix s'éloignait de lui, elle l'a conduit jusqu'à un point précis :*

*Loagha. Il vit immédiatement à côté de lui un puits plein d'eau à côté du tibbo (le fétiche). C'était le tiboulga qui n'a jamais tari. C'est pourquoi son eau est très importante dans tous les actes que nous accomplissons pour le bien de ce village. Alors, il n'est plus jamais revenu chez ses hôtes ».*

*« Les lieux sacrés font partie des objets sacrés, qui sont eux-mêmes des rites permanents (...) Etudier ces lieux permettra de savoir qui s'y trouve et ce qui s'y passe » (Mauss 1947).*

Nous en déduisons que l'eau a été une des conditions d'existence de ce groupe social, qui a conditionné sa vie. Cette eau a des caractéristiques mythiques : elle est sacrée parce qu'elle a été découverte par « une voix » religieuse (élément fondamental dans tous les actes de communion avec Dieu, les ancêtres et les forces naturelles). Elle est dotée de « pouvoir de guérison » (elle est utilisée pour la préparation des feuilles censées donner la guérison, elle donne la fécondité, et la première fille de celle qui a demandé la procréation est donnée en mariage par les gestionnaires de ce point d'eau. Elle est utilisée pour les besoins domestiques, dans des pratiques de guérison et la pratique religieuse).

Comme l'homme cherche toujours à dominer la nature, il élabore des pratiques pour sa gestion. C'est ainsi que des rites annuels au cours des mois de mars et avril sont pratiqués : « le tengandé », pour sa conservation et la paix sociale. Chaque fils de ce village n'a droit qu'à une seule absence à ces rites qui répondent à une exigence de la vie sociale (une stratégie de production de l'eau). En conséquence, un certain nombre de prescriptions l'entoure. Les rites magiques ont un aspect diabolique. Or la magie procède par analogie. Ouédraogo (1989), dans son étude sur la fabrication du sucre à Banfora, montre que : « c'est la pratique magique<sup>179</sup> qui semble exercer, de manière occulte, l'influence traditionnelle dans le milieu usinier. »

Cette pratique oriente de manière significative la gestion des puits et l'appartenance à un groupe social. Les personnes âgées sont les gardiennes de ce savoir magique du fait de leur proximité avec les ancêtres. La référence à ce savoir magique reste très vivace avec surtout la monétarisation des rapports sociaux. Le retour à ces pratiques occultes provient de

---

<sup>179</sup>Mauss (1947) : « La magie un ensemble de rites et croyances (...) un effort de systématisation, un ensemble de recettes et de secret (...). Elle domine des vivants et les espoirs des morts, hommes et femmes (...). Elle est constante, traditionnelle, exacte, précise, elle a son personnel, ses traditions.

Chez les Mandingue, nous avons les diseurs de choses sacrées, les voyants de choses secrètes. Ce sont des hommes doués d'une compétence particulière ».

l'appartenance à un espace de concurrence où chacun cherche à préserver sa place ou à dominer ses voisins. C'est pourquoi « la magie explique les positions, justifie les promotions, si bien que beaucoup sont constamment en brousse à la recherche de talismans » (Ouédraogo 1989). Et la tradition « concrétisée par le recours à la magie fait que l'ancienne hiérarchie prend de l'ampleur et les luttes ouvertes pour le pouvoir se développent par référence à la sorcellerie ». C'est le moment privilégié des génies, d'où l'instauration des interdits autour des points pour la protection de la population, de l'environnement et le respect de l'hygiène autour des puits d'eau. Les interdits sont appliqués en fonction du temps, de la santé, de la couleur, des types de puisettes et des récipients.

### *Le facteur temps*

Il s'observe au petit matin entre trois heures et quatre heures. Des personnes âgées de toutes les zones d'étude, avancent que ce moment est choisi par les femmes génies pour leurs activités familiales. Comme nous l'avons dit : quiconque se trouve autour d'un puits d'eau à ce moment sera agressé. « *Tu vois, la folie de ce petit n'est pas à traiter. Au moment de la grande pénurie d'eau, il est allé au puits très tôt et il a reçu une belle gifle. Depuis ce temps, il est dans cet état*<sup>180</sup> ». Ceci est le récit de l'expérience d'un petit Bissa du village de Gogninga.

Quand le soleil est en plein zénith, c'est le moment des hommes génies, selon le témoignage des villageois. Ils sont très violents. « *Le fait de te retrouver sur leur passage, est un signe de malheur. Tu peux mourir, soit être muet ou aphasique. Les génies de ce type sont très jaloux lorsqu'ils suivent les femmes, ils peuvent les empêcher d'enfanter* »<sup>181</sup>.

Au crépuscule c'est le moment du retour. « *Les génies s'amuse un peu avec les gens, soit en te poussant dans le puits, soit en cassant la corde de ta puisette, en faisant tomber les enfants avec leurs canaris d'eau. Tout cela les amuse, ils rient et se moquent de vous* »<sup>182</sup>. Nous comprenons que ces temps pourraient être expliqués par le fait qu'il faut permettre à l'eau de remonter en surface.

---

<sup>180</sup> Entretien en mars 2001 à Gogninga avec DD, 47ans, mariée, vendeuse de riz.

<sup>181</sup> Propos de responsables coutumiers de Loagha et de Gogninga.

<sup>182</sup> Propos du manizèhi de Gogninga, juin 2008.

### *Facteur d'hygiène*

Se déchausser pour puiser l'eau est un signe d'hygiène, mais surtout prouve la présence à un point d'eau du fait que les pieds sont mouillés « *namassa* ». Cet acte est accompli avant d'entrer dans une maison en signe de respect pour le monde visible et invisible. Pour manifester le respect à un chef, les visiteurs se déchaussent.

### *La femme en cycle menstruel*

Elle « *dégage de l'énergie à exploiter pour les génies, car la femme est dangereuse à ce moment et source de malheur* ». Mais la mauvaise protection de cette dernière peut « *salir le point d'eau et le souiller* »<sup>183</sup>. L'abstinence lui est recommandée.

### *Le choix des couleurs des récipients*

La couleur noire est interdite au niveau des eaux de surface parce qu'« *elle trouble l'eau, elle peut tuer les poissons et faire fuir d'autres choses qui sont dans l'eau* ». Dans la symbolique des couleurs, le noir est utilisé comme arme de protection et aussi pour effrayer les individus animés de mauvaises intentions. Cet interdit est un signe de maintien du pouvoir.

### *Le choix des épuisettes et des ustensiles*

Le fer est considéré comme un interdit à Kora et Loagha. Cet interdit est lié au mode d'apparition de l'ancêtre Nyonyoga sur la terre. C'est pourquoi les puisettes en fer de même que les ustensiles en émail sont considérés comme des objets perturbateurs des eaux.

## **6.3.4.2. Sur le plan de la modernité**

La gestion de l'eau implique le paiement de l'eau pour la maintenance des infrastructures et les réparations. Ce mode de gestion s'applique aux points d'eau mécanisés (les forages) et à l'eau de surface du barrage.

### **A- Création d'un comité de gestion des points d'eau (CGPE)**

Notre proximité avec les populations, les observations que nous avons menées, nous permettent d'affirmer que la mise en place d'un CGPE traduit des stratégies d'agents/acteurs qui cherchent à accroître leur capital social. A partir des calculs délibérés et totalement conscients, ils veulent s'approprier les profits spécifiques de la gestion de l'eau. Un comité de gestion est constitué de cinq membres : un président, un secrétaire général, un trésorier, un artisan réparateur et une hygiéniste. Les premiers membres des comités de gestion des années

---

<sup>183</sup> Propos d'un responsable du tiboulga de Loagha, 2001.

1970-1980 avaient été choisis par les décideurs eux-mêmes sur la base des compétences précises pour chaque poste. Leurs échecs auraient été attribués à la non prise en compte de la hiérarchie sociale ; ce qui occasionnait le mauvais paiement des cotisations.

L'échec des comités de gestion imposés par l'Etat et des partenaires du développement les ont contraints à permettre aux bénéficiaires de choisir eux-mêmes les cinq membres du comité de gestion de l'eau. Les critères de choix sont liés à des valeurs sociales reconnues par l'ensemble de la communauté (être de bonne moralité, consciencieux, disponible, dévoué à la communauté), et au fait d'avoir des compétences spécifiques : savoir lire et écrire en français ou dans une langue nationale, avoir des compétences en gestion humaine et financière. Le choix porte sur l'élection d'un président, d'un secrétaire général, d'un trésorier et de son adjoint, d'un artisan réparateur et d'une hygiéniste. Selon nos entretiens et nos observations, ce choix relève implicitement du mode d'acquisition du point d'eau et des enjeux sociaux de l'eau.

*Le mode d'acquisition* est un élément révélateur des relations sociales et des stratégies d'agents/acteurs. Lorsque le village est choisi et qu'il collabore activement avec l'Etat ou un bailleur de fond pour acquérir un point d'eau, les bénéficiaires affichent un communautarisme sans faille « *c'est une chance et un privilège d'être choisi parmi tous les villages environnants. Cela démontre que le village marche bien et qu'il y a la paix malgré tout. Quand il y a la paix, les opportunités tombent et les autres nous envient<sup>184</sup> !* » Le choix des membres du comité dans ce cas passe par un consensus. Cependant, à partir des observations que nous avons menées, nous affirmons que c'est un consensus formel qui démontre une autre facette des dominants. Ces derniers essaient par la plaisanterie, par la taquinerie, de prouver ce lien communautaire. Ils multiplient les suivis de tous les points d'eau. En cas de panne, l'artisan réparateur est harcelé. Les dominés se mobilisent pour « *la bonne cause* ». Cependant, lorsque le village a payé une contrepartie pour l'acquisition du point d'eau, c'est l'autochtonie qui entre en jeu, les allochtones sont en minorité. Entre les autochtones eux-mêmes, les positions sociales sont intégrées dans le jeu de mise en place des membres du comité.

---

<sup>184</sup> Extrait d'entretien avec JS à Loagha.

## **B- Les enjeux sociaux liés à la gestion de l'eau**

La mise en place du comité de gestion tient compte des représentations sociales, du rapport à l'eau et de l'appropriation des points d'eau. L'eau est un enjeu social de part sa propriété et son mode de mise à disposition. La question qui se pose est : à qui appartient-elle ?

Chaque groupe social, chaque localité a son propre système de gestion. Dans les localités concernées par notre étude, « *la terre et tous les éléments qui en découlent appartiennent aux premiers arrivants, et elle n'est pas à vendre* », elle s'hérite de père en fils. Alors, vendre la terre et toutes ses ressources à un « *étranger* » est une transgression. C'est du reste ce qui structure l'adoption des stratégies locales dans la gestion des ressources naturelles dont l'eau et aussi les positions sociales. Avoir un point d'eau signifie être propriétaire foncier. Cette vision antérieure rend complexe la participation de tous les usagers à la nouvelle gestion de l'eau. En conséquence, la mise en place du comité de gestion tend à rendre opérationnelle cette vision. Ainsi, dans tous les comités de gestion de nos villages, aucun allochtone n'y figure. Les membres sont élus grâce un consensus, sauf à Bankako où les membres sont élus par vote. Les membres du comité de gestion du forage de Bagré-centre et ceux du forage situé dans le quartier batidiarra à Gogninga, ont également été élus par vote, mais les bureaux n'ont jamais été renouvelés. Autrement dit, l'élection des membres du comité de gestion de l'eau se base sur les représentations sociales, sur le rapport à l'eau et sur les positions sociales. Comment ces comités fonctionnent-ils au vue de tous ces facteurs sociaux ?

## **C- Quand certaines normes interfèrent « involontairement » sur la gestion de l'eau : application des règles de gestion de l'eau**

Pour assurer l' « accès à l'eau pour tous », la vente de l'eau et la pérennité des forages, chaque comité de gestion élabore des règles de fonctionnement. Il s'agit des tours d'eau, du recouvrement des cotisations, du respect des règles d'hygiène, qui sont accompagnés de certains interdits tels que les conflits, le non respect des tours d'eau. Cependant, l'application de ces règles se heurte à des normes telles que la préservation des rapports familiaux, le respect de la hiérarchie, le respect des rapports de voisinage et d'alliance matrimoniale. En effet, il est « *difficile pour le gestionnaire de réclamer la cotisation à sa belle famille ou bien de l'empêcher de prendre l'eau après la fermeture du forage. C'est la même chose quand il*

*s'agit d'un voisin surtout ton voisin immédiat qui court chez toi quand il y a un problème. Comment on va faire ? Si tu es trop dur ah ! Toi-même tu sais ce qui t'attend !<sup>185</sup> ».*

Alors de quel mode de gestion de l'eau s'agit-il ? Comment se fait le paiement de l'eau avec la prise en compte de ces normes sociales ?

#### **D- La question du paiement de l'eau : fonctionnement des comités de gestion**

*« Avant c'était une honte de vendre l'eau à son prochain, tu ne pouvais même pas... comment tu allais croiser le regard des autres ? ».*

La vente de l'eau se fait partout dans le monde. Les populations rurales qui étaient figées sur la valeur symbolique et religieuse de l'eau, ont été entraînées par le nouveau mode de mise à disposition de l'eau (vente de l'eau) par les comités de gestion. Ce qui pose un problème. En effet, le gouvernement du Burkina Faso a adopté le décret n° 200-514 portant sur la vente de l'eau potable. Il est écrit que : « L'eau potable est un bien économique et sa disponibilité permanente nécessite l'existence de moyens adéquats pour assurer la maintenance. Aussi, un système permettant d'assurer un recouvrement des recettes devra être mis en place notamment par la vente de l'eau au niveau des pompes à motricité humaine et des adductions d'eau potable simplifiées ». (Cf. Annexen°7). Le décret mentionne que les bénéficiaires doivent offrir un compte sur un apport de 50 000 Fcfa en moyenne et devant être régulièrement approvisionné pour faire face aux charges d'entretien et de réparations courantes. Officiellement les tarifs de l'eau sont les suivants :

- i) La contribution à l'investissement doit être effectuée à une hauteur moyenne de 10% pour les PMH ou 10% du coût du système de pompage (générateur et pompe) pour les AEPS.
- ii) Le prix de vente est en moyenne de 250 Fcfa/m<sup>3</sup> soit 5 Fcfa le seau de 20 l pour les PMH et de 250 à 350Fcfa pour les AEPS.

Comment ce décret est-il appliqué dans les villages qui concernent notre recherche ?

##### **a) La tarification aléatoire**

Après la création du bureau, le comité se base sur les règles de fonctionnement votées en assemblée générale pour vendre l'eau. Dans chaque village, il existait deux modalités de paiement : la vente directe ou le versement mensuel d'une cotisation. Jusqu'en 2003, les modalités de paiement dans nos villages différaient d'un forage à un autre et d'un quartier à

---

<sup>185</sup> Extrait d'entretien à Loagha avec SD, 42 ans, membre d'un CGPE, 2001.

un autre. Par exemple à Kora, les usagers payaient 750 Fcfa par ménage au quartier yarsé alors que les hommes payaient 750 Fcfa et les femmes 250 Fcfa au quartier *tingandé*. Les usagers payaient 10 Fcfa pour le bidon de 20l,5 Fcfa pour le seau de 15 litres et 75 litres, ou 150 Fcfa pour une barrique de 200 litres. En ce qui concerne le paiement mensuel, il n'existait pas de prix fixe. A Gogninga, dans le quartier du chef de village et riverain au barrage de Bagré, les cotisations mensuelles étaient de 1000 Fcfa/mois pour les chefs de famille et de 250 Fcfa/mois pour les femmes. Par contre, au quartier batidiara, les hommes cotisaient mensuellement à hauteur de 1250 Fcfa, et les femmes à hauteur de 250 Fcfa. Le tarif pour les femmes a été uniformisé dans tout le village suite à leur protestation. Dans ce village, nous avons remarqué que les tarifs mensuels dans les quartiers des émigrants étaient plus élevés (1500, 1750 Fcfa) que dans les autres quartiers. Bankako était le seul village où le prix de vente de l'eau était uniforme pour les quartiers. Tout laisse croire que ce sont les comités de gestion qui fixaient les tarifs mensuels ou trimestriels de l'eau puisqu'ils « *refusaient de faire le bilan, certains ont pris des deuxièmes femmes ou bien ils ont acheté des vélos, certains ont refait leurs maisons avec du ciment, certains d'entre eux ne prêtaient plus attention quand on leur parlait* »<sup>186</sup>. Le refus de faire un bilan et le changement de comportement de certains d'entre eux (« *remariage, achat de biens matériels, 'manque de respect' construction des maisons avec du ciment, etc.* ») ont induit des frustrations, l'abandon de certains forages au profit des points d'eau traditionnels et des recouvrements difficiles des cotisations qui étaient liés « *aux pannes fréquentes* » des forages. Notons aussi que le prix de l'eau ne varie pas en fonction des saisons ou des activités lucratives ; il varie selon l'âge, le sexe. En effet, les enfants ne paient pas de cotisation. Les femmes payaient le tiers du montant fixé pour les hommes. Pendant la saison hivernale, l'eau de pluie est recueillie ; ce qui réduit l'affluence autour des forages. Il y a également moins de panne. Par contre, pendant la période dite « *cruciale* », l'affluence autour des forages entraîne des pannes et une cotisation complémentaire est demandée aux usagers.

#### **b) Des pannes fréquentes et des dysfonctionnements à répétitions**

Dans le chapitre I, nous avons montré que l'évapotranspiration ne facilitait pas la satisfaction de la demande en eau. En effet, pendant la saison sèche, le tarissement précoce des points d'eau traditionnels (les mares et les rivières s'assèchent), entraîne l'affluence autour des forages. Les débits sont faibles et le pompage sans répit accroît les pannes. Les pannes les

---

<sup>186</sup> Propos de MS à kora- Mossi.



plus fréquentes se situent au niveau des tuyaux et des joints. Il y a au moins un forage en panne dans chaque village (chapitre 2). « *La panne n'est pas un problème c'est plutôt le fait de ne pas pouvoir réparer à temps qui est problématique* » souligne un usager.

« *On se heurte à l'éloignement ou à l'indisponibilité de l'artisan réparateur* ». En effet, il existe un artisan réparateur pour cinq, voire dix villages, alors que chaque CGPE a au moins un artisan réparateur. La raison en est que : « *Certains ont fui avec les clefs, d'autres les ont vendues, c'est pourquoi leur nombre a été réduit par les bailleurs* ». Généralement, l'artisan réparateur est formé pour un seul modèle de forage. Il y en a qui sont formés pour deux modèles, « *mais c'est exceptionnel* ». Cependant, à cause de la politique hydraulique, il y a une diversification des modèles de forages qui implique une diversification de pompage ; ce qui « *n'est souvent pas facile au départ. C'est ce qui a amené certaines pannes* ». Le risque, c'est aussi la formation « *courte* » des artisans qui « *essayent toujours au lieu de dire non, d'intervenir même s'ils savent qu'ils ne connaissent pas la marque* ». La panne dure souvent un ou deux jours puisque parfois le mécanicien de deux roues du village remplace l'artisan réparateur « *et ça marche. C'est quand c'est vraiment un peu compliqué que nous appelons l'artisan réparateur. Il faut payer son déplacement, sa main d'œuvre et la pièce* ». Au-delà de cinq jours, les usagers affirment que « *la panne est liée à la pièce de rechange, qu'il faut la chercher en ville* », et non à l'indisponibilité de l'artisan réparateur.

*Le manque d'entretien des aménagements.* L'état délabré de certaines superstructures prouve un manque d'entretien des infrastructures. Les femmes se contentent de balayer uniquement la margelle ; les superstructures sont des nids de pollution et les eaux sales s'infiltrant directement dans l'eau du forage et provoquent des maladies hydriques.

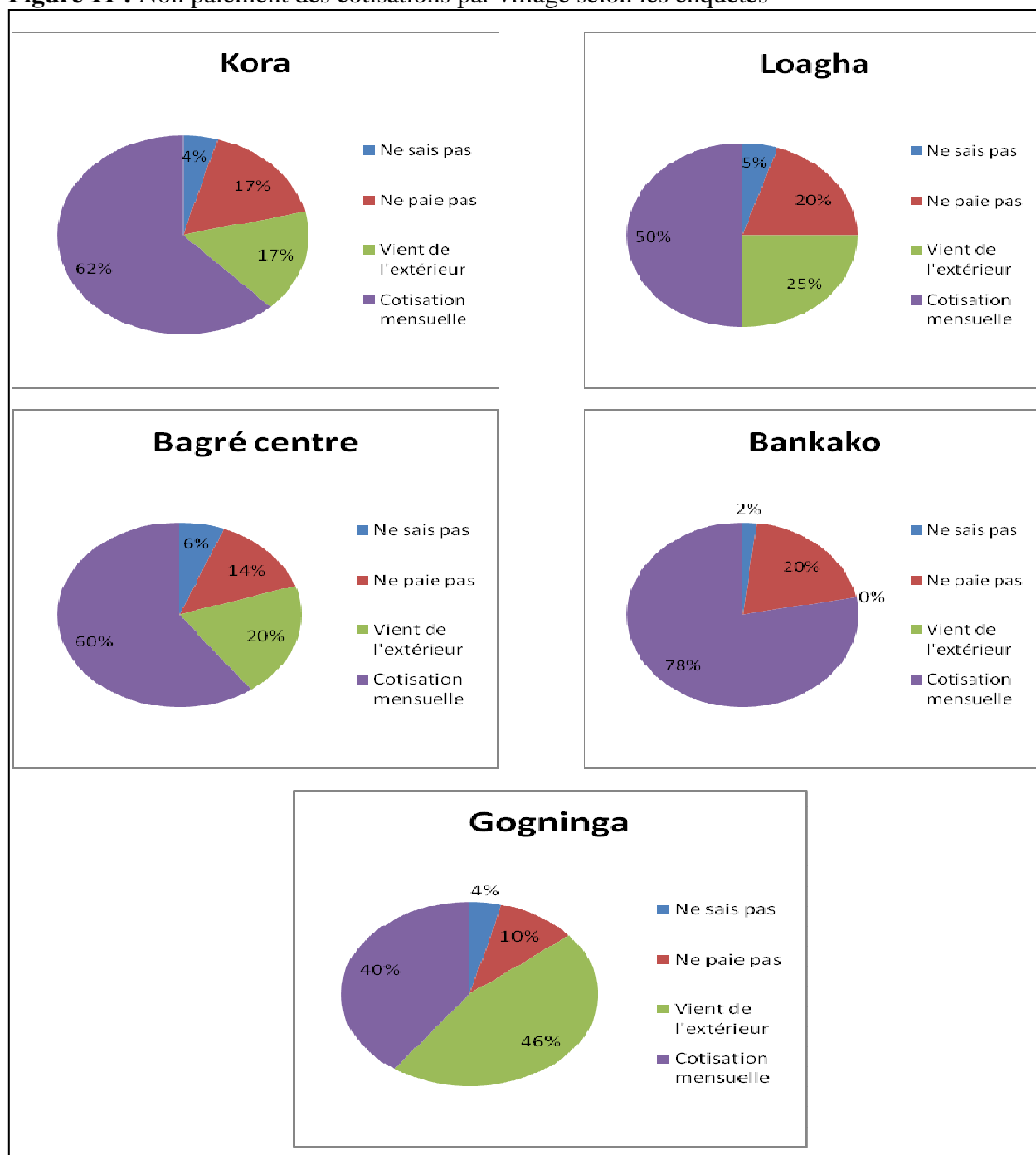
*Le manque d'entretien des forages* qui sont en général implantés depuis plus d'une dizaine d'années. Le coût d'aménagement d'un forage est de 40 000 à 50 000 Fcfa au moins selon le modèle du forage. Ce coût comprend le renouvellement de la pièce, les frais de réparation et le déplacement de l'artisan réparateur. Par exemple, l'entretien d'un forage de marque Vergnet implanté depuis 5 ans maximum, coûte 50 000 Fcfa et le coût d'aménagement d'une pompe de cinq à dix ans, varie entre 80 000 à 90 000 Fcfa. (BF, MEE, 1997). La diversité des modèles de forage entraîne des difficultés de maintenance, de gestion des stocks et de distribution des pièces détachées. Tanawa et Tchapnga (1998) cités par Mei (2008) ont montré que le choix technique des ouvrages ne prend toujours pas en compte la capacité des populations locales pour assurer l'entretien et la maintenance avec les moyens dont elles disposent. Effectivement, « *ce qui nous fait peur en cas de panne de forage, ce sont les pièces,*

*des fois il faut les faire venir de Ouaga* ». Les revendeurs de pièces détachées n'ont souvent pas celles qui correspondent au modèle du forage. En général, la pièce d'origine coûte cher, ils préfèrent les « *adaptables* » qui ne sont pas solides. Enfin les usagers ne bénéficient d'aucune formation adéquate pour l'utilisation du forage. Ce dysfonctionnement est accentué par la présence des usagers venant des quartiers et des villages voisins, l'insuffisance des modalités de fonctionnement alternatives et le manque de formation des artisans réparateurs. Ces derniers ont juste bénéficié d'une formation de deux jours. Le manque d'entretien est toujours attribué ou lié au non paiement des cotisations.

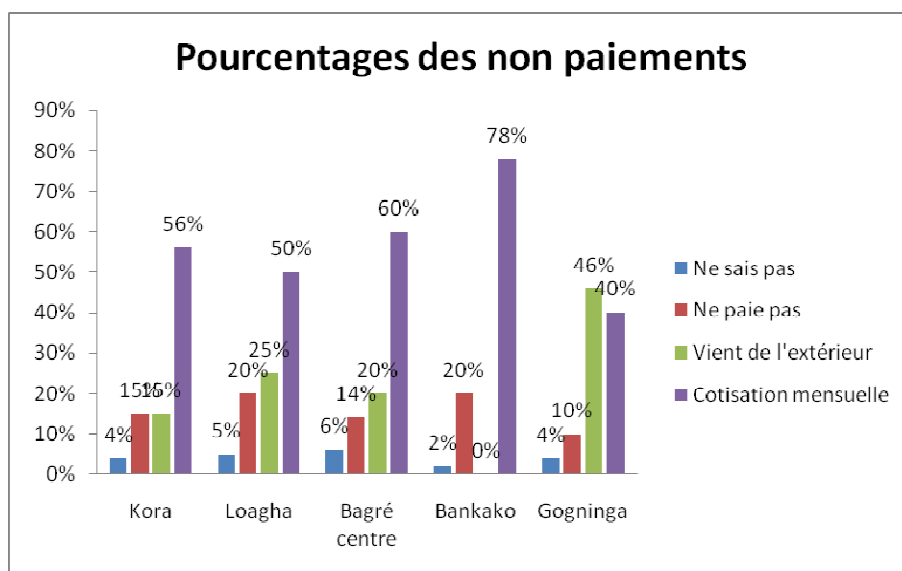
### **c) Le non paiement des cotisations**

Au cours de nos entretiens, la question du non paiement des cotisations avait attiré notre attention (cf. figures ci-dessous 11 et 12). Nous avons insisté sur le fonctionnement des forages et les pannes fréquentes pour comprendre les causes du non paiement des cotisations. Comme nous l'avons dit, le cahier de compte, pièce centrale de la gestion, ne nous a jamais été livré dans les villages. Les trésoriers nous ont fait savoir qu'« *il n'y a pas suffisamment d'argent dans les caisses parce que certains ne veulent pas payer* ». Il y a des usagers qui ne paient pas parce qu'ils s'approvisionnent directement au niveau des points d'eau traditionnels. La pauvreté, les pannes fréquentes, le manque de confiance dans les CGPE dûe en partie à l'absence de bilan financier, au changement de comportement de certains gestionnaires et les positions sociales sont à l'origine du non paiement des cotisations.

**Figure 11 : Non paiement des cotisations par village selon les enquêtés**



**Figure 12 : Pourcentage des non paiements selon les enquêtés**



Source : données de terrain 2009

Cependant, les taux des non paiements des cotisations demeurent faibles dans chaque village. Il existe deux cas de figure pour ceux qui ne payent pas l'eau : d'une part, il y a ceux qui se disent pauvres et qui « évitent les conflits à cause de leur position sociale » et s'approvisionnent quotidiennement au niveau des points d'eau traditionnels ; d'autre part, il y a ceux qui s'approvisionnent au niveau des forages et qui ne paient pas « à cause des mauvaises récoltes ». En réalité, la mauvaise récolte n'est qu'un prétexte. Kora se distingue par la production du haricot vert (deuxième producteur après le Sourou), des oignons, des carottes et de la tomate qui sont achetés la plupart du temps par des grossistes et des agents qui sont en mission. La production maraîchère affecte les mentalités à tel point que chacun « se voit grand, et il est difficile de s'imposer, ils donnent quand ils veulent ».

A Loagha, le puits à grand diamètre et le tiboulga ont des forts débits d'eau comparativement aux forages. Dans ce village, les pratiques coutumières se réaffirment à travers le *takodé* (culte de l'eau) qui instaure la valeur symbolique de l'eau. La valeur symbolique de l'eau détermine le choix des usages au niveau des points d'eau. A cause du mythe d'origine, « *le fer est un totem* », les personnes âgées sont plus attachées à l'eau du tiboulga qu'à celle du forage qu'ils ne refusent pas non plus. Le non paiement de l'eau dans ce village est plutôt lié à la gratuité de l'eau et à « l'attente de l'intervention d'un proche ».

A Bagré centre qui se distingue par son riz et ses poissons et qui est une zone de conflits divers, les non paiements sont récurrents. En effet, la moitié de ceux qui ne paient pas s'approvisionnent directement au barrage pour tous leurs besoins en eau. 50% de ce groupe affirme « *éviter les histoires* », 25% « *le manque d'argent* » et les 25% « *évitent les longues files d'attente* ». Le CGPE n'arrive pas à faire le recouvrement des cotisations. En 2003, le projet Gucre est intervenu pour réhabiliter le forage de l'école. Les non paiements des cotisations sont plus attribués au « *manque de transparence des CGPE* » qu'aux raisons qui sont avancées. Le Gucre avait mis du temps pour avoir accès au cahier de compte qui n'était pas à jour.

Par contre à Bankako, le paiement de l'eau est inscrit dans le règlement intérieur de l'exploitation agricole. Ceux qui ne payent pas sont des travailleurs temporaires étrangers venus au village pour l'abattage du riz et des résidents « *qui ont la paresse de faire la queue au forage à cause de la proximité du canal primaire* ». Le taux des non paiements est relativement faible si on tient compte des travailleurs temporaires venus des villages voisins.

A Gogninga, les non paiements des cotisations sont faibles (10%). Cela est dû à la proximité du barrage (cf. carte chapitre III) et à l'aide des émigrants qui sont régulièrement sollicités pour des besoins communautaires. Les 46% des cotisations attestent que les migrants interviennent dans la gestion de l'eau puisqu'ils viennent de faire changer le CGPE du quartier batidiara.

D'une manière générale, c'est Gogninga qui détient le taux le plus faible de non paiement. Les autres sont à 20% et les raisons évoquées varient peu. Cependant, les « *caisses seraient quasi vides !* » En effet, les CGPE avancent que « *les gens ne payent pas ou bien ils mettent du temps* ». Le constat est ambiguë et ce flou ne permet vraiment pas de dire si effectivement les caisses sont « *quasi vides* ». Ce qui est sûr, c'est qu'en cas de panne, une contribution exceptionnelle de 1000 Fcfa est demandée aux usagers du forage. Ce qui laisse penser qu'il n'y a rien dans les caisses. Egalement, dans chaque village, il y a au moins un point d'eau qui ne fonctionne pas et doit être réhabilité pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau. Le désengagement progressif de l'Etat, la contribution obligatoire des bénéficiaires, semblent entraîner une certaine prise de conscience des populations pour résoudre leurs problèmes d'eau.

#### **d) L'uniformisation des tarifs : l'effet du projet Gucre.**

Le comportement de certains membres du CGPE était indiqué comme source de conflit lorsque nous procédions à l'identification des conflits avec les populations. Dans le cadre du suivi de ses activités, le Gucre avait imposé des cahiers de comptes et les animateurs faisaient des bilans hebdomadaires avec les CGPE, des bilans mensuels sur le terrain avec l'équipe du projet et des bilans trimestriels avec l'équipe du projet, les CGPE et les représentants des usagers. L'objectif du projet était non seulement le suivi de ces fonds, mais également d'apprendre la gestion financière et le suivi des activités aux CGPE et aux usagers. C'est ainsi qu'en 2004, sans imposition du projet, tous les villages où le projet intervenait, ont uniformisé le tarif de l'eau : 500 Fcfa/mois/ménage pour atténuer les conflits. Il faut reconnaître que les CGPE font du bénévolat et souvent quand ils doivent prendre part à des rencontres, « *il n'y a personne pour assurer* » leurs propres activités. Ils sont « *des fois obligés de demander à quelqu'un d'arroser les plantes ou bien de faire sortir les marchandises et il faut payer de nos poches pour que l'intéressé accepte de le re- faire en cas de besoin* »<sup>187</sup>. Cela montre un affaiblissement du lien social.

#### **6.3.4.3. Des pratiques de participation différenciées : Modernité et tradition mélangées ?**

« *Le matin quand tu verses les graines pour les poules, tu les appelles, c'est la même chose que tu fais avec ton chien. Des fois lui, quand on met la nourriture dans son plat sans l'appeler, il reste couché et ne le touche pas ! Si un animal sait ça et les hommes alors ! Autrement dit, il faut tenir compte des responsables locaux pour toute intervention dans un village* ».

Dans les zones concernées par notre étude, la participation à la gestion de l'eau suppose au niveau global « *le regroupement massif des individus pour démontrer une solidarité qui prône le bien être de tous* »<sup>188</sup> ; au niveau restreint, elle devient « *l'acquittement des cotisations pour la maintenance, l'affaire des responsables locaux et de celle des gestionnaires des points d'eau* »<sup>189</sup>. Aussi le degré participation des agents/acteurs à la gestion de l'eau se réfère à leur degré d'implication dans la réalisation du point d'eau (le niveau restreint) et à leurs appartenances sociales. Les observations que nous avons menées nous permettent d'affirmer que les appartenances (identité ethnique, religieuse et professionnelle) et les positions sociales structurent la participation des usagers. Relevons cependant que la participation des individus

<sup>187</sup> Propos de SP 52ans, marié, responsable coutumier et membre d'un CGPE de bagré-centre.

<sup>188</sup> Propos du Rav de Gogninga, juin 2008.

<sup>189</sup> Propos de SP op cite, de SWL, 56 ans, membre d'un CGPE de Logha, de SL 53 ans Rav de Kora.

à la gestion de l'eau coïncide avec l'évolution des pratiques sociales. Nous avons pu observer au cours de nos enquêtes sur le terrain que le système participatif renforçait les inégalités sociales, et ce, en fonction du mode d'acquisition du point d'eau.

## **A- Participation en fonction du donateur**

### **a) Si le donateur<sup>190</sup> est l'Etat**

Un retour sur l'histoire de la gestion des hommes des villages concernés par cette recherche s'avère important pour mieux comprendre la participation des usagers à la gestion de l'eau lorsque l'Etat intervient dans le domaine de l'eau. Les villages (à l'exception de Bankako) sont structurés de façon pyramidale : le sommet et la base. Cette structure montre que le pouvoir traditionnel tend à légitimer une domination de classe, privilégie les positions issues de l'héritage, perpétue les inégalités sociales, comme en témoigne ce proverbe moaga qui dit que : « *wamdé yiibu pa fugd taabaa yé, c'est la vie qui est ainsi faite*<sup>191</sup> ! »

Cependant, le règne des chefs traditionnels va connaître des perturbations qui vont les contraindre à la soumission. Le colonisateur n'a pas hésité à tuer un chef qui refusait la soumission pour asseoir son hégémonie<sup>192</sup>. Leur soumission leur a valu le statut d'agents d'exécution chargés des recrutements pour les guerres et pour les chantiers coloniaux. Ils avaient en charge le prélèvement des impôts locaux. Ils ont bénéficié en retour « d'une solde fixe, la remise d'impôt, de la prime de rendement, d'une indemnité de représentation selon l'arrêté n° 1064/APA du 20 décembre 1955 ». Les colonisateurs se sont inspirés du modèle moaga pour installer des chefs de village dans les autres localités de la Haute Volta. Après le départ des colonisateurs, l'administration moderne a attribué aux chefs traditionnels la place d'auxiliaires des services administratifs. L'administration était gérée par des dirigeants modernes composés des gens ordinaires plus des anciens esclaves qui ont acquis une place enviable grâce à l'école<sup>193</sup>. Le pouvoir révolutionnaire conduit par le capitaine Thomas Sankara a qualifié la chefferie traditionnelle de « rétrograde et anti- révolutionnaire ». Malgré

---

<sup>190</sup> Nous entendons par donateur, une personne morale ou une institution qui fournit un point d'eau dans un village sans la contribution financière des habitants.

<sup>191</sup> Il signifie que deux Calebasses de même grosseur ne peuvent pas se couvrir, il faut que l'une soit petite.

<sup>192</sup> Madiéga G, 2003 Le Burkina Faso Cent ans d'histoire 1895-1995, éd Karthala, 2 t

<sup>193</sup> En 1855 les français avaient créé à Saint Louis du Sénégal, un établissement appelé « L'Ecole des otages » puis six ans plus tard, « l'Ecole des fils des chefs et des interprètes » afin de donner aux fils des chefs et des notables, en même temps une solide éducation empreinte de notre civilisation et de les former à la pratique du commandement.

cette considération, des chefs traditionnels ont adhéré aux Comités de Défense de la Révolution mis en place par le pouvoir. Sankara est renversé par un coup d'Etat en octobre 1987 par le capitaine Blaise Compaoré qui adopta une politique de réconciliation nationale permettant aux chefs traditionnels de s'insérer sur la scène politique. C'est ainsi que les chefs traditionnels sont devenus incontournables dans les prises de décision au niveau local. Les observations que nous avons menées dans nos zones d'étude nous permettent de dire que les chefs traditionnels veulent maîtriser le mode de gestion des ressources naturelles à cause de leur raréfaction et des repositionnements de certains habitants issus jadis de position modeste. La recomposition territoriale et la modernité constituent une raison de la conservation du pouvoir par les chefs traditionnels.

Nos enquêtes montrent qu'en matière d'implantation des points d'eau à Kora, Loagha et Gogninga, l'Etat est intervenu au niveau des écoles et des centres de santé primaire et sociale (CSPS). Par contre à Bagré-centre, en plus du forage de l'école et du CSPS, l'Etat a implanté un forage dans le quartier Yambo à travers le Pihves. Par contre à Bankako, l'implantation des forages a fait partie de l'installation des exploitants agricoles. La pérennité de ces infrastructures à but communautaire est liée au degré de concertation et d'implication des responsables locaux pour leur mise en place. Si les responsables coutumiers ont été consultés et informés à chaque étape de l'implantation des infrastructures, le groupe dominant qui se voit conforté dans son leadership, s'accapare la gestion de ces infrastructures bien que des comités de gestion soient mis en place. La participation relève des appartenances liées avec le groupe dominant. Nous avons vécu le cas avec le projet Gucre à Gogninga, à Bagré, où il ne s'agissait que de la réhabilitation du forage de l'école. L'association des parents d'élèves gestionnaires de ce forage s'est vue quasiment évincée par les responsables coutumiers, dont notre enquêteur.

Quand le groupe dominant pense « *n'être pas suffisamment impliqué* » aux différentes étapes de l'installation d'un point d'eau dans sa localité, la participation des usagers à la gestion de l'eau est quasi inexistante. En cas de panne dans ces circonstances et dans toutes les zones, le refrain « *c'est le forage du gouvernement* » traduit réellement la place accordée aux bénéficiaires des infrastructures sociales. En conséquence, chacun attend que l'Etat revienne réparer son ouvrage. C'est le cas du puits à grand diamètre de Loagha où les personnes âgées se contentent de regarder les enfants lancer des pierres dans le puits. A Kora, le deuxième forage du village « *a été jeté ici par le projet Patecore. On l'attendait pour qu'il vienne réparer le forage mais on a appris qu'il est fermé* ».



## **b) Le donateur est une ONG ou un projet**

Les enquêtes de terrain prouvent que la survivance des pouvoirs locaux est liée à leurs réseaux relationnels, c'est-à-dire un « agrégat de ressources réelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de plus ou moins de rapports institutionnalisés de la connaissance et de l'identification mutuelles » (Bourdieu, 1980). Il faut relever aussi que ces réseaux relationnels permettent aux pouvoirs locaux de créer des solidarités locales entre les membres de la communauté. Ce phénomène est perceptible partout au Burkina Faso à travers la valorisation du local par les citoyens. Ces liens de solidarités, en plus de maintenir des appartenances identitaires, servent aussi à la gestion des ressources naturelles. Même en cas de conflit qui, selon Olivier de Sardan, « est inhérent à toute vie sociale<sup>194</sup> », la solidarité entre en vigueur. Aussi, le constat fait sur les échecs répétés des politiques de développement liés à la corruption, à la mauvaise gestion, au manque d'implication et de suivi des Etats bénéficiaires et à la marginalisation d'une partie des populations, ont contraint les bailleurs de fonds à impliquer directement les institutions locales dans les projets de développement. Aussi Mayfield écrit : « Many of the failures of World Bank and IMF policy for activities and national development programs can be directly attributed to the fact that they completely ignore local institutional and administrative requisites for effective implication ». <sup>195</sup>C'est ainsi que les pouvoirs locaux ont commencé à être impliqués dans les projets de développement. A cela il faut ajouter que les pouvoirs locaux sont incontournables car ils veillent sur tout. Notre expérience au sein du projet GUCRE nous permet de le confirmer. Par exemple, il y avait toujours un émissaire du chef de village qui se tenait à l'écart de la foule pour suivre nos séances de travail. Aussi, les animateurs nous avaient souvent rappelé qu' « *il faut faire un crochet chez le chef sinon après c'est nous qui allons rendre des comptes* ». Autrement dit, les pouvoirs locaux sont très présents au Burkina Faso et en Afrique. Ainsi, « leurs logiques et les visions du monde auxquelles elles sont liées, articulent les dispositifs de développement ». De Sardan (1995), Biersenk (1994) et Jacob (1996) ont démontré qu'elles déterminent dans nombre de situation de pouvoir, les critères primordiaux de la légitimation que les nouvelles institutions tentent de perturber.

## **c) Si l'implantation du point d'eau relève de l'initiative d'une ONG ou d'un projet**

---

<sup>194</sup> <http://apad.revues.org/document> 2173.html.

<sup>195</sup> [http://www.fao.org/sd/SDA/SDAR/D15\\_F.pdf](http://www.fao.org/sd/SDA/SDAR/D15_F.pdf). (La plupart des échecs de la Banque mondiale et du FMI pour les activités et les programmes nationaux de développement peut être directement attribuée au fait qu'ils ignorent complètement les locaux requis institutionnelles et administratives pour l'implication effective).

Le même esprit règne : le degré d'implication du groupe dominant correspond au degré de considération et d'utilisation du point d'eau, ce, malgré l'insuffisance des points d'eau dans les localités. Un projet ou une ONG dans ses politiques de développement, choisit un village pour implanter un point d'eau. Les personnes qui ont en charge l'aboutissement du projet, vont s'investir en émettant des stratégies. Les enquêtes ont montré que généralement, le projet est personnalisé par les intermédiaires<sup>196</sup> entre le donateur et les bénéficiaires. En témoigne cet extrait d'entretien « *Les intermédiaires vont tout faire pour faire croire à la population que c'est grâce à eux que le projet a choisi notre village...L'analphabétisme n'est pas bien...L'essentiel est que le point d'eau est là, le reste, on verra... !* »<sup>197</sup> Dans ces conditions, la participation à la gestion de l'eau relève de ce groupe restreint qui va influencer le choix des membres du comité de gestion de l'eau. C'est une des causes des non paiements des cotisations parce que « *ce bureau ne fera jamais un bon compte rendu sur la gestion des fonds, et chaque fois il faut cotiser sans savoir ce qui est réellement fait de notre argent.* »<sup>198</sup>

La photo n°44 montre un forage à fort débit, abandonné à Bagré centre. Il a été implanté par des missionnaires qui « *ont tout fait sans parler ni associer quelqu'un... donc nous aussi on le regarde comme ça...* ». Le forage des missionnaires est situé à 200m environ du forage de la gendarmerie qui a du mal à satisfaire les usagers.

D'une manière générale, dans tous ces villages, lorsqu'un projet ou une ONG intervient dans un village sans au préalable accorder d'importance aux responsables locaux, il s'engage dans un investissement à perte car il n'atteindra pas son objectif et Gogninga en est un bel exemple à travers la construction du barrage de Bagré dans les 1990 (cf. encadré) et les déboires du Pihves en 1998. Le Pihves aurait implanté un forage dans le quartier youngou sans « *impliquer suffisamment les responsables coutumiers à sa démarche. Les techniciens ont fait jaillir l'eau et les gens ont bien applaudi. Le lendemain matin quand les femmes sont parties pomper, c'est du sable qui a jailli à la place de l'eau. Ceux qui étaient devant le Pihves avec leur français ont tout fait, rien. Ils ont appelé le Pihves qui est venu avec ses techniciens, rien...C'est quelqu'un qui leur a dit de voir les responsables coutumiers. Quand ils sont*

---

<sup>196</sup> Le délégué du village par exemple, anciens élèves des lycées ou collèges reconvertis à l'agriculture, un ressortissant du village qui vit en ville.

<sup>197</sup> Entretien à Kora, Gogninga et Bagré avec des jeunes garçons âgés de 27 à 31ans. 2008.

<sup>198</sup> Entretien à Gogninga avec B S frère d'un migrant résident en Grèce, ancien collégien, juin 2008.

*venus, après notre entretien, nous avons dit de repartir et demain il y aura de l'eau au forage. Le lendemain, les femmes ont pompé, c'était de l'eau et non plus du sable<sup>199</sup> ».*



**Photo 44 :** Forage des missionnaires de Bagré et abandonné par la population

**d) Si l'implantation du point d'eau relève de l'initiative des individus auprès d'un projet ou d'une ONG**

Il y a deux cas de figures :

1°) Un quartier ou le village peut saisir son RAV ou bien les autorités locales pour leur signaler le désir d'avoir un nouveau forage. Lorsque le village aura réuni 150 000 Fcfa (220 euros) et ouvert un compte bancaire avec 100 000 Fcfa (152 euros), le RAV et des responsables vont déposer la demande auprès du projet ou à la préfecture. Un comité de gestion du futur point d'eau se met en place. Ce qui est intéressant à noter dans la constitution de ce comité, c'est le jeu d'acteurs lié à sa mise en place. En réalité, tous les membres de ce comité sont élus par consensus. Le consensus traduit la solidarité qui prône le bien être des individus. Le consensus ou le vote sont inscrits dans les représentations sociales. Dans ces conditions, c'est le système social qui entre en jeu pour la gestion du point d'eau. La participation qui est au cœur de la nouvelle gestion de l'eau, se limitera à la première réunion pour la remise de l'ouvrage par le donateur et une majorité de la population mobilisée dans ce sens. La mobilisation traduit également la solidarité entre les individus et la nécessité du besoin exprimé *« si les gens sortent, ils verront que nous sommes sérieux, nous les premiers responsables, nous sommes couverts parce que cela montre que nous sommes à l'écoute de notre population et que nous sommes aussi concernés par le problème. Si les gens refusent de*

---

<sup>199</sup> Extrait d'entretien avec le *manizèhi* de Gogninga, juin 2009.

*sortir, ça montre que nous ne sommes pas unis. Il faut la mobilisation pour montrer notre sérieux, l'union dans le village ».*<sup>200</sup>

2°) Un fils de la localité qui intervient à travers un projet ou une ONG. A Kora, un de ses fils a fait implanter par le biais de l'ONG AHVB<sup>201</sup> le forage du quartier Yarsé. La participation à la gestion de l'eau est conditionnée par les appartenances familiale, religieuse, associative et l'identité ethnique. Le réseau d'appartenance se renforce avec l'arrivée dans le village de visiteurs étrangers.

#### **e) Le donateur est un fils de la localité**

Nous avons souligné dans notre introduction que la politique actuelle du gouvernement était que chaque député ou chaque homme politique qui aspire à la députation, devait se faire élire dans sa localité. Les fins politiques articulées avec l'esprit du développement local et le bien être social obligent certains individus à doter leurs localités de points d'eau. Ainsi, à Loagha, tous les points d'eau de quartier sont l'œuvre d'un *yanga*<sup>202</sup>. Le forage du quartier symbo à Bagré-centre de même que le forage du quartier Dango à Gogninga sont l'œuvre des politiciens. Par contre, le forage du quartier batidiara à Gogninga provient des migrants au Gabon, au Portugal et en Grèce. Ces groupes dominants sont les maîtres de la gestion de leurs points d'eau. C'est ainsi que le comité de gestion du forage de batidiara a été renouvelé « *par manque de transparence dans la gestion des fonds* ». Ce renouvellement du CGPE a été imposé par les migrants qui ont entièrement financé le forage.

L'analyse que nous avons faite nous permet d'avancer que les décisions pour la gestion de l'eau tiennent compte du donateur et surtout des appartenances sociales.

#### **B- Appartenance ethnique et participation**

Les recherches effectuées dans les différents villages démontrent que l'appartenance ethnique conditionne la participation des individus à la gestion de l'eau à l'exception du village Bankako. L'acquisition d'un point d'eau ne renvoie pas seulement à la résolution de la problématique de l'eau du village. Elle renvoie aussi au jeu de la mise en scène d'une solidarité villageoise, de la recherche du bien être, du communautarisme. Mais une fois acquise, la viabilité du point d'eau devient un jeu social à cause des stratégies que certains

---

<sup>200</sup> Extraits d'entretien à Gogninga, à Kora ; juin 2009

<sup>201</sup> AHVB Association Hydraulique Villageoise du Bam.

individus émettent pour sa gestion. En effet, le point d'eau est un objet de convoitise, non pas seulement à cause de sa modernité, mais aussi et surtout pour la résolution de l'insuffisance d'eau qui sévit dans les villages. La possession d'une telle infrastructure devient une source de pouvoir. Or l'expansion du marché se lit à travers l'introduction de nouvelles activités, les formations en techniques agricoles et en gestion comptable, les voyages d'échanges, la migration. L'espace social se transforme avec le repositionnement de certains individus issus d'une catégorie sociale modeste, le métissage culturel avec l'arrivée des migrants, et l'introduction accélérée de la modernité. Le maintien du pouvoir par le groupe dominant se conforte davantage par l'acquisition de nouveaux points d'eau. Ainsi la gestion devient une sorte de reproduction sociale.

Dans tous les villages concernés par notre recherche, comme nous l'avons dit, les prises d'eau commencent généralement à 6 heures du matin par les femmes. Mais les femmes Peulhs sont rarement présentes à cette heure autour d'un forage ou d'un puits à grand diamètre. Même si elles y sont, elles s'approvisionnent la plupart du temps en dernière position. L'appartenance ethnique et la profession sont des indicateurs du rang de l'accès au point d'eau. La concurrence et l'origine sociale entrent en jeu. Il devient impossible que la participation soit objective parce que les inégalités entre les usagers pour l'accès au point d'eau témoignent de l'appropriation du point d'eau par le groupe ethnique majoritaire. Le retrait des femmes Peulhs traduit l'état des rapports sociaux entre les différents groupes. Les rapports sont concurrentiels et conflictuels à cause de l'accumulation des biens. L'appartenance ethnique conditionne alors les positions sociales notamment la position liée à l'autochtonie.

L'introduction d'un nouveau point d'eau est perçue en réalité dans les villages comme un bien de l'ethnie majoritaire car dans la composition des comités de gestion, ne figure aucun allochtone. Dans les autres villages sauf à Bankako, les allochtones manifestent toujours un sentiment de retrait. Leur insertion à certains moments est liée à une intervention externe. Le Gucre avait fait pression sur Kora pour la prise en compte des Peulhs dans la gestion de l'eau. Les autochtones appuyés par des ressortissants citadins, avaient simplement refusé l'intervention du Gucre dans leur village : « *Depuis que vous venez ici, nous vous avons toujours respectés, mais si vous cherchez à diriger notre village, ce n'est plus la peine de revenir. Nous n'avons jamais cherché à diriger votre manière de faire donc, laissez pour nous, il y a des limites aussi dans ce que vous faites dans ce village !*<sup>203</sup> »

---

<sup>203</sup> Propos du Rav, du représentant la d'association pour la sauvegarde du lac bam.

### **C- Appartenance professionnelle et participation**

Un des objectifs de la réalisation des barrages et des retenues d'eau en milieu rural, est la réduction de la pauvreté. Afin d'atteindre cet objectif, des tours de prise d'eau ont été instaurés en tenant compte des catégories professionnelles. La satisfaction de la demande en eau pour les activités économiques est au cœur de la participation des usagers à la gestion de l'eau en milieu rural. Les activités menées définissent également les positions sociales donc elles occupent une place non négligeable dans certaines prises de décision concernant la gestion de l'eau. Il s'agit d'abord de savoir qui fait quoi pour donner la priorité à l'activité dominante. Ainsi, une place de choix est accordée à l'agriculture, au maraîchage, au commerce, à l'élevage des petits ruminants bien que l'élevage des gros ruminants soit pratiqué. L'agriculture et le maraîchage sont les activités conduites par les autochtones. En conséquence, le statut d'étranger inspire *« rarement la confiance au point de les joindre sérieusement aux grandes prises de décision »*. La position des individus est déterminée en partie par l'accumulation des gains. *« Ceux qui font de bonnes récoltes savent que l'argent tient tout le monde. Les fétiches mêmes savent que sans argent, ils ne peuvent pas vivre. C'est pourquoi des fois, ils parlent au hasard ; personnes ne leurs répond et ils cherchent à imposer leurs idées aux gens »*.

### **D- Appartenance religieuse et participation**

Certains présidents des comités de gestion des points d'eau ont recours à l'église, à la mosquée ou au temple pour encourager la participation des usagers à la gestion de l'eau. L'objet du recours renvoie à l'intervention du premier responsable de la structure religieuse pour le paiement des cotisations, le respect de certaines consignes. Gogninga est un village où l'islam est pratiqué par 90%. Les responsables religieux se voient dans l'obligation d'implorer *« le ciel en cas de retard ou d'insuffisances des pluies »*. La pratique des cinq prières avec l'obligation des cinq ablutions, a introduit un autre rapport à l'eau, *« ce qui fait que chacun use de tous les moyens pour s'acquitter de sa cotisation »*. Le rapport avec Dieu confirme le caractère religieux de l'eau. Et la structure religieuse se prête bien au jeu afin de mieux s'ancrer dans la société. Le temps que nous avons passé dans les villages nous permet d'affirmer que nos enquêtés ont toujours recours au fétichisme même s'ils avancent qu'ils sont catholiques, musulmans ou protestants. L'aspiration aux nouvelles religions traduit un degré d'évolution personnelle voire sociale. Mais le caractère mythique de l'eau est perceptible par le recours à l'ancienne religion *« on ne doit pas s'amuser avec l'eau. Pourquoi*

*des fois elle bouffe les gens? Ce qui y a en bas de l'eau est lourd ; rien ne la surprend c'est pourquoi des fois, elle nous parle, elle nous prévient à l'avance de certains évènements<sup>204</sup> ».*

### **E- Participation en fonction de l'appartenance à une association ou à un groupement**

Les groupements paysans ont beaucoup émergé au Burkina Faso sous la révolution. « *Pour bâtir soi-même le local* », le président Sankara exhortait les paysans à s'unir pour donner plus de motivation et de force aux actions. Le retour des ONG, des projets de développement après la révolution a renforcé la présence des associations et des groupements car les paysans ont bien compris que « *sans groupement pas d'aide ni de financement* ». Dans les villages, les individus essaient d'appartenir au moins à une association. La politique d'aide au monde paysan mise en place par l'Etat et les organismes internationaux a donné l'opportunité aux individus d'acquérir plusieurs identités<sup>205</sup> du fait de leur adhésion à plusieurs associations ou groupements. L'appartenance à ces groupements crée d'autres nouvelles appartenances liées aux formations dont les individus bénéficient. Ainsi le réseau d'appartenance peut s'élargir au-delà du village à un niveau départemental, régional. Les responsables de ces associations et groupements qui se choisissent la plupart du temps pour suivre les formations, adoptent une nouvelle posture au sein de leur communauté. Ils deviennent parfois incontournables. La nouvelle posture qu'ils ont acquise leur permet de mobiliser leurs adhérents pour la participation à la gestion de l'eau lorsqu'eux-mêmes ont été fortement impliqués dans la mise à disposition du point d'eau. Ils jouent sur la participation à la gestion de l'eau simplement grâce à leur capacité de mobilisation des adhérents.

### **F- Participation en fonction des positions sociales**

Nous cherchons à analyser le réseau d'interdépendance entre ceux qui se considèrent pauvres et le reste de la société. Nous avons alors retenu deux positions sociales qui, donnent une meilleure compréhension des interdépendances entre les individus : les « pauvres » et les femmes.

#### **a) Position de « pauvre »**

La notion de pauvreté a fait l'objet de beaucoup de débats politique et social. La pauvreté n'est pas abordée dans notre travail par des indicateurs le seuil de pauvreté. Nous l'utilisons

---

<sup>204</sup> Propos du *tiibnaba* de Loagha.

<sup>205</sup> Chapitre IV, page 137.

comme une situation vécue par des hommes et des femmes « *situés au bas de la société* ». Ce qui est important pour nous, c'est la place de l'agent/acteur « pauvre » dans la nouvelle gestion de l'eau. Pourquoi est-il là et quel rôle joue-t-il alors qu'il ne peut pas se procurer l'eau du forage? Dans le chapitre 3 nous avons montré que les habitants des zones concernées par cette recherche étaient considérés pauvres dans le rapport de l'INSD (2005). Pour le Littré, « est pauvre celui qui n'a pas le nécessaire ou qui l'a à peine ». Le contexte de l'étude a posé la problématique de l'eau au niveau local et national. Le problème général est la non satisfaction quotidienne des besoins en eau. Si la satisfaction d'un besoin en eau est une nécessité alors les observations et les entretiens nous permettent de considérer comme pauvre, tout individu qui ne parvient pas à se procurer quotidiennement l'eau du forage<sup>206</sup> et qui ne « *se sent pas capable financièrement à verser mensuellement la cotisation pour la maintenance des points d'eau modernes*<sup>207</sup> ». Pourtant les normes et les rapports sociaux lui attribuent un rôle et il a une place dans les décisions pour la gestion de l'eau. En milieu rural en effet, l'intensité des liens sociaux empêche l'isolement et la marginalisation des « pauvres ». Dans les villages liés à cette étude, nous avons constaté que les migrants qui ont été rapatriés de la Côte d'Ivoire à la suite de la guerre dans ce pays, ne conduisent aucune activité économique par manque de terres cultivables et de moyen financier. Ils se considèrent « pauvres » en affirmant qu'ils « *ont tout perdu à cause de la guerre de 2002* ». Cependant, ils sont informés au même titre que d'autres individus qui se considèrent être issus de cette catégorie des différentes rencontres qui se tiennent dans leur village. La position de « *pauvreté intégrée* » mentionnée par Simmel (1998) dans sa typologie est intéressante pour avoir une meilleure appréhension de la participation et une appréhension du réseau d'interdépendance entre les pauvres et le reste de la société. En effet, la nouvelle gestion de l'eau pose le problème de l'évolution des rapports sociaux dans le monde rural. Ces évolutions relèvent d'une modification sociale. Cette modification est axée vers l'interdépendance des hommes et l'insertion sociale parce que : « *chacun est lié à chacun par une relation bilatérale de connaissance globale et a conscience d'être connu de la même façon, et l'ensemble de ces relations forme un groupe ou une collectivité d'interconnaissance* » Mendras (1976). Quelle place est accordée aux pauvres dans la nouvelle gestion de l'eau ?

Les résultats du terrain nous permettent de distinguer deux catégories de « pauvres » : les migrants démunis et les « pauvres » qui ne peuvent pas s'offrir l'eau du forage chaque jour.

---

<sup>206</sup> Se procurer l'eau du forage une fois par jour, semble un luxe pour certains individus à cause de son coût.

<sup>207</sup> Extrait d'entretien avec un migrant de retour à Loagha.



1°) Les migrants de retour et « *qui ont tout perdu* ».

Ils sont conviés à prendre part aux différentes rencontres parce qu'ils comprennent un peu le français, certains se sont entretenus avec nous en français. Ils ont acquis des expériences dans le domaine agricole, en matière d'interrelations ; ils ont une ouverture d'esprit parce qu'ils « *sont plus éclairés que les autres individus qui n'ont pas eu la chance de sortir* ». Ils ont donc un statut social « valorisant » qui leur permet de discuter, de s'entretenir avec les agents de développement, d'émettre parfois des points de vue pertinents. A Loagha, un d'entre eux nous a demandé « *l'utilité de nos entretiens pour son village et surtout quelle gestion de l'eau nous leur proposons* ». Les migrants sont à la charge de leur famille ce n'est pas facile pour des gens qui étaient des référents et des recours. « *Quand tu penses à ceux que tu as laissé derrière en partant, ça te donne le courage de travailler dur ! Quand tu reçois une lettre pour ci ou pour ça, tu passes par tous les moyens pour les satisfaire. Maintenant c'est toi qui ne peux même pas te nourrir à plus forte raison payer un bonbon pour un enfant ! C'est pourquoi quand les femmes disent que le repas est posé, tu es obligé de penser aux moments où tu donnais l'argent aux femmes pour la cuisine, même ça, c'est pas suffisant* ». Ces propos expriment une identité sociale trouble qui recadre les interrelations. Parce qu'il est conscient de sa situation, le migrant se sent obligé de partager ses acquis et ses expériences avec sa famille et le village. C'est ainsi qu'il participe des fois (même tenu à l'écart), aux prises de décisions ; il est souvent considéré comme une référence en agriculture

2°) Ceux qui « *n'ont pas assez d'argent pour aller au forage* ».

Ils prennent part aux rencontres concernant la gestion de l'eau le plus souvent à cause de leurs appartenances sociale et religieuse. Mais au-delà des appartenances, leur présence permet aux responsables de prouver l'apparente adhésion de toutes les couches sociales à la politique de l'eau.

b) *Position liée au statut de femme : « participation tacite »*

Dans le milieu rural observé, les femmes passent toujours après les hommes. Les femmes et les jeunes sont soumis à la hiérarchie. Les femmes occupent la place de dominées. Les hommes les traitent « *de peureuses, de commères, d'incapables à garder un secret* ». Et dans les zones enquêtées, bien que les hommes reconnaissent qu'au-delà de l'usage de l'eau pour la satisfaction des besoins domestiques, « *le corps de la femme a plus besoin d'eau que le corps de l'homme, à cause de sa façon d'uriner et à cause de son cycle menstruel. Mais malgré cela, la gestion de l'eau, et toutes les décisions concernant l'eau, reviennent à l'homme* ».

*puisque'il est le chef et il sait quand et comment ouvrir la bouche. Il ne parle pas au hasard même lorsqu'il est fâché* ». Cette « reconnaissance » vécue comme telle par les femmes est en fait un signe de différence notoire de supériorité du corps masculin sur le corps féminin.

Dans la composition des comités de gestion des points d'eau, les femmes occupent dans tous les villages, le poste d'hygiéniste (posture traditionnellement féminine). Les postes de président, de trésorier sont toujours détenus par les hommes, et ce, malgré l'ouverture d'esprit et le nouveau savoir-faire des femmes. La problématique générale de la gestion de l'eau en milieu rural est inscrite dans l'insuffisance de l'eau. Le problème spécifique est celui de la gestion des terres à travers la disponibilité de l'eau. Or, en milieu rural, aucune femme n'a le titre de propriétaire foncier. Les résultats d'enquêtes nous permettent de dire que les décisions pour la gestion de l'eau et qui visent l'insertion des individus, sous tendent des stratégies de sauvegarde du statut foncier par les hommes. Ces stratégies conditionnent les appartenances et les positions.

La présence des femmes malgré les propos dévalorisants en leur rencontre, est très importante pour la participation dans le cadre de la nouvelle politique de l'eau (domaine d'action n°6 du Pagire 2003), mais surtout parce que le système social leur impose de soutenir les hommes. Leur soutien est utilisé comme une preuve de l'insertion de toutes couches sociales au processus qui est en cours dans les villages.

Les appartenances et les positions sociales décrivent la difficulté d'élaborer une gestion communautaire de l'eau basée sur l'insertion de tous les individus. Ces stratégies des agents/acteurs nous renvoient sur les inégalités sociales. Or, effectivement, la société « bouge » comme le soulignent les jeunes de Gogninga, de Bagré- centre et de Kora. Elle est « recréée » par l'évolution des pratiques sociales, par les stratégies des agents/acteurs et par les politiques de développement local mais la position des femmes dominées perdure. L'intégration sociale dans des sociétés construites sur des inégalités, est basée en partie sur l'origine sociale, sur les rapports de genre et les appartenances.

#### **6.3.4.4. Organisation de la gestion et appropriation des points d'eau**

L'organisation du partage de l'eau par la nouvelle gestion, impose l'appropriation des points d'eau par les usagers. Les observations au cours de nos séjours nous permettent de dire que l'appropriation est conditionnée par le mode d'acquisition et le degré d'implication des bénéficiaires.

##### **A- Lorsque les bénéficiaires « ont été suffisamment impliqués »**

Quel que soit le donateur, si les responsables coutumiers ont été consultés et impliqués à tous les niveaux de l'implantation du point d'eau, ils veillent eux-mêmes à sa gestion. Souvent en cas de panne, ils paient eux-mêmes l'artisan réparateur ou bien ils ont recours à leurs fils qui sont à l'étranger. Le point d'eau les valorise en quelque sorte si bien qu'ils en font leur « *affaire personnelle et particulière* ». Le point d'eau devient une source de pouvoir.

Lorsque les bénéficiaires ont contribué financièrement, matériellement et physiquement, la gestion de ce point d'eau devient communautaire. Souvent les femmes n'hésitent pas à se donner des informations sur la manière de pomper l'eau : « *regardes comment l'autre qui était avant toi a fait. Si tu continues à pomper de cette manière, d'ici peu de temps, le forage sera en panne et on va souffrir avant que le réparateur n'arrive, et ça sera encore une cotisation supplémentaire !* » Les hommes n'hésitent pas aussi à rappeler aux femmes le bon usage du point d'eau afin d'éviter les longues files d'attente dans d'autres points d'eau, ainsi que les conflits : « *Vous avez eu la chance, maintenant que votre corvée est allégée. Si vous pompez en faisant les malins, il va tomber en panne et on va voir... espèce de commères !* » Le point d'eau tend à être intériorisé, chacun joue sa partition.

## **B- Lorsque les bénéficiaires « n'ont pas été suffisamment impliqués »**

Il s'agit ici d'une question de respect et d'honneur. Certains enquêtés disent que « *ce n'est pas parce que nous sommes dans le besoin qu'il faut venir nous le jeter comme ça ! Nous préférons la pauvreté au manque de respect* ». A Loagha et à Kora, deux puits à grand diamètre ont été délaissés par les populations parce qu'elles pensent n'avoir pas été suffisamment impliquées dans leur implantation. Ces puits à grand diamètre sont des jouets pour les enfants qui y jettent des cailloux, des ordures. En 2002, au cours d'une de nos missions avec le Gucre, nous avons croisé l'AHVB à Loagha qui avait voulu réhabiliter ce puits. Le coût de réhabilitation équivalait au coût d'un nouveau point d'eau, l'AHVB a simplement renoncé à cette réhabilitation. Les populations ne peuvent s'approprier les points d'eau que dans le cadre de stratégies intériorisées.

La gestion de l'eau s'inscrit dans le cadre d'un système de relations sociales mais aussi dans une obligation d'atteindre des objectifs fixés par les donateurs et/ou par l'Etat (cf. domaines d'actions du Pagire). Cette obligation a des conséquences sur les rapports de pouvoir. Même si l'Etat et les bailleurs de fond délimitent le cadre, la gestion de l'eau s'inscrit dans un système de relations sociales mais aussi par rapport à une obligation de résultats qui a des conséquences sur les rapports de pouvoir et les rapports de force.

Malgré les conflits autour des points d'eau et les stratégies de participation, nos résultats de terrain nous permettent de noter une évolution de la gestion de l'eau.

*Au niveau des villages, on note un petit affaiblissement des pratiques coutumières. Par exemple à Loagha, « lorsque quelqu'un se noie dans un point d'eau, il est interdit de boire ou d'utiliser l'eau de ce point d'eau ». « Il est également interdit d'utiliser une époussette en fer pour puiser l'eau du tiiboulga ». Les gens le font à cause de la raréfaction de l'eau et à cause des difficultés d'approvisionnement. Les autorités coutumières sont conscientes des changements qui s'opèrent dans leur localité ; elles essayent de s'y adapter. Le tiibnaba de Loagha « fait lui-même les réparations sans en vouloir au fautif ». Le prêtre de l'eau de Gogninga nous a simplement dit qu' « il faut agir en fonction du temps. Nous les vieux, nous n'avons plus le choix comme avant, tout a changé et tout change chaque jour ». Il fait allusion aussi à l'émergence de cette classe « de nouveaux riches » qui s'impose au niveau des prises de décisions pour des actions communautaires. Les responsables coutumiers sont conscients des changements climatiques et de l'évolution du monde qui influencent leurs sociétés.*

*Au niveau de l'Etat*, la loi d'orientation de la gestion de l'eau, tente de remédier aux faiblesses de l'ancien régime juridique et réglementaire dans un but de clarification et d'homogénéisation des textes existants. Ce nouveau cadre accorde une place importante aux autres acteurs de l'eau, renforce les règles de protection de la recherche, instaure des organes institutionnels et techniques de mise en œuvre de la politique. Le nouveau cadre dote cette politique d'un nouveau cadre de gestion : le bassin versant et l'innovation du secteur de financement de l'eau. Le nouveau cadre a pour mot d'ordre la concertation. La collectivité devient le nouvel instrument de l'Etat en matière d'eau pour la distribution. Les renforcements visent la servitude de rétention, la prévention de l'eau pour la consommation et la protection de l'eau. Pour cela, l'Etat s'est doté de nouveautés institutionnelles et techniques à savoir le conseil national de l'eau, les plans d'actions de l'eau (PAE), le Schéma d'aménagement de l'eau (SAGE).

## Conclusion du sixième chapitre

Les résultats de terrain nous permettent de dire que les conflits autour des points d'eau ont des causes lointaines ; ils éclatent à la moindre occasion et quotidiennement. Ils sont en majorité liés à l'évolution sociale qui favorise les interrelations et les interdépendances. Mais les interdépendances accentuent les concurrences et ne favorisent pas de prime à bord la compréhension des règles. Nous avons analysé les conflits à partir des causes lointaines et des causes directement liées à l'eau. Dans la zone de Bagré, nous avons répertorié comme causes lointaines des conflits liés à l'eau : le tracé de la zone de pâturage, les conflits liés à l'ethnie, au foncier, à l'inceste, au vol d'objets lignagés, à la profession, à l'infidélité conjugale, au repositionnement de certains individus de la classe inférieure dans la société, à la position sociale, au conflit intergénérationnel. Dans les deux villages de la zone de Kongoussi, les causes lointaines des conflits sont liées à l'ethnie, à la religion, au foncier, à la profession, à la position sociale. Les conflits qui se manifestent autour des points d'eau sont généralement liés dans les deux zones où nous avons mené les enquêtes, au pouvoir, au repositionnement de certains individus et à l'infidélité conjugale. Il n'existe pas de conflit autour des forages des écoles dans les villages. Les forages sont gérés par les associations des parents d'élèves qui ont adopté une sanction simple : le renvoi de l'établissement concerné des enfants des belligérantes.

Notre analyse montre aussi que les femmes sont des sources de conflits et objets de conflits autour des points d'eau. Les femmes sont les plus proches de l'eau. Mais les hommes parviennent à maintenir leur pouvoir de domination sur elles au niveau des points (les *pugtâré*, les infidélités, l'inceste) au point d'accroître les conflits entre elles. Les conflits entre les femmes les empêchent de s'unir pour freiner la domination masculine. Les enfants ont tendance à reproduire les tensions qui existent entre leur mère de telle sorte que les conflits s'enracinent et perdurent dans le temps. La gestion de l'eau suit l'évolution de la société. Les responsables modernes ou coutumiers n'appliquent pas les règles de la nouvelle gestion en fonction de l'interprétation des normes liées le plus souvent à leurs intérêts et aux réseaux dont ils dépendent. En d'autres termes, les « frontières aux tracés relativement mouvants et solubles, sont les expressions d'une proximité construite sur la reconnaissance de zones identitaires qui, à leur tour, posent les règles de la transgression, de la définition de la faute et

des châtiments ». On assiste alors à une mise en relation d' « unités de puissance » (Ouédraogo, 1997). Aussi les conflits naissent, évoluent et tardent à finir.

La création des points d'eau modernes constitue de par sa nature même une rupture avec les sources et les méthodes d'approvisionnement anciennes de l'eau. En effet, la mise en place de ces points d'eau nécessite une organisation particulière pour son fonctionnement, pour la qualité de l'eau et même des cotisations pour l'entretien des forages. Les populations n'étaient pas habituées par exemple à balayer les abords des puits, à faire des cotisations mensuelles pour l'entretien des points d'eau. Ce mode de fonctionnement est vécu comme une obligation et une condition d'accès à l'eau potable. Ces obligations ont des répercussions directes sur :

1°) l'ordre social « traditionnel » dans les villages. Les sociétés rurales étaient structurées autour du contrôle des moyens de production que sont la terre et les hommes. Les facteurs liés à la parenté, au mode de tenue foncière, orientaient la gestion des ressources naturelles et de l'eau. Aujourd'hui, ils ont encore une influence sur le nouveau mode de gestion de l'eau. La structure des comités de gestion des points d'eau, ses règles et leurs applications sont en partie conditionnées par des logiques traditionnelles d'organisation du pouvoir et de gestion des ressources. Cela introduit des biais dans le fonctionnement normal du comité. Il serait par exemple difficile à un membre du comité de gestion de point d'eau d'appliquer une sanction à un membre de sa belle-famille ou aux membres d'une famille qui lui a offert une portion de terre, un des facteurs essentiels du système de production paysanne ;

2°) La conception des relations économiques. Dans les sociétés rurales, l'eau est considérée comme un bien inaliénable comme la terre. L'accès à l'eau n'y était conditionné par aucune forme de transaction financière ou de cotisation. Les comités de gestion des points d'eau modernes ont institué une forme de cotisation ou de vente directe de l'eau pour faire face aux éventuelles pannes. C'est une formule mise en place par les donateurs en vue d'assurer la pérennisation des ouvrages hydrauliques. Or la conduite économique suppose un ensemble de valeurs sociales qui l'orientent. Les populations rurales actuelles développent des stratégies pour la préservation de leurs valeurs sociales et ceci permet de comprendre les difficultés que rencontrent les gestionnaires modernes de l'eau. Bien qu'au sein du comité la règle officielle consiste à faire payer tous les usagers, dans la pratique, on remarque que certains usagers ne s'acquittent pas de leurs cotisations en fonction de leurs positions sociales et de leurs relations avec les gestionnaires. L'adaptation à un ordre économique et social quel qu'il soit suppose un ensemble de savoirs empiriques transmis par l'éducation diffuse ou spécifique. Si toute

interaction s'inscrit dans un champ spécifique, elle est commandée par la position occupée dans le système de relations objectives d'un individu.

Toutefois, les sociétés paysannes ne sont pas figées. Elles s'adaptent partiellement à l'ordre économique et social nouveau en utilisant un ensemble de savoirs empiriques.



## Conclusion générale : eau, gestion et usage

Les analyses du terrain d'étude montrent que les points d'eau sont des microsociétés. Les villages ne sont plus homogènes à cause de la raréfaction des ressources qui entraîne la migration des populations, la multiplication des points d'eau, la diversification des activités économiques qui implique une diversité des usagers autour des points d'eau. L'insuffisance de l'eau liée aux facteurs naturels et aux pannes fréquentes des forages complexifie le partage et la gestion de l'eau dans les villages.

Chaque point d'eau, du fait de son mode de mise à disposition et des représentations sociales de l'eau, devient une source de pouvoir. Les points d'eau traditionnels par exemple sont des sources de pouvoir liées à l'antériorité au lieu, à la position sociale, imposant un mode et une inégalité d'accès à l'eau. Tous les usagers n'ont pas droit à toute la surface de l'eau du lac par exemple. Le siège de « *salpoko*, génie de l'eau » est réservé aux fondateurs du village. Les interdictions autour des puits traditionnels sont une forme de contrôle social qui légitime le droit de propriété et le concept d'autochtonie.

Au niveau des forages, la proximité des CGPE (représentants de la population) avec les donateurs leur confère une sorte de valorisation personnelle qui leur favorise la main mise sur les points d'eau. Les analyses ont montré dans le chapitre VI une tarification aléatoire de la vente de l'eau par les CGPE et un refus de faire un compte rendu à la population. Les prix de l'eau varient d'un forage à un autre, d'un quartier à un autre. A la suite d'un conflit, le CGPE fait perdurer la sanction (fermeture du forage) dans le but de se faire supplier par les femmes qui sont les principales concernées par l'eau. Les responsables coutumiers maintiennent également leur pouvoir sur les CGPE en y plaçant un membre de leur famille ou un membre d'une de leurs relations.

L'analyse permet de lire les rapports de genre au niveau des points d'eau. Le pouvoir des hommes sur les femmes est particulièrement visible. Les hommes se servent de l'eau puisée par les femmes et celles-ci n'ont pas le droit de réagir. Les hommes maintiennent leur domination sur les femmes à travers les *pugtâre*, l'infidélité. Le pouvoir se manifeste également entre les femmes riches et les femmes « pauvres ». Certaines n'hésitent pas à

utiliser leur position sociale pour déclasser les tours d'eau. Les jeunes garçons imposent leur pouvoir sur les jeunes filles en déclassant également leurs tours d'eau ou en leur prenant leur eau. On peut affirmer au terme de l'étude que le point d'eau est un lieu d'expression identitaire. Le partage de l'eau est légitimé par une identité ethnique : par exemple les femmes Peulhs doivent attendre que « *les gens se servent d'abord* ». Le point d'eau est aussi un lieu de reproduction sociale.

La gestion communautaire renvoie à la compréhension des pratiques sociales : les savoir-faire traditionnels, les savoir-faire modernes et les savoirs scientifiques. Elle transforme le territoire en tenant compte de la recomposition sociale, de la reconstruction des rapports sociaux, des relations symboliques et identitaires et des logiques d'action que les individus et les groupes entretiennent avec leur territoire. Les habitants aux intérêts divergents et concurrents, constituent cette recomposition sociale. L'étude empirique montre que la participation des populations à la gestion de l'eau s'accompagne d'une remise en cause du mode traditionnel de gestion de l'eau, donc d'une tentative d'écartement des responsables coutumiers de la nouvelle gestion de l'eau. La participation dans le cadre de la gestion de l'eau tente de valoriser l'adhésion de toutes les couches sociales des communautés villageoises. Elle est perçue par les autorités coutumières locales en regard de l'action et de la ressource en eau insuffisamment disponible dans les villages. Dans ce contexte, comment assurer la satisfaction des besoins en eau (la protection sociale) au sein d'une communauté qui n'est plus fondée sur l'égalité garantie par des réseaux de solidarité, mais par le repositionnement des individus et les mutations sociales ?

Dans le cadre du mode traditionnel de la gestion de l'eau, l'approche compréhensive nous a permis de montrer que l'eau, patrimoine naturel, devient patrimoine culturel par la dimension historique des pratiques de sa gestion (le *nayisgu*, le caractère magico-religieux de l'eau). Cette approche nous a conduit à décrypter à partir de la ressource en eau, la nature des relations entre les individus et le matériel utilisé (réel et symbolique), ainsi que l'insertion sociale des individus dans le cadre de la répartition des tours d'eau (confrontation entre catégories sociales).

Nous avons répertorié les différents rapports entre les usagers de l'eau à partir des causes lointaines et des causes directes. Les causes lointaines des conflits se résument au tracé de la zone de pâturage, aux conflits liés à l'ethnie, au foncier, à l'inceste, au vol d'objets lignagers, à la profession, à l'infidélité conjugale, au repositionnement dans la société de certains individus de la classe inférieure, au conflit intergénérationnel. Les conflits qui se manifestent

autour des points d'eau dans les deux zones où nous avons mené les enquêtes sont généralement liés au pouvoir, aux statuts et places nouvelles et à l'infidélité conjugale. En réalité l'eau sert de prétexte à l'éclatement des rancœurs liées à la jalousie, à la montée de l'individualisme dans les villages et à la détérioration des rapports sociaux. Le lien social reconnu en milieu rural comme protection sociale par la communauté, notamment à travers les réseaux, est appréhendé dans le cadre de la gestion de l'eau par rapport à l'insuffisance de l'eau, aux types de points d'eau de plus en plus symboliques (les points d'eau traditionnels) et aux points d'eau modernes de plus en plus convoités pour la satisfaction des besoins en eau. Aussi, les tours d'eau peuvent être considérés comme des mises en relation entre les différents groupes d'utilisateurs engagés dans un processus de mutation. Mais, au niveau de chaque point d'eau, le mode d'accès à l'eau, la disposition des récipients sont des indicateurs du mode d'occupation de l'espace, de la place de chaque usager au sein de la société.

Nos observations et analyses de terrain confirment que les populations africaines ont un rapport à l'eau en lien avec les forces occultes inscrites dans l'histoire. Elles confèrent à l'eau plusieurs dimensions : l'eau a un caractère mythique parce que les points d'eau seraient gérés par des forces invisibles et visibles qui donnent sens à la nature des interrelations entre les sociétés traditionnelles et leur environnement. Il existe un caractère sacré de l'eau, comme l'indique le chant moaga, par le fait qu'elle est un élément matriciel, source de fécondité des êtres et des choses. Enfin l'eau a un caractère socioreligieux. C'est pour toutes ces qualifications symboliques que les responsables coutumiers tentent de résister à la nouvelle politique de l'eau. Ces résistances sont perceptibles à travers le *nayisgu*. En effet, la cérémonie d'intronisation du chef de terre et de l'eau, donne un éclairage sur le poids des coutumes dans la gestion de l'eau. Dans ce cas, la gestion de l'eau devient une construction sociale. Ces pratiques coutumières se heurtent à la dynamique sociale menée par la multiplication des usagers et des institutions. Le respect de la culture et des croyances contribue au maintien de la hiérarchie traditionnelle. Néanmoins, les analyses montrent que la population ressent le besoin de modifier les règles sociales selon les modalités de la nouvelle valeur de l'eau. Ainsi, les nouvelles règles ont pour fonction d'assurer la pérennité des points d'eau et la cohésion sociale autour des points d'eau. La réglementation prévoit d'une part que les responsables coutumiers maintiennent leur position et leur place, mais d'autre part, que les CGPE doivent être composés par les représentants de toutes les couches de la société. C'est cette institution originale qui contribue à la gestion communautaire. La population souhaite partager la tradition et la modernité qui renvoie à la prise de conscience individuelle et

collective, au développement de l'esprit d'initiative, à la reconnaissance d'un pouvoir collectif selon les règles jugées adéquates et engageant la responsabilité individuelle envers l'eau. Cela se ressent dans les villages, sauf à Bagré. Ces nouveaux comportements s'acquièrent par l'instruction et la migration. Pour les femmes, les formations sont de deux ordres : celles proposées pour l'acquisition de connaissances dans le cadre des sessions qui leur sont destinées, et celles plus informelles acquises par les faits expérimentés.

Les jeunes scolarisés qui sont les principaux acteurs du changement dans leur localité, se voient attribuer de nouveaux rôles. Ils sont les moteurs du lien social. Les personnes âgées commencent à les écouter, à tenir compte de certains de leurs points de vue surtout en matière de changement dans la gestion de l'eau. Ce processus est en cours dans les villages : « Maintenant il faut changer, il n'y a plus tellement d'interdits puisque les villages ont changé à cause de la perturbation de la vie et aussi à cause du va et vient des jeunes ». Aussi, aujourd'hui, dans les villages, un ensemble de normes est établi pour définir les rôles ou les modèles de comportement vis-à-vis des ressources naturelles. Par exemple, à Gogninga, le respect mutuel est la première règle (même si elle a toujours existée). A Loagha par exemple, les personnes âgées sont conscientes qu' « il faut laisser les jeunes sortir » pour revenir aider les vieux à reconstruire le village.

L'existence et l'application des nouvelles règles sont justifiées par la valeur qu'on attache au respect des normes. La valeur correspond en partie à l'idéal suivant : pour les paysans c'est seulement la sauvegarde du bien collectif (les points d'eau traditionnels qui leur permettent de se revaloriser), mais surtout la sauvegarde des normes de la société. C'est aussi vivre en bonne santé en consommant de l'eau potable, c'est-à-dire celle des forages. Cet idéal introduit une appropriation voire une pérennité des points d'eau. Les règles et les valeurs symboliques s'appliquent à tous les usagers. Cependant, certains parviennent à les contourner à cause de leur position sociale et de leur capital social.

Notre travail, inscrit dans la question récurrente du développement des pays du Sud, est un éclairage qui trouve sa place dans les perspectives à approfondir dans cette quête de sens de la « construction de l'être-ensemble » (Granié, 2001). Il nous semble incontournable de :

i) Poser la problématique de la gestion sociale de l'eau au cœur de la sociologie de l'environnement et du développement durable avec en toile de fond, la question du partage équitable des ressources et de la reproduction des inégalités, des réalités locales et des

contraintes de mondialisation, de l'identité et des dotations patrimoniales, des modes de gestion et des dynamiques territoriale (Ferréol, 2007 et 2009) ;

ii) Poursuivre la réflexion sur l'adéquation entre le mode traditionnel et le nouveau mode de la gestion de l'eau. On observe que les scientifiques se focalisent sur la recherche d'une harmonisation conceptuelle, méthodologique et les stratégies spécifiques de mise en relation fructueuses de la gestion de l'eau sans tenir compte de la gestion traditionnelle à laquelle les individus et les groupes se réfèrent dans leurs représentations liées à la gestion de l'eau ;

iii) Développer la recherche sur la question de genre et la gestion de l'eau. En effet, notre étude a révélé les formes d'inégalités de rapports de pouvoir de domination entre les hommes et les femmes dans le cadre des modes de gestion et d'accès à l'eau. Les imaginaires sont des construits sociaux et si l'on se réfère à des significations symboliques de l'eau telles que « source de vie, moyen de purification et centre de régénérescence » (Chevalier et Cheerbrant 1989), on comprend que hommes et femmes soient concernés par l'eau et que l'eau soit liée à des formes de pouvoir du masculin sur le féminin. La mise en modernité augure-t-elle de changement ou de reproduction ?

# Bibliographie

## Ouvrages et articles

ABELES M., 1997, L'anthropologie politique : nouveaux enjeux, nouveaux objets. In *Revue des sciences sociales : anthropologie- problématiques et perspectives*. 1. Franchir les anciennes frontières n°153.

ABRIC J-C., 1999, *Psychologie de l'écologie*, Paris, Armand Colin, 174p.

ACCARDO A., 1983, *Initiation à la sociologie de l'illusionnisme social*. Bordeaux éd Le Mascaret, 211p.

ACCARDO A., CORCUFF P., 1986, *La sociologie de Pierre Bourdieu, textes choisis et commentés*, Bordeaux, éd Le mascaret, 223p.

AGRAWAL A., in *Pression démographique dégradation de la forêt...une équation trop simpliste*. Unasylva, n°181, Vol. 46,1998, p54.

AMSELME J-L., 1990, *Logiques métisses : anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 310 p.

AMSELME J-L. et M'BOKOLO E., dir. 1985, *Au cœur de l'ethnie, Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, série Anthropologie, Paris, La Découverte, 227p.

ANDERSON B., 1996, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris La Découverte (2006), 212p.

ANSART P., 1977, *Idéologies, conflits et pouvoirs*, Paris Puf, 275p.

ARON R., 1976, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 659p.

ASPE C, 1999. Introduction, in *L'eau en représentations, gestion des milieux aquatiques et représentations sociales*, GIP Hydrosystèmes, Cémagref 9-14.

BACHELARD G., 1942, *L'Eau et les rêves* éd José Corti, 265p.

BADINI A, 1994 ; Naître et grandir chez les Moosé traditionnels, Paris – Ouagadougou, Sépia, AADB, 207p.

BALANDIER G., 1967, Anthropologie politique, Paris, PUF collection « Quadrige », 240p.

BALANDIER G., 1986, Sens et puissance. Les dynamiques sociales, Paris, Puf, 335p.

BALANDIER G., 1991, « Préface. Le social selon les passions » in VIDAL C, pp.9-14.

BALANDIER G., 1993, « Groupes (Ethnologie) » in Encyclopaedia Universalis, Paris, corpus 10, pp. 979-982.

BAROUCH G., 1989, La décision en miettes. Système de pensée et d'action à l'œuvre dans les milieux naturels. Collection Logiques sociales, Paris, L'Harmattan.

BARRAQUE B., 1992, « La gestion de l'eau » dans Problèmes politiques et sociaux, n°686.

BARRAQUE B., 1995, Les politiques de l'eau en Europe. Paris La Découverte.

BASTIDE R, 1968 ; La mythologie article in Ethnologie générale, Encyclopédie de la Pléiade, Paris ; pp1037-1090.

BAUDRILLARD J., 1968, Le système des objets, Paris, Gallimard 228p.

BAUDRILLARD J., 1970, La société de consommation, Paris, Gallimard (1996) 318p.

BAUDRILLARD J., 1990, La transparence du mal : essai sur les phénomènes, Paris, Galilée, 179 p.

BEDOUCHA G., 2006, Répartir l'eau : L'indispensable entente. Exemples des sociétés oasiennes in L'eau, source de vie, sources de conflits. Sous la direction de Gaillard JP, presses universitaires de Rennes.

BELLIER I., 2004, « Regards autochtones », Courrier de la planète, « Sciences sociales et développement. Le savoir et le politique », n°74, pp.56-59.

BERGER P et LUCKMANN T., 2006, La construction sociale de la réalité, 285p.

BERNOUX P., 1995, La Sociologie des organisations. Paris, Seuil (Points essais) 382p.

BERTACCHINI Y, 2002 ; « Concertation territoriale et politique territoriale » Laboratoire Le Pont, Département Services et Réseaux de Communication de Toulon et du Var, 6p.

BERTHELOT J-M., 2001, Epistémologie des sciences sociales, Paris, Puf, 593p.

BERTRAND S., Les chefs traditionnels et leur participation au pouvoir politique en Afrique : cas du Burkina Faso et du Niger. Thèse de doctorat en science politique. Université de Reims Champagne Ardenne 2006-2007.

BERRY S., 1989, "Social institutions and acces to resources in African agriculture" Africa vol.59, no 1, pp 41-55.

BERTACCHINI Y., 2002, Territoires et Territorialités, vers l'intelligence territoriale, volet I, collection ETIC, 186 p.

BIERCHERGE B, Etude UREF (Unité de la Recherche des Etudes et de la Formation) 23 avril 2007 journées DERPAD « culture des institutions, culture des familles, alliance ou malentendu.

BIERSCHENK, T, Olivier de Sardan J-P, Les pouvoirs au village, le Bénin rural

Bierschenk, T, Olivier De Sardan J-P, 1998, p. 264.

BISILLIAT J., 2000, Le genre un outil necessaire, Paris, L'Harmattan 263p.

BLANCHET M., 1985, L'entretien dans les sciences sociales, Paris, Dunod, 289p.

BLUNDO G., 1994, Le conflit dans l' « entente » ; coopération et compétition dans les associations paysannes du bassin arachidier sénégalais. In Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques, APAD, Karthala, IUED, Paris pp 99-120.

BOLTANSKI L. & THEVENOT L., 1991, De la justification : les économies de la grandeur Paris, Gallimard, 483p.

BONNASSIEUX, A., 2008, Gouvernance, acteurs et stratégies de développement Approches et observations dans le cadre des espaces locaux et des politiques de promotion de



l'hydraulique rurale en Afrique de l'Ouest Séminaire « Mutations des paysanneries de Sud »  
Master ESSOR

BONNASSIEUX A., 2003, Questions de Gouvernance, acteurs et stratégies de développement  
Approches et observations dans le cadre des espaces locaux et des politiques de promotion de  
l'hydraulique rurale en Afrique de l'Ouest Séminaire « Mutations des paysanneries de Sud »  
Master ESSOR 19/03/2008.

BONNASSIEUX A., 2001, Constructions Identitaires et Tensions Intercommunautaires en  
Côte d'Ivoire : Genèse d'une crise multidimensionnelle. Laboratoire Dynamiques Rurales,  
Université Toulouse Le Mirail.

BONNIEUX F et DESAIGUES B., 1998, Economie et politiques de l'environnement. Dalloz,  
Paris, 328p.

BONNEWITZ P., 1998, Premières leçons sur la sociologie de Pierre BOURDIEU. Paris, Puf.

BONTE P, IZARD M., 2000, Dictionnaire de l'ethnographie et de l'anthropologie, Paris, Puf  
(1<sup>ère</sup> éd 1991)

BOUDON R., 1977, Effets pervers et ordre social, Paris, Puf.

BOUDON R., BOURRICAUD F., 1982, Dictionnaire critique de sociologie Paris Puf 651p.

BOUDON R., 1999, Le sens des valeurs, Paris, Puf.

BOUJU J., 1995, Anthropologies parallèles ; description d'une procédure d'enquête  
Anthropologie Rapide, bulletin de l'APAD, 9, Marseille, pp.77-86.

BOURDIEU P et PASSERON J -C., 1970, La Reproduction : Eléments pour une théorie du  
système d'enseignement. Ed de Minuit.

BOURDIEU P., 1972, Esquisse d'une théorie de la pratique, précédée de Trois études  
d'ethnologie kabyle, Genève, Librairie Droz, 269p.

BOURDIEU P., 1979, La distinction, éd Paris, Minuit, 670p.

BOURDIEU P., 1980, Le sens pratique, Paris, Minuit, 470p.

- BOURDIEU P., 1980, « Le capital social », Actes de recherches en sciences sociales n°31.
- BOURDIEU P., 1980, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région » in Actes de Recherche en sciences sociales n°35, paris, Minuit.
- BOURDIEU P., 1981, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique » in Actes de Recherche en sciences sociales n°36/37, Paris, Seuil, pp.3-24.
- BOURDIEU P., 1987, Choses dites, Minuit, 231p.
- BOURDIEU P., 1994, Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action, Paris, Le Seuil, 254p.
- BOUVERESSE J., 1995, « Règles, dispositions et habitus », in Critique, n° 579-580, août septembre, pp 573-594.
- BRUHL L., 1941, Notion de propriété, Que sais-je ?
- CARATINI S., 2004 ; Les non- dits de l'anthropologie. Paris Puf, p. 82.
- CEFAÏ D., 2007, Pourquoi se mobilise-t-on ? La théorie de l'action collective, ed La Découverte/ M.A.U.S.S, p.1-36.
- CHAMBERS R., 1990, Développement rural. La pauvreté cachée, Paris, Karthala.
- CHAVEAU J-P, MATHIEU P., 1998, « Dynamique et enjeux des conflits fonciers » in Lavigne Delville Ph (éd). Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité. Karthala-Coopération Française, Paris
- CHEVALIER J et CHEERBRANT A., 1989, Dictionnaire des symboles ed Robert. Laffont/Jupiter, Paris, 1060p.
- CHAMBERS R., 1990, Développement rural : La pauvreté cachée, Paris, Karthala, 374p.
- Clifford J., (1988 trad fr. 1996), Malaise dans la culture l'ethnographie, la littérature et l'art au XX<sup>ème</sup> S. Paris Ecole nationale supérieure ddes Beaux-Arts 389p.
- COSER L-A., 1982, Les fonctions du conflit social, Paris, Puf, 184p.

CROZIER M., 2005, Organisation (Théorie des), dictionnaire de la pensée sociologique, Paris, Puf

CROZIER M / FRIEDBERG E., 1977, L'Acteur et le système. Paris, Seuil 443p.

DAFINGER A., 1999, Les bissa du Burkina Faso, Köln Kopper.

DAHRENDORF R., 1972, Classes et conflits de classes dans la société industrielle, Paris-La-haye, Mouton, 341p.

DARDEL E. 1990, L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique, nouvelle édition présentée par PINCHEMEL P et BESSE J-M, Paris ed du CHTS (Comité des Travaux historiques et Scientifiques) 199p.

DELORY MONBERGER C., 2003, Biographie et éducation, « collection éducation », Paris, Anthropos, 130p.

DESJEUX D., 1985, L'EAU : quels enjeux pour les sociétés rurales, éd L'Harmattant, 220p.

DIA A. H. La gestion locale internationale de l'enjeu hydraulique à Kanel : Appropriation forcée et Stratégies d'acteurs.

DIALLO L., 1985, Aux origines du wubr-tênga et de Guilongou (Burkina Faso) d'après une tradition orale recueillie dans ce village. Genève-Afrique vol XXIII, n°2. P. 7 à 36.

DI MEO G, 1996 ; Les territoires du quotidien, l'Harmattan, collection Géographie sociale.

DI MEO G, 1998 ; De l'espace aux territoires in l'information géographique.

DI MEO G, 1998 ; Géographie sociale et territoires. Paris, Nathan.

DIM DELOBSON A A, 1934, Les secrets des sorciers noirs éd Nourry, 298p.

DIOP B., 1960, Le Souffle des Ancêtres (Recueil Leurres et Lueurs) ed Présence Africaine, 83p.

DOISE W, PALMONARI A (dir.), 1986, L'étude des représentations sociales, Delachaux Niesstlé, 207p.

DON HANDELMAN Rituels et spectacles in Revues internationales des sciences sociales : Anthropologie- problématiques et perspectives. I Franchir les anciennes frontières. Septembre 1997 n°153.

DOS SANTOS S., 2007, Usages et risque de la ressource en eau : point de vue de la population à Ouagadougou (Burkina Faso) LPED/IRD in Actes des JS/RAUF Hanori, 6-7 novembre.

DOUGLAS M. Comment pensent les institutions Paris, La Découverte, 2000.

DUBAR C, 1991, Construction des identités sociales et professionnelles. Paris, Armand colin, 276p.

DUBAR C et DUMAZIERE D., 1997, Analyser les entretiens biographiques, l'exemple des récits d'insertion, Paris, Armand Colin, 350p.

DUBET F, 2002, Le Déclin de l'Institution Ed du Seuil, 239p.

DUBOIS M., 1993, « Lire Durkheim » in les fondateurs de la pensée sociologique, Paris, Ellipses, pp.92-102.

DUMONT L., 1983, Essai sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne, Paris, Seuil.

DUPRE G., 1991, Savoirs paysans et développement: Economie et développement. Karthala \_ORSTOM.

DURHEIM E., 1967, De la division du travail social, Paris, Puf, 416p.

DURHEIM E., 1967, 1986, Les règles de la méthode sociologique, Paris, Puf, 533p.

DUVERGER M, 1973, Sociologie de la Politique. Paris, Puf.

ELA J M, 1994, L'irruption des pauvres. Sociétés contre l'ingérence, pouvoir et arrangement, Paris, L'Harmattan, 266p.

ELA J-M., 1998, Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire, Paris. L'Harmattan 425p.

ELIAS N., 1981, Qu'est-ce- que la sociologie ? Pandora / Les sociétés.

ELIAS N et SCOTSON J-L., 1997, Logiques de l'exclusion. Paris, Fayard.

ELIAS N., 1969, La société de la cour, Paris, Flammarion.

FAINZANG S., 1986, L'intérieur des choses : Maladie, divination, et reproduction sociale chez les Bisa du Burkina, Paris, l'Harmattan, 204p.

FARRUGIA F., 2005, La construction de l'homme social, ed Syllepse, 156p.

FAURE A., 1996 ; Le pays bisca avant le barrage de Bagré Sépia A.D.D.B Paris-Ouagadougou.

FERREOL G., 2001, Rapport à autrui, Métissage et dialogue interculturel de l'Andalousie aux Caraïbes. Communication au colloque international LPED/IMEP « Usages écologiques, économiques et sociologiques de l'eau agricole en Méditerranée : quels enjeux pour quels services ? (Aix-en-Provence, 20-21 janvier).

FERREOL G & PERALVA A (dir) : Altérité, dynamiques sociales et démocratie. Paris LGDJ, colloque « Droit et Société. Recherches et travaux » 2010, 22p.

FERREOL G (sous la dir de), CAUCHE P, DUPREZ J-M, GADREY N, SIMON M., 1995. Dictionnaire de sociologie. Ed Armand colin, 315p.

FLEURY L, 2006 ; Sociologie de la culture et des pratiques culturelles. Ed Armand Colin, 127p.

FRIEDBERG E., 1995. Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée. Paris, Seuil.

FREUND J., 1983, Sociologie du conflit, Paris PUF 380p.

GAUDIBERT P., 1977, Action culturelle : intégration et/ou subversion, Paris, Casterman, 177p.

GIDDENS A., 1987, La constitution de la société- Eléments de la théorie de structuration trad franc Paris Puf 474p.

GIDDENS A., 1994, Les conséquences de la modernité L'Harmattan.

GODELIER M., 1984, L'idéal et le matériel : pensées, économies et sociétés, Paris, Fayard, 348p.

GAUDELIER M., 2010, Au fondement des sociétés humaines : ce que nous apprend l'anthropologie, Paris, Flammarion 330p.

GOFFMAN E., 1973, La mise en scène de la vie quotidienne. 1 La présentation de soi, Paris, éd Minuit Le sens commun 251p.

GOFFMAN E., 1973, La mise en scène de la vie quotidienne. 2 Les relations en public, éd Minuit 371p.

GOFFMAN E., 1974, Les rites d'interaction, Paris Economica 127p.

GOFFMAN E., 1981, A reply to Denzin and Keller. Contemporary Sociology.

GOFFMAN E., 1991, Les cadres de l'expérience. Paris, Minuit.

GRANIE A.M 2005: Figures de constructions identitaires regards croisés : Le film, le réalisateur et la sociologue. T1 184 p.

GRANIE A-M. et GUTETAT- BERNARD H., 2006 (direction), Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural PUM /IRD, 328 p.

GRAWITZ M., 1993, Méthodes des sciences sociales, Paris Dalloz, 807p.

GUIMELLI C., 1996, Valence et structure des représentations sociales. Bulletin de Psychologie 422, pp 58-78.

HALPOUGDOU M., 1992, Approche du peuplement pré-Dagomba du Burkina Faso : les Yonyôosé et les Ninsi du Wubr-Tênga Franz Steiner Verlag- Stuttgart. Etudes sur l'Histoire et de l'Archéologie du Burkina Faso Volume 6, 286p.

HARDIN G., 1968, « The tragedy of the commons, Science. 162, 1243-48.

HAUBERT M., 1992, Etat et société dans le Tiers-Monde : de la modernisation à la démocratisation ?, Paris, Publications de la Sorbonne, 369p.

HETCHER M, 1976, "Ethnicity and industrialization : on the Proliferation of Cultural Division of Labour", Ethnicity, vol 3, p.214-224 .

HETCHER M, 1978; "Group formation and cultural division of Labour", American Journal of sociology, vol 84, n°2 p 293-318.

IZARD M., 1985, Le Yatenga précolonial un ancien royaume du Burkina. Ed Karthala.

IZARD M, 1995, Gens du pouvoir, gens de la terre. Paris, Maison des sciences de l'homme.

JODELET D., 1985, Les représentations sociales. Paris, Puf.

KUBARR, LENTZ C et SOMDA N-C., 2003, Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso, Paris, Karthala, 290p.

LABORIER P et TROM D., 2000, Historicités de l'action publique. Introduction au colloque « L'historicité de l'action publique. Activités politiques et histoire des dispositifs publics » organisé par le CURAPP et le GSPM à Amiens.

LAHIRE B., 2005, L'esprit sociologique Paris La Découverte.

LAHUEC J-P et MARCHEL J-Y., 1975, La mobilité du peuplement bissa et mossi, Paris, ORSTOM, 206p.

LAURENT P-J et MATHIEU P. 1994, migration, environnement et projet de développement/ récit d'un conflit foncier entre les Nuni et les Mossi au Burkina Faso. In Migrations et accès à la terre au Burkina Faso. Cahiers du Cidep n°20 pp. 85-133.

LAURENT P J, 1998. Une association de développement en pays mossi : le don comme ruse. Karthala, 294p.

LE GALLES P., 1995 « Gouvernance » in Dictionnaire des politiques publiques.

LE MOIGNE J-L., 1995, Les épistémologies constructivistes, Paris, Puf, Que sais-je ? Paris réédition 1999.

- MADIEGA G., 2003, Le Burkina Faso Cent ans d'histoire 1895-1995, ed Karthala, 2 t.
- MARIE A. 1997, L'Afrique des individus ; Karthala 440p.
- MATHIEU P., 1992, Participation paysanne ou transfert des coûts aux organisations locales ? L'agriculture irriguée et le désengagement de l'Etat au Sénégal et à Madagascar in M.
- MATHIEU P, Ahmed Benali, AUBRIET O, avril- juin 2001. Dynamiques institutionnelles et conflit autour des droits de l'eau. Revue Tiers Monde. T XLII n°166.
- MARTINIELLO M, 1995, L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines Paris Puf.
- MAUSS M., 1971, Manuel d'Ethnographie ed Payot.
- MAUSS M., 1951, Sociologie et anthropologie, Paris, Puf, avec l'introduction de l'œuvre de Marcel Mauss par Claude Levi-Strauss, 370p.
- MAZAUD C., 2007, « Le rôle du capital d'autochtonie dans la transmission d'entreprises artisanales en zone rurale », colloque pluridisciplinaire « Espaces hérités, espaces enjeux » (Caen, 8-9-10 novembre).
- MEILLASSOUX C., 1964, Anthropologie économique des Gourou de Côte d'Ivoire Paris Mouton La Haye.
- MENDRAS H., 1953, Etudes de sociologie rurale, Paris, Armand Colin 138p.
- MENDRAS H., 1973, Sociétés paysannes, Paris, Armand Colin 235p.
- MENDRAS H., 1991, La fin des paysans, Coédition Actes-sud-labor-l'aire, 433p.
- MENGER, P-M; 2001, « culture », WARESQUEILE (Dir), Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959, Paris Ed CNRS-Larousse pp.181-182.
- MORIN E., 1980, La méthode, Paris, Le Seuil,
- MORIN E., 1984, Sociologie, Paris, Fayart, 466p.
- MOSCOVICI S., 1969, La psychanalyse son image et son publique Paris Puf, 652p.



OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1994, in J-P JACOB et LAVIGNE DELVIGNE P, eds Les associations paysannes en Afrique : organisations et dynamiques APAD, karthala Paris, 307p.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1994, Une anthropologie de l'innovation est-elle possible ? in CHAUVEAU J-P et YUNG J-M éd Les diversités de l'innovation. Innovation et Sociétés, Quelles agricultures ? Quelles innovations ?, Vol II Montpellier CIRAD pp.33-49.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995, Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social. Karthala.

OLIVIER DE SARDAN J.P. et BIERSCHEK T., 1994. ECRIS : Enquête Collective d'Identification des conflits et Groupes Stratégiques : Bulletin de l'APAD.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995, Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social. Karthala.

OLSON M., 1978, Logique de l'action collective, Paris, Puf, 199p.

OSTROM E., 1990, Governing the commons: the evolution institutions of collective action. Cambridge University Press, 280p.

OUEDRAOGO J.-B., 2002, Arts photographiques en Afrique : technique et esthétique de la photographie de studio au Burkina Faso. Ed L'Harmattan 2002, 329 p.

OUEDRAOGO J.-B., 1997, Violences et Communautés en Afrique Noire éd L'Harmattan, 242 p.

OUEDRAOGO J.-B., 1996 ; « La figuration photographique des identités sociales : valeurs et appartenances au Burkina Faso » Cahiers d'Etudes Africaines (EHESS) n°141-142, XXXVI 1-2 P.25-50.

OUEDRAOGO J.-B., 1994, « Système de santé et changement social dans le Boulgou : configurations et participations » in Nordic Journal of African Studies, Vol.3, n°1 p.59-75.

OUEDRAOGO J.B., 1989 ; La formation de la classe ouvrière en Afrique Noire : l'exemple du Burkina Faso. Ed L'Harmattan, 210p.

OUEDRAOGO N C., 2003, Chefferie coutumière moaga à l'épreuve de la colonisation in MADIEGA G : Le Burkina Faso Cent ans d'histoire de 1895-1995, ed Karthala 2 T.

PAGEARD R., 1965, Une enquête historique en pays Mossi in Jp

PAGEARD R., 1969, Le droit privé des Mossi. Tradition et évolution. Ouagadougou, CVRST.2 Recherches voltaïques, 392p.

PAILLE P., 1994, « L'analyse par théorisation ancrée » in Cahiers de recherches sociologique n°23, p. 150.

PAINCHAUD P (dir.) 1997, Le partage des responsabilités publiques en environnement, Sainte-Foy : Les éd La Liberté, 304p.

PARADEISE., 1990, Les théories de l'acteur. Cahier n° spécial « Découverte de la sociologie ».

PASQUIER A, A., 1975, Symbolic Interpretation of a Mossi Folk-Tale in Cahiers d'études africaines, 1975, v 15; n°60 pp686-687.

PERROUX P., 1996, L'économie du XXème Siècle PUF. Paris 191p.

PERETTI-WATTEL P, 2003, Sociologie du risque, Paris, Armand Colin.

PINCHEMEL P et G, 1997, La face de la terre- éléments de géographie, Armand Colin, Masson, collection U Géographie.

POULAIN J-P., 2002 : Sociologies de l'alimentation : les mangeurs et l'espace social alimentaire, Paris, Puf, 286p.

POUTIGNAT P, STREIFF-FENART J., 1989, Théories de l'ethnicité, Paris, Puf

PRIEUR P., 1984, Droits de l'environnement Paris, Dalloz.

PUMAIN D, BAILLY A, FERRAS R., 1995, Encyclopédie de géographie. Economica, 1168p.

RAFFESTIN C., 1980. Pour une géographie du pouvoir. Paris, LITEC, 249p.

RAYNAUT & Lavigne Delville. 1997, « A Share Land: Complementary and Competing Uses » in C. Raynaut, Societies and Nature in the Sahel, London- New York, Routledge.

REYNAUD J-D., 1997, Les règles de jeu. L'action collective et la régulation sociale, Paris, Armand Colin, 368p.

ROCHER G., 1968, Initiation à la sociologie générale. T 3 Changement social Littrée, HMH 404p.

RUF T, 2001. In Paul MATHIEU : Quelles institutions pour une gestion de l'eau équitable et durable ? Décentralisation et reformes du secteur irrigué dans les pays ACP. Document de travail n°11 avril 2001 pp9-10.

SECA J-M., 2003, Les représentations sociales, Paris, Armand Colin, 192p.

SCHURMANS M.-N., 2006, Expliquer, interpréter, comprendre. Le paysage épistémologique des sciences sociales. Université de Genève. Carnet des sciences de l'éducation.

SIBERTIN-BLANC C, AMBLARD F, MAILLARD M., 2005, Un cadre d'interaction fondé sur la sociologie de l'action organisée dans MFI'05 Actes de 3<sup>èmes</sup> journées francophones. Modèles formels de l'interaction, Cepadues, 52-27 mai.

SIBERTIN-BLANC C et ROGGERO P., 2004, Vers une formalisation de l'analyse stratégique. Communication au XVIIe congrès de l' AISLF (Association Internationale des Sociologues de Langues Française), Tours, 7-10 juillet.

SIMMEL G., 1908, Sociologie : étude sur les formes de socialisation, Paris, Puf 753p.

SIMON P-J., 1991, Histoire de la sociologie, Paris, Puf, 524p.

SIMON H-E., 1982, From substantive to procedural rationality. In Models of bounded rationality,

SINGLETON M, 2010 ; Histoires d'eaux africaines : Essais d'anthropologie impliquée. Ed Bruylant-Academia s.a 397p.

STAUDE W « La légende royale des Kouroumba » in Journal de la Société des Africaniste, 1961, v31, n°2 PP 209-256.

STRAUSS A, 1992, Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme. Paris, ed. Métailié, p. 44.

TESSON S., 2005, Petit traité sur l'immensité du monde, éd des Equateurs, 166p.

TISSERON S., 1999, Le mystère de la chambre claire : photographie et inconscient ed Paris Flammarion 187p.

TOURRAINE A., 1973, Production de la société. Ed Seuil, collection sociologie, Paris, 543p.

TOURRAINE A., 1986, Le retour de l'acteur, Paris, Fayard, 350p.

TURCOTTE M-F., 1997, Prise de décision par consensus. Leçons d'un cas en environnement, Paris, l'harmattan, 172p.

VAN HAECHT A., 1990, L'école à l'épreuve de la sociologie. Questions de sociologie de l'éducation. Bruxelles. De Boek Université.

VINEL V, 2000 ; Etre et devenir Sikoomse Cahiers d'Etudes africaines, 158, XL- 2, p 259.

WEBER M., 1971, Economie et société, Paris, Plon, 341p.

WIHELM S, 1961 ; La légende des Kouroumba : Journal de la société des africanistes, Année 1961, V 31 n°2p 209-259.

WOTHERSPOON T., 1998, « The Oversociologed Conception of Man in Modern Sociology » American Sociology Review no 20 p183-193.

YONNET P., 1995, "Jeux, Moddes et Masses face à la culture" , Paris, Gallimard, 380p.

ZEGIERMAN F., 1999 ; Le Guide des pays de France 2 tomes Fayard, Paris 751p. + 639p.

## **2- Revues, rapports**

BARON C., 2003 ; La gouvernance : débats autour d'un concept polysémique-in La gouvernance : une approche transdisciplinaire, Revue Droits et Sociétés, 54/2003 pp 329-351.

BURKINA FASO : Textes sur la RAF (Réorganisation Agraire et Foncière) : <http://faglaf.info/IMG/pdf/presentation-Foncier auBurkina.pdf>

COLLIGNON B. et al., 1998, Lesopérateurs privés du service de l'eau dans les quartiers populaires des grandes métropoles du tiers-monde. Rapport final de l'AR 9.

Deuxième Colloque Pan-African Sur L'Utilisation Durable Des Ressources Naturelles en Afrique: Ouagadougou, Burkina Faso. Juillet 2000 CI LSS.

KI-ZERBO J 1992, « Compagnons du Soleil » La Découverte/Unesco.

Les Rapports de l'Institut Véolia Environnement n°5 p 50.

LUND C., 1999, « A question of honour : Prosperity dispute and brokenage in Burkina Faso. Revue Africa, 69 (4) : 575-591.

MEUBLAT G et LE LOURD P., avril -juin 2001. Les agences du bassin : un modèle français de décentralisation pour les pays émergents ? La rénovation de l'eau en Indonésie, au Brésil et au Mexique. Revue Tiers Monde T XIII n°166.

Ministère de l'élevage : Service des statistiques du secteur de l'élevage 2007.

MOB :

-1988, Etude d'accompagnement du projet Bagré : Etude hydro-agricole des périmètres de Niago-Bégédo, 65p.

-1991, Etude de la trame foncière de l'aménagement de Bagré, Ouagadougou, 90p.

-1993, Aménagement hydro-agricole de Bagré, périmètre de 2100ha. Etude de faisabilité, rapport de principe, 214p.

-1993, Etude technique de réhabilitation du périmètre pilote de Bagré. Rapport de synthèse, 26p.

-1993, Rapport d'évaluation du projet d'aménagement hydro-agricole de Bagré, première phase, 72p.

-1994, Développement local durable de la zone du projet Bagré et gestion de l'environnement, 45p.

-2000, Intégrer le développement et la gestion de la zone du projet Bagré. Horizon 2010. Rapport provisoire Vol/1. MEE, 32p.

-2001, Développement local durable de la zone du projet Bagré et gestion de l'environnement. MEE, 21p.

SEGRESTIN D., 1980, « Les communautés pertinentes de l'action collective » in Revue Française de sociologie, N°2.

### **3- Maîtrises, DEA, Thèses, HDR**

BREUIL L, 2004, Renouveler le partenariat public-privé pour les services d'eau dans les pays en développement : comment conjuguer les dimensions contractuelles, institutionnelles et participatives de la gouvernance ? Ecole Nationale de Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF) pour obtenir le grade de docteur de l'Engref spécialité : Gestion –sciences de l'eau 160p.

DEVERIN-KOUANDA Y, 1992, Le corps de la terre, Moose de la région de Ouagadougou : représentations et gestion de l'environnement, thèse de doctorat, UFR de géographie, Paris I Panthéon-Sorbonne 374p.

GRANIE A-M, 2005, Figures de constructions identitaires Regards croisés le film, le réalisateur et la sociologue. Habilitation à diriger des recherches. Université de Toulouse le Mirail UMR Dynamiques Rurales (UTM, ENFA, ENSAT/INP), 2 tomes 183p. et 58p.

KOUANDA A, 1984, Les Yarse : fonction commerciale, religieuse et légitimité culturelle dans le pays moaga (évolution historique). Thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle université de Paris1, Panthéon-Sorbonne U.E.R d'histoire 392p.

LEDOUX S: Le touriste, l'indigène et l'appareil photo. Master 2 Recherche ESSOR. Université Toulouse le Mirail, INP /ENSAT, ENFA, 2008-2009, 82p.

MEI L, 2008, La gestion de l'eau dans les villages périurbains de Ouagadougou Burkina Faso. Etude sociogéographique comparative. Université Michel Montaigne Bordeaux 3 U.F.R de géographie et aménagement UMR ADES-DYMSET 556p.

NEBIE O, 2005, Expérience de peuplement et Stratégies de Développement de la vallée du Nakambé Burkina Faso. Université de Neuchâtel Faculté des Lettres et Sciences Humaines pour obtenir le grade de docteur en sciences humaines 353p.

ROBIN P, 1999 ; La qualité de l'eau en Bretagne : une approche de la gestion des ressources renouvelables. Mémoire de DEA.

SALAÛN G, 2005-2006, Gestion des ressources en eau, Acteurs non gouvernementaux et Développement institutionnel. Le cas de la France sur le Bassin du fleuve Sénégal Université Pierre Mendès-France Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Mémoire de Master 2<sup>ème</sup> année. Politiques Publiques et Changement Social spécialité Recherche Sciences de Gouvernement Comparées 110p.

SAWADOGO E, Diagnostic des espaces de production dans le Bam. Mémoire de DESS en gestion des systèmes Agro-Sylvo-Pastoraux en zones tropicales, 1991. Université de Paris XII VAL DE MARN.

TRAORE R 2002 : stratégies et innovations en matière de gestion d'eau : cas du bassin versant du Nakambé au Burkina Faso Mémoire de DEA 74p.

VACHON M, 2004, Les conflits sociaux dans la protection de l'environnement : l'exemple d'un bassin versant de la région de Chaudière-Appalaches. Faculté des sciences sociales. Université Laval Québec. Faculté des études supérieures de l'université dans le cadre du programme de doctorat de sociologie pour l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (PHD) 232p.

YANOGO P-I 2005-2006 : Grands aménagements hydrauliques et sécurité alimentaire au Burkina Faso : les stratégies paysannes d'adaptation, cas de l'amont du barrage de Bagré ; Université d'Abomey Calvi/UAC faculté des Lettres des Arts et des Sciences

Humaines/FLASH : école doctorale pluridisciplinaire Espaces, Cultures et Développement.  
Diplôme d'études approfondies option Gestion de l'environnement, spécialité Environnement et Développement.

#### **4- Sites internet consultés**

Agenda 21 du Sommet de Rio 1992 <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action18.htm>

ETIENNE J et al. 1998 b. Analyse des performances de divers systèmes de gestion déléguée des points d'eau collectifs, Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Namibie, Niger et Sénégal ; in Programme Eau Potable et Assainissement dans les quartiers périurbains et les petits centres en Afrique. Acte de recherche n°2, rapport final. Paris, AFVP/Pseau/Gret/Ministère de la coopération, 127p (URL : <http://www.gret.org/>)

Journée mondiale de l'eau du 22 mars 2006. Unesco  
<http://www.un.org/french/waterforlifedecade/>

<http://rivierenet.org/Iberizn/manifeste%20fondation%20nce-f.htm>;

<http://rivierenet.org/Iberizn/manifeste%20fondation%20nce-f.htm>;

Relations Agriculture/Elevage: capital social par le biais des relations d'échanges qui permettent de réduire les conflits et de promouvoir une cohabitation possible entre les

<http://www.unige.ch/cyberdocuments/thèses2002/char...> CHARMILLOT M, 2002, Socialisation et lien social en contexte africain : une étude de cas autour du sida dans la ville de Ouahigouya (Burkina Faso). Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève 280p.

<http://www.unige.ch/cyberdocuments/thèses2002/char...> CHARMILLOT M, 2002, Socialisation et lien social en contexte africain : une étude de cas autour du sida dans la ville de Ouahigouya (Burkina Faso). Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève 280p.

<http://www.pseau.org> SA Eau puits et forages Stratégies d'acteurs projets de recherche mars 2003



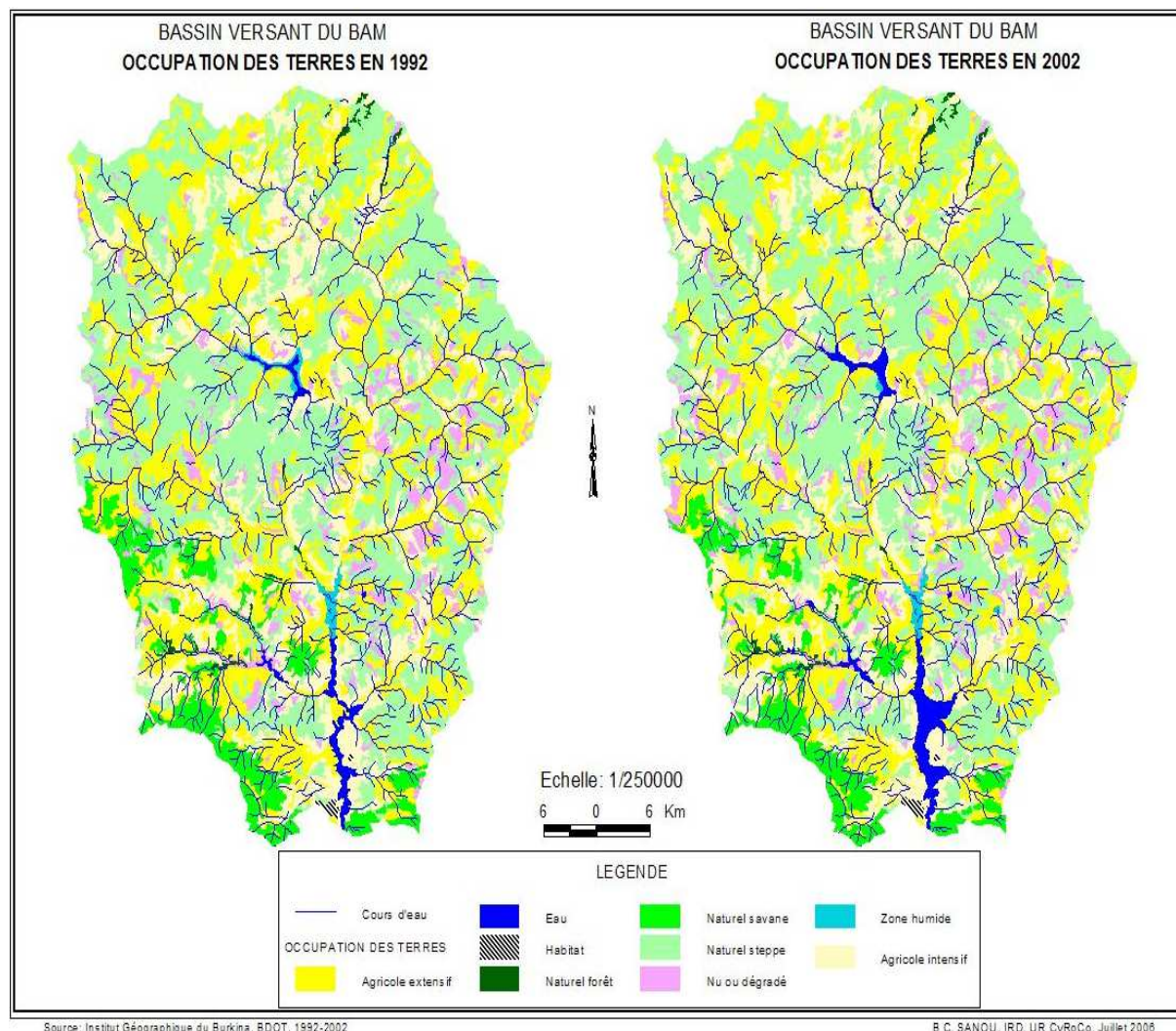
Loi n° 010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs du développement.

[http://www.isocarp.net/Data/case\\_studies/779.pdf](http://www.isocarp.net/Data/case_studies/779.pdf)

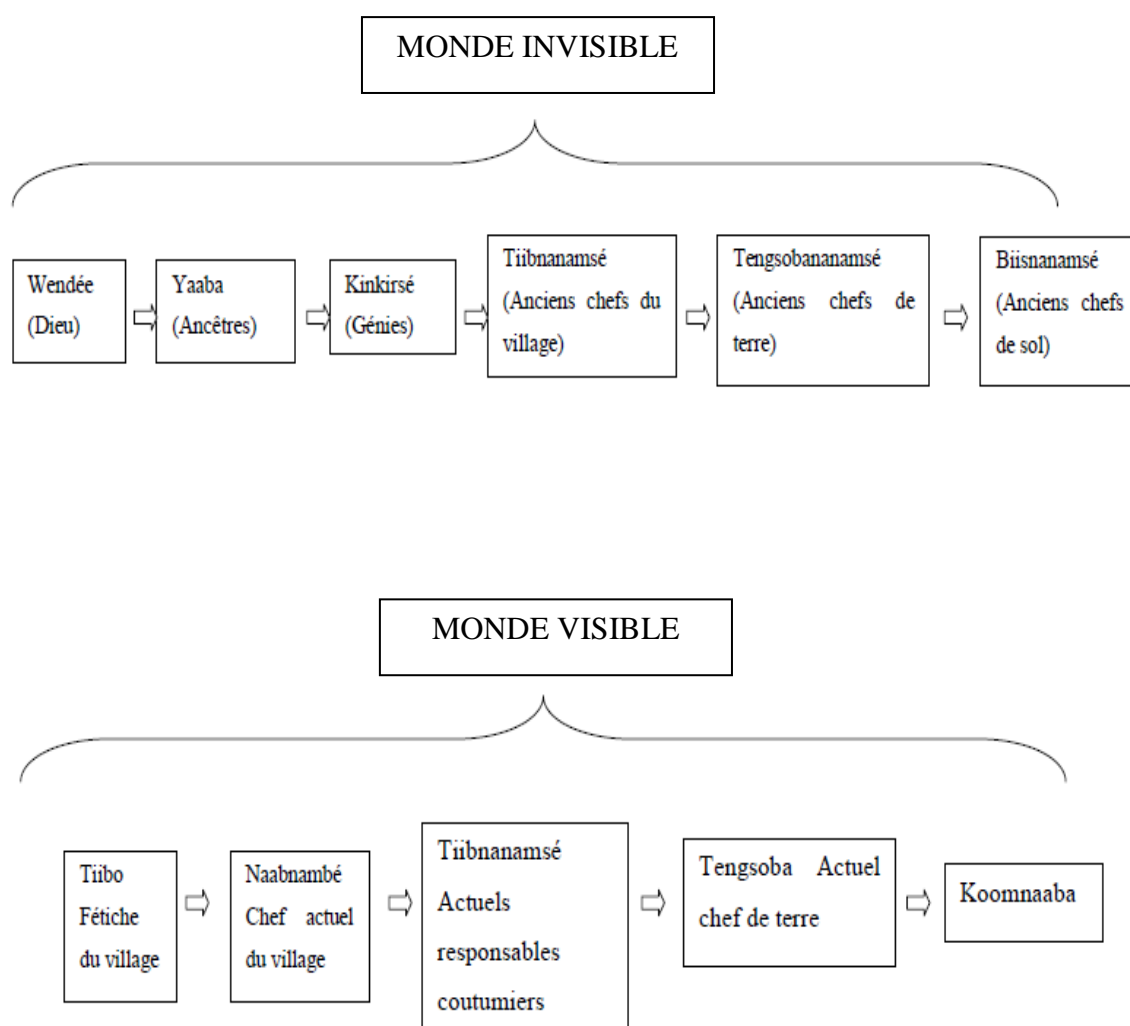
<http://www.perse.fr> Paroles de femmes (Moose, Burkina Faso) Kaboré Oger. Journal des Africanistes. Année 1987, volume 57, n°1. Pp. 117-131.

<http://www.vertigino.uqam.ca>

## Annexe 1 : Carte d'occupation du de la zone de Kongoussi entre 1992 et 2002

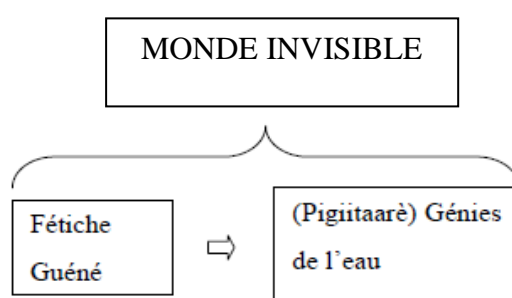
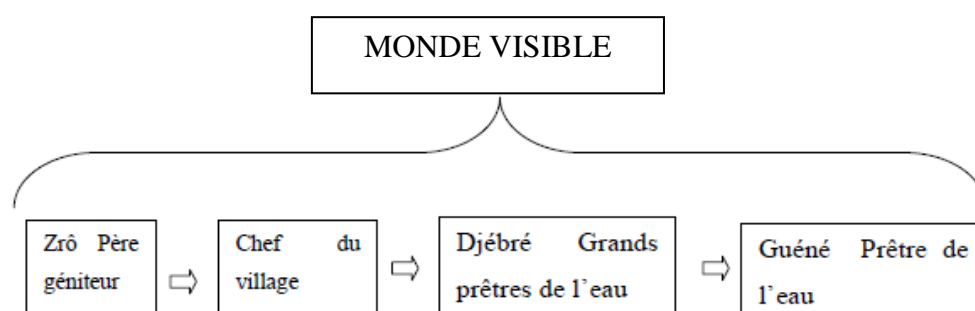
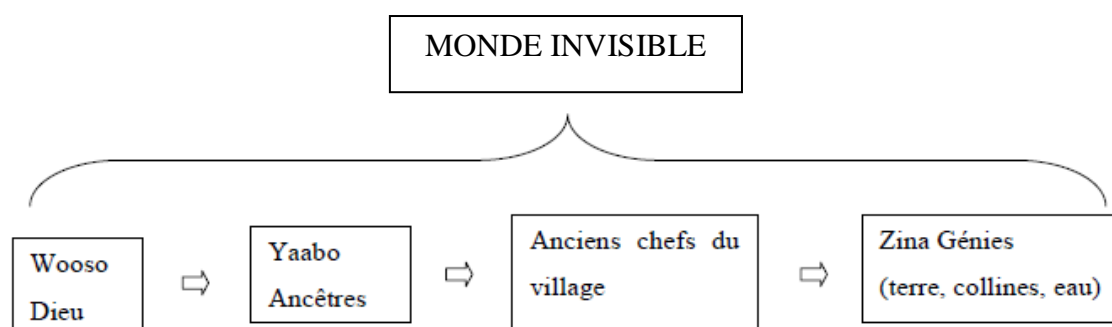


## Annexe 2 : L'eau dans la cosmologie des Nyonyossé



Commentaires : le monde visible communique avec le monde invisible autour d'un rituel dédié à l'eau. La procédure incantatoire doit rester secrète. La seule indication que nous pouvons donner est que dans ce cadre, le monde visible s'appuie sur le monde invisible pour que la demande en eau soit entendue par Dieu, les ancêtres et les génies.

## Annexe 3 : L'eau dans la cosmologie des Bissa



Commentaire : le rituel de l'eau se déroule quasiment de la même façon chez les Nyonyossé ( annexe 2) et chez les Bissa. La seule différence est que chez les Bissa, les génies (le monde invisible) sont invoqués au début et à la fin du rituel. Cette double invocation du monde invisible indique que les génies sont à la base de l'abondance ou de l'insuffisance de l'eau. Ainsi, chez les Bissa, la gestion de l'eau relève traditionnellement de la responsabilité des génies aux cotés de Dieu et des ancêtres.

## Annexe 4 : Périodes de l'année pendant lesquelles les génies sont honorés par les Bissa de Gogninga

<div>Cérémonies thématiques</div> <div>Périodes</div>	Funérailles pour les ancêtres	Fête des génies de l'eau	Fête des génies de la terre	Fête des génies du marché	Fête des génies du village	Fête des Jumeaux
De février à fin mai	x			x	x	
De fin mai à début juin		x				
De mi- mars à fin mai			x			x

Commentaire : Toutes les cérémonies sont organisées pendant la saison sèche (calendrier lunaire). Elles visent à apporter une bonne pluviométrie ainsi que la paix sociale au sein de la communauté villageoise.

## **Annexe 5 : Fête annuelle des masques des Nyonyosse de Bénogodo (mars-avril)**



Commentaire : chaque année pendant les mois de mars et avril, la fête des masques est organisée. Des initiés portent des masques et exécutent des pas de danse spécifiques. Des

divinités bienfaisantes ou malfaisantes entrent ainsi en communion avec les habitants. Sur la photo du haut, le masque kargandé est exhibé en vue d'apporter la paix sociale, des pluies abondantes et la fécondité aux femmes qui le désirent. La divinité renvoie à une figure féminine. En signe de respect, toutes les femmes nyonyossé doivent se baisser devant ce masque.

Sur la photo du bas, le masque (dont le nom ne nous a pas été révélé) incarne une divinité à double visage (protecteur et menaçant) : il protège le village des menaces extérieures et du mauvais sort, il combat l'honneur du lignage mais il menace aussi le malveillant et les ennemis du village.

## **Annexe 6 : Compte rendu d'entretien avec un responsable coutumier de Bagré-centre**

Responsable coutumier

Identification

Age : 61 ans né à Bagré

Religion Musulmane

Ethnie : Moaga

Situation matrimoniale : marié, 2 femmes, 12 enfants

Niveau de scolarité : Néant

Origine : Tenkodogo

Position sociale dans le village : Chef coutumier, délégué général et conseiller municipal

Activité Principale : Agriculteur

Activité Secondaire : Eleveur (bœufs, chèvres)

### *Représentation de l'eau.*

La gestion de l'eau se situent à 2 niveaux

-Par l'ancienne méthode ce sont les responsables coutumiers qui sont des responsables de l'eau

-Eux tous ?

Non c'est-à-dire que c'est le chef village qui délègue le chef de terre comme responsable de l'eau. A son tour, il faut se faire aider par un membre de sa famille ou une de ses relations comme « Koom-naaba ». Mais c'est le chef de terre qui organise tout –lui, il est là pour l'aider.

-Aider dans quel sens ?

-C'est-à-dire qu'il surveille les points d'eau, quand quelqu'un fait quelque chose qui n'est pas bien, il le signal à son supérieur qui est le chef de terre. Ce dernier va informer le chef de village de ce qu'il faut faire.

-Comme quoi par exemple ?

-Si une femme ne respecte pas les consignes et qu'il y a un problème d'eau diminue au manque, le koom-naaba voit le chef de terre et sur décision du chef du village, ils font la réparation.



-Comment réparent-ils ?

-Eh toi là, tu le sais, tu veux me fatiguer !

-Non je ne le sais pas

-Depuis que vous venez ici, tu nous as toujours demandé ça ! L'intéressé fait des sacrifices, ils consultent et les ancêtres disent ce qu'il faut faire en ce moment, ils le font et ça être tuer en poulet, du dolo, verser quelque chose pour apaiser les ancêtres qui veillent sur l'eau.

-Et la femme qui a fauté qu'est-ce qu'elle a fait ?

-Si elle reconnaît ça va. Mais si on la trouve on la punie, elle peut préparer du dolo, des beignets ou du zoom koom pour la réparation.

-Et de nos jours ?

-Maintenant ce sont les comités de gestion qui gèrent les nouveaux points d'eau. On est là, on les regarde.

*-Quels sont les critères de choix des responsables de l'eau ?*

-Comme je l'ai dit pour nos points d'eau traditionnels, ce sont les responsables coutumiers et c'est par famille. Ils sont choisis par le chef de village puis c'est eux qui travaillent avec lui. Pour les nouveaux points d'eau, dès fois ils sont choisis par vote, dès fois les gens s'entendent pour les élire.

*-Revenons sur l'ancien temps : Pourquoi c'est seulement les responsables qui gèrent l'eau ?*

-Eh paaga ! Tu sais très bien pourquoi ! Pourquoi veux-tu que ce ne soit pas eux ?

-Je n'ai pas dit que je ne veux pas que ça ne soit pas eux mais je comprends pourquoi par exemple un autre habitant ne peut pas le faire ?

-Donc toi tu veux que tout le monde connaisse les secrets du village ?

*-Quels secrets du village ?* Même chez toi, ton village à son secret et quelqu'un d'autre ne le connaîtra jamais.

-Qu'est-ce que ça fait s'il connaît ?

-(Rires) s'il connaît là qu'est-ce que le chef va faire ? Il n'est plus chef !

-Il peut toujours être chef !

-Où sera sa force ? Donc les ancêtres vont lui laisser quelque chose et tu veux qu'il la donne à quelqu'un qui vient d'arriver ! Ça ce n'est pas possible. Il est chef parce qu'il connaît le secret du village et c'est ça qui fait son pouvoir. Maintenant s'il le dit ou est son pouvoir ? Et puis le village, se sont les ancêtres qui l'ont construit

-Donc si moi je viens m'installer ici et que je fais plus 10 ans, il y a des choses du village que je ne connaîtrai ?

-Tu as bien dit que si tu viens d'installer !

Mais nous sommes à Bagré et tout le monde sait que ce sont les Bissa qui l'ont créé et vous êtes mossi et vous êtes responsables coutumier et comment vous avez fait ?

-Tu as vu mon âge ! Et je suis né ici, mais mes parents sont venus de Tenkodogo. C'est le chef de Tenkodogo mon ancêtre qu'il a délégué un de ses fils pour venir conquérir le village pour agrandir son pouvoir. Tu sais très bien que nous les Mossi, nous sommes des conquérants et nous aimons le « naam »(le pouvoir) et si on arrive à un endroit, on veut l'agrandir son pouvoir et si on arrive à un endroit, on veut l'agrandir voilà.

-Mais quand les conquérants sont arrivés ici, il n'y a pas eu de résistance. Les bissas ont dit de gouverner le peuple et eux ils furent la terre ! Voilà et on en avait déjà parlé.

*-Donc les responsables de l'eau ici sont les Bissa ?*

-Il y a le chef de terre qui est bissa, un responsable coutumier mooga

*-Comment ils arrivent à coordonner leurs actions ?*

-Le chef de terre consulte, il fait le compte rendu au chef de village et ce dernier prend les décisions.

*-Pourquoi gérez-vous l'eau ?*

-Sans l'eau qu'est-ce qu'on peut faire et même exister ? On la gère pour la préserver pour qu'elle dure c'est-à-dire l'avoir chaque fois qu'on en a besoin. Tu connais les gens, ils vont se lever aller faire ce qu'il ne faut pas. Regarde ce qu'ils font au niveau des forages ! C'est ça qui oblige à prendre les décisions importantes pour l'eau surtout que maintenant elle est de plus en plus rare.

*-Quelles décisions importantes vous prenez ?*

Tu le sais très bien (rires) nous demandons pardon aux ancêtres pour la faute qu'elle a commise. Pour cela, les responsables coutumiers se réunissent, ils consultent pour faire le nécessaire.

-Mais je ne comprends pas les décisions importantes.

-Pour que l'eau ne manque pas et porque les gens la respectait, on a mis des interdits. Par exemple, ne pas aller au bord de l'eau avec un canari noir, ou bien puiser l'eau après le coucher du soleil, etc.

-Pourquoi ?

-Tu sais il y a des moments aussi où les gens qu'on ne voit pas viennent au point d'eau. Donc il faut les laisser faire ce qu'ils veulent.

*-Pour quoi et qui sont-ils ?*

Il n'y a les gardiens invisibles du village, ceux qui empêchent la dégradation de l'eau, du forêt et veillent nous quand nous dormons. Ils ont aussi besoin de l'eau comme nous, ils font tout comme nous.

-C'est ceux qui ne veulent pas le canari noir ?

-(Rires) le canari noir gâte l'eau et puis tu sais bien que la couleur noire n'est pas bien, donc comme il y a un endroit où on fait les sacrifices, si le noir arrive là-bas, elle peut gâter ce qu'on a fait. C'est aussi pour que les gens comprennent l'eau est sacrée. Or tout ce qui est sacré, les gens le respectent et le craignent.

-Mais si le noir n'est pas bon pourquoi vous le mettez dans les champs ou bien sur les manguiers pour que les gens ne volent pas les fruits ?

-Oh, tu fouilles partout ! Tu sais très bien que nos médicaments sont de la poudre noire et le noir que les femmes versent est mélangé avec l'huile qu'elles utilisent pour préparer le repas ; donc leur noir et notre noir ne doit pas se mélanger sinon ça gâte pour nous.

*-Donc il faut craindre l'eau à cause du médicament noir ?*

-Très bien même tu ne vois pas que des fois quand quelqu'un se noie, on peut mettre 2 jours à la rechercher et c'est le 3ème jour qu'on vient le retrouver au bord de la rivière ?.

-Donc c'est la colère de l'eau ?

-Oui ça veut dire qu'il y a quelque chose qu'on a pas bien fait ou bien qu'on a peut être oublié de faire ?

-Mais on dit que l'eau est douce comme une femme !

-Voilà, tu sais que ton mari t'entretient donc l'eau il faut l'entretenir. Ceux qui ont trouvé l'eau ont mis en place comment il faut l'entretenir et ce sont les responsables coutumiers.

-Il paraît qu'une fois dans les environs de Bagré, les gens ont trouvé de l'eau dans un village, ils ont creusé et implanté le forage. Quand ils sont revenus pour l'inauguration, ils ont pompé et c'est du sable qui sortait à la place de l'eau. Comment est-ce possible ?

-(Rires) Mais ce n'était pas à Bagré-village ici !

-Je sais mais c'était dans la zone Bagré

-(Rires) tu me provoques

-Pourquoi ?

-J'ai bien parlé des gens qui veillent sur le village et sur tout ce qu'il y a dans le village. Peut être qu'ils ne les ont pas respectés

-Comment devaient-t-ils les respecter ?

-Ceux qui sont les intermédiaires entre ces gens invisibles et nous, est-ce qu'ils avaient été informés ou concerté ?

-Ça je ne le sais pas et je comprends maintenant

-Tu comprends très bien et tu veux me faire trop parler.

-Donc si je viens pour implanter un forage et si mes techniciens trouvent un bon point d'eau, il faut qu'ils vous concertent aussi ?

-Bien même tant que les responsables ne donnent pas la route, ce n'est pas facile. Il peut avoir de l'eau mais après !

-Après quoi !

-Dans le temps à venir on verra ! Est-ce que quelqu'un peut venir dans ta cour et se mettre à creuser sans t'informer ?

-Non !

-Alors pourquoi vous voulez que ça se passe comme ça dans les villages ?

-Je ne sais pas !

-Ah bon ! Actuellement les pluies ne sont plus comme avant, on a plus d'eau comme avant mais ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas nous considérer même si nous sommes dans le besoin ! Ce qui est énervant, ils amènent des gens qui se prennent pour des connaisseurs du village des grands alors qu'ils ne connaissent rien. Ce sont eux qui sont les fautifs. Ce sont les gens qui ont fait l'école mais qui n'ont pas continué, c'est eux qui font le malin.

-Pourquoi ?

-Quand ils arrivent dans le village, ils veulent nous faire croire qu'ils sont des connaisseurs alors qu'ils sont comme nous ici et c'est eux qui mettent les bailleurs en erreur.

-C'est à cause d'eux que l'eau disparaît ?

Nous avons besoin d'eau, on ne peut pas la faire disparaître. Mais il faut qu'ils comprennent qu'il ya des gens qui gèrent le village et veillent sur tout.

*-Problème d'eau :*

-Pensez-vous que tout le monde ici arrive à avoir de l'eau comme il le souhaite ?

-Non !

-Pourquoi ?

-Bonne question : A ma jeunesse par exemple, il y avait dans les bafonds, les rivières, les marigots et dans les puits traditionnels. Il pleuvait normalement. Chacun prenait l'eau sans frais et certains voisins étaient obligés de faire une demande d'utilisation des points d'eau. Il y avait donc l'union et l'esprit de solidarité.

-Il faisait la demande auprès de qui ?

-C'est-à-dire que les responsables du village ou des villages concernés formulaient la demande auprès de nos responsables coutumiers qui informaient le chef du village. A son tour, il se concertait avec ses coutumiers avant de leur donner un accord favorable avec ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Et ils respectaient les consignes.

-C'est tout ?

-Oui, ils donnent leur parole d'honneur qu'ils ont tenus de respecter sinon, on accepte plus qu'ils prennent l'eau chez nous.

-Ils le font toujours ?

-Où ça ? L'eau ne nous suffit même plus ici à plus forte raison quelqu'un d'autre vienne s'ajouter.

-Pourquoi l'eau ne suffit plus ?

-J'ai dit qu'il y avait beaucoup de points d'eau maintenant ; beaucoup ont tari, c'est comme s'il n'existe plus. Ils ont un peu d'eau quelque fois pendant l'hivernage. Par exemple les bafonds et quelques rares rivières ont de l'eau pendant cette période mais après ça, ils deviennent secs, très secs on ne dira même pas qu'il y a déjà eu de l'eau dedans.

-Il y a alors une insuffisance de point d'eau ?

-Oui, non seulement ça, la population a augmenté depuis la création de barrage. Ils ont construit les cités mais l'eau ne suffit les gens augmentent là-bas aussi. C'est comme s'ils ont oublié que ceux qu'ils ont installés devraient avoir des familles. Tu vois la cité ouvrière là où on s'est rencontré hier ou avant hier, tu vois les gens continuent à construire les maisons. Au départ, ils étaient moins de 100 familles et maintenant ils sont combien ? Plus de 150 milles familles pour un seul forage !

-Donc si je comprends bien les pluies sont rares, les points d'eau sont insuffisants et la population augmente !

-C'est ça ! Tous les jours, les gens viennent demander de la place pour s'installer !

-Ils viennent d'où ?

-Tenkodogo, Boulsa, Manga, Koupéla, Ouahigouya, c'est trop !

-Pourquoi ils viennent ici, à Ouahigouya par exemple il y a plein de barrages ?

-Ils disent que c'est par manque de terre fertile. Il y a certains qui étaient partis en Côte d'Ivoire, ils sont revenus dans leurs familles, ils n'ont plus eu de terre. Donc ils sont obligés de faire le tour pour trouver de la terre pour cultiver.

-Chacun doit trouver de l'eau pour ses différents besoins ?

-Eh oui ! Quand tu étais venu avec le projet, on vous avait dit ce que nous vivons comme problème d'eau ! La vie est très dure maintenant, les femmes se frappent toujours et toujours ; il y a des gens qui boivent l'eau du barrage qui est pleine de maladies.

-Quelles sortes de maladies ?

-Hoo ! Tu veux que je revienne sur ça encore !

-Oui, un tout petit peu

-Problème de ventre, le palu, les maux de rein.

-Il y a autre chose encore ?

-Oui les gens sont pauvres et on leur dit de payer l'eau !

-Comment vous vivez ces problèmes ? Typologie des conflits autour des points d'eau.

-Maintenant c'est le désordre, il n'y a plus de respect entre la population, ce qui donne les conflits entre différents usagers ; les femmes entre elles, les éleveurs et les femmes, les agriculteurs et les éleveurs comme d'habitude, les hommes entre eux au niveau de la plaine, les jeunes garçons et les jeunes filles, c'est trop ! Tous les gens se guettent et ils ne se ratent pas !

-Comment ?

-Par exemple si un agriculteur voit un troupeau d'animaux, il commence à chercher un bâton parce qu'il sait que dès qu'ils voient l'eau, ils vont se jeter là-dedans et l'éleveur n'arrive pas à les contrôler. Les bêtes ne font pas attention aux plants de l'agriculteur et c'est la bagarre.

-Je crois qu'il y a aussi des comités de gestion des points d'eau. Qu'est-ce qu'ils font ?

-Les comités n'osent pas régler les problèmes en entier si bien que les conflits demeurent toujours entre les différents usagers et dès fois, ils peuvent s'élargir à leurs familles.

-Pourquoi les comités ne gèrent pas les conflits en entier ?

-Eh paaga ! Soit c'est un parent ou un proche qui est en faute, soit peut être que l'un d'entre eux a pris quelque chose avec un éleveur ou l'autre partie.

-Quelque chose comme quoi ?

-Rires : Tu le sais !

-Au niveau du village qu'est-ce que vous faites lorsqu'il y a un conflit à cause de l'eau ?

-Ça dépend si c'est entre famille, ça se règle en famille mais si ce n'est pas le cas il ya le comité de gestion des points d'eau ou des sages peuvent intervenir si eux ils n'arrivent pas, -

-Ah ! Il faut aller voir maintenant les responsables coutumiers. Mais ce dernier recours est lié souvent au problème foncier. C'est au niveau de la plaine que les conflits peuvent aller à la gendarmerie pendant les périodes chaudes.

*Identification des points d'eau.*

-Il a combien de points d'eau ici ?

-On peut compter environ 12 forages et quelques points à grand diamètre.

-En venant ici j'ai vu des femmes au niveau du pont il paraît qu'elles ont creusé des puisards.

-C'est vrai il ya une rivière, les puisards des femmes et des boulies.

-Quels types d'activités sont menés avec l'eau ?

-Ces points d'eau devraient servir uniquement pour l'eau des besoins domestiques. Mais compte tenu de ce que vous savez, ils servent à multiples activités telles que : abreuvage des animaux, fabrication des briques et la construction des maisons, la lessive, le reboisement, le maraichage, la cuisson du dolo, les activités rémunératrices des femmes etc....

-Est-ce que vous pensez que certaines activités ont un effet sur le point d'eau ?

-Oui si tu prends la lessive, l'eau est versée tout juste à côté par les femmes et petit à petit la soude du savon ronge le bas et le point d'eau commence à se fendiller. Le maraichage, l'abreuvement des animaux, c'est la même chose mais les gens sont têtus.

-Donc selon vous ces activités entraînent des conséquences sur l'eau ?

-Oui prend le savon, il gâte l'eau, les porcs qui viennent s'étaler au forage, c'est la saleté qui s'infiltre petit à petit dans l'eau ! on en a parlé au temps du projet. L'eau est devenue une denrée rare pour la population agricole tout simplement parce qu'elles ont négligé beaucoup de traditions coutumières. Les lieux sacrés ne sont plus respectés, les sacrifices ne sont plus honorés à la lettre. Les autorités ne songent même plus aux cérémonies coutumières. Aucune sensibilisation de l'état pour ramener la population à respecter les sacrifices à cela il y a les religions qui ont tout gâté !

-Avant il y avait l'eau du marigot pour la lessive, l'abreuvement des animaux, les activités rémunératrices des femmes, maintenant toutes ces activités sont regroupées autour des points d'eau. Aujourd'hui dans certaines concessions les femmes ne se parlent plus à cause de l'eau.

-Mais les rivières sont quasi inexistantes !

-Je le sais, mais si les autorités avaient augmenté les points d'eau, ça allait nous aidera à mieux organiser la gestion de l'eau comme ça qu'est-ce qu'on peut faire ? Rien ce n'est que regarder simplement et surtout ce qui est inquiétant, c'est le temps de nos enfants ?

*Opinions sur la gestion de l'eau*

-Comment vont-ils faire si la situation ne change pas !

-Mais en tant que responsable coutumier qu'est-ce qu'il vous arrive de faire face à cette situation ?

-Des fois je sensibilise des femmes que je peux gérer sans problème, j'essaie de faire la même chose surtout avec les peulhs, les maraichers ! S'ils m'écoutent c'est ça sinon je peux faire quoi ?

-Les autres responsables disent quoi ?

-Ils font dès fois comme moi, mais tout ça c'est la faute à la mairie et les comités de gestion qui ne font pas bien leur travail.

-Qui les a élus ?

-C'est la population mais qu'est-ce que tu veux ! Ils sont là, ils bouffent les sous et aux réunions ils ne parlent pas bien. Comme c'est nous qui les avons choisis, nous aussi on les regarde, ça va changer un jour. Le seul comité qui marche bien, c'est celui de l'école sinon le reste, ce n'est pas la peine.

-Pour quoi pensez-vous que c'est l'abandon des pratiques coutumières qui entraînent aussi la mauvaise gestion de l'eau ?

-J'ai parlé des interdits et chacun a peur de la force des ancêtres qui ne s'amuse pas. Quand quelqu'un fait une faute grave, la punition des ancêtres sert de leçon pour que les autres restent tranquilles.

-Vous pensez qu'il faut revenir à ça ?

-Bien même et tu vas voir qu'il n'y aura plus ces conflits interminables, les gens seront respectueux. Ils n'ont plus peur et ils font ce qu'ils veulent, n'importe quoi ! Avant qui osait faire le contraire de ce qui était dit dans le village ? Personne, et il y avait la paix, la solidarité.

-Maintenant c'est chacun pour soi et on ne voit plus le reste !

-Qu'est-ce qui amène tout ça ?

-C'est la construction du Barrage, la cherté de la vie et la mairie qui donne la terre aux gens sans consulter les responsables coutumiers.

-Vous pensez que les nouveaux arrivants ne se conforment pas aux règles du village ?



-Est-ce qu'il y a certains qui disent un bon bonjour ! Non, ils sont là et nous autorités coutumières, nous n'avons plus de motivations ni en faveur de l'état ni en faveur de la population de façon générale. Il en est de même pour les comités de gestions des points d'eau. Aujourd'hui les personnes étrangères qui ont migré à Bagné n'ont plus de besoin de voir les autorités coutumières avant de s'installer. Leurs parcelles d'exploitations ne proviennent plus de la chefferie traditionnelle. Il leur suffit de connaître un autochtone d'un des villages qui accepte le prendre chez lui. Donc d'une manière générale tout devient pour l'état et les pouvoirs de la chefferie traditionnelle sont enterrés depuis les années ! Le village appartient à l'état et la mairie actuelle gère sans faire appel aux autorités coutumières ! Nous, nous sommes là, et nous les regardons de toutes les façons nous ne sommes pas pressées !

-Avez-vous essayez d'approcher le maire ?

-S'il est dans un village, il sait bien qu'il y a des autorités coutumières ! Pourquoi il ne nous consulte pas ou ne nous associe pas à ce qu'il veut faire ? Ceux qui l'ont devancé le faisaient !

-Essayez de l'approcher aussi pour le faire comprendre certaines pour le bien du village !

-J'ai compris.

-Donc ça veut dire qu'il n'y a pas de bonne entente entre les gens ici ?

-Ah ! Tu essaies de voir dans ce que j'ai dit ! Est-ce que comme ça on peut s'entendre ? Les gens s'entendent par relation et par intérêt ; c'est tout sinon il n'y a plus d'unité dans le village !

-C'est parce que le village s'agrandit et se développe aussi !

-Bien, on dit que c'est deux mais qui s'associent pour ramasser la farine ! Si le village doit se développer c'est avec tous, ensemble, mais comme ça, je ne vois pas ! C'est possible mais pas actuellement.

-Et votre nom « Malgré » c'est quoi alors !

-Ce surnom, c'est ça malgré tout ça, il faut essayer de faire ce que tu peux !

-Pour le village ?

-Pour ta vie !

### *Rapport Eau/Terre*

-Vous avez parlé du maire qui donne la terre aux gens sans vous consulter et ça vous fait mal pourquoi ?

-Pourquoi pas ! Ici c'est chez nous, ce sont nos ancêtres qui l'ont créée, est-ce qu'il était à lui ?

-La terre là est quoi pour vous ?

-Eh ! L'héritage de nos ancêtres et un homme qui n'a pas de terre est-ce qu'il est au complet ?  
Non ! Ici, la terre est notre tout, elle vient des ancêtres, nous la cultivons pour vivre, elle nous donne de l'eau, elle abrite nos ancêtres, nous la protégeons pour tout ça. Elle est gérée par les premiers habitants qui sont souvent les garants des lieux sacrés. J'ajoute que ce sont des lieux sacrés qui ont une puissance depuis mon enfance, ils ont des bienfaits : par exemple, ils favorisent la bonne pluviométrie, la bonne récolte, la bonne santé de toute la population, la paix et l'union entre les individus, la procréation et la demande d'emploi etc.

-Et la puissance de la terre c'est quoi ?

-Sa puissance, se sont les lieux secrets, les interdits.

-Citez un interdit par exemple

-Ne pas faire l'amour sur un sol nu, si c'est dans un champ, il n'y aura pas de récolte dans ce champ ; il ne se peut aussi qu'il ne pleuve pas à l'endroit où la faute a été commise si on ne fait pas les réparations. Tu connais tout ça, on te la déjà dit !

-D'accord, il ne pleut pas ensuite, il y a quoi comme conséquences.

-Un malheur peut suivre les fautifs si personne ne les a vu, et tant qu'ils ne le trouvaient pas, le malheur les poursuivra toujours.

-Pourquoi pensez-vous que c'est la faute qui cause leur malheur !

-J'ai dit que les ancêtres qui ont créé la terre ont fait des sacrifices. Et puis il y a une communion entre eux et à travers la terre ! C'est pourquoi les lieux sacrés, s'ils sont bien respectés, ils ont de bonnes façons de se manifester. Mais s'ils ne sont pas respectés, ils peuvent agir de mauvaises façons : la famine, la maladie, des choses bizarres qui peuvent survenir dans le village ! Cette force est un pouvoir que Dieu avait placé aux lieux secrets. Les autorités coutumières sont les garants afin d'aboutir à la fierté du village ! Tu vois leur non respect ce qu'ils entraînent aujourd'hui dans ce village : c'est la faim, la tristesse, les mécontentes.

-Vous pensez que le maire n'a pas le droit d'octroyer la terre à quelqu'un ?

-Je pense qu'en 2006 à la journée nationale du paysan le thème portait sur le foncier. Tu vois, il y a son droit, nous, nous avons notre droit coutumier. Le droit pour lui c'est le papier et pour nous le droit coutumier c'est autre chose parce la terre c'est pour nous et il ne peut pas la donner sans nous consulter et sans notre accord ! Par exemple si un demandeur vient, nous nous consultons les ancêtres, s'ils nous donnent la route nous nous l'installons sans problème ! Mais si leur réponse est négative, on dit au demandeur qu'il n'y a plus de place ! si c'est ok, il amène ce qu'il faut généralement un poulet, du dolo et c'est tout ! On ne se vend la

terre ! On la prête, on n'a pas le droit nous de la vendre c'est notre héritage ! Si la vend et si elle finit, on aura quoi ? Rien !

-Et l'eau, quelle est son rapport avec la terre ?

-L'eau se trouve sous la terre ! Donc elle nous appartient puis que la terre est à nous. Mais comme je l'ai dit la terre est bien gardée par le tengsoba qui peut déléguer quelqu'un d'autre pour l'eau, mais la terre c'est lui qui la gère.

-A-t-elle une force également ?

-Oui, pourquoi les gens se noient ? L'eau est calme et quand elle se fâche aussi, elle fait des dégâts : noyade, tarissement précoce !

-Quel est le lien entre l'eau et la terre ?

-La gestion de la terre est faite par le chef de terre et l'eau aujourd'hui est gérée par le comité de gestion ! Donc il y a une différence !

-Et dans l'ancien temps ?

-C'est le koom naaba qui voyait le chef de terre pour les sacrifices ? L'eau dépend de la terre donc c'est lui celui qui gère la terre qui est le chef de celui qui gère l'eau. Ils se complètent. --

-On a besoin de l'eau pour tous les sacrifices de la terre ! Mais l'eau est gérée autrement avant, c'est « le fétiche femme qui était le gardien de l'eau » ! On en a déjà parlé toi aussi ! Tu me fatigues !

-Comment devient-on chef de terre et /ou de l'eau

-Chef de terre c'est de père en fils dans le cercle des premiers habitants du village et aussi il faut comprendre et connaître le langage des ancêtres ! Tandis que le chef de l'eau ça peut être dans le même cercle ou un homme de confiance du chef de terre ou du village !

-Avez-vous des fils du village à l'extérieur ?

-J'ai mon propre fils qui est au Gabon, il est revenu chercher sa sœur et son mari pour les y amener.

-Et d'autres fils sont encore à l'étranger ?

-Ici à Bagré, tu le sais les gens luttent pour aller en cote d'ivoire, au Gabon, en Lybie pour rentrer en Italie.

-Est-ce qu'ils songent au village ?

-Bien sur ! Mon fils est venu prendre sa sœur, s'il y a un problème concernant le village si je lui dis, il va faire quelque chose ! Pour les nouveaux forages, on leur a dit, ils ont donné on a construit le CEG (Collège d'enseignement Général) et l'a doté d'un forage !

*-Revenons sur les conflits d'eau*

-Eh tu veux revenir sur ce qu'on s'est dit depuis, c'est toujours la même chose !

-Sauf que maintenant j'ajoute ce qui se passe entre vous et le maire ?

-Oui si tu veux et puis ajoute cette plage qu'ils ont construite au barrage là bas ! Tu as tous les conflits, le pire c'est agriculteurs/ éleveurs.

-Et aussi les nouveaux arrivants et vous ?

-C'est ça même sans respecter la tradition !

-Donc les rapports entre vous et la mairie ne sont pas au beau fixe ?

-Non !

-Et les autres services de l'état ?

-Avec les enseignants ça va, la gendarmerie aussi

-Et ceux de Tenkodogo comme la direction de l'hydraulique, le PNGT,

-S'il y a une réunion, s'ils vous convoquent, nous partons ! C'est tout ! S'ils nous respectent, il n'y a pas de problème ! Par exemple je sais que le gouverneur nous a déjà convoqués pour une réunion pour des actions qu'il voulait faire pour le bien de la zone. La direction de l'hydraulique nous a déjà convoqués. Tu sais, nous sommes obligés de marcher ensemble !

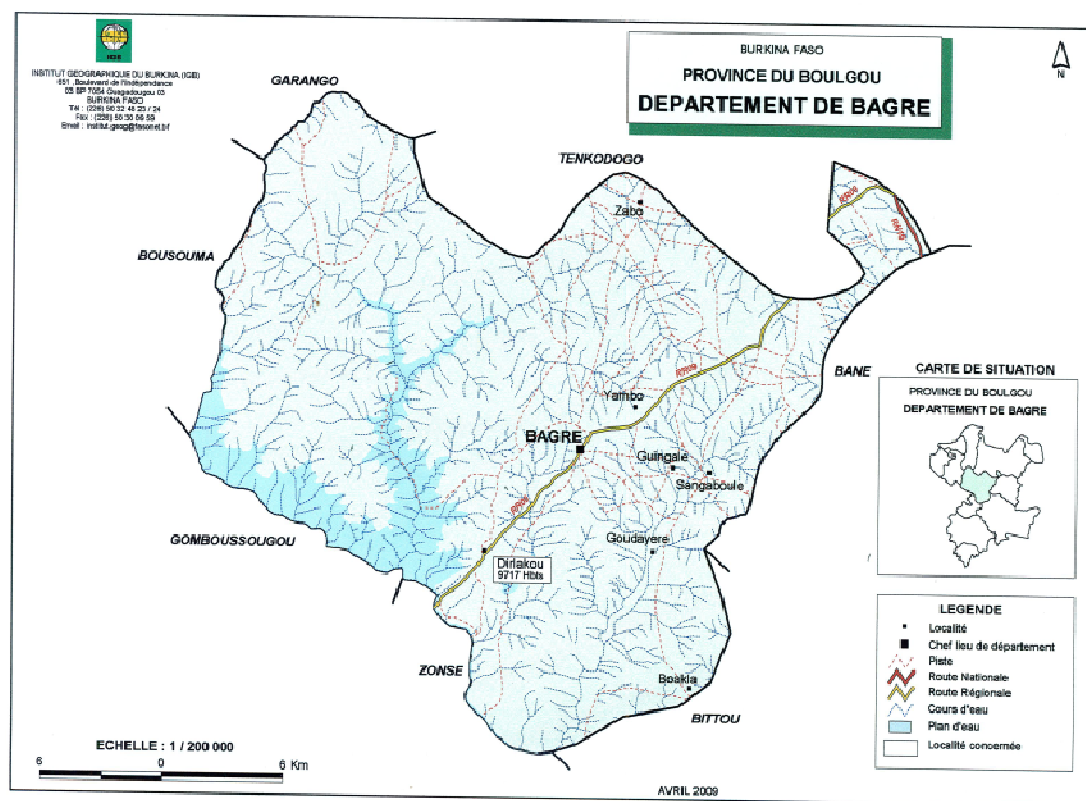
-Et les autres ?

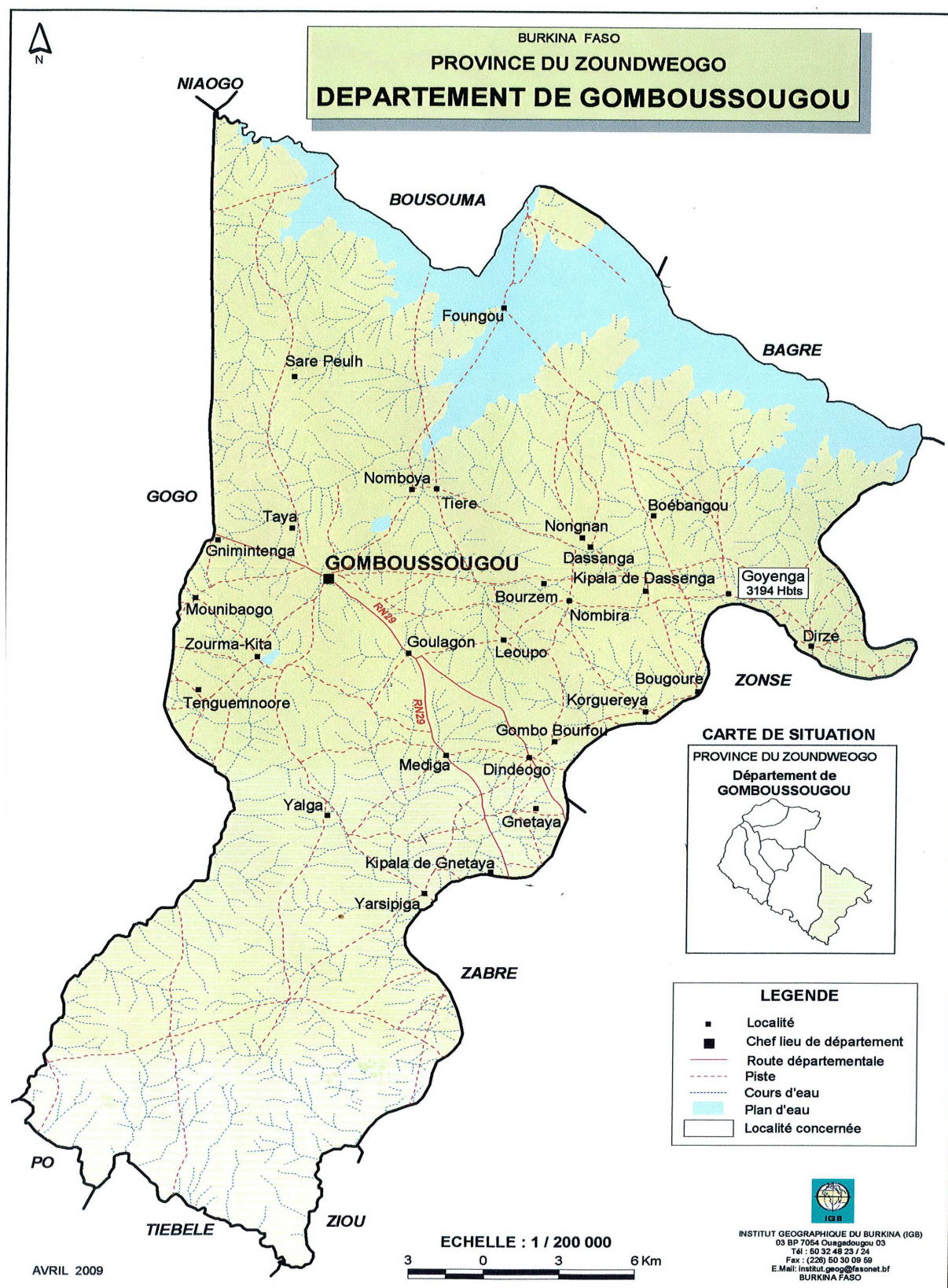
-Quels autres ? Tu me provoques seulement. Toi-même tu sais très bien ce qui se passait ! C'est quand leurs grands patrons doivent arriver, ils courent vers pour nous : eh les argentiers là arrivent il faut que vous faites ci et ça. C'est comme s'ils viennent nous négocier, sinon est-ce qu'ils nous considèrent ? La seule autorité qui nous a beaucoup respectés et considérés, c'est le gouverneur qui est parti. Ce n'est pas devant vous tous qu'il a rassemblé tous ceux qui interviennent dans le même domaine, de s'unir pour le bien des paysans ! Sinon à votre temps c'était comment ? Il y avait le GUCRE, Le PIHVES, le PNGT et deux autres ! C'était comment ? Chacun disait il faut faire comme ça, pour les autres ce n'est pas bien. Et nous, est-ce qu'ils nous regardaient bien comme vous, votre projet nous considèrerait ! Ce n'était pas la même chose ! Toi par exemple c'est parce que tu es là, tu faisais tout avec tout le monde, les femmes, les hommes, et les jeunes dans ton faux mooré ! Quand eux ils arrivent comment ils se comportaient ? Tu as combien d'amis dans la zone du Bagré ici ? Qu'est-ce que tu as dit à Ouagadougou une fois sur nos problèmes d'eau devant tout le monde, est-ce qu'ils ont osé faire la même chose ! Non ! Toi, tu dors et manges avec nous ici, alors ! Quand tu viens on est content et on te dit ce que tu veux entendre ! Mais ceux qui se croient malins, nous aussi nous sommes malins ! Donc si tu veux savoir ce qu'il y avait entre nous et eux là, tu as la réponse !

## **Annexe 7 : Lois relatives à l'eau au Burkina Faso**

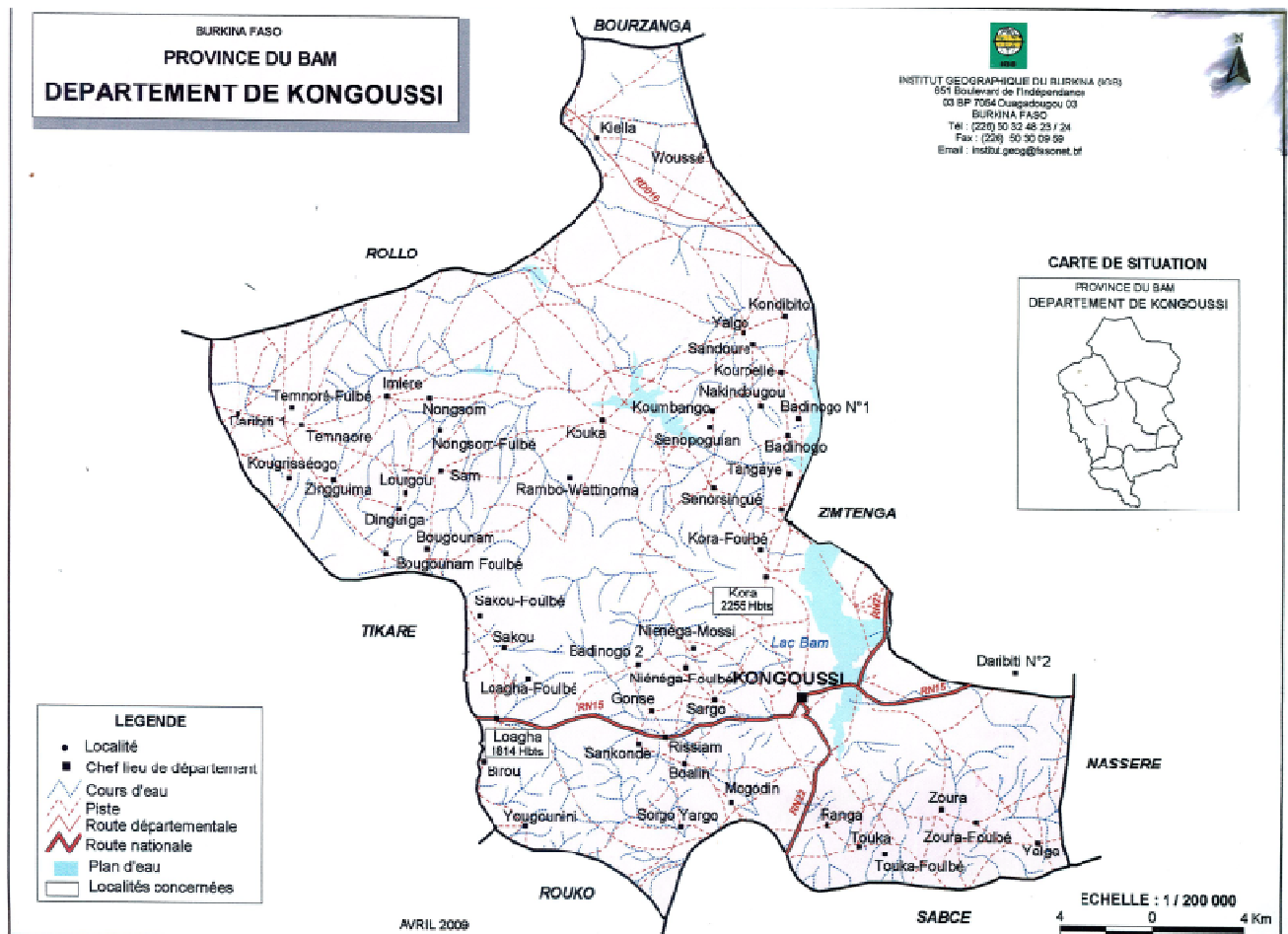
Source : <http://www.lexadin.nl/wlg/legis/nofr/oeur/lxwebfa.htm>

## Annexe 8 : cartes départementales des zones étudiées











# Table des illustrations

## 1- Liste des cartes

Carte 1 : Zones climatiques du Burkina Faso.....	37
Carte 2 : localisation de la zone d'étude .....	97
Carte 3 : Occupation des sols dans le département de Gonbousgou en 1992 .....	221
Carte 4 : Occupation des sols dans le département de Gonbousgou en 2002 .....	222

## 2- Liste des encadrés

Encadré 1 : Les principes de la politique nationale de l'eau .....	45
Encadré 2 : Les dix orientations stratégiques de la politique de l'eau .....	47
Encadré 3 : notes de conversations avec Germain pour le <i>nayisgu</i> .....	176
Encadré 4 : notes de conversations avec Halidou .....	176
Encadré 5 : Symbolique des positions et des couleurs chez les Mossi .....	179
Encadré 6 : Rituel d'intronisation : cette étape est réservée exclusivement aux hommes .....	180
Encadré 7 : L'intérieur de la cérémonie .....	184
Encadré 8 : les différents <i>tengsobademba</i> et les fétiches .....	186
Encadré 9 : Rôle du <i>Karguidé</i> .....	187
Encadré 10 : sens de la responsabilité .....	188
Encadré 11 : règles de respect et matériels utilitaires du <i>tengsoba</i> .....	189
Encadré 12 : symbolique des arbres .....	199
Encadré 13 : Préparatifs de l'arrivée des pluies à Loagha .....	202
Encadré 14 : Origine du pouvoir du chef de l'eau des Bissa .....	210
Encadré 15 : univers mystique du lac bam.....	210
Encadré 16 : la face cachée du fleuve Nakambé .....	211
Encadré 17 : dénigrement des responsables coutumiers Mossi par les Bissa .....	236
Encadré 18 : Vision du droit coutumier par les responsables locaux.....	249
Encadré 19 : conséquences du non respect de <i>tarà</i> .....	252
Encadré 20 : Notes de conversation avec notre enquêteur sur les conflits récents à Bagré...	259
Encadré 21 : : la domination masculine à Kora- yarsé.....	284

### 3- Liste des figures

Figure 1 : Estimation de la demande domestique en eau annuelle pour le Burkina Faso en million de m <sup>3</sup> .....	34
Figure 2 : Estimation de la demande en eau annuelle agricole .....	35
Figure 3 : Estimation de la demande en eau par hectare en eau d'irrigation .....	35
Figure 4 : Estimation de la demande en eau dans les autres secteurs .....	36
Figure 5 : Pluviosité moyenne de la zone sud soudanienne de 1960 à 2003 .....	38
Figure 6 : Pluviosité moyenne de la zone sahélienne de 1960 à 2003 .....	39
Figure 7 : Pluviosité moyenne de la zone nord soudanienne de 1960 à 2003.....	39
Figure 8 : Variation des précipitations de Gonboussougou et Bagré (1979-2008).....	111
Figure 9 : Variation de l'évapo-transpiration à Bagré et Gonboussougou (1984-2005).....	112
Figure 10 : Variation des précipitations de Kongounsi (1979-2008).....	114
Figure 11 : Non paiement des cotisations par village .....	301
Figure 12 : Pourcentage des non paiements .....	302

### 4- Liste des photos

Photo 1 : profondeur d'un puits, 13m selon des enquêtes (cliché Ramatou Traoré, juin 2009) .....	59
Photo 2 : Bagré. Puits traditionnel (cliché Pascal Tandamba 2001) .....	59
Photo 3 : une boulie (cliché Ramatou Traoré, juin 2009) .....	60
Photo 4 : un puisard (cliché Ramatou Traoré juin 2009) .....	61
Photo 5 : la digue du barrage de Bagré (cliché Ramatou Traoré 2008) .....	63
Photo 6 : Loagha, puits à grand diamètre (cliché Germain Sawadogo, 2001) .....	63
Photo 7 : Pompe Abi (cliché Halidou Sawadogo, 2001).....	64
Photo 8 : Bankako, pompe au pied (cliché Ramatou Traoré, juin 2008) .....	64
Photo 9 : Bagré-centre, pompe volonta (cliché Ramatou Traoré, juin 2008) .....	65
Photo 10 : Pompe INdia Mark II (cliché Pascal Tandamba, 2001).....	65
Photo 11 : Le futur chef de terre au centre avant son intronisation .....	179
Photo 12 : le rituel d'introduction du <i>tengsoba</i> dans la société secrète et dans la société .....	180
Photo 13 : Entrée du <i>tengsoba</i> en bonnet rouge dans le <i>kiimdogo</i> après le rituel d'intronisation .....	182
Photo 14 : Les offrandes faites aux ancêtres et aux génies pour le renforcement des <i>yoyo laaré</i> .....	184

Photo 15 : le passage des autres <i>tengsobademba</i> pour prodiguer des bénédictions au nouveau <i>tengsoba</i> .....	186
Photo 16 : ce masque <i>karguidé</i> appartiendrait au <i>yoyo laré</i> du nouveau chef nouveau de terre .....	187
Photo 17 : Le <i>tengsoba</i> écoutant les bénédictions du <i>buudukasma</i> .....	188
Photo 18 : le <i>tengsoba</i> dans ses habits de chef et sa présentation à la société .....	189
Photo 19 : entretien avec les responsables coutumiers de Gogninga. Le prêtre de l'eau avec des lunettes retrace la légende et le mode traditionnel de gestion de l'eau (cliché Ramatou Traoré, juin 2009) .....	198
Photo 20 : préparatif du <i>tengsoba</i> après le passage du <i>kiliko</i> .....	200
Photo 21 : sur ce baobab au bord du fleuve Nakambé, le prêtre de l'eau « <i>déposait le chat noir censé l'avertir des mauvaises intentions d'un pêcheur pendant la grande période de pêche</i> » (cliché Ramatou Traoré juin 2009) .....	206
Photo 22 : épuisette recommandée pour puiser l'eau dans le <i>tiboulga</i> . Cliché Ramatou Traoré juillet 2009.....	210
Photo 23 : Le prêtre de l'eau de Gogninga (bonnet blanc) parlant du caractère mystique de l'eau (cliché Ramatou Traoré, juin 2009) .....	212
Photo 24 : Champ de riz du barrage de Bagré (cliché Ramatou Traoré, juin 2009) .....	216
Photo 25 : Boulie appartenant à des femmes incestueuses (cliché Pascal Tandamba 2006). 234	
Photo 26 : Habitation des « <i>personnes maudites</i> » à Bagré-centre (Cliché Ramatou Traoré, juin 2009).....	235
Photo 27 : Bagré, quartier <i>tchin ni panga</i> : la construction anarchique des maisons (cliché Ramatou Traoré. Juin 2008).....	238
Photo 28 : Zone de pâturage à Gogninga (cliché Ramatou Traoré juin 2009).....	244
Photo 29 : Kora la présence régulière des porcs fait que ce point d'eau n'est fréquenté que par les Mossi qui sont catholiques (cliché Germain Sawadogo 2001).....	247
Photo 30 : Barrage de Bagré, passage de l'eau rétrécie par un autre exploitant (cliché Ramatou Traoré).....	258
Photo 31 : La disposition de ces récipients ne tient pas compte du tour d'eau (cliché Gomsida Soré) .....	261
Photo 32 : Récolte du riz à Bankako (cliché Ramatou Traoré, juin 2009).....	264
Photo 33 : Maraîcher de Fougou (source Yaméogo 2008). C'est le même procédé d'arrosage à Gogninga .....	264

Photo 34 : Vente de poissons par les pêcheurs au bord du fleuve (source : Yaméogo 2008)	265
Photo 35 : Photo Campement Peulh à Bagré, en pleine brousse (cliché Ramatou Traoré juin 2009).....	265
Photo 36 : Troupeau Peulhs refoulé par les femmes Nyonyossé à Loagha (Cliché Germain Sawadogo 2001).....	267
Photo 37 : les femmes Peulhs au puits après l’approvisionnement des autres (cliché Germain Sawadogo, 2001).....	268
Photo 38 : Loagha, le temps pour les hommes Peulhs (cliché Germain Sawadogo 2001) ....	268
Photo 39 : Loagha : Le rapport aîné/cadet. Les fillettes servent les personnes âgées avant de se servir. Chiché Germain Sawadogo.....	270
Photo 40 : troupeau de bœufs se dirigeant vers la retenue d’eau (cliché Germain Sawadogo) .....	273
Photo 41 : canalisation bouchée par un autre exploitant (cliché Ramatou Traoré, avril 2009) .....	273
Photo 42 : les femmes font la lessive dans le périmètre maraîcher et étalent les habits sur le grillage qui protège les légumes (cliché Ramatou Traoré, juin 2009) .....	279
Photo 43 : une des motos pompes installés au lac par un privé, juin 2009 (cliché Ramatou Traoré).....	280
Photo 44 : Forage des missionnaires de Bagré et abandonné par la population .....	309

## 5- Liste des tableaux

Tableau 1 : administration déconcentrée et décentralisée.....	50
Tableau 2 : caractéristiques des villages .....	98
Tableau 3 : récapitulatif des entretiens réalisés dans les villages.....	154
Tableau 4 : usages, représentations autour des ressources naturelles .....	225
Tableau 5 : récapitulatif des conflits liés directement à l’eau .....	287
Tableau 6 : récapitulatif des conflits indirectement liés à l’eau .....	288

# Table des matières

## INTRODUCTION GENERALE 16

## PARTIE I : SYSTEMES DE GESTION DE L'EAU ET TRANSFORMATIONS SOCIALES 29

<b>Chapitre 1 : Enquêter sur l'eau dans un contexte d'insuffisance de la ressource .....</b>	<b>30</b>
<b>1.1. L'environnement physique inadapté à l'évolution de la demande en eau .....</b>	<b>30</b>
1.1.1. Caractéristiques générales du Burkina Faso .....	30
1.1.2. Analyse de la situation hydrographique du Burkina Faso .....	33
<b>1.2. Histoire et évolution de la politique nationale de l'eau : légitimité politique de la gestion de l'eau et des hommes .....</b>	<b>42</b>
1.2.1. Les priorités de la politique nationale de l'eau .....	48
1.2.2. La politique nationale de l'eau: une vision du futur selon le PAGIRE.....	49
1.2.3. La décentralisation confère un rôle important aux collectivités territoriales dans le secteur de l'eau .....	49
1.2.4. Les missions et les compétences des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau .....	50
1.2.5. Les nouveaux acteurs de la gestion intégrée des ressources en eau.....	51
<b>1.3. Typologie des points d'eau dans les villages.....</b>	<b>57</b>
1.3.1. Les points d'eau de surface.....	57
1.3.2. Les eaux souterraines.....	57
1.3.3. Les points d'eau traditionnels .....	58
1.3.4. Les points d'eau modernes .....	62
<b>Conclusion du premier chapitre .....</b>	<b>70</b>
 <b>Chapitre 2 : Généralités sur la gestion communautaire et quelques approches sur la gestion de l'eau en Afrique .....</b>	 <b>72</b>
<b>2.1. Au fondement de la gestion communautaire, des communautés homogènes ou hétérogènes ? .....</b>	<b>72</b>
<b>2.2. La gestion communautaire pour enrayer la dégradation des ressources .....</b>	<b>74</b>
2.2.1. La Gestion des ressources naturelles (GRN) .....	74
2.2.2. L'approche "Gestion des terroirs" : le modèle de l'Etat .....	75
2.2.3. La Communication Participative pour le Développement : portée et limites d'une méthode de mobilisation des communautés.....	76
<b>2.3. Approche communautaire, village, terre et terroirs : quelles adéquations ? .....</b>	<b>81</b>
<b>2.4. Observations sur les approches de la gestion de l'eau.....</b>	<b>84</b>
2.4.1. Les approches institutionnelles : caractéristiques et problèmes liées à leur mise en œuvre .....	87
2.4.2. Pour appréhender les stratégies d'acteurs, l'utilité des approches dynamiques .....	90

2.4.3. La problématique de l'action collective dans le cadre de la participation .....	92
<b>Conclusion du deuxième chapitre .....</b>	<b>95</b>
<b>Chapitre 3 : contexte de la recherche .....</b>	<b>96</b>
3.1. Caractéristiques des villages échantillonnés .....	98
3.2. Historique et organisation sociale des villages .....	99
3.3. Caractéristiques physiques des villages .....	110
3.3.1. Le climat de Bagré et Gogninga .....	110
3.3.2. Les précipitations.....	110
3.2. Le climat de Kongoussi .....	112
<b>Conclusion du deuxième chapitre.....</b>	<b>115</b>
<b>Chapitre 4 : Problématique et méthodologie .....</b>	<b>96</b>
4.1. Problématique.....	116
4.2. L'eau au cœur de la gouvernance : Un outil de compréhension des conflits.....	119
4.3 Les hypothèses de la recherche .....	130
4.4. Les concepts mobilisés.....	132
4.4.1. Autochtonie .....	132
4.4.2. Autochtonie et territorialité.....	137
4.4.3. Autochtonie et ethnicité.....	141
4.5. L'agent/acteur.....	143
4.6. Les représentations sociales et l'eau .....	144
4.6.1. Les représentations sociales : ancrage de l'outil .....	144
4.6.2. Représentations sociales et gestion de l'eau .....	146
4.7. La nécessaire posture de départ .....	147
4.8. Le terrain : le choix des villages .....	148
4.8.1. Critères liés à la spécificité des hydro systèmes .....	148
4.8.2. Critères liés au mode d'organisation sociale .....	149
4.8.3. Critères liés aux types de conflits .....	150
4.9. Le déroulement du terrain.....	152
4.9.1. La collecte des données .....	152
4.9.2. La démarche .....	154
4.10. Du questionnement à la méthode .....	156
4.11 Diversité de matériaux d'investigation liée à l'évolution du questionnement .....	157
4.11.1. Les entretiens aux allures de conversation (Granié, 2005) .....	157
4.11.2. L'observation participante .....	158
4.11.3. La photographie .....	160
4.12. Faire dialoguer les témoignages et les sources écrites : La recherche documentaire .....	161
4.13. L'Analyse des matériaux .....	162

<b>4.14. Difficultés rencontrées et stratégies adoptées pour les contourner .....</b>	<b>164</b>
<b>Conclusion du quatrième chapitre.....</b>	<b>165</b>

## **PARTIE II : RESULTATS. LES SOCIETES ET L'EAU 166**

<b>Chapitre 5 : les sociétés et l'eau .....</b>	<b>167</b>
<b>5.1. Histoire, organisation sociale et politique moaga et bissa .....</b>	<b>167</b>
<b>5.2. Représentation de l'eau dans la culture moaga et bissa .....</b>	<b>170</b>
5.2.1. Les facteurs culturels de l'eau chez les Nyonyossé .....	173
5.2.2. L'Homme dans le cosmos nyonyonga.....	194
5.2.3. L'Homme dans le cosmos bissa .....	195
<b>5.3. L'eau : enjeu culturel.....</b>	<b>198</b>
5.3.1. Préparation de l'arrivée de l'hivernage chez les Mossi .....	198
5.3.2. Préparation de l'arrivée de l'hivernage chez les Bissa .....	203
<b>5.4. Valeurs symboliques de l'eau .....</b>	<b>206</b>
5.4.1. Le caractère mythique de l'eau .....	206
5.4.2. Le caractère sacré de l'eau.....	207
5.4.3. Le caractère socio-religieux.....	212
<b>Conclusion du cinquième chapitre.....</b>	<b>214</b>
<b>Chapitre 6 : Principaux types de conflits pour l'accès à l'eau .....</b>	<b>215</b>
<b>6.1. L'univers recomposé des points d'eau .....</b>	<b>215</b>
6.1.1. La réalisation du barrage de Bagré et la retenue d'eau à Loagha .....	215
6.1.2. L'implantation des forages .....	217
6.1.3. La mise en place des puits à grand diamètre.....	217
<b>6.2. Observer pour comprendre les interactions dans des espaces hétérogènes .....</b>	<b>220</b>
6.2.1. Les stratégies des agents/acteurs dominants .....	227
6.2.2. La stratégie des usagers non propriétaires de point d'eau et non gestionnaires de point d'eau : le jeu de l'interdépendance.....	228
6.2.3. La stratégie des demandeurs de parcelles : autochtones ou allochtones .....	229
6.2.4. La stratégie des migrants de retour et des Peulhs .....	229
<b>6.3. Les situations d'interactions : typologie des conflits qui vont se répercuter au niveau des points d'eau .....</b>	<b>231</b>
6.3.1. À propos des conflits .....	231
6.3.2. Les causes indirectes, voir lointaines des conflits liés à l'eau .....	231
6.3.2.1. Dans la zone de Bagré (Bagré-centre, Bankako, Gogninga).....	232
6.3.2.2. Dans la zone de Kongoussi (Kora, Loagha).....	246
6.3.3. Les causes directes des conflits autour des points d'eau : partage de l'eau entre solidarité et défense de l'intérêt.....	251

6.3.4. La gestion de l'eau : Entre tradition et modernité.....	289
6.3.4.1. Sur le plan traditionnel.....	289
6.3.4.2. Sur le plan de la modernité .....	294
6.3.4.3. Des pratiques de participation différenciées : Modernité et tradition mélangées ?.....	304
6.3.4.4. Organisation de la gestion et appropriation des points d'eau.....	316
<b>Conclusion du sixième chapitre .....</b>	<b>320</b>
 <b>CONCLUSION GENERALE : EAU, GESTION ET USAGE 323</b>	
<b>Bibliographie .....</b>	<b>328</b>
<b>Annexe 1 : Carte d'occupation du de la zione de Kongoussi entre 1992 et 2002.....</b>	<b>348</b>
<b>Annexe 2 : L'eau dans la cosmologie des Nyonyossé.....</b>	<b>349</b>
<b>Annexe 3 : L'eau dans la cosmologie des Bissa.....</b>	<b>350</b>
<b>Annexe 4 : Omniprésence des génies dans la vie des Bissa de Gogninga .....</b>	<b>351</b>
<b>Annexe 5 : Masques Nyonyosse Bénogho.....</b>	<b>352</b>
<b>Annexe 6 : Guide d'entretien avec un responsable coutumier de Bagré-centre .....</b>	<b>354</b>
<b>Annexe 7 : Lois relatives à l'eau au Burkina Faso .....</b>	<b>367</b>
<b>Annexe 8 : cartes départementales des zones étudiées .....</b>	<b>368</b>
<b>Table des illustrations .....</b>	<b>371</b>
1- Liste des cartes .....	371
2- Liste des encadrés .....	371
3- Liste des figures .....	372
4- Liste des photos.....	372
5- Liste des tableaux.....	374